«Les Canadiens de demain»

GÉN ONS

Histoire des peuples du Canada

«Les Canadiens de demain»

Une introduction à l'histoire des peuples du Canada

Jean R. Burnet
et Howard Palmer

Multiculturalisme et Citoyenneté Canada
Multiculturalism and Citizenship Canada

92-03848/

© Ministre des Approvisionnements et Services 1991

Tous droits réservés. L'utilisation non préalablement autorisée par l'éditeur de toute partie du présent document reproduite sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit — reproduction élctronique ou mécanique, y compris la photcopie et l'enregistrement, ou gardée en mémoire dans l'ordinateur, constitue une infraction à la Loi sur les droits d'auteur.

No de catalogue Ci44-14/1991F

L'édition originale en langue anglaise de cet ouvrage a été publiée en 1988 par McClelland and Stewart Ltd. Toronto sous le titre
"Coming Canadians":
An introduction to a history of Canada's peoples.

Catalogage canadien avant publication
Burnet, Jean R., 1920-
«Les Canadiens de demain»
Une introduction à l'histoire des peuples du Canada

(Générations, Histoire des peuples du Canada)
Publié par le secteur du multiculturalisme.
Bibliographie : p. 267
Comprend un Index.
ISBN 0-662-96915-4

1. Canada - Population - Groupes ethniques - Histoire.
2. Canada - Émigration et immigration - Histoire.
I. Canada. Secteur du multiculturalisme.
II. Titre. III. Collection.

FC104.B87 1988 971'.004 C87-095160-2
F1035.A1B87 1988

En vente au Canada par l'entremise des
libraires associées et autres libraires
ou par la poste auprès du
Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnements et Services Canada Ottawa (Canada) K1A 0S9

Table des matières

PRÉSENTATION / *vi*

PRÉFACE / *1*

Chapitre un : Introduction / *3*

PREMIÈRE PARTIE : L'immigration et la colonisation
Chapitre deux : De la colonisation à 1880 / *12*
Chapitre trois : Le peuplement, 1880-1980 / *28*

DEUXIÈME PARTIE: Les principales institutions
Chapitre quatre : La structure économique / *64*
Chapitre cinq : La parenté, le mariage et la famille / *93*
Chapitre six : L'éducation / *119*
Chapitre sept : Les institutions religieuses / *144*
Chapitre huit : L'appartenance ethnique et la politique / *173*

TROISIÈME PARTIE: Les autres institutions et la sauvegarde de l'identité
Chapitre neuf : Les associations ethniques bénévoles / *215*
Chapitre dix : Les médias / *229*
Chapitre onze : L'identité ethnique / *247*
Chapitre douze : Le Canada multiculturel / *260*

BIBLIOGRAPHIE / *267*

INDEX / *278*

Présentation

Au Canada, comme dans beaucoup d'autres pays, on assiste depuis quelque temps à une évolution des mentalités à l'égard de la composition pluriethnique de la société. Cette diversité des origines et des cultures, naguère considérée comme un problème que seul le temps pourrait résoudre, est perçue désormais, et à juste titre, comme une ressource précieuse. Les Canadiens commencent ainsi à s'enorgueillir de l'arrivée de personnes des quatre coins du globe, avec pour bagage les points de vue, les connaissances, les compétences et les traditions les plus diverses, et ce pour le plus grand avantage de tous.

Conscients de cette nouvelle dimension, les auteurs du *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme* ont consacré le Livre IV du document à l'apport culturel au Canada des groupes ethniques autres que les Britanniques, les Français et les Autochtones. C'est pour donner suite à leurs recommandations que le gouvernement fédéral a annoncé que le Secteur de la citoyenneté du Secrétariat d'État financerait une série d'études portant essentiellement sur les origines, l'apport et les problèmes des divers groupes culturels qui vivent au Canada. Cette série d'études historiques en est le résultat direct. Elles ont été entreprises à la demande du gouvernement, mais elles ne prétendent pas être définitives ni officielles : elles sont plutôt le fruit des efforts de spécialistes qui ont rassemblé la majeure partie des données existantes sur les groupes ethniques en question, montrer ce qui reste encore à apprendre et ainsi susciter des travaux de recherche plus approfondis sur les composantes ethniques de la société canadienne. Ces études historiques doivent être objectives, analytiques, faciles à lire et s'adresser aussi bien au grand public et aux élèves des niveaux secondaire, collégial ou universitaire, qu'aux enseignants des écoles primaires.

La plupart des Canadiens appartiennent à un groupe «ethnique». On entend par là qu'ils possèdent «un sentiment d'identité qui est ancré dans une communauté d'origine... que cette communauté soit réelle ou imaginaire[1]».

Les autochtones, les Britanniques et les Français (appelés peuples fondateurs, étant les premiers Européens à avoir pris possession du territoire), les Allemands et les Hollandais, établis depuis plus d'un siècle, tout comme les derniers arrivants, possèdent tous des traditions et des valeurs qui leur sont chères et qui font désormais partie du patrimoine culturel des Canadiens. Ces groupes sont très différents les uns des autres, du point de vue de leur importance démographique, de leur répartition géographique et de leur rôle socio-économique. La présente série d'études retracera l'histoire de leurs luttes, de leurs échecs et de leurs triomphes.

Comme le relève le *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, «certains individus ont plus que d'autres un sentiment très vif de leur origine, de leur appartenance à un groupe[2]». De nos jours, au Canada, les mariages interethniques étant de plus en plus fréquents et les gens se réclamant, de ce fait, d'ancêtres de plus en plus divers, nombreux sont ceux qui en sont arrivés à se considérer simplement comme Canadiens, indépendamment de leur origine ancestrale. Cette série d'études qui prétend cerner la dimension ethnique de la société canadienne dans une perspective historique, ne part pas du principe que chacun doit être classé dans un groupe précis, ni que le caractère ethnique est toujours l'élément le plus important dans la vie d'un individu. Elle vise essentiellement à faire ressortir qu'il s'agit d'un aspect dont il faut tenir compte pour bien comprendre l'essence même de la société et de l'identité canadiennes.

Les historiens canadiens ont toujours abordé l'histoire surtout du point de vue politique et économique. Comme les institutions économiques et politiques étaient en grande partie entre les mains des Canadiens d'origine britannique et française, ils ont eu tendance à passer sous silence le rôle des autres groupes ethniques dans l'évolution du Canada. Qui plus est, ces mêmes historiens ont été jusqu'à maintenant presque exclusivement d'origine britannique ou française, et ils n'avaient ni l'intérêt ni les compétences linguistiques nécessaires pour étudier l'histoire des autres groupes ethniques. Le pluralisme n'étant pas reconnu comme une réalité sociale, très peu d'études ont été faites au sujet de l'influence des traditions et des valeurs des Britanniques — ou plus précisément, des Anglais, des Irlandais, des Écossais et des Gallois — sur l'évolution de la société canadienne. En revanche, les diverses traditions et valeurs françaises ont fait l'objet, pour un certain nombre de raisons, d'études plus nombreuses et plus approfondies.

Cette série d'études témoigne de l'intérêt grandissant porté à l'aspect social de l'histoire du Canada, en particulier au chapitre de l'immigration et des groupes ethniques. Cette nouvelle tendance tient peut-être au fait qu'un nombre grandissant de spécialistes dans ce domaine ont des origines autres que françaises ou britanniques. Étant donné que ce phénomène est tout récent, les auteurs des études de la présente série n'ont pu disposer, pour la plupart, que d'une bibliographie très restreinte. Il existe, il est vrai, certaines

études historiques sur des groupes autres que les Britanniques et les Français, mais celles-ci sont souvent teintées de chauvinisme et manquent de rigueur sur le plan de l'analyse.

Malgré la rareté des sources de référence, les auteurs ont été instamment invités à effectuer une étude aussi complète que possible et à accorder une importance égale aux sujets suivants : les origines, le choix du lieu d'établissement, l'identité et l'assimilation ethniques, les associations ethniques, l'évolution démographique, la religion, les valeurs, la profession et la classe sociale, les familles, la presse ethnique, les préférences linguistiques, les réactions face à la politique, l'éducation, les relations interethniques, les arts et les loisirs. Ils ont été également invités à donner une idée des différences constatées entre membres du même groupe, selon la région du pays où ils habitent. Enfin, on leur a demandé de se montrer à la fois subjectifs lorsqu'ils décrivent les expériences du groupe en tant qu'immigrants et minoritaires, et aussi objectifs que possible, autrement dit, de présenter le groupe non pas simplement comme il se perçoit lui-même ou comme il voudrait être perçu.

Le défi était donc de taille. Dans la mesure où ils ont réussi, les auteurs nous présentent sous un éclairage nouveau de nombreuses facettes de la société canadienne, telle qu'elle a été dans le passé et telle qu'elle est aujourd'hui. Dans la mesure où ils n'ont pu atteindre tous leurs objectifs, ils peuvent inciter d'autres historiens, sociologues et anthropologues à venir prendre la relève et à achever l'oeuvre entreprise.

Jean Burnet
Howard Palmer

1. *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.*
2. *Ibid.*, paragraphe 8.

Préface

Initialement, la collection «Générations» devait comprendre un volume de présentation, où les histoires de groupes ethniques particuliers seraient réunies. Les éditeurs de la série d'études semblaient les personnes les mieux qualifiées pour préparer ce volume. Toutefois, quand vint le temps de commencer, Howard Palmer était accaparé par un certain nombre d'autres projets et je me suis donc mis seule à la tâche. Par la suite, Howard a été en mesure de venir se joindre à moi. C'est ainsi qu'il a rédigé le chapitre huit et collaboré à la révision du chapitre six. Depuis notre première rencontre, en 1970, une grande partie de ce que j'ai écrit sur les groupes ethniques et le multiculturalisme est le fruit du dialogue permanent que nous entretenons.

J'ai emprunté le titre du livre à l'un des premiers ouvrages sur les immigrants venus au Canada. *Strangers Within Our Gates or Coming Canadians*, de J.S. Woodsworth, publié en 1909, exprime les points de vue des personnes instruites et animées de sentiments humanitaires de l'époque. Le présent volume montre à quel point notre connaissance des immigrants et nos attitudes à leur égard ont évolué au cours des 80 dernières années.

Cet ouvrage est fondé sur les travaux d'autres personnes, plutôt que sur nos propres études historiques. J'ai eu pour la première fois l'occasion d'effectuer l'intégration et la synthèse d'études portant sur l'immigration, ainsi que l'histoire des groupes ethniques et leur organisation sociale au cours des années 1960, en qualité de chargé de recherche de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Je travaillais alors à la préparation du Livre IV du rapport de la Commission, intitulé *Les apports culturels des autres groupes ethniques*. On peut probablement trouver dans le présent volume des traces de ce travail. Je suis reconnaissante envers les membres de la Commission de la chance qui m'a été donnée et envers les chercheurs avec qui j'ai eu le plaisir de travailler, notamment Harlan Brown, Peter Findlay et le regretté T.M. Krukowski.

Au cours des années 1970 et 1980, des progrès énormes ont été réalisés dans le domaine des études sur les groupes ethniques du Canada et ces dernières m'ont été précieuses. Je me suis beaucoup inspirée des auteurs de

la collection «Générations», dont 14 volumes ont été publiés à ce jour et un certain nombre d'autres sont à divers stades de préparation. Dans de nombreux cas, les auteurs ont dû faire oeuvre de pionniers, rechercher les lettres, les souvenirs et les journaux éparpillés ici et là, examiner avec minutie les mythes et les légendes de chaque groupe et établir laborieusement un récit cohérent à partir de documents peu vraisemblables. Dans quelques cas, des auteurs ont été au contraire submergés sous des masses de documents importants ou plus secondaires. Ils se sont tous montrés des spécialistes à la fois avertis et tout entier voués à leur tâche.

J'ai également tiré profit des travaux de nombreux collègues, notamment Raymond Breton, Robert Harney, Sev Isajiw, Cornelius Jaenen, Danielle Juteau-Lee, Lilian Petroff et Harold Troper. Le regretté Michel Laferrière a été l'une des personnes qui ont lu une partie du manuscrit et qui m'ont fait part de leurs observations. J'ai toujours bénéficié de l'aide aimable et généreuse des membres du Secteur du multiculturalisme. Au fil des ans, il y a eu Yok Leng Chang, Helen Eriks, Steve Jaworsky, Myron Momryk, Adrian Papanek, André Rousseau, Roberta Russell, Monique Shoblom, Nadia Slejskova, Maria Tiley et Judy Young. J'ai été beaucoup aidée dans mon travail, grâce tout d'abord à un congé sabbatique, puis au congé de recherche que m'a accordé le Glendon College, et enfin au soutien de collègues et d'amis, dont Mildred Brown, Helen Goldman, Florence Knight et Lorna Lampkin.

Un éditeur littéraire avisé peut tout aussi bien que quiconque faire de la farine avec du son. J'ai eu la chance quant à moi, à l'instar de quelques-uns des auteurs des histoires de groupes ethniques particuliers de la collection «Générations», d'avoir comme directrice littéraire Diane Mew. Elle possède à la fois une grande compétence dans son domaine, alliée à une très grande perspicacité. Je lui suis reconnaissante en tant que directrice littéraire et amie.

CHAPITRE UN

Introduction

La diversité ethnique, dont on ne tenait aucun compte jusqu'à récemment à titre de dimension de la société canadienne et de sujet de recherche pour les universitaires, est reconnue aujourd'hui comme une des richesses inestimables du pays. Depuis des milliers d'années, le Canada a été habité par des peuples divers, qui ont apporté chacun leurs conceptions, leurs idées, leurs talents, leurs expériences et leurs traditions et qui ont ainsi contribué à façonner la manière dont les Canadiens sont parvenus à vaincre les difficultés de leur environnement. Pourtant, les études historiques et sociologiques sur le Canada ont traité essentiellement ou presque des Français et des Britanniques, les colonisateurs successifs, avec des mentions occasionnelles des Indiens et des Inuit. Le moment est venu d'y ajouter les autres Canadiens qui, bien qu'ils ne soient pas autochtones et n'aient pas l'identité ethnique des conquérants militaires ou des gouvernants du pays, ont participé à l'exploration, à la colonisation et à la construction de notre société.

Le présent ouvrage traite de ces autres Canadiens, les immigrants et les membres des groupes ethniques. Il s'efforcera de relater quelques-unes de leurs expériences communes et certaines de leurs histoires particulières dans un pays immense et aux régions très variées. Il traite également, quand c'est possible, des relations entre les groupes ethniques, dont on fait souvent peu de cas sinon aucun dans les histoires de chacun des groupes.

Même s'ils ne sont pas au centre de l'étude, les Français et les Britanniques en seront néanmoins des parties importantes. Ils ont été les principaux bâtisseurs des institutions et des communautés où les autres ont joué un rôle. Ils sont les groupes fondateurs de la société canadienne et escomptent à ce titre que les autres vont s'assimiler à eux.

Le groupe britannique pas plus que le groupe français ne sont homogènes du point de vue ethnique. Parmi les Canadiens français en Amérique du Nord, une distinction s'est établie très tôt entre Acadiens et Canadiens. Par la suite, les unions entre Canadiens français et Amérindiens ont donné naissance aux Métis. Bien qu'unifiés politiquement, les Britanniques étaient

divisés sur le plan de l'identité et de la culture en divers éléments : Anglais, Écossais, Irlandais et Gallois, et même au sein de groupes ethniques comme les Écossais il y avait des sous-groupes ayant un fort sentiment d'appartenance à un peuple particulier. La distinction entre Highlanders et Lowlanders est marquée. En outre, Elaine Allen Mitchell a dit des habitants des Îles Orkney, qui étaient le principal élément ethnique de la Compagnie de la Baie d'Hudson :

> Aujourd'hui encore, malgré leur attachement patriotique séculaire au reste de l'Écosse, les Orcadiens (leur appellation correcte, bien que les archives de la Compagnie de la Baie d'Hudson parlent invariablement des Orkneymen) ont tendance à se considérer comme un peuple distinct. Et d'une certaine façon ils le sont effectivement, car les invasions scandinaves ont oblitéré toute trace des Celtes qui peuplaient autrefois les Îles[1].

Il ne sera pas question d'une histoire très importante et haute en couleurs, celle des plus anciens habitants du Canada, les Autochtones. Pendant longtemps, ils ont été mis en marge de la société, et certains d'entre eux vivent toujours isolés dans des réserves et des régions encore inexploitées du Nord canadien. Toutefois, ils s'insèrent de plus en plus dans l'économie industrielle et dans les villes. Ce faisant, ils connaissent des expériences et des problèmes identiques à ceux des nouveaux arrivants au pays et ils adaptent certains concepts et des formes d'organisation utilisés par les autres à des fins qui leur sont propres. Néanmoins, leur histoire et leur situation ont un caractère si spécial qu'elles exigent d'être traitées séparément.

Il n'y a aucune désignation satisfaisante pour nommer les Canadiens qui sont au centre de la présente étude. Il est logique d'établir une distinction entre les Autochtones ou les Indigènes (les Indiens et les Inuit), les colonisateurs (les Français et les Britanniques), et les groupes ethniques qui sont venus au Canada principalement comme immigrants, pour se joindre à une société déjà établie. Parler des groupes ethniques immigrants signifie toutefois implicitement que la plupart des membres des groupes en question sont nés à l'étranger. En fait, dans certains des groupes, il y a actuellement jusqu'à 85 p. 100 des membres qui sont nés au Canada. Parler même des immigrants et de leurs descendants[2] semble minimiser la durée de la présence au Canada de ceux auxquels il est fait allusion. Il pourrait sembler possible de faire une distinction entre les groupes britannique et français et les autres groupes, en fonction de l'importance démographique, mais dans la mesure où il est possible de déterminer l'importance des groupes ethniques, les petits groupes comprendraient les Gallois ainsi que les Estoniens, les Lettons et les Lituaniens pour n'en nommer que quelques-uns. Le terme «groupes ethniques minoritaires» peut s'appliquer différemment selon que l'on considère leur nombre ou leur pouvoir, l'ensemble du Canada ou une région particulière. Le terme employé dans le mandat de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, «les autres groupes

ethniques», sera donc utilisé, bien qu'avec un certain regret, étant donné qu'il relègue ceux qu'il désigne dans une catégorie résiduelle et tend à réduire les différences entre eux et leur importance pour la société canadienne. Cela a l'avantage, naturellement, de signifier implicitement que les Français et les Britanniques sont aussi des groupes ethniques, fait parfois contesté si l'on donne au terme «ethnique» un sens péjoratif.

R.A. Schermerhorn décrit un groupe ethnique comme étant «une collectivité au sein d'une société plus vaste ayant des ancêtres communs réels ou putatifs, des souvenirs d'un passé historique partagé et un patrimoine culturel axé sur un ou des éléments symboliques définis comme l'image même de son caractère distinctif en tant que peuple... Cela doit s'accompagner nécessairement d'un certain sentiment de communauté de nature parmi les membres du groupe.[3]» Le même point de vue a été exprimé sous sa forme la plus succincte par Milton Gordon, selon lequel un groupe ethnique se caractérise par un sentiment d'appartenance à un peuple[4]. Selon cette définition, l'essence d'un groupe ethnique est un sentiment d'identité. On ne peut donc pas le définir en termes objectifs, bien qu'on puisse reconnaître des caractéristiques objectives.

Un groupe ethnique n'est pas un groupe hermétiquement clos, bien qu'on l'ait parfois considéré comme tel, pas plus qu'il n'est un groupe dont il est impossible de s'extraire. En raison des mariages entre personnes de groupes différents, des modifications de frontières et des redéfinitions politiques, de nombreuses personnes peuvent faire un certain choix en matière d'allégeance ethnique. Il est bien connu que certains membres, même de ces groupes ethniques qui ont des caractéristiques physiques distinctives, «abandonnent» un groupe et se joignent à un autre en «disparaissant». Pour les groupes qui expriment leurs particularités ethniques par des traits culturels plutôt que physiques, le changement est plus facile. Norman Ryder fournit des preuves abondantes de changements d'identité ethnique[5] au Canada, et récemment, Rudolf Kogler et Benedykt Heydenkorn ont établi que la diminution du nombre de Canadiens d'origine polonaise enregistrée entre les recensements de 1961 et 1971 était due aux changements d'affiliation, de polonaise à juive, à ukrainienne, à britannique et aux autres groupes[6].

Il est donc difficile d'évaluer le nombre de changements survenus pour chacun des groupes ethniques. La question la plus précise que pose le recensement pour déterminer l'appartenance aux différents groupes ethniques est la suivante : «Quel groupe culturel ou ethnique était le vôtre ou celui de votre ancêtre à l'arrivée sur ce continent?» Les chiffres obtenus constituent habituellement le meilleur indice des affiliations ethniques des Canadiens. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue qu'ils portent sur l'origine plutôt que sur l'identité. Que leurs ancêtres soient arrivés sur ce continent il y a douze générations ou bien seulement deux, de nombreuses personnes se considèrent simplement comme Canadiens. Quand on leur demande de choisir une catégorie ethnique, elles peuvent aussi bien en nommer une avec laquelle elles ne se sentent pas d'affinité véritable. Jusqu'à 1981, les personnes interrogées devaient indiquer les ancêtres du côté paternel; dans le

recensement de 1991, cette exigence a été abandonnée et il faut indiquer les différentes origines. Il convient dè noter également que les questions qui ont permis d'évaluer les origines ethniques ont varié au fil des ans; que beaucoup de personnes ont été incapables de répondre «convenablement» à la question pour le recensement; et qu'à différentes époques, en particulier quand leur patrie était en guerre avec leur pays d'adoption, certaines personnes ont essayé de cacher ou de changer leurs origines ethniques[7]. En plus du recensement, les registres officiels de l'immigration indiquaient, jusqu'en 1967, l'origine ethnique, mais depuis lors les gens sont classés par pays de dernière résidence permanente et pays de citoyenneté.

Les renseignements qui étaient donnés dans les dossiers de l'immigration permettaient une certaine vérification des chiffres du recensement. Cependant, des immigrants en nombre considérable sont soit retournés dans leur pays soit passés, en nombre plus élevé, aux États-Unis. Il en résulte que le changement du nombre des sujets d'une catégorie d'origine particulière entre deux recensements est le résultat non seulement de l'accroissement naturel de l'immigration et du changement d'identité à l'intérieur du Canada, mais également de l'émigration. Il n'existe aucun relevé officiel canadien de l'émigration, simplement des évaluations fondées sur les rapports officiels des immigrants entrant aux États-Unis qui donnent le Canada comme lieu de naissance ou dernier lieu de résidence permanente. En outre, les registres officiels de l'immigration n'indiquent pas ceux qui sont entrés au pays illégalement, ou comme visiteurs, jusqu'à ce qu'ils aient obtenu le statut d'immigrant reçu; certaines personnes ne l'ont demandé qu'après avoir vécu dans le pays pendant de nombreuses années.

Le caractère ethnique est intimement lié à la culture. Néanmoins, on ne peut les mettre sur le même pied. Un sentiment aigu d'identité ethnique peut exister chez des personnes pratiquement dépourvues de caractéristiques culturelles distinctives. Dans la deuxième moitié du XX^{e} siècle, le caractère ethnique est devenu prédominant dans le monde entier, tandis que les différences culturelles se sont amenuisées à un tel point que certains sociologues ont annoncé leur disparition[8].

Deux aspects de la culture ont fréquemment une importance spéciale en tant que caractéristiques ethniques distinctives : la langue et la religion. On a dit de la langue qu'elle était un élément déterminant de la culture[9], une expression essentielle de la culture, l'expression la plus courante de la culture, et le véhicule naturel pour les autres éléments de la culture[10]. Elle est fréquemment le symbole culturel d'identité auquel on est le plus attaché. Elle revêt actuellement une grande importance pour les deux groupes ethniques, les Britanniques et les Français, qui ont fait les compromis d'où le Canada est issu. Toutefois, de nombreux groupes ethniques, les Antillais notamment, ne possèdent pas de langues distinctives. Il y a beaucoup de groupes, comme les Italiens, où des personnes venues de différentes régions parlent des dialectes que les autres ne comprennent pas. Dans certains cas, la langue est défendue avec acharnement comme caractéristique distinctive

seulement, car les autres différences culturelles se sont estompées et ont disparu, comme au Canada français. Au Canada, la reconnaissance de la langue dans le recensement facilite son utilisation comme caractère distinctif par les chercheurs. Le recensement indique en effet que la langue qu'une personne ou son ancêtre parlait lors de son arrivée en Amérique du Nord doit servir à déterminer son origine ethnique, et il présente des données statistiques concernant la langue maternelle, la connaissance des langues officielles et, depuis 1971, la langue la plus couramment utilisée au foyer.

La religion peut être également un élément déterminant de la culture. Pour les juifs, elle est le fondement d'une identité et d'un mode de vie distinctifs dans une si grande mesure que ceux qui ne professent plus le judaïsme peuvent néanmoins conserver leur identité et leur culture juives. Elle est également le fondement des identités distinctives de certaines sectes chrétiennes qui ont accentué leur séparation et leurs différences par rapport à leurs voisins, comme les mennonites, les hutterites et les doukhobors. De nombreuses religions et sectes religieuses traversent les frontières ethniques et culturelles : alors que la plupart des Scandinaves sont luthériens et la majorité des Polonais et des Italiens sont catholiques, les Allemands, par exemple, sont de confession luthérienne, catholique ou autres.

Comme la langue et la religion, la nationalité est fréquemment liée à l'identité ethnique. En effet, de nombreuses personnes mettent en parallèle la nationalité et le caractère ethnique. Toutefois, alors que le nationalisme désigne habituellement un sentiment d'unité ethnique, le caractère national est fréquemment interprété comme désignant simplement le fait d'être membre d'un État et très peu d'États, si tant est qu'il y en ait, sont homogènes sur le plan ethnique. Les minorités ethniques ont fréquemment affirmé un sentiment très fort de nationalisme ou d'unité. Leurs membres sont souvent nombreux parmi les émigrants, fuyant une oppression active ou latente. Il est notable que les immigrants appartenant à une minorité dans leur patrie ont changé leur réponse aux questions concernant l'origine ethnique, car cette minorité est devenue consciente d'elle-même et s'est déclarée comme nation méritant d'avoir un État : les Ukrainiens, connus naguère au Canada sous le nom de Galiciens, de Bukoviniens et de Rhuténiens, en sont une éloquente illustration.

Les traits physiques sont les particularités distinctives les plus évidentes et permanentes. Les groupes qui possèdent ces caractéristiques physiques sont fréquemment appelés races ou minorités visibles plutôt que groupes ethniques. L'inclusion des groupes raciaux parmi les groupes ethniques fait ressortir le fait que les caractéristiques physiques sont superficielles, qu'elles ne sont pas nécessairement observables chez tous les membres du groupe, qu'elles peuvent être modifiées par les unions interethniques, et qu'il n'y a pas d'accord total quant aux groupes qui sont «non-blancs» ou «visibles» dans la société canadienne[11]. Cela ne doit pas masquer ou minimiser le fait que les groupes raciaux ou les minorités visibles ont été et sont actuellement l'objet des préjugés et de la discrimination les plus prononcés au Canada et ailleurs.

Un certain nombre de facteurs ont contribué d'une façon importante à façonner l'histoire et la composition ethniques du Canada. L'un d'eux est sa situation immédiatement au nord des États-Unis. Ce pays dynamique a éclipsé le Canada en tant que pays d'accueil pour les immigrants. Il a été la destination de «la plus grande migration de personnes de toute l'histoire connue[12],» et il se représentait et était représenté par les autres comme le creuset où les cultures et les personnes diverses se fondaient en une grande et nouvelle culture unique au monde. Non seulement le Canada a-t-il reçu moins d'immigrants que les États-Unis et a servi de pays de transit pour un grand nombre de ceux-ci, mais un pourcentage considérable de ceux qu'il a accueillis ont toujours été originaires des Îles britanniques. En outre, alors que les États-Unis étaient considérés comme une terre aux possibilités quasi illimitées, où tous les nouveaux arrivants étaient transformés en membres d'une nouvelle race dynamique, le Canada était, à ses propres yeux et à ceux du monde entier, un pays où des cultures et des peuples disparates conservaient leur identité tout en formant des parties d'un ensemble statique et plutôt terne.

À d'autres égards, également, le Canada a été influencé par la proximité des États-Unis. Les changements survenus dans les relations raciales et ethniques aux États-Unis ont toujours trouvé leur écho au Canada et y influent sur les attitudes et les comportements. Au cours des décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, la montée du nationalisme noir, les éruptions de violence raciale, notamment les émeutes de Watts, le rôle grandissant joué dans les organes d'information par les Noirs et les Latino-Américains, le «réveil de la conscience ethnique» ou «le nouveau caractère ethnique» des années 1960 et 1970 ont eu des répercussions au Canada. Les États-Unis ont également été une source importante d'immigrants au Canada et le principal pays receveur d'émigrants du Canada, à la fois des Canadiens de vieille souche et des transmigrants. Le déplacement des Canadiens de l'autre côté de la frontière n'a été restreint pratiquement d'aucune manière et, parmi eux, ceux qui étaient anglophones n'y ont rencontré aucune entrave du point de vue de la langue et de la culture. Les impatients, les ambitieux, ceux qui sont particulièrement talentueux ou spécialisés ont pu s'intégrer facilement dans ce pays plus peuplé et plus fortement développé et s'y sont imposés. En revanche, le manque de formation et de talent dans certains secteurs de pouvoir et de prestige au Canada a été évité en faisant venir des personnes qualifiées des États-Unis, souvent à des coûts plus élevés. La venue de professeurs d'université au cours de la période d'expansion de la fin des années 1950 et des années 1960 et le recrutement de cadres de l'industrie pétrolière en Alberta au cours des années 1950 en sont des exemples patents. Comme dans les pays en développement, les Canadiens de naissance ont été souvent désavantagés par rapport aux immigrants, temporaires ou permanents, venant d'un pays plus industrialisé. Leur rancoeur a trouvé de temps à autre son expression dans un anti-américanisme virulent.

La dualité canadienne est un autre facteur qui a contribué de façon importante à façonner la composition ethnique du Canada. L'existence d'un

Canada anglophone et d'un Canada francophone, chacun en mesure d'être une majorité dans certaines subdivisions politiques du pays, a été décisive dès le début. Pendant longtemps, l'opinion qu'avaient les autres Canadiens au sujet des Canadiens français et, dans une certaine mesure, celle que les Canadiens français avaient d'eux-mêmes, étaient qu'ils constituaient un groupe homogène, porteur des valeurs du monde rural sans être pour la plupart à proprement parler des ruraux, farouchement catholiques, étroitement liés par leur langue et leur culture particulières, et peu hospitaliers pour les immigrants. Depuis 1960, cependant, le fait français a changé radicalement. Les Canadiens français sont devenus plus comme leurs compatriotes, allant même jusqu'à vouloir monopoliser les postes de pouvoir et de prestige dans les régions où ils sont en majorité. Le gouvernement de la province de Québec désire ardemment recevoir des immigrants qui accepteront le français comme moyen de communication dans leur nouveau pays, et la population a commencé à perdre sa xénophobie.

L'existence des Canadas anglais et français a présenté un choix pour certains immigrants. Pour les autres, cependant, leur établissement à Montréal, à Toronto, à Winnipeg ou à Vancouver n'a été que le fruit du hasard. Récemment, avec l'adoption croissante du bilinguisme conformément à la politique fédérale et l'émergence d'une orientation plus spécifiquement québécoise chez les Canadiens français, une importance politique a été donnée au caractère ethnique dans tous les groupes.

La concentration des Canadiens français au Québec n'est qu'un aspect du régionalisme accentué du Canada. L'immensité du pays, sa diversité géographique et climatique, et la longue période sur laquelle s'est échelonné le peuplement ont créé des différences marquées entre les diverses parties du pays. On considère habituellement qu'il y a cinq régions : les provinces de l'Atlantique, le Québec, l'Ontario, les provinces des Prairies et la Colombie-Britannique. Probablement qu'une sixième, le Nord, comprenant le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, doit y être ajoutée, car sa population augmente et s'affirme de plus en plus. Les régions, géographiques, économiques et culturelles, ont été colonisées à différentes époques, se sont développées à des rythmes différents, ont exercé des degrés et des genres d'attraction différents sur les nouveaux arrivants et fait preuve d'aptitudes différentes pour retenir la population. Les régions sont donc maintenant très diversifiées dans leur composition ethnique et leur attitude à l'égard des groupes ethniques, et leur comportement comme régions est lié à ces différences.

Enfin, les orientations des gouvernements du Canada en ce qui concerne l'immigration et les relations ethniques ont eu une influence considérable, qu'elles aient été implicites ou explicites. Elles ont été établies en fonction de la situation économique, des attitudes des électeurs et des opinions à l'étranger. Elles renfermaient également un encouragement à conserver les identités ethniques et les patrimoines culturels, accompagné d'une certaine désapprobation du peuplement en bloc et d'une insistance à participer au

fonctionnement du système scolaire public. Au cours des années 1970, la politique de multiculturalisme au sein d'un cadre bilingue a en quelque sorte institutionnalisé les notions fondamentales selon lesquelles la sauvegarde des identités ethniques et la participation à la vie de la société canadienne étaient complémentaires. Les politiques générales n'ont pas été les seuls facteurs déterminants de l'immigration et du peuplement; l'immigration illégale, par exemple, a souvent été assez importante. Malgré cela, elles ont eu une influence majeure.

En traitant ensemble des Canadiens qui ne sont pas d'origine britannique, française ou autochtone, on ne vise nullement à donner à entendre qu'ils constituent une troisième force dans la vie canadienne. Ils peuvent avoir des choses en commun, mais ils diffèrent par leurs histoires, leurs valeurs, leurs aptitudes et leurs aspirations à leur arrivée au Canada; leur degré de concentration ou de dispersion; la durée de leur établissement au Canada; la taille de leurs communautés, si leur nombre baisse, reste stable ou augmente, et quelle proportion de la population totale ils forment; la ou les régions et le ou les domaines d'activité professionnelle où ils se concentrent; leur degré de similarité ou de différence avec les peuples fondateurs. Les Canadiens d'ascendance britannique se subdivisent en un certain nombre de peuples, tout comme les Canadiens français. Il est futile de chercher une unité autre qu'une unité instable liée au statut de minorité qu'ils partagent, parmi ceux qui ont entre eux peu de chose en commun sinon d'être d'origine ni française ni britannique.

À un autre niveau, bien sûr, le présent volume est une exploration de l'unité de tous les Canadiens. Les auteurs s'efforcent de suivre comment au fil des années les personnes qui sont venues au Canada de régions du monde toujours plus nombreuses ont réussi à surmonter les difficultés que sa géographie et sa société représentaient pour eux. Ils ne se sont jamais complètement conformés à un modèle établi pas plus qu'ils ne se sont fondus dans des modèles entièrement nouveaux, comme les sociologues du XIX^{e} siècle et du début du XX^{e} siècle se plaisaient à le prévoir. Ils ont commencé à avoir beaucoup en commun, malgré les différences d'origine et de région, mais ils ont conservé en même temps un sentiment d'avoir un caractère distinct, dont le fondement s'est modifié au fil des ans. Ce faisant, ils sont devenus des Canadiens.

NOTES

1. Elaine Allen Mitchell, «The Scot in the Fur Trade», The Scottish Tradition in Canada, édité par W. Stanford Reid, Toronto, McClelland et Stewart, 1976, p. 28 et 29.
2. Jeffrey Reitz, «Immigrants, Their Descendants, and the Cohesion of Canada», dans *Cultural Boundaries and the Cohesion of Canada*, de Raymond Breton, Jeffrey G. Reitz et Victor Valentine, Montréal, Institut de recherche sur la politique publique, 1980, p. 329-417.
3. R.A. Schermerhorn, *Comparative Ethnic Relations*, New York, Random House, 1970, p. 12.
4. Milton Gordon, *Assimilation in American Life*, New York, Oxford University Press, 1964.
5. Norman B. Ryder, «The Interpretation of Origin Statistics», *Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 21, no 4, novembre 1955, p. 466-479.
6. Rudolf Kogler et Benedykt Heydenkorn, «Poles in Canada 1971», dans *Past and Present*, édité par Benedykt Heydenkorn, Toronto, Canadian Polish Research Institute, 1974, p. 27-36.
7. Ryder, «Origin Statistics»; John Kralt, «Ethnic Origins in the Canadian Census, 1871-1981», dans *Changing Realities Social Trends Among Ukrainian Canadians*, édité par W.R. Petryshyn, Edmonton, Canadian Institute, 1980, p. 18-49.
8. John Porter, «Bilingualism and the Myths of Culture», *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 6, no 2, mai 1969, p. 111-119.
9. Kenneth McRae, «Language Policies as an Aspect of Cultural Policy», document de travail préparé pour Diversité linguistique et culturelle, Symposium organisé par l'Unesco et le Canada, Ottawa, du 25 au 30 septembre 1972.
10. *Rapport* de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Introduction générale, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1967, p. xxxiv.
11. Doug Daniels, «The white race is shrinking : perceptions in Canada and some speculations on the political economy of race classification», *Ethnic and Racial Studies*, vol. 4, no 3, juillet 1981, p. 353-356, Subhas Ramcharan, *Racism: Nonwhites in Canada*, Toronto, Butterworths, 1982.
12. John F. Kennedy, *A Nation of Immigrants*, édition révisée et augmentée, New York, Harper & Row, 1964, p. 3.

PREMIÈRE PARTIE

L'immigration et la colonisation

CHAPITRE DEUX

De la colonisation à 1880

EXPLORATION ET DÉBUT DE LA COLONISATION

Depuis l'époque de l'exploration des côtes de ce qui est devenu le Canada, des hommes et des femmes de nombreuses parties du monde ont joué un rôle dans notre histoire. Les puissances colonisatrices ont insisté sur les exploits de ceux dont elles pouvaient se réclamer et elles ont été justifiées de le faire dans la mesure où le travail des explorateurs et des colonisateurs français et anglais a eu des conséquences plus évidentes que celui des explorateurs des autres pays. Néanmoins, les affirmations qui peuvent être faites aujourd'hui, avec plus ou moins de preuves à l'appui, illustrent la diversité qui a caractérisé la population de ce qui constitue aujourd'hui le Canada.

Les voyages des Vikings vers l'an 1000 sont l'une des exceptions à l'importance donnée aux explorateurs français et anglais dans la plupart des histoires du Canada. L'authenticité de ces voyages a été établie à l'aide de nombreuses preuves, dont les découvertes archéologiques faites à L'Anse-aux-Meadows à Terre-Neuve. Il y a eu par la suite des expéditions venues de Scandinavie, dont celles du Danois Jens Munk et de ses marins norvégiens, qui explorèrent la baie d'Hudson en 1619, à une dizaine d'années de distance de celle de Henry Hudson et de Thomas Button. Sur un équipage de 64 hommes, seuls 2 hommes et leur capitaine survécurent à un hiver à l'emplacement actuel de Churchill, et ramenèrent à bon port les deux navires de l'expédition, accomplissant un des plus grands exploits maritimes de tous les temps[1].

Un Allemand du nom de Tyrkir, le père adoptif de Leif Ericson, faisait partie de l'expédition viking qui eut lieu en 1001 et aurait eu l'honneur douteux d'être le premier Européen à s'enivrer en Amérique du Nord. Deux capitaines de navire allemands au service des Danois, Diedrich Pining et Hans Pothorst, ont peut-être redécouvert Terre-Neuve et le Labrador entre 1471 et 1480, et un autre Allemand a mis le pied à Terre-Neuve en 1583 en tant que membre de l'expédition de Sir Humphrey Gilbert[2].

Les Portugais peuvent se targuer d'avoir mené une activité considérable dans le nord de l'Atlantique à la fin du XV^e siècle. Il semble que l'expédition de Diogo de Teive en 1452 aurait fourni des renseignements à Christophe Colomb. Des expéditions ultérieures auraient exploré les côtes, donné des appellations aux principaux lieux, dont le Labrador, nommé en l'honneur d'un marin des Açores, Joano Fernandes, en 1500 — et pénétré dans la baie d'Hudson. Une colonie portugaise s'est établie dans l'Île du Cap Breton de 1520 à 1525. Les Portugais peuvent avoir donné des conseils à l'explorateur Jean Cabot, de son vrai nom Giovanni Caboto. Ce dernier fut le «découvreur» anglais symbolique, étant financé par des armateurs de Bristol, mais en fait il était Gênois de naissance et citoyen vénitien. Les Italiens prétendent également que Verazzano, Florentin d'origine établi en France et entré au service du roi de France, aurait exploré la côte de la Nouvelle-Écosse en 1524 et fourni des renseignements que Jacques Cartier aurait utilisés par la suite. Des Basques espagnols construisirent des baraquements pour faire fondre la graisse des carcasses de baleine sur les rivages du Labrador durant le XVI^e siècle.

Des Slaves, notamment des Polonais et des Croates, affirment avoir participé aux premières explorations. Des Croates auraient été parmi les explorateurs vénitiens du XV^e siècle. Il est plus probable, toutefois, qu'ils aient été membres de l'expédition de Cartier et Roberval de 1542 à 1543. L'expédition de Champlain de 1605 à 1606 comprenait un mineur prénommé Jacques, «natif de Sclavonia», qui a été identifié comme étant un Croate ou un Slovène[3]. Un Polonais aurait découvert le Labrador en 1476[4].

Les Hongrois imaginent qu'un membre de l'expédition de Leif Ericson au Vinland vers l'an 1000 a pu être un Hongrois. Ils évoquent avec une plus grande certitude, Stephen Parmenius, explorateur et poète, qui accompagna Sir Humphrey Gilbert à Terre-Neuve en 1583.

Il faut citer également un curieux incident entourant la vie de Joseph de La Penha, chef d'une vieille famille juive espagnole qui vivait en Hollande. Il revendiqua la possession de la côte du Labrador pour l'Angleterre en 1677 et, 20 ans plus tard, la terre lui fut cédée pour le récompenser d'avoir sauvé la vie de Guillaume III, monarque d'Angleterre et des Pays-Bas. Il n'exerça pas la jouissance de la concession de terre, mais dans les années 1920 ses héritiers présentèrent une revendication au Conseil privé et, en 1984, la Cour suprême de Terre-Neuve rejeta la requête de Daniel S. de La Penha de Caroline du Sud, qui avait demandé à être reconnu comme le propriétaire légal de la moitié du Labrador[5].

Sur la côte Ouest, les Chinois racontent que des moines bouddhistes venant de Chine ont franchi l'océan à bord de jonques ou d'embarcations à voile et touché terre en 458 de notre ère. Ils évoquent aussi un établissement situé près de l'emplacement actuel de Vancouver en 499 et un voyage en mer jusqu'en Colombie-Britannique en 594[6]. Les Grecs et les Espagnols se vantent de la visite de la côte Ouest par Juan de Fuca en 1592. L'explorateur naviguait pour le compte de la marine espagnole, mais il était grec de naissance[7]. Les Espagnols ajoutent à leur affirmation que l'équipage du

navire Tres Reyes, aurait atteint le détroit nommé en l'honneur de Juan de Fuca en 1603[8].

Toutes ces affirmations illustrent la question, mais elles ne sont pas complètes. Certains des tout premiers voyages peuvent fort bien être légendaires ou mythiques, et ils ont tous eu lieu avant que n'apparaissent les groupes ethniques actuels. L'attribution à un groupe ethnique est souvent faite sur la base douteuse du nom, de la naissance ou de la résidence dans une localité qui est devenue par la suite une partie d'une unité politique associée à un groupe ethnique particulier.

Cependant, le nombre et la diversité des affirmations servent au moins deux fins. D'une part, elles permettent de se souvenir que les contacts et la coopération entre les hommes est un phénomène très ancien. Les explorateurs dont les exploits sont réputés n'étaient pas des aventuriers solitaires, mais des éléments d'une activité maritime considérable. D'autre part, les affirmations soulignent l'importance que les groupes ethniques du Canada attachent à leur longue association avec le Canada. Depuis l'institution de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme en juillet 1963, cette importance peut avoir été accentuée par la grande place faite aux peuples fondateurs auxquels on attribue un statut spécial. Le terme de «peuples fondateurs» qu'utilisent les Canadiens français et les Canadiens anglais est généralement utilisé pour désigner ceux qui ont créé les institutions, en particulier les institutions politiques d'un type inconnu des Autochtones. On peut toutefois donner au terme un sens plus large et l'utiliser pour signifier les premiers arrivants, et les membres des autres groupes ethniques l'utilisent fréquemment de cette manière.

LES GROUPES ETHNIQUES DANS LES DIVERSES RÉGIONS, 1600-1900

Nouvelle-France

Les Français et les Britanniques ont pris possession des parties septentrionales de l'Amérique du Nord, et les Français fondèrent les premiers établissements permanents. Au cours des 150 ans du régime français, l'immigration a été faible, ne s'élevant en moyenne qu'à 66 personnes par an[9]. On considère parfois qu'elle a été limitée aux catholiques français, comme l'a longtemps exigé la politique officielle. Cependant, de nombreux pays étaient représentés dans la colonie : des gens de passage ou des colons venaient en petit nombre de l'Autriche, de la Belgique, de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de l'Écosse, de l'Espagne, de la Suisse, de la Chine[10] et de l'Afrique[11]. Les Anglais (surtout des prisonniers et des réfugiés de Nouvelle-Angleterre), les Irlandais et les Écossais étaient les plus nombreux,

mais on sait peu de choses de ces immigrants en général. L'un des plus exotiques était un jeune Bengali qui avait été converti au christianisme en France[12].

Un de ceux dont on connaît en partie l'histoire est un jésuite italien, le père Francesco Giuseppe Bresciani ou Bressani. Né à Rome, il y avait fait ses études au Collège des jésuites et était arrivé à Québec dès 1642. L'année suivante, il devint administrateur à Trois-Rivières et, en 1644, il s'aventura en Huronie avec six Hurons chrétiens. Blessé au cours d'une attaque des Iroquois, il rentra en France la même année, mais en 1645 il retourna à Trois-Rivières, et resta au Canada jusqu'en 1650[13]. Sa description des Autochtones, écrite en italien, est considérée comme une des meilleures études ethnographiques du début de la colonisation. Il fut suivi par d'autres Italiens, notamment des officiers de l'armée et de la marine, et des administrateurs. L'explorateur Henri de Tonty a voyagé dans toute l'Amérique du Nord d'abord au service de La Salle et, après la mort de ce dernier, pour son propre compte. Bien que né en France, il était issu d'une famille napolitaine.

Des colons d'origine germanique ont commencé à arriver à la fin du XVII[e] siècle; le premier mentionné dans les documents de l'époque était Hans Bernard, qui acheta deux arpents de terre près de Québec en 1664. Ces colons venaient principalement d'Alsace-Lorraine, alors occupée par la France, et comprenaient des marins, des artisans et deux médecins[14]. On estime qu'il y en avait de 30 à 40 en 1700 : les noms de trois d'entre eux, Andreas Wolf, de Dantzig (Gdansk), Leonard Crequy, de Cologne, et Andreas Spencer, de Mayence, ont été inscrits dans des actes publics quand ils ont épousé des Canadiennes françaises entre 1687 et 1690. Au XVIII[e] siècle, leur nombre augmenta après que la France, en 1717, eut accordé des droits de citoyenneté à tous les Européens catholiques résidant en Amérique du Nord. Environ 200 familles allemandes étaient établies le long du Saint-Laurent, et deux Allemands, Charles Joseph de Feltz, chirurgien montréalais, et Jean Lucas Schmid, seigneur et capitaine de la milice locale, sont parvenus à un rang éminent.

L'affirmation des Polonais voulant que des compatriotes soient venus au début de la Nouvelle-France s'appuie sur le fait que Dominik Barcz, de Dantzig, a signé un contrat de mariage en 1752 à Montréal avec Thérèse Filian-Dubois. Il était peut-être fortuné; en tout cas, ses enfants l'étaient, et son petit-fils, Pierre Dominique Debartch, devint député et ensuite membre du Conseil législatif du Bas-Canada[15].

Des Africains furent présents dès le commencement du XVII[e] siècle; ils étaient domestiques ou esclaves. Le premier à avoir été amené directement d'Afrique et le premier à avoir été vendu comme esclave en Nouvelle-France fut Olivier le Jeune, transporté enfant de Madagascar en Nouvelle-France par les Anglais et vendu à un fonctionnaire français. Il mourut en homme libre en 1654; il avait alors un peu plus de trente ans[16]. L'esclavage n'a jamais eu une grande ampleur en Nouvelle-France, et plus d'Amérindiens que de Noirs en étaient les victimes. Néanmoins, au cours d'une période de quelque 125

ans, le nombre des Africains semble avoir été bien supérieur à 1 000[17]. Les esclaves servaient principalement de domestiques.

Il semble que l'Église catholique soit parvenue à tenir les juifs hors de Nouvelle-France. On parle pourtant de «juifs bien peu juifs[18]», un prêtre jésuite entre autres, qui réussirent à venir. Il y a également le cas bien documenté d'Esther Brandeau, jeune femme juive qui est allée en Nouvelle-France déguisée en garçon en 1738 et y a passé un an[19]. Mais les juifs ont été officiellement exclus à partir de 1615, et le début de l'établissement de juifs au Canada se situe après la Conquête.

Certains autres arrivants d'origines autres que françaises vinrent non pas comme colons (même s'ils ont pu le devenir par la suite) ni comme artisans, mais comme mercenaires. Aux XVII[e] et XVIII[e] siècles, et en particulier durant les dernières années du régime français, des soldats des États du sud de l'Allemagne et de l'Autriche étaient enrôlés dans les régiments français. Un certain nombre de groupes ethniques d'aujourd'hui font remonter leur histoire au Canada à ces militaires.

Le faible taux d'immigration en Nouvelle-France et l'organisation sociale de la colonie ont contribué à créer une société particulièrement homogène. L'homogénéité a elle-même fait naître une controverse à savoir si les colons français venaient tous de la même région de France ou bien de régions différentes et culturellement distinctes. Il ne fait pas de doute que cette homogénéité est attribuable en partie au caractère centralisé de la colonie et à l'effet unificateur du Saint-Laurent. Les mêmes facteurs, et le faible nombre de colons qui n'étaient pas d'origine française, ont empêché ces derniers de rester isolés ou de conserver leur caractère distinctif, comme l'indique la fréquence des mariages avec des Canadiennes françaises.

Si les mercenaires qui ont combattu pour les Français durant la Guerre de Sept ans étaient d'origines diverses, ils avaient en face d'eux des mercenaires d'origines aussi diverses dans les rangs britanniques, et il est un fait que le passage du régime français au régime britannique s'accompagna de la venue de gens de nombreuses origines dans la vallée du Saint-Laurent. Vaugeois donne les lieux de naissance déclarés de 130 protestants de la région de Montréal en novembre 1765 : Irlande, 37; Angleterre, 30; Écosse, 27; Allemagne, 15; Nouvelle-Angleterre, 70; Suisse, 6; France, Prusse, Italie, Allemagne et Laponie, un chacun. Il aurait fallu ajouter à ceux-ci les catholiques autres que français et les juifs.[20]

La Conquête a entraîné d'une part l'exode d'une fraction de la population française et la fin de l'immigration française, et d'autre part le commencement de l'immigration britannique et européenne en général. L'augmentation de la population canadienne française n'en fut pas arrêtée pour autant, étant donné que le taux d'accroissement naturel a été suffisamment élevé pour doubler la population tous les 25 ans entre 1760 et 1850. L'immigration britannique n'a pas commencé non plus d'une façon précipitée, si l'on excepte les marchands qui étaient prêts à tirer profit immédiatement du changement de pouvoir. La piètre situation de l'agriculture rendait la province peu intéressante aux yeux de beaucoup

d'entre eux. Selon Garon, le nombre de Britanniques était de 200 à peine quand le gouvernement civil fut institué, et de pas plus de 600 en 1770[21]. En 1780, la population anglophone était d'environ 3 000 personnes. Mais l'arrivée des Loyalistes et des soldats rendus à la vie civile après la Guerre d'indépendance américaine a modifié la situation : ces immigrants étaient d'origines très diverses, notamment allemande, suisse, hollandaise, indienne et juive, mais un nombre considérable d'entre eux étaient britanniques et davantage encore étaient anglophones.

Les immigrants étendirent la région peuplée de la nouvelle possession britannique bien au-delà des seigneuries du Bas Saint-Laurent. Le peuplement des provinces Maritimes, qui avait commencé au début du XVII[e] siècle et s'était accéléré depuis que la région était passée entre les mains des Anglais en 1713, était terminé, et le Haut-Canada fut créé. Au Québec, les Britanniques s'établirent en Gaspésie, dans les îles de la Madeleine, les Cantons-de-l'Est et la vallée de l'Outaouais, ainsi qu'à Montréal et à Québec. Les Cantons-de-l'Est «avaient été occupés à la fin du régime français et [furent] peuplés, par le Sud, seulement au cours des 40 dernières années du XVIII[e] siècle. Après 1783, les Loyalistes et d'autres résidents de la Nouvelle-Angleterre traversèrent la frontière en grand nombre pour prendre possession des terres qui leur étaient offertes dans les Cantons-de-l'Est par la Couronne et par des compagnies foncières privées[22].» Ce n'est que dans les années 1840 que les Canadiens français ont commencé à pénétrer dans les Cantons-de-l'Est en nombre important. À cette époque, de nombreux Britanniques se déplaçaient plus vers l'ouest. La Gaspésie et les îles de la Madeleine ont également été peuplées par des Loyalistes, suivis par des Irlandais et des personnes originaires des îles anglo-normandes (Jersey et Guernesey). Peu après, au début du XIX[e] siècle, les ressources en bois d'oeuvre de l'Outaouais ont attiré des gens de la Nouvelle-Angleterre, des colons écossais et des Irlandais travaillant dans les chantiers d'exploitation forestière et les scieries. Les Canadiens français affluèrent également dans ces chantiers.

Les Britanniques étaient moins portés que les Français à exclure les juifs. Des israélites s'étaient établis à Halifax peu après la fondation de la ville en 1749, et dans les autres provinces Maritimes par la suite. Un commerçant juif a approvisionné les Français durant la phase finale de la lutte pour la Nouvelle-France et des marchands juifs installés dans les 13 colonies ont contribué à l'approvisionnement des troupes britanniques[23]. En outre, des juifs accompagnaient les armées d'Amherst au Canada en 1760, bien qu'on n'ait pas pu établir avec certitude si certains d'entre eux étaient venus en qualité d'officiers ou s'ils étaient tous intendants militaires. Peu après, une communauté israélite commença à se développer à Montréal, et des juifs s'établirent également à Québec, à Trois-Rivières, ainsi que dans d'autres localités. Aaron Hart, qui avait probablement suivi Amherst et l'armée britannique au Québec, devint riche, influent et hautement considéré à Trois-Rivières et dans la région environnante, ainsi que l'ancêtre d'une famille remarquable. Tous les juifs n'étaient peut-être pas de fervents pratiquants ou

n'ont peut-être pas conservé la foi hébraïque; certains ont d'ailleurs contracté mariage avec des Canadiennes françaises et envoyé leurs enfants dans les écoles des Ursulines.

Parmi les soldats libérés qui avaient combattu du côté britannique dans les campagnes pour la domination de la Nouvelle-France et peu après dans la Guerre d'indépendance américaine, il se trouvait des mercenaires allemands. Un certain nombre d'entre eux se sont installés dans la province de Québec, et certains ont épousé des Canadiennes françaises. À Montréal et à Québec, les anciens militaires ont été rejoints par d'habiles artisans et hommes de métier venant d'Allemagne. De nouveaux points de peuplement ont également été établis par d'anciens soldats allemands dans les Cantons-de-l'Est, notamment à l'automne de 1783 dans le comté de Missisquoi. Au début du XIX^{e} siècle, de riches Allemands ont acheté des seigneuries.

Les régiments de mercenaires allemands comptaient des membres d'autres groupes ethniques. Une des grandes familles polonaises du Québec fait remonter ses ancêtres à un chirurgien du régiment de Hesse-Heynan, Auguste France Globensky. Il arriva au Canada en 1776, quitta le régiment en 1783, épousa une Canadienne française, et s'établit à Saint-Eustache. Ses trois fils ont fait la guerre de 1812, et l'un d'entre eux a participé également à la Rébellion de 1837.

Plusieurs centaines de soldats italiens des régiments de Watteville et de Meuron se sont établis au Québec où d'autres Italiens vinrent les rejoindre. À l'instar des premiers colons venus sans femmes et sans familles, un grand nombre d'entre eux ont épousé des Canadiennes françaises. Parmi eux, il faut citer Giovanni et Francesco Donegani et leurs familles, qui se sont lancés dans l'hôtellerie à Montréal. Giovanni devait retourner en Italie, où il mourut en 1809, mais ses trois fils et sa fille sont restés à Montréal. L'aîné, John, commerçant et aubergiste, devint le premier Italien à occuper les fonctions de conseiller municipal (1833-1835) et le premier à être juge (1836-1840). Le troisième fils, William, devint le premier médecin italien au Canada[24]. Parmi les autres premiers colons italiens, il y avait des musiciens, des cordonniers, des jardiniers ou des cultivateurs, des charpentiers, et même des négociants de fourrures[25].

Les provinces Maritimes

Les provinces Maritimes sont généralement considérées comme la région du Canada où la population d'origine ethnique est la plus faible, en grande partie parce que les groupes dominants, d'origines amérindienne, française et britannique, y sont depuis longtemps et que ces provinces ont accueilli peu d'immigrants au cours des 150 dernières années. Cependant, les structures ethniques demeurent, au moins en Nouvelle-Écosse; les divers groupes ethniques y vivent dans un isolement physique et social considérable, il y existe une structure de classes ethniques, et des caractéristiques culturelles importantes ont été conservées[26].

Au cours de la période qui a précédé la Confédération, au moins deux groupes ethniques autres que les Britanniques, les Français et les Amérindiens ont joué un rôle important dans l'histoire des provinces Maritimes : les Noirs et les Allemands. Ces derniers ont été amenés du Palatinat, région du sud-ouest de l'Allemagne. C'étaient des protestants que le gouvernement britannique avait l'intention d'établir parmi la population locale afin de faire contrepoids aux Acadiens catholiques. Le premier groupe organisé arriva à Halifax en 1750 à bord du navire Ann. Environ 2 400 colons arrivèrent en 3 ans. À Halifax, les Allemands s'installèrent près de la Citadelle, et c'est dans cette même ville qu'a été fait le premier tirage sur presse à imprimer en allemand. En 1853, conformément à une résolution du Colonial Council, environ 1 500 d'entre eux s'établirent à Lunenburg, au sud de Halifax. Ils défrichèrent la région, établirent leur propre gouvernement municipal et construisirent leurs maisons et une école. Ils se sont contentés d'abord d'accepter les services de l'Église d'Angleterre, mais quand ils eurent assez d'argent pour assurer l'entretien d'églises calvinistes et luthériennes, ils en construisirent. Compte tenu du fait qu'il s'agissait de cultivateurs et d'artisans, ils s'adaptèrent d'une façon remarquable à la vie maritime, leurs spécialités étant la pêche et la construction de goélettes à Lunenburg.

Au cours de la Guerre de l'Indépendance des États-Unis, certains des mercenaires allemands qui avaient combattu du côté britannique firent un séjour à Halifax et, à leur libération, s'établirent en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick. Vers la même époque, d'autres Allemands arrivant d'Europe et de Pennsylvanie, vinrent grossir ces communautés.

Des Noirs se trouvaient en Nouvelle-Écosse depuis le commencement de la colonisation européenne. Un Noir est mort du scorbut à Port-Royal en 1606; un autre était domestique du gouverneur de Port-Royal, le sieur de Monts; il y avait des esclaves noirs en Acadie, des Noirs parmi les défenseurs de Louisbourg en 1745, et des Noirs affranchis parmi les hommes de peine du côté français dans les combats contre les Anglais. À partir de 1713, les Britanniques ont amené des esclaves, certains Noirs ont participé à la construction de Halifax en 1749 et des Noirs affranchis ont bénéficié des mêmes avantages que les Blancs lors de la migration de Nouvelle-Angleterre après 1759 pour peupler les terres laissées à l'abandon par suite de l'expulsion des Acadiens. Avant la migration des Loyalistes, le nombre des esclaves noirs a été évalué à quelques centaines et jusqu'à 500, ce qui représentait entre 3 et 5 p. 100 de la population.

La migration loyaliste a entraîné une augmentation considérable de la population noire. Entre 1 000 et 1 500 Noirs ont été amenés comme esclaves, et environ 3 000 comme sujets libres. Durant la révolution, les Britanniques avaient fait annoncer que la liberté, une terre et des provisions seraient accordées aux esclaves qui déserteraient leurs maîtres et se joindraient aux Britanniques. Un grand nombre se sont prévalus de cette offre publique et ils furent envoyés en Nouvelle-Écosse, avec plusieurs centaines de Noirs nés libres ou affranchis. Une fois sur place, toutefois:

> en dépit des promesses britanniques, les Loyalistes noirs n'ont pas été traités sur le même pied que les Loyalistes blancs. Nombre d'entre eux n'ont pas obtenu de terre; ceux qui en obtinrent se retrouvèrent habituellement avec une terre de qualité inférieure et médiocre pour la culture, et quand leur terre était bonne, ils n'étaient pas assurés du titre de propriété. Nombreux étaient les obstacles lorsqu'ils désiraient participer avec les Blancs à l'institution des écoles et des églises. Dans certains cas, leur engagement contractuel était manipulé et ils étaient vendus comme esclaves[27].

Certains Noirs, comme certains des Loyalistes blancs, retournèrent par la suite aux États-Unis. D'autres, soit près de 1 200, partirent au Sierra Leone en 1791 et 1792. Les «nègres marrons jamaïcains» ou Maroons, descendants des esclaves qui combattirent les Britanniques pendant un siècle après la conquête de la Jamaïque arrachée aux Espagnols, furent déportés en Nouvelle-Écosse après l'écrasement de leur dernière révolte en 1796; ils sont également partis au Sierra Leone en 1800.

Malgré la discrimination exercée à l'encontre des Noirs, l'esclavage ne fut jamais reconnu comme tel en Nouvelle-Écosse, et à compter de 1800 les esclaves purent obtenir facilement leur liberté. Après 1808, rien n'a été tenté pour faire reconnaître l'esclavage par les tribunaux.

Durant la guerre de 1812, les Britanniques ont fait aux Noirs américains des promesses identiques à celles qu'ils avaient faites durant la guerre de l'Indépendance américaine. Ainsi, entre 1813 et 1816 plus de 2 000 Noirs s'établirent en Nouvelle-Écosse. Appelés Noirs réfugiés pour les distinguer des Noirs pionniers et des Maroons, ils furent traités un peu mieux que leurs prédécesseurs, néanmoins ils ne reçurent pas rapidement leur titre de propriété et ils étaient si pauvres qu'ils ont eu besoin d'aide pendant 30 ans. Ce fut la dernière grande migration de Noirs en Nouvelle-Écosse.

Avec les années, les différences entre les descendants des Noirs pionniers et les descendants des Noirs réfugiés s'estompèrent, mais les Noirs sont demeurés d'une façon générale une population isolée et négligée des provinces Maritimes. Leur nombre était faible, mais ils étaient, avec les Noirs du Haut-Canada, les deux concentrations principales de Noirs au pays. À l'isolement des Noirs, on peut opposer par contraste la participation publique des Allemands, qui commencèrent rapidement à prendre une part active à la vie sociale, politique et économique des provinces Maritimes.

Peu d'autres groupes ethniques vinrent s'installer dans ces provinces. Au recensement de 1881, seulement 3,5 p. 100 de la population des trois provinces Maritimes était d'origine autre que britannique, française ou allemande. De plus, il y avait des distinctions parmi les Britanniques et les Français, les Écossais parlant le gaélique et les Acadiens en étant les principaux éléments.

Le Haut-Canada

Jusqu'à la fin du XIX[e] siècle, l'histoire de ce qui est aujourd'hui l'Ontario était, comme celle des provinces Maritimes, surtout une question de relations entre les gens d'origine amérindienne, britannique et française. Mais comme dans les Maritimes, il y avait une multitude d'autres éléments en cause. William Lyon Mackenzie a décrit l'hétérogénéité d'une foule électorale à Niagara en 1824 :

> Il y avait des chrétiens et des païens, des mennonites et des dunkards, des quakers et des universalistes, des presbytériens et des baptistes, des catholiques et des méthodistes américains; il y avait des Français et des Yankees, des Irlandais et des mulâtres, des Écossais et des Indiens, des Anglais, des Canadiens, des Américains et des Noirs, des Hollandais et des Allemands, des Gallois et des Suédois, des Highlanders et des Lowlanders, des physionomies poétiques et des visages plus prosaïques, des cavaliers et des hommes à pied, des violoneux et des danseurs, des parlementaires et des révérends, des capitaines et des colonels, des beaux et des belles, des chariots et des tilburys, des carosses et des chaises de poste, des cabriolets et des charrettes; bref, l'Europe, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique avaient là chacune leur représentant parmi les loyaux sujets de notre bon roi George, quatrième du nom[28].

De toute façon, les groupes ethniques britanniques - Anglais, Écossais des Highlands comme de la plaine, Irlandais du Nord (Irlandais écossais) et Irlandais du Sud - et Américains dominaient le panorama social, et les relations entre eux ont façonné les institutions économiques, politiques, éducatives et religieuses de la province. On peut interpréter en grande partie le développement du Haut-Canada en fonction des différences entre les colons britanniques et les Américains, les frontières de classe modifiant le tableau dans une certaine mesure. Les Canadiens français étaient en général isolés en communautés rurales ou en concurrence avec les bûcherons et les ouvriers de la construction irlandais catholiques, les uns et les autres étant membres du prolétariat naissant. Les Amérindiens ne pouvaient participer que très peu à la vie de la province.

Dans le Haut-Canada, comme dans les provinces Maritimes, les Allemands, les Suisses et les Hollandais furent les plus nombreux parmi les premiers colons. Ils étaient au nombre des colons militaires établis le long du Saint-Laurent et sur les rives des Grands Lacs, parmi les membres de sectes pacifistes — mennonites, amish, dunkards et frères moraves — venus de Pennsylvanie, et parmi les autres loyalistes et non-loyalistes qui se sont installés dans la région avant la création de la province et au cours des premières décennies de son existence. Certains sont également venus directement d'Europe après la guerre de 1812.

Des Noirs vinrent en petit nombre commme esclaves avec les premiers colons, et par la suite en plus grand nombre comme fugitifs et hommes libres. Le lieutenant-gouverneur John Graves Simcoe était un adversaire de l'esclavage, et en 1793 il présenta à l'Assemblée législative un projet de loi proposant l'abolition progressive de l'esclavage, qui fut adopté à l'unanimité. À compter de cette date l'esclavage diminua constamment, et le Haut-Canada devint la destination de nombreux Noirs américains. La réception faite à ceux qui arrivaient était différente d'une époque à une autre et d'un endroit à un autre, en partie selon l'origine ethnique de leurs voisins. La ségrégation et la discrimination étaient courantes. Des tentatives organisées d'établissement de Noirs ont échoué assez rapidement ou connu un lent déclin. Le nombre total des Noirs dans le Haut-Canada en 1860 s'élevait peut-être à 40 000, mais ce nombre déclina au cours de la guerre de Sécession aux État-Unis et après.

Philip de Grassi fut un des premiers Italiens à s'établir à l'endroit où se trouve aujourd'hui Toronto. Il avait été capturé alors qu'il était officier dans l'armée napoléonienne et emmené en Angleterre. Intégré comme officier dans l'armée britannique, il épousa une Anglaise et enseigna les langues à Chichester pendant seize ans avant d'émigrer au Canada en 1831. Il possédait une concession de terre dans la région de Don Valley, et ses filles ont joué un rôle dans l'insurrection de 1837 et transporté notamment un message à travers les lignes de rebelles. De Grassi a laissé son nom à une rue du centre de Toronto.

Le Polonais Casimir Gzowski a participé à l'insurrection de 1830-1831 dans sa patrie, après quoi il fut interné et finalement envoyé en Amérique. Il y apprit l'anglais, travailla dans un cabinet d'avocats et ensuite comme ingénieur à la construction de canaux et de voies ferroviaires, et épousa une Américaine. En 1842, il vint s'installer au Canada, où il supervisa la construction de voies ferroviaires, de canaux, de ports et de ponts, notamment le pont international jeté au-dessus de la rivière Niagara entre Fort Erie et Buffalo, et il participa à la structuration de la profession d'ingénieur au Canada. En outre, Gzowski joua un rôle remarquable dans les activités militaires, éducatives et religieuses.

Des Kashubs de Pologne ont commencé d'arriver à partir de 1858 et établi une communauté stable dans la région de Renfrew. La plupart devinrent des cultivateurs, bien que leurs terres aient été rocailleuses. D'autres travaillaient dans les chantiers de coupe du bois, sur les routes, ou comme journaliers.

Des colons juifs sont arrivés au moins au début des années 1830, bien que les premiers d'entre eux soient restés pendant quelques années seulement. Ils étaient pour la plupart des commerçants d'origine anglaise ou allemande. Le premier colon israélite à Toronto fut Arthur Wellington Hart, petit-fils d'Aaron Hart de Trois-Rivières qui, en 1832, occupait une boutique d'un étage rue King. En 1836 il partit pour l'Angleterre; par la suite, il se rendit en Pennsylvanie et il mourut à Montréal en 1894[29].

Les provinces des Prairies

Comme les premières régions de peuplement, le vaste territoire situé entre les Grands Lacs et les montagnes Rocheuses a attiré dès le début une population de diverses origines ethniques. Les Indiens, les Français, les Britanniques, auxquels vinrent s'ajouter les Métis, groupe particulier aux Prairies, virent arriver, dès les premières décennies du XIX[e] siècle, des individus et des groupes de nombreuses origines ethniques. Certains ne restèrent qu'une courte période; les descendants des autres font partie de la population canadienne actuelle.

Lord Selkirk amena quelques Européens dans la région de la rivière Rouge, avec les Écossais dans l'intérêt desquels il exécuta ses entreprises de colonisation. Il recruta quinze Norvégiens pour construire des routes de York Factory à son établissement en 1814, et bien qu'au moins un des Norvégiens, le chef du groupe, ait été tué à la bataille de Seven Oaks en 1816, il semble que certains restèrent, dont l'un, Peter Dahl, devint agriculteur et grand propriétaire foncier[30]. Juste avant Seven Oaks, Selkirk engagea comme gardes et colons pour la région de la rivière Rouge quelque 80 mercenaires du régiment suisse de Meuron, qui avaient fait la guerre de 1812. Les hommes étaient Suisses pour la plupart, mais il y avait aussi des Allemands, des Polonais, des Italiens et des hommes d'autres origines. Les historiens croates, ukrainiens et biélorusses ont trouvé des raisons permettant d'affirmer que des membres de leurs groupes ethniques ont pu se trouver parmi eux. Un agent de Lord Selkirk recruta une centaine de Suisses et quelques Suissesses, pour se joindre aux militaires. Toutefois, la plupart d'entre eux ont pris la direction de régions plus hospitalières, certains après la destruction des récoltes par une invasion de sauterelles de 1818 à 1821, les autres après les inondations survenues pendant l'hiver de 1815-1826.

La Colombie-Britannique

Dans le dernier quart du XVIII[e] siècle, les Espagnols ont été très actifs sur la côte Ouest, mais en 1795 ils s'étaient retirés. À partir de là jusqu'à la découverte de l'or, la population de la Colombie-Britannique se composait principalement d'Indiens et de Britanniques. Les ruées vers l'or de la région du Pacifique ont exercé une puissante attraction sur les hommes de toutes les conditions sociales et de toutes les origines ethniques. Les sociétés les plus hétérogènes dans les régions reculées du Canada au XIX[e] siècle étaient les chantiers miniers de la vallée du Fraser et du district de Cariboo de 1858 à 1862 et du Yukon au début du siècle. La majorité des nouveaux-venus étaient des Américains et des Canadiens de l'est et du centre du pays, mais de nombreux autres groupes ethniques étaient représentés, notamment des Noirs, des Chiliens, des Chinois, des Hawaïens (qui avaient naguère été actifs dans le commerce des fourrures), des Mexicains et divers groupes européens.

Des Chinois vinrent en 1858 de Californie et, à partir du printemps de 1859, de Hong Kong, à bord de navires nolisés. Au début des années 1860, leur nombre a pu atteindre 6 000 ou 7 000 dans ce qui est aujourd'hui la Colombie-Britannique. Il s'agissait surtout d'hommes qui se livraient à la prospection de l'or, mais à beaucoup d'autres activités également : la prospection du jade, l'importation, les transports, la pêche, le jardinage. On y trouvait aussi des blanchisseurs, des restaurateurs et des manœuvres. Ils acquirent une réputation de bons travailleurs auprès des entrepreneurs pour la construction de routes et le montage des fils télégraphiques. En 1864, ils s'implantèrent dans le service domestique. Le départ des Chinois de l'île de Vancouver et de la Colombie-Britannique au milieu et à la fin des années 1860, devenu inévitable à cause de la fin de la ruée vers l'or, a été accentué par la discrimination à leur égard, qui était manifeste au début des années 1860 même si elle n'était pas encore inscrite dans une loi. Au cours des années 1880, toutefois, commença une nouvelle immigration de Chinois des États-Unis et de Hong Kong. Andrew Onderdonk, qui avait obtenu le contrat pour la construction du tronçon de la voie ferrée du Canadien Pacifique en Colombie-Britannique, utilisa des ouvriers chinois pour construire certains des tronçons les plus difficiles de la voie.

Les Chinois n'étaient pas les seuls à chercher des secteurs d'activité qui offraient plus d'assurance de richesse que la prospection de l'or. Des Croates qui, comme les Chinois, s'étaient installés en Californie avant les ruées vers l'or en Colombie-Britannique, étaient devenus des tenanciers de saloons, des boutiquiers, des négociants et des spéculateurs, et ce sont dans ces domaines qu'ils se sont lancés à Victoria et dans le district de Cariboo. Ils devaient disparaître avec la raréfaction des prospecteurs.

Des Allemands également, surtout du sud-ouest de l'Allemagne, sont venus de Californie avec les chercheurs d'or, mais ils se cantonnaient eux-mêmes dans les activités d'épiciers, de boutiquiers, de brasseurs, et même, dans le cas des femmes, d'entraîneuses dans les salles de danse[31]. Nombre d'entre eux étaient de passage, mais certains, qui ont entrepris de faire de la culture et de l'élevage ou d'exercer des professions et des métiers urbains, sont devenus des personnalités influentes dans la vie économique, politique et sociale de la Colombie-Britannique. Des hommes comme Frank Laumeister, qui importa des chameaux pour transporter des marchandises jusqu'à la piste Cariboo, Augustus Schubert et Theodore Kruger, pionniers dans la vallée de la Spallumcheen et jusqu'à Osoyoos respectivement, le Dr John Sebastian Helmcken, premier médecin pour la Compagnie de la Baie d'Hudson et personnalité politique importante, et Jacob Grauer, exploitant d'une ferme laitière et père de plusieurs fils qui ont extrêmement bien réussi, ne sont que quelques-uns des Allemands qui ont joué des rôles éminents.

Des Noirs sont venus pour la première fois dans l'île de Vancouver en 1858, non pas dans le sillage de la ruée vers l'or, mais en raison des lois plus restrictives à leur égard en Californie. En 1850 dans cet État américain, la loi leur interdisait de témoigner contre des Blancs; en 1852 était mise à l'étude une loi visant à permettre aux propriétaires d'esclaves de retenir les

biens fonciers de ces derniers, et en 1858 un certain nombre d'autres mesures, notamment la restriction de l'immigration noire, furent envisagées. L'intention de ceux qui fuyaient au nord était de s'y établir en permanence. Certains devinrent agriculteurs et éleveurs, quelques-uns se firent mineurs, et par la suite boulangers, restaurateurs, commerçants et confectionneurs, livreurs et barbiers. Ils se heurtèrent à du racisme, mais celui-ci était moins violent et moins organisé qu'aux États-Unis. Toutefois, la montée des préjugés et la crise économique en Colombie-Britannique, ainsi que l'abolition de l'esclavage aux États-Unis, ont amené la plupart d'entre eux à regagner ce pays avant la fin des années 1860.

Le premier immigrant juif en Colombie-Britannique, Frank Sylvester, est arrivé à Victoria en juillet 1858, et après un certain temps passé dans les champs aurifères, il se lança dans le commerce de la quincaillerie dans cette même ville. Par la suite, il devint comptable et marchand de semences prospère. En 1860, Selim Franklin, commissaire-priseur et agent immobilier juif à Victoria, fut élu à l'assemblée législative de Vancouver. Un autre résident de Victoria, Henry Nathan, Jr., fut élu au Conseil législatif de la Colombie-Britannique en 1867 et à la Chambre des communes en 1871. David Oppenheimer, qui avait quatre frères, tous éminents hommes d'affaires, devint, avec son frère Isaac, membre du conseil municipal de Vancouver et ensuite maire. Les juifs de la première génération venaient presque tous de l'Europe occidentale et des États-Unis, et ils trouvèrent l'atmosphère amicale en Colombie-Britannique.

Parmi les autres groupes ethniques d'origine européenne, les premiers Belges furent des missionnaires oblats qui sont arrivés même avant la découverte de l'or, et les premiers Tchèques comptaient le père Peter Pandosy, oblat de Bohême qui fonda la Mission d'Okanagan, le premier établissement permanent dans la vallée de l'Okanagan, en 1858. Cependant, beaucoup d'autres groupes font remonter leur arrivée dans la province à un mineur ou à un prospecteur ou encore à quelqu'un venu pourvoir aux besoins des mineurs. Un Norvégien, Hans Helgesen, est monté de la Californie à Calgary au moment de la ruée vers l'or et fut un des premiers députés de l'assemblée législative locale. Des Autrichiens étaient aussi au nombre des nouveaux-venus, certains se sont établis comme fournisseurs des mineurs et l'un d'entre eux, Francis Xavier Richter, est devenu un propriétaire de ranch très fortuné. Il y avait également des Suisses, dont George Stelli, qui est arrivé en 1858 et qui, par la suite, a ouvert une entreprise de travaux à forfait et de transport à Victoria, et le Hollandais Volkert Veddar, qui s'est établi dans le district de Hope en 1860.

Nombre de ceux qui sont venus en Amérique du Nord britannique avant la Confédération n'y sont pas restés. Les explorateurs venaient et repartaient; les autres, qu'ils aient eu l'intention d'y séjourner ou de s'y établir, étaient également de passage. Au premier recensement du Canada en 1871 et à celui plus complet de 1881 (le Canada s'étendait alors d'un océan à l'autre), les Canadiens d'origine britannique, française et autochtone constituaient plus de 90 p. 100 de la population; les Allemands formaient le

seul autre groupe important. Toutefois, une vague d'immigration massive tout autant que très diverse devait bientôt inaugurer un changement.

NOTES

1. Gulbrand Loken, *From Fjord to Frontier: A History of the Norwegians in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1980, p. 7-12.
2. Gerhard P. Bassler, «Heinz Lehmann and German-Canadian History», introduction à *The German Canadians, 1750-1937: Immigration, Settlement and Culture*, de Heinz Lehmann, édité et traduit par Gerhard P. Bassler, St. John's (Terre-Neuve), Jesperson Press, 1986, p. xxix.
3. Anthony W. Rasporich, For a Better Life: *A History of the Croatians in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1982, p. 11.
4. L. Kos-Rabcewicz-Zubkowski, «Contribution du groupe ethnique polonais à l'enrichissement culturel du Canada», essai préparé pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.
5. B.G. Sack, *History of the Jews in Canada*, vol. 1, Montréal, Canadian Jewish Congress, 1945; Globe and Mail, 26 janvier 1984.
6. John Norris, *Strangers Entertained: A History of the Ethnic Groups of British Columbia*, Vancouver, British Columbia Centennial '71 Committee, 1971, p. 209.
7. Peter D. Chimbos, *The Canadian Odyssey: The Greek Experience in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1980, p. 22.
8. Norris, *Strangers Entertained*, p. 202 et 203.
9. Jacques Henripin, «De l'acceptation de la nature à la régulation : la démographie des Canadiens français depuis le dix-septième siècle», dans La société canadienne-française, édité par Marcel Rioux et Yves Martin, vol. 1, Toronto, McClelland and Stewart, 1964, p. 206.
10. Henry B.M. Best, « 'The Auld Alliance' in New France», dans *The Scottish Tradition in Canada*, édité par Reid, p. 16.
11. Marcel Trudel, *L'Esclavage au Canada français. Histoire et conditions de l'esclavage*, Québec, Les Presses universitaires Laval, 1960; Robert W. Winks, *The Blacks in Canada: A History*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1971, p. 1-23.
12. Marcel Trudel, *Initiation à la Nouvelle-France, Histoire et institutions*, Montréal, Holt Rinehart et Winston, 1968, p. 147; Morris Bishop, *Champlain: The Life of Fortitude*, Toronto, McClelland and Stewart, 1963, p. 82, 265 et 285.
13. A.V. Spada, *The Italians in Canada*, Canada Ethnical VI, Ottawa, Riviera Printers and Publishers, 1969, p. 29-31.
14. H.W. Debor, «The Cultural Contribution of the German Ethnic Group to Canada», essai préparé pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, p. 2, 5 et 10.

15. William Boleslaus Makowski, *History and Integration of Poles in Canada*, Péninsule du Niagara, Canada, The Canadian Polish Congress, 1967, p. 4 et 5.
16. Winks, *The Blacks in Canada*, p. 1 et 2.
17. Marcel Trudel, *L'Esclavage au Canada français*, p. 317.
18. Denis Vaugeois, *Les Juifs et la Nouvelle-France*, Trois-Rivières, Boréal Express, 1968, p. 54.
19. *Ibid*, p. 55-57, Abraham Gradis, qui était juif, a eu des relations commerciales compliquées avec la Nouvelle-France et François Bigot, l'intendant de 1748 à 1760, *Ibid*, p. 63-84.
20. Vaugeois, *Les Juifs et la Nouvelle-France*, p. 138 et 139.
21. André Garon, «La Britannisation (1763-1791)», dans *Histoire du Québec*, édité par Jean Hamelin, Toulouse, Privat, 1976, p. 258.
22. Richard J. Joy, *Languages in Conflict*, Toronto, McClelland and Stewart, 1972, p. 98.
23. Vaugeois, *Les Juifs et la Nouvelle-France*, p. 87-104; Sack, *History of the Jews in Canada*, vol. 1, p. 40.
24. Spada, *The Italians in Canada*, p. 54 et 55.
25. Robert F. Harney, *Italians in North America*, Toronto, Multicultural History Society of Ontario, 1978, p. 4.
26. Douglas F. Campbell, «The Ethnic Literature and the Nova Scotia Experience», dans *Banked Fires: The Ethnics of Nova Scotia*, édité par Douglas F. Campbell, Port Credit, The Scribblers' Press, 1978, p. 240-244.
27. Donald Clairmont et Fred Wein, «The Blacks: A 'White' Problem», *Ibid.*, p. 150.
28. Mackenzie, William Lyon, *Sketches of Canada and the United States*, Londres, 1833, p. 89.
29. Stephen A. Speisman, *The Jews of Toronto: A History to 1973*, Toronto, McClelland and Stewart, 1979, p. 11 et 12.
30. Loken, *From Fjord to Frontier*, p. 51.
31. Norris, *Strangers Entertained*, p. 98 et 99. Les renseignements sur la Colombie-Britannique ont été tirés en grande partie de l'ouvrage de Norris.

CHAPITRE TROIS

Le peuplement, 1880-1980

LE PEUPLEMENT DES PRAIRIES, 1880-1920

Jusqu'à la fin du XIX[e] siècle, le peuplement de l'Ouest a été lent et il s'est composé principalement de personnes venant de l'est et du centre du Canada, ainsi que de Grande-Bretagne. Des Américains ont joué un certain rôle, mais surtout comme marchands plutôt que comme colons. Il faudra attendre la Confédération, la construction de la voie ferrée du Canadien Pacifique et la fin de la résistance des Métis dirigée par Louis Riel pour que le rythme du peuplement s'accélère et que la population commence à se diversifier sur le plan ethnique.

En 1870, l'établissement de la région de la rivière Rouge, le plus important dans l'Ouest, comptait 11 963 âmes, dont environ 575 Indiens et 9 700 Métis. Les 1 700 Blancs se décomposaient en 750 natifs de la région et 290 Canadiens, dont certains d'autres origines que britannique et française; 240 d'Écosse, 125 d'Angleterre, 70 des États-Unis, 47 d'Irlande, 15 de France et une poignée d'autres pays[1].

À cette époque-là, le nouveau gouvernement canadien voulait encourager le peuplement du Manitoba et des Territoires du Nord-Ouest. Il pensait que cela était nécessaire pour protéger le 49[e] parallèle contre l'empiètement des États-Unis : l'assemblée législative du Minnesota avait adopté une résolution demandant l'annexion du district de la rivière Rouge, et le gouverneur de la Compagnie de la Baie d'Hudson avait à la fois prophétisé et préconisé l'annexion peu avant que la Compagnie n'abandonne sa suprématie. De plus, ce n'est qu'en peuplant l'Ouest qu'il devenait économiquement possible de construire la voie ferroviaire transcontinentale projetée. En 1871, la première d'une série de conférences sur l'immigration eut lieu à Ottawa et, au cours des années qui suivirent, des levés de terrain ont été effectués et des lois adoptées pour encourager la colonisation. Toutefois, les résultats furent décevants, en partie à cause de la crise économique de 1873-1878 et de la forte concurrence des États-Unis, du Brésil, de l'Argentine, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Au cours des années 1870, le Manitoba reçut deux communautés notables : les mennonites et les Islandais. Dans le cas des mennonites, il s'agissait du premier établissement d'une communauté entière dans l'Ouest. Les mennonites étaient une secte anabaptiste apparue au XVI[e] siècle dans divers pays d'Europe, principalement la Hollande, la Suisse et l'Allemagne. Ils parlaient un dialecte de bas-allemand et se caractérisaient par leur mode de vie simple, leur pacifisme et leur isolement du monde. Un groupe était allé en Pennsylvanie et une partie de celui-ci s'établit dans le Haut-Canada après la guerre de l'Indépendance américaine; un autre groupe se rendit en Russie. En Ukraine, le changement de la situation et des attitudes après la libération des paysans en 1861 avait menacé la paix et la prospérité des mennonites, et le retrait d'une dispense totale de service militaire au cours des années 1870 avait précipité leur quête d'une nouvelle terre d'asile. Un tiers environ des mennonites russes émigrèrent, et la majorité de ceux-ci se rendirent aux États-Unis. Toutefois, la terre était moins chère au Canada et, contrairement au gouvernement américain, le gouvernement canadien était disposé à leur accorder l'exemption de service militaire, l'établissement en îlots et le «privilège entier d'observer leurs préceptes religieux[2]» et d'éduquer leurs enfants. Quatre délégués des mennonites du sud de la Russie signèrent une entente avec le gouvernement fédéral en 1873 et, au cours des trois années qui suivirent, plus de 6 000 mennonites s'établirent au Manitoba. En 1880, quelque 7 500 d'entre eux étaient arrivés. Ils reçurent deux étendues de terre, l'East Reserve et la West Reserve où, après les difficultés pénibles du début, ils connurent une grande prospérité.

Les Ukrainiens étaient les voisins des mennonites en Europe, et certains Ukrainiens sont peut-être venus avec les mennonites pour éviter la persécution tsariste ou sur l'invitation de ces derniers et ils se sont installés près d'eux. Les mennonites mis à part, peu d'Allemands arrivèrent, mais ils furent assez nombreux pour former une Société allemande à Winnipeg en 1871 et, au début des années 1870, des Allemands figuraient parmi les hôteliers et les propriétaires de saloons de la ville. Des colonies furent créées dans le Nord-Ouest, certaines par des Allemands de Roumanie et de Russie et d'autres par des Allemands des États-Unis.

Pendant ce temps, des Islandais, fatigués de lutter contre le climat rude et la pauvreté, et affligés en 1875 par des éruptions volcaniques qui détruisirent les terres de culture et rendirent leur pays inhabitable, avaient commencé à venir au Canada. Ils furent les premiers envoyés à Kinmount et Rosseau, en Ontario et en Nouvelle-Écosse, où ils eurent à supporter de grandes privations. Finalement, ils s'installèrent sur la rive sud-ouest du lac Winnipeg, où ils fondèrent le village de Gimli. Leur vie y fut aussi très rude; cette fois, ils eurent à affronter un climat humide, des inondations, un froid intense et la variole; en 1880-1881 plus de la moitié d'entre eux sont partis au Dakota du Nord. Toutefois, la venue de nouveaux arrivants au cours des années 1880 porta leur nombre à environ 7 000 en 1890. Comme ils avaient besoin de plus d'aide gouvernementale que certains autres immigrants et qu'au début, ils en recevaient effectivement plus, les Islandais s'en sont tirés

finalement d'une façon remarquable. A partir de 1876, certains immigrants décidèrent de rester à Winnipeg et, au cours des années 1880, le peuplement par des Islandais se fit dans les territoires qui sont devenus aujourd'hui la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique.

Les Islandais ont été au nombre des premiers Scandinaves à s'installer dans les provinces des Prairies. Les autorités canadiennes s'efforçaient d'attirer des Suédois et des Norvégiens, mais bien qu'ils émigraient en grand nombre, ils avaient tendance tout au plus à séjourner au Canada avant de se rendre aux États-Unis. La Nouvelle Scandinavie, au nord de Minnedosa, était la seule terre qui leur avait été gardée en réserve. À la fin des années 1880, des Suédois, des Danois et des Norvégiens s'établirent en petit nombre. Des Norvégiens venus d'Eau Claire, au Wisconsin, aidèrent à mettre sur pied une scierie à Calgary en 1885, y fondant ainsi l'industrie du bois d'œuvre[3]. Ils se lancèrent bientôt dans d'autres activités et se répandirent dans les autres régions du Nord-Ouest, mais la majorité d'entre eux restèrent en Alberta. La plupart des Scandinaves vinrent dans l'Ouest indirectement, en passant par les établissements scandinaves du Midwest américain.

Des juifs, individuellement ou par familles entières, avaient commencé à arriver dans l'Ouest en petit nombre dès les années 1850, comme négociants de fourrures, chercheurs d'or, cultivateurs et marchands. Au cours des années 1880, des groupes de juifs, qui fuyaient des conditions de vie déplorables en Pologne et en Russie, furent transportés dans le Nord-Ouest à titre d'essai, avec l'aide financière d'associations situées à Londres, à Berlin et à New York, pour mettre à l'épreuve leurs aptitudes en tant que cultivateurs; la première colonie se trouvait à Pipestone Creek, au sud de Moosomin. Mais ce fut un échec. Financée par la Société hébraïque de Montréal et l'Association de colonisation juive du Baron de Hirsch, une expérience analogue aboutit à l'implantation de colonies juives à Hirsch, à Wapella, à Qu'Appelle et à Oxbow, dans une région qui allait devenir par la suite la Saskatchewan.

À la fin des années 1880 et 1890, une marée d'immigrants déferla sur le Canada. L'achèvement de la voie du Canadien Pacifique, suivi par deux autres voies ferroviaires transcontinentales, la fermeture de la frontière américaine, la ruée vers l'or au Yukon, les progrès réalisés dans la culture à sec et les récoltes de blé exceptionnelles, alliés aux prix élevés obtenus sur les marchés mondiaux, ont été quelques-uns des facteurs qui ont contribué à l'accélération de la mise en valeur. L'afflux d'immigrants a commencé sous un gouvernement conservateur, mais l'homme dont le nom est resté attaché à cette époque est Clifford Sifton, ministre de l'Intérieur au sein du gouvernement libéral de Sir Wilfrid Laurier de 1896 à 1905.

Le Manitobain Sifton était déterminé à «peupler les terres vides de l'Ouest de cultivateurs productifs[4]», et il fit entreprendre une vigoureuse campagne de recrutement dans les pays d'où il pensait pouvoir faire venir des immigrants agriculteurs prometteurs. La Grande-Bretagne ne figurait plus en première place à ce chapitre, néanmoins elle continuait d'être le principal

bassin d'immigrants. Entre 1901 et 1911, le nombre des immigrants du Royaume-Uni a été de 1 250 000.

Les États-Unis, où les cultivateurs trouvaient de plus en plus difficile d'établir leurs fils sur des fermes, furent un des premiers pays visés par Sifton. Au cours de la période allant de 1901 à 1914, près d'un million d'immigrants des États-Unis sont venus s'installer au Canada, certains d'entre eux étant des Canadiens retournant dans leur pays, tandis que les autres venaient de divers pays européens. Des Autrichiens, des Allemands de Russie, des Slovaques, des Tchèques, des Hongrois, des Estoniens, des Hollandais, des Belges, des Allemands, des Suédois, des Danois, des Finlandais, des Norvégiens, des mennonites et des Gallois notamment sont venus fonder des établissements, et plusieurs centaines de Noirs se sont implantés dans la région d'Edmonton. Un grand nombre de nouveaux arrivants avaient des capitaux; tous apportaient leur expérience de la situation en Amérique du Nord et ils étaient capables de conseiller et d'aider leurs voisins.

En plus des immigrants d'origine européenne qui sont venus des États-Unis, des milliers vinrent directement de l'Europe continentale. Ces immigrants ont sans doute été attirés moins par les conditions que leur faisaient miroiter le gouvernement et les compagnies ferroviaires que par les lettres et les visites dans leur pays d'origine de ceux qui les avaient précédés et la preuve tangible de la richesse de l'Amérique du Nord que représentait l'argent que les immigrants envoyaient régulièrement à leurs familles. Entre les recensements de 1901 et de 1911, la population canadienne d'origines autres que britannique et française a augmenté de plus de 800 000 habitants.

Les groupes déjà établis dans l'Ouest ont considérablement augmenté en nombre durant cette période. Dans les trois provinces des Prairies, le nombre des Allemands, par exemple, s'est accru de 46 844 en 1901 à 147 638 en 1911, beaucoup des nouveaux venus étant parrainés par des organisations religieuses catholiques allemandes. Un faible pourcentage seulement de ceux-ci venaient directement d'Allemagne; plusieurs venaient de colonies allemandes de l'est de l'Europe. En 1921, le nombre de Canadiens d'origine allemande était tombé, selon le recensement, à 122 979; mais vu qu'il était passé à 241 760 en 1931, on peut à coup sûr attribuer la baisse au fait que nombre d'entre eux avaient décidé de taire temporairement leur origine ethnique, qui était devenue un objet de haine et de suspicion au cours de la Première Guerre mondiale.

Le nombre des Scandinaves a également augmenté dans de grandes proportions. Beaucoup de cultivateurs et de fils de cultivateurs norvégiens, suédois et danois émigrèrent des États-Unis comme colons, et de nombreux Suédois vinrent travailler à la construction du chemin de fer. Le recensement donne 17 316 personnes d'origine scandinave dans les trois provinces des Prairies en 1901, et 129 625 en 1921.

Des immigrants hollandais, aidés par des sociétés d'immigration, se sont implantés dans les trois provinces de l'Ouest. La plupart étant de jeunes célibataires ayant une expérience agricole, ils ont trouvé que la mise en

valeur des terres au Canada était une entreprise difficile et solitaire. Un certain nombre se sont installés autour de Winnipeg, où cultiver et vendre à la sauvette des légumes frais assurait un moyen d'existence et où des institutions hollandaises furent établies très tôt. D'autres se fixèrent à Edmonton. Les colonies rurales hollandaises les plus prospères furent celles qui comptaient des personnes ayant eu une expérience agricole aux États-Unis.

Toutefois, ce sont les groupes de l'Europe centrale et orientale, comme les Ukrainiens, les Polonais, les Hongrois, les Roumains et les Russes, qui se distinguèrent par la croissance la plus spectaculaire. Les frontières nationales étaient si fluides en Europe orientale, et les paysans qui immigrèrent étaient si peu au courant des appellations ethniques, que le recensement est une indication très peu sûre quant au nombre exact de personnes de chacun de ces groupes. Il est particulièrement peu fiable en ce qui concerne les Ukrainiens, étant donné que l'État ukrainien n'a eu d'existence qu'entre 1917 et 1921. Cependant, entre 1901 et 1921, le recensement a enregistré une augmentation du nombre des Ukrainiens de 5 622 à 96 055 dans les trois provinces des Prairies et de 37 à 9 483 en Ontario et au Québec.

Les premiers immigrants ukrainiens furent symboliquement Wasyl Eleniak et Ivan Pylypiev, venant de Galicie et arrivés en 1891, mais il est probable que des Ukrainiens soient venus au Canada bien avant cela. On dit que ce sont des voisins de langue allemande de Galicie qui avaient immigré plus tôt en Alberta[5], qui les avaient incités à venir. Cinq ans plus tard, le mouvement de masse des Ukrainiens au Canada a commencé sous l'impulsion du Dr Joseph Oleskiw, qui avait négocié avec le gouvernement conservateur avant qu'il subisse sa défaite électorale en juin 1896. Oleskiw était un agronome qui avait été troublé par le sort des immigrants ukrainiens au Brésil et dans d'autres pays sud-américains et avait donc commencé à étudier les problèmes de migration. Il estimait que le Canada était un pays extrêmement prometteur et il fut en mesure de confirmer ses impressions lorsqu'il visita le pays sous l'égide du ministère de l'Intérieur en 1895. Ses relations et sa correspondance avec les autorités compétentes furent également encourageantes. À son retour à Lvov, il publia une brochure qui eut une influence énorme sur les paysans ukrainiens et il organisa également des groupes d'immigrants. Le premier de ceux-ci, fort de 107 personnes, arriva à Québec le 1er mai 1896. Ainsi commença un afflux d'immigrants qui se poursuivit jusqu'au début de la guerre de 1914. À son apogée, en 1913, il avait amené 22 363 Ukrainiens au Canada, principalement de Galicie et de Bukovine. Le nombre total pour la période a été de 171 386 immigrants. Ils s'installèrent dans la région plus au nord plutôt que dans la prairie, à la fois parce que les meilleures prairies avaient déjà été prises par les colons britanniques, américains, scandinaves et allemands et parce qu'ils voulaient du bois pour construire et se chauffer.

Parmi les Russes qui ont immigré dans l'Ouest, il y avait entre 7 000 et 8 000 doukhobors qui commencèrent à arriver en 1899 et prirent des terres situées dans ce qui est devenu la Saskatchewan. En 1901, à cause des

doukhobors, seuls les résidents d'origines britannique, amérindienne, inuit et allemande étaient en plus grand nombre que les Russes en Saskatchewan. En 1911, le nombre des Russes en Saskatchewan avait diminué parce que certains doukhobors y avaient perdu leurs terres après avoir refusé de se conformer à l'interprétation de la *Loi des terres fédérales* par les autorités, et ils étaient partis en Colombie-Britannique. Ils constituaient une bonne part de l'augmentation du nombre des immigrants d'origine russe dans cette province, qui est passé de 227 en 1901 à 4 392 en 1911 et à 7 773 en 1921[6].

L'établissement de Hongrois dans les Prairies a commencé en 1885 et en 1886, par le biais des activités du comte Paul Esterhazy. Aventurier original, Esterhazy obtint d'abord l'appui de la compagnie du Canadien Pacifique et du ministère de l'Agriculture pour ses grandioses projets de peuplement, mais il perdit rapidement leur confiance. Malgré tout, il a été à l'origine du déplacement dans l'Ouest canadien de plusieurs centaines de familles hongroises vivant aux États-Unis et d'un plus petit nombre venant directement de Hongrie, qui se sont fixées près de Minnedosa, au Manitoba, et à Esterhazy et Kaposvar, en Saskatchewan. Ayant été paysans en Hongrie, les chefs des familles avaient travaillé dans des mines et des fonderies en Pennsylvanie, faisant les travaux les plus durs et les plus dangereux, ainsi que les plus mal rémunérés, ils trouvaient donc séduisante l'idée de retourner au travail de la terre. Les colons n'étaient pas tous des Hongrois; il y avait également «des Slaves, des Bohémiens, des Russes, des Allemands, des Roumains[7].» Les premiers colons hongrois furent rejoints par d'autres, en particulier dans la région qu'occupe aujourd'hui la Saskatchewan, où huit colonies hongroises se développèrent. Leur nombre a été évalué à 5 000 en 1914.

Les Polonais étaient moins nombreux que les Ukrainiens, mais depuis le milieu des années 1890 jusqu'à la Première Guerre mondiale, quelque 116 000 d'entre eux sont entrés au Canada, surtout de petits cultivateurs, des fils d'agriculteurs et des ouvriers agricoles de Galicie. Ils fuyaient une pauvreté économique et culturelle aiguë et le service militaire obligatoire. Certains étaient des colons, d'autres désiraient trouver du travail, payer leurs dettes et acheter des terres dans leur pays d'origine où ils comptaient retourner. Ayant coexisté avec les Ukrainiens en Europe, beaucoup d'entre eux s'établirent en petits groupes parmi les Ukrainiens dans l'Ouest. Certains se considéraient en définitive comme Ukrainiens, car ils épousaient des Ukrainiennes et mettaient leurs noms sous la forme ukrainienne.

Winnipeg était la porte d'entrée de l'Ouest par laquelle sont passés des milliers d'immigrants. Le peuplement des Prairies se reflétait dans la croissance de Winnipeg entre 1881 et 1911 et dans son hétérogénéité ethnique grandissante. Durant cette période, la population de Winnipeg est passée de 7 985 à 136 035 âmes, et la proportion des personnes d'origine anglo-saxonne a diminué de 83,6 p. 100 à 58,6 p. 100. En 1921, 67,3 p. 100 de la population de 176 087 habitants se disaient d'origine anglo-saxonne. Le pourcentage était probablement gonflé en raison des forts sentiments xénophobes après la Première Guerre mondiale et la grève générale de 1919.

En 1931, la proportion des personnes d'origine anglo-saxonne est tombée à 60,5 p. 100, et elle a par la suite baissé à tous les recensements[8].

À cause des lois sur les terres de colonisation qui parsemaient d'exploitations libres les terres gouvernementales, peu de régions ont été peuplées entièrement par un seul groupe ethnique. Les peuplements ont été homogènes uniquement dans les cas où des ententes spéciales furent conclues, comme pour les mennonites, ou dans le cas de petites colonies comme celles des hutterites. Parfois la proximité de membres d'un autre groupe ethnique, que l'on avait connu dans son propre pays et qui parlait la même langue que soi, était un critère dans le choix du lieu d'établissement. Les mennonites, d'autres Allemands de l'Europe orientale, et les Ukrainiens, par exemple, ont choisi dans certains cas d'être près les uns des autres; les Ukrainiens, les Roumains et les Polonais avaient des affinités; les Norvégiens et les Suédois étaient parfois ensemble.

L'IMMIGRATION DANS LE CENTRE DU CANADA ET LA COLOMBIE-BRITANNIQUE, 1900-1920

Les immigrants attirés vers les villes industrielles du centre du Canada comptaient un grand nombre de personnes du Royaume-Uni et des États-Unis, mais aussi beaucoup d'autres pays. Ils étaient d'origines ethniques très diverses. Le nombre des Italiens enregistrés par le recensement s'est accru entre 1901 et 1911 de 10 834 à 45 963 et en 1921 à 66 796. Contraints d'émigrer par la situation politique et économique instable dans leur pays, mais découragés par Sifton de s'établir comme cultivateurs, les Italiens étaient attirés par la demande de main-d'œuvre des compagnies de chemin de fer et des autres entreprises de construction. Le nombre de juifs est passé de 16 131 en 1901 à 76 199 en 1911 et à 126 196 en 1921. Les israélites étaient surtout des réfugiés des pogroms de Russie et de Roumanie. Dans les deux cas, la grande majorité des immigrants s'établirent en Ontario et au Québec, ce qui n'a pas empêché que des ouvriers italiens soient allés travailler à la construction du chemin de fer et que des juifs se soient installés à Winnipeg et dans des colonies agricoles de pionniers dans l'Ouest. En 1921, environ les deux-tiers des juifs canadiens habitaient les trois plus grandes villes, soit Montréal, Toronto et Winnipeg; à Toronto, les juifs venaient, en nombre, juste derrière les Britanniques. Les Grecs, les Macédoniens, les Syriens, les Libanais et les Arméniens étaient en bien plus petit nombre que les Italiens et les juifs, mais, comme eux, ils se lançaient dans le commerce plutôt que dans l'agriculture; ils se fixèrent donc dans les villes du centre du Canada, en particulier Montréal, plutôt que dans les Prairies.

Sifton s'opposait à l'immigration des Asiatiques[9], mais, sur la côte Ouest, les Chinois n'en continuaient pas moins d'augmenter en nombre en dépit de règlements discriminatoires et d'actes de violence dirigés contre eux. En raison de l'importance de leur main-d'œuvre dans la construction de la voie

ferrée du Canadien Pacifique, il est ironique qu'à cause des pressions des groupes opposés aux Asiatiques, la charte accordée à la compagnie ferroviaire du Grand Tronc interdisait d'embaucher des Chinois pour les travaux de construction. Peu d'entre eux furent employés en fait, et ceux qu'on embaucha furent acceptés uniquement en raison d'une pénurie de main-d'œuvre[10]. En 1921, le nombre de Chinois établis au Canada était de 39 587, dont 23 533 en Colombie-Britannique.

Depuis le début du siècle, les Japonais ont commencé à émigrer en grand nombre. Au cours des dix premiers mois de 1907, plus de 8 000 vinrent au Canada. Après les violentes émeutes anti-asiatiques survenues à Vancouver en 1907, leur entrée au pays fut entravée par une série d'«ententes à l'amiable» conclues entre les gouvernements nippon et canadien, en vertu desquelles le Japon limitait volontairement à 400 par an le nombre de passeports délivrés à des ouvriers et à des domestiques. À partir de 1908, la plupart des immigrants japonais ont été des femmes. Les Japonais étaient des ruraux qui se lançaient dans l'agriculture, la pêche, la coupe du bois, la construction de bateaux et l'exploitation minière. Ils restaient près de la côte Ouest. Le nombre de Japonais au Canada en 1921 était de 15 868 et, en Colombie-Britannique, il s'élevait à 15 066.

Parmi ceux qui sont inscrits dans les relevés statistiques de l'immigration, il y avait des personnes originaires de l'île d'Okinawa qui, au Japon, constituaient une minorité ethnique distincte et étaient l'objet de discrimination. Au Canada, ceux-ci avaient tendance au début à vivre séparés des autres Japonais, dans le sud de l'Alberta, où ils cultivaient la terre ou étaient mineurs de charbon, plutôt qu'en Colombie-Britannique, mais avec les années leur caractère distinctif disparut.

En outre, environ 5 000 Sud-Asiatiques vinrent en Colombie-Britannique entre 1905 et 1908. En majorité des Sikhs, on les désignait généralement sous le nom d'Indiens. Ils travaillaient principalement comme manœuvres à la construction du chemin de fer et dans l'industrie forestière. Après 1908, l'entrée des Indiens fut arrêtée par un décret gouvernemental, qui exigeait «de faire un voyage continu à partir du pays d'origine». Comme il était impossible de venir de l'Inde en faisant le voyage d'une façon continue, la mesure était une tentative ingénieuse pour restreindre l'immigration des sujets britanniques «de couleur», dont certains travaillaient activement à chasser les Britanniques de l'Inde. On essaya également de persuader les Sud-Asiatiques de quitter la Colombie-Britannique et d'aller s'installer au Honduras britannique, mais cette tentative échoua quand des délégués rendirent compte des conditions d'existence des Sud-Asiatiques qui s'y trouvaient. En 1914, 376 Indiens arrivèrent à Vancouver à bord du *Komagata Maru*, vapeur japonais qu'un Sikh entreprenant, Gurdit Singh, avait loué pour vérifier si le décret exigeant que le voyage soit fait d'une façon continue serait appliqué. On leur refusa l'entrée au Canada, et ils furent renvoyés en Extrême-Orient après le jugement de la Cour suprême, qui se prononça contre leur admission.

Le nombre des immigrants de tout autre pays qui sont entrés au Canada,

bien qu'important comparé à celui enregistré au cours des périodes plus anciennes et plus récentes, était souvent faible en comparaison du nombre total des immigrants de l'Inde. Le Canada n'était pas une destination recherchée par beaucoup d'Européens. Les Allemands avaient tendance à choisir les États-Unis plutôt que le Canada au cours des années qui ont précédé ou suivi immédiatement la guerre des Boers et dans la période qui a précédé la Première Guerre mondiale. Les Italiens vinrent au Canada en plus grand nombre, mais alors que les immigrants italiens et leurs enfants étaient plus de deux millions aux États-Unis en 1910, il n'y avait que 46 000 personnes d'origine italienne au Canada.

La plupart des hommes étaient des travailleurs temporaires plutôt que de véritables colons, en ce sens qu'ils avaient laissé leurs familles derrière eux et fait plusieurs fois le voyage aller-retour en Europe. Cela était vrai des Italiens à Montréal jusqu'en 1911, des Hongrois, et de beaucoup d'autres[11]. En revanche, il y avait de petits groupes de personnes de beaucoup d'autres pays qui ne pouvaient pas retourner chez eux, quelle qu'ait été la dureté de leur vie au Canada. Ayant joué un rôle politique actif, ils avaient fui leur patrie, et ils savaient qu'à moins de changements radicaux ils seraient l'objet de persécution s'ils rentraient dans leur pays.

Au cours des années d'immigration massive, les immigrants d'origines autres que britannique n'étaient pas accueillis avec chaleur. On considérait généralement à l'époque que les groupes ethniques et raciaux avaient des capacités intellectuelles et des caractères distinctifs très différents; les personnes les mieux informées et les mieux intentionnées, notamment E.W. Bradwin du «Frontier College» et J.S. Woodsworth de «All People's Mission» à Winnipeg, trouvèrent dans les connaissances scientifiques de l'époque et le darwinisme social des descriptions des différences entre les groupes qui apparaissent ridicules de nos jours. De là vient que l'hostilité envers les colons de nombreux pays trouvait promptement à se manifester.

Les préjugés et la discrimination à l'encontre des Asiatiques en Colombie-Britannique atteignirent leur point culminant en ce qui concerne les Chinois et les Japonais dans les émeutes de Vancouver de 1907 et pour les Sud-Asiatiques dans l'incident du *Komagata Maru*. Les Noirs qui voulaient fuir les États-Unis, où leur situation se détériorait après l'effondrement de la reconstruction de l'Union, ont constaté qu'on ne tenait pas les promesses contenues dans les brochures de l'immigration; la Direction de l'immigration et ses agents s'arrangeaient pour décourager la plupart des futurs colons[12]. Les immigrants de l'Europe du sud ont également souffert de cette attitude[13]. Le fait qu'entre 1901 et 1911 il y a eu 1 759 000 immigrants, alors que le nombre des émigrants est évalué à 1 043 000 et que, durant la décennie suivante, le nombre des immigrants a été de 1 612 000 et celui des émigrants de 1 381 000 montre que beaucoup d'immigrants déçus sont rentrés dans leurs pays. Certains d'entre eux, naturellement, étaient des travailleurs temporaires qui n'avaient jamais eu l'intention de rester et d'autres, des Canadiens partis aux États-Unis.

L'ENTRE-DEUX-GUERRES, 1920-1940

La Première Guerre mondiale réduisit brutalement la venue d'immigrants au Canada. Leur nombre baissa radicalement; 36 665 seulement entrèrent en 1915, dont les trois-quarts venant des États-Unis, et certains autres repartirent. Ceux qui étaient entrés et qui s'étaient fixés sur une terre au cours de la dernière décennie du XIX^{e} siècle et de la première décennie du XX^{e} siècle avaient été menacés par la crise économique en 1913, mais ils ont prospéré durant la guerre, à cause de la demande croissante de produits alimentaires. Les citadins ont également prospéré, car le commerce et l'industrie se développaient et leur nombre augmenta considérablement. Mais les hostilités créèrent des difficultés à beaucoup d'entre eux, pas seulement aux Allemands, auparavant parmi les immigrants les mieux accueillis, mais également pour les autres «étrangers ennemis», qui avaient fait partie, même contre leur gré, de l'Allemagne ou de l'Empire austro-hongrois. Les Roumains, les Slovaques, les Tchèques, les Hongrois, les Polonais et les Ukrainiens étaient parmi ceux qui furent internés, principalement dans des camps situés dans l'Ouest. Les cultivateurs ne furent pas internés, mais durent se faire enregistrer, faire prendre leurs empreintes digitales, remettre leurs armes à feu, et ils perdirent le droit de vote. La naturalisation fut suspendue pour tous les étrangers, et les Ukrainiens en particulier ont le sentiment profond d'avoir été traités injustement comme peuple à cause de cela. Les Polonais étaient divisés : ceux du Royaume du Congrès ou de la partie russe de la Pologne étaient des amis et alliés très considérés du Canada, mais ceux d'Allemagne et d'Autriche furent internés en tant qu'étrangers ennemis. Des sectes pacifistes comme celles des mennonites et des doukhobors ont également eu à pâtir de cette situation.

Le gouvernement canadien s'était trouvé dans une situation difficile au commencement de la guerre. La présence dans la population, en particulier dans l'Ouest, d'un grand nombre d'étrangers nés dans des pays avec lesquels le Canada était en guerre, les déclarations imprudentes faites immédiatement avant le déclenchement du conflit par le consul d'Autriche à Montréal et l'évêque uniate (catholique grec ruthène) de Winnipeg, la distribution de journaux locaux et importés favorables à la cause allemande et autrichienne, et la hâte des réservistes de l'armée autrichienne d'essayer de s'échapper aux États-Unis et de rentrer en Europe déclenchèrent des craintes qui n'étaient pas totalement sans fondement. Le gouvernement répondait aussi à l'opinion publique, celle-ci ayant peur des étrangers ennemis et leur était hostile.

On ne pouvait pas s'attendre à ce que les Canadiens soient à même de faire des distinctions précises entre les immigrants non anglophones, mais ils ont été moins absolus dans leur hostilité que les Américains. Au Wisconsin et au Minnesota, par exemple, les Norvégiens faisaient l'objet d'une hostilité considérable durant la guerre, malgré la neutralité de leur pays, mais l'immigration des Norvégiens des États-Unis et l'expansion des institutions communautaires norvégiennes dans l'ouest du Canada n'en continuèrent pas

moins sans opposition. Dans le cas des Finlandais, le point culminant de leur migration des États-Unis au Canada a eu lieu durant la Première Guerre mondiale, époque où plusieurs centaines d'entre eux traversèrent la frontière pour éviter d'être emprisonnés pour leurs activités politiques ou le service militaire[14].

Après la guerre, des pressions ont été exercées pour faire licencier les «étrangers ennemis», afin de créer de l'emploi pour les anciens combattants de retour au pays. La situation fut exacerbée l'année qui suivit la fin du conflit par la grève générale de Winnipeg, où des travailleurs immigrants européens jouèrent un rôle dominant. Des Finlandais, des Russes et des juifs étaient parmi les groupes ethniques représentés dans les rangs des syndicats de gauche. La grève souleva la crainte d'une révolution bolchévique au Canada et entraîna des mesures répressives, notamment la promulgation de l'article 41 de la *Loi sur l'immigration*, qui donnait aux autorités fédérales le pouvoir de déporter les étrangers «dangereux». L'article 41 n'a pas été utilisé à ce moment-là, mais un certain nombre de déportations d'immigrants non britanniques aux idées radicales ont été effectuées; d'autres furent annulées uniquement en raison de la situation économique et politique instable qui sévissait dans les pays des immigrants visés[15].

Au nombre des manifestations d'exclusivisme en faveur des natifs dans l'après-guerre, il faut mentionner le durcissement des attitudes contre les sectes pacifistes comme les mennonites. Ces derniers s'étaient efforcés de manifester leur loyauté en contribuant généreusement aux fonds de secours et en achetant de grandes quantités d'obligations de la victoire, mais à mesure que le conflit s'éternisait, ils ne purent empêcher un certain ressentiment à leur endroit et ils durent subir des insultes. En 1919, un décret qui allait rester en vigueur jusqu'en 1922 interdisait l'immigration des mennonites, des hutterites et des doukhobors.

En 1918, il y eut un ralentissement de l'économie, qui dura jusqu'en 1922, et les étrangers qui étaient d'anciens ennemis ne furent pas autorisés à immigrer au Canada jusqu'en 1923. Toutefois, les changements sociaux et économiques qui survinrent en Europe durant et après la guerre augmentèrent la nervosité de beaucoup de personnes, qui contournèrent les nouveaux obstacles au libre déplacement d'un pays à un autre. À partir de 1917, les États-Unis mirent en place une politique qui réduisit le nombre total des immigrants autorisés à entrer chaque année, restreignant en particulier le nombre de ceux qui étaient originaires de l'Europe du sud et de l'est et excluant carrément les Japonais. Le Canada se trouva alors à remplacer son voisin du sud comme destination préférée des immigrants éventuels de nombreux pays. Le Canada a restreint lui aussi l'immigration, ajoutant aux clauses d'interdiction des années précédentes une liste des pays «préférés» et des pays «non préférés» pour le choix des immigrants, à l'exclusion des Chinois et moins explicitement de certaines autres personnes, et limitant strictement le nombre des autres Asiatiques; mais aucun contingent officiel ne fut adopté pour les Européens. Il en résulta que l'immigration au Canada de 1919 à 1931 fut inférieure à 100 000 personnes par an seulement en 1921,

en 1922 et en 1925, et que la proportion de la population qui n'était pas d'origine britannique, française, amérindienne ou inuit s'élevait à plus de 18 p. 100 en 1931.

Aux termes de l'Accord sur les chemins de fer de 1925, qui est demeuré en vigueur jusqu'en 1931, les compagnies ferroviaires jouèrent un rôle de premier plan dans l'encouragement de l'immigration pour peupler les terres qu'elles possédaient dans l'Ouest. Dans l'ensemble, toutefois, moins d'immigrants allèrent dans l'Ouest qu'au cours des années antérieures à la guerre; les terres à blé étaient prises, l'essor de la culture du blé déclinait, les villes commençaient à pousser ici et là, et les nouveaux arrivants avaient un point de vue plus urbain que leurs prédécesseurs. Les immigrants de la «deuxième vague» se fixèrent dans les centres industriels et commerciaux de l'Ontario et du Québec ou se rendirent sur les chantiers de construction dans le Nord ou les villes possédant une compagnie minière ou une papeterie en plein essor du centre du Canada et de la Colombie-Britannique. Les villes industrielles grandissaient également à cause de la migration de la population des régions rurales vers les régions urbaines. Un comité de la Chambre des communes exprima sa consternation de voir que les immigrants qui devaient fournir une main-d'œuvre pour l'agriculture s'entassaient au contraire dans les villes, souvent dans des quartiers insalubres[16], mais il ne trouva aucun moyen efficace de changer la situation.

Comme au cours de la période précédente, les Ukrainiens firent les plus grands progrès parmi les groupes qui étaient d'origines autres que britannique ou française. Entre 1920 et 1939, le nombre de nouveaux arrivants qui se disaient d'origine ukrainienne a été de 67 000. En outre, l'éveil de la conscience ethnique amena à s'identifier comme Ukrainien les premiers immigrants qui ne l'avaient pas fait auparavant. Les personnes d'origine ukrainienne sont passées ainsi, entre 1921 et 1941, de la huitième place à la quatrième place parmi les groupes ethniques représentés dans la population canadienne.

Les immigrants ukrainiens avaient des compétences et un niveau d'instruction différents de ceux de leurs prédécesseurs, et ils s'installèrent dans les agglomérations urbaines en beaucoup plus grand nombre. Woycenko écrit à ce propos ce qui suit :

> Les raisons qu'ils avaient de venir au Canada étaient fondamentalement les mêmes que celles des premiers colons (économiques et politiques), mais ils avaient l'avantage d'un certain niveau d'instruction et un grand nombre avaient fait des études secondaires ou encore plus avancées. La guerre et les progrès technologiques les avaient équipés de plus de connaissances et de compétences. Plusieurs d'entre eux avaient servi dans les armées ukrainiennes. La montée et la chute de l'État ukrainien indépendant (1917-1921) avaient fait naître en eux une profonde conscience nationale; ils connaissaient bien l'histoire de leur pays. Il n'y avait aucune confusion quant à leur identité, un état d'esprit que n'avaient

pas les premiers immigrants. Ils étaient tournés vers la vie urbaine, et quelques-uns seulement se sont établis en permanence sur des fermes. Un grand nombre considéraient le travail agricole comme une occupation temporaire pendant la période de transition jusqu'à ce qu'il y ait des emplois vacants dans les villes. D'autres ouvraient leurs propres commerces dès qu'ils avaient accumulé un peu de capital[17].

Les Ukrainiens commencèrent à se répandre à partir des Prairies, leur nombre doublant pratiquement en Ontario et triplant presque en Colombie-Britannique entre 1931 et 1941.

Les Polonais vinrent également en nombre considérable. Le gouvernement polonais décourageait l'émigration des spécialistes, des techniciens et des gens des professions libérales qui pouvaient contribuer à la reconstruction du pays dévasté par la guerre et, de toute façon, le gouvernement canadien ne voulait pas de ce type d'immigrants. Mais les paysans et les ouvriers agricoles, exclus des États-Unis en raison du faible contingent d'immigration pour les Polonais, entrèrent au Canada. Entre 1919 et 1931, le nombre d'immigrants polonais s'éleva à 51 847, les années 1927 et 1928 étant les années les plus fortes. Du fait de l'instruction obligatoire, il y avait moins d'illettrés; un grand nombre avaient déjà été membres d'associations bénévoles et en avaient l'expérience; un nombre considérable avaient même voyagé ici et là en Amérique du Nord et étaient allés dans des villes, des mines et sur des chantiers de construction et d'exploitation forestière. Plus de la moitié s'étaient rendus en Ontario et au Québec[18]. Quelques-uns avaient travaillé dans l'Ouest comme ouvriers agricoles et certains d'entre eux revinrent par la suite dans le centre du Canada.

Les relations amicales qu'avaient entretenues les Ukrainiens et les Polonais dans les premières années du peuplement avaient commencé à se gâter avant l'éclatement de la Première Guerre mondiale et, durant la guerre et après, elles tournèrent carrément à l'hostilité. Les racines de cette hostilité se trouvaient dans la montée d'un mouvement nationaliste chez les Ukrainiens et les conflits politiques en Europe qui ont suivi la renaissance de l'État polonais en 1918. Au Canada, les membres de l'intelligentsia ukrainienne, en particulier les prêtres, travaillaient à renforcer et à structurer chez les immigrants ukrainiens la sensibilité à leur spécificité ethnique. Étant plus faibles en nombre et ne comptant pas d'intellectuels, les Polonais furent contraints de prendre une attitude défensive[19].

Entre 1921 et 1931, la population d'origine hongroise a augmenté de 40 000 personnes, dont 28 000 à titre d'immigrants. Cette population s'est éparpillée elle aussi. La population hongroise de la Saskatchewan a augmenté de 48 p. 100, mais celle du Manitoba a presque doublé. Celle de l'Alberta a quintuplé, celle de l'Ontario a augmenté de 8 fois et celle du Québec est passée de moins d'une centaine à plus de 4 000 personnes. Ainsi, la Saskatchewan, qui avait plus des deux-tiers des Canadiens hongrois en 1921, en comptait moins du tiers dix ans plus tard.

À la fin du siècle dernier, la campagne lancée par le ministre Sifton pour peupler l'Ouest de cultivateurs vaillants s'est traduite par la venue de milliers d'immigrants de l'Europe continentale. (Archives publiques du Canada-C 75992)

Les Asiatiques n'étaient pas bien accueillis; 376 Sud-Asiatiques transportés à Vancouver à bord du navire japonais Kogamata Maru *en 1914 furent refoulés. Ils voulaient vérifier si les autorités canadiennes appliqueraient le décret exigeant que les immigrants asiatiques effectuent leur voyage d'Asie au Canada d'une façon continue. (Archives publiques du Canada-C 38613)*

Durant la Seconde Guerre mondiale, les Canadiens japonais furent déplacés dans des centres d'internement éloignés de la côte du Pacifique, et leurs biens furent confisqués. (Archives de l'Ontario-Collection de la Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario)

Des hommes de science réfugiés, dont le Norvégien et le Polonais que l'on voit ici, ont fait de la recherche au Canada au cours de la Seconde Guerre mondiale.
(Archives publiques du Canada-PA 129727)

Parmi les immigrants de l'après-guerre, dans les années 50, on comptait un grand nombre de Portugais. (Photo Mac Juster-Archives publiques du Canada-PA 137129)

Le Canada a reçu à bras ouverts des réfugiés de la révolution hongroise en 1956 et 1957. (Photo László Dénes-Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario)

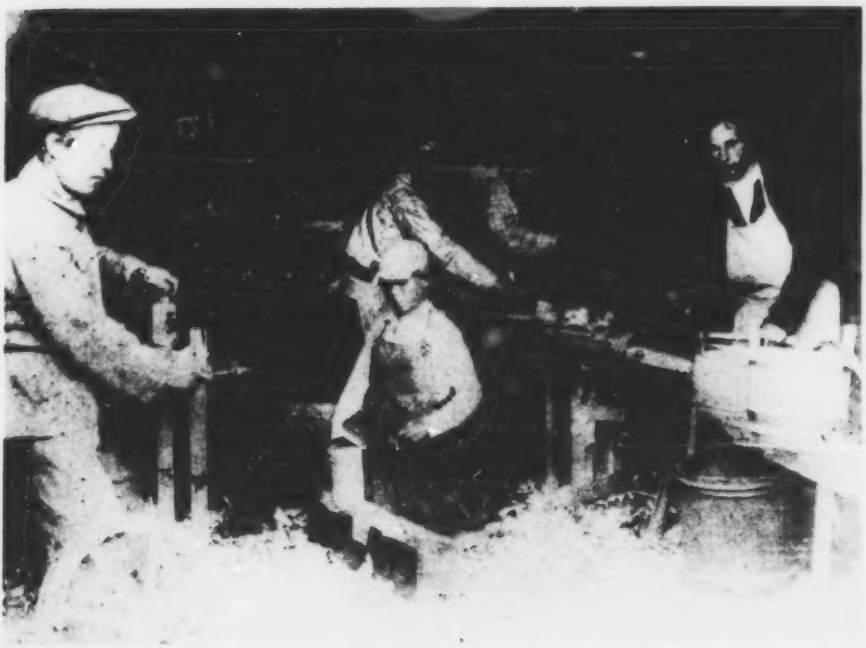
Les Vietnamiens sont au nombre des réfugiés qui ont enrichi de leur culture les villes canadiennes au cours des années 70 et 80. (Archives de l'Ontario-Collection de la Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario)

Les cultures de nombreux groupes ethniques sont de plus en plus visibles dans les agglomérations urbaines du Canada. (Photo David Levine-Archives de l'Ontario-Collection de la Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario)

Toronto, que l'on disait naguère très britannique, est aujourd'hui une ville cosmopolite. (Photo David Levine-Archives de l'Ontario-Collection de la Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario)

Une des grandes rues de Toronto affiche son caractère ethnique dans ses enseignes en plusieurs langues. (Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario)

Pour les premiers colons de l'Ouest, comme ces doukhobors en Saskatchewan, déplacer des approvisionnements lourds était un travail pénible. (Archives publiques du Canada-C09786)



Les membres des sectes religieuses, comme celle des doukhobors, travaillaient souvent dans une structure communautaire. (Archives publiques du Canada-C 4198)

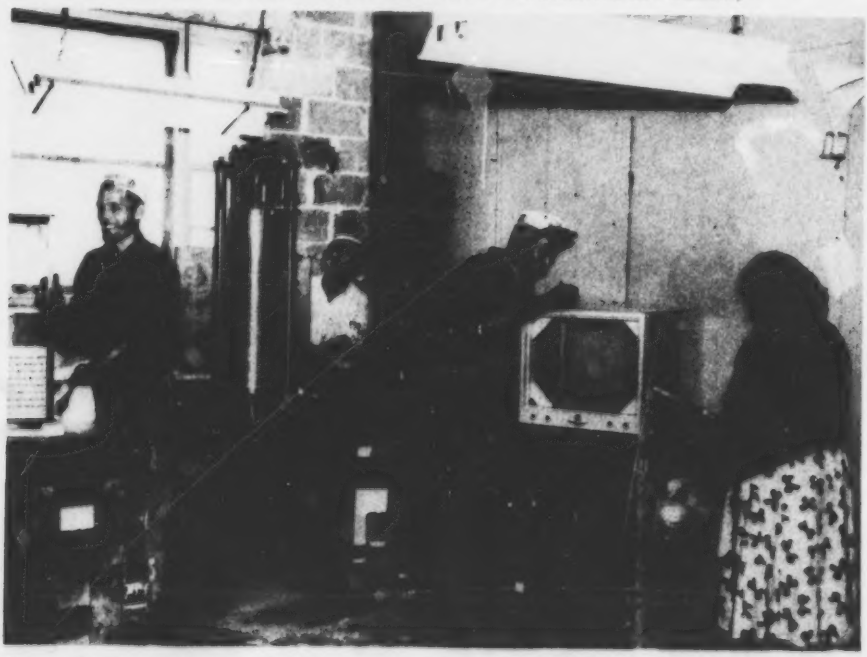
À la fin du siècle dernier, les Chinois de Colombie-Britannique occupaient divers emplois, notamment celui de boutiquier; ceux qui s'étaient installés dans l'est du pays tenaient des blanchisseries et des restaurants. (Archives publiques du Canada-PA 122688)

Les mineurs étaient souvent des immigrants; ce groupe de la mine Donkin, dans l'île du Cap Breton, comprend des Italiens et un Noir. (Photo, don de Len Stephanson-Archives de l'Institut Beaton)

La culture du tabac attira beaucoup d'immigrants hongrois. (Archives de l'Ontario-Collection de la Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario)

Les Hollandais, comme ces ouvriers de la betterave dans le sud de l'Alberta, étaient parmi les travailleurs immigrants, peu nombreux, qui se sont placés dans l'agriculture après la Seconde Guerre mondiale.

Les immigrants de l'après-guerre trouvèrent à travailler à l'entretien des voies ferrées, dans les usines et les petites entreprises. Ci-dessus, des manœuvres portugais sont à l'œuvre sur une voie du Canadien National. (Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario)



Des immigrants italiens et grecs fabriquent des boîtes de téléviseurs dans une usine montréalaise. (Archives publiques du Canada-PA 127037)

Un magasin de vêtements italo-canadien de Montréal fait de la réclame en trois langues (1962).
(Archives publiques du Canada-PA 133222)

Un boutiquier enturbanné devant les articles qu'il offre à sa clientèle.
(Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario)

Le ministre Sifton considérait que les familles paysannes, comme cette famille de Galicie, étaient idéales pour la mise en valeur de l'Ouest.
(Photo John Woodruff-Archives publiques du Canada-C 4745)

Une famille d'immigrants polonais des années 20, devant sa maison de ferme près de Winnipeg.
(Archives publiques du Canada-C 85104)

Une famille slovaque réunie à Toronto vers 1950. (Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario)

Lors d'un mariage campagnard en Saskatchewan en 1917, tout le monde est en costume traditionnel d'Europe orientale. (Archives publiques du Canada-PA 88459)

Les invités à un mariage bulgare à Toronto en 1949 fêtent à la façon nord-américaine. (Archives de l'Ontario-Collection de la Société historique multiculturelle de l'Ontario)

Un mariage turc est consacré dans une mosquée à Toronto en 1969. (Archives de l'Ontario-Collection de la Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario)

De jeunes ukrainiens et leur maître prennent la pose au foyer pour garçons de la mission presbytérienne à Teulon, au Manitoba, en 1911. (Archives publiques du Canada-PA 88412)

Au début du siècle, les immigrants voulaient que les écoles respectent leur patrimoine culturel et linguistique, tandis que les ministères de l'Éducation visaient l'assimilation. Quelques-uns des premiers enseignants ukrainiens à Vegreville, en Alberta, en 1917.
(Archives publiques du Canada-PA 88497)

Des enfants canadiens-japonais, déplacés de Colombie-Britannique dans un camp d'internement, fréquentent l'école locale à Picture Butte, en Alberta, en 1945.
(Photo Jack Long/Archives publiques du Canada-C 47100)

L'éducation des adultes connaît une vogue de plus en plus grande ces dernières années. Une jeune fille enseigne l'anglais à un vieil immigrant lettion.
(Archives publiques du Canada-PA 124947)

Des écoles complémentaires ont été ouvertes par plusieurs groupes pour transmettre leur langue et leur culture à leurs enfants. On voit ci-dessus une classe de jeunes Lituaniens ouverte le samedi à Toronto, en 1958. (Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario)

Les élèves d'une école complémentaire grecque célèbrent Noël, en 1978. (Archives de l'Ontario-Collection de la Société historique multiculturelle de l'Ontario)

Il convient de noter également l'urbanisation des Hongrois. En 1921, 11 p. 100 seulement d'entre eux habitaient la ville; en 1931, la proportion était passée à 30 p. 100. Montréal devint un centre de la vie hongroise; en Ontario, Hamilton, Welland, Toronto et Windsor avaient aussi des communautés hongroises importantes[20].

Le recensement enregistre 100 000 personnes d'origine russe en 1921, les plus fortes augmentations se situant dans les provinces des Prairies. Vu qu'il n'y avait que 44 400 personnes d'origine russe en 1911 et 88 150 en 1931, il est probable que les membres des groupes germanophones qui habitaient la Russie, comme les mennonites, se disaient d'origine ethnique russe en raison des antagonismes à l'égard des Allemands engendrés par la guerre. Toutefois, certains Russes sont entrés au Canada après la révolution russe, venant directement ou en passant par la Chine et la Mandchourie[21].

Dans les années 1920, des groupes de mennonites, d'origine allemande, ont quitté le Manitoba et la Saskatchewan pour se rendre au Mexique. Environ 6 500 en tout, principalement des mennonites dits de la Vieille colonie, émigrèrent pour éviter ce qu'ils considéraient comme l'empiètement de la culture canadienne sur leur mode de vie. Mais au cours de la même période, l'Association de colonisation des mennonites fit venir au Canada près de 20 000 personnes, et d'autres associations d'immigration amenèrent dans l'Ouest des milliers de mennonites de Russie. Dans le groupe des mennonites, comme dans les autres, les nouveaux arrivants étaient plus citadins que leurs prédécesseurs[22].

La secte des hutterites était un nouveau groupe totalement rural qui, comme les mennonites, avait pris naissance en Europe centrale et émigré par étapes en Russie. Des représentants des hutterites avaient accompagné les mennonites en Amérique du Nord en 1873 pour y explorer la situation, mais alors qu'une partie des mennonites émigrèrent, presque tous les hutterites, 13 000 environ, partirent. De plus, certains des mennonites vinrent au Canada, mais les hutterites sont allés dans le territoire du Dakota aux États-Unis. Une colonie est allée au Manitoba en 1898, craignant la conscription durant la guerre hispano-américaine, mais ils revinrent au Dakota du Sud en 1905. Au cours de la Première Guerre mondiale, toutefois, les hutterites furent traités brutalement, et une migration au Canada fut décidée. En 1918, 15 colonies furent créées, 6 au Manitoba et 9 en Alberta. Durant la dépression, quelques colonies du Manitoba commencèrent à revenir au Dakota du Sud, tandis que certaines colonies du Dakota vinrent s'établir en Alberta. Des restrictions législatives sur l'achat de terres par les hutterites furent imposées en Alberta de 1942 à 1972, et la menace de restrictions similaires au Manitoba fut réglée par une entente privée. Néanmoins, les hutterites ont prospéré. En 1982, on en comptait 67 colonies au Manitoba, 37 en Saskatchewan et 99 en Alberta[23].

Dans l'entre-deux-guerres, les Scandinaves continuèrent à s'installer dans les régions agricoles de l'Ouest. Environ 20 000 Suédois, 19 500 Norvégiens et 17 000 Danois entrèrent au pays de 1923 à 1930, venant directement d'Europe plutôt que des États-Unis comme leurs prédécesseurs.

Ces derniers immigrants scandinaves étaient poussés par une grave crise économique qui sévissait dans leurs pays. Le nombre des personnes d'origine scandinave augmenta entre les recensements de 1921 et de 1931 de 167 350 à 228 500.

Beaucoup de Finlandais étaient parmi les immigrants qui se sont installés dans les villes minières et industrielles du nord de l'Ontario et de la Colombie-Britannique. Issus des classes paysanne et ouvrière, ils fuyaient une situation économique très difficile et voulaient échapper au service militaire obligatoire dans l'armée russe et à la russification en Finlande, ou cherchaient la liberté religieuse[24]. Certains Finlandais s'étaient établis précédemmment dans la région de Port Arthur; les nouveaux arrivants les rejoignirent et certains autres allèrent à Sault-Sainte-Marie, à Timmins, à Sudbury, à Toronto, à Montréal et à Vancouver. Au recensement de 1921, il y avait 21 500 Finlandais au Canada; en 1931, on en dénombrait 43 900.

Entre 1918 et 1930 plus de 15 000 Hollandais se sont établis au Canada. Ils échappaient à une crise économique qui empirait dans leur pays, et leur venue a été accélérée grâce aux ententes entre les gouvernements néerlandais et canadien, aux activités de colonisation des compagnies ferroviaires et à l'aide apportée par les diverses sociétés d'émigration en Hollande. Comme les autres immigrants, ils étaient attirés principalement par l'Ontario plutôt que par l'Ouest.

Dans le cas des Italiens, la seconde vague d'immigration au Canada fut de courte durée. À partir de 1925, le gouvernement fasciste découragea l'émigration, sauf en Afrique du Nord; la situation économique du Canada et les restrictions à l'émigration renforcèrent cette politique[25]. La migration et l'augmentation naturelle ne furent pas tout à fait suffisante pour doubler la population d'origine italienne entre 1921 et 1941; selon le recensement, elle est passée de 66 769 personnes à 112 625. Au cours de cette période, Montréal et Toronto continuèrent d'être les principaux centres d'établissement de la population italienne; en 1941, Montréal comptait 23 800 personnes d'origine italienne et Toronto 14 200.

L'immigration juive se poursuivit pendant l'entre-deux-guerres, et 20 200 juifs s'établirent au Canada. Quelle que fût leur nationalité, les juifs étaient traités séparément de leurs compatriotes par les autorités canadiennes de l'immigration; les autres Européens pouvaient simplement acheter un billet au comptoir de la compagnie de navigation la plus proche, mais un juif ne pouvait pas obtenir de billet tant qu'il ne produisait pas une lettre d'admission émanant du ministère de l'Immigration[26]. Comme auparavant, les juifs préféraient les centres urbains comme lieux de résidence.

Les groupes asiatiques ont augmenté lentement au cours de cette période; les politiques restrictives des États-Unis au cours des années 1920 ont donné du poids aux campagnes menées au Canada pour l'imposition de restrictions plus sévères à leur encontre. À partir de 1923, le gouvernement canadien adopta le principe d'exclure les Chinois, à l'exception de catégories très limitées. En outre, l'entente à l'amiable de 1928 restreignait l'entrée des Japonais à 150 personnes par an. Les campagnes contre le «péril jaune»

obtinrent tant de succès que le recensement relevait seulement 84 548 personnes d'origine ethnique asiatique en 1931, une augmentation de moins de 19 000 personnes au cours de la décennie, et le recensement de 1941 faisait apparaître une baisse à 74 064. La diminution était surtout marquée chez les Chinois et traduisait la disparition d'un groupe dont les membres avaient pour tradition de retourner dans leur pays à leur vieillesse, la présence de très peu de femmes et une absence de renforcement par l'immigration.

Les Noirs furent eux aussi l'objet de mesures discriminatoires. Après 1923, le terme de «sujet britannique» fut limité aux ressortissants des pays du Commonwealth dont les populations étaient blanches en grande partie. De ce fait, les Antillais furent privés du statut privilégié auquel, en théorie, ils avaient eu droit auparavant. En pratique, naturellement, ils n'ont jamais pu entrer avec facilité au Canada à cause du racisme exercé dans l'application du *Règlement sur l'immigration*.

La crise économique des années 1930 amena le gouvernement à interrompre l'afflux des immigrants au Canada. Un décret du conseil adopté en août 1930 restreignait les immigrants aux membres des familles immédiates des hommes déjà établis au Canada et aux cultivateurs possédant assez d'argent pour se lancer sans délai dans la culture du sol. À tel point que certains commencèrent à dire que le Canada était suffisamment peuplé et qu'il n'aurait plus jamais besoin d'immigrants ou ne pourrait plus en absorber, en particulier les immigrants non britanniques[27]. Les autorités eurent alors recours à la déportation à la fois pour aider les immigrants britanniques à retourner chez eux et débarrasser le pays des immigrants non britanniques qui étaient indigents ou considérés comme des radicaux dangereux. Le rapatriement volontaire fut également utilisé : 3 000 radicaux finlandais partirent ainsi pour la Carélie soviétique. Le nombre total d'immigrants arrivés au Canada entre les recensements de 1911 et de 1921 s'est ainsi établi à 1 782 000, et à 1 198 000 entre les recensements de 1921 et 1931. Au cours de la décennie suivante, leur nombre tomba à 149 000. En 1935, 11 300 personnes seulement ont été admises au Canada, les deux-tiers venant du Royaume-Uni ou des États-Unis. La migration nette a été négative pour la décennie. Entre 1931 et 1941 le nombre de personnes d'origine ethnique allemande a fléchi de presque 9 000, celui des personnes d'origine russe de près de 4 500, et celui des personnes d'origine asiatique de 10 500; le pourcentage de la population qui était d'origines autres que française, britannique, amérindienne ou inuit se maintint dans l'ensemble du Canada; il baissa en Nouvelle-Écosse, demeura le même à l'Île-du-Prince-Édouard, au Nouveau-Brunswick et au Québec, et augmenta dans les cinq autres provinces.

Au cours de la crise économique, le mouvement vers les villes se ralentit, mais il n'en continua pas moins. Les petites concentrations urbaines de groupes ethniques particuliers augmentèrent à mesure que les gens s'éloignaient des régions de l'Ouest atteintes par la sécheresse. La communauté roumaine de Montréal, par exemple, qui existait depuis le début

du siècle, augmenta considérablement, et les colonies hongroises de Toronto et de Calgary se développèrent[28].

Une petite proportion de l'immigration après 1935, et en particulier en 1939, était composée de réfugiés juifs, mais le redressement économique était lent au Canada et le gouvernement était peu disposé à admettre qui que ce soit, même les victimes de l'Allemagne nazie[29]. La décision de donner priorité aux considérations économiques plutôt qu'humanitaires s'appuyait sur l'antisémitisme exprimé par de petites minorités bruyantes et même violentes dans diverses parties du Canada au cours des années 1930. La plus notoire était dirigée par Adrien Arcand au Québec, mais d'autres existaient en Ontario et dans l'ouest du Canada. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, en vertu d'un accord conclu entre les autorités britanniques et canadiennes, un certain nombre de juifs allemands ayant une formation supérieure, qui étaient en Grande-Bretagne à la déclaration de la guerre, furent envoyés au Canada pour y être internés; nombre d'entre eux se révélèrent des hommes de grande valeur sur les plans intellectuel et artistique. Environ un millier d'entre eux choisirent de rester au Canada et ils ont apporté une contribution remarquable aux arts et aux lettres du pays[30].

Il est probable qu'aucun autre groupe au Canada n'a subi plus de bouleversements durant la guerre que les Japonais. À l'éclatement de la guerre, ils étaient 23 000; 22 000 vivaient en Colombie-Britannique; 13 300 de ceux-ci étaient nés au Canada, 2 900 étaient naturalisés Canadiens, et la plupart des autres résidaient au Canada depuis 25 à 40 ans. Après l'entrée en guerre du Japon, la majeure partie de leurs biens furent confisqués et ils furent arrachés de leurs foyers en Colombie-Britannique et mis dans des centres d'internement. À la fin du conflit, environ 4 000 d'entre eux, soit plus de la moitié nés au Canada et les deux-tiers d'entre eux ressortissants canadiens, quittèrent le pays aux termes du programme gouvernemental de rapatriement, qui visait à débarrasser le pays du plus grand nombre de Japonais possible.

LA «TROISIÈME» VAGUE APRÈS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

La vague d'immigration suivante commença tout de suite après la fin du conflit. En 1961, 2 500 000 personnes avaient été admises au Canada; entre 1961 et 1971, environ 1 500 000 personnes sont arrivées au pays. En 1971, parmi les immigrants de l'après-guerre, environ 1 200 000 étaient morts ou avaient émigré. Un grand nombre de ceux-ci étaient d'origines autres que britannique et française et beaucoup d'immigrants de l'avant-guerre étaient retournés en Europe après la guerre. Néanmoins, au recensement de 1971, 25 p. 100 de la population canadienne se disait d'origines ethniques autres que britannique, française, amérindienne ou inuit. Depuis 1971, l'immigration s'est ralentie quelque peu, mais le pourcentage de la population appartenant aux autres groupes ethniques continue d'augmenter.

Cette troisième vague d'immigration s'est poursuivie plus longtemps que la première ou la deuxième, et elle a inclus une plus grande diversité de groupes ethniques, de classes sociales et de professions que les vagues précédentes d'immigration.

La troisième vague avait à peine commencé quand le premier ministre W.L. Mackenzie King déclara à la Chambre des communes, en mai 1947, que la politique du gouvernement était «de stimuler la croissance de la population du Canada en encourageant l'immigration»[31]. Les immigrants devaient être soigneusement choisis et admis seulement en nombre tel qu'ils puissent être absorbés par l'économie. Les principes de la sélection devaient inclure la sauvegarde de «la composition fondamentale de la population canadienne». Pendant de nombreuses années, les principes énoncés par le premier ministre King ont régi en quelque sorte la politique d'immigration. Toutefois, une exception a été faite pour les réfugiés et, par la suite, le recrutement des immigrants a été élargi pour répondre aux attentes de l'opinion publique.

La vaste majorité des immigrants de l'après-guerre s'établirent dans les villes, en grande partie parce que le Canada était devenu de plus en plus urbain et industriel durant la période. Un nombre important d'entre eux se fixèrent à Montréal. C'est toutefois Toronto qui est devenue la métropole des immigrants du Canada. Au cours des années 1960, la proportion des immigrants qui optaient pour Montréal a fléchi légèrement en raison de la situation agitée qui y régnait, mais il n'y a pas eu de diminution de l'afflux à Toronto. Au cours des années 1970, le nombre total d'immigrants a baissé et leurs destinations sont devenues plus diverses : Toronto, Montréal et Vancouver demeuraient les villes de prédilection, tandis qu'Edmonton et Calgary enregistraient certains gains.

Les origines ethniques britannique, italienne, allemande, hollandaise, polonaise et juive ont été les plus fortement représentées parmi les immigrants de 1945 à 1967. Une révision importante des règlements de l'immigration a été mise en œuvre en 1962, un nouveau système de calcul de l'admissibilité fut appliqué en 1967, et la nouvelle *Loi sur l'immigration* a été promulguée en 1976. Tout cela eut pour effet d'éliminer la discrimination fondée sur la race et l'origine ethnique et de mettre l'accent sur le niveau d'instruction, la formation et les compétences. On assista presque aussitôt à une augmentation considérable du nombre des immigrants de Chine, de l'Inde, du Pakistan et des Antilles, qui éclipsèrent certains des pays qui avaient fourni jusqu'alors les plus forts contingents.

Un élément important de l'immigration de l'après-guerre était constitué des personnes déplacées et des réfugiés. Il en est entré près de 100 000 au Canada entre avril 1947 et mars 1950 : les Polonais, les Ukrainiens, les juifs et les Baltes — Estoniens, Lettons et Lituaniens — étaient les plus nombreux parmi eux. Si l'on inclut les réfugiés de la révolution hongroise de 1956 et de Tchécoslovaquie en 1968, ils étaient plus de 300 000 en 1971 . Au cours des années 1970, ils comptaient des Asiatiques de l'Ouganda, des Chiliens et

des Vietnamiens. Les catastrophes politiques qui menèrent à leur émigration eurent au moins autant de répercussions sur les gens aisés et instruits que sur les pauvres; les réfugiés comprenaient donc un certain nombre de personnes spécialisées et d'un niveau d'instruction élevé.

Dans les années qui suivirent la guerre, le gouvernement donnait la préférence aux cultivateurs, aux domestiques et aux ouvriers industriels plutôt qu'aux techniciens spécialisés et aux gens de profession libérale, mais avec les années, ceux qui vinrent au Canada étaient issus de plus en plus des classes moyennes. Il s'agissait de citadins généralement dotés d'une solide instruction, de gens ayant une formation spécialisée de haut niveau, une formation professionnelle, des talents artistiques, des compétences linguistiques ou de l'expérience en affaires, en administration gouvernementale ou dans l'art militaire. Ils virent de plus grandes possibilités pour exercer leurs compétences dans l'économie en expansion de l'Ontario, et environ la moitié d'entre eux choisirent de s'y fixer. Il y avait des Polonais, des Ukrainiens, des Lituaniens, des Estoniens, des Lettons et des juifs. Parmi les Polonais, il y avait un groupe d'environ 4 500 anciens militaires qui ont été admis en vertu d'un programme spécial juste après la guerre.

Les réfugiés juifs après la guerre venaient surtout de Pologne, mais il y avait aussi des israélites parmi les immigrants originaires de Hongrie après la révolution de 1956 et parmi les immigrants d'Égypte et d'Afrique du Nord après la crise algérienne. Toronto et Montréal furent alors les destinations préférées des Nord-Africains francophones. Montréal les attira particulièrement. Les israélites venus grossir les rangs des communautés juives pendant et après la guerre ont un intérêt particulier, car ils ont ajouté de la diversité à un groupe qui jusque-là avait été remarquablement homogène.

Les réfugiés étaient un groupe de personnes instruites, mais les autres immigrants comptaient également un plus grand nombre de gens instruits et de spécialistes, en partie parce que le développement économique et social rendait le Canada plus attrayant pour les émigrants de la classe moyenne et en partie parce que la politique gouvernementale rendait l'admission plus facile pour ceux qui possédaient instruction, formation et compétences. Du fait qu'ils étaient issus de la haute classe et de la classe moyenne et qu'ils connaissaient la vie urbaine, les immigrants n'établirent pas de communautés fortement concentrées. Ils se sont rapidement dispersés dans les quartiers des régions urbaines où se trouvaient les autres gens de leur profession, de leur niveau d'instruction et possédant leurs goûts.

Toutefois, des immigrants de plusieurs pays continuèrent d'arriver en grand nombre des régions rurales, des villages et des villes provinciales. Les immigrants d'Italie, de Grèce, du Portugal et de Malte étaient, dans une large mesure, parrainés par des parents au Canada plutôt que sélectionnés selon leur niveau d'instruction et leur compétence. L'immigration italienne fut la plus spectaculaire de l'après-guerre, en particulier entre 1951 et

TABLEAU 1

Immigration au Canada par année civile, 1852-1986

1852	29 307	1886	69 152	1920	138 824	1954	154 227
1853	29 464	1887	84 525	1921	91 728	1955	109 946
1854	37 263	1888	88 766	1922	64 224	1956	164 857
1855	25 296	1889	91 600	1923	133 729	1957	282 164
1856	22 544	1890	75 067	1924	124 164	1958	124 851
1857	33 854	1891	82 165	1925	84 907	1959	106 928
1858	12 339	1892	30 996	1926	135 982	1960	104 111
1859	6 300	1893	29 633	1927	158 886	1961	71 689
1860	6 276	1894	20 829	1928	166 783	1962	74 586
1861	13 589	1895	18 790	1929	164 993	1963	93 151
1862	18 294	1896	16 835	1930	104 806	1964	1 12 606
1863	21 000	1897	21 716	1931	27 530	1965	146 758
1864	24 779	1898	31 900	1932	20 591	1966	194 743
1865	18 958	1899	44 543	1933	14 382	1967	222 876
1866	11 427	1900	41 681	1934	12 476	1968	183 974
1867	10 666	1901	55 747	1935	11 277	1969	161 531
1868	12 765	1 902	89 102	1936	11 643	1970	147 713
1869	18 630	1903	138 660	1937	15 101	1971	121 900
1870	24 706	1904	131 252	1938	17 244	1972	122 006
1871	27 773	1905	141 465	1939	16 994	1973	184 200
1872	36 578	1906	211 653	1940	11 324	1974	218 465
1873	50 050	1907	272 409	1941	9 329	1975	187 881
1874	39 373	1908	143 326	1942	7 576	1976	149 429
1875	27 382	1909	173 694	1943	8 504	1977	114 914
1876	25 633	1910	286 839	1944	12 801	1978	86 313
1877	27 082	1911	331 288	1945	22 722	1979	112 096
1878	29 807	1912	375 756	1946	71 719	1980	143 117
1879	40 492	1913	400 870	1947	64 127	1981	128 618
1880	38 505	1914	150 484	1948	125 414	1982	121 147
1881	47 991	1915	36 665	1949	95 217	1983	89 157
1882	112 458	1916	55 914	1950	73 912	1984	88 239
1883	133 624	1917	72 910	1951	194 391	1985	84 302
1884	103 824	1918	41 845	1952	164 498	1986	99 219
1885	79 169	1919	107 698	1953	168 868		

SOURCE : Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada

TABLEAU 2

Population par origine ethnique autre que britannique et française, Canada, 1871, 1881 et 1901-1971

Origine ethnique	*1871*	*1881*	*1901*	*1911*	*1921*	*1931*	*1941*	*1951*	*1961*	*1971*
					(en milliers)					
Autres origines										
Européennes	240	299	458	945	1 247	1 825	2 044	2 554	4 117	4 960
Autrichienne, n.o.s.	—	—	11	44	108	49	38	32	107	42
Belge	—	—	3	10	20	28	30	35	61	51
Tchécoslovaque	—		—	—	9	30	43	64	73	82
Finlandaise[1]	—	—	3	16	21	44	42	44	59	59
Allemande	203	254	311	403	295	474	465	620	1 050	1 317
Grecque	—	—	—	4	6	9	12	14	56	124
Hongroise[2]	—	—	2	12	13	41	55	60	126	132
Italienne	1	2	11	46	67	98	113	152	450	731
Juive		1	16	76	126	157	170	1 82	173	297
Lituanienne	—	—	—	—	2	6	8	16	28	25
Hollandaise	30	30	34	56	118	149	213	264	430	426
Polonaise	—	—	6	34	53	146	167	220	324	316

Origine ethnique	*1871*	*1881*	*1901*	*1911*	*1921*	*1931*	*1941*	*1951*	*1961*	*1971*
Roumaine[3]	—	—	—	6	13	29	25	24	44	27
Russe[4]	1	1	20	44	100	88	84	91	119	64
Scandinave	2	5	31	113	167	228	245	283	387	385
Ukrainienne	—	—	6	75	107	225	306	395	473	581
Yougoslave	—	—	—	—	4	16	21	21	69	105
Autres	4	6	5	7	18	9	10	36	88	195
Asiatiques	—	4	24	43	66	85	74	73	122	286
Chinoise	—	4	17	28	40	47	35	33	58	119
Japonaise	—	—	5	9	16	23	23	22	29	37
Autres	—	—	2	6	10	15	16	19	34	129
Autres	52	174	177	158	153	158	190	354	463	519

1. Comprend le groupe estonien avant 1951.
2. Comprend les groupes lituanien et morave en 1901 et 1911.
3. Comprend le groupe bulgare en 1901 et 1911.
4. Comprend les groupes finlandais et polonais en 1871 et 1881.

SOURCE : Warren E. Kalbach et Wayne W. McVey, *The Demographic Bases of Canadian Society*, 2e édition, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1971, p. 198 - 199.

1960, alors que plus de 250 000 Italiens ont été admis au Canada. En 1971, la catégorie d'immigrants d'origine italienne était considérablement plus importante que toute autre catégorie non britannique et non française, à l'exception des Allemands. Les immigrants d'origine grecque et portugaise avaient toujours été peu nombreux au Canada, mais au début des années 1950, l'immigration en provenance de ces pays augmenta radicalement et cette augmentation s'est maintenue depuis lors. Les Italiens, les Grecs, les Portugais et les Maltais se sont installés d'une façon prédominante dans les villes, en particulier à Toronto, à Montréal et à Vancouver. À Toronto, dans les années 1960, les Italiens arrivaient, en nombre, derrière les Britanniques, et les Grecs constituaient un des dix plus grands groupes ethniques.

Les restrictions à l'immigration des Asiatiques et des Noirs furent considérablement assouplies. Les membres de ces minorités visibles devinrent un élément coutumier de la population canadienne, pas seulement en Colombie-Britannique mais aussi dans toutes les régions urbaines du pays. En 1981, les Chinois venaient, en nombre, tout de suite après les Italiens dans l'agglomération de Toronto, et les autres Asiatiques de la région étaient plus de 150 000.

La plupart des Canadiens japonais restés au Canada après la guerre ne sont pas retournés en Colombie-Britannique; ils ont plutôt poursuivi leur dispersion déclenchée par leur déplacement durant le conflit. Plusieurs milliers allèrent dans le sud de l'Alberta, environ un millier au Manitoba et un nombre important en Ontario. Ils furent nombreux à se fixer à Toronto qui, comme beaucoup d'autres villes canadiennes, leur avait été fermée durant une partie de la guerre[32]. Ils ont participé à la spectaculaire expansion de la ville au cours des années 1950 et 1960. En 1961, il y avait près de 8 000 Japonais dans l'agglomération, et en 1971 on en comptait 15 000. Quand les Canadiens japonais ont célébré, en 1977, le centenaire de l'arrivée du premier Nippon au Canada, ils étaient environ 40 000 dans l'ensemble du Canada.

L'immigration japonaise n'a pas repris dans de grandes proportions après la guerre. En revanche, l'immigration chinoise, qui avait été pratiquement inexistante depuis 1923, a repris à la suite de la suppression de certaines des mesures restrictives en 1947, et environ 21 000 personnes d'origine chinoise ont été admises au Canada entre 1949 et la fin de 1961. L'immigration en provenance de l'Inde, du Pakistan et du Sri Lanka a repris également et a commencé à augmenter à la fin des années 1950. À la suite des modifications du *Règlement sur l'immigration* au cours des années 1960, ces groupes sont devenus les principaux éléments de l'immigration au Canada.

D'après le recensement, le nombre de Noirs au Canada est tombé de 22 174 en 1941 à 18 020 dix ans plus tard, mais au recensement de 1961, il était remonté à 32 127. En 1971, il s'élevait à 62 470. La diminution enregistrée durant la guerre et au début de l'après-guerre, dans la mesure où elle représente une baisse réelle et non une sous-estimation dans le recensement de 1951, traduisait probablement la tendance des jeunes Canadiens noirs à émigrer aux États-Unis dans l'espoir d'y avoir une

instruction plus poussée et un emploi. Une hausse de l'immigration des Noirs s'amorça en 1954 et elle s'est maintenue depuis lors. L'immigration des Antillais de couleur était entravée par des règlements discriminatoires. Leur nombre est passé de 1 000 à 2 000 par an avant 1962 à entre 2 200 et 3 700 de 1963 à 1966. Avec la mise en application du système des points, il est passé à environ 8 000 en 1967 et 1968, à 14 250 en 1969 et à 13 600 en 1970. En 1980, le nombre d'Antillais était évalué à 200 000 dans la grande région de Toronto, où la plupart se sont fixés, à l'exception des Haïtiens, qui se sont installés en majorité à Montréal.

LA SITUATION AU COURS DES ANNÉES 1970 ET 1980

En 1971, un quart de la population canadienne avait une origine ethnique autre que britannique, française, amérindienne ou inuit. L'augmentation de la proportion des Canadiens d'autres origines était liée à la diminution de la proportion de ceux qui étaient d'origine britannique, laquelle est passée de 60,5 p. 100 en 1871 à 44,6 p. 100 en 1971. L'immigration britannique avait toujours été élevée; la plupart des années, le nombre des immigrants d'origine britannique, surtout du Royaume-Uni et des États-Unis, était le plus élevé ou un des deux plus importants. L'immigration française avait été infime jusqu'en 1951, après quoi on nota une légère augmentation. Toutefois, l'accroissement naturel des Canadiens français leur a permis de conserver le même pourcentage de la population, tandis que la proportion d'origine britannique diminuait régulièrement, sauf entre 1961 et 1971, époque à laquelle on a relevé une petite augmentation.

En 1981, les origines ethniques des Canadiens étaient telles que l'indique le tableau 3. Le recensement de 1981 fut le premier à reconnaître plus d'une origine ethnique pour un individu. De la population totale, 40,2 p. 100 ont donné une origine uniquement britannique et 5,8 p. 100 plusieurs origines, dont l'origine britannique; 26,7 p. 100 ont indiqué une origine uniquement française et 2,7 p. 100 plusieurs origines dont l'origine française; 1,7 p. 100 ont dit être d'origine uniquement autochtone et 0,3 p. 100 de plusieurs origines incluant l'origine autochtone; 31,4 p. 100 ont donné une origine unique autre que britannique, française et autochtone et 5,8 p. 100 plusieurs origines dont celles qui étaient mentionnées.

Malgré le volume de l'immigration de l'après-guerre, une forte proportion des sujets d'origines autres que britannique, française et autochtone étaient nés au Canada. Au recensement de 1971, 82 p. 100 de ceux qui étaient d'origine ukrainienne, 78 p. 100 de ceux qui étaient d'origine scandinave, et 75 p. 100 de ceux qui étaient d'origine allemande étaient nés au Canada. Seuls les groupes ethniques comme les Italiens, les Hongrois, les Grecs et les Portugais, parmi les plus importants, et les Indiens et les Pakistanais parmi les groupes plus restreints, étaient en majorité nés à l'étranger. En outre, les répondants nés au Canada qui appartenaient à certaines catégories d'origine

TABLEAU 3

Population par origine ethnique[1], Canada, provinces et territoires, 1981

	Canada	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Québec
Population totale[1]	*24 083 500*	*563 750*	*121 225*	*839 805*	*689 375*	*6 369 065*
Origines uniques	22 244 885	547 640	112 545	767 205	649 420	6 241 115
Africaine	45 215	85	20	3 900	240	6 220
Arménienne	21 155	5	—	20	5	10 385
Arabe d'Asie	60 140	190	245	2880	705	16 850
Autrichienne	40 630	30	15	250	105	2 275
Balkanique	129 075	115	10	360	150	6 875
Balte	50 300	45	20	425	100	4 665
Belge et luxembourgeoise	43 000	10	145	465	235	6 585
Britannique	9 674 245	519 620	93 345	608 685	369 125	487 385
Tchèque et slovaque	67 695	40	25	410	185	4 845
Chinoise	289 245	635	165	1 545	880	19 255
Hollandaise	408 240	675	1 340	13 495	4 400	8 055
Finlandaise	52 315	70	5	260	95	1 140
Française	6 439 100	15 355	14 770	71 350	251 070	5 105 665
Allemande	1 142 365	1 640	820	33 145	6 490	33 770
Grecque	154 365	30	—	1 695	360	49 420
Magyare (hongroise)	116 390	15	50	470	360	9 745
Indochinoise	43 725	75	45	400	525	15 130

Indo-pakistanaise	121 445	520	55	940	540	12 195
Italienne	747 970	410	100	3 235	1 145	163 735
Japonaise	40 995	25	5	40	30	1 395
Juive	264 025	285	80	2 090	720	90 355
Latino-américaine	117 555	85	20	690	125	26 315
Autochtone	413 380	3 225	435	6 305	4 605	46 855
Arabe d'Afrique du Nord	10 545	5	—	20	35	6 090
Îles du Pacifique	155 290	530	25	1 060	360	6 490
Polonaise	254 485	180	90	2 455	425	19 755
Portugaise	188 105	245	50	490	315	27 370
Roumaine	22 485	—	—	155	50	2 790
Russe	49 435	35	10	155	65	2 940
Scandinave	282 795	640	250	2 175	2 345	4 225
Espagnole	53 540	18O	5	400	255	15 460
Suisse	29 805	10	15	440	95	4 320
Ukrainienne	529 615	135	105	1 965	635	14 640
Asie occidentale	10 055	15	—	135	—	1 605
Autres origines uniques	176 160	2 455	280	4 690	2 660	6 315
Origines multiples	1 838 615	16 110	8 680	72 595	39 950	127 960
Britannique et française	430 255	10 245	5 305	27 650	22 820	62 270
Britannique et autre	859 800	3 485	2 440	29 995	11 170	20 645
Française et autre	124 940	350	225	3 570	1 910	21 790
Britannique, française et autre	107 080	500	370	4 735	2 100	7 120
Européenne et autre[3]	238 455	330	145	5 160	1 040	10 585
Autochtone et autre[4]	78 085	1 200	190	1 485	910	5 540

Tableau 3 (suite)

	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon	T. N.-O.
Population totale[2]	*8 534 265*	*1 013 705*	*956 440*	*2 213 650*	*2 713 615*	*23 075*	*45 540*
Origines uniques	7 751 615	912 360	853 315	1 940 915	2 407 045	19 580	42 125
Africaine	24 895	1 590	500	4 285	3 445	20	25
Arménienne	9 665	10	10	215	840	—	—
Arabe d'Asie	26 330	885	785	8 285	2 970	—	15
Autrichienne	15 145	3 155	4 115	6 400	9 025	60	45
Balkanique	90 975	3 315	1 880	9 340	15 910	60	85
Balte	35 600	1 275	435	3 020	4 580	90	30
Belge et *luxembourgeoise*	*18 035*	6 500	2 830	4 305	3 830	20	35
Britannique	4 487 800	373 995	366 080	962 785	1 385 165	10 060	10 200
Tchèque et slovaque	33 025	3 590	3 725	11 195	10 470	110	75
Chinoise	118 640	7 065	6 970	36 770	96 915	215	200
Hollandaise	191 125	33 875	17 215	65 060	72 280	400	315
Finlandaise	33 395	1 060	1 275	4 135	10 810	30	45
Française	652 900	74 050	46 915	111 865	92 310	1 080	1 765
Allemande	373 390	108 140	161 700	233 175	187 630	1 300	1 160
Grecque	85 960	2 380	1 220	4 820	8 390	30	65
Magyare (hongroise)	59 135	4 160	11 080	15 170	15 920	190	100
Indochinoise	12 815	2 020	1 865	6 385	4 410	15	35
Indo-pakistanaise	60 375	2 960	1 140	13 225	29 425	45	30
Italienne	487 310	9 595	2 755	26 605	52 760	95	220
Japonaise	16 685	1 300	205	5 225	16 040	30	10
Juive	131 320	14 950	1 515	9 460	13 170	25	55
Latino-américaine	74 250	3 695	975	6 845	4 525	10	25

Autochtone	83 860	59 925	54 720	60 010	64 690	3 415	25 325
Arabe d'Afrique du Nord	3 535	125	60	490	185	—	5
Îles du Pacifique	70 220	13 835	2 100	16 645	43 840	50	145
Polonaise	122 945	28 445	18 335	37 655	23 795	190	205
Portugaise	129 005	7 830	515	6 125	16 125	5	30
Roumaine	8 170	900	3 905	3 805	2 650	35	25
Russe	8 715	3 765	6 290	7 715	19 605	50	75
Scandinave	40 335	25 170	42 720	78 565	85 035	745	595
Espagnole	25 185	1 470	730	4 945	4 845	25	40
Suisse	11 755	870	1 225	4 680	6 335	25	40
Ukrainienne	133 995	99 795	76 815	136 710	63 605	635	580
Asie occidentale	5 445	120	65	895	1 770	—	10
Autres origines uniques	69 700	10 545	10 645	34 105	33 740	520	515
Origines multiples	782 650	101 345	103 120	272 735	306 570	3 490	3 415
Britannique et française	201 415	12 400	9 095	34 995	42 955	540	565
Britannique et autre	375 800	46 485	52 985	142 930	171 195	1 560	1 110
Française et autre	45 145	8 820	8 325	19 185	15 290	165	175
Britannique, française et autre	50 110	4 320	4 425	15 585	17 475	210	135
Européenne et autre[3]	83 985	22 965	23 820	48 005	41 705	385	325
Autochtone et autre[4]	26 200	6 355	4 480	12 045	17 950	630	1 100

NOTE : Les totaux n'égalent pas forcément la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.

1. Le recensement de 1981 est le premier qui indique plus d'une origine ethnique pour une personne. Par conséquent, ce tableau comprend les chiffres des origines ethniques uniques et multiples.
2. Ne comprend pas les détenus.
3. Comprend les origines multiples englobant les origines européennes, juives et autres qui ne sont pas incluses ailleurs.
4. Comprend les origines multiples englobant les origines autochtone, britannique, française, européenne, juive ou autres.

SOURCE : Recensement du Canada, 1981

TABLEAU 4

Personnes nées hors du Canada, par province ou territoire de résidence, avec indication du lieu de naissance, 1981 et 1971[1]

	Personnes nées hors du Canada			*Lieu de naissance*								
				Europe			*Asie du sud-est*			*Asie-autres*		
	1981	*1971*	*Changement en %*	*1981*	*1971*	*Changement en %*	*1981*	*1971*	*Changement en %*	*1981*	*1971*	*Changement en %*
Province de résidence												
Canada	*3 876 160*	*3 295 530*	*17.3*	*2 586 080*	*2 626 790*	*-1.5*	*152 590*	*26 025*	*486.3*	*390 905*	*139 720*	*179.8*
T.-N.	9 785	8 945	—	5 660	5 775	—	425	175	—	900	640	—
Î.-P.-É.	4 550	3 705	—	2 400	2 165	—	105	15	—	185	175	—
N.- É	41 710	37 190	—	23 880	24 385	—	940	250	—	3 415	2 105	—
N.-B.	27 580	23 735	—	13 820	14 210	—	815	200	—	1 140	760	—
Québec	525 955	468 925	—	325 495	350 415	—	22 400	4 180	—	42 010	21 170	—
Ontario	2 025 750	1 707 400	—	1 444 020	1 436 785	—	62 925	13 520	—	179 985	57 595	—
Manitoba	146 055	151 250	—	99 160	126 310	—	14 200	1 565	—	7 545	3 495	—
Saskatchewan	83 655	110 690	—	53 820	80 775	—	4 215	395	—	5 430	3 560	—
Alberta	364 825	282 260	—	225 115	211 625	—	20 035	1 930	—	42 425	11 670	—
C.-B.	631 620	496 660	—	389 095	370 775	—	26 300	3 745	—	107 510	38 385	—
Yukon	2 885	2 525	—	1 785	1 875	—	50	5	—	185	70	—
T. N.-O.	2 780	2 245	—	1 830	1 690	—	180	45	—	175	95	—

	Lieu de naissance											
	É.-U.			Antilles			Amérique centrale et Amérique du Sud			Autres pays		
	1981	1971	Changement en %	1981	1971	Changement en %	1981	1971	Changement en %	1981	1971	Changement en %
Province de résidence												
Canada	*312 015*	*309 640*	*0.8*	*172 245*	*67 980*	*153.4*	*107 960*	*36 150*	*198.6*	*145 370*	*89 225*	*62.9*
T.-N.	2 255	1 890	—	125	75	—	80	55	—	335	335	—
Î.-P.-É.	1 740	1 295	—	15	15	—	35	10	—	80	30	—
N.-É.	11 335	8 780	—	735	560	—	260	155	—	1 150	955	—
N.-B.	11 005	7 950	—	200	130	—	105	150	—	490	330	—
Québec	40 420	46 480	—	43 770	15 195	—	16 290	5 200	—	35 570	26 280	—
Ontario	109 325	101 440	—	110 120	44 550	—	64 505	20 720	—	54 875	32 795	—
Manitoba	11 405	12 090	—	3 535	2 170	—	7 515	3 575	—	2 700	2 050	—
Saskatchewan	16 555	23 785	—	895	435	—	1 305	395	—	1 425	1 340	—
Alberta	43 820	47 515	—	7 315	2 205	—	8 755	1 580	—	17 355	5 740	—
C.-B.	63 110	57 720	—	5 480	2 595	—	9 035	4 270	—	31 100	19 170	—
Yukon	660	430	—	25	25	—	30	15	—	150	125	—
T. N.-O.	380	270	—	35	25	—	45	25	—	135	95	—

1. Les chiffres de 1981 excluent les détenus.
SOURCE : Recensement du Canada, 1981.

comprenaient non seulement les Canadiens des première et deuxième générations, mais aussi les Canadiens des neuvième et dixième générations.

L'histoire des groupes ethniques du Canada se reflète dans leur répartition dans le pays. L'époque de leur arrivée, leur statut à l'entrée et la rapidité avec laquelle ils s'en sont débarrassé, les effets sur eux des cataclysmes comme les guerres et les crises économiques et leur changement de culture et d'organisation sociale sont des facteurs qui ont tous influé sur leur lieu d'établissement. En particulier, leur établissement à l'intérieur du pays et dans des localités particulières, leur concentration ou leur dispersion, et leurs rapports avec leurs voisins ont eu une influence déterminante sur leur participation à la société canadienne et la conservation ou la perte de leur sentiment d'identité, de leur langue et de leur culture.

Les éléments de la population ont été recrutés au fil des ans dans un éventail de pays de plus en plus vaste et, par conséquent, les parties du pays où le peuplement est le plus ancien ont la plus faible proportion de la population d'origines autres que française, britannique, amérindienne ou inuit; elles ont également la plus faible proportion de personnes de ces origines nées à l'étranger. En 1981, 92,2 p. 100 de la population de Terre-Neuve se disait uniquement d'origine britannique, 2,7 p. 100 uniquement d'origine française et 1,8 p. 100 d'origine française et britannique. Le Québec à l'extérieur de Montréal, l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick ont également moins de 7 p. 100 de leur population d'autres origines ethniques et des proportions négligeables de personnes nées à l'étranger. En Nouvelle-Écosse, 14 p. 100 de la population est d'autres origines, mais seulement 1,5 p. 100 de ces personnes sont nées à l'étranger.

Dans les provinces de l'Atlantique, le gros de la population d'autres origines ethniques se compose d'Allemands et de Hollandais, un très grand nombre étant les descendants des premiers colons, les Scandinaves venant en troisième place et les Noirs constituant un groupe restreint mais important en Nouvelle-Écosse. Les autres groupes, comme les Chinois et les Libanais, se sont également installés dans certaines agglomérations. Les groupes les plus importants qui cherchent à sauvegarder leur patrimoine culturel dans cette région sont ceux dont l'origine est britannique et française; les Terre-Neuviens, les Écossais des Highlands et les Acadiens. Les premiers, qui ont longtemps fait partie d'une colonie britannique séparée, se sont sentis menacés par la rupture de leur isolement qui a suivi leur entrée dans la Confédération et le développement économique; ils ont également senti une certaine discrimination de la part des autres Canadiens. Les Écossais avaient des appréhensions au sujet de la conservation de la langue et du folklore gaéliques. Quant aux Acadiens et aux Noirs, ils cherchent à obtenir plus d'égalité qu'ils en ont eu jusqu'à maintenant par rapport aux autres groupes.

Au Québec, les exploitations minières et les travaux d'aménagement du complexe hydro-électrique de la Baie James ont employé quelques ouvriers d'origines autres que britannique, française et autochtone. Malgré tout, en 1971, 90 p. 100 des personnes d'autres origines ethniques et de celles d'autres origines nées à l'étranger vivaient dans l'agglomération

montréalaise. Les juifs et les Italiens étaient les plus importants des autres groupes ethniques au Québec, et le nombre des membres de chacun de ces groupes était plus élevé dans cette province que dans toute autre, à l'exception de l'Ontario. Les groupes italien et juif occupaient également des places intéressantes par rapport au changement de l'équilibre des forces entre les Canadiens français et les Canadiens anglais. Les Italiens étaient près des francophones par la langue et la culture, toutefois, jusqu'à la fin des années 1970, ils tenaient à ce que leurs enfants apprennent l'anglais au Canada. Naguère orientés vers la communauté anglophone, les juifs incluent depuis peu à la fois des personnes qui avaient l'anglais comme langue maternelle ou langue seconde et des personnes d'Afrique du Nord, dont la langue maternelle était le français, ainsi qu'une proportion considérable de personnes bilingues ou multilingues. En plus de la situation géographique et de l'importance financière et commerciale de Montréal, certains groupes ont été attirés vers le Québec parce qu'ils trouvaient que les Québécois étaient plus sympathiques que les Canadiens anglais.

Au cours des années 1970 le nombre des immigrants attirés vers le Québec n'était pas suffisant pour compenser le nombre des migrants qui partaient. Néanmoins, le Québec a reçu une grande partie des réfugiés chiliens et vietnamiens et s'est imposé comme la destination préférée des Haïtiens, auxquels le gouvernement canadien n'a pas accordé, en général, le statut de réfugié qu'ils revendiquaient. Les Vietnamiens qui sont arrivés au Québec en 1975 étaient francophones, tout comme les Haïtiens instruits. Le facteur linguistique, ainsi que le désir de maintenir le même niveau démographique, ont amené le gouvernement de la province à offrir de les accueillir. Les Vietnamiens, qui sont venus au Canada en bien plus grand nombre en 1979, n'étaient pas francophones au même degré et ne se sont pas concentrés au Québec.

En Ontario, 30 p. 100 de la population est d'origines ethniques autres que britannique, française ou amérindienne, et 14 p. 100 de la population est constituée de personnes nées à l'étranger et d'autres origines ethniques. La grande majorité de ces 14 p. 100, soit 86,5 p. 100, a immigré après 1946. L'Ontario a accueilli de loin le plus grand nombre et la plus forte proportion d'immigrants pendant l'après-guerre d'autres origines ethniques. La plupart des groupes ethniques qui ont reçu des immigrants depuis le conflit comptent plus de membres en Ontario que dans toute autre région du Canada.

Toronto, considérée depuis longtemps comme étant une des villes canadiennes les plus britanniques était devenue extrêmement cosmopolite à la fin des années 1970. Son économie était tributaire de la main-d'œuvre et du pouvoir d'achat des immigrants, et sa vie sociale a été égayée par ses nombreux groupes ethniques. En 1971, les groupes d'origine britannique constituaient 57 p. 100 de la population de la région de Toronto et 46 p. 100 de la population de la ville même. En 1981, les Torontois d'origine britannique formaient 43 p. 100 de la population de l'agglomération torontoise; celle-ci, d'environ 2 200 000 âmes, était constituée de quelque 232 000 Italiens, de 98 000 juifs, de 78 000 Chinois, de 70 000 Portugais, de 59 000 Grecs, de 53 000 Allemands, de 39 000 Ukrainiens et de 37 000 Polonais.

Toutefois, contrairement à ceux qui vivent au Québec, ceux qui ont d'autres origines ethniques, qui sont nés à l'étranger et qui habitent en Ontario n'étaient pas du tout concentrés dans la plus grande agglomération urbaine de la province. À Hamilton, par exemple, environ 38 p. 100 de la population était d'autres origines ethniques, et à Thunder Bay cette proportion atteignait près de 50 p. 100.

La région des Prairies est habituellement considérée comme la partie du Canada la plus hétérogène sur le plan ethnique. Elle compte effectivement la proportion la plus élevée de personnes d'autres origines ethniques, un peu plus de 45 p. 100 en 1971 et environ 48 p. 100 en 1981. À l'exception de l'Alberta, toutefois, l'immigration massive dans la région s'est pratiquement terminée en 1931, et il s'agit donc en majeure partie de personnes nées au Canada. Cette population comprend de nombreux membres des groupes ethniques qui ont prédominé chez les immigrants de 1900 à 1914 : les Allemands, les Scandinaves, les Ukrainiens et les Polonais.

Des trois provinces de la région, c'est l'Alberta qui a prospéré le plus au cours de l'après-guerre. Au cours des années 1950 et 1960, l'Alberta attira un nombre considérable d'immigrants hollandais et allemands et, durant le boom pétrolier des années 1970, elle attira des migrants des autres parties du Canada, ainsi que de l'étranger. Il y avait notamment des membres de certains des groupes ethniques nouvellement arrivés au Canada, comme les Sud-Asiatiques, les Antillais, les Coréens, les Philippins, les Chiliens et les Vietnamiens.

La Colombie-Britannique se classe derrière les provinces des Prairies et devant l'Ontario en ce qui concerne la proportion de la population qui est d'autres origines ethniques; un peu plus du tiers de sa population tombe dans cette catégorie. Elle comprend une plus faible proportion des immigrants de l'avant-guerre que les provinces des Prairies, mais sa proportion d'immigrants de l'après-guerre vient au second rang derrière l'Ontario. Le nombre de ses immigrants d'origines ethniques autres que britannique et française représente 12 p. 100 de sa population. La Colombie-Britannique a eu pendant longtemps la plus forte concentration de personnes d'origine asiatique; en 1971, elle avait été dépassée par l'Ontario, et elle était ainsi en deuxième place. Elle occupait également ce rang en ce qui concerne le nombre de personnes d'origine scandinave, n'étant surpassée que par la région des Prairies.

À l'intérieur des provinces et des localités, on trouve non seulement des concentrations de divers groupes ethniques, mais les personnes et les familles d'un même village ou d'une même région du pays d'origine ont également eu tendance à se regrouper. Cependant, les secteurs de premier établissement des immigrants ne sont plus situés près du centre-ville et, à mesure que les immigrants prospèrent et se sentent plus chez eux au Canada, ils s'en éloignent et s'installent dans des secteurs où la concentration est moins grande. Les immigrants récents de la classe moyenne et de la haute classe, de quelque groupe ethnique que ce soit, ont eu tendance à se fixer immédiatement ou après une brève période dans un quartier du centre-ville,

dans les mêmes quartiers, en fait, que les autres Canadiens de professions et de revenus similaires; ce sont fréquemment les banlieues. Même les gens d'affaires qui ont ouvert un bureau ou un magasin au centre-ville ont souvent élu domicile ailleurs. Les travailleurs se sont installés dans les banlieues ouvrières près de leurs lieux de travail ou près des moyens de transport commodes pour s'y rendre. Les pénuries chroniques de logement ont contraint des gens de divers niveaux de revenu à s'établir où ils le pouvaient plutôt qu'où ils l'auraient voulu. Parfois cela a été avec ou près de personnes de la même origine ethnique; parfois cela a été loin d'elles, et les rapports ont été maintenus par téléphone ou grâce à l'automobile.

A l'heure actuelle, soit dans les années 1980, la population du Canada présente une grande diversité. Les immigrants des îles britanniques et de la France et leurs descendants, les peuples fondateurs, ne prédominent plus comme avant. Si l'on s'en tient à l'origine ethnique, ceux qui ne sont pas d'origine britannique, française ou autochtone constituent désormais le tiers de la population, et cela depuis au moins 1961. Certains d'entre eux sont de vieux Canadiens, d'autres sont des immigrants et leurs enfants. Ils ont chacun leurs besoins et leurs aspirations, leurs craintes et leurs hostilités, d'un groupe à un autre, au sein des groupes, et d'une région à une autre à l'intérieur du Canada. Mais partout ils constituent des éléments importants de la population dont il faut tenir compte.

NOTES

1. Douglas Hill, *The Opening of the Canadian West*, Don Mills, Ontario Academic Press Canada, 1973, p. 88.
2. E.K. Francis, *In Search of Utopia: The Mennonites in Manitoba*, Altona, Manitoba, D.W. Friesen and Sons, 1955, p. 45.
3. Loken, *From Fjord to Frontier*, p. 55-61.
4. J.W. Dafoe, *Clifford Sifton in Relation to His Times*, Toronto, Macmillan of Canada, 1931, p. 131.
5. V.J. Kaye, «Three Phases of Ukrainian Immigration» dans *Slavs in Canada*, vol. 1, Edmonton, Inter-University Committee on Canadian Slavs, 1966, p. 37.
6. Harry B. Hawthorn, «The Contemporary Picture» dans *The Doukhobors of British Columbia*, édité par Harry B. Hawthorn, Londres, J.M. Dent and Sons, 1955, p. 7 et 8.
7. Norman Macdonald, *Canada Immigration and Colonization 1841-1903*, Toronto, Macmillan of Canada, 1968, p. 227; J.M. Kirschbaum, *Slovaks in Canada*, Toronto, Canadian Ethnic Press Association of Ontario, 1967, p. 64-66, cite des preuves que les Slovaques étaient nombreux parmi les colons attirés par Esterhazy.

8. M.S. Donnelly, «Ethnic Participation in Municipal Government - Winnipeg, St. Boniface, and the Metropolitan Corporation of Greater Winnipeg», étude préparée pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, non publiée, p. 50.
9. Mabel F. Timlin, «Canada's Immigration Policy, 1896-1910» dans *Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 26, no 4, novembre 1960, p. 519.
10. Edmund W. Bradwin, *The Bunkhouse Man: A Study of Work and Pay in the Camps of Canada 1903-1914*, Toronto, University of Toronto Press, 1972, p. 111.
11. Linda Dégh, *People in the Tobacco Belt: Four Lives*, Ottawa, Musée national du Canada, 1975.
12. Harold Troper, *Only Farmers Need Apply*, Toronto Griffin House, 1972, p. 121-145.
13. Chimbos, *The Canadian Odyssey*, p. 24 et 25.
14. Auvo Kostiainen, «Contacts between the Finnish Labour Movements in the United States and Canada» dans *Finnish Diaspora I: Canada, South America, Africa, Australia and Sweden*, édité par Michael G. Karni, Toronto, The Multicultural History Society of Ontario, 1981, p. 37.
15. Donald Avery, *«Dangerous Foreigners»: European Immigrant Workers and Labour Radicalism in Canada*, 1896-1932, Toronto, McClelland and Stewart, 1979.
16. Canada, Chambre des communes, Comité permanent spécial, Rapport, 1928.
17. Ol'ha Woycenko, *The Ukrainians in Canada*, Ottawa, Trident Press, 1967, p. 13.
18. Henry Radecki, avec Benedykt Heydenkorn, *A Member of a Distinguished Family: The Polish Group in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1976, p. 30-32.
19. Victor Turek, *Poles in Manitoba*, Toronto, Polish Alliance Press, 1967, p. 153-156.
20. N.F. Dreisziger et M.L. Kovacs, Paul Bödy, Bennett Kovrig, *Struggle and Hope: The Hungarian-Canadian Experience*, Toronto, McClelland and Stewart, 1982, p. 100-104.
21. Koosma J. Tarasoff, «Russians of the Greater Vancouver Area» dans *Slavs in Canada*, vol. 1, Edmonton, Inter-University Committee on Canadian Slavs, 1966, pp. 139 et 140; Norris, *Strangers Entertained*, p. 163 et 164.
22. Francis, *In Search of Utopia*, p. 190-194, 209 et 210.
23. John A. Hostetler, *Hutterite Society*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1974.
24. Lennard Sillanpaa, «Voting Behaviour of Finns in the Sudbury Area, 1930-1972» dans *Finnish Diaspora I*, p. 103.

25. Jeremy Boissevain, *The Italians of Montreal: Social Adjustment in a Plural Society*, no 7, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1970, p. 1; C.W. Hobart, «Italian Immigrants in Edmonton: Adjustment and Integration», étude préparée pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, p. 23-27.
26. Témoignage de M.L. Rosenberg, directeur de recherche, Congrès juif du Canada, Sénat du Canada, *Délibérations du comité permanent de l'immigration et de la main-d'œuvre*, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1946, p. 172-174.
27. C.A. Dawson, «Introduction» dans *The British Immigrant: His Social and Economic Adjustment in Canada*, de Lloyd C. Reynolds, Toronto, Oxford University Press, 1935, p. xvii-xix.
28. John Kosa, Land of Choice: *The Hungarians in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1957, p. 22-43; Palmer, Howard et Tamara, «The Hungarian Experience in Alberta» dans *Peoples of Alberta*.
29. Irving Abella, et Harold Troper, *None Is Too Many: Canada and the Jews of Europe, 1943-1948*, Toronto, Lester et Orpen Dennys, 1982.
30. Eric Koch, *Deemed Suspect: A Wartime Blunder*, Toronto, Methuen, 1980.
31. Cité par Freda Hawkins, *Canada and Immigration: Public Policy and Public Concern*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1972, p. 91.
32. Forrest E. LaViolette, *The Canadian Japanese and World War II*, Toronto, University of Toronto Press, 1948, p. 158; Ken Adachi, *The Enemy That Never Was: A History of the Japanese Canadians*, Toronto, McClelland and Stewart, 1976, p. 287 et 288.

DEUXIÈME PARTIE

Les principales institutions

CHAPITRE QUATRE

La structure économique

Un grand nombre d'immigrants sont venus au Canada principalement pour des raisons économiques; tous les immigrants ont connu à leur arrivée la difficulté de gagner leur vie pour assurer leur subsistance et celle de leurs familles. La politique d'immigration du gouvernement est fondée dans une très grande mesure sur des facteurs économiques, tout comme sa politique au sujet de la déportation des immigrants illégaux ou indigents. Il est donc important d'examiner le rôle que les personnes d'autres origines que britannique ou française ont joué et jouent désormais dans la structure économique du Canada.

Avant l'époque de la migration de masse qui se situe à la fin du XIX^{e} siècle, les immigrants des autres groupes ethniques qui sont venus individuellement étaient difficiles à classer sur le plan de leurs activités professionnelles. Aventuriers, marins, soldats, cultivateurs, pêcheurs, négociants, marchands, de condition noble ou humble, ils vinrent pour tirer profit de l'expansion économique en Nouvelle-France ou en Amérique du Nord britannique, ou encore pour échapper aux rigueurs politiques ou économiques dans leur patrie. Certains, comme beaucoup de ceux qui sont venus par la suite, n'avaient aucune intention de rester; ils voulaient devenir riches et rentrer dans leur pays. Mais aussi comme un grand nombre de ceux qui sont venus après eux, ils finissaient parfois leurs jours dans leur nouveau pays.

Ceux qui devinrent agriculteurs, comme les mennonites de la région de Waterloo en Ontario, ou qui allièrent l'agriculture à la pêche et à l'exploitation forestière, à l'exemple des Allemands de Lunenburg, établirent les communautés les plus permanentes. Les groupes ethniques qui se sont lancés dans l'agriculture au début sont toujours plus nombreux dans ce domaine d'activité que ne le laisserait supposer leur représentation dans l'ensemble de la population. Ils se sont fixés sur des terres agricoles de qualité et leurs modes de vie, notamment leurs croyances religieuses, ont présenté un attrait suffisant pour garder une partie considérable des générations successives sur les fermes. Les mennonites hollandais et

allemands dans l'est et l'ouest du Canada en fournissent un exemple éloquent.

Rien ou presque n'indique qu'au XVIII[e] et au XIX[e] siècles les personnes d'origines autres que britannique ou française constituaient un groupe économiquement faible. Certaines d'entre elles avaient un rang élevé et des communautés rurales avaient la réputation d'être particulièrement prospères. Il n'y avait pas de structure sociale bien établie où ceux qui faisaient partie des autres groupes ethniques pouvaient s'insérer en commençant aux bas échelons; ils arrivaient dans une situation fluctuante et ils se taillaient une place surtout selon leurs compétences, leurs attitudes et leurs ambitions

AVANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Au cours de l'afflux massif d'immigrants qui se produisit avant 1914, les Européens du Nord qui s'établirent dans les Prairies directement ou après être passés par les États-Unis devinrent, après des débuts pénibles, des cultivateurs et des marchands prospères. Les Allemands et les Scandinaves étaient habituellement bien acceptés par leurs voisins d'origine britannique qui les jugeaient alphabétisés, compétents, travailleurs et propres. Ils étaient donc capables de travailler avec eux et pour eux en tant qu'égaux. Les immigrants d'Europe orientale et d'Europe centrale s'en tiraient moins bien. Ils s'établirent, en partie de leur propre gré, sur des terres agricoles médiocres[1]; leur expérience de paysans et travailleurs migrants ne les préparaient pas pour l'agriculture nord-américaine; ils apportaient peu de capital; ils étaient entravés par la discrimination qu'exerçaient à leur encontre des colons d'origine britannique et nord-européenne et certains de leurs anciens voisins dans leurs pays d'origine, qui avaient transporté leurs vieilles querelles dans leur nouveau pays. Leur statut d'admission était très bas, ce qui influait sur leur avenir économique et social, tout comme les Asiatiques qui devinrent agriculteurs, ouvriers agricoles, mineurs ou bûcherons en Colombie-Britannique.

Après avoir visité les communautés ukrainiennes dans l'ouest du Canada en 1897, un prêtre ukrainien a fait une évaluation sévère des aptitudes de ses compatriotes :

> Notre homme, élevé en Galicie, n'est pas adapté à l'heure actuelle pour travailler en Amérique. Il n'est pas en mesure de rivaliser avec les ouvriers des autres nationalités. La servitude et l'oppression séculaires ont fait de lui un esclave, paresseux et indifférent. La vie sur le fief en Galicie l'a démoralisé et sa faiblesse physique le rend incapable de faire le genre de travail qu'on exige en Amérique. Il lui manque les nécessités de la vie, mais aussi les qualités que possèdent les travailleurs américains des autres groupes ethniques, qui sont essentielles pour gagner de l'argent afin d'assurer ces nécessités[2].

Les nouveaux arrivants qui se rendirent sur les chantiers de construction ou d'exploitation forestière et minière disséminés dans le nord du Canada, au cours des années qui ont précédé la Première Guerre mondiale, étaient également passés au crible et triés selon leur origine ethnique. Bradwin a décrit les chantiers qui comprenaient les «Blancs» et les «étrangers» :

> Les Blancs comprennent toujours les Canadiens francophones et anglophones, ainsi que les nouveaux arrivants des îles britanniques, et les Américains des différents États de l'Union, qui travaillent... On compte aussi avec les Blancs, les Scandinaves et parfois les Finlandais...
>
> C'est aux Blancs que reviennent la plupart des postes qui comportent une certaine autorité, des responsables à un titre ou à un autre — les contremaîtres généraux, les comptables, les inspecteurs, les divers contremaîtres de chantier, les gardiens de cache de provisions, ainsi que les commis qui effectuent le travail plus courant de vérificateur et de pointeur. Cette classe comprend également les cuisiniers et les aides-cuisiniers, les conducteurs d'attelage pour le transport, les conducteurs de piocheuse et de wagons à bascule dans les déblais de boue et sur les remblais. Les Blancs exécutent également la majeure partie des travaux dans le roc, où une compétence et une expérience de l'usage de la poudre sont essentielles pour assurer un abattage efficace aux explosifs...
>
> ... Le nom d'étranger, appliqué aux terrassiers, est une épithète qui ne comporte pas nécessairement une connotation d'insulte envers la nationalité. Il s'agit d'un terme générique qu'utilisent certains travailleurs anglophones arrogants et appliqué communément aux hommes des chantiers, de n'importe quelle origine, qui exécutent sans rechigner les tâches les plus ingrates et les plus dures[3].

Les Slaves prédominaient parmi les «étrangers» sur les chantiers : les Slaves orientaux, en particulier les Ukrainiens, les Slaves occidentaux de Pologne et de Tchécoslovaquie, et les Slaves méridionaux, notamment les Serbes, les Croates, et d'autres. Les Hongrois, les Bulgares et quelques Macédoniens étaient mêlés aux Slaves. Les Italiens étaient également nombreux sur les chantiers. Il y avait quelques Turcs, Syriens, Arméniens et juifs. Les membres des trois derniers groupes ne travaillaient généralement pas dans la construction, l'exploitation forestière ou les mines; ils étaient plutôt colporteurs, boutiquiers et petits négociants. Les Chinois et les Sikhs étaient pratiquement absents des chantiers, en raison des préjugés à l'égard des Asiatiques ou des «Orientaux» : les Chinois, malgré la part qu'ils avaient prise à la construction de la voie ferrée du Canadien Pacifique, furent exclus des emplois dans la construction des autres voies ferroviaires transcontinentales mises en chantier par la suite.

En 1911, plus de 57 p. 100 de tous les mineurs étaient des immigrants; en Alberta le pourcentage atteignait 88 p. 100 et en Colombie-Britannique, 84 p. 100[4]. Certains étaient des mineurs expérimentés; d'autres prenaient du travail dans les mines parce qu'ils ne connaissaient pas l'anglais et que, ayant de l'expérience en agriculture seulement, ils ne pouvaient pas trouver d'autres emplois. Une enquête gouvernementale faite en 1918 a constaté qu'en Alberta 90,5 p. 100 des mineurs étaient des immigrants. Dans la région de Crownest, il y avait 34 p. 100 de Britanniques, 1 p. 100 d'Américains, 23 p. 100 de Slovaques, 7 p. 100 de Français et de Belges, 14,5 p. 100 d'Italiens, 2 p. 100 de Russes et 8,5 p. 100 «d'autres Européens». Dans les autres régions pour lesquelles des statistiques étaient données, la répartition ethnique était similaire[5]. Les autres Européens représentés chez les mineurs de charbon de l'Alberta à diverses époques étaient notamment les Lituaniens, les Hongrois et les Ukrainiens; on notait également la présence de mineurs chinois et japonais.

Le travail dans la construction et dans les mines était dur et dangereux. On disait des Chinois qui travaillaient à la construction de la voie du Canadien Pacifique que pour chaque pied de voie ferrée construite à travers le canyon du Fraser un ouvrier chinois perdait la vie. Il s'agit d'une exagération, mais il n'en reste pas moins que pour chaque mille construit plus de quatre Chinois trouvaient la mort, victimes des explosions, des rigueurs du climat et de la malnutrition[6]. Les immigrants blancs, bien que gâtés comparés aux Chinois, étaient également exposés à la maladie et à la catastrophe :

> La proportion des Croates tués dans des accidents industriels n'était pas plus élevée que chez les autres groupes d'immigrants, mais leur nombre s'ajoutait au taux élevé de mortalité enregistré dans la construction du Canada. Les blessures et les morts survenues dans les mines de l'Extrême-Ouest révèlent que la vie et les membres étaient exposés aux mêmes dangers. Deux Croates furent blessés dans des incidents mineurs signalés dans les districts miniers de Colombie-Britannique en 1913 : le premier travaillait à la mine Granby à Phoenix et le second à la mine Mother Lode à Greenwood. Un certain B. Spelac, nettoyeur de galerie, a été blessé aux épaules par un moteur qui l'a heurté et un autre, Matt Zellinich, a été blessé lui aussi aux épaules par des débris de roc tombant dans une chute. Deux autres Croates des mines Britannia sur le détroit de Howe ont eu moins de chance. Emil Siukovich a été tué sur le coup en 1915 en forant à la perceuse dans un trou bourré de dynamite qui n'avait pas été mise à feu et John Pradovich a péri la tête écrasée par un éboulement de roc. À la mine Extension près de Ladysmith en 1915, quatre autres Croates ont été mortellement blessés : Juraj Berdik, «Bill» Keseric, Janko Bulic et Loje Jurkas. Les relevés pour les mines de l'Alberta indiquent le même bilan de pertes en vies humaines dans les houillères des montagnes

> Rocheuses, qui vont des gisements de charbon de Crownest dans le sud aux mines Coal Branch à l'est de Jasper dans le nord. Chaque année au moins 20 noms d'immigrants européens viennent ainsi s'ajouter à la liste des victimes, et certaines années des coups de charge et des explosions comme celle d'Hillcrest en 1914 ont causé la mort de centaines de mineurs[7].

Les salaires étaient bas et les conditions de travail très dures sur les chantiers et dans les mines, mais pour certains immigrants les salaires et les conditions de travail étaient encore meilleurs que dans leurs pays. De ce fait, les immigrants les acceptaient parfois avec moins de protestation que les syndicats et les personnes intéressées ne le jugeaient naturel ou souhaitable. Ces conditions et ces salaires étaient acceptés tout particulièrement par ceux qui se considéraient comme des travailleurs temporaires plutôt que comme des colons[8].

Néanmoins, les hommes avaient recours à deux formes de protestation : l'une d'elle était de quitter un emploi sans préavis quand il était question que de meilleurs salaires ou de meilleures conditions existaient ailleurs, pratique qui contribuait peu à rehausser la réputation des immigrants auprès des employeurs. Quand les ouvriers étaient organisés en équipes de travail sous la direction de leurs chefs naturels (comme cela arrivait, par exemple, chez les Croates), une grande partie de la main-d'oeuvre pouvait disparaître du jour au lendemain. Une seconde forme de protestation, souvent violente, était la grève. Il s'en produisait de temps à autre dans les localités minières et sur les chantiers de construction des voies ferrées. Dans l'Ouest, la grève au Canadien Pacifique de 1903, la grève de la Canadian Northern Railway de 1912, la grève des mineurs de roche dure de Rossland de 1901, celle des mineurs de charbon de Lethbridge de 1906 et celle des mineurs de la région des Rocheuses en 1911 furent parmi les conflits où des ouvriers de l'Europe du Sud et de l'Est constituaient un élément important de la main-d'oeuvre. Parmi les grèves les plus dures survenues dans le centre du Canada, il faut citer les six qui ont eu lieu entre 1902 et 1912 chez les manutentionnaires de marchandises à Fort William et Port Arthur, où la compagnie a engagé des briseurs de grève et des policiers spéciaux pour prêter main-forte à la police locale. Des Italiens, des Grecs, des Finlandais et des immigrants de l'empire austro-hongrois et de Russie y participèrent aux côtés d'immigrants britanniques; les Italiens et les Grecs étaient prétendument les plus portés à la violence[9].

Ceux qui allaient sur les chantiers cherchaient dans certains cas à obtenir une concession qui leur permettrait d'acheter ou d'améliorer une ferme. Certains toutefois, n'atteignaient pas leur but et retournaient dans leur pays ou prolongeaient leurs séjours saisonniers dans les villes en y établissant leur résidence permanente, avec les hommes des chantiers que l'agriculture n'intéressait pas. Ils se joignaient aux autres immigrants qui s'étaient rendus directement dans les agglomérations urbaines. Les autres allaient sur les chantiers comme travailleurs migrants, faisant régulièrement le voyage en

Amérique du Nord à la recherche de travail plutôt que dans les pays européens voisins. Quand ils n'avaient pas les moyens de retourner dans leur pays durant la saison calme, ils allaient eux aussi dans les centres urbains.

Dans les villes comme sur les chantiers, les immigrants des îles britanniques étaient, comme les Canadiens de naissance, les plus à même d'occuper les postes de rang élevé, même s'il y avait un nombre important d'immigrants britanniques dans les emplois de manoeuvres et d'immigrantes parmi les domestiques. Les immigrants du nord et de l'ouest de l'Europe se situaient au-dessous des Britanniques, mais ils pouvaient obtenir des postes respectés comme artisans et gens d'affaires et comme gens de maison. Les immigrants du sud, de l'est et du centre de l'Europe étaient à un échelon plus bas et les Asiatiques étaient les plus bas de tous. Un grand nombre d'immigrants étaient très conscients de la discrimination existante et cela les incita à travailler à leur compte, comme colporteurs et plus tard comme boutiquiers et commerçants. Les Syriens, les Arméniens, les Grecs et les juifs étaient reconnus pour suivre cette voie.

À la fin du XIX^{e} siècle et au début du XX^{e}, le colportage était pour certains immigrants le moyen d'obtenir un point d'appui économique dans le nouveau pays. C'était un travail que certains connaissaient avant leur migration. On évitait ainsi d'être embauché par quelqu'un qui avait des préjugés ou qui cherchait à exploiter les travailleurs ignorants de la vie canadienne. Ce travail exigeait peu de capital et peu d'instruction et cela permettait aux juifs d'observer le sabbat. L'argent et l'expérience acquis grâce au colportage pouvaient être utilisés pour ouvrir une petite boutique ou une usine, et certains colporteurs sont passés rapidement à des commerces indépendants fixes.

Le colportage était parfois intimement lié à la maison de pension, une importante institution des immigrants. Chez les Syriens, par exemple, Abu-Laban a constaté ceci :

> Si l'on remonte jusqu'à 1885, on constate qu'Ameen Lufti, grossiste syrien établi à Montréal, fournissait aux colporteurs non seulement des marchandises, mais aussi l'hébergement dans une maison louée, souvent gratuitement. Les nouveaux arrivants de Syrie recevaient le gîte le temps qu'ils étaient initiés au commerce. Les hommes logeaient avec les hommes et les femmes avec les femmes, «sauf dans le cas d'un couple marié et de leurs jeunes enfants à qui l'on attribuait un logement spécial». Cet arrangement se révéla profitable pour tous. Il l'a donc étendu au point où «une vingtaine d'entre eux ou plus habitaient sous le même toit». Selon des personnes bien au fait de cette question, ce genre d'hébergement a également existé à Toronto et ce, jusqu'aux années 1920.

> Cette formule d'hébergement dans une maison de pension était importante en ce sens qu'elle assurait un soutien structurel et communautaire à une activité professionnelle particulière. Elle entretenait également un besoin associatif et créait un sentiment communautaire chez les colporteurs syriens, tant comme groupe ethnique que comme groupe professionnel. Les Syriennes jouaient un rôle capital dans le succès de cette formule : elles nettoyaient les lieux et s'occupaient des besoins en vêtements et en nourriture des pensionnaires. Le colportage pouvait devenir, et ce fut le cas pour certains, presque une institution complète en soi, répondant aux besoins sociaux et économiques[10].

Pour les Ukrainiens,

> La pension de famille d'Edmonton ou de Vegreville, propriété d'un Ukrainien, exploitée par sa femme ukrainienne et offrant le logement aux célibataires arrivés récemment d'Ukraine ou de la ferme, fut peut-être le premier exemple d'entreprise ukrainienne indépendante en Alberta. Un homme possédant du capital disponible n'avait pas besoin de travailler comme coolie pour des hommes plus fortunés; il pouvait investir dans un commerce et tirer un bénéfice en répondant aux besoins d'une clientèle captive : ses compatriotes ukrainiens. Il avait quelques autres clients, mais les Ukrainiens étaient contents de l'occasion de faire affaire avec quelqu'un dans leur propre langue et d'une manière à laquelle ils étaient habitués[11].

La pension de famille a joué le même rôle pour les Italiens, les Hongrois, les Polonais, les Macédoniens et beaucoup d'autres. Elle offrait aux femmes un emploi dans un cadre quasi familial et assurait aux jeunes hommes, qui l'emportaient par le nombre parmi les immigrants de l'époque, l'hébergement, une nourriture familière, des liens sociaux et un cadre de comportement social.

La pension de famille pouvait également être considérée comme un prototype des entreprises ethniques desservant des clientèles ethniques. Ces entreprises ont vu le jour dans tous les groupes ethniques ou presque, selon le caractère distinct des besoins de chaque groupe. Il y avait notamment des agences de voyages, des journaux, des épiceries, des restaurants, des cafés, des boutiques d'articles religieux et bien d'autres entreprises. Ceux qui ont mis sur pied les entreprises furent fréquemment parmi les premiers immigrants à se hisser au rang de la classe moyenne.

Les juifs étaient ordinairement démunis quand ils arrivaient, mais ils étaient plus préparés à la vie urbaine et à certains types d'emplois industriels que la plupart des immigrants. Une forte proportion d'entre eux avaient été artisans en Europe, d'autres avaient eu diverses activités commerciales et quelques-uns avaient des professions libérales ou une expérience d'employé

de bureau. Dans l'industrie du vêtement, ils se sont rapidement hissés de la position d'exécutants à celle d'entrepreneurs et ensuite de manufacturiers à Montréal, à Toronto et à Hamilton et, de façon plus modeste, à Winnipeg et à Vancouver. Dans certaines petites entreprises et certaines professions, ils se sont fait une clientèle parmi les immigrants slaves, avec lesquels ils avaient une langue commune. Cependant, ils ont dû endurer de la part de ces mêmes immigrants slaves un antisémitisme fondé sur les expériences et les mythes de leurs pays d'origine[12].

Les Italiens, qui s'installèrent eux aussi principalement dans les villes, se retrouvaient dans des emplois d'ouvriers, surtout dans la construction, cordonniers, coiffeurs, marchands des quatre-saisons, épiciers et fruitiers. Les demandes de main-d'œuvre des industries comme les chemins de fer, les mines et les aciéries encouragèrent les Italiens et les autres Européens rejetés par la politique d'immigration axée sur l'agriculture à se rendre en nombre au Canada, à partir des États-Unis ou de l'Europe. Ils se considéraient souvent comme simplement en séjour temporaire; ils ne se hâtaient donc pas d'apprendre l'anglais, il y avait peu de chances qu'ils acquièrent des compétences ou réclament de l'avancement et ils se montraient tolérants (ou résignés) à l'égard de leur exploitation. Quelques-uns d'entre eux ont fait fortune ou sont devenus influents grâce à leur talent de pourvoyeur de main-d'œuvre aux employeurs canadiens. L'un des plus notables de ces intermédiaires fut Antonio Cordasco, qui devint l'agent de placement le plus important à Montréal parce qu'il détenait les droits d'embauche exclusifs de la main-d'œuvre italienne pour le Canadien Pacifique. En janvier 1904, Cordasco fut honoré par un défilé de plus de 2 000 hommes qui lui ont remis une couronne et l'ont proclamé Roi des travailleurs. Il s'est toutefois gagné l'inimitié de rivaux, notamment l'agent d'emploi pour la Compagnie ferroviaire du Grand Tronc et de la Société d'aide aux immigrants italiens, et quand plus tard, en 1904, il fut condamné par la Commission royale d'enquête sur l'immigration des travailleurs italiens à Montréal et les pratiques frauduleuses présumées des agences de placement, il perdit une grande partie de son prestige et de son pouvoir. Il les regagna un peu par la suite comme banquier[13].

Les autres groupes, moins urbains dans certains cas, ont établi des têtes de pont dans certaines industries de villes comme Montréal et Toronto. Dans cette dernière, par exemple, il y avait en 1905 une cinquantaine de tailleurs dans un atelier de tailleurs finlandais formé en coopérative[14]. Une telle concentration contribua énormément à faire d'un métier la spécialité d'un groupe ethnique donné, dans lequel il était relativement facile aux membres du groupe de trouver un emploi et vers lequel les membres de l'ensemble de la communauté se tournaient généralement pour obtenir des biens et services.

Au tournant du siècle, les Asiatiques étaient entrés dans les métiers de la construction et les industries secondaires sur la côte Ouest. Les Chinois, que l'on avait laissés sans emploi ni ressources à l'achèvement du chemin de fer, jouèrent un rôle important dans les mines de charbon et le jardinage. Devant la discrimination exercée par les syndicats dans une société où il n'y

avait pas assez de femmes, un grand nombre de Chinois furent contraints de se lancer dans des activités qui seraient considérées ailleurs comme du travail de femme : la blanchisserie, les restaurants, la transformation des aliments, le métier de tailleur et le travail de maison. Ils étaient désormais bien établis dans de petites entreprises à Victoria et à Vancouver, ainsi que dans quelques autres localités disséminées ici et là. Les blanchisseries furent leurs premières entreprises à Montréal et à Toronto; les restaurants, servant de la cuisine à l'occidentale, étaient également nombreux, malgré les tentatives pour exclure les Chinois de la restauration par une loi. Des maisons d'import-export ont vu le jour dès les premiers temps et prospérèrent. Les associations de crédit, fondées sur les liens de parenté ou l'emplacement, ont été pour les Chinois des moyens efficaces pour mettre sur pied une entreprise ou lui donner de l'expansion, car elles mettaient des capitaux importants à la disposition des aspirants entrepreneurs.

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE ET L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Étant arrivés au Canada dans les premiers temps et n'ayant pratiquement pas été l'objet de discrimination de la part des Britanniques, les Allemands, au début du XX^{e} siècle, étaient bien établis dans la plupart des régions. Cependant, la guerre fut désastreuse pour certains Allemands qui étaient devenus des hommes d'affaires prospères. Gustav Constantin Alvo von Alvensleben, par exemple, arrivé à Vancouver en 1904 après avoir quitté l'armée allemande, fut dès 1905 un personnage important dans l'immobilier. Il était absent du Canada au commencement de la guerre et il n'a jamais reparu; ses nombreuses compagnies ont fait faillite ou furent confisquées comme biens ennemis[15]. Mais des «étrangers ennemis» moins en vue, bien qu'ils aient été licenciés au début de la guerre, ont été courtisés par les employeurs et même contraints d'accepter du travail quand la demande de main-d'oeuvre augmenta.

Pour beaucoup d'autres Canadiens de toutes les origines, le conflit fut une époque de prospérité économique en agriculture ou bien de migration vers les villes pour profiter de l'expansion industrielle. La guerre avait été précédée par deux années de récession, mais en 1915 il y eut un revirement. Dans les régions céréalières, la hausse des prix a permis aux agriculteurs de rembourser la majeure partie de leurs dettes, d'acheter de nouvelles machines agricoles plus efficaces, d'acquérir de nouvelles terres et de mettre de l'argent en banque. De leur côté, les ouvriers agricoles ont pu, grâce à leurs salaires élevés, devenir propriétaires.

La situation des cultivateurs immigrants était peut-être meilleure que celle de leurs voisins anglo-canadiens[16]. Les années 1918-1919 furent pour les Canadiens ukrainiens les plus prospères jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale et, vers 1925, les immigrants polonais possédaient près de 4 000 fermes représentant une valeur de plus de 27 millions de dollars et des

revenus annuels totalisant quelque 7 millions de dollars[17]. La prospérité de certains des colons européens était due en partie à leurs petites exploitations, qui utilisaient uniquement la main-d'oeuvre familiale et à leurs familles nombreuses, tous les enfants participant dès leur jeune âge aux travaux de ferme. Les enfants quittaient aussi fréquemment l'école plus tôt que les enfants de parents britanniques ou canadiens de vieille souche[18]. Souvent, leurs enfants ne s'engageaient pas dans l'armée et peu d'entre eux furent enrôlés par conscription. En fait, il était interdit aux enfants des «étrangers ennemis» de s'engager; les Japonais, par exemple, n'avaient pas le droit de s'enrôler en Colombie-Britannique et devaient se rendre en Alberta pour le faire.

Dans les villes, les immigrants connurent moins de prospérité. Les emplois étaient nombreux, contrairement au chômage élevé répandu au moment de la déclaration de la guerre, mais les salaires n'avaient pas suivi l'inflation et le spectre d'une crise après la guerre était toujours présent. Dans les villes de l'Ouest en particulier, les ouvriers immigrants d'origines autres que britannique protestaient vigoureusement contre les conditions salariales. La conscription, dont ils n'étaient pas exemptés en tant qu'ouvriers agricoles, devint l'aspect central de leur activité[19]. Dans certaines localités, ils se sont joints aux protestations des militants et radicaux britanniques; dans d'autres, à Timmins, en Ontario, par exemple, une scission se produisit entre d'un côté, les Ukrainiens et les Finlandais et, de l'autre, les Britanniques, qui soupçonnaient leurs collègues de déloyauté[20].

Vers les années 1920, les plus jeunes enfants des familles d'immigrants ruraux étaient capables de terminer l'école secondaire et même, dans certains cas, d'aller plus loin encore. Un grand nombre devinrent des instituteurs dans les écoles rurales fréquentées par leur groupe ethnique :

> Quand les Canadiens ukrainiens parlent d'eux dans les discussions, ils ont plaisir à citer les avocats, les médecins, les dentistes et les académiciens qui sont des leurs. En fait, l'écrasante majorité des Canadiens ukrainiens ayant étudié au-delà de l'école secondaire étaient des personnes qui avaient décidé de devenir enseignants. En 1941, comme en 1961, les enseignants formaient la catégorie de «membres de professions libérales» la plus importante chez les Ukrainiens dans le recensement du Canada (les prêtres venaient en deuxième place). On y comptait 1 213 enseignants et 202 fonctionnaires. L'écart en nombre ne signifie pas que la plupart des Canadiens ukrainiens de cette génération étaient uniformément des pédagogues inspirés ou que l'enseignement offrait des récompenses que ne procurait pas un emploi de postier, mais plutôt que le travail dans la fonction publique (sans parler des emplois de rang supérieur dans le secteur privé) «était considéré comme un privilège réservé à certaines nationalités et que les Ukrainiens ne pouvaient y accéder que par le fruit du hasard». Mais rien ne

> s'opposait à ce que les Canadiens ukrainiens occupent un emploi d'enseignant dans une école rurale constituée d'une seule classe desservant les familles rurales canadiennes-ukrainiennes — en 1940 il y avait exactement deux instituteurs d'origine ukrainienne dans le système scolaire public d'Edmonton — ce qui fait qu'inévitablement la plupart des Canadiens ukrainiens instruits devenaient enseignants[21].

Après la guerre, la politique d'immigration continua de donner une préférence aux cultivateurs et aux ouvriers agricoles, mais il devint de plus en plus difficile pour les nouveaux arrivants de s'établir dans l'agriculture. La réussite des arrivants antérieurs d'autres origines ethniques avait soulevé du ressentiment chez les habitants d'origine britannique : on considérait que les immigrants des groupes ethniques avaient profité de la situation pendant que les loyaux Canadiens étaient dans l'armée. La terre n'était plus gratuite ni bon marché; les terres de colonisation existantes se trouvaient dans le district de Rivière-la-Paix en Alberta[22]. De ce fait, les immigrants travaillaient comme ouvriers agricoles, dans l'espoir d'économiser suffisamment d'argent pour acheter de la terre ou occuper des emplois dans les chemins de fer, les mines, les chantiers de coupe de bois, la construction des routes, le bâtiment ou dans des entreprises établies desservant l'ensemble de la population, les immigrants de la même région ou leurs compatriotes. Les femmes célibataires, qui étaient admises en vertu de programmes permettant l'entrée des gens de maison, travaillaient comme servantes.

Des ouvriers agricoles ont rapporté par la suite qu'ils devaient travailler de longues heures, recevaient peu de nourriture et étaient mal logés, mis à pied ou contraints de travailler pour l'hébergement et la nourriture seulement durant les mois d'hiver et, par-dessus tout, qu'ils avaient été dépossédés de leur rémunération. Il arrivait qu'un employeur refuse de payer le salaire convenu. Parfois il empruntait de l'argent à son ouvrier et ne le lui rendait pas; quelquefois il alléguait un vol et faisait poursuivre l'ouvrier par la police. La méconnaissance de l'anglais et des usages canadiens contribuait en partie à en faire des victimes, mais l'exploitation était fréquemment le fait d'un membre du même groupe ethnique et c'était un membre d'un groupe différent qui faisait preuve de bienveillance à leur égard. Un Polonais arrivé dans l'ouest du Canada en 1928, par exemple, a été extorqué par plus d'un Polonais, mais un restaurateur chinois lui est venu en aide[23].

Des ouvriers d'usine ont relaté eux-aussi avoir été dépouillés de leurs salaires et avoir dû prendre des emplois dangereux et salissants dans l'industrie lourde. Nombre d'employeurs n'étaient que trop bien disposés à embaucher des immigrants pour exécuter le travail que leurs employés nés au Canada refusaient. Quand des ouvriers perdaient la vue ou étaient estropiés à la suite d'accidents survenus au travail, ils touchaient une faible indemnité et étaient obligés de se rabattre sur leurs communautés ethniques pour recevoir de l'aide.

Ceux qui protestaient contre l'exploitation étaient considérés comme de dangereux révolutionnaires. Le public associait en esprit les ouvriers immigrants non britanniques et le radicalisme, et cette tendance avait été renforcée par l'opposition des militants syndicaux à la conscription durant la guerre et par la révolution russe et la grève générale de Winnipeg. Toutefois, les années 1920 furent une période plus prospère pour les ouvriers, notamment les immigrants, que ne l'avaient été les deux décennies précédentes.

Ceux qui avaient été colporteurs au cours des années 1890 et au début des années 1900 avaient adopté d'autres professions dans les années 1920. Abu-Laban donne trois raisons à la baisse du colportage : la limitation de l'immigration des Asiatiques, notamment ceux du Moyen-Orient, le fait que ceux qui étaient devenus des colporteurs avaient considéré leur activité comme temporaire et le fait que le colportage avait été supplanté par les entreprises de commande par correspondance et par téléphone[24]. Ils devenaient petits commerçants ou fabricants et, dans le cas de ceux (principalement à la deuxième génération) qui avaient pu faire des études supérieures, la médecine et le droit étaient parmi les professions préférées.

Certaines personnes qui avaient travaillé auparavant pour d'autres étaient en mesure de s'établir à leur compte. Au cours des années 1920, en Colombie-Britannique, des Sikhs continuaient à faire de leur spécialité la vente du bois de rebut pour le chauffage. Nécessitant peu de capital ou de compétence particulière, ce commerce possédait presque les mêmes avantages que le colportage. Il ne devait disparaître qu'à la fin des années 1950.

En 1931, la grande crise économique durait depuis déjà un certain temps. En plus de réduire l'immigration, elle freina le déplacement des ruraux vers les villes : d'après les recensements, la population canadienne était un peu plus urbaine en 1941 qu'elle ne l'était en 1931. Ce fut la population agricole (par opposition à la population rurale non agricole) qui baissa au cours des années 1930; elle a continué de fléchir au cours de chaque période de recensement, car le Canada est devenu un pays de plus en plus industrialisé[25].

Dans l'Ouest, les années de la dépression furent également des années de sécheresse et d'autres désastres agricoles. Les dettes joyeusement accumulées durant les années de prospérité précédentes devinrent écrasantes. Les biens hypothéqués furent saisis, le matériel agricole fut repris, la terre abandonnée; il manquait même souvent de nourriture et de vêtements. Des secours furent acheminés de l'est et du centre du Canada, mais comme la crise frappait ces régions tout autant que l'Ouest, la mauvaise qualité des secours engendra des rancoeurs régionales entre des personnes trop préoccupées par leurs propres problèmes pour reconnaître ceux des autres. Certains ont également allégué que les autorités dans les municipalités rurales et les petites villes, où la population était surtout d'origine britannique et scandinave, gardaient les meilleurs approvisionnements pour elles et leurs amis.

Deux facteurs permirent aux cultivateurs de certains groupes ethniques de survivre : la diversification de l'agriculture et l'aide mutuelle. En ajoutant aux céréales, qui ne pouvaient plus être considérées comme des cultures marchandes, les produits d'un potager soigneusement entretenu par la femme d'un cultivateur polonais, ukrainien ou roumain et le gibier abattu par celui-ci, il fut possible d'échapper à la famine. L'assistance mutuelle contenue dans l'organisation des sociétés coopératives et des coopératives de crédit amena même certaines personnes de l'Ouest à se remémorer les années de la dépression avec nostalgie, car jamais auparavant ni par la suite les gens ne furent si près les uns des autres ni aussi secourables les uns envers les autres.

Dans le cas des nouveaux arrivants qui n'avaient pas encore été capables de s'établir sur des fermes ou qui avaient des emplois de manoeuvres sur les chantiers et dans les villes, la crise économique fut dévastatrice. Même les travaux les plus durs et les plus serviles étaient rares; quand il y en avait, ils étaient donnés aux ressortissants canadiens ou aux résidents d'origine britannique qui auparavant les auraient dédaignés, plutôt qu'aux immigrants ou aux Canadiens d'autres origines ethniques. James Gray a relaté ses souvenirs de cette époque :

> Pour trouver un emploi, je pouvais m'adresser à toutes les maisons de commerce de Winnipeg et personne ne m'a refusé un travail pour quelque motif caché. Cela n'était pas le cas pour les Ukrainiens, les Polonais et les juifs. Pour eux, Winnipeg était loin d'être une ville de 250 000 habitants où ils étaient eux aussi libres de chercher du travail. Au moins les deux-tiers des entreprises leur étaient totalement fermées.
>
> Aucune des banques à charte, des sociétés de fiducie ou des compagnies d'assurance de la ville n'aurait engagé sciemment un juif, et quiconque possédait un nom ukrainien ou polonais n'avait pratiquement aucune chance d'obtenir un emploi, mis à part du travail manuel très dur. Les compagnies pétrolières, les banques, les sociétés de crédit hypothécaire, les courtiers en valeurs mobilières et en instruments financiers, et la plupart des entreprises de vente au détail et de commerce à l'exception de la Compagnie de la Baie d'Hudson, exerçaient une discrimination à l'encontre de tous ceux qui n'étaient pas Anglo-Saxons. Pour les jeunes Ukrainiens et les jeunes Polonais, il y avait une solution possible s'ils pouvaient surmonter le handicap de l'accent : changer leur nom. C'est ce qu'ils ont fait, parfois officiellement et légalement, mais la plupart du temps officieusement. Caroline Czarnecki est devenue du jour au lendemain Connie Kingston, Mike Drazenovick est devenu Martin Drake, et Steve Dziarkevich s'est transformé en Edward Dawson. Mais, dans le cas des juifs, un changement de nom n'était pas suffisant. Cela n'était même pas suffisant de quitter la synagogue, comme le firent un grand nombre de jeunes israélites qui se sont aussi convertis au communisme. Dans l'esprit des habitants antisémites de Winnipeg, un juif ne pouvait d'aucune

façon échapper à son judaïsme. À vrai dire, le juif le plus malheureux en ville aurait été celui qui aurait réussi à obtenir en douce un emploi dans une des entreprises anglo-saxonnes.

Gray a décrit quelques-uns des expédients utilisés par les membres des différents groupes ethniques à Winnipeg pour essayer de survivre :

> ... la discrimination raciale faisait tellement partie de la vie qu'elle poussait les minorités dans des ghettos économiques. Les juifs s'efforçaient de vivre du commerce avec les autres juifs et les Ukrainiens, les Polonais et les Allemands essayaient de vivre du commerce avec leurs compatriotes. Cette volonté de survivre dans une société dominée par les préjugés a produit une multitude de petites industries et de manufactures qui ont vu le jour à Winnipeg...
>
> Les petites fabriques de vêtements, de gants ou de chaussures, ainsi que les imprimeries ont proliféré. De grands espaces dans des entrepôts longtemps inutilisés dans le vieux quartier des grossistes commencèrent à être occupés par des juifs essayant de gagner leur vie dans la fabrication. Le nord de la ville devint le quartier des entrepreneurs. Quand un Ukrainien se lançait dans le bâtiment, il traînait une petite armée d'autres Ukrainiens derrière lui : un malaxeur de ciment, un plombier, un menuisier, un peintre, un plâtrier, tous ukrainiens. C'était la même chose avec les Allemands. Les juifs se lançaient plutôt dans les entreprises commerciales et la fabrication[26].

Ceux qui ne pouvaient pas trouver de travail étaient souvent non admissibles à l'aide sociale en raison des restrictions liées à la durée de résidence; en tout cas, certains hommes craignaient de demander de l'aide par peur d'être déportés. Un grand nombre d'indigents et de radicaux le furent d'ailleurs. Ceux qui avaient quitté leur famille dans leur pays d'origine ne pouvaient plus envoyer d'argent, ni espérer faire venir leur femme et leurs enfants au Canada. Certains retournèrent chez eux, d'autres n'avaient pas assez d'argent pour le faire; il y en eut même qui se suicidèrent[27]. Pour quelques-uns, les camps de secours fédéraux, qui payaient 20 cents par jour ou 5 dollars par mois, offraient un recours. D'autres se déplaçaient de ville en ville, à pied ou sur le toit des trains : le rédacteur d'un journal hongrois écrivait en 1933 qu'il n'était pas inhabituel de trouver 20 ou 30 Hongrois sur le toit d'un wagon de marchandises et que certains jours, il en mourait jusqu'à 3 des suites d'une chute[28].

Dans certains cas, la misère mena les immigrants à former des syndicats et à faire la grève. Le débrayage des ouvriers aux mines Noranda en 1934, par exemple, était appelé la grève des étrangers. Celle-ci a entraîné la baisse du pourcentage des ouvriers nés à l'étranger travaillant dans les mines, qui passa de 50 à 25 p. 100 de la main-d'œuvre :

> Les citoyens canadiens par naturalisation (nés à l'étranger) étaient au nombre de 354 avant la grève, ils sont maintenant seulement 195.

Finalement, en ce qui concerne les étrangers qui n'avaient pas obtenu la citoyenneté canadienne, le journal [Rouyn Noranda Press] donna les renseignements suivants, fournis par le directeur général de la mine, H.L. Roscoe : les Yougoslaves étaient 149 avant la grève, 43 après; les Tchécoslovaques tombèrent de 39 à 17; les Ukrainiens, les Polonais et les Russes passèrent de 91 à 54; les Autrichiens de 10 à 4; les Serbes de 5 à 2; les Finlandais de 35 à 9; les Suédois de 15 à 7. Il y a eu très peu de changement en ce qui concerne le nombre relativement faible de Hongrois, de Roumains, de Bulgares, d'Italiens, de Norvégiens, de Danois, de Monténégrins, de Belges, de Suisses, d'Allemands, de Français et de Hollandais[29].

Des ouvriers immigrants qui cherchaient un emploi à tout prix couraient parfois le risque de faire la besogne de briseur de grève. Une Polonaise s'est souvenue de son parrain :

> Je ne me rappelle pas l'année exacte de la grève à l'usine de Kitchener où travaillait Monsieur M. L'arrêt de travail fut une véritable mine d'or pour lui, parce qu'il savait comment faire fonctionner neuf machines. Il allait travailler 16 heures par jour. Un matin, alors qu'il se rendait à son travail, quelqu'un l'attaqua et le frappa à l'arrière de la tête avec un objet de métal. On le retrouva qui gisait dans une mare de sang[30].

Les immigrants se joignirent aux autres chômeurs dans des marches de protestation et des voyages dans les capitales provinciales et à Ottawa, notamment la longue marche sur Ottawa en 1935, qui commença à Vancouver et fut dispersée par la GRC à Regina. Les Finlandais et les Finlandaises étaient en nombre dans les manifestations à Sudbury et les autres villes du nord de l'Ontario. Ailleurs, même quand les chefs prétendus étaient des radicaux britanniques, il y avait fréquemment des personnes d'autres origines — des Finlandais, des Ukrainiens, des Hongrois, des Croates — qui travaillaient en coulisse pour éviter le risque d'être déportés.

Dans les villes, comme dans les régions agricoles, certains groupes ethniques du sud, de l'est et du centre de l'Europe ont mieux résisté à la dépression que leurs voisins. Comme un grand nombre de leurs membres étaient arrivés récemment, ils étaient habitués à faire face aux rigueurs d'une situation en se contentant de peu. De plus, ils ne se souciaient pas des symboles canadiens de rang social : étant donné que les symboles n'étaient pas les mêmes que ceux auxquels ils étaient habitués, ils ne les reconnaissaient pas et considéraient que la société canadienne était sans classes. Ils étaient donc libres de faire des économies que les Canadiens de

plus vieille souche, d'origine britannique ou nord-européenne, ne pouvaient se permettre et ils étaient bien situés pour tirer profit de la prospérité et de l'expansion des années 1940.

LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE ET L'APRÈS-GUERRE

Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, comme l'éclatement de la Grande Guerre, entraîna des rigueurs économiques pour ceux qui étaient considérés comme des étrangers ennemis. Des chefs d'entreprises italo-canadiens importants furent internés; des ouvriers italiens constatèrent que leurs compagnons de travail refusaient de travailler avec eux; dans la région de Timmins, les Italiens occupant des postes de responsabilité dans les mines furent remplacés par des «Canadiens» et relégués à des emplois de manoeuvre. Les Allemands s'en sont mieux tirés que les Italiens parce qu'ils étaient du nord de l'Europe et qu'un moins grand nombre étaient des immigrants de fraîche date.

La guerre se prolongeant, les pénuries de main-d'oeuvre contribuèrent à réduire la discrimination dans le marché du travail et le conflit engendra la hausse des prix des produits agricoles et une expansion industrielle rapide. Comme les autres Canadiens, ceux qui appartenaient aux autres groupes ethniques ont tiré profit de la prospérité et l'éventail de leurs activités professionnelles se rapprocha de celui de l'ensemble de la population.

La coopérative de crédit fut un des moyens utilisés d'une façon grandissante par les groupes ethniques pour assurer leur progrès économique. Souvent parrainées par les Églises, les coopératives de crédit avaient des fonds disponibles pour des entreprises à risque qui n'intéressaient pas les banques et les autres établissements moins audacieux. Habitués à des institutions ressemblant aux coopératives de crédit dans leur pays, les Ukrainiens commencèrent à en créer au Canada dès 1939 et, dans les années 1970, ils en comptaient plus de 40 qui étaient franchement ukrainiennes et 20 autres où les Ukrainiens étaient en majorité, la plus importante étant la Ukrainian Credit Union de Toronto. La Polish St. Stanislaus and St. Casimir Credit Union avait, vers 1975, 11 583 membres, un actif de 22 millions de dollars et sa propre publication mensuelle[31]. Parmi les groupes ethniques, grands et petits, qui ont formé des coopératives de crédit, il faut citer les Biélorusses, les Croates, les Danois, les Hollandais, les Estoniens, les Allemands, les Hongrois, les Japonais, les Lituaniens, les Polonais et les Slovènes.

En 1961, on releva des déplacements marqués vers des activités hors de l'agriculture et des emplois primaires et non spécialisés. Seuls les Italiens demeuraient très concentrés dans ces emplois. Les Asiatiques et les juifs avaient commencé à figurer dans une forte proportion dans les emplois financiers et les professions libérales.

La concentration des Italiens dans les emplois primaires et non spécialisés est liée à l'afflux massif d'Italiens au cours des années 1950. Pendant toute la décennie, ils venaient au premier ou au deuxième rang par rapport aux Britanniques pour le nombre de nouveaux arrivants, sauf durant la période de 1951 à 1954, au cours de laquelle ils furent dépassés par ceux qui étaient

TABLEAU 5

Pourcentage des personnes nées à l'étranger, par origine ethnique, pour le Canada, 1921-1971[1]

Origine ethnique	*1921*	*1931*	*1941*	*1951*	*1961*	*1971*
Britannique	25,9	25,1	20,2	16,1	14,4	12,4
Française	3,0	2,6	2,2	1,6	1,6	1,8
Autres européennes	44,2	44,7	36,2	33,7	37,1	64,7
Autrichienne, n.o.s.	47,9	46,3	39,5	35,9	41,0	37,6[3]
Tchèque et slovaque	56,0	72,2	61,4	55,5	45,9	49,1[3]
Finlandaise	63,0	71,8	59,9	50,1	48,9	40,9[3]
Allemande	28,3	30,5	24,2	20,9	27,4	24,6
Hongroise	50,0	72,2	58,0	51,5	56,9	47,8
Italienne	57,0	46,9	38,5	41,0	58,9	54,2
Juive	59,7	56,2	49,0	43,0	37,8	37,2
Hollandaise	17,2	20,1	16,0	24,9	36,2	35,4
Polonaise	48,2	53,0	42,1	44,4	39,9	33,3
Russe	50,4	46,0	38,2	33,7	27,1	22,9
Scandinave	62,4	56,4	43,7	33,8	27,1	22,0
Ukrainienne	45,8	43,0	34,8	30,4	23,3	18,3
Autres	—[2]	60,0	50,3	55,7	57,5	55,9
Asiatiques	86,8	71,2	58,5	47,7	46,0	61,1
Chinoise	92,5	88,4	80,2	69,4	60,5	62,4[3]
Japonaise	72,7	51,5	39,0	27,3	21,8	24,0[3]
Autres	—[2]	48,2	40,1	33,4	41,9	69,6[3]
Autres et non indiquées	22,6	4,0	3,0	5,3	4,8	12,8

1. À l'exception de Terre-Neuve dans les recensements antérieurs à 1951.
2. Inclus dans «Autres et non indiqués».
3. Les estimations fondées sur les données du Ruban échantillon pour usage public ne comprennent pas l'Île-du-Prince-Édouard, ni le Yukon ni les Territoires du Nord-Ouest.

SOURCE : Warren E. Kalbach et Wayne W. McVey, *The Demographic Bases of Canadian Society*, 2e édition, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1971, p. 202.

d'origine allemande. Ayant un faible niveau d'instruction et possédant peu de compétences, beaucoup d'Italiens devinrent des ouvriers de construction et un grand nombre de femmes des ouvrières du vêtement ou des employées de maison. Par conséquent, les Italiens étaient nombreux dans les emplois propres aux nouveaux arrivants, par lesquels les groupes d'immigrants précédents étaient passés pour en sortir plus ou moins rapidement. Les métiers de terrassement dans la construction étaient une spécialité des Italiens, pour lesquels on estimait qu'ils avaient une affinité particulière. Le travail non spécialisé dans le bâtiment était en général une activité des immigrants, étant donné que cela n'exigeait pas de connaissances linguistiques ni beaucoup d'aptitudes particulières. C'était un «point de départ[32]» qui permettait à certains d'acquérir des compétences et de devenir sous-entrepreneurs, entrepreneurs et constructeurs spéculatifs.

La façon dont la construction a fait s'associer les ouvriers italiens aux autres groupes ethniques est illustrée par une étude sur la division de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction dans l'île de Montréal au cours des années 1960. Les Italiens se classaient au même niveau que les Anglo-Saxons, les Canadiens français et les juifs comme participants dominants dans la construction. Alors que l'on retrouvait les Anglo-Saxons et les Canadiens français parmi ceux qui faisaient exécuter la construction, qui la concevaient, la planifiaient, la supervisaient et ceux qui en assuraient le financement, on retrouvait des Italiens uniquement parmi les ouvriers et les constructeurs spéculatifs. Dans ce dernier cas, cependant, ils avaient principalement pour clientèle le marché italien[33]. Au cours des années 1980, toutefois, ils se sont implantés dans la finance dans la région de Montréal, où il existait une société de fiducie appartenant à des Italo-Canadiens et entièrement dirigée par eux. Au cours des années 1950, l'immigration venant d'Asie a été faible. La pénétration des groupes ethniques asiatiques dans les professions libérales et les services financiers était donc surtout le fait des Asiatiques nés au Canada qui se sont élevés par l'instruction dans les écoles publiques.

Un certain nombre d'autres groupes, comme les Polonais et les Ukrainiens, ont augmenté leur représentation dans les emplois de bureau et les professions libérales au cours des années 1950, décennie au cours de laquelle ils avaient reçu peu d'immigrants, même s'ils n'atteignaient pas dans ces professions la même proportion que l'ensemble de la population canadienne. Cependant, durant cette période le prestige de ces emplois a baissé[34].

Au cours des années 1960, la tendance vers une répartition plus uniforme des divers groupes ethniques dans toutes les structures des professions et des revenus s'est maintenue. En 1971, ceux qui étaient d'origine britannique venaient au troisième rang derrière les juifs et les Asiatiques. Dans une certaine mesure, c'était une donnée statistique, fonction de facteurs comme la composition par tranches d'âge et la concentration dans les secteurs à revenu élevé des différents groupes. Toutefois, il fait peu de doute qu'un changement véritable des possibilités en matière d'emploi était en train de se produire.

L'élévation du statut professionnel des Asiatiques a eu lieu durant la période de l'immigration massive, à la suite de la mise en place du système des neuf points en 1967. Entre 1961 et 1971, le nombre des Asiatiques d'origine chinoise passa de 58 000 à 119 000, ceux qui étaient d'origine japonaise de 29 000 à 37 000 et ceux d'autres origines asiatiques de 34 000 à 129 000. Le niveau moyen d'instruction très élevé des immigrants asiatiques se reflète dans leur statut professionnel; en 1971, le pourcentage des immigrants chinois et japonais de l'après-guerre ayant une formation universitaire ou titulaires d'un diplôme universitaire était plus élevé que le pourcentage de toute autre catégorie d'origine ethnique importante à l'exception des Français[35]. Néanmoins, il est toujours possible, comme on l'a allégué fréquemment, que les immigrants asiatiques éprouvent de la difficulté à se trouver un emploi correspondant à leur formation et à leur expérience. Cela peut être dû dans une certaine mesure au fait que, pour obtenir rapidement un rendement relativement élevé, ils acceptent, comme les autres immigrants, des emplois qui finalement sont sans issue. La difficulté à faire accepter leurs titres à leur pleine valeur et la discrimination sont d'autres facteurs déterminants.

TABLEAU 6

Indice du statut professionnel par origine ethnique au Canada, 1961 et 1971

Origine ethnique	*1961*	*1971*	*Changement*
	2,42	1,92	-0,50
Juive	1,28	1,15	-0,13
Britannique	0,91	0,87	-0,04
Scandinave	0,90	1,19	0,29
Asiatique	0,85	0,87	0,02
Allemande	0,83	0,86	0,06
Polonaise	0,82	0,84	0,02
Hollandaise	0,80	0,79	0,01
Autres européennes	0,79	0,89	0,10
Française	0,78	0,84	0,06
Ukrainienne	0 47	0,57	0,10
Italienne	0,15	0,41	0,26
Autochtone			

SOURCE : Jeffrey G. Reitz, *The Survival of Ethnic Groups*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1980, p. 132; la colonne indiquant le changement est ajoutée.

Depuis 1945, les Canadiens ont mis en oeuvre toute une série de lois visant à combattre de nombreuses formes de discrimination, dont la plupart ont des conséquences économiques. Au niveau provincial, les chartes des droits de la personne, les lois sur l'égalité de salaire pour les femmes, les lois sur les méthodes d'emploi justes et les lois sur les pratiques équitables en matière d'hébergement ont proliféré; au niveau fédéral, la Déclaration canadienne des droits de 1960 et la Charte canadienne des droits et libertés de 1982 ont apporté un appui à la lutte contre la discrimination. La législation n'a toutefois pas éliminé les comportements discriminatoires, et la volonté des différents groupes à se conformer aux lois visant à contrer la discrimination s'est manifestée de façon inégale.

La discrimination est invariablement reprochée aux Canadiens blancs d'origine britannique. On oublie trop rapidement que des membres des autres groupes ethniques ont aussi fait preuve d'antisémitisme ou de discrimination à l'encontre des Noirs et des Asiatiques, ou ont apporté d'Europe des rivalités et des antagonismes séculaires. On n'évoque pas non plus la possibilité qu'une discrimination apparente puisse dans certains cas être liée à des différences objectives de compétence. Le fait brutal demeure qu'en raison de la situation dominante des Canadiens blancs d'origine britannique, ils ont été le plus fréquemment les employeurs de main-d'oeuvre et les dirigeants des associations professionnelles qui ont la main haute sur les possibilités d'emploi.

Un groupe ethnique peut être capable dans une certaine mesure d'élever son statut professionnel si ses membres s'établissent comme travailleurs indépendants pour éviter la discrimination. Posséder une petite entreprise, servir sa propre communauté ethnique ou l'ensemble de la collectivité, place quelqu'un dans une catégorie professionnelle élevée sans s'accompagner nécessairement d'un haut revenu ou d'un mode de vie de classe moyenne ou supérieure. À la fin des années 1970, des taxis appartenant à leur conducteur, des camions-bennes conduits par leurs propriétaires ou des camions de transport sur longue distance ont permis à des membres des minorités visibles de créer des petites entreprises, qui n'ont pas forcément un rendement financier élevé et qui sont vulnérables aux récessions. Les propriétaires, toutefois, ont souvent assez de dynamisme pour recommencer après avoir subi un échec.

LES FEMMES DANS LA POPULATION ACTIVE

Les statistiques présentées par la plupart des chercheurs sont fondées sur les travailleurs. Toutefois, ces chiffres ne correspondent plus à la réalité. La participation des femmes à la population active a augmenté considérablement ces dernières années. Avant la Première Guerre mondiale, le taux de participation des femmes était inférieur à 20 p. 100; en 1975, il était de 41 p. 100. Le changement a été le plus marqué chez les femmes mariées; en 1931, 3,5 p. 100 seulement d'entre elles étaient dans la

population active et, en 1981, le pourcentage était de 48,936. Les immigrantes sont plus susceptibles d'être dans la population active que les Canadiennes de naissance; elles font également des travaux rémunérés qui échappent parfois aux statistiques, comme le ménage et la garde d'enfants. Il en découle que les données courantes de la distribution professionnelle par groupe ethnique, qui étaient fondées sur la main-d'oeuvre masculine, sont de plus en plus imparfaites. Les histoires existantes des groupes ethniques offrent peu de moyens de les corriger; toutefois, la plupart font un chaleureux éloge de la contribution des femmes à la vie de la famille et de la ferme ou même du rôle des femmes, qui encouragent les hommes à émigrer ou les informent dans le pays d'immigration au sujet des emplois dont elles ont entendu parler dans les lettres de maris émigrés. Ces histoires disent toutefois peu de choses au sujet des femmes dans la population active.

Le travail ménager rémunéré a été une spécialité des immigrantes tout au long de l'histoire du Canada. Il exige des compétences que la plupart des femmes possèdent ou acquièrent facilement, demande peu de connaissances linguistiques et connaît une pénurie latente de main-d'œuvre. En outre, il fournit une occasion, qui existe rarement autrement, d'apprendre certains aspects de la vie dans les familles canadiennes. D'autre part, le travail de maison est une activité de faible prestige, ordinairement peu rémunérée et susceptible d'exploitation. Les immigrants illégaux qui effectuent du travail domestique sont particulièrement exposés à des abus, car s'ils mettent en question leurs conditions de travail ou leur rémunération, ils risquent d'être menacés de déportation.

Au cours des premières décennies du XX[e] siècle, les employées de maison britanniques, scandinaves et finlandaises prédominaient. Lindström-Best souligne que durant la période de 1900 à 1940, les Finlandaises, qui étaient considérées et qui se considéraient elles-mêmes parmi les meilleures employées de maison, choisissaient ce travail à cause des avantages qu'il offrait en comparaison des emplois de cuisinière de chantier, de blanchisseuse, de tenancière de maison de chambres, de trafiquante d'alcool et de prostituée[37]. Lysenko a écrit ce qui suit au sujet des Ukrainiennes :

> Il était de coutume, pour les jeunes filles en particulier, d'aller se placer comme employé de maison dans les villes où, dans les maisons des familles canadiennes établies, elles côtoyaient de près de nouveaux modes de vie, de nouveaux rapports sociaux, une nouvelle langue, bref un monde nouveau. Ce monde leur était d'autant plus attirant qu'elles comparaient ses agréments sur le plan social aux modes de vie rudes et frustres de leurs familles de pionniers sur les fermes. L'ordinaire des colons était on ne peut plus frugal (même s'il leur arrivait de faire une exception les jours de fête) — pommes de terre bouillies, dumplings, lait sûr, sans grande variété dans l'alimentation, soit bien peu pour exciter l'appétit ou la vue.

> Dans les familles urbaines, les jeunes filles étaient mises en contact avec une chère variée, abondante et riche. Leurs patronnes s'intéressaient souvent à elles, leur achetaient des vêtements à la mode anglaise, leur apprenaient la langue, les façons de manger et de se tenir... Certaines de ces jeunes filles ont même épousé les fils de la famille et, en l'espace de quelques années, se sont presque complètement assimilées[38].

Par la suite, l'intention exprimée de travailler comme employées de maison ouvrait fréquemment la porte de l'immigration pour les femmes qui n'y étaient pas autrement admissibles. Entre 1947 et 1952, les femmes reconnues comme personnes déplacées pouvaient venir au Canada uniquement à titre de travailleuses contractuelles comme employées de maison; au cours des années 1950 et au début des années 1960, les Antillaises et les Grecques pouvaient être admises en nombre limité au Canada pour faire ce même travail.

Celles qui viennent comme employées de maison ou qui, une fois au Canada, trouvent de l'emploi dans ce domaine cherchent ordinairement un autre travail le plus rapidement possible, allant même jusqu'à rompre des contrats pour le faire. Le travail en atelier dans les métiers de la couture ou le traitement des aliments dans les hôpitaux et le travail dans les hôtels et les restaurants sont parmi les choix qui s'offrent aux personnes peu instruites et sans expérience. L'appartenance ethnique des femmes dans ces emplois, et dans le travail d'employée de maison, est un indice relativement exact des afflux d'immigrants ou au moins du mouvement de ceux qui faisaient partie de la classe ouvrière.

À des niveaux professionnels plus élevés, on trouve les femmes qui ont fait des études et reçu une formation professionnelle dans leur pays d'origine. Parmi les immigrantes et les réfugiées de l'après-guerre, il y avait des femmes qui s'étaient préparées à occuper des emplois hautement spécialisés ou à exercer des professions libérales, dans certains cas des professions où il y avait peu de Canadiennes, comme par exemple les femmes dentistes des pays baltes. Elles ont dû vaincre non seulement les barrières linguistiques, les obstacles érigés par les associations professionnelles et la discrimination à l'encontre des immigrants, mais également la discrimination de la part des collègues et des clients éventuels à l'égard des femmes. Quand elles ont réussi à s'établir, elles ont aidé à changer les idées canadiennes au sujet de ce qui constitue un travail d'homme et un travail de femme.

Quand les immigrantes travaillent hors du foyer, cela a un effet favorable sur le revenu familial. Les nouveaux arrivants ont pu réussir à atteindre des objectifs, comme l'achat d'une maison, avec une rapidité étonnante, et n'ont pas tardé à acheter des biens de consommation, notamment les symboles du niveau de vie. Néanmoins, une partie du revenu familial est souvent envoyée à des parents dans le pays d'origine. Autrefois, des villages en Europe et en Chine dépendaient dans une grande mesure de ces envois d'argent; maintenant ce sont des villages dans de nombreuses régions du tiers monde qui en bénéficient[39].

Lorsque des femmes sont chefs de famille plutôt que salariées d'appoint ou quand elles vivent seules, elles sont plutôt pauvres. Cela est vrai pour les membres de tous les groupes ethniques de la population. Même le groupe ayant le revenu moyen, le niveau d'instruction et le statut professionnel les plus élevés, les juifs (qui doivent leur primauté dans les statistiques à leur répartition selon l'âge et à leurs traditions de travailleurs indépendants), comptent une proportion importante de femmes dont les revenus sont inférieurs au seuil de pauvreté actuel tel que défini par le gouvernement. À Montréal, par exemple, en 1971, plus d'un tiers des travailleurs juifs pauvres et 70 p. 100 des juifs pauvres vivant d'aide sociale étaient des femmes[40].

LES ÉLITES

Au cours de l'après-guerre, les immigrants ont porté une attention grandissante aux niveaux supérieurs de la structure professionnelle, les élites ou détenteurs du pouvoir. Les membres des divers groupes ethniques ont considéré qu'accéder aux postes d'élites, et en particulier aux postes dans l'élite économique ou celle des entreprises, était d'une importance vitale. Ils ont toujours soutenu qu'on les tenait à l'écart de ces postes et, jusqu'à récemment, les chercheurs ont confirmé leur affirmation.

En 1965, John Porter soutint la thèse que le mythe d'une mosaïque ethnique était utilisée par les élites, dont les membres étaient presque exclusivement d'origine britannique, pour empêcher ceux qui étaient d'autres origines d'acquérir du pouvoir et de l'influence. À l'aide des données de 1951, il a défini l'élite économique comme étant les membres des 183 principales entreprises. Il a constaté qu'ils étaient en majeure partie d'origine britannique, avec un faible élément de Canadiens français — 6,7 p. 100, alors que ceux-ci représentaient 31 p. 100 de la population — très peu de juifs, et presque aucun autre. En outre, il minimisa le rôle des juifs, qu'il disait être «dans l'industrie des spiritueux ou deux des plus petites entreprises dominantes,» mais pas dans les banques, les compagnies d'assurance, ou les plus grandes entreprises[41]. Dans les autres élites — syndicale, politique, bureaucratique et idéologique — Porter a trouvé quelques membres des autres groupes ethniques, les juifs étant moins sous-représentés que le reste.

Dix ans après la publication de The Vertical Mosaic, Wallace Clement compara les données de 1972 avec celles de Porter pour l'élite des entreprises et celle des médias. Clement établit un coefficient de représentativité en divisant la proportion d'un groupe ethnique donné dans l'élite par la proportion de ce groupe ethnique dans la population canadienne totale. Dans l'élite des entreprises, il a constaté que le coefficient de représentation de ceux qui étaient d'origine britannique ou, comme il les appelait, «les Anglos,» était toujours exactement le même qu'en 1951, soit 1,93. Les Canadiens français et les autres groupes ethniques (réunis) avaient fait les uns et les autres de petits gains. Par contre, le groupe juif s'était propulsé à une position très en avance sur les Anglos, constituant 4,1 p. 100 de l'élite

économique et 1,4 p. 100 de la population, ce qui donnait un coefficient de représentativité de 2,9342.

Il vaut la peine d'examiner de quelle façon les juifs sont parvenus à occuper cette place dans l'élite économique. La première émigration massive des juifs, des années 1880 à la Première Guerre mondiale, était celle de gens complètement démunis, tout aussi pauvres que les paysans de l'Europe de l'Est et de l'Europe centrale qui sont partis dans l'Ouest, ou les Italiens qui, comme les juifs, se sont installés à Montréal et à Toronto. Mais les juifs avaient des compétences et des métiers adaptés à la vie urbaine et ont commencé très tôt à se lancer dans le commerce et l'industrie. Même avant 1914, ils s'étaient acquis une réputation comme travailleurs, fabricants, grossistes et détaillants dans l'industrie du vêtement à Montréal, à Toronto, à Hamilton et à Winnipeg. Dans les années 1920, la dynastie Bronfman avait commencé son ascension vers le pouvoir par les activités de la famille dans le commerce des spiritueux[43].

Les juifs optaient pour des professions autonomes parce qu'ils avaient à affronter une discrimination plus directe et plus dure que la plupart des autres groupes, ce qui limitait leur accès aux études supérieures et à un grand nombre de professions. Ils choisissaient des activités nouvelles et à risque élevé parce qu'elles leur offraient le plus de possibilités. Leurs entreprises prospérèrent et, dès les années 1960, même si elles n'étaient pas les plus grandes du pays, elles étaient néanmoins extrêmement florissantes. Depuis lors, les juifs ont continué de s'enrichir et ont accédé à des secteurs comme la finance, qui naguère leur étaient fermés. Ils n'allaient pas et ne pouvaient pas aller dans les écoles privées qui étaient, précisent Porter et Clement, les lieux de formation pour l'élite; en général, ils fréquentaient les écoles publiques. Ils n'étaient pas et ne pouvaient pas devenir membres des clubs nationaux réservés aux hommes de la haute classe; au lieu de cela, ils ont formé leurs propres institutions communautaires, notamment des clubs exclusifs, comme le Club Montefiore à Montréal et le Primrose Club à Toronto. Ils ont formé une élite parallèle à celle de l'ensemble de la population, qui est formée principalement de personnes d'origine britannique. Quand, à la fin des années 1960 et au cours des années 1970, ils eurent conquis des positions dans l'élite, les écoles et les clubs privés exclusifs commencèrent à leur ouvrir leurs portes et même à les courtiser. Ils n'ont pas toujours cédé à cette cour.

Les membres individuels des groupes ethniques européens autres que le groupe juif ont accédé à l'élite des entreprises parce qu'ils ont acquis la richesse et le statut social avant d'immigrer au Canada ou parce qu'ils ont réussi en affaires dans des entreprises innovatrices et à risque élevé. Dans l'ensemble, ils n'ont pas eu à faire face à l'exclusion dont les juifs ont été l'objet et de ce fait n'ont pas eu à bâtir des structures parallèles. Toutefois, les groupes dont le statut professionnel et le revenu sont élevés, et dont les membres ont accédé à l'élite économique depuis 1972 ou sont sur le point d'y accéder, comprennent les Asiatiques. Les premiers Asiatiques venus au Canada ont eu à affronter la discrimination à leur admission au pays et par la

suite; les nouveaux arrivants plus récents ont un niveau d'instruction plus élevé, des capitaux, l'esprit d'entreprise et des relations. Comme les juifs, ils ont pris quelquefois de grands risques dans des entreprises qui ont été couronnées de succès. Les Sud-Asiatiques et les Chinois, par exemple, ont participé au cours des années 1970 à un essor extraordinaire dans le domaine de l'immobilier à Vancouver, à Edmonton et à Calgary. On ne sait pas encore clairement quelles barrières se dresseront dans leur cas à leur admission dans les élites en général (ou les milieux de rang social élevé).

Les constatations de Porter dans le cas des élites politique, bureaucratique et celle des médias au début des années 1960 n'étaient pas très différentes de ses constatations pour l'élite économique, à part la représentation plus grande dans celles-ci des Canadiens français. Dans l'élite politique, au cours de la période de 1940 à 1960, les membres d'autres origines ethniques représentaient seulement 3,2 p. 100; dans l'élite bureaucratique en 1953, ils représentaient 2,5 p. 100. Clement et Olsen ont calculé que, de 1961 à 1973, ils avaient augmenté leur proportion à 7,6 p. 100 dans l'élite politique et qu'en 1973, ils étaient passés à 4,5 p. 100 de l'élite bureaucratique[44]. Dans l'élite politique, les juifs avaient de nouveau conquis le plus fort pourcentage; certains ont été ou sont actuellement titulaires des postes de juge en chef de la Cour suprême (Bora Laskin), de chef négociateur dans les pourparlers sur le commerce avec les États-Unis (Simon Reisman), de chef d'un parti politique fédéral (David Lewis) et de gouverneur de la Banque du Canada (Louis Rasminsky). Clement indiquait qu'en 1972 les autres groupes ethniques constituaient 4,8 p. 100 de l'élite des médias, les juifs y étant moins représentés que dans l'élite économique[45].

Le fait que les juifs aient réussi à entrer dans les élites, les statuts professionnels élevés des juifs et des Asiatiques, ainsi que la convergence des coefficients du statut professionnel pour toutes les principales catégories d'origine ethnique montrent que la mosaïque verticale n'est pas aussi permanente que Porter l'avait présumé. Si l'on tenait compte des facteurs tels que la région, l'industrie, le niveau d'instruction et les distributions selon l'âge, l'éventail des coefficients du statut professionnel serait encore plus réduit. La technique de Porter et Clement pour déterminer la représentation dans les élites restreint leur ouverture d'esprit, dans la mesure où elle inclut dans les diverses catégories d'origines ethniques non seulement les Canadiens de naissance et les résidents de longue date, mais aussi les immigrants nouvellement arrivés, qui ne peuvent avoir déjà, évidemment, la connaissance nécessaire de la société canadienne pour devenir membres de l'élite.

Quand les membres des divers groupes ethniques canadiens racontent leur histoire, sur le plan économique, elle commence presque toujours par de grandes difficultés, se poursuit par une longue lutte, pour aboutir à la réussite finale, limitée, toutefois, par leur exclusion des échelons les plus élevés. La durée de la lutte et le degré de prospérité atteint ont varié non seulement d'un groupe à l'autre, mais aussi au sein même des groupes. Ils ont également varié pour les immigrants de différentes époques. Les immigrants des années

1920, devant affronter la grande crise économique peu après leur arrivée, ont été plus lents à s'établir économiquement que ceux de la période de 1946 à 1960. Ceux de cette dernière période s'étaient hissés, en 1971, de revenus inférieurs à ceux des Canadiens de naissance en 1961 à des revenus totaux plus élevés, que ce soit dans le cas des chefs de famille ou des familles; ils y étaient parvenus dans la plupart des principales catégories d'origine ethnique[46]. De nombreux facteurs y ont contribué : la transformation de la structure économique, les politiques d'immigration encourageant les personnes instruites et entreprenantes, la concentration des immigrants dans les régions urbaines aux revenus élevés. Mais il est indéniable qu'ils parviennent à la réussite économique et qu'une brèche a été ouverte dans les échelons même les plus élevés. Au cours des années 1980, beaucoup de personnes dont les noms sont symboles de fortune et de pouvoir économique — il se peut naturellement qu'elles ne soient pas en fait les plus riches et les plus puissantes au Canada — sont des immigrants de la première ou de la deuxième génération d'origines ethniques autres que britannique ou française, comme les Bronfman, les Ghermezian, les Belzberg, les Reichmann, Thomas Bata, Frank Stronach, et combien d'autres.

NOTES

1. Clifford Sifton, allocution au Westerners Club de Montréal en 1923, citée par Paul Yuzik, *The Ukrainians in Manitoba: A Social History*, Toronto, University of Toronto Press, 1953, p. 40; John Lehr, «The Government and the Immigrant: Perspectives on Ukrainian Block Settlement in the Canadian West» dans *Canadian Ethnic Studies*, vol. 9, nº 2, 1977, p. 42-52.
2. R.P. Nestor Dmytrius, 'Canadian Ruthenians,' a Traveler's Memoirs dans 22 *Land of Pain, Land of Promise: First Person Accounts* by Ukrainian Pioneers 1891-1914 de Harry Piniuta, Saskatoon, Western Producer Prairie Books, réimprimé en 1981, p. 40.
3. Bradwin, *The Bunkhouse Man*, p. 92, 104 et 105.
4. Avery, *«Dangerous Foreigners»*, p. 30.
5. Howard Palmer, *Land of the Second Chance: A History of Ethnic Groups in Southern Alberta*, Lethbridge, The Lethbridge Herald, 1972, p. 226 et 227.
6. Edgar Wickberg, éd., *From China to Canada: A History of the Chinese Communities in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1982, p. 24.
7. Rasporich, *For a Better Life*, p. 54.

8. Robert F. Harney, «Men Without Women: Italian Immigrants in Canada, 1885-1930» dans *The Italian Immigrant Woman in North America*, édité par Berry Boyd Caroli, Robert F. Harney et Lydio F. Tomasi, Toronto, The Multicultural History Society of Ontario, 1978, p. 79-101; Radecki, *A Member of a Distinguished Family*, p. 174.
9. Jean Morrison, «Ethnicity and Violence: The Lakehead Freight Handlers Before World War I» dans *Essays in Canadian Working Class History*, édité par Gregory S. Kealey et Peter Warrian, Toronto, McClelland and Stewart, 1976, p. 143-160.
10. Baha Abu-Laban, *An Olive Branch on the Family Tree: The Arabs in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1980, p. 102.
11. Myrna Kostash, *All of Baba's Children*, Edmonton, Hurtig, 1977, p. 213 et 214.
12. *Ibid*, p. 153 et 154.
13. Robert F. Harney, «The Padrone System and Sojourners in the Canadian North, 1885-1920» dans *Pane e Lavoro: The Italian American Working Class*, édité par George E. Pozzetta, Toronto, Multicultural History Society of Ontario, 1980, pp. 119-137; Bruno Ramirez, et Michele Del Balzo, «The Italians of Montreal: From Sojourning to Settlement, 1900-1921» dans *Little Italies in North America*, édité par Robert F. Harney et J. Vincenza Scarpaci, Toronto, Multicultural History Society of Ontario, 1981, p. 63-84.
14. Varpu Lindström-Best, «The Unbreachable Gulf: The Division in the Finnish Community of Toronto, 1902-1913» dans *Finnish Diaspora I*, édité par Karni., p. 12.
15. Rudolf Helling et al., «They, too, Founded Canada: A Socio-Economic History of German-Canadians», manuscrit inédit (s.l., s.d.), p. 66.
16. John Herd Thompson, *The Harvests of War: The Prairie West*, 1914-1918, Toronto, McClelland and Stewart, 1978, p. 86.
17. Radecki, *A Member of a Distinguished Family*, p. 171.
18. *Ibid*.
19. A. Ross McCormack, *Reformers, Rebels, and Revolutionaries: The Western Canadian Radical Movement 1899-1919*, Toronto, University of Toronto Press, 1977, p. 118-164.
20. Peter Vasiliadis, 'The Truth is Sometimes Very Dangerous': «Ethnic Workers and the Rise and Fall of the Workers Cooperative in the Porcupine Camp», Ethnic Research Programme, Université York, 1983, p. 10.
21. Kostash, *All of Baba's Children*, p. 217.
22. Radecki, *A Member of a Distinguished Family*, p. 53.
23. Benedykt Heydenkorn, éd., *Memoirs of Polish Immigrants in Canada*, Toronto, Canadian-Polish Research Institute, 1979, p. 63-84.
24. Abu-Laban, *An Olive Branch on the Family Tree*, p. 108.
25. Leroy D. Stone, *Urban Development in Canada*, Ottawa, Bureau fédéral de la statistique, 1967, p. 26.

26. James H. Gray, *The Winter Years: The Depression on the Prairies*, Toronto, Macmillan of Canada, 1966, p. 126 et 127, 134 et 135.
27. Radecki, *A Member of a Distinguished Family*, p. 47 et 48.
28. Dreisziger, *Struggle and Hope*, p. 142.
29. Evelyn Dumas, *The Bitter Thirties in Quebec*, traduit par Arnold Bennett, Montréal, Black Rose Books, 1975, p. 39 et 40. Les Yougoslaves étaient des Croates, devenus des radicaux à la suite de la baisse des salaires et de la détérioration des conditions de travail, et ils avaient été l'objet d'une campagne de syndicalisation de la part de la Worker's Unity League.
30. Rasporich, *For A Better Life*, p. 143.
31. Radecki, *A Member of a Distinguished Family*, p. 82.
32. Grace M. Anderson, *Networks of Contact: The Portuguese and Toronto*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1974, p. 71-82.
33. Peter C. Briant et Daniel Hadekel, «Ethnic Relations in the Construction Industry on the Island of Montreal», rapport remis à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, inédit, 1966.
34. Wsevolod W. Isajiw et Norbert J. Hartmann, «Changes in the Occupational Structure of Ukrainians in Canada: A Methodology for the Study of Changes in Ethnic Studies» dans *Social and Cultural Change in Canada*, édité par W.E. Mann, vol. 1, Toronto, Copp Clark, 1970, p. 104.
35. Warren F. Kalbach et Wayne W. McVey, *The Demographic Bases of Canadian Society*, 2e éd., Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1971, p. 258.
36. S.J. Wilson, *Women, the Family and the Economy*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1982, p. 94.
37. Varpu Lindström-Best, «'I Won't Be a Slave!' - Finnish Domestics in Canada» dans *Looking Into My Sister's Eyes: an Exploration in Women's History*, édité par Jean Burnet, Toronto, Multicultural Historical Society of Ontario, 1986, p. 33-35.
38. Vera Lysenko, *Men in Sheepskin Coats: A Study in Assimilation*, Toronto, Ryerson, 1947, p. 238 et 239.
39. Norman Buchignani et Doreen Indra, *Continuous Journey: A Social History of South Asians in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1985, p. 153.
40. Jim Torczyner, «To Be Poor and Jewish in Canada» dans *The Canadian Jewish Mosaic*, Toronto, John Wiley & Sons, 1981, p. 177-183.
41. John Porter, *The Vertical Mosaic: An Analysis of Social Class and Power in Canada*, Toronto, University Press, 1965, p. 286.
42. Wallace Clement, *The Canadian Corporate Elite: An Analysis of Economic Power*, Toronto, McClelland and Stewart, 1975, p. 237-239.
43. Peter C. Newman, *Bronfman Dynasty: The Rothschilds of the New World*, Toronto, McClelland and Stewart, 1978.
44. Wallace Clement et Dennis Olsen, «The Ethnic Composition of Canada's Elites 1951 to 1973, A Report for the Secretary of State», inédit, 1974.

45. Clement, *The Canadian Corporate Elite*, p. 334-345.
46. Anthony H. Richmond et Warren E. Kalbach, *Factors in the Adjustment of Immigrants and Their Descendants*, Ottawa, ministère des Approvisionnements et Services, 1980, p. 109-122.

CHAPITRE CINQ

La parenté, le mariage et la famille

La famille est l'agent de socialisation primaire. Les expériences qu'on y vit sont intenses et affectives; elles demeurent significatives tout au long de la vie de l'individu, même après que les groupes de pairs, le voisinage et l'ensemble de la collectivité commencent à prendre de l'importance. C'est dans la famille que les enfants apprennent leur identité ethnique et les caractéristiques culturelles qui en sont les symboles; l'apprentissage de cette identité est d'autant plus profond qu'il est commencé jeune, d'une façon informelle et pour une large part inconsciente. C'est également au sein de la famille que nombre de rituels propres à un groupe ethnique, en particulier ceux qui comportent des fêtes ou des jeûnes, ou les deux à la fois, sont célébrés. Quand, à l'âge adulte, la majorité des gens fondent de nouvelles familles, le groupe ethnique tient à ce que ses membres se lient avec des membres du même groupe ethnique plutôt que ceux d'un autre groupe et s'efforcent de transmettre leur identité ethnique à leurs enfants.

Pour la plupart des personnes qui sont venues au Canada, l'adaptation à la vie économique canadienne a été plus facile à réaliser que le changement des relations au sein de la famille. Un grand nombre d'immigrants ont été aidés par leurs familles pour venir au Canada. Une fois arrivés, ils ont à leur tour fait venir d'autres membres de leurs familles ou ils en ont fondé de nouvelles. Les immigrants considèrent en général la famille comme une de leurs plus importantes institutions. Ils critiquent la famille canadienne qu'ils trouvent moins chaleureuse et moins unie que celle qui est considérée comme une institution dans leurs pays d'origine, et ils s'inquiètent des changements qui sont survenus dans leurs propres familles en Amérique du Nord. Pourtant, des changements analogues se sont produits aussi dans leurs pays d'origine, et des différences et des changements étaient inévitables au Canada en raison du milieu autre, de la nature de l'immigration et du contact avec d'autres systèmes de relations familiales.

LA STRUCTURE DE LA FAMILLE DANS LE PAYS D'ORIGINE

Chaque groupe ethnique est porté à considérer la structure de sa famille comme lui étant particulière, mais au cours du siècle où a eu lieu la majeure partie de l'immigration autre que britannique ou française, il y a une similarité entre les descriptions des structures familiales dans les pays d'origine et des effets de l'immigration et de l'environnement nord-américain sur la famille. Que la famille soit ukrainienne et venue au Canada avant la Première Guerre mondiale ou portugaise et arrivée au Canada dans les années 1950 ou 1960, qu'elle soit européenne ou asiatique, chrétienne, juive, musulmane ou confucéenne, elle a des structures d'autorité et des divisions des tâches sensiblement analogues. Les similarités reflètent une structure familiale commune dans les sociétés rurales préindustrielles. Elles indiquent également que les immigrants peuvent être issus des classes et des régions les plus traditionnalistes de leurs pays, ou encore que les immigrants, et ceux qui étudient la famille d'après eux, ont décrit la structure traditionnelle plutôt que réelle de la famille, étant donné qu'à l'époque de leur départ, l'industrialisation et l'urbanisation étaient bien engagées dans plusieurs des pays d'origine.

Dans les sociétés d'où venaient la majorité des immigrants, beaucoup plus d'aspects de la vie qu'en Amérique du Nord étaient réglés par les liens de parenté et les sentiments de responsabilité familiale étaient plus forts. Les rôles de la famille et de la parenté dominaient les autres dans presque toute la vie courante. Les familles étaient patriarcales : le mari et père détenait l'autorité sur sa femme et ses enfants et avait la responsabilité principale d'assurer le bien-être économique de la famille. Il était le pourvoyeur de la famille et l'administrateur de ses biens. C'était également lui qui disciplinait et devait corriger tout écart de conduite de la femme ou des enfants d'une manière énergique, comme preuve de ses préoccupations à leur égard. La femme et mère avait l'obligation quant à elle de répondre aux désirs sexuels de son mari, d'avoir des enfants, en particulier un fils, de s'occuper des jeunes enfants, et d'effectuer les innombrables tâches ménagères. On considérait habituellement qu'elle devait se soumettre à son mari et se subordonner à ses enfants mâles parvenus à un certain âge. Elle avait peu de contacts avec des hommes à l'extérieur de la famille. Celle-ci était de préférence nombreuse. Les enfants étaient considérés comme une bénédiction, quel qu'en puisse être le nombre : la contraception était mal vue. Les enfants étaient censés obéir à leurs parents, les respecter et contribuer au bien-être économique de la famille. Les filles se voyaient attribuer des rôles ménagers et les garçons des rôles économiques dominants. Tout argent gagné par les filles ou les garçons devait être donné au père pour être utilisé au profit de la famille. Le fils aîné possédait la plus grande autorité après celle du père. Les jeunes gens étaient censés défendre leurs soeurs et les jeunes filles devaient protéger leur honneur et celle de leurs familles. Les

parents et les grands-parents âgés étaient respectés pour leur sagesse et leur expérience et on en prenait soin au sein de la famille. Ils devaient participer à l'éducation des jeunes enfants, leur transmettre les traditions et les coutumes du groupe.

Dans les pays d'origine de nombreux immigrants, la notion d'honneur était d'une importance considérable. L'honneur était pour les hommes d'avoir le courage d'assurer la subsistance de sa famille et d'y réussir, la chasteté des femmes célibataires et la fidélité des épouses. Il s'agissait d'un bien précieux, et blesser ou même tuer pour le sauvegarder pouvait être pardonné. La surveillance par un chaperon était considérée essentielle pour protéger l'honneur des jeunes filles.

Les mariages étaient des alliances entre des familles, pas simplement entre des personnes, et ils étaient arrangés par des représentants des familles plutôt que d'être laissés aux caprices des jeunes. Les adolescentes étaient strictement surveillées et il n'y avait pas de fréquentations; on faisait souvent appel à des faiseuses de mariage. Les familles étaient censées échanger des présents, qui étaient fréquemment de grande valeur. Sauf chez les musulmans, le divorce était réprouvé et difficile à obtenir. Demeurer vieille fille était une honte et on escomptait que veufs et veuves se remarient.

On considérait rarement que les familles étaient composées uniquement des parents et des enfants : elles comprenaient aussi les parents éloignés, ce qui englobait trois générations ou davantage et plusieurs lignes collatérales, c'est-à-dire les cousins de plusieurs degrés. Les mariages entre cousins étaient parfois bien accueillis, car ils renforçaient les liens avec les parents éloignés.

Les rapports entre parrains-marraines et filleuls-filleules étaient pris au sérieux. Quand les parrains-marraines étaient des parents, les liens entre eux et la famille de l'enfant s'en trouvaient renforcés. Quand les parrains-marraines étaient des amis de la famille, un lien quasi-familial était créé.

Les descriptions sont bien sûr celles d'une famille idéale. Elles dépeignent ce à quoi ressembleraient les structures familiales si rien ne s'interposait. Elles ne tiennent pas compte des différences qui existent en réalité, ni des processus de sélection qui font que les immigrants ne sont jamais un échantillon parfait de la société dont ils sont issus. Les descriptions faites par les immigrants eux-mêmes ne sont pas non plus dénuées de distorsions nostalgiques.

DE 1880 À 1920

Durant la première vague importante d'immigration d'origines autres que britannique ou française, les immigrants venaient souvent en Amérique du Nord grâce à l'aide de la famille. Le premier à venir était habituellement un homme jeune, avec l'aide des contributions financières de son père, de ses oncles et de ses cousins. On attendait de lui non seulement qu'il rembourse le prix de la traversée, mais aussi qu'il contribue au bien-être de sa parenté. Il

pouvait le faire en envoyant de l'argent à sa famille ou en aidant des jeunes de sa parenté à le rejoindre; il s'agissait généralement de cousins et de neveux plutôt que de frères, car plusieurs groupes ethniques considéraient «qu'il était suffisant qu'un seul fils parte outre-mer[1]».

Nombre de jeunes hommes avaient l'habitude de quitter le foyer pour trouver du travail et gagner de l'argent dans une autre région d'Europe — les Polonais en Allemagne, par exemple, et les Macédoniens à Istanbul. Traverser l'océan n'était qu'une émigration un peu plus aventureuse. Comme les Italiens de la province de Cosenza, ils peuvent y avoir été poussés en sachant que les jeunes femmes les considéreraient comme des maris éventuels plus intéressants s'ils étaient allés en Amérique[2], mais ils ne songeaient pas à fonder de familles dans le Nouveau Monde.

D'ailleurs, ils n'auraient pas pu y parvenir si facilement. Dans la plupart des groupes ethniques, il y avait peu de femmes. En 1911, par exemple, alors qu'il y avait 113 hommes pour 100 femmes dans la population totale, la proportion était en revanche de 158 hommes pour 100 femmes chez les personnes nées à l'étranger. Les groupes ethniques chinois et sud-asiatique en particulier étaient constitués à cette époque presque exclusivement d'hommes, et les Japonais ne faisaient que commencer à se rapprocher d'un rapport hommes-femmes mieux équilibré, car la convention verbale de 1908 limitait le nombre des immigrants masculins, mais ne restreignait pas l'admission des épouses. En 1921, après 7 ans d'absence presque totale d'immigration, on comptait 106 hommes pour 100 femmes dans la population totale et 125 hommes pour 100 femmes chez les personnes nées à l'étranger[3]. Les immigrantes étaient principalement des épouses et des fiancées; des femmes sans attaches vinrent de certains pays européens, comme des îles britanniques, mais elles n'étaient pas nombreuses et la plupart du temps se mariaient rapidement. Des Scandinaves et des Finlandaises vinrent pour travailler comme employées de maison, et quelques paysannes et ouvrières d'Ukraine, où il y avait une pénurie d'hommes, utilisèrent leurs dots pour payer leur voyage au Canada[4]. Quand ils prenaient la décision de rester en permanence, des jeunes hommes retournaient parfois dans leur pays pour aller chercher une épouse ou, si cela leur était difficile, ils se trouvaient des femmes par correspondance ou échange de photographies. Des immigrants aussi différents que pouvaient l'être les Japonais et les Grecs de la fin du XIX^{e} siècle et du début du XX^{e} utilisaient en effet ces moyens. Des mariages étaient arrangés en échangeant des photographies avec des jeunes femmes bonnes à marier de leur pays choisies par des parents ou des faiseuses de mariage[5]. À défaut de femmes à marier dans leur propre groupe ethnique, certains hommes épousaient des membres d'autres groupes. Toutefois, les barrières linguistiques et culturelles et la discrimination rendaient l'exogamie difficile pour certains groupes, comme les Hongrois et les Asiatiques.

Chez certains groupes, des familles entières émigrèrent ou s'établirent rapidement au Canada. Il y avait notamment les groupes qui se sont fixés dans les régions rurales, où la main-d'oeuvre des femmes et des enfants était

essentielle pour assurer la réussite d'une exploitation agricole. Divers groupes ethniques venant des États-Unis qui se sont implantés dans l'ouest du Canada avant 1920 migrèrent par familles entières après la venue en éclaireurs de quelques-uns des leurs.

Les familles qui se sont établies dans l'Ouest vinrent par chariots ou par chemin de fer, transportant avec elles leur matériel agricole et leurs biens ménagers. Ces familles, comme dans le cas des Norvégiens, qui vinrent des États-Unis, arrivaient généralement avec du bétail, de la machinerie, du matériel et des meubles. Par contre, celles qui traversaient l'océan et entreprenaient ensuite un voyage par terre n'apportaient souvent que le strict minimum et quelques trésors de famille. Certaines fois, le voyage était sûr et agréable; des groupes d'Ukrainiens eurent des wagons «bien chauffés, bien éclairés et non bondés, une provision abondante d'eau fraîche et une aide médicale en cas de maladie[6].» D'autres fois, le voyage était inconfortable ou même dangereux. Les immigrants éprouvaient un choc à l'arrivée en constatant l'isolement des terres qui leur étaient attribuées et le caractère primitif des cabanes en rondins ou des chalets en mottes de gazon où ils devaient loger.

Les dangers du voyage et de l'établissement étaient tels que des familles ont perdu certains des leurs durant le trajet ou peu après l'arrivée. Si le mari mourait, il y a des cas où la femme assumait les fonctions du chef de famille et se mettait en devoir d'établir l'exploitation agricole et d'élever les enfants. Si le père et la mère mouraient, les enfants décidaient parfois d'exploiter eux-mêmes la terre ensemble; ils étaient plus souvent dispersés entre leur parenté et les voisins, qui accueillaient avec plaisir leur capacité de travail.

Les difficultés des hommes chefs de famille à s'adapter aux conditions différentes du nouveau pays et du nouvel établissement étaient multiples. Parfois, en particulier chez les anciens paysans, ces difficultés contribuaient à conserver ou à façonner des attitudes rudes et intransigeantes à l'égard des femmes et des enfants, considérés comme des participants utiles aux travaux immenses de l'exploitation. Charles Young a écrit au sujet de la famille ukrainienne au cours des premières années de l'établissement :

> La famille ukrainienne était du type que l'on trouve dans les communautés slaves depuis des temps immémoriaux, celui de la famille patriarcale, où le pouvoir du mari et père, bien que n'étant pas l'équivalent du patria potestas de la famille romaine, était néanmoins très grand. «La maison d'un Anglais est son château», mais celle de l'Ukrainien est le lieu de résidence d'un mari ou d'un père mal élevé, grossier et souvent brutal...
>
> Cette tradition ukrainienne a persisté dans les établissements canadiens, en particulier parmi les membres de la vieille génération. Les femmes ne «sont pas beaucoup mieux que des esclaves qui peinent laborieusement aux ordres de maris qui n'ont aucun égard pour elles...» Les épouses sont couramment victimes de violence et

même si on entend dire que les femmes profitent des lois plus favorables dans ce pays, en général elles se soumettent comme à une loi inaltérable dans ce meilleur des mondes possible. La chose serait drôle, si ce n'était pas si pathétique, d'être informé, comme nous l'avons été, qu'une Ukrainienne costaude de l'un des établissements pouvait couper une corde de bois plus rapidement que son mari, mais qu'elle se laissait battre par lui quand elle était dans la maison[7].

Les frustrations des hommes étaient atténuées dans une certaine mesure par les contacts avec leurs copains et les satisfactions tirées de leurs progrès économiques. Leurs femmes n'avaient pas ces exutoires. Elles éprouvaient souvent une amère désillusion quand elles voyaient la cabane et la terre sauvage auxquelles on les avait amenées. Elles devaient ensuite endurer la peur et la solitude quand leurs maris partaient gagner de l'argent sur les chantiers de construction ou travailler parmi des colons plus établis afin d'apprendre les techniques agricoles. Aux travaux ménagers, les femmes devaient ajouter nombre de tâches inhabituelles qui dans leur pays étaient effectuées par les grands-parents, les voisins, les prêtres, les pasteurs ou les instituteurs. Dans certains groupes, comme celui des Ukrainiens, elles trimaient également dans les champs, contribuant souvent plus au travail de la ferme que l'ouvrier agricole moyen. Elles avaient beaucoup d'enfants et les maladies et les accidents leur en faisaient perdre plusieurs.

Nombre de mères considéraient qu'il leur incombait d'enseigner «comment maintenir la foi, la volonté d'apprendre, les pratiques usuelles, comment garder intacte la structure familiale.[8]» C'était pour elles une source d'inquiétude constante d'avoir peu de temps à consacrer à ces tâches. Leurs enfants avaient eux aussi peu de temps, vu qu'ils commençaient à participer au travail de la ferme et à l'entretien ménager à un très jeune âge. Néanmoins, dans les établissements ruraux, la langue et la culture étaient généralement conservées.

Pour certains enfants, la préoccupation des parents en ce qui concerne les tâches nécessaires, l'initiation précoce aux travaux de la ferme et du ménage et l'absence d'écoles signifiaient une indépendance précoce, qui se traduisait chez eux par un esprit d'entreprise et la volonté de réussir. D'autres souffraient de l'environnement très rude et du manque d'installations pour l'éducation et la formation. Les filles avaient le fardeau supplémentaire de l'opinion du pays d'origine au sujet de la condition des femmes. Certains groupes ethniques ont pris plus de temps que d'autres à se sortir du statut économique défavorisé qui était le leur à leur arrivée au Canada à cause des privations subies par la deuxième génération.

La famille s'est établie avec plus de facilité et de force dans le cas des sectes comme les mennonites, les doukhobors et les hutterites. Ils avaient pu en partie s'adapter à leurs migrations précédentes en concevant des structures familiales qui pouvaient être transportées intactes d'un milieu agricole à un autre. Ces familles étaient les plus capables de supporter les difficultés de

l'adaptation à un nouvel environnement, car dans les établissements des sectes elles pouvaient compter sur le soutien des voisins ou les visites d'amis. Les communautés villageoises des mennonites ont atténué l'isolement des Prairies au cours des premières années et elles ont eu tendance à disparaître par la suite; parmi les doukhobors, certains groupes devinrent très tôt individualistes, tandis que les autres sont demeurés communautaires; les colonies hutterites sont restées les principales unités d'organisation sociale de la secte.

Dans l'Ouest, de nombreux ouvriers agricoles célibataires devaient vivre dans les familles de leurs employeurs. Il y avait également des ménages de célibataires, composés d'hommes qui n'avaient pas trouvé de femmes ou n'avaient pas persuadé leurs femmes de venir les rejoindre sur leurs exploitations. Les célibataires travailleurs temporaires qui besognaient dans les mines et sur les chantiers de construction vivaient dans des baraquements pourvus de couchettes pendant qu'ils travaillaient et trouvaient des substituts à la famille dans des associations ou des groupements plus importants pendant la morte-saison. Quelquefois les groupes qu'ils formaient étaient fondés sur la parenté ou la région locale; d'autres fois ils étaient composés de membres du même groupe ethnique qui s'étaient rencontrés pour la première fois comme passagers de troisième classe à bord des navires d'immigrants ou comme compagnons de travail. Ils constatèrent qu'ils pouvaient vivre d'une façon moins coûteuse à deux ou en groupes et ainsi économiser une plus grande partie de leurs salaires pour envoyer à leur famille; ils pouvaient organiser une répartition des tâches ménagères comme les provisions, la cuisine et le nettoyage; et ils pouvaient mettre au point des mécanismes de contrôle en ce qui concerne la propreté, le comportement agressif et la consommation de boissons alcooliques.

Les femmes célibataires travaillaient comme bonnes ou employées de maison. Le travail était dur, la rémunération faible et la vie solitaire. Toutefois, la demande de femmes à marier était si grande que la plupart des femmes se mariaient rapidement et s'installaient dans leurs propres maisons. Selon E.W. Bradwin, qui travaille depuis longtemps avec le Frontier College, parmi les ouvriers de chantier, les Bulgares, les Macédoniens et les Italiens se réunissaient généralement durant la morte-saison. Au sujet des Italiens, il écrivait :

> Durant les longues périodes entre les saisons de travail, un grand nombre d'Italiens se regroupent dans une ville voisine, où ils logent dans des sortes d'auberges communautaires, dirigées par un de leurs compatriotes. Ces constructions sont de grands bâtiments recouverts de papier goudronné qui pour quinze ou vingt cents offrent au pensionnaire un espace de plancher sur lequel il peut étendre ses couvertures, avec le privilège supplémentaire de cuisiner sur un des six poêles. Il arrive assez fréquemment qu'il y ait jusqu'à quarante hommes pour la nuit dans ces endroits. Des

> maisons légèrement mieux aménagées se trouvent dans les villes plus importantes où les immigrants passent les mois d'hiver[9].

Dans les villes, les hommes trouvaient des pensions pour immigrants exploitées par les employeurs ou d'autres chefs d'entreprise. Celles-ci étaient fréquemment surpeuplées et il y manquait les commodités. L'historien canadien polonais, Victor Turek, les déplorait :

> Ce phénomène disgracieux et nuisible des «pensions de famille», qui existaient un peu partout en Amérique du Nord où les immigrants pauvres d'Europe arrivaient en masse, n'a pas épargné les Polonais à Winnipeg, bien que la presse polonaise locale ait combattu sans parti-pris la création de ces maisons et leur location à des locataires. Le grand surplus de célibataires chez les immigrants, leurs maigres gains, leur analphabétisme et leur ignorance de l'anglais expliquent pourquoi ces derniers profitaient avec empressement de l'hébergement à coût minime fourni par les propriétaires de pensions. Les exploitants de ces gîtes étaient au début, et même jusqu'à la guerre de 1914-1918, pour la plupart des non-Polonais, des Canadiens de souche ou des membres d'autres groupes ethniques. Parfois les pensions étaient la propriété de Polonais ou exploitées par des Polonais, qui s'arrangeaient d'une façon ou d'une autre pour économiser de l'argent en vue d'acheter ou de construire des maisons; le plus souvent, les maisons étaient des constructions rebâties ou réaménagées en vue d'y loger «les pensionnaires». La possession de pensions était une source de bénéfices considérables. Préoccupés surtout d'économiser de l'argent, les immigrants de la première période de l'immigration économique recherchaient avidement la possibilité de retirer des avantages de vivre dans les pensions de famille, en s'entassant dans des conditions primitives et en devenant la proie de l'exploitation honteuse de propriétaires cupides[10].

Woodsworth a cité «un articulet sur une banale affaire policière» extrait d'un journal de Winnipeg qui indiquait les limites imposées aux exploitants de pensions de famille :

> M. Simok et M. Selenk ont essayé de déterminer combien d'adultes ils pouvaient entasser dans un espace donné. Selenk a réussi à installer quarante-trois occupants dans cinq pièces où quatorze personnes seulement pouvaient espérer trouver une atmosphère suffisante pour respirer sainement. Simok rivalisait de près avec son voisin, ayant réussi à faire tenir vingt-quatre personnes dans une pièce pouvant en contenir seulement sept. Ses pièces étaient trop basses et manquaient de ventilation. Vu les immenses bénéfices

réalisés par de tels moyens économiques, le juge Daly, siégeant ce matin à la cour de première instance, a imposé à Selenk une amende de 15 $ plus les frais et à Simok une amende de 10 $ plus les frais[11].

Les pensions de famille n'étaient pas conformes aux normes des travailleurs sociaux canadiens. La surpopulation et l'absence d'hygiène menaient souvent à la maladie et à la mort, et les médecins et les infirmières de la santé publique n'intervenaient habituellement que par hasard ou en dernier recours. Cependant, en 1909, Woodsworth nota que le taux de décès des juifs était faible parce que, bien qu'ils fussent «souvent logés dans des habitations surpeuplées... [ils] observent cependant certaines précautions sanitaires qui leur épargnent plusieurs des maladies qui frappent les autres».[12] Les barrières de langue, de classe et de nature économique limitaient toutes l'accès aux services de santé et contraignaient à s'appuyer sur les remèdes populaires et les aînés du groupe ethnique. Les pensionnaires étaient conscients de la mauvaise qualité de leur habitation; ils l'acceptaient, non pas comme on l'a souvent dit parce que leurs normes étaient basses, mais parce qu'ils étaient déterminés à économiser le plus d'argent possible le plus rapidement possible, afin de retourner dans leur pays ou de fonder une famille au Canada.

Quand les immigrants urbains réussissaient à faire venir leurs familles, ils payaient souvent le loyer de leur logement et venaient en aide aux autres immigrants en prenant des chambreurs ou des pensionnaires. Quand une pension était une entreprise familiale, l'épouse du patron de la pension assurait parfois aux clients payants certains des services d'une épouse ou d'une mère, comme d'aller faire le marché, de préparer des repas, de laver et de raccommoder les vêtements, de conserver l'argent en fiducie, de lire les lettres reçues et d'y répondre, et même de donner des leçons de morale. Parfois, la femme de la pension était appelée affectueusement tantine ou grand-mère ou bien patronne, et elle ne se gênait pas pour réprimander ses pensionnaires d'être en retard pour le souper ou de fréquenter de mauvais compagnons. Les pensions familiales étaient souvent aussi bondées que les pensions commerciales ou exploitées par un employeur, mais dans la mesure où elles regroupaient fréquemment des personnes du même village ou de la même région, elles servaient de refuges contre l'anonymat et l'anomie de la ville nord-américaine. Elles permettaient également aux femmes et aux enfants de contribuer au revenu familial sans exposer l'honneur de la famille aux risques qu'il y avait à travailler à l'extérieur du foyer[13].

L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Au cours des années 1920, comme auparavant, la majorité des immigrants étaient des hommes; d'ailleurs, dans les catégories générales figurant au tableau 7, les seuls groupes autres que les groupes d'origine britannique et française qui tendent à se rapprocher d'un plus grand équilibre hommes-femmes entre 1921 et 1931 sont ceux des Italiens, des juifs et des Asiatiques. Chez les Italiens, certains migrants ne revinrent pas au Canada après le conflit. Chez les juifs, les circonstances qui menaient à l'immigration, comme les pogroms dans l'est de l'Europe, frappaient aussi durement les femmes que les hommes. Quant aux Asiatiques, les Chinois après 1911 et les Japonais après 1908 avaient amené femmes et enfants en vue de bâtir des familles; les Sud-Asiatiques purent à partir de 1925 faire venir leurs femmes et leurs enfants plus facilement qu'avant. Toutefois, dans aucun des groupes asiatiques il n'y a eu une répartition équilibrée des hommes et des femmes chez les immigrants, bien que les Japonais commençaient à compter un pourcentage important de personnes nées au Canada. De plus, l'immigration chinoise s'arrêta presque totalement en 1923.

Sauf dans les régions touchées par la sécheresse, durant les années 1920, les familles qui s'étaient fixées dans l'Ouest étaient bien établies et prospères. Les prix élevés des céréales durant les années de guerre leur permirent de rembourser leurs hypothèques et d'envisager l'avenir avec confiance; dans certains cas la confiance les entraîna à contracter de nouvelles dettes pour l'acquisition de terre et de machinerie. La seconde génération commença à prendre de la maturité et les familles acquérirent de nouvelles ambitions pour l'instruction et les professions de leurs enfants. Les mariages entre jeunes de groupes différents qui avaient grandi ensemble augmentèrent. Les Polonais, par exemple, moins nombreux que les Ukrainiens et vivant parmi eux, épousaient fréquemment des Ukrainiens ou des Ukrainiennes. Dans les régions rurales de l'Alberta, un Letton épousa une Hollandaise née en Alberta; de leurs deux filles, l'une se maria avec un Hongrois et l'autre avec un Ukrainien, et leur fils prit pour femme une jeune fille dont le père était Finlandais et la mère Norvégienne[14]. Les différences marquées entre les migrants et les familles canadiennes commencèrent à disparaître.

Toutefois, la conservation de la langue et de la culture au sein de la famille devint une grande préoccupation à mesure que les problèmes de subsistance devenaient moins pressants. La «petite école blanche dans la prairie» devint l'agent de canadianisation et l'ennemi des langues ancestrales et des valeurs familiales. Pour contrer cette influence extérieure, les mères considéraient fréquemment qu'elles avaient la mission spéciale de transmettre la langue maternelle à leurs enfants, de conserver leurs façons de cuisiner et leurs artisanats ancestraux, et d'observer les fêtes selon leur tradition. Mais avec le temps et au contact des voisins qui avaient des coutumes différentes, elles se préoccupèrent avec moins de rigueur de garder leur culture.

TABLEAU 7

Rapports hommes-femmes pour les personnes nées à l'étranger, par origine ethnique, Canada, 1921-1961

Origine ethnique	*1921*	*1931*	*1941*	*1951*	*1961*
Britannique	113,2	112,4	108,1	96,8	92,0
Française	103,4	98,1	93,7	89,8	91,4
Allemande	122,0	128,9	123,2	111,5	104,5
Hollandaise	126,5	129,2	118,8	110,3	112,2
Scandinave	151,7	175,0	166,2	158,2	142,0
Européenne du centre[1]	146,0	198,9	149,5	141,4	132,3
Européenne de l'Est[2]	145,2	154,4	141,6	139,5	128,3
Italienne	204,1	171,8	160,0	169,1	123,0
Juive	106,1	102,0	101,2	102,2	98,7
Chinoise	3 297,1	2 775,3	3 601,6	924,8	211,5
Japonaise	250,2	181,7	165,2	139,8	103,2
Autres asiatiques	165,3	167,5	161,6	144,5	130,9
TOTAL	125,0	128,7	121,2	111,9	107,4

1. Autrichienne, tchèque, slovaque et hongroise.
2. Polonaise, russe et ukrainienne seulement.

SOURCE : Warren E. Kalbach, *The Impact of Immigration on Canada's Population*, Ottawa, Bureau fédéral de la statistique, 1970, p.46.

Au cours des années 1920, l'expansion de la plupart des groupes ethniques fut plus forte dans les villes que dans les régions rurales, en dépit de la préférence donnée aux agriculteurs par les règlements de l'immigration. Pour beaucoup de groupes, la transition du séjour temporaire à l'établissement définitif avait commencé avant la guerre, mais elle ne se termina qu'après le conflit; pour quelques-uns, les événements de l'après-guerre immédiat rendaient carrément sans attrait la perspective de retourner dans leur pays ou bien ouvraient les portes du Canada beaucoup plus largement qu'auparavant.

Le temps qui s'était écoulé entre l'arrivée du migrant temporaire et la venue de sa femme signifiait que celles qui arrivaient n'étaient «pas simplement d'autres femmes, mais des personnes qui avaient vécu une autre décennie de l'histoire européenne, qui n'avaient pas comme leur mari un sentiment d'appartenance au Nouveau Monde et avaient besoin sur les plans linguistique et culturel de la présence rassurante d'une communauté ethnique». En outre, il s'agissait dans de nombreux cas de femmes qui

avaient eu à prendre des décisions pour elles-mêmes et leurs enfants, qui avaient une grande confiance en elles et un esprit d'initiative, et surtout qui n'étaient pas disposées à se borner à un rôle de femmes soumises. Elles étaient d'autant moins disposées à cela qu'elles savaient ou allaient apprendre bientôt que les Nord-Américaines avaient la réputation d'avoir une attitude d'indépendance, pour ne pas dire de domination, à l'égard de leurs maris — réputation qu'une Macédonienne aurait résumé de cette façon lapidaire : «C'est le pays où les hommes travaillent et les femmes dirigent[15]!»

À la ville, le travail du mari seul était souvent insuffisant pour faire vivre une famille. Les femmes qui avaient été habituées à participer aux corvées de la ferme mirent à profit leurs compétences en travaillant à l'épicerie ou à la boulangerie familiale, en faisant des ménages, ou en prenant des emplois dans les ateliers de couture ou les industries alimentaires. Les femmes étaient fières de contribuer à accroître le revenu de la famille en faisant des travaux que d'autres pouvaient considérer comme dégradants. Quand c'était possible, elles choisissaient du travail qui pouvait être exécuté à la maison, car cela leur permettait de surveiller les enfants et de préparer les repas pour la famille tout en augmentant le revenu familial. Le fait de contribuer au revenu entraînait inévitablement une attitude moins soumise au sein de la famille, d'autant plus qu'il ne manquait pas d'exemples de rapports plus égalitaires entre mari et femme. La baisse du taux de natalité a accru également la capacité des femmes de participer aux prises de décision de la famille.

Les parents immigrants établis dans une ville considéraient qu'ils se souciaient plus de leurs enfants que les Canadiens d'origine britannique: «plus chaleureux pour les enfants», selon les mots d'une Macédonienne[16]. Mais les enfants étaient exposés aux influences de l'école, de la rue, et dans certaines villes du service d'aide sociale, ainsi qu'aux influences de la famille et du groupe ethnique. Ils apprenaient la langue et les usages du nouveau pays plus rapidement que leurs parents. Ainsi, les parents venaient souvent à dépendre d'eux pour traiter avec les Canadiens et de ce fait étaient moins à même d'exercer sur eux leur autorité. Les enfants qui travaillaient dans les entreprises familiales demeuraient liés à leurs familles, et éprouvaient un sentiment de culpabilité s'ils ne demandaient pas, après l'école, si l'on avait besoin d'eux. Mais les enfants qui travaillaient comme vendeurs de journaux, cireurs de chaussures ou messagers, même s'ils le faisaient initialement pour contribuer au bien-être de la famille, acquirent par le fait même une indépendance qui en ébranla la structure.

Au commencement des années 1930, la grande crise eut des effets dévastateurs. L'immigration fut rapidement restreinte. Le revenu des familles chuta fortement. Certains perdirent leur ferme, d'autres leur emploi ou leur entreprise. Les jeunes gens quittaient le foyer pour soulager la famille du fardeau d'avoir à subvenir à leurs besoins et se déplaçaient d'un endroit à un autre à la recherche de travail ou d'aumônes. Les immigrants récents se trouvèrent incapables de rembourser l'argent emprunté pour payer leur voyage ou faire venir leurs familles, et ils retournaient parfois dans leur

pays ou étaient déportés à titre d'indigents ou de radicaux. Dans cette situation, plus de femmes entrèrent sur le marché du travail, et quelquefois elles furent les seules à subvenir aux besoins de la famille. Les mariages étaient reportés, et le taux de natalité, qui tendait à diminuer, devint plus bas encore; le taux de fécondité des Hongroises mariées entre 15 ans et 44 ans fléchit de 150 en 1931 à 90 en 1941[17]. Les jeunes hommes sans emploi représentaient un danger pour les familles. Un avertissement publié dans un journal polonais dans les années 1930 était rédigé en ces termes :

1. Ne prenez pas de pensionnaires célibataires chez vous, en particulier ceux qui sont sans travail.
2. Ne laissez pas votre femme aller au cinéma, au parc ou en pique-nique avec vos pensionnaires ou d'autres pensionnaires.
3. Habitez ordinairement seuls, prenez une pièce de moins et peu importe s'il vous en coûte quelques dollars de plus par mois, vous aurez en contrepartie une tranquillité d'esprit et l'assurance que personne n'essaiera de séduire votre femme dans votre maison[18].

Pourtant, certains survivants de la dépression s'en souviennent comme d'une époque durant laquelle les membres de la famille et de la communauté ethnique se rapprochèrent pour assurer leur soutien mutuel. «S'occuper des siens» était une question de fierté. Les célébrations entourant les événements familiaux et communautaires avaient un aspect particulièrement poignant en raison du sacrifice qui était fait. Dans une lettre adressée à sa famille aux Pays-Bas, une mère hollandaise habitant dans les Prairies durant les années 1930 a décrit comment était célébrée la Saint-Nicolas, une grande fête populaire hollandaise :

> Le 5 décembre, nous étions assis dans le salon... autour de la grande table, en train de jouer au Ganzebord avec les garçons, le vieux jeu hollandais auquel nos parents jouaient avec nous quand nous étions enfants. Et même si nous nous efforcions désormais de nous conformer aux usages de ce pays et de célébrer Noël comme les Canadiens, la veillée de la Saint-Nicolas n'est jamais passée inaperçue dans notre maison. C'est ainsi qu'au milieu de nos champs canadiens on peut encore trouver trois petits garçons qui peuvent chanter les vieilles chansons bien connues sur l'évêque qui vient d'Espagne en bateau à vapeur et la lune qui brille à travers les arbres[19].

La guerre apporta un renouveau de prospérité, mais elle ne mit pas fin à la séparation des membres d'une famille. Les épouses et mères continuaient de faire leur entrée dans la population active. Les jeunes s'enrôlaient dans l'armée ou allaient travailler dans les industries de guerre. Un grand nombre d'immigrants se trouvaient toujours incapables de faire venir des membres de leur parenté. Comme la crise économique, cependant, celle de la guerre a contribué à renforcer les liens affectifs entre les membres d'une famille.

L'APRÈS-GUERRE

Quand l'immigration reprit après 1945, on constata une persistance de l'amélioration du rapport hommes-femmes chez les personnes nées à l'étranger et dans l'ensemble de la population. Le rapport hommes-femmes pour les personnes nées à l'étranger était de 112 en 1951, de 107 en 1961, de 101 en 1971 et de 98 en 1981. Les personnes nées à l'étranger comprenaient celles qui étaient nées dans les îles britanniques et aux États-Unis, qui comptaient des excédents élevés de femmes. Le rapport hommes-femmes pour l'ensemble de la population était de 102 en 1951, de 101 en 1961, de 100 en 1971 et de 93 en 1981.

Au cours des premières années qui ont suivi la guerre, le système de parrainage, qui avait été mis en place durant les années 1920, fut utilisé pour permettre l'entrée des proches parents et également de certains neveux et nièces orphelins. Toutefois, un grand nombre de familles avaient été disloquées par le conflit mondial et leur réunification fut lente. Il y avait beaucoup de célibataires parmi les immigrants : des personnes déplacées, des anciens combattants et d'autres encore. Les personnes déplacées comprenaient des femmes aussi bien que des hommes, et il y eut bientôt des mariages, car ces personnes recherchaient la sécurité après une longue tourmente et face aux conditions d'existence dans un nouveau pays. Les différences ethniques entre les Européens étaient souvent de peu d'importance, car elles étaient réduites par celles qui existaient entre Européens et Canadiens. Une immigrante Lettone travaillant dans un hôpital et un ancien combattant polonais qui s'acquittait d'un contrat comme ouvrier agricole, par exemple, trouvèrent qu'ils avaient beaucoup en commun.

Dans l'après-guerre immédiat, les immigrants comprenaient aussi des épouses de guerre. Un grand nombre venaient de Grande-Bretagne, mais il y en avait quelques-unes d'autres pays où étaient passés les soldats canadiens. Le gouvernement canadien enregistra comme épouses de guerre 1 886 Hollandaises, 649 Belges et 100 Françaises, dont le voyage au Canada fut payé[20].

En 1947, la Loi sur l'immigration chinoise fut abrogée, et les Chinois furent autorisés à parrainer les épouses et les enfants mineurs. Il commença à être possible, dans une mesure limitée, d'établir des familles au Canada. Toutefois, les enfants majeurs ne pouvaient toujours pas être admis, et il n'était pas possible de faire venir des membres de la parenté autres que les très proches parents.

TABLEAU 8

Population immigrante[1] par lieu de naissance et par sexe, selon la période d'immigration, Canada 1981

Lieu de naissance et sexe		*Total*	*Période d'immigration*						
			Avant 1945	*1945-1954*	*1955-1964*	*1965-1969*	*1970-1974*	*1975-1977*	*1978-1981[2]*
Population immigrante	t	3 843 335	544 135	676 810	767 455	591 835	576 870	346 850	339 375
	h	1 897 555	247 530	350 255	380 900	299 785	286 725	167 380	164 980
	f	1 945 780	296 605	326 560	386 555	292 060	290 145	179 465	174 390
Europe :	t	2 563 235	426 030	625 990	658 910	395 375	237 815	118 415	100 705
	h	1 281 740	197 280	324 200	330 515	202 870	118 100	59 210	49 565
	f	1 281 495	228 750	301 790	328 400	192 505	119 720	59 200	51 140
Royaume-Uni		878 985	224 195	174 675	169 560	136 115	80 395	52 095	41 945
Italie		384 780	11 855	84 380	167 755	85 185	22 660	7 445	5 500
Allemagne de l'Ouest		155 265	7 710	53 095	57 225	18 285	8 820	5 365	4 770
Allemagne de l'Est		34 115	2 745	15 015	12 455	2 500	700	365	345
Pologne		148 540	47 195	55 090	23 300	8 765	6 585	3 480	4 130
Autres Europe		961 555	132 330	243 745	228 620	144 525	118 655	49 665	44 015
É.-U.	t	301 525	100 695	18 795	33 240	39 460	55 015	27 610	26 705
	h	133 280	40 890	8 120	14 760	18 980	26 165	12 740	11 620
	f	168 245	59 800	10 680	18 480	20 475	28 850	14 870	15 085
Amérique centrale	t	106 855	1 275	2 955	7 960	12 670	35 035	26 760	20 200
et Amérique du Sud	h	51 455	595	1 395	3 535	6 070	17 435	12 915	9 515
	f	55 400	680	1 570	4 430	6 600	17 595	13 845	10 68

TABLEAU 8 (suite)

Lieu de naissance et sexe		*Total*	*Période d'immigration* *Avant 1945*	*1945-1954*	*1955-1964*	*1965-1969*	*1970-1974*	*1975-1977*	*1978-1981*[2]
Antilles	t	171,435	1,435	3,445	12,205	35,000	62,420	34,985	21,940
	h	77,005	720	1,770	5,195	15,715	27,970	16,015	9,630
	f	94,425	715	1,670	7,010	19,285	34,450	18,975	12,310
Asie du Sud-Est	t	152,165	245	1,360	3,020	11,545	31,190	27,230	77,580
	h	74,505	130	710	1,295	4,505	14,335	13,055	40,485
	f	77,660	110	655	1,735	7,040	16,850	14,180	37,090
Autres Asie	t	388,635	8,425	15,815	32,595	67,015	112,100	81,535	71,155
	h	198,740	5,290	9,800	15,870	35,475	60,300	38,105	33,900
	f	189,895	3,130	6,010	16,730	31,540	51,805	43,430	37,255
Afrique	t	101,745	1,030	1,650	12,515	19,995	30,490	21,730	14,335
	h	53,310	480	885	6,470	10,900	16,235	11,095	7,235
	f	48,440	550	765	6,040	9,100	14,255	10,635	7,100
Océanie	t	32,995	925	2,115	3,795	7,095	8,345	5,825	4,895
	h	16,395	435	1,190	1,790	3,650	4,095	3,000	2,245
	f	16,600	495	930	2,005	3,445	4,250	2,825	2,650
Autres pays et régions	t	24,745	4,075	4,680	3,205	3,690	4,465	2,755	1,865
	h	11,120	1,700	2,185	1,470	1,625	2,100	1,250	780
	f	13,625	2,375	2,495	1,735	2,070	2,360	1,510	1,080

1. Ne comprend pas les détenus.
2. Les cinq premiers mois de 1981 seulement.

SOURCE : Recensement du Canada, 1981. NOTE : t = total; h = hommes; f = femmes.

Après quelques années, alors que s'accentuait l'immigration encouragée par l'expansion économique du Canada, nombre des phénomènes qui s'étaient produits durant les vagues d'immigration antérieures se manifestèrent à nouveau. Les parents éloignés, par exemple, jouaient le même rôle chez les immigrants italiens du sud de l'Italie à Toronto à la fin des années 1940 et au début des années 1950 qu'ils avaient joué chez les Européens de l'Est cinquante ans plus tôt :

> Le processus de migration rassemblait fréquemment plusieurs membres d'une même famille pour rendre possible l'émigration d'une personne en particulier. Un oncle à Toronto pouvait être le «parrain» et s'occuper d'obtenir les documents nécessaires auprès de l'administration, tandis qu'un second oncle à Chicago prêtait au neveu l'argent pour le voyage, et qu'un troisième au village s'informait auprès des beaux-parents à Toronto pour voir s'il y avait un emploi vacant. Si l'immigrant était marié, les contraintes financières l'obligeaient habituellement à partir sans sa famille pendant un an ou deux jusqu'à ce qu'il puisse la faire venir. Dans ce cas, la subsistance de la femme et des enfants de l'immigrant était assurée par les hommes de sa famille, les frères plus jeunes et non mariés assumant la responsabilité de leur protection. Les femmes apportaient le soutien affectif et ménager à sa femme et à ses enfants.
>
> Si un membre de la parenté partait en même temps que lui pour Toronto, le migrant cherchait à le voir, afin que tous deux puissent se soutenir mutuellement durant la migration. Pareillement, quand sa femme serait capable d'aller le rejoindre, il était impératif qu'un parent l'accompagne[21].

La pension de famille réapparut également comme moyen d'augmenter le revenu familial et en même temps d'aider les immigrants célibataires, le temps qu'ils puissent faire venir leurs familles.

En général, en raison du dynamisme de l'économie et aussi du Règlement de l'immigration qui encourageait la réunification des familles, il était possible de faire venir les épouses et les enfants ou les fiancées plus rapidement qu'au cours des premières vagues d'immigration. En fait, dans le cas des Européens, les parents moins immédiats pouvaient souvent être parrainés également, étant donné que les catégories considérées comme admissibles étaient élargies de temps à autre et que des distinctions étaient établies entre les pays; les Européens du sud en particulier pouvaient ainsi reconstituer leur parenté au Canada.

Les immigrantes entrèrent dans la population active à peu près dans la même proportion qu'au cours des années 1920. Le fait que les femmes, notamment les femmes mariées, avaient travaillé durant la guerre avait donné de la respectabilité au travail à l'extérieur du foyer; les pénuries de

main-d'œuvre des années 1950 et 1960 avaient créé des possibilités. Comme auparavant, des femmes travaillaient dans des entreprises familiales; certaines ont mis sur pied des industries artisanales : tricot, crochet, frivolité et broderie; d'autres devenaient employées de maison ou travaillaient dans les usines. Quand elles avaient des enfants, elles se retiraient du marché du travail, temporairement ou bien définitivement.

Dans de nombreux cas, elles considéraient, comme celles qui les avaient précédées, que leur travail était une contribution au soutien de la famille. Elles se donnaient parfois un objectif précis, comme celui d'accumuler le montant initial à verser pour l'achat d'une maison ou finir de rembourser l'hypothèque; parfois, elles travaillaient parce que leurs maris étaient en chômage. Mais comme cela s'était produit chez les premiers immigrants, la capacité de gagner de l'argent et l'idéologie nord-américaine ont amené les femmes à affirmer une plus grande égalité par rapport à leurs maris dans les prises de décision.

Les rapports entre parents et enfants ont également changé. Pour les parents d'Europe ou d'Asie, la famille canadienne composée de personnes d'origine britannique apparaissait froide et dépourvue d'émotivité, caractérisée par l'absence de marques d'affection comme les baisers et les étreintes et inutilement permissive, les châtiments corporels étant réduits au minimum. Les parents immigrants s'efforçaient de conserver leurs valeurs traditionnelles. Il était toutefois fréquent que ces derniers travaillent pendant de longues heures et parfois à plusieurs emplois, ce qui leur laissait peu de temps pour s'occuper de leurs enfants. Des contacts étaient inévitables avec les membres des autres groupes ethniques, ce qui débouchait sur des fréquentations, une cour assidue et le mariage à l'extérieur du groupe ethnique. La rébellion des enfants menait à un conflit, mais avec le temps les jeunes acquirent une égalité et une indépendance plus grandes.

Au cours des deux dernières décennies, la réunification des familles a continué d'être un principe de base de la politique d'immigration. En vertu du système en neuf points présenté en 1967, ceux qui ne peuvent pas accumuler assez de points pour être admis au Canada à titre d'immigrants indépendants sont néanmoins capables de venir parce qu'ils ont des parents déjà au pays prêts à s'en porter garants pendant une période déterminée. Aux termes de la *Loi sur l'immigration* de 1976, ceux qui parrainent des proches parents ou des immigrants de la catégorie de la famille doivent s'engager à leur fournir l'hébergement et à s'occuper d'eux pendant dix ans; les parrains de parents moins proches, admissibles à titre de parents assistés, doivent prendre le même engagement pour une durée de cinq ans. Même si un parent au Canada refuse ou n'est pas capable d'aider un immigrant à s'établir lui-même, l'immigrant reçoit des points pour obtenir le total nécessaire à son admission.

Au Canada, beaucoup d'immigrants s'installent d'abord chez des parents, dans le même quartier ou au moins dans la même ville. Ils conservent ainsi certains liens familiaux dans le pays d'adoption. À Edmonton, en 1965, chez

les familles immigrantes d'origines britannique, allemande, italienne et ukrainienne, entre la moitié et plus des trois-quarts des familles qui n'avaient pas leurs propres logis habitaient chez des parents[22]. Au début des années 1970, on a constaté chez les Portugais de Montréal que l'immigration avait amené une baisse d'intensité de la vie familiale et une diminution des contacts avec les parents éloignés, mais à l'extérieur du Québec la majorité des familles avaient des parents près de chez eux; beaucoup d'entre elles profitaient de leurs vacances pour rendre visite à leur parenté dans les autres provinces canadiennes ou aux États-Unis[23].

Au cours des premières années, les contacts avec la parenté dans le pays d'origine demeurent fréquents. Anderson et Higgs, qui ont étudié les Canadiens portugais il y a une vingtaine d'années après le commencement de l'immigration des Portugais, citaient une étude faite à Montréal selon laquelle «plus de la moitié des familles correspondent toutes les semaines ou toutes les deux semaines[24]». Une forme particulière de communication, le transfert régulier d'argent à la famille de l'immigrant, a été d'une grande importance économique pour les familles dans beaucoup de pays d'Europe et d'Asie. L'argent a été utilisé pour rembourser des dettes, acheter une terre, construire des maisons et constituer des dots. L'expansion des voyages aériens a fait en sorte que les visites périodiques contribuent également au maintien des liens familiaux.

Toutefois, la structure de la famille caractéristique du pays d'origine n'a aucunement été reconstituée au Canada. Au cours des 25 dernières années, des tendances notables sont apparues dans la famille canadienne. Les épouses tout comme les maris travaillent à l'extérieur du foyer et participent aux décisions concernant la famille, bien qu'elles continuent à faire seules presque tous les travaux ménagers. Les enfants sont peu nombreux, ordinairement un ou deux, et les naissances sont peu espacés. Les ménages sont généralement limités à la famille nucléaire constituée par les parents et les enfants. Les divorces, en particulier depuis la *Loi sur le divorce* de 1968, et la séparation sont relativement fréquents et socialement acceptables. Les familles monoparentales augmentent en nombre.

Un grand nombre d'immigrants de l'après-guerre sont en fait issus de milieux urbains et industriels et sont habitués à une famille de ce type. Ceux qui viennent d'autres horizons ont dû s'adapter à la société moins familiale où ils se sont trouvés. Par exemple, le travail des femmes mariées, même après la naissance des enfants, a été accepté comme une nécessité même si cela n'est pas considéré comme idéal, et le gain d'un revenu a permis aux femmes de participer davantage à la prise des décisions au sein de la famille. Chez les immigrants polonais de l'après-guerre à Toronto en 1970, par exemple,

> parmi les pères, 72,2 p. 100 participaient à toutes les décisions importantes (achat d'une maison ou d'une automobile, changement d'emploi) avec leurs femmes et les autres (27,8 p. 100) faisaient

> participer l'ensemble de la famille à ces décisions. Les pères ne détiennent plus seuls la responsabilité de décider au sujet de l'éducation de leurs enfants. Dans 58,3 p. 100 des cas, les deux parents ont décidé, tandis que dans 35 p. 100 des cas, on confiait aux enfants la responsabilité de cette décision. Dans les 6,7 p. 100 des cas restants, la décision a été le fruit d'un accord mutuel entre les parents et les enfants[25].

Chez les Sud-Asiatiques,

> les hommes ont été peu empressés à se charger des tâches ménagères, mais ils se sont montrés plus souples au sujet de la participation de leurs femmes à la prise de décision. Par exemple, ce sont souvent les femmes qui s'occupent des finances courantes du ménage et il y a habituellement une consultation entre mari et femme avant les achats importants. De longues discussions entre mari et femme au sujet de la planification familiale sont également courantes[26].

La taille de la famille a diminué dans la plupart des groupes. Chez la majorité d'entre eux, le nombre idéal d'enfants est de deux ou trois au plus et c'est souvent la taille effective de la famille. La planification familiale est devenue acceptée, même chez ceux dont la religion condamne la limitation des naissances par des moyens artificiels. La diminution de la taille de la famille est souvent liée au désir de faire acquérir une solide instruction aux enfants. Il est notable, toutefois, que même les hutterites totalement ruraux, qui croient à une éducation surveillée, connaissent depuis la fin des années 1960 une baisse de leur taux de natalité en raison des changements structurels survenus dans la société hutterite, en particulier dans la division du travail[27].

Plusieurs groupes ont essayé de reconstituer la famille éloignée au Canada, mais peu ont réussi. Certaines familles ont conservé la tradition de prendre soin des parents âgés, notamment la famille sud-asiatique[28], mais dans la plupart des cas, on commence à utiliser des foyers et des résidences pour personnes âgées et des maisons de soins infirmiers. Dans leur pays, les membres de la famille prenaient soin des personnes âgées chez eux; dans le pays d'adoptions certaines personnes n'avaient aucun parent pour s'occuper d'eux, ou bien les membres de leur parenté se sentaient incapables ou refusaient de prendre soin d'eux dans leur domicile. Il y avait également les personnes âgées vivant dans la pauvreté, tributaires des pensions gouvernementales qui, même si elles se sont améliorées avec le temps, n'ont jamais été bien substantielles. Faire entrer ces personnes dans des résidences pour personnes âgées ou des foyers de soins infirmiers était considéré auparavant comme une honte pour leur parenté et la communauté ethnique. Maintenant cela devient accepté. Mais les personnes qui ont immigré à un âge avancé ne connaissaient pas toujours la langue et les coutumes de ceux qui les entouraient, ou se sentaient aliénées par ce qui semblait froid et

formel dans les institutions canadiennes pour le grand public. La communauté ethnique a donc pris la responsabilité de lever des fonds et d'exploiter des foyers pour prendre soin de ces personnes. Les foyers dirigés par les groupes ethniques ont été capables de s'adapter à leurs clients.

> La simple question de l'alcool est un exemple patent. À l'intérieur des foyers pour personnes âgées exploités par la communauté urbaine de Toronto, un résident doit obtenir une permission spéciale pour boire une petite quantité de sa propre bouteille de spiritueux, qui est gardée soigneusement sous clé dans les buffets de l'infirmerie. Mais la Villa Colombo [italien] possède une cave à vins, et Baycrest [juif] suit la tradition du vin avec modération au repas du sabbat[29].

La levée de fonds pour un foyer pour personnes âgées au sein de la communauté ethnique est devenue parfois un moyen de faire étal de la réussite de certains membres ou de l'ensemble du groupe ethnique. Dans ces cas, les besoins des personnes âgées peuvent être subordonnés à d'autres intérêts.

Certains groupes se sont préoccupés très tôt de la situation des personnes âgées. Chez les Islandais, par exemple, les Dames auxiliaires de la Première église luthérienne islandaise à Winnipeg ont étudié la nécessité d'aménager un foyer pour les personnes âgées en 1901 et commencé à mettre de l'argent de côté pour ce foyer en 1906[30]. Mais c'est depuis les années 1950 que les institutions se sont multipliées : les juifs ont le Maimonides à Montréal, le Baycrest Centre à Toronto, et le Jewish Home for the Aged à Vancouver; les Italiens possèdent la Villa Colombo à Toronto; les Chinois, la Mon Sheung Foundation à Toronto et la Oi Kwan Foundation à Calgary; les Polonais ont des foyers pour leurs compatriotes âgés à Montréal, à Toronto, à Winnipeg, à Edmonton et à Vancouver. Beaucoup d'autres groupes possèdent aussi des résidences spéciales pour personnes âgées. Ces foyers et résidences reçoivent évidemment des subventions publiques.

Le problème des soins à donner aux personnes âgées varie d'un groupe à un autre, selon la proportion de la population se situant dans les catégories les plus âgées, la richesse du groupe et ses caractéristiques linguistiques et culturelles, lesquelles influent sur le caractère satisfaisant des institutions publiques pour les membres âgés des groupes. En 1971, parmi les autres groupes ethniques, les groupes russe, juif, scandinave, hongrois et ukrainien, dans cet ordre, comptaient la proportion la plus élevée de personnes de 65 ans ou plus; les Italiens, les Hollandais et les Asiatiques avaient les proportions les plus faibles[31]. Le vieillissement de la population s'explique par une faible fécondité, une mortalité également faible et une baisse de l'immigration.

Le changement le plus important, toutefois, est le mariage entre personnes de groupes différents, la population canadienne devenant de plus en plus multiethnique. La plupart des immigrants de la première génération se sont

opposés à ces mariages, considérant que la sauvegarde de leur langue et de leur culture exige de se marier à l'intérieur du groupe. La vigueur de l'opposition à ces unions a été différente d'un groupe ethnique à un autre et d'une époque et d'une génération à une autre. Les Canadiens japonais, par exemple, y étaient naguère vigoureusement opposés, mais après les événements désastreux des années 1940 leurs opinions ont différé. Certains ont commencé à encourager le mariage avec une personne d'un autre groupe, le considérant essentiel à une assimilation complète, d'autres s'y opposèrent pour le moment, car cela risquait de causer des difficultés aux enfants issus d'une union exogame, et d'autres encore s'y opposaient d'une façon générale, car cela «entacherait la pureté du sang japonais[32]». Dans une enquête effectuée à Thunder Bay en 1969, on a constaté que dans un échantillon de 450 immigrants, 73 p. 100 des Grecs, 52 p. 100 des Slovaques et 11 p. 100 des Hollandais étaient fermement opposés au mariage de leurs fils à quelqu'un de l'extérieur de leur groupe[33]. Dans une autre enquête auprès des groupes ethniques de l'agglomération de Toronto, effectuée entre 1977 et 1979, on a constaté que, sur neuf groupes — allemand, italien, juif, ukrainien, anglais, «canadien de la majorité», chinois, portugais et antillais —, seuls les juifs considéraient comme très important de se marier à l'intérieur du groupe; les Ukrainiens des première et deuxième générations, mais non ceux de la troisième, donnaient une importance modérée à l'endogamie[34].

L'attitude des juifs à l'égard de ces mariages est fondée sur la crainte de voir disparaître la communauté juive. Le mariage hors du groupe risque non seulement de couper toute une file de descendants de la population juive dans l'avenir, mais il peut affaiblir la norme d'endogamie et mener ainsi à d'autres mariages à l'extérieur du groupe. En outre, le judaïsme étant une religion liée fortement à l'origine ethnique, même si le conjoint non juif se convertit, il (ou elle) est moins considéré qu'un «vrai» juif[35].

Certains mariages exogames sont plus acceptables que d'autres. Ceux qui sont contractés entre groupes culturellement similaires ou de même religion sont souvent acceptés avec résignation. À Thunder Bay, 56 p. 100 seulement des Grecs, 1 p. 100 des Slovaques et 6 p. 100 des Hollandais de l'échantillon s'opposaient absolument à ce que leurs enfants se marient à l'extérieur de leur groupe ethnique mais en conservant la même religion[36]. Par contre, Anderson et Driedger ont établi que dans les communautés rurales de la Saskatchewan auprès desquelles ils ont effectué une étude, 44,4 p. 100 des hutterites, des mennonites, des Scandinaves, des Français, des Allemands catholiques, des Ukrainiens orthodoxes, des Ukrainiens catholiques, des Polonais et des doukhobors dans leur échantillon s'opposaient aux mariages de personnes de groupes ethniques différents, mais 69,8 p. 100 s'opposaient aux mariages entre personnes de religions différentes[37].

Les mariages entre membres du groupe dominant et membres d'autres groupes ethniques sont quelquefois considérés comme étant plus acceptables, et les jeunes gens du groupe dominant sont parfois attirés par ce qu'ils voient comme une plus grande chaleur au sein du cercle familial ou une soumission de la part des épouses au sein des autres groupes ethniques. En tout cas, le

nombre des Canadiens d'origine britannique est si élevé que beaucoup d'immigrants ou d'enfants d'immigrants d'autres origines se sont mariés à des membres du groupe d'origine britannique.

Il est presque inévitable que les taux d'exogamie soient relativement élevés, même pour les membres de la génération des immigrants. À Montréal durant les années 1960, dans un échantillon d'Italiens, 13 p. 100 des immigrants avaient épousé des personnes n'étant pas d'ascendance italienne, et 76 p. 100 de ceux qui étaient nés au Canada s'étaient mariés à des personnes d'un autre groupe[38]. Chez les Polonais, en 1951, 44,3 p. 100 des mariages des hommes et 43,3 p. 100 des mariages des femmes, et en 1961, 51 p. 100 des mariages des hommes et 46,9 des mariages des femmes étaient exogames[39]. Au Canada, en 1971, 24 p. 100 de tous les chefs de famille avaient contracté des mariages exogames, dont 80,9 p. 100 des Scandinaves, 75,9 p. 100 des Polonais, 74,2 p. 100 des Hongrois, 73,1 p. 100 des Hollandais, 69,6 p. 100 des Italiens, 67,1 p. 100 des Allemands, 59 p. 100 des Russes, et 55 p. 100 des Ukrainiens[40].

Le groupe juif au Canada a conservé son faible taux d'exogamie. En 1971, 90 p. 100 des maris juifs avaient épousé des juives. Toutefois, depuis le milieu des années 1960, le taux de mariages avec des personnes des autres groupes a augmenté d'environ 1 p. 100 par année. Le taux aux États-Unis, qui s'est également accru depuis le milieu des années 1960, est de près du double de celui qui est enregistré au Canada[41].

Chez les «minorités visibles» l'exogamie existe depuis longtemps, en dépit des préjugés et de la discrimination. À l'heure actuelle, il semble augmenter. Les Pakistanais sont entrés au Canada surtout depuis 1967 et pourtant, dès 1971, on constatait que 20 p. 100 d'entre eux avaient épousé des Britanniques, des Canadiennes, des Américaines et des Européennes[42]. Chez les Japonais du sud de l'Alberta, l'exogamie, dont les taux étaient négligeables au début des années 1950, est passée à 71,4 p. 100 à Taber et à 82 p. 100 à Lethbridge entre 1970 et 1974; on l'évaluait à près de 60 p. 100 à Vancouver et à 70 p. 100 à Toronto[43]. Chez les sansei, la troisième génération japonaise au Canada, le taux d'exogamie se situe entre 85 et 90 p. 100. Il est courant que tous les enfants des familles japonaises nombreuses soient mariés à des personnes d'origines européennes. Il y a également beaucoup de mariages mixtes entre Noirs et Blancs.

Incluse pour la première fois dans le recensement de 1981, la déclaration des multiples origines ethniques donne une bonne indication de l'acceptation des mariages interethniques en tant que nouvelle réalité de la vie au Canada, ainsi que d'une attitude plus égalitaire à l'égard des hommes et des femmes. Au total, 1 838 615 personnes, soit près de 8 p. 100 de la population, ont donné plus d'une origine. Le Yukon et les quatre provinces de l'Ouest avaient les proportions les plus élevées d'origines multiples.

Un grand nombre de groupes ethniques ont considéré la famille comme le rempart de leur identité ethnique. Ils ont compté sur elle pour assurer la transmission de leur langue et de leur culture aux générations futures. Toutefois, comme la famille subit des changements profonds au Canada sous

l'influence de la nouvelle situation économique et sociale, elle ne sera pas en mesure de s'acquitter de sa mission comme auparavant.

NOTES

1. Kosa, *Land of Choice: The Hungarians in Canada*, p. 15.
2. Franc Sturino, «The Role of Women in Italian Immigration to the New World» dans *Looking into My Sister's Eyes*, édité par Burnet, p. 22 et 23.
3. Warren E. Kalbach, *The Impact of Immigration on Canada's Population*, Ottawa, Bureau fédéral de la statistique, 1970, p. 46.
4. Marusia K. Petryshyn, «The Changing Status of Ukrainian Women in Canada» dans *Realities: Social Trends among Ukrainian Canadians*, édité par Petryshyn, p. 196;
   Varpu Lindström-Best, «Tailor-Maid: the Finnish Immigrant Community of Toronto before the First World War», dans *Gathering Place: Peoples and Neighbourhoods of Toronto*, 1834-1945, édité par Robert F. Harney, Toronto, Multicultural History Society of Ontario, 1985, p. 205-238.
5. Adachi, *The Enemy That Never Was*, p. 89-91; Chimbos, *The Canadian Odyssey*, p. 27.
6. Vladimir J. Kaye, et Frances Swyripa, «Settlement and Colonization» dans *A Heritage in Transition*, édité par Lupul, p. 44.
7. Charles H. Young, *The Ukrainian Canadians: A Study in Assimilation*, Toronto, Thomas Nelson and Sons, 1931, p. 155 et 156. Les observations de Young sont celles d'un Canadien anglais, mais son commentaire au sujet des femmes battues est cité par Kostash, *All of Baba's Children*, p. 164; voir également Helen Potrebenko, *No Streets of Gold: A Social History of Ukrainians in Alberta*, New Star Books, Vancouver, 1977, p. 17.
8. Jorgen Dahlie, «Scandinavian Experiences on the Prairies, 1890-1920: The Frederiksens of Nokomis» dans *The Settlement of the West*, édité par Howard Palmer, Comprint Publishing Company, Calgary, 1977, p. 109.
9. Bradwin, *The Bunkhouse Man*, p. 134.
10. Turek, *Poles in Manitoba*, p. 110 et 111.
11. James S. Woodsworth, *Strangers Within Our Gates or Coming Canadians*, première édition, 1909; réédition, University of Toronto Press, Toronto, 1972, p. 217.
12. *Ibid.*, p. 127.
13. Robert F. Harney, «Boarding and Belonging: Thoughts on Sojourners Institutions» dans *Urban History Review-Revue d'histoire urbaine*, vol. 2, 1978, p. 8-37.
14. J. Mezaks, manuscrit inédit sur l'histoire des Lettons au Canada.
15. Lillian Petroff, «Contributors to Ethnic Cohesion: Macedonian Women in Toronto to 1940» dans *Looking into My Sister's Eyes*, édité par Burnet, p. 126 et 127.
16. *Ibid.*, p. 135.
17. Dreisziger, *Struggle and Hope*, p. 148.

18. Apolonia Kojder, «Women and the Polish Alliance» dans *Looking into My Sister's Eyes*, édité par Burnet, p. 103.
19. Mark Boekelman, «The Letters of Jane Aberson. Everyday Life on the Prairies during the Depression: How Immigration Turns Conservatives into Social Democrats» dans *Dutch Immigration to North America*, édité par Herman Ganzevoort et Mark Boekelman, Multicultural History Society of Ontario, Toronto, 1983, p. 129.
20. Michiel Horn, «Canadian Soldiers and Dutch Women after the Second World War», *ibid.*, p. 192.
21. Franc Sturino, «Family and Kin Cohesion among South Italian Immigrants in Toronto» dans *The Italian Immigrant Woman in North America*, édité par Caroli, Harney et Tomasi, p. 294.
22. Charles W. Hobart, «Italian Immigrants in Edmonton: Adjustment and Integration» rapport de recherche inédit préparé pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, vol. 1, p. 80-82.
23. Grace M. Anderson, et David Higgs, *A Future to Inherit: The Portuguese Communities of Canada*, McClelland and Stewart, Toronto, 1976, p. 130 et 131.
24. *Ibid*, p. 128.
25. Henry Radecki, «The Polish-Canadian Family: A Study in Historical and Contemporary Perspectives» dans *Canadian Families: Ethnic Variations*, édité par Ishwaran, p. 51.
26. Buchignani et Indra, *Continuous Journey*, p. 156.
27. Karl A. Peter, «The Decline of Hutterite Population Growth», dans *Canadian Ethnic Studies*, vol. 12, n° 3, 1980, p. 97-110.
28. Buchignani et Indra, *Continuous Journey*, p. 155.
29. Albert Rose, «The Jewish Elderly: Behind the Myths» dans *The Canadian Jewish Mosaic*, édité par Weinfeld, Shaffir et Cotler, p. 203.
30. Walter J. Lindal, *The Icelanders in Canada*, National Publishers, Ottawa, 1967, p. 304.
31. Kalbach et McVey, *The Demographic Bases of Canadian Society*, p. 212.
32. E.D. Wangenheim, «The Social Organization of the Japanese Community in Toronto — a Product of Crisis», thèse de maîtrise, Université de Toronto, 1956, p. 52.
33. Peter D. Chimbos, «Immigrants' Attitudes toward their Children's Inter-Ethnic Marriages in a Canadian Community» dans *International Migration Review*, vol. 5, n° 1, 1978, p. 8.
34. Wsevolod W. Isajiw, *Ethnic Identity Retention*, document n° 5 sur le pluralisme ethnique, Centre for Urban and Community Studies, Université de Toronto, Toronto, 1981, p. 60, 80-82.
35. Morton Weinfeld, «Intermarriage: Agony and Adaptation» dans *The Canadian Jewish Mosaic*, édité par Weinfeld, Shaffir et Cotler, p. 366.
36. Chimbos, «Immigrants'Attitudes toward their Children's Inter-Ethnic Marriages», p. 11.

37. Alan Anderson et Leo Driedger, «The Mennonite Family: Culture and Kin in Rural Saskatchewan» dans *Canadian Families: Ethnic Variations*, édité par Ishwaran, p. 172-174.
38. Jeremy Boissevain, *The Italians of Montreal: Social Adjustment in a Plural Society*, études de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, vol. 7, Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1970, p. 41.
39. Radecki, *A Member of a Distinguished Family*, p. 155.
40. Alan B. Anderson et James S. Frideres, *Ethnicity in Canada: Theoretical Perspectives*, Butterworths, Toronto, 1981, p. 125.
41. Morton Weinfeld, «A Note on Comparing Canadian and American Jewry» dans *The Journal of Ethnic Studies*, vol. 5, n^{o} 1, 1977, p. 96-98.
42. Hugh Johnston, *The East Indians in Canada*, Canadian Historical Association, Ottawa, 1984, p. 19.
43. Gordon Hirabayashi, «Japanese Heritage, Canadian Experience» dans Harold Coward et Leslie Kawamura, éd., *Relion and Ethnicity*, Wilfred Laurier University Press, Waterloo (Ontario), 1977, p. 63-66.

CHAPITRE SIX

L'éducation

Les valeurs fondamentales d'une société sont transmises par l'école. Le système d'éducation canadien s'est donc vu confier tout naturellement la tâche d'éduquer les enfants pour qu'ils se conforment aux structures de comportement que la majorité des gens trouvent acceptables. Les colonisateurs français et britanniques, qui ont été les premiers à peupler le Canada, ont mis en place des systèmes scolaires dont l'objectif était évidemment de transmettre les valeurs qu'ils jugeaient importantes. À mesure que les autres groupes d'immigrants commencèrent à arriver, les nouveaux venus ont été contraints de choisir s'ils voulaient se conformer aux valeurs dominantes canadiennes-françaises ou canadiennes-anglaises exprimées dans le système scolaire et dans quelle mesure ils voulaient le faire.

La politique canadienne en matière d'éducation à l'égard des groupes ethniques a évolué avec les années, reflétant les changements survenus dans les idées prédominantes sur l'identité canadienne et les différences dans l'évolution historique et la composition ethnique de chaque province[1]. En vertu de la Constitution du Canada, l'éducation est du ressort des provinces. Par conséquent, chaque province a formulé sa propre politique en matière d'éducation à l'égard des groupes ethniques. Les grandes différences en ce qui concerne les concentrations ethniques entre les diverses régions du Canada se sont reflétées dans les questions relatives à l'éducation. La «question scolaire» juive, par exemple, s'est posée au Québec en raison du grand nombre de juifs vivant à Montréal et de la dualité anglaise et française incorporée dans un système scolaire confessionnel protestant et catholique. Pareillement, en Nouvelle-Écosse et en Ontario, la question de savoir si les Noirs devaient avoir ou non des écoles séparées ou être intégrés dans les écoles blanches a fait l'objet d'un débat pendant tout le XIX^{e} siècle et jusqu'au XX^{e} siècle, parce que la vaste majorité des Noirs du pays étaient établis dans ces deux provinces. Dans les Prairies, la présence des minorités religieuses comme les mennonites, les doukhobors et les hutterites, qui étaient venus au Canada expressément pour sauvegarder leur identité et à qui

le gouvernement fédéral avait promis une certaine autonomie sur le plan de l'éducation, a suscité des conflits pendant des décennies, tout comme la présence d'immigrants ukrainiens, qui étaient aussi déterminés à conserver leur langue et leur culture que les autorités de l'éducation à vouloir les assimiler[2]. La Colombie-Britannique a eu à affronter une situation très particulière du fait que plus de 90 p. 100 des immigrants asiatiques qui vinrent au Canada à la fin du XIX[e] et au début du XX[e] siècles se sont fixés dans cette province, et la Colombie-Britannique a eu surtout à résoudre les difficiles problèmes soulevés par l'éducation des enfants doukhobors.

Dans le domaine de l'éducation, les pressions visant à amener les groupes ethniques à se conformer à la norme préexistante ont été fortes[3]. Deux facteurs importants ont compliqué cette tendance générale. Dans certaines régions du pays, comme le Manitoba, la présence d'une minorité canadienne-française numériquement importante, historiquement puissante et protégée par la Constitution, a rendu difficile pour la majorité canadienne-anglaise d'imposer sa langue et sa culture à tous les autres groupes ethniques. Les minorités raciales dans tout le pays ont également compliqué le problème : les idées prédominantes sur les différences raciales en ont amené plusieurs à considérer l'assimilation des groupes raciaux, tels les Noirs ou les Asiatiques, comme étant impossible et non souhaitable.

Avant la Seconde Guerre mondiale, à part ces deux exceptions, les Canadiens souhaitaient que les immigrants s'assimilent à la société canadienne-anglaise ou à la société canadienne-française, et les autorités de l'éducation conçurent les systèmes scolaires de façon à y parvenir. Elles se demandaient bien si les immigrants pourraient abandonner leurs vieilles coutumes, mais elles étaient convaincues que les enfants des immigrants pouvaient et devaient être éduqués de façon à se conformer aux schèmes prédominants.

DE LA CONFÉDÉRATION À 1914

L'Acte de l'Amérique du Nord britannique garantissait le droit des protestants au Québec et des catholiques dans certaines autres provinces d'avoir des écoles distinctes ou séparées, mais il ne stipulait pas une approche uniforme quant aux normes en matière d'éducation et au programme d'études. Les droits linguistiques n'étaient pas clairement définis, et la langue d'enseignement dans les écoles donna lieu à une vive controverse. La question qui touchait principalement les Canadiens français à l'extérieur du Québec devint liée inextricablement aux problèmes relatifs à l'instruction offerte aux immigrants et aux groupes ethniques qui n'étaient pas anglophones.

Les provinces des Prairies

Les provinces des Prairies reçurent de loin le plus grand nombre d'immigrants non britanniques entre la Confédération et la Première Guerre mondiale. Étant donné qu'il s'agissait d'une nouvelle région où les gens essayaient de résoudre la question relative au type de société qui devait être établi, l'éducation devint un élément central du conflit politique. La question des droits de la langue française et celle des droits que devraient avoir d'autres langues devinrent inséparablement liées.

Les conflits ont évolué sensiblement de la même façon au Manitoba et dans les Territoires du Nord-Ouest, dont une partie allait devenir les provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan en 1905. Initialement, la forte présence des Canadiens français a entraîné l'établissement de systèmes scolaires divisés selon l'appartenance religieuse, catholique et protestante, ainsi que l'usage du français dans les cours de justice et à l'assemblée législative. Toutefois, durant les années 1870 et 1880, les colons anglophones surpassèrent rapidement en nombre les colons francophones : au Manitoba, par exemple, entre 1871 et 1891, la proportion de la population francophone fut réduite de la moitié au cinquième de la population totale. Au Manitoba comme dans les Territoires du Nord-Ouest, les nouveaux arrivants anglophones, venus principalement de l'Ontario, exercèrent des pressions pour que soit mis en place un système scolaire national unilingue sans égard à l'appartenance religieuse. Ils estimaient que tous les autres groupes ethniques, y compris les Canadiens français, devaient être assimilés pour que l'ouest du Canada devienne une société unifiée et cohésive. Dès lors, les questions de l'immigration et des droits linguistiques des groupes immigrants s'engrenèrent avec les questions des droits de la langue française et des écoles catholiques.

Au Manitoba, en dépit des garanties constitutionnelles, la majorité canadienne-anglaise élimina la langue française et la religion catholique du système scolaire public. Des pressions similaires furent exercées dans le même sens dans les Territoires du Nord-Ouest, mais l'absence de statut provincial et le maintien de l'administration d'Ottawa faisaient qu'il était plus difficile à l'assemblée législative de supprimer les garanties religieuses. Cela ne l'empêcha toutefois pas de bannir l'usage du français dans les cours de justice et à l'assemblée législative[4].

Par conséquent, quand les nouveaux immigrants commencèrent à déferler dans les provinces des Prairies dans les années 1890, la question de la langue avait été résolue en faveur de l'anglais, même si la question des écoles confessionnelles continuait à être débattue. L'idéologie culturelle prédominante dans les Prairies était que les nouveaux arrivants avaient l'obligation de se conformer aux valeurs et aux institutions déjà fixées de la société de la Colombie-Britannique.

Au centre de ce sentiment en faveur de l'assimilation se trouvait le système scolaire. L'assimilation des immigrants par l'école était considérée comme la réponse éventuelle à tous les problèmes sociaux et comme nécessaire pour l'intégration sociale et la démocratie, qui présupposaient un

électorat instruit. Entre les années 1890 et 1916, l'objectif prédominant des systèmes scolaires était d'inculquer les valeurs du nationalisme canadien-britannique, l'individualisme et l'éthique du travail protestants[5].

Entre 1896 et 1916, le Manitoba possédait la politique la plus généreuse envers les langues des nouveaux groupes d'immigrants à cause du compromis Laurier-Greenway. Ce compromis, intervenu en 1896 entre les gouvernements fédéral et manitobain, visait à résoudre les longues luttes juridiques et constitutionnelles au sujet de l'éducation française et catholique au Manitoba après la suppression des droits linguistiques et religieux en 1890. Aux termes du compromis, désigné par le nom du premier ministre du Canada et celui du Manitoba, les écoles bilingues étaient permises, et les langues autres que l'anglais pouvaient être utilisées comme langues d'enseignement chaque fois qu'il y avait dix élèves ayant le français ou une autre langue comme langue maternelle. Ce compromis avait été trouvé avant l'afflux massif des immigrants de l'Europe centrale et de l'Europe orientale et, bien qu'il y ait eu d'importantes minorités islandaise et mennonite au Manitoba, peu de gens prévoyaient que des groupes s'appuient sur cette disposition pour obtenir des écoles bilingues. Toutefois, des écoles bilingues allemandes, ukrainiennes et polonaises furent bientôt établies, et le gouvernement provincial mit sur pied des écoles de formation pour les enseignants non anglophones. Le gouvernement conservateur du premier ministre Roblin, qui vint au pouvoir en 1899, vit la nécessité d'en venir à un accommodement avec les électeurs des groupes ethniques, et Roblin se porta à l'appui des écoles bilingues[6].

Les mennonites les plus libéraux ou progressistes optèrent pour les écoles bilingues. Les mennonites se vouaient à une vie séparée du monde et croyaient que leur entente de 1874 avec le gouvernement fédéral leur donnait la liberté d'instruire leurs propres enfants, même si l'éducation était de compétence provinciale. De 1874 à 1883, ils avaient mis sur pied un réseau d'écoles privées, mais les mennonites progressifs furent attirés dans le système public par ses avantages financiers. Les mennonites conservateurs étaient fâchés d'avoir à payer des taxes pour les écoles publiques, et un grand nombre de mennonites furent rebutés par la loi adoptée en 1907 qui exigeait que l'Union Jack soit hissé chaque jour dans les écoles publiques. La langue n'était donc alors qu'un aspect d'une question extrêmement perturbante dans les communautés mennonites du Manitoba[7].

Les écoles bilingues firent l'objet de critiques croissantes au début du siècle de la part des dirigeants de l'opinion canadienne-anglaise, qui étaient convaincus qu'elles dispensaient un enseignement de qualité inférieure, qu'elles enseignaient mal l'anglais et que, d'une façon générale, elles empêchaient l'assimilation. John W. Dafoe, éditeur du *Manitoba Free Press*, menait l'attaque. Entre 1910 et 1914, son journal publia plus de 100 éditoriaux sur le sujet. Beaucoup d'autres Manitobains influents se joignirent à lui pour exiger la fin des écoles bilingues et la mise en place de lois scolaires obligatoires. L'opinion de Dafoe était sans ambiguïté : «Nous devons canadianiser cette génération de colons nés à l'étranger, sinon nous cesserons d'être un pays canadien dans le vrai sens du mot[8].»

La Saskatchewan et l'Alberta, bien qu'elles n'aient pas eu d'écoles bilingues, eurent à résoudre la question de l'intégration harmonieuse des immigrants non anglophones dans le système d'éducation. En Saskatchewan, des dispositions furent prises pour que l'enseignement dans les langues autres que l'anglais ou le français soit dispensé entre trois et quatre heures de l'après-midi. Le gouvernement libéral de la Saskatchewan, qui domina la politique provinciale à partir de 1905, essaya de recruter des appuis parmi les immigrants européens en défendant devant la critique le droit des immigrants à recevoir de tels cours. Mais la formation des maîtres était sporadique, et la raison donnée par les politiciens qui appuyaient ces cours était d'amener les enfants des immigrants dans l'école et de faciliter ainsi leur assimilation[9].

Il était possible en Alberta d'enseigner les langues autres que l'anglais ou le français après les heures d'école, mais le gouvernement ne prit aucune disposition pour former des enseignants dans ce but. En 1913, le ministère de l'Éducation de l'Alberta eut une dure confrontation avec les enseignants et les parents ukrainiens, quand le gouvernement empêcha des enseignants qualifiés d'origine ukrainienne venant de l'extérieur de la province d'enseigner dans les écoles situées dans les quartiers ukrainiens, à une époque où il n'y avait pas de maîtres ukrainiens compétents en Alberta. Le ministre de l'Éducation de l'Alberta prit une attitude ferme, faisant valoir qu'il ne voulait pas que se répète l'expérience du Manitoba : «C'est une province de langue anglaise... et tout garçon ou fille de l'Alberta doit recevoir une bonne éducation anglaise[10].»

Après le déclenchement de la Première Guerre mondiale, les dispositions qui existaient pour l'enseignement des langues autres que l'anglais et le français furent de plus en plus critiquées dans les Prairies. Pour beaucoup de Canadiens de l'Ouest durant la guerre, la loyauté et l'uniformité culturelle et linguistique étaient synonymes. Les langues comme l'ukrainien et l'allemand étaient désormais suspectes en raison de leur lien avec les pays ennemis. Dans cette atmosphère du temps de guerre, les gouvernements provinciaux promulguèrent des mesures pour assurer l'uniformité linguistique. Quand le gouvernement libéral vint au pouvoir au Manitoba en 1916, une de ses premières mesures fut d'abolir les écoles bilingues et d'imposer la fréquentation obligatoire de l'école. Pareillement, en 1918, le gouvernement de la Saskatchewan abolit la disposition permettant l'enseignement des langues autres que l'anglais ou le français dans les écoles.

En 1918, les dispositions relatives à l'enseignement des langues autres que le français ou l'anglais dans les provinces des Prairies avaient été éliminées. Le clergé catholique canadien-français s'était montré ambivalent envers les nouveaux arrivants d'Europe, les voyant parfois comme des alliés éventuels dans une lutte contre un monolithe anglo-protestant, mais d'autres fois craignant qu'avec autant de nouveaux groupes d'immigrants celui des Canadiens français ne perde son statut spécial et ne devienne simplement un groupe parmi les autres. En tout cas, le clergé franco-catholique n'avait plus

le pouvoir d'empêcher l'érosion de la langue française, sans parler des autres langues. Les nouveaux groupes d'immigrants, dont beaucoup étaient l'objet de suspicion en tant qu' «étrangers ennemis» et tous dépourvus de garanties constitutionnelles, demeuraient impuissants contre la volonté de la majorité de la société canadienne.

Au cours de la période de 1870 à 1918, la région des Prairies était passée d'une politique de bilinguisme anglais-français à un multilinguisme limité et ensuite à l'unilinguisme. Les Canadiens anglais étaient trop convaincus de la supériorité de leurs propres coutumes et de leur langue et trop préoccupés au sujet du niveau global de cohésion sociale dans une société de pionniers pour permettre une grande latitude aux langues des autres à l'intérieur du système scolaire, ou même dans les autres secteurs de la société.

Colombie-Britannique

Dans les provinces des Prairies, on estimait généralement que les immigrants de l'Europe orientale et de l'Europe centrale étaient ceux qui posaient les plus grandes difficultés aux autorités de l'éducation, mais en Colombie-Britannique le plus grand problème venait des immigrants chinois et japonais. Étant donné les attitudes dominantes en Colombie-Britannique à la fin du XIX^{e} et au début du XX^{e} siècles, les autorités de l'éducation ne voyaient pas le problème dans la façon de les assimiler : elles pensaient que les Chinois et les Japonais, en tant que non-Blancs, ne pouvaient ni ne devaient être assimilés. Des directions d'écoles ont livré une bataille prolongée avec les parents immigrants japonais et chinois pour interdire les écoles publiques aux enfants non-Blancs ou, au moins, les isoler dans leurs propres salles de classe.

La discrimination envers les Chinois comprenait la privation du droit de vote dans les élections aux conseils scolaires, et les parents chinois étaient souvent découragés d'envoyer leurs enfants aux écoles publiques. Ces enfants étaient peu nombreux, étant donné que seules quelques familles étaient établies, mais on les considérait comme une menace possible pour la moralité des enfants Blancs. Les tentatives pour isoler les enfants chinois commencèrent d'abord à Victoria en 1901. Les résidents du quartier de Rock Bay firent tenir une pétition aux administrateurs de l'école réclamant le retrait des enfants chinois de l'école ou leur placement dans une salle de classe séparée. Au cours des trois décennies suivantes, il y eut des tentatives répétées bien qu'assez rarement fructueuses pour isoler les Chinois à l'intérieur du système scolaire public. Les tentatives de ségrégation reflétaient, dans une certaine mesure, le fait que souvent les enfants chinois ne savaient pas l'anglais. On estimait qu'ils devaient recevoir un enseignement distinct, pour leur propre bien, comme pour celui des enfants Blancs. Mais les facteurs fondamentaux à l'origine de la campagne en faveur de la ségrégation étaient les profonds préjugés raciaux de la société de la côte Ouest et l'opposition qui en résultait des enfants Blancs et de leurs parents au mélange des races dans les écoles[11]. Les immigrants chinois n'acceptèrent

pas passivement les tentatives pour isoler leurs enfants. Ils entreprirent des boycottages des écoles et d'autres formes de résistance. Mais les classes distinctes persistèrent sporadiquement à Vancouver, à Victoria et dans d'autres régions de la province.

Les Japonais arrivèrent en Colombie-Britannique après les Chinois et, avant la Première Guerre mondiale, le nombre des enfants japonais dans la province était faible. Ils sont entrés trop lentement dans le système scolaire public pour attirer beaucoup l'attention, même si la méconnaissance de l'anglais leur posait un problème. Durant la Première Guerre mondiale, les adversaires de l'immigration asiatique à Vancouver firent valoir que les enfants japonais étaient une menace pour la santé et les progrès scolaires des enfants Blancs et qu'ils devaient être retirés des écoles, mais le conseil scolaire résista à cette pression.

Les autorités de l'éducation en Colombie-Britannique livraient également une bataille prolongée aux doukhobors de la secte des Fils de la liberté pour les contraindre à envoyer leurs enfants dans les écoles publiques. La communauté des doukhobors avait quitté la Saskatchewan pour aller s'installer en Colombie-Britannique après avoir été dépossédée de ses terres par le gouvernement fédéral en 1907 pour ne pas s'être conformée aux règlements. Comme en Saskatchewan, la plupart des doukhobors parvinrent à un compromis avec les autorités provinciales et commencèrent à envoyer leurs enfants aux écoles publiques, mais les Fils de la liberté s'opposaient à ce type d'écoles qu'ils considéraient comme des agents du militarisme, du matérialisme et de l'assimilation. À la suite d'incidents au cours desquels les parents doukhobors retiraient leurs enfants pour protester contre les règlements de la province, en 1914, le gouvernement de la Colombie-Britannique adopta une loi établissant une réglementation communautaire les obligeant à envoyer leurs enfants à l'école. Si une personne omettait de payer une amende, les biens et le bétail des autres doukhobors pouvaient être saisis. Cette loi provocatrice allait aboutir, durant les années 1920, à des confrontations répétées entre les doukhobors et les autorités de l'éducation de la province.

Les provinces Maritimes et le centre du Canada

À deux exceptions près, les «autres groupes ethniques» ne considéraient pas l'éducation comme une question d'intérêt public importante, dans les Maritimes ou dans le centre du Canada, avant la Seconde Guerre mondiale. Le nombre des immigrants dans les provinces Maritimes était négligeable. Le problème principal était celui de l'éducation des Noirs. En Nouvelle-Écosse, après 1884, les Noirs avaient accès aux écoles publiques, mais Noirs et Blancs y étaient presque entièrement séparés et cela jusqu'en 1918, dans certains cas. Nombre de Noirs en Nouvelle-Écosse fréquentèrent également des écoles privées établies par des organismes religieux. Mais qu'ils fussent dans des écoles privées, des écoles des Noirs séparées ou, dans de rares cas, des écoles intégrées, les Noirs recevaient généralement un enseignement de

qualité inférieure. Le *Common School Act*, loi adoptée en Ontario en 1850, permettait l'établissement d'écoles distinctes, la distinction étant fondée sur la race ainsi que la religion. Tandis que certaines communautés noires choisirent d'ouvrir des écoles réservées aux Noirs, des écoles de ce type ont été imposées à beaucoup d'autres. À la fin du XIX[e] siècle, la plupart de ces écoles avaient disparu, mais la loi les autorisant est demeurée en vigueur jusqu'en 1964. James Walker résume la situation en Nouvelle-Écosse et en Ontario :

> Les écoles publiques [exclusivement noires] avaient en général le même programme d'études que les écoles des Blancs, mais comme les commissions scolaires noires étaient pauvres, les salaires de leurs enseignants étaient conséquemment plus bas, tout comme leurs budgets pour les livres et le matériel. Inévitablement, l'enseignement que recevaient les Noirs était de qualité inférieure. Les bâtiments scolaires étaient souvent surpeuplés et en désordre, ce qui créait un milieu peu propice à encourager les Noirs à y venir. Les enseignants disposés à travailler pour un petit salaire dans des localités isolées n'avaient généralement pas la compétence nécessaire, et certains savaient à peine lire et écrire[12].

Le seul autre groupe non britannique et non français en Ontario qui était assez important pour soulever des problèmes en matière d'éducation et de droits des minorités était celui des colons germanophones. Des sectes religieuses de langue allemande étaient venues en Ontario après la Guerre de l'Indépendance américaine, et il y avait eu d'autres vagues d'immigration allemande durant le XIX[e] siècle. Des écoles de langue allemande avaient été établies dans des régions rurales de l'Ontario pour répondre à leurs besoins; en 1873, 30 écoles dans le comté de Waterloo seulement dispensaient un enseignement en allemand. Le degré considérable d'autonomie locale en matière d'éducation avait facilité l'enseignement en allemand, mais la centralisation grandissante et le contrôle de l'État par l'uniformisation des programmes d'études et des textes, ainsi que le milieu à très forte prédominance anglaise, contribuèrent à la disparition progressive des écoles de langue allemande dans la province. En outre, alors qu'Egerton Ryerson, le surintendant des écoles publiques de 1844 à 1876, s'était montré bien disposé à l'égard de la conservation de la langue allemande tant que l'anglais était bien enseigné, son successeur, George Ross, voulait éliminer les écoles de langue allemande. Le nombre de ces écoles en Ontario diminua progressivement à partir des années 1850 jusqu'à la Première Guerre mondiale, à cause du changement de la politique en matière d'éducation et en raison de l'assimilation de la minorité germanophone[13].

L'Ontario se vit comme un bastion du nationalisme canadien-anglais. Dans le programme d'histoire du ministère de l'Éducation de l'Ontario, au début du siècle, le patriotisme, le pouvoir et la responsabilité de l'Empire britannique, de même que ses contributions à la civilisation étaient exaltés. Il

était fait peu de cas des élèves immigrants dans les rapports annuels du ministre de l'Éducation, sauf pour mentionner qu'on les mettait dans des classes pour les élèves lents ou les classes pour «élèves de langue étrangère», et qu'il y avait une école de vacances où étaient enseignés l'anglais et le civisme canadien. Comme dans l'ouest du Canada, la canadianisation était le mot d'ordre. Harney et Troper ont décrit à quel point les efforts de canadianisation étaient au centre de l'activité des écoles de Toronto au cours de la période qui a précédé la Seconde Guerre mondiale :

> La canadianisation n'était pas un programme d'études caché. L'enseignement des us et coutumes du Canada imprégnait tous les aspects du programme scolaire. L'écriture, la lecture et l'arithmétique n'y faisaient pas exception. Le calcul d'un problème courant de mathématiques sanctifiait la croissance, le progrès et les pratiques commerciales concurrentielles. Par l'étude de la littérature, les manuels de lecture servaient le nationalisme et le protestantisme, souvent comme s'ils n'étaient qu'une seule et même chose. En 1928, l'inspecteur général des écoles de Toronto fit l'éloge d'une institution. «Les professeurs de cette école enseignent l'anglais à leurs élèves, mais ils ne perdent pas de vue l'objectif plus large, qui est de canadianiser notre population étrangère[14].»

Au Québec, les immigrants qui ont afflué avant la Première Guerre mondiale avaient Montréal pour destination et deux groupes prédominaient : les Italiens et les juifs. Étant donné que les systèmes scolaires étaient confessionnels, l'un catholique et l'autre protestant, il est important de noter que le premier de ces groupes d'immigrants était catholique, et que l'autre ne l'était pas. Dès 1907-1908, la Commission des écoles catholiques de Montréal accéda à la requête de la communauté italienne demandant de subventionner trois classes dans une église de l'est de la ville et, en 1915, il y avait, sous l'égide de la commission, deux écoles pour les Italiens, Notre-Dame-de-la-Défense et Notre-Dame-du-Mont-Carmel. Dans ces deux établissements, l'italien était enseigné en plus du français et de l'anglais. La Commission des écoles catholiques a fourni également des écoles pour les Polonais, les Ukrainiens, les Lithuaniens, les Syriens et les Chinois.

Les juifs furent pris entre les systèmes catholique et protestant. À partir des années 1870, époque où les israélites commencèrent à venir à Montréal en nombre assez important, ils pouvaient payer leurs taxes scolaires à la commission catholique ou à la commission protestante. La plupart choisirent de les verser à la deuxième et d'envoyer leurs enfants aux écoles protestantes, qui étaient de langue anglaise. Ils vinrent à constituer une proportion considérable de l'effectif des écoles protestantes de Montréal, soit 44 p. 100 en 1916. Un certain nombre de raisons motivaient leur choix en faveur des écoles protestantes. Ils étaient pour la plupart trop pauvres pour avoir des écoles privées; ils considéraient que les écoles protestantes permettaient l'accès à la communauté anglaise et à ses institutions et, ce qui était peut-être plus important, ils acceptaient l'objectif de l'intégration.

Toutefois, la position des juifs dans le système des écoles protestantes était incommode. En 1902, un cas célèbre a soulevé la question de savoir si la Commission des écoles protestantes avait le droit de refuser une bourse à un étudiant juif qui avait remporté un concours d'école secondaire, et le tribunal a maintenu le droit de la commission scolaire de ne pas accorder la bourse. À la suite de cette affaire, un accord est intervenu en 1903 entre les juifs et la Commission des écoles protestantes en vertu duquel les juifs furent classés comme protestants aux fins de l'éducation. Mais les juifs ne pouvaient pas être membres de la commission scolaire, l'hébreu n'était pas enseigné et il y avait peu d'enseignants juifs[15].

Les écoles privées

Les efforts des écoles publiques pour canadianiser les élèves furent encouragés par les églises canadiennes, qui établirent des écoles dans toutes les parties du Canada pour les enfants immigrants afin de leur enseigner l'anglais et les usages canadiens. Au Manitoba, l'Église presbytérienne consentit un prêt, dont une partie seulement fut remboursée, pour la première école établie chez les Ukrainiens du Canada[16]. Par la suite, les Églises catholique, presbytérienne et méthodiste essayèrent toutes d'attirer aux écoles de mission les enfants des immigrants de l'Europe orientale et de l'Europe centrale dans les provinces des Prairies, avec un succès limité. En Colombie-Britannique, les missionnaires anglicans et méthodistes préoccupés par les difficultés linguistiques des jeunes Canadiens chinois et Canadiens japonais ont ouvert des écoles maternelles à leur intention, ce qui a amélioré leurs résultats dans les écoles publiques.

Les efforts déployés dans tout le pays pour canadianiser les nouveaux immigrants n'ont pas été sans contestation. Les immigrants chérissaient leurs langues et leurs traditions et faisaient des efforts courageux pour les transmettre à leurs enfants. Dans certains cas, ces efforts étaient faits au sein de la famille même : à Winnipeg, à la fin du XIX^{e} siècle, par exemple, un grand nombre de parents juifs n'eurent pas la patience d'attendre une école communautaire, et quelques-uns recrutèrent des professeurs d'hébreu privés pour enseigner à leurs enfants[17]. Certains groupes concentrés géographiquement essayèrent de s'assurer les services de membres de leurs groupes qui enseigneraient leur propre langue en plus du programme d'études réglementaire dans les écoles publiques. Dans les Prairies, par exemple, des administrateurs d'école islandais et ukrainiens ont cherché à engager des personnes de leur origine afin d'enseigner leur langue après les heures de classe.

Chacun de ces moyens de transmission de la langue et de la culture avait des inconvénients; les efforts des familles pouvaient être faits sans méthode, le recrutement d'éducateurs pouvait être coûteux et engager des enseignants de son propre groupe ethnique pour les écoles publiques allait souvent à l'encontre des autorités de l'éducation de la province. À mesure qu'il devint clair que le système scolaire public était indifférent sinon hostile à leur

origine culturelle, les groupes ethniques commencèrent à organiser des écoles privées. Pour quelques groupes, comme les mennonites conservateurs, les écoles privées étaient des écoles à plein temps et considérées comme une solution de remplacement par rapport au système scolaire public. Toutefois, c'était là une exception. En plus du coût prohibitif de l'établissement de leurs propres écoles, la plupart des nouveaux venus désiraient que leurs enfants fassent partie intégrante de la société canadienne tout en sauvegardant une partie de leur patrimoine culturel. Les écoles publiques étaient à même de fournir une formation en langue anglaise et des possibilités multiples de s'intégrer à la société canadienne. Mais grâce à leurs propres écoles à temps partiel, les groupes d'immigrants pouvaient garder la langue et les traditions de leur pays d'origine. Les groupes d'immigrants établirent donc à travers le pays leur propres cours de langue et de culture ancestrales après l'école ou en fin de semaine.

L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Au cours de l'entre-deux-guerres, la canadianisation demeura l'objectif principal dans les écoles. Le nationalisme exacerbé durant le conflit avait fait naître une inquiétude croissante au sujet des minorités ethniques non assimilées. Le nombre et la diversité des nouveaux venus étaient des causes de préoccupation. En 1921, la moitié de la population de l'Alberta et de la Saskatchewan était née à l'étranger, et les Slaves venus de l'Europe orientale et de l'Europe centrale comptaient pour environ 18 p. 100 de la population du Manitoba et de la Saskatchewan et 15 p. 100 de la population de l'Alberta. Ces gens étaient considérés comme pauvres, maladifs, sans instruction et arriérés. Il y avait la crainte que les immigrants illettrés abaissent le niveau culturel du pays tout entier et sapent les institutions gouvernementales britanniques. En outre, l'établissement par îlots dans les Prairies soulevait la peur que les nouveaux venus ne puissent pas être assimilés. Les autorités de l'immigration voyaient dans la méthode de l'établissement par îlots un moyen d'attirer les immigrants dans l'ouest du Canada, de les y garder et de les y confiner, afin de pouvoir les surveiller étroitement et les aider; par contre, les autres Canadiens de l'Ouest craignaient leur influence sur le plan social[18].

Relatant l'atmosphère de l'époque, J.T.M. Anderson, directeur de l'éducation auprès des «nouveaux Canadiens» en Saskatchewan, publia, en 1918, *The Education of the New Canadian*, qui insistait sur la nécessité de l'assimilation par l'éducation. Anderson concluait qu'il faudrait, pour résoudre le problème des minorités ethniques non assimilées dans l'ouest du Canada, que les églises paroissiales soient soumises à une inspection gouvernementale plus stricte, que des lois scolaires obligatoires soient appliquées, et que l'on ait recours à de meilleurs professeurs et de meilleures méthodes d'enseignement.

Le nationalisme exacerbé durant la guerre avait amené la fin des expériences d'un multilinguisme limité dans les provinces des Prairies, ce

qui signifiait qu'il n'y avait que l'anglais dans les écoles. Un Canadien ukrainien décrivait ainsi ce qu'il ressentait :

> Pour l'enfant ethnique de la génération de mon père ou de la mienne, l'école pouvait être et était souvent un lieu pénible. Tout ce que révéraient mes parents, tout ce qui constituait ma vie après l'école, était l'objet de crainte, d'incompréhension, et parfois de ridicule, et toujours sapé subtilement. Tout ce qui était associé aux événements les plus importants de l'existence humaine, tout ce qui était le plus sacré, le plus poignant, le plus enrichissant, tout cela était en quelque sorte de deuxième ou de troisième ordre[19].

Toutefois, au cours des années 1920 et 1930, les commissions scolaires de nombreuses localités rurales de l'Ouest furent capables de recruter des enseignants de la même origine ethnique que la majorité des élèves. Quand cela arriva, le programme d'études réglementaire en langue anglaise fut quelquefois considéré comme de peu d'importance. Un Canadien ukrainien qui a enseigné dans une localité rurale en Saskatchewan de 1935 à 1939 a écrit :

> Pour être franc, je dirais que je n'avais pas véritablement les capacités pour enseigner quoi que ce soit... J'avais effleuré l'histoire, les mathématiques, l'anglais et tout le reste — au niveau de l'école secondaire. Je pouvais rester en avance sur les élèves. Mais sérieusement, l'école normale nous avait donné seulement les rudiments pour enseigner. Nous étions des gardiens d'enfants avec la gloriole en plus. Par contre, sur le plan de la culture ukrainienne nous avions un peu plus de formation en musique, chant choral, danses folkloriques (tout cela appris tout seul), et les gens voulaient cela plus que n'importe quoi d'autre. L'aspect pédagogique de l'école les intéressait moins que ce qu'on allait faire avec les enfants après l'école et durant les fins de semaine. Le gouvernement prescrivait ce qui était enseigné entre 9 heures du matin et 4 heures de l'après-midi, après cela nous étions censés nous consacrer à la culture ukrainienne.

Quand un inspecteur critiqua l'instituteur parce qu'il parlait avec un accent qui n'était pas britannique et consacrait trop de temps à des affaires qui n'étaient pas canadiennes, présumément entre neuf heures et quatre heures, le secrétaire de la commission scolaire déclara, «Qu'il aille au diable! Nous avons besoin de vous. Du moment que vous êtes content, nous voulons que vous restiez ici[20].»

Les principales questions concernant l'éducation des groupes ethniques et raciaux durant les années 1920 et 1930 étaient simplement un prolongement de celles qui s'étaient posées avant 1920. L'afflux d'immigrants des années 1920 ne se comparait aucunement avec la vague massive d'immigration

d'avant 1914, et il n'y avait pas de déplacements importants dans la composition ethnique des nouveaux venus. Dans les Prairies, le conflit entre les mennonites traditionnalistes dit de la Vieille Colonie et les gouvernements provinciaux au sujet des écoles fut une cause principale de l'exode d'environ 4 000 mennonites du Manitoba et de 1 000 autres de la Saskatchewan au Mexique. Les hutterites, qui sont venus au Manitoba et en Alberta en 1918, ont conclu avec les gouvernements provinciaux des accords qui évitèrent tout conflit. En Colombie-Britannique, il y avait une nouvelle campagne pour isoler les enfants chinois et japonais. Mais ces tentatives furent sporadiques et diffuses et, dans le cas des Chinois, la fin de l'immigration en 1923 apporta d'elle-même la solution. Le niveau élevé des résultats scolaires des enfants japonais étouffa l'opposition à leur présence mais, dans l'entre-deux-guerres, des tentatives furent faites pour éliminer ou prendre en main les écoles privées de langue japonaise à temps partiel, auxquelles on reprochait d'entretenir et de disséminer le nationalisme japonais chez les élèves. Toutefois, le plus grand problème en Colombie-Britannique en matière d'éducation était lié aux doukhobors. Le conflit entre les doukhobors et les autorités de l'éducation publique atteint son point culminant lorsque ces derniers mirent le feu à une série d'écoles pour protester contre les lois scolaires obligatoires et les sanctions sévères pour ceux qui ne s'y conformaient pas.

En 1932, les doukhobors de la secte des Fils de la liberté essayèrent d'attirer l'attention sur leur cause en organisant une série de marches totalement nus. Plus de 600 d'entre eux furent arrêtés et condamnés à des peines de trois ans de prison; 365 enfants qui avaient été arrêtés avec leurs parents ou laissés sans soin furent placés dans divers établissements. Les attaques à la bombe et les incendies cessèrent après l'emprisonnement de nombreux membres de cette secte, mais il était évident que la Colombie-Britannique n'avait pas réussi à canadianiser ce groupe. Un responsable de l'éducation avait d'ailleurs souligné à l'époque que les doukhobors ne s'opposaient pas à l'éducation comme telle, mais au contenu et à la rigidité du système scolaire provincial. «L'insistance des directeurs d'école à diviser les enfants en différents échelons ou à utiliser l'exercice militaire, des tests par concours et le classement comparatif, à enseigner l'histoire en lui donnant des orientations militaires ou politiques et à refuser l'enseignement du russe, tout cela n'a rien fait pour rendre les écoles plus attirantes[21].» Le gouvernement refusa d'honorer les promesses d'autonomie en matière d'éducation faites aux doukhobors à leur arrivée, et l'intransigeance de la secte des Fils de la liberté mena à un conflit permanent qui allait éclater périodiquement au cours des décennies qui suivirent.

À Montréal, les principales questions se rapportant à l'éducation des groupes d'immigrants concernaient toujours les Italiens et les juifs. Au cours des années 1920 et 1930, les écoles catholiques prirent de moins en moins de dispositions pour assurer l'enseignement dans la langue maternelle durant les trois premières années scolaires; les Italiens, les Lituaniens et les Chinois, entre autres, avaient bénéficié jusqu'alors de ces dispositions. Dans les

années 1930, plus d'enfants d'immigrants catholiques étaient inscrits dans le secteur anglophone du système scolaire catholique de Montréal que dans le secteur francophone, car les parents immigrants en étaient arrivés à la conclusion que l'avenir économique était du côté de la majorité anglophone de l'Amérique du Nord.

Pendant ce temps, les juifs de Montréal demeuraient mécontents du système d'éducation; ils n'avaient aucun représentant au sein de la Commission scolaire protestante, et les écoles où l'effectif était presque totalement juif ne comptaient aucun enseignant juif. La Commission protestante résista aux tentatives des juifs pour obtenir l'égalité, sous prétexte que cela saperait le caractère chrétien du système protestant. Les juifs eux-mêmes étaient de plus en plus divisés sur la question de savoir s'ils devaient continuer à rechercher l'égalité au sein du système protestant ou former leur propre système scolaire distinct. À la suite de luttes juridiques très longues, en 1930, juifs et protestants conclurent un accord qui établissait un certain nombre de droits pour les juifs au sein du système protestant et promettait qu'il n'y aurait aucune discrimination à l'encontre des enseignants juifs. Néanmoins, les protestants refusèrent toujours à des juifs de siéger à la commission scolaire.

Écoles privées

Les activités des missionnaires, catholiques et protestants, qui contribuaient à l'établissement d'écoles privées parmi les immigrants se ralentirent dans les années 1920, mais certains groupes continuèrent à mettre sur pied leurs propres écoles complémentaires privées. La baisse du bilinguisme dans les écoles publiques et l'arrivée d'immigrants beaucoup plus instruits, notamment des enseignants expérimentés et qualifiés, firent naître un intérêt accru pour l'établissement de telles écoles. Chez les Canadiens polonais, par exemple, la communauté polonaise fortement développée aux États-Unis et le gouvernement polonais, par l'intermédiaire de ses représentants consulaires dans diverses villes, apportèrent un appui financier aux écoles complémentaires privées. La Fédération des sociétés polonaises au Canada, fondée en 1931, importa un grand nombre de manuels scolaires, organisa des bibliothèques de prêts itinérantes et mit sur pied et finança quelques écoles dans les grandes localités urbaines[22].

Chez les Ukrainiens, l'interdiction de leur langue dans les écoles publiques donna une forte impulsion à la fondation d'écoles à temps partiel par les églises, les sociétés d'éducation des adultes, les clubs de lecture et les centres communautaires, et à l'établissement d'auberges de jeunesse ou d'instituts où était dispensée l'instruction en langue et en culture ukrainiennes. Swyripa décrit ces activités en Alberta :

> Pour assurer la survivance de leur langue et de leur culture, les Ukrainiens organisèrent des *ridni shkoly* ou écoles de langue ukrainienne à temps partiel, et des *bursy* ou instituts d'études. Les

> premières pouvaient exister partout où il y avait un nombre suffisant d'élèves et un maître disposé à y enseigner. Les instituts virent le jour dans les grandes villes des provinces des Prairies. Ils garantissaient non seulement un environnement linguistique et culturel ukrainien aux élèves résidents, atténuant ainsi l'influence de la vie urbaine, mais ils facilitaient aussi les études au-delà de l'école rurale[23].

Des écoles hongroises à plein temps furent ouvertes seulement en Saskatchewan, mais des écoles hongroises complémentaires existaient dans beaucoup de régions des Prairies et dans le centre du Canada[24]. En Colombie-Britannique, en 1935, il y avait une quarantaine d'écoles japonaises complémentaires et 90 enseignants pour plus de 3 000 élèves[25]. Des écoles chinoises existaient dans les années 1930 et au début des années 1940 en onze endroits dans tout le Canada; en 1941, elles comptaient environ 1 500 élèves[26].

Les écoles privées n'eurent pas la vie facile, en particulier durant les années de la crise économique. Les parents étaient on ne peut plus déterminés à transmettre leur langue et leur culture, mais ils avaient peu de moyens pour ce faire. Dans certains groupes, notamment les groupes allemand et italien, les écoles recevaient une aide financière des gouvernements de leurs pays d'origine. L'aide aux écoles privées était liée à une obligation d'appuyer les politiques des gouvernements, qui étaient parfois en conflit avec la politique canadienne ou la tradition. Étant donné, cependant, que les écoles privées n'étaient pas financées ou supervisées par les autorités canadiennes, on ne pouvait pas faire grand chose pour empêcher cette situation.

DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

La Seconde Guerre mondiale, comme la Grande Guerre, amena à mettre l'accent sur la formation de Canadiens loyaux et respectueux des lois et sur la stabilité et l'ordre. Néanmoins, des changements furent apportés qui aboutirent à faire une place, dans les systèmes scolaires publics de la plupart des provinces, aux langues ancestrales autres que l'anglais et le français, aux cultures autres que la culture britannique et, finalement, au multiculturalisme. Cette évolution s'est produite sans la disparition des écoles privées ethniques et des écoles complémentaires, qui ont en fait commencé à recevoir de l'aide publique. Les progrès n'ont pas résolu tous les problèmes des immigrants et des membres des groupes ethniques autres que les groupes français et britannique dans leurs rapports avec les écoles, mais ils sont le signe d'une nouvelle acceptation du pluralisme dans la société canadienne.

La guerre, dirigée contre un régime allemand fondé sur le racisme, et la préoccupation de l'après-guerre au sujet des droits de l'homme ont mené à une prise de conscience des aspects racistes et discriminatoires de la

politique canadienne de l'immigration et de la société canadienne. Cette prise de conscience, et le grand nombre d'immigrants entrant dans les systèmes scolaires, ont soulevé des doutes au sujet de la politique d'intégration des immigrants et ont abouti à un examen des obstacles linguistiques et culturels à la canadianisation. En outre, les membres des divers groupes ethniques nés au Canada se sont joints aux immigrants instruits pour réclamer de nouvelles politiques visant à répondre aux aspirations des groupes ethniques établis qui veulent conserver leurs langues et leurs cultures ancestrales.

Étant donné que les immigrants de l'après-guerre se sont concentrés principalement à Toronto et, dans une moindre mesure, à Montréal et à Vancouver, les systèmes scolaires de ces trois régions urbaines ont été à l'avant-garde des changements. Dans certains quartiers résidentiels, nombre des enfants étaient de même langue et de même culture; dans d'autres quartiers, diverses langues et cultures étaient représentées dans les écoles et les salles de classe. En 1970, une enquête faite auprès des professeurs néo-canadiens dans les écoles de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba et de l'Ontario a révélé que plus de 30 langues étaient parlées par les enfants dans les classes d'anglais, et que jusqu'à 15 langues étaient représentées dans une seule classe[27]. En outre, qu'il y ait une seule langue non officielle ou plusieurs représentées dans les classes, leur nombre signifiait qu'on ne pouvait pas laisser les enfants apprendre la langue et la culture dominantes sur les terrains de jeux et dans la salle de classe sans programmes spéciaux.

Du point de vue des autorités scolaires, le premier souci était l'enseignement de l'anglais (ou du français) aux nouveaux venus. Dans les principales villes où les immigrants se sont installés, la difficulté sur le plan de l'éducation et le fardeau financier étaient décourageants. Une étude faite à Toronto en 1962 montrait que 15 p. 100 des élèves des écoles publiques n'étaient pas de langue anglaise, les langues les plus courantes étant l'italien, l'allemand, l'ukrainien, le grec et le polonais; les écoles séparées, c'est-à-dire les écoles catholiques subventionnées par les fonds publics, étaient au moins aussi hétérogènes sur le plan linguistique[28]. En 1975, 30 p. 100 des élèves des écoles publiques étaient nés à l'extérieur du Canada, et presque la moitié avaient une langue maternelle autre que l'anglais[29]. Pour faire face à la situation, divers programmes expérimentaux d'anglais langue seconde, d'amélioration des sujets et des programmes biculturels-bilingues furent mis en œuvre.

La plupart des enfants des familles non anglophones récemment arrivées obtenaient de bons résultats dans les écoles. Une étude des élèves inscrits dans les écoles secondaires de l'Ontario, tant publiques que privées, de 1959 à 1966, utilisait deux indices de performance : les taux de progression, c'est-à-dire le nombre et le pourcentage des élèves à chaque niveau qui ont gravi avec succès tous les échelons du cycle d'études, et le pourcentage des élèves qui ont réussi l'examen final de 13e année après cinq années d'école secondaire. Les élèves issus des familles parlant yiddish étaient

remarquables pour les deux indices, et les élèves de familles où l'on parlait l'ukrainien, l'allemand, le polonais, l'italien, le hollandais, le slovaque ou le hongrois eurent des résultats semblables à ceux des familles de langue anglaise. Les études effectuées à Toronto à la fin des années 1960 montraient que les élèves bilingues qui avaient appris deux langues dès le jeune âge réussissaient mieux à l'école que leurs camarades de classe unilingues anglophones[30].

Les enfants d'immigrants dont le niveau d'instruction était bas posaient, par contre, certains problèmes. Les Italiens, dont 72 p. 100 faisant partie de la population active en 1961 étaient illettrés ou avaient été à l'école primaire seulement, et les Portugais, dont le degré d'instruction dans les années 1960 était en moyenne de 3,7 années d'école pour les hommes et de 2,8 années pour les femmes, attiraient particulièrement l'attention. De ce fait, la question des capacités linguistiques devint rapidement une préoccupation au sujet de la «privation culturelle», une absence au foyer des attitudes et des moyens incitant à obtenir de bons résultats à l'école.

La mise en application des changements dans la classe fut facilitée par la diversité ethnique grandissante des enseignants et des autres membres du personnel des établissements scolaires. Avant 1940, les membres de la profession enseignante et des conseils scolaires au Canada anglais étaient en grande partie d'origine britannique, mais la pénurie de maîtres à la fin des années 1940 et au cours des années 1950 et 1960 ouvrit les écoles à des gens d'origines diverses, dont beaucoup étaient des immigrants récents. L'augmentation de l'hétérogénéité de nombreuses communautés commença à transparaître chez les administrateurs d'écoles.

Au cours des années 1970, après la proclamation de la politique fédérale du multiculturalisme, la demande d'utilisation des langues non officielles dans les écoles publiques devint pressante. Une des raisons données était de faire en sorte que les enfants ne prennent pas du retard dans leurs études pendant qu'ils apprenaient une des langues officielles. Une autre raison, avancée par les membres des groupes ethniques établis et par les immigrants, était d'enseigner aux enfants la langue de leurs ancêtres. Au début, les cours de langues ancestrales furent donnés dans le cadre d'une journée de classe prolongée, mais peu à peu ils ont été incorporés à la journée normale. En Ontario, en 1984-1985, presque 91 000 enfants ont participé aux programmes de langues ancestrales. En outre, l'enseignement bilingue, soit en anglais et dans une langue ancestrale, est devenu possible dans les trois provinces des Prairies : les programmes ukrainien-anglais et allemand-anglais à Edmonton, commencés au début des années 1970, ont été les plus notables. En 1984-1985, le total des élèves inscrits aux programmes bilingues était de 2 647 en Alberta, de 1 691 en Saskatchewan et de 1 294 au Manitoba[31].

Les changements apportés aux règlements de l'immigration à la fin des années 1960 et les changements ultérieurs survenus dans les sources de l'immigration ont amené dans les écoles des enfants des Antilles et d'Asie, qui étaient différents de la majorité non seulement par la langue et la culture,

mais aussi par l'apparence physique. Ils ont rendu les classes non seulement multiethniques mais aussi multiraciales à un degré sans précédent.

Les Antillais se sont concentrés principalement à Toronto et, dans une moindre mesure, à Montréal. Ceux qui appartiennent aux classes moyenne et supérieure se sont dispersés dans la ville, et leurs enfants se sont adaptés facilement aux écoles. Les Antillais de la classe ouvrière ont eu tendance à se concentrer dans certains quartiers où leurs enfants ont présenté des problèmes liés à la langue, à la culture et au statut minoritaire. En ce qui concerne la langue, les conseils scolaires qui avaient acquis l'habitude de faire face à des langues différentes furent lents à reconnaître que les différents dialectes d'anglais parlés aux Antilles présentaient également des obstacles et, à Montréal, ils n'ont pas reconnu, au début, que le créole des Haïtiens n'était pas simplement un dialecte du français ou un français mal parlé, mais une langue différente. Ils furent également lents à reconnaître que, pour les enfants, le fait de passer d'un système scolaire autoritaire à un système plus permissif et d'une société en majorité noire à une société en majorité blanche, ajouté à la séparation de leurs parents pendant des périodes souvent de plusieurs années en raison des structures de l'immigration, influait sur la conduite et les résultats scolaires. Un autre problème constaté chez les Antillais (mais absolument pas limité à eux) était le fait pour les immigrants illégaux de ne pas envoyer leurs enfants à l'école.

Les immigrants de l'Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est avaient en général un niveau élevé d'instruction, et les problèmes éprouvés par leurs enfants dans les écoles ont été plutôt d'ordre social que scolaire. Les insultes et les bagarres entre écoliers ont, de temps à autre, attiré l'attention des autorités scolaires et des médias.

Dans la région de Toronto, la question des enfants immigrants d'origine ouvrière s'est posée au sujet de leur répartition dans les programmes ou les écoles techniques et professionnelles plutôt que dans les programmes d'études ou les écoles secondaires. Les parents, dont un grand nombre avaient des ambitions élevées pour leurs enfants, considéraient que cela était le résultat de la discrimination. Les parents italiens, portugais et antillais surtout étaient ceux qui se plaignaient. Les autorités ont nié qu'il y ait eu une relation entre le caractère ethnique ou la race et la répartition, mais le fait que, parmi les Antillais, une proportion beaucoup plus élevée de parents à la peau foncée que de parents à la peau claire se soient plaints indique qu'il existe effectivement une relation[32].

La province de Québec, plus précisément la région de Montréal, qui a accueilli une bonne proportion des immigrants après la guerre, a reçu beaucoup d'Italiens, de Portugais et de Grecs. Elle a également reçu, en particulier au cours des années 1960 et 1970, un nombre considérable de juifs d'Afrique du Nord, du Liban et d'Égypte, ainsi que des Haïtiens et des Vietnamiens; les membres de ces groupes étaient de langue française. Au cours des années 1950 et 1960, les non catholiques entraient naturellement dans les écoles de langue anglaise de la Commission des écoles protestantes; ces écoles étaient séculières, ou pluriconfessionnelles, plutôt que protestantes

dans le sens étroit du terme. Pour les catholiques dont la langue n'était ni le français ni l'anglais, les «allophones», la question restait de savoir dans les écoles de quel secteur du système scolaire catholique ils devaient envoyer leurs enfants. Un grand nombre d'entre eux virent les avantages économiques de faire des études en anglais, et certains envoyèrent même leurs enfants dans les écoles protestantes pour obtenir ces avantages. Durant les toutes premières années qui suivirent la guerre, la Commission des écoles catholiques de Montréal prit quelques mesures pour attirer les enfants allophones en offrant notamment des cours du soir en français à leurs parents. En 1968, le ministère de l'Éducation ouvrit des classes d'accueil pour les enfants d'immigrants qui devaient entrer dans les écoles de langue française et, en 1973, le Ministère prit en main la responsabilité entière de ces classes. Toutefois, dans l'ensemble, les enfants continuaient d'aller dans les écoles de langue anglaise pour des raisons qui comprenaient notamment l'avantage économique de parler couramment l'anglais et aussi ce qu'ils ressentaient comme l'absence d'un bon accueil dans les écoles françaises et la communauté francophone.

Avec la Révolution tranquille et la refonte complète du système d'éducation, ainsi que la prise de conscience croissante chez les Québécois de la baisse de leur taux de natalité au cours des années 1960, il y eut des pressions nationalistes intenses pour intégrer les élèves immigrants dans les écoles francophones. Les écoles bilingues (français et anglais) et trilingues (français, anglais et langue d'origine) à l'intérieur du secteur français du système scolaire catholique devinrent une question importante, en particulier dans la communauté italo-canadienne de Montréal. En 1967, des protestations organisées par les francophones contre les écoles bilingues commencèrent à attirer l'attention et, en 1968, dans la banlieue montréalaise de St-Léonard, les protestations débouchèrent sur la violence. Un groupe nationaliste, le Mouvement pour l'intégration scolaire, s'assura le contrôle de la commission scolaire et décida par un vote de remplacer un programme bilingue par un programme unilingue français. Les parents, en majorité des Italiens, mais comprenant également des Hongrois, des Allemands et des Ukrainiens, s'y opposèrent et, après des manifestations et des contre-manifestations, quelques-uns retirèrent leurs enfants de l'école française et placèrent dans des cours privés ou même, à l'occasion, dans le système scolaire protestant. L'incident ouvrit la voie à la *Loi 63*, qui affirmait le droit des parents à choisir la langue officielle dans laquelle ils voulaient faire instruire leurs enfants. Mais il mena aussi à la création de la Commission d'enquête sur la situation de la langue française au Québec— connue sous le nom de Commission Gendron — et aux deux lois linguistiques des années 1970 qui limitèrent grandement d'abord et supprimèrent carrément par la suite les droits des enfants immigrants à faire leurs études en anglais au Québec.

La première de ces lois était la *Loi 22*, adoptée en 1974 par le gouvernement libéral. Elle décrétait que seuls les élèves qui étaient de langue maternelle anglaise ou qui pouvaient démontrer qu'ils avaient une

connaissance suffisante de l'anglais pour être autorisés à étudier dans cette langue pouvaient être admis dans les écoles anglaises. Des dispositions furent prises pour vérifier la bonne connaissance de l'anglais de ceux qui désiraient s'inscrire dans les écoles anglaises et n'étaient pas de langue maternelle anglaise. En outre, les écoles devaient être autorisées à augmenter l'instruction en anglais seulement si, de l'avis du ministre de l'Éducation, le nombre d'élèves dont la langue maternelle était l'anglais justifiait l'augmentation. Les Canadiens italiens et grecs, mécontents de la loi, établirent rapidement des cours pour préparer les enfants aux tests linguistiques et continuèrent à critiquer les tests et la manière dont on les faisait passer. Ils reçurent un certain appui de Canadiens français qui voulaient inscrire leurs enfants dans les écoles anglaises et ne pouvaient plus le faire.

La *Loi 101*, adoptée en 1977 sous le gouvernement du Parti Québécois, était beaucoup plus rigoureuse. Elle fit du français la langue d'enseignement dans les classes de maternelle et dans les écoles primaires et secondaires, sauf pour :

> (a) les enfants dont le père ou la mère a reçu un enseignement primaire en anglais au Québec; (b) les enfants dont le père ou la mère est domicilié(e) au Québec à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi et a reçu, hors du Québec, un enseignement primaire en anglais; (c) les enfants qui, lors de leur dernière année de scolarité au Québec avant l'entrée en vigueur de la présente loi, recevaient légalement l'enseignement en anglais, dans une classe maternelle publique ou à l'école primaire ou secondaire; (d) les frères et sœurs cadets des enfants visés au paragraphe (c).

Les enfants de parents qui sont venus au Québec pour une période limitée étaient également autorisés à fréquenter les écoles anglaises. Dans l'ensemble, toutefois, tous les enfants d'immigrants furent dès lors envoyés dans les écoles françaises. La loi se heurta à une certaine résistance : des commissions scolaires et des enseignants anglophones acceptèrent ceux qu'on a appelé les «illégaux» qui auraient dû fréquenter les écoles françaises. Mais comme la *Loi 101* n'accordait pas aux anglophones les privilèges qu'ils avaient conservés en vertu de la *Loi 22*, elle était plus acceptable pour les autres groupes ethniques. Avec le temps, de plus en plus d'immigrants ont fréquenté les écoles françaises : en 1982, 15 p. 100 des élèves inscrits dans les écoles catholiques de Montréal étaient d'autres origines ethniques, et la proportion s'élevait à 20 p. 100 en 1984. De plus, des cours en langue d'origine sont offerts à quelques-uns d'entre eux depuis 1978, aux termes du programme connu sous le nom de PELO (projet d'enseignement en langue d'origine). En 1978-1979 environ 600 enfants y étaient inscrits et, en 1984-1985, le nombre des inscriptions était de 3 449[33].

Les écoles privées

Les écoles publiques et les écoles séparées ou confessionnelles n'étaient pas les seules à subir le choc de l'immigration de l'après-guerre. Les écoles ethniques privées se multiplièrent et prospérèrent au point qu'elles reçurent un appui financier croissant du gouvernement fédéral et de certains gouvernements provinciaux. Quelques-unes d'entre elles étaient des écoles à horaire régulier, mais la plupart étaient des écoles complémentaires.

La première étude sur ces écoles a probablement été effectuée sous les auspices de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme au milieu des années 1960. Elle recueillit des données sur 16 groupes ethniques. Seulement quatre de ceux-ci subventionnaient des écoles à horaire complet, les groupes mennonite, juif, ukrainien et grec, mais ces écoles comptaient près de 9 000 élèves et se trouvaient dans toutes les provinces, sauf dans les provinces de l'Atlantique. Les écoles mennonites étaient des niveaux secondaire et collégial, les écoles ukrainiennes uniquement du niveau secondaire, les écoles juives étaient principalement des établissements primaires, tout comme la seule école grecque. Ces écoles recevaient des subventions publiques uniquement au Québec et, dans les autres provinces, elles rencontraient des difficultés financières qui menaçaient de diluer l'élément ethnique dans leurs programmes.

Les écoles complémentaires étaient beaucoup plus nombreuses. Celles-ci étaient ouvertes quelques heures par semaine, après les heures de classe normales ou le samedi, et s'attachaient à transmettre le plus possible aux enfants leur langue et leur culture ancestrales. Les 16 groupes ethniques sur lesquels des données furent obtenues avaient plus de 500 de ces écoles qui groupaient près de 40 000 élèves dans toutes les provinces, sauf les provinces d'Atlantique. Elles étaient très différentes les unes des autres par la façon dont leurs programmes étaient structurés, ainsi que par l'équipement et les locaux dont elles disposaient. Néanmoins, elles avaient en général les mêmes problèmes : obtenir des manuels appropriés, des enseignants compétents et des ressources financières suffisantes[34].

Au cours des années qui suivirent l'enquête, les écoles privées et complémentaires prirent de l'extension. Au Québec, les écoles privées occupaient une plus grande place que dans les autres provinces, et les changements radicaux des années 1960 ne modifièrent aucunement cette situation. Depuis 1967, les écoles privées qui suivent le programme d'études réglementaire du Ministère et donnent la majeure partie de leur enseignement en français reçoivent des subventions de l'État. Un grand nombre de ces écoles privées sont ethniques : 23 sont hébraïques, 2 sont grecques, et 2 sont arméniennes. En Alberta et au Manitoba également, les écoles privées reçoivent maintenant une aide de l'État. En Alberta et, dans une plus grande mesure, dans le sud de l'Ontario, l'Église chrétienne réformée hollandaise a subventionné un réseau important d'écoles chrétiennes. Les membres de diverses confessions évangéliques ont commencé à inscrire leurs enfants dans ces écoles. En 1965, le nombre des élèves des écoles complémentaires grecques en Ontario était d'environ 900; en 1968, on l'évaluait à 1 200. Le

Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme n'avait relevé aucune école complémentaire chinoise ou portugaise en Ontario; en 1970, toutefois, il y avait 302 élèves inscrits dans une école chinoise à Toronto, et en 1972, il y en avait 602 dans une école portuguaise de la même ville. Vers la même époque, on y comptait 265 écoles enseignant une troisième langue.

Avec la mise en œuvre de la politique du multiculturalisme, les écoles complémentaires de langue ancestrale purent obtenir une aide gouvernementale en vertu du Programme d'enrichissement culturel (PEC), un des sept sous-programmes du programme fédéral du multiculturalisme. Les subventions étaient offertes pour permettre «d'acquérir des locaux plus appropriés, d'attirer des enseignants plus qualifiés, d'acheter du matériel d'enseignement absolument nécessaire et de subvenir aux dépenses administratives» ainsi que d'aider à la formation des maîtres et à la mise au point d'aides pédagogiques. Une évaluation du programme effectuée en 1983 indiquait que, de 1977-1978 à 1980-1981, le nombre des écoles subventionnées est passé de 515 à 628 et le nombre des élèves inscrits dans ces écoles, de 78 014 à 92 189. En 1980-1981, les écoles de 38 groupes, y compris les écoles amérindiennes et écossaises, ont reçu des subventions; les écoles ukrainiennes, juives, allemandes, chinoises, grecques et italiennes étaient les plus nombreuses. Environ 45 p. 100 des établissements scolaires étaient en Ontario, 10 à 13 p. 100, dans la région du Pacifique, le Manitoba et l'Alberta, et moins de 8 p. 100, au Québec, en Saskatchewan et dans la région de l'Atlantique. Les évaluateurs écrivaient ce qui suit en ce qui concerne les effets du programme :

> Dans le cas du Programme d'enrichissement culturel, c'est l'action de donner plutôt que le don lui-même qui semble contribuer le plus efficacement à la réalisation des objectifs du Programme. En fournissant une aide aux écoles complémentaires de langue ancestrale, le gouvernement fédéral a légitimé et relevé le statut de ces établissements et de l'apprentissage de la langue ancestrale lui-même. Les représentants des écoles... ont exprimé fréquemment l'opinion selon laquelle le Programme n'a pas fourni une aide financière suffisante aux termes des trois programmes de subventions; mais ils ont également souligné que le simple fait du financement par le gouvernement fédéral donnait à leurs groupes un levier à utiliser pour obtenir des fonds supplémentaires du gouvernement provincial. En outre, un certain nombre de représentants des écoles estimaient que l'aide financière fédérale avait permis de mobiliser le soutien par la communauté culturelle[35].

En 1984-1985, grâce au Programme d'enrichissement, environ six langues étaient enseignées dans les écoles complémentaires, et le nombre des élèves atteignait presque 118 000[36].

Depuis les années 1980, les écoles publiques offrent un enseignement dans un éventail de langues toujours plus large et utilisent un certain nombre de langues durant les premières années pour aider les enfants pendant que ceux-ci acquièrent la maîtrise de l'une des langues officielles du Canada. Elles reconnaissent aussi l'importance des diverses cultures et leur font une place à l'intérieur du programme d'études. De plus, elles essaient, avec plus ou moins de subtilité, d'enseigner le multiculturalisme ou l'acceptation de la diversité ethnique comme un aspect du mode de vie canadien. Elles s'y emploient activement par l'entremise d'un personnel de plus en plus hétérogène. Les écoles ethniques privées se développent également, bien que dans une moindre mesure qu'au cours des années 1960 et 1970 en raison du ralentissement de la vague d'immigration de l'après-guerre, et elles reçoivent de l'aide des gouvernements. L'idée que les écoles sont les remparts de l'influence britannique et de la conformité à la société anglo-canadienne est désormais inexacte.

NOTES

1. Pour des études générales sur l'éducation et le caractère ethnique, voir Cornelius Jaenen, «Canadian Education and Minority Rights» dans *Slavs in Canada*, édité par Cornelius Jaenen, vol. 3, Ottawa, Inter-University Committee on Canadian Slavs, 1971, p. 191-208; Cornelius Jaenen, «Minority Group Schooling and Canadian National Unity» dans *The Journal of Educational Thought*, vol. 7, nº 2, 1973, p. 81-93 et 136-137.
2. Pour des études sur les questions relatives aux Ukrainiens et le système scolaire, voir Cornelius Jaenen, «Ruthenian Schools in Western Canada, 1897-1919» dans *Paedogogica Historica*, vol. 10, nº 3, 1970, pp. 517-541; Manoly L. Lupul, «Ukrainian-language Education in Canada's Public Schools» dans *Heritage in Transition*, édité par Lupul, p. 215-243.
3. Pour des études sur les pressions pour se plier à la conformité anglaise, voir Marilyn Barber, «Canadianization through the Schools of the Prairie Provinces before World War I: The Attitudes and Aims of the English-speaking Majority» dans *Ethnic Canadians Culture and Education*, édité par Martin L. Kovacs, Regina, Canadian Plains Research Center, 1978, p. 281-294; Keith McLeod, «Education and the Assimilation of the New Canadian in the North-West Territories and Saskatchewan, 1885-1934», thèse de doctorat, University of Toronto, 1975.
4. Pour de brefs résumés sur les principales tendances, voir M.R. Lupul, «Education in Western Canada before 1873» et «Education Crises in the New Dominion to 1917» dans *Canadian Education: A History*, édité par J. Donald Wilson et al, Scarborough, Prentice-Hall of Canada, 1970, p. 241-289.

5. Barber, «Canadianization through the Schools»; McLeod, «Education and the Assimilation of the New Canadian» dans *Patterns of Prejudice: A History of Nativism in Alberta*, édité par Howard Palmer, Toronto, McClelland and Stewart, 1982, chapitre 1.
6. C.J. Jaenen, «The Manitoba School Question: An Ethnic Interpretation» dans *Ethnic Canadians*, édité par Kovacs, p. 317-332; Borislav Bilash, «Bilingual Schools in Manitoba, 1897-1916», Winnipeg, Ukrainian Educational Services, s.d.; Stella Hryniuk et Neil McDonald, «The Schooling Experience of Ukrainians in Manitoba, 1896-1916» dans *Schools in the West: Essays in Canadian Educational History*, édité par Nancy M. Sheehan, J. Donald Wilson et David C. Jones, Calgary, Detselig Enterprises, 1986, p. 155-173.
7. Francis, *In Search of Utopia*, p. 161-183; Frank H. Epp, *Mennonites in Canada 1786-1920: The History of a Separate People*, Toronto, Mcmillan of Canada, 1974, p. 333-362.
8. Cité dans J.E. Rea, «My Main Line Is the Kiddies» dans *Identities: The Impact of Ethnicity on Canadian Society*, édité par Wsevolod Isajiw, Toronto, Peter Martin Associates, 1977, p. 6.
9. McLeod, «Education and the Assimilation of the New Canadians», chapitres 4 et 5.
10. Cité dans Palmer, *Patterns of Prejudice*, p. 47.
11. Peter Ward, *White Canada Forever: Popular Attitudes and Public Policy Toward Orientals in British Columbia*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1978, p. 62-64; Mary Ashworth, *The Forces Which Shaped Them: A History of the Education of Minority Group Children in British Columbia*, Vancouver, New Star Books, 1979, p. 54-73.
12. James W. St.G. Walker, *A History of Blacks in Canada: A Study Guide for Teachers and Parents*, Ottawa, ministre d'État au Multiculturalisme, 1980, p. 109-115.
13. Patricia McKegney, «The German Schools of Waterloo County», Waterloo Historical Society, Annual Report, 1970.
14. Robert Harney et Harold Troper, *Immigrants: A Portrait of the Urban Experience*, 1890-1930, Toronto, Van Nostrand Reinhold, 1975, p. 110.
15. Stuart E. Rosenberg, *The Jewish Community in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1970, vol. 1, p. 412 et 413.
16. Piniuta, *Land of Pain, Land of Promise*.
17. Arthur Chiel, *The Jews of Manitoba*, Toronto, University of Toronto Press, 1961.
18. John Lehr, «The Government and the Immigrant: Perspectives on Bloc Settlement in the Canadian West», Canadian Ethnic Studies, vol. 9, no 2, 1977, p. 44 et 45.

19. S. Cipywnyk, «Multiculturalism and the Child in Western Canada» dans *Multiculturalism and Education, délibérations de la Conférence régionale de l'Ouest*, Canadian Association for Curriculum Studies, 1976, p. 27-50.
20. Lubomyr Luciuk, éd., *Heroes of Their Day: The Reminiscences of Bohdan Panchuk*, Toronto, Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario, 1983, p. 35-37.
21. Ashworth, *The Forces Which Shaped Them*, p. 155.
22. Radecki, *A Member of a Distinguished Family*, p. 93.
23. Frances Swyripa, «The Ukrainians in Alberta» dans *Peoples of Alberta: Portraits of Cultural Diversity*, édité par Howard et Tamara Palmer, Saskatoon, Western Producer Prairie Books, 1985, p. 237.
24. Dreisziger, *Struggle and Hope*, p. 122 et 123.
25. Adachi, *The Enemy That Never Was*, p. 127.
26. Wickberg, éd., *From China to Canada*, p. 170 et 171.
27. Mary Ashworth, *Immigrant Children and Canadian Schools*, Toronto, McClelland and Stewart, 1975, p. 43-45.
28. Research Department in Cooperation with the Public School Principals' Association, *A Survey of Pupils Learning English as a Second Language in the City of Toronto Public Schools*, Toronto, The Board of Education for the City of Toronto, juin 1962.
29. Ramesh Deosaran, E.N. Wright et Thelma Kane, *The 1975 Every Student Survey: Student's Background and Its Relationship to Program Placement*, Toronto, The Board of Education for the City of Toronto, Research Department, 1976.
30. A.J.C. King, «Ethnicity and School Adjustment» dans *The Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 5, nº 2, 1968, p. 84-91; E.N. Wright, *Learning English as a Second Language: A summary of Research Department Studies*, Toronto, The Board of Education for the City of Toronto, Research Department, 1970, p. 3.
31. Commissaire aux langues officielles, *Rapport annuel 1985*, p. 199.
32. Subhas Ramcharan, «Special Problems of Immigrant Children in the Toronto School System» dans *Education of Immigrant Students: Issues and Answers*, édité par Aaron Wolfgang, Toronto, Ontario Institute for Studies in Education, 1973, p. 103.
33. Commissaire aux langues officielles, *Rapport annuel 1985*, p. 198 et 199.
34. *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, livre 4, Apports culturels des autres groupes ethniques, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1970, p. 148-159.
35. Res Policy Research Inc., «An Evaluation of the Cultural Enrichment Program», 11 janvier 1983, p. 186 et 187.
36. Commissaire aux langues officielles, *Rapport annuel, 1985*, p. 196.

CHAPITRE SEPT

Les institutions religieuses

La religion joue un rôle primordial dans l'identité d'un groupe. Face au surnaturel, elle rallie les tenants de certaines croyances et rites et les oppose à ceux qui ne les partagent pas. Certaines religions sont très nettement d'ordre ethnique; d'autres, comme cela doit être le cas des nouvelles religions à leur origine, abolissent le caractère ethnique. Souvent moteur d'évolution sociale, les religions sont elles-mêmes perméables à cette évolution.

Dans la vie de plusieurs groupes ethniques du Canada, surtout avant la Seconde Guerre mondiale, la religion occupait une place prépondérante. Certains, qui distinguaient à peine religion et appartenance ethnique, rendaient grâce à la religion et à ses oeuvres pour la survivance de leurs membres. Nombreux sont ceux qui, avant d'émigrer, s'étaient reposés sur leur foi pour mieux supporter leurs épreuves et voyaient un signe de Dieu dans leur départ pour le Canada. Des missionnaires canadiens ont révélé le Canada à des Asiatiques qui s'y sont installés depuis. Et, dès leur arrivée au Canada, même ceux qui, jusque-là, n'étaient pas particulièrement dévôts se tournaient vers la religion pour y trouver un réconfort ou parce qu'ils étaient convaincus que c'était un moyen de vivre en bon Canadien. Il faut toutefois reconnaître que les immigrants n'avaient pas la tâche facile pour implanter leurs organisations religieuses au Canada, que la concurrence entre sectes et cultes éclaircissait les rangs de leurs fidèles dans leur nouveau pays et que, pour la deuxième génération, ce qui se traduisait par une perte de membres pour ces organisations s'exprimait par un gain de recrues pour les Églises canadiennes établies de plus longue date. Notons que, plus récemment, l'affiliation religieuse au sein de la population reflétait la diversité accrue du Canada d'après-guerre et que, de plus, la laïcisation jointe à la modernisation a eu son effet sur les Canadiens de toute origine ethnique.

AVANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Bien que presque tous chrétiens, les premiers immigrants à opter pour le Canada n'en représentaient pas moins une foule de confessions et de groupes

religieux. Sous le régime français, la grande majorité des colons étaient catholiques; protestants et juifs étaient officiellement exclus, même s'ils s'occupaient de commerce dans la colonie. Sous l'autorité britannique, les protestants arrivèrent non seulement de la Grande-Bretagne et des colonies américaines mais également d'Allemagne, de Hollande et de Suisse. Rappelons qu'en une circonstance au moins on fit appel à des protestants, tout spécialement pour faire contrepoids à l'emprise de colons franco-catholiques : ce fut en 1750 quand on transporta à Halifax des Allemands qui s'établirent à Lunenburg en 1753. Il y eut également l'arrivée en petit nombre de catholiques d'Angleterre et d'Écosse et en grand nombre d'Irlande, de même qu'un faible contingent de juifs.

Chez les protestants, l'Église d'Angleterre pouvait compter sur un meilleur appui de la part de l'État et elle s'efforça d'assimiler d'autres confessions. Un clergé réduit et le manque de fonds exposaient les églises d'immigrants au missionnariat. Vers la fin du XVIII[e] siècle par exemple, à Halifax, les anglicans de St.Paul's offrirent tout d'abord leurs services à un groupe d'Allemands luthériens qui n'avaient aucun pasteur et, quand enfin les fidèles en trouvèrent un, on le convainquit de se faire ordonner chez les anglicans afin de pouvoir toucher les subsides de la Société pour la propagation de l'Évangile : c'est ainsi qu'on absorba les luthériens et leurs biens[1]. L'Église d'Angleterre agit de même en plusieurs régions du Haut-Canada (Ontario), persuadant des pasteurs luthériens allemands de recevoir l'ordination anglicane en échange d'un secours financier; mais les pasteurs ne parvenaient pas toujours à entraîner leurs ouailles dans la bergerie anglicane[2]. Les Églises moins dépendantes d'un clergé chevronné, telle l'Église mennonite allemande, étaient moins ouvertes au prosélytisme; il faut dire que le séparatisme et l'isolement rural constituaient une protection supplémentaire pour les mennonites. En dépit d'une aide massive, l'Église d'Angleterre elle-même se révéla lente à s'adapter au Nouveau Monde, en Nouvelle-Écosse, en Ontario et ailleurs; avant longtemps, elle ne fut plus qu'une des nombreuses confessions auxquelles adhéraient les colons d'ascendance britannique et qui regroupaient, entre autres, les diverses branches des Églises méthodiste, baptiste et presbytérienne.

Des missionnaires furent parfois parmi les premiers représentants de leur communauté ethnique à s'implanter au Canada. La conversion et la «civilisation» des Amérindiens avaient une forte attirance, non seulement pour les prêtres franco-canadiens et les missionnaires d'origine britannique, mais aussi pour d'autres prédicateurs et zélateurs de la foi. Un Italien catholique, le père Francesco Bressani, fut le pionnier, le père Frederik Baraga, un Slovène, se distingua chez les Outaouais et les Sauteux, et des oblats, notamment des missionnaires belges et polonais, ont travaillé eux aussi chez les Indiens et les Métis[3]. Un certain nombre de missionnaires, dont le père Baraga, s'intéressèrent aux dialectes indiens et contribuèrent à l'étude de ces langues.

À part les autochtones, les juifs furent les premiers non-chrétiens à poser les bases de leurs organisations religieuses au Canada. Ils y apportèrent les

rites séfarade et ashkenaze. Dès 1768, on notait à Montréal une congrégation séfarade fondée par des juifs espagnols et portuguais, suivie en 1846 par une congrégation ashkenaze fondée par des juifs anglais, polonais et allemands. À Toronto, la première congrégation, de rite ashkenaze également, s'établit en 1856. Venus d'Angleterre et d'Allemagne et bien nantis dans plusieurs cas, ses adhérents se fondirent à l'élite de la ville et à la communauté chrétienne.

Quand l'immigration s'accéléra dans les dernières décennies du XIX^{e} siècle, les groupes catholique, protestant et juif accueillirent tous un nombre important d'immigrants de diverses origines ethniques, et plusieurs religions non chrétiennes trouvèrent alors place au Canada pour la première fois.

Bien que pieux catholiques, nombre d'immigrants d'Europe centrale et d'Europe orientale étaient cependant plus habitués à des rites et à des formes d'organisation autres que ceux des catholiques canadiens français et irlandais déjà bien implantés dans l'est et le centre du Canada. Certains — comme la majorité des immigrants ukrainiens — adhéraient à l'Église catholique grecque plutôt qu'à l'Église romaine et, pour cette raison, tout autant que pour des raisons de langue, il leur importait d'avoir un clergé de la même appartenance ethnique. Toutefois, comme c'était le cas d'autres gens instruits, les prêtres se montraient souvent peu enclins à venir au Nouveau Monde. Il faut souligner par ailleurs qu'en 1894 la Sacrée congrégation pour la propagation de la Foi décréta que seuls les prêtres ukrainiens célibataires de l'Église catholique grecque pourraient exercer leur ministère aux États-Unis et au Canada. Des prêtres mariés continuaient à desservir certains groupes ethniques, comme les Macédoniens.

Les immigrants avaient coutume de ne rémunérer que fort peu, et par contributions indirectes seulement, des prêtres qui, dans le vieux pays, faisaient partie d'Églises officiellement reconnues ou bien dotées, ou les deux à la fois. De toute façon, au cours des premières années de la colonisation, l'argent était rare. Porte-parole et négociateur des colons ukrainiens en 1896, le D^{r} Oleskiw proposa que le gouvernement canadien encourage l'immigration des prêtres en leur versant un salaire jusqu'à ce que les colons puissent assumer eux-mêmes cette responsabilité financière; le gouvernement s'y refusa, en invoquant le principe d'une vraie séparation des pouvoirs de l'Église et de l'État. Faute d'assistance de la part de l'État, il se passait pas mal de temps avant qu'une colonie d'immigrants puisse rémunérer un prêtre ou un pasteur de son travail pastoral. Il lui fallait alors se rabattre sur celui du clergé catholique ou protestant le plus proche, ou se contenter des bons offices d'un pasteur itinérant desservant plusieurs missions. Cabanes, huttes ou salles, utilisées aussi pour la danse du samedi soir, servaient de temple jusqu'à ce qu'on puisse ériger une véritable église, souvent de la main des paroissiens eux-mêmes. Cette frustration de certains immigrants, c'est un colon ukrainien du Manitoba qui, en 1899, l'exprima le mieux dans une lettre que publia Misionar, organe de l'Ordre des Basiliens en Galicie :

«Mes Très Chers Pères,

Vivre ici est peut-être fort bon pour nos corps qui ne connaissent aucune privation physique, mais que dire de notre âme qui, elle, en éprouve de très grandes. Nous avons suffisamment de quoi manger, boire et nous vêtir mais notre âme est pauvre, fort pauvre, parce qu'elle n'a rien à manger, rien à boire, rien qui lui permette de subsister, aucun toit pour se couvrir. Elle ne peut que s'abriter sous des toits étrangers, n'écouter que des étrangers, mais elle n'entend rien et ne comprend rien à rien[4].»

Les catholiques grecs ukrainiens purent accueillir trois prêtres et deux religieuses de Galicie en 1902, mais prêtres et paroisses passèrent sous la juridiction de la hiérarchie catholique romaine. Un évêque grec catholique ukrainien arriva en 1912 et, l'année suivante, une église catholique grecque ruthène devait regrouper les paroisses disséminées. En 1914, toutefois, une lettre pastorale de l'évêque Budka enjoignant aux Ukrainiens de servir dans l'armée austro-hongroise embarrassa fortement ses ouailles. En 1918, l'église grecque orthodoxe ukrainienne du Canada fut fondée, en grande partie par des dissidents de l'église grecque catholique ukrainienne[5].

L'espacement des colonies dans l'Ouest signifiait pratiquement que les paroisses rurales ne pouvaient espérer connaître la même forte concentration qui caractérisait les paroisses dans la mère-patrie. Qui plus est, il était fréquent que les paroisses regroupent fidèles et prêtres venus de communautés diverses, ayant différentes coutumes et parlant de multiples dialectes. Si l'unité s'avérait possible dans les premières années de la colonisation, des querelles intestines agitèrent souvent les congrégations dans les années qui suivirent. Presque toutes les confessions connurent des difficultés; c'est ainsi qu'il arriva un jour aux luthériens allemands, danois, suédois et norvégiens de ne plus savoir comment cohabiter dans l'harmonie. Avec le temps, on assista à l'avènement de paroisses nationales ou ethniques, sous la direction de leurs pasteurs. Le nombre d'associations religieuses ou laïques créées dans une paroisse dépendait en grande partie du prêtre et, dans les années 1900 et 1910, ces associations étaient généralement peu nombreuses, étant donné que le prêtre avait quatre ou cinq missions à desservir en plus de sa propre paroisse[6].

Dans les villes, il n'était pas rare que des immigrants catholiques reprochent aux ecclésiastiques canadiens-français et canadiens-irlandais de faire bon marché de leurs aspirations religieuses proprement ethniques. Il en résulta une prompte assimilation et la perte de la spécificité ethnique, ou des luttes acharnées pour tailler une meilleure place à leur groupe ou à leur idées. Vers la fin du XIX^{e} siècle, M^{gr} Langevin, alors évêque de Saint-Boniface, malgré le zèle qui l'animait pour les nouveaux immigrants, ne vit aucunement l'opportunité de créer des paroisses distinctes pour les Ukrainiens et les Polonais de Winnipeg : il invita plutôt les Ukrainiens à se joindre à la communauté catholique polonaise du Saint-Esprit[7]. Cette église desservait aussi les Allemands, les Hongrois, les Slovaques et d'autres

catholiques de Winnipeg. À Coleman, en Alberta, une autre église du Saint-Esprit fut ouverte à l'intention de tous les mineurs catholiques d'origine slave[8]. À Toronto, des églises polonaises et ukrainiennes dispensèrent les services de la religion aux catholiques allemands, hongrois, slovaques et tchèques jusqu'à ce que ces derniers puissent ouvrir leurs propres temples. À Berlin (Kitchener), en Ontario, la paroisse catholique allemande fournit des locaux aux Polonais catholiques de 1865 à 1913, année où les Polonais purent avoir leur propre église. Il arriva à quelques reprises qu'on vit des défections dans l'Église catholique romaine avant que soit reconnu le droit d'avoir une église nationale ou ethnique. Citons la Polish National Catholic Church des États-Unis, indépendante du Vatican, qui fonda un certain nombre de paroisses au Canada, la première à Winnipeg en 1904, et qui, en 1973, comptait encore dix églises en sol canadien. En 1920 toutefois, les Polonais comptaient au Canada quelque 52 églises, dont 41 au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta[9].

À Montréal, l'Église catholique fit preuve de plus de souplesse à l'égard des églises nationales distinctes. Préoccupée par la sauvegarde culturelle des Canadiens français, elle jugeait risqué le coude-à-coude, dans les églises et les paroisses, de Canadiens français mêlés aux Italiens, aux Polonais, aux Ukrainiens, aux Hongrois, aux Chinois et aux Syriens. Les enfants d'immigrants furent reçus dans des écoles anglophones qu'on avait tout d'abord ouvertes pour des immigrants irlandais.

Dans certains cas, le prêtre subit le contre-coup d'une forte dose d'anticléricalisme. Si, dans le pays d'origine, la foi s'enracinait dans un peuple pour qui l'Église constituait la pierre angulaire de la communauté rurale, il arrivait parfois au prêtre d'être compté au nombre des oppresseurs de la paysannerie. Au Canada, les immigrants se crurent parfaitement libres de pouvoir élever la voix, surtout quand ils avaient souscrit à la fondation de leur église et en assuraient encore la gestion; dans bien des cas ils usèrent donc largement de leur liberté d'expression en la matière. On vit même des manifestations d'anticléricalisme chez les Ukrainiens, pourtant connus pour leurs fortes convictions religieuses[10].

Faute de pouvoir compter sur un clergé bien structuré au Canada, certains groupes se rabattirent sur des pasteurs itinérants ou des ministres venus des États-Unis avec ce résultat que, dans bien des cas, leurs institutions religieuses durent s'intégrer à un ensemble structurel dont les assises se trouvaient hors du pays. Et, dans certains cas, on vit des communautés qui avaient un tel désir d'assurer les secours de la religion aux fidèles qu'elles confièrent ce ministère à des imposteurs ou à des chefs religieux de moralité douteuse. D'aucuns ont même prétendu que Séraphim, un évêque de la All-Russian Orthodox Church qui fit scandale à Winnipeg en ordonnant des prêtres à sa guise de 1902 à 1908 et en faisant ériger une cathédrale toute en ferraille, était parfois sujet à des accès de folie[11].

On exigeait beaucoup des prêtres qui venaient s'établir dans une communauté. Non seulement devaient-ils trouver ceux qui, dans le groupe ethnique, adhéraient à la même religion, mais il leur fallait également

convaincre les fidèles d'assister régulièrement à des offices dont ils étaient privés depuis déjà longtemps. Radecki écrivait ceci à propos de prêtres polonais :

> Il fallait bien que ces prêtres pionniers soient robustes, peu soucieux de leur confort et de leur bien-être personnels, et ne s'arrêtent pas un seul instant. Ils devaient chercher eux-mêmes leur pitance, fonder des paroisses, ériger et entretenir églises et chapelles, s'assurer de la constance de la foi face au prosélytisme des autres Églises. Il leur fallait rester jeunes, en santé et inlassables afin de pouvoir supporter les épreuves, le découragement et le dénuement qui les attendaient dans leur ministère. Pour beaucoup d'entre eux, le plus dur était l'isolement de leurs collègues. Ils voyageaient seuls, des mois durant, sans qu'aucun autre membre du clergé ne les accompagne dans leur ministère, sans pouvoir compter sur un lieu de retraite et sans un mot d'encouragement de la part de leurs supérieurs. Titulaires d'une paroisse, ils devaient partager ce ministère avec quatre ou cinq autres missions. Il leur fallait rester en mouvement, répartir leurs efforts et leur attention entre leurs paroissiens et d'autres fidèles sans pasteur attitré[12].

Contrairement à l'usage courant dans leur pays d'origine, les laïcs qui avaient longtemps peiné pour bâtir une église n'étaient plus guère disposés à laisser au prêtre la haute main en toute circonstance; surtout quand le prêtre n'était plus le notable le plus instruit de la paroisse. D'où beaucoup d'amertume chez les paroissiens.

> Après avoir consacré beaucoup de temps, d'efforts et d'argent à la construction de leurs églises, les paroissiens s'attendaient à ce que la paroisse et le clergé soient non seulement le reflet des traditions et croyances religieuses, mais aussi du patriotisme polonais et de valeurs autres que religieuses. Comme la paroisse et le clergé dépendaient financièrement de leur aide, les paroissiens croyaient pouvoir être consultés, ou tout au moins renseignés, sur la façon dont les fonds de la paroisse étaient répartis. Certains prêtres polonais consentaient non seulement à promouvoir des objectifs autres que religieux, mais s'en faisaient aussi les instigateurs. Mais, en raison de la règle ecclésiastique, aucun d'eux ne voulait, ou ne pouvait, partager le pouvoir de décision avec ses paroissiens. Un certain nombre de paroisses urbaines connurent alors des problèmes incessants qui conduisirent parfois à des mutations dans le personnel clérical, à des schismes de groupe et à la formation d'une nouvelle paroisse ou d'une nouvelle église[13].

Le manque de pasteurs exposa aussi les immigrants au zèle apostolique des confessions protestantes les mieux établies. Ces missionnaires se

présentaient comme des émissaires d'une civilisation supérieure pour porter la bonne nouvelle, non seulement aux autochtones mais aussi aux catholiques et aux peuples de l'est, du centre et du sud de l'Europe. Méthodistes, presbytériens et baptistes en particulier ouvrirent des missions pour «christianiser» et «canadianiser» les immigrants. Au plus fort de la lutte pour sauver des âmes, il leur arriva de déplacer leurs missions d'un endroit à l'autre, là où l'immigrant allait chercher du travail. Afin de mieux recruter des membres et appliquer leur doctrine sociale, ils offraient des cours d'anglais et des services sociaux, ainsi qu'une certaine orientation permettant aux immigrants de venir plus facilement à bout de leurs problèmes sociaux communs. Services médicaux et résidences, c'est-à-dire ces écoles où des jeunes qui avaient quitté leur foyer avaient quotidiennement sous les yeux l'exemple d'un Canada anglais protestant, jouaient un rôle éminent dans ces missions. Cette forme de ministère aboutissait parfois à des conversions; parfois aussi, comme ce fut le cas de J.S. Woodsworth, le missionnariat conduisait le prédicateur à un activisme politique qui l'obligeait à quitter sa chaire. Les missionnaires protestants cherchaient surtout à convertir les Polonais et les Ukrainiens, mais il y eut peu de conversions dans ces deux groupes.

Pour s'assurer des néophytes chez les immigrants, on usait parfois de méthodes plus complexes et moins transparentes que celles des missions. Ainsi, un clergé protestant et ses bénévoles, pour qui les catholiques n'avaient de chrétien que le nom, passèrent par des voies détournées pour s'adresser aux immigrants catholiques. En 1904 par exemple, l'Église presbytérienne aida à fonder l'Église grecque indépendante chez les Ukrainiens. Après avoir reçu l'appui de jeunes qui épousaient l'idéologie du Parti radical de Galicie et qui se montraient notoirement anticléricaux, cette Église connut tout d'abord du succès. Mais ce fut l'échec quand on apprit qu'il existait des liens entre l'Église grecque indépendante et le presbytérianisme. La plupart des adhérents de la nouvelle Église retournèrent au catholicisme grec ou à l'orthodoxie russe, tandis que les autres se retrouvèrent dans le camp presbytérien en 1913.

Quant aux protestants venus de pays à prédominance catholique, comme la Pologne et la Hongrie, ils purent ouvrir des églises au Canada mais furent pour la plupart exclus des institutions communautaires ethniques. Comme pour les juifs d'Europe centrale et d'Europe orientale, on fit mention de ces groupuscules dans les statistiques, mais autrement les dirigeants ethniques n'en tinrent aucun compte dans le dénombrement.

Les sectes qui s'établirent dans l'Ouest du Canada, telles les mennonites et les doukhobors, ne pouvaient compter sur aucun clergé de profession et la pénurie de pasteurs ne représentait pour elles aucun problème. Par contre, les doukhobors connaissaient des problèmes au niveau de la direction. Leur chef, Peter Verigin, était en exil en Sibérie, en 1899, quand 7 400 de ses disciples émigrèrent au Canada; Verigin lui-même n'arriva qu'en 1902. Entre-temps, plusieurs doukhobors dont la situation économique s'était améliorée commençaient à invoquer la religion pour se faire dispenser de

l'Homestead Act (Loi des terres de colonisation), ainsi que de clauses relatives au mariage et à l'enregistrement des naissances et des décès. Cette exemption leur étant refusée, ils se lancèrent avec le gouvernement canadien dans une longue série d'escarmouches qui, en 1908, aboutit au départ de plusieurs d'entre eux pour la Colombie-Britannique, où l'on vit un petit nombre de membres de la secte radicale des Fils de la liberté se manifester par le nudisme et l'incendie volontaire.

Ce qui, chez les immigrants, favorisa le maintien de plusieurs sectes comme entités religieuses fut l'émigration de leurs membres par cellules familiales entières. Les groupes ethniques dont les premiers arrivants étaient presque tous des hommes ne voyaient pas souvent la nécessité immédiate de services religieux. Sur les chantiers d'exploitation forestière ou minière et les chantiers de construction, la journée du dimanche était réservée à la lessive, à la rédaction du courrier ou à d'autres tâches pour lesquelles on ne trouvait guère de temps au cours de la semaine. L'absence de ministère religieux commença toutefois à se faire durement sentir avec l'arrivée des femmes et l'installation de familles. Pour le groupe ethnique constituant une secte, on peut dire qu'il n'existait aucun décalage entre le moment de l'installation et celui de l'organisation des services religieux.

Les sectes, toutefois, étaient terriblement vulnérables à la fragmentation. Epp a constaté qu'en 1920, il existait neuf groupes de mennonites originaires de Hollande et de l'Allemagne du Nord et neuf autres chez les mennonites et les mennonites amish originaires de Suisse et de l'Allemagne du Sud[14]. À cette époque, les doukhobors se répartissaient eux aussi en divers groupes, comme les indépendants, les doukhobors de la Commune et les Fils de la liberté; leur religion avait des fondements communs, mais il existait, entre ces groupes, des différences marquées sous bien d'autres aspects.

Outre les grandes sectes, nombre de sectes moins importantes vinrent s'installer dans l'Ouest du Canada et, si certaines d'entre elles étaient nord-américaines, d'autres s'identifiaient à des mouvements de renouveau religieux qui faisaient alors fureur en Europe. L'Église baptiste allemande d'Amérique du nord et la Evangelical Swedish Mission Covenant of America s'étaient déjà implantées en Alberta en 1900, suivies peu après par les dunkers germano-américains, les adventistes du septième jour russo-allemands (qui, dès 1921, avaient recruté des colons ukrainiens, scandinaves et britanniques), les Evangelical United Brethren (germanophones) et la Scandinavian-American Evangelical Free Church. Fondées à la frontière des États-Unis, ces sectes trouvaient maintenant des conditions comparables au Canada[15]. Les cultes, c'est-à-dire les groupes religieux qui, contrairement aux sectes, étaient davantage syncrétiques que fondamentalistes, se manifestaient généralement plus dans les milieux urbains que ruraux, bien que, chez les Hongrois de Bekevar, en Saskatchewan, la Christian Spiritists' Society apparut avant la Première Guerre mondiale et fut l'objet d'une vive controverse. On estime que son émergence démontrait l'incapacité des Églises à subvenir aux besoins spirituels et socio-culturels de la population, à en juger par la grande variété de services communautaires qu'offraient la Christian Spiritists' Society et ses ramifications[16].

Le grand afflux de juifs d'Europe orientale de 1880 jusqu'à la guerre explique l'ouverture de nombreuses synagogues ashkenazes au Canada, notamment à Winnipeg, à Montréal et à Toronto. Il était relativement facile d'ouvrir une synagogue et les problèmes de direction sur le plan religieux étaient alors plutôt rares. Mais, dans bien des cas, les juifs originaires de divers pays souhaitaient une diversification des organisations religieuses. Avant la Première Guerre mondiale, on ouvrit à Toronto des synagogues distinctes pour les Anglais et les Allemands, les Roumains, les Polonais, les Russes, les Galiciens, les Moldaves et autres. Or même au sein de ces groupes, on a assisté à des scissions résultant de la diversité des coutumes dans les régions d'origine[17].

Les juifs furent aussi l'objet du prosélytisme des Églises chrétiennes. Les missions entreprirent assez tôt de les convertir et poursuivirent longtemps leur œuvre, sans beaucoup de résultats concrets. La conversion, si conversion il y avait, était aussi souvent le fruit des alliances matrimoniales que de l'évangélisation chrétienne. Le Presbyterian Board of Home Missions inaugura une mission pour les juifs de Montréal en 1892. Elle ne dura que quelques années, mais on en ouvrit une autre en 1915. À Toronto, une mission interconfessionnelle qui avait l'appui de gens bien nantis, la Toronto Jewish Mission, fut fondée en 1892 et une mission presbytérienne la suivit dès 1898. L'œuvre presbytérienne donna lieu à une congrégation, l'Hebrew Christian Presbyterian Congregation, en 1913. L'activité des anglicans remontait à 1903 au moins, mais une mission anglicane, patronnée par la paroisse de la Sainte-Trinité, n'ouvrit vraiment ses portes qu'en 1912. Les néophytes jouaient un rôle éminent dans l'activité missionnaire qui comprenait notamment la prestation de soins médicaux, de subsides pour le loyer, de services d'embauchage et de fêtes enfantines. Les chrétiens, pour la plupart, montraient peu d'empressement dans ces tâches, si bien que l'on vit des juifs irrités s'en prendre à des prédicateurs des missions dans la rue et former une ligue anti-missionnaire en 1914[18]. À Winnipeg, les presbytériens ouvrirent une mission juive en 1911 et une maison d'accueil évangélique l'année suivante[19].

Quant aux religions autres que les religions judéo-chrétiennes, mentionnons que ce sont des immigrants japonais qui importèrent le bouddhisme au Canada. Le premier temple bouddhiste ouvrit officiellement à Vancouver en 1905, avec un bonze rappelé du Japon. Le premier temple sikh, ou gurdwara, fut inauguré en 1908, aussi à Vancouver; on amassa plus de 6 000 $ pour cet édifice, qui nécessita aussi beaucoup de travail de la part de chacun[20].

Tout comme les juifs, les non-chrétiens d'Asie étaient considérés comme des convertis possibles dans les missions. Le prosélytisme chez les Chinois de Colombie-Britannique débuta dès 1859; il y eut un premier néophyte en 1875, mais il eut peu de successeurs. Dans l'Ouest, les Églises chrétiennes connurent peu de succès chez les Chinois, jusqu'à l'arrivée d'immigrants qui étaient déjà chrétiens. Dans le centre du pays, presbytériens et méthodistes furent les premiers à s'engager dans le missionnariat, à Montréal dans les

années 1880. Un ministre presbytérien d'origine chinoise arriva à Montréal en 1894 et ouvrit une mission trois ans plus tard. Les catholiques se montrèrent moins actifs, mais un prêtre commença à dispenser un enseignement religieux aux jeunes chinois. La tradition orale veut que, vers 1901, un prêtre catholique ait joué du violon pour attirer des Chinois à ses cours donnés en anglais; et un jésuite américain qui pouvait prêcher en chinois après avoir oeuvré à Macao put baptiser plus de 100 Chinois durant un stage à Montréal de 1904 à 1906. Plus tolérants des coutumes importées de Chine, les presbytériens connurent aussi plus de succès que les catholiques dans cette entreprise de conversion.

On vit aussi très tôt des missionnaires chinois assez remarquables à Toronto. Oeuvrant chez les jeunes, des organisations telles que le YMCA et le Young Men's Christian Institute ouvraient leurs portes à des Chinois chrétiens qui n'acceptaient plus de se soumettre à l'autorité ecclésiale. En plus de leur apostolat chez les Chinois, les missionnaires offraient des cours de langues, des services médicaux, des services sociaux et leur aide dans la lutte contre la discrimination. Clergés catholique et protestant furent unanimes à protester contre les impôts spéciaux qui frappaient les établissements commerciaux chinois, à déplorer la violence faite aux Asiatiques et, ultérieurement, à obtenir que soit amendée la dure loi de l'Immigration chinoise de 1923 pour, finalement, faire cause commune avec ceux qui exigeaient que cette loi soit abrogée. De façon générale, toutefois, les missionnaires toléraient mal l'usage d'opium ou le jeu, bien qu'on puisse croire que c'était là un sous-produit des sociétés d'hommes où les lois canadiennes de l'immigration forçaient les Chinois à vivre.

Aux Japonais, les missionnaires offraient des cours d'anglais; les méthodistes ouvrirent à Vancouver, en 1912, une école qui s'y maintint pendant 22 ans. Le prosélytisme mit les Japonais chrétiens à contribution dès 1892; ils fondèrent une mission à Victoria et, en 1906, ouvrirent une école du dimanche à Vancouver[21].

La Première Guerre mondiale, qui rendit la vie pénible à tous les Allemands du Canada, accéléra dans leurs églises la tendance à remplacer l'allemand par l'anglais. La guerre fut particulièrement dure pour ces sectes protestantes exemptées du service militaire, dont celle des mennonites était la plus importante. Certains mennonites s'étaient enrôlés dans les forces armées, mais la majorité des mennonites, tant dans l'Ouest que dans l'Est du Canada, restaient fermement opposés à toute tentative de les conscrire; ce qui ne les empêcha d'ailleurs pas de souscrire généreusement aux œuvres de charité, à celles de la Croix-Rouge et aux émissions de bons de la victoire.

La guerre mit aussi en évidence le mouvement de tempérance qui mena à l'adoption de la prohibition, par voie de référendum, au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta avant décembre 1916. Les chefs de file de ce mouvement étaient des protestants d'ascendance britannique et scandinave qui avaient toujours considéré comme des ennemis les immigrants catholiques d'Europe centrale et d'Europe orientale. Néanmoins, dans chacune des trois provinces des Prairies, de nombreux immigrants

catholiques votèrent pour la prohibition après avoir jugé que le référendum constituait un test de loyauté. Ce qui, d'ailleurs, contribua à modérer l'hostilité des protestants à l'égard de l'Église catholique.

L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Les organisations religieuses qui s'étaient implantées dans diverses communautés ethniques de l'Ouest consolidèrent leurs positions au cours des années 1920. La période de forte expansion démographique venait de finir et la plupart des meilleures terres agricoles étaient déjà occupées, mais la prospérité et le faible accroissement de la population renforcèrent les églises et les paroisses déjà établies, tout en favorisant l'expansion vers le Nord. Certaines Églises s'adjoignirent des mandataires pour s'occuper spécialement des immigrants. En 1927, par exemple, avec l'aide de laïcs, des prêtres catholiques polonais ouvrirent un bureau avec siège à Winnipeg pour renseigner les nouveaux arrivants polonais sur les régions les plus favorables à l'agriculture, sur celles où ils pourraient trouver des compatriotes, et sur les lieux d'élection de paroisses ou autres organisations polonaises[22]. De 1927 à 1930, l'Église luthérienne de Norvège maintint un pasteur en poste à Winnipeg à titre de directeur des migrations de la Norvège au Canada; ce pasteur, toutefois, souligna dans un rapport que les nouveaux venus affichaient de l'indifférence à l'égard de l'Église[23].

Chez les Ukrainiens, la ferveur nationaliste engendrée par la création d'un État ukrainien souverain de brève durée donna un coup de pouce à l'Église ukrainienne grecque orthodoxe déjà bien organisée dès 1924, et cette Église trouva des adeptes de plus dans l'Église grecque indépendante, dans l'Église russe orthodoxe, ainsi que chez les catholiques grecs en rébellion. En 1931, 25 p. 100 des Ukrainiens fréquentaient l'Église ukrainienne grecque orthodoxe contre environ 58 p. 100 qui adhéraient à l'Église grecque catholique, et ce partage de l'opinion religieuse se reflétait dans presque tous les aspects de la vie des Ukrainiens du Canada[24]. Les églises ukrainiennes protestantes connurent elles aussi un certain succès.

Chez les mennonites, le départ de milliers de gens qui estimaient que les écoles confessionnelles étaient essentielles à leur survivance, ainsi que l'arrivée de milliers de mennonites russes dans les années 1920, menèrent à la dissolution de certaines congrégations, mais à la création de beaucoup d'autres. L'accroissement s'accompagnait en permanence d'une certaine fragmentation, même si les Russländer (mennonites russes) contribuaient à la mise sur pied de véritables organisations locales, provinciales et interprovinciales.

L'arrivée des hutterites dans les provinces de l'Ouest en 1918 signala l'apparition d'une nouvelle secte protestante au Canada. Tout comme les mennonites, les hutterites étaient des pacifistes. Leur mode d'organisation en communes et leur séparatisme à tous crins leur faisaient un rempart contre l'assimilation, même si les hutterites passaient pour des progressistes en

matière de technologie agricole. Malgré l'opposition qu'elle suscitait, la secte devint florissante et elle établit plusieurs colonies[25].

Les petites sectes protestantes dites évangéliques continuaient à proliférer. En Alberta, par exemple, la Church of God, secte américaine dite «des saints», fit son entrée en 1924 et recruta des membres notamment chez les colons germano-américains. Dans la même province, William Aberhart utilisa pour la première fois un moyen de communication fort populaire dans les années 1920, la radio, pour évangéliser la population au nom du mouvement baptiste des Prophètes. Peu après, la Christian Missionary Alliance achetait une station de radio et la mettait en ondes. Les émetteurs pouvaient alors compter sur un auditoire rural multiethnique. Il en allait de même des étudiants qui s'intéressaient aux écoles d'études bibliques, dont la première dans les provinces des Prairies ouvrit ses portes à Three Hills, en Alberta, en 1922. Ces écoles se multiplièrent dans les années ultérieures[26].

L'activité missionnaire des principales Églises protestantes fut moins intense au cours des années 1920. Méthodistes et presbytériens étaient engagés dans un débat sur un projet d'union, débat qui finit par la création de l'Église unie du Canada en 1925. Plusieurs de leurs adhérents dans l'Ouest étaient par ailleurs mêlés à une révolte agraire ou embrigadés dans le Parti progressiste.

Le prosélytisme auprès des juifs se poursuivit. En 1929, un rabbin de Toronto s'éleva vigoureusement contre l'acharnement des presbytériens à convertir les juifs, mais l'institut anglican Nathaniel continua son œuvre, sans beaucoup de succès d'ailleurs. Toutefois, les juifs avaient pu édifier leurs propres réseaux d'institutions et les églises «en étaient venues à voir l'intrusion d'un grand nombre de juifs dans les villes chrétiennes du Canada, non plus comme un problème de prosélytisme et d'assimilation, mais comme une question de bon voisinage et d'adaptation sociale[27]».

Quant aux Chinois, il n'y en avait guère plus de 10 p. 100 de chrétiens en 1923, époque à laquelle s'interrompit l'immigration. Le pourcentage de Chinois chrétiens s'accrut par la suite, étant donné que beaucoup plus de non-chrétiens que de chrétiens retournaient en Chine. En Colombie-Britannique, province où se concentraient les Chinois, le christianisme était chose moins fréquente chez eux que dans l'Est où les Églises presbytérienne et unie étaient plus puissantes et où les entraves à la participation des Chinois à la société canadienne étaient moins nombreuses qu'à Vancouver ou à Victoria.

La dépression fut une période pénible pour toutes les confessions religieuses, y compris celles que des immigrants avaient importées dans l'Ouest. Presque toutes eurent à souffrir d'une pénurie de personnel clérical et, dans les milieux ruraux, durent se retirer ou fusionner leur ministère. En Alberta, les synodes luthériens, l'Église orthodoxe russe et l'Église orthodoxe ukrainienne avaient tous de la difficulté à assurer la relève. Les colons ayant fui les régions de sécheresse, nombre d'églises, de missions et de paroisses perdirent leur caractère ethnique ou cessèrent d'exister. L'Église luthérienne

de Norvège, qui comptait 140 congrégations et lieux de prédication dans le Triangle Palliser en 1920, n'en avait plus que 75 en 1945.

> En fait, toute l'Église luthérienne de Norvège enregistra de lourdes pertes entre 1929 et 1939. Le nombre total de ses membres tomba de 14 108 en 1929 à 10 930 en 1939, si l'on excepte les adhérents des régions côtières de la Colombie-Britannique et ceux des synodes plus petits de l'Église luthérienne libre et des Frères luthériens[28].

Des églises luthériennes de Norvège qui subsistaient, 60 p. 100 étaient secourues par la Home Mission des États-Unis en 1936 et les autres durent se contenter de l'aide d'urgence.

Le blocage de l'immigration durant la dépression éprouva durement les mennonites. Ceux qui étaient venus de Russie au Canada dans les années 1920 savaient fort bien que leurs coreligionnaires, notamment des parents, étaient persécutés en Union soviétique, et ils travaillèrent donc avec ardeur à leur admission au Canada. Efforts à peu près vains d'ailleurs : des quelque 13 000 à 18 000 mennonites immobilisés à Moscou en 1929, le gouvernement canadien n'en admit que 1 344 au Canada de 1929 à 1932. Le Brésil, le Paraguay et les États-Unis accueillirent un grand nombre de ceux qui restaient.

Au cours des années 1930, les membres de la deuxième génération eurent de plus en plus la haute main sur les communautés ethniques et, pour eux, les vieilles traditions et la langue ancestrale avaient moins d'intérêt que pour la génération des premiers immigrants. Les Églises qui gagnèrent au change furent les Églises les plus «canadiennes» : chez les Ukrainiens, par exemple, de 1931 à 1941, le nombre de membres de l'Église catholique ukrainienne tomba de 58 à 50 p. 100 de la population et, bien que l'Église grecque orthodoxe vît le nombre de ses adhérents monter de 24,6 à 29,1 p. 100, ce furent les Églises catholique, unie, anglicane, presbytérienne, luthérienne, baptiste et autres qui firent le plus de nouveaux adeptes chez les Ukrainiens. L'Église unie avait un attrait particulier, à titre d'église «canadienne». Certaines Églises tentèrent de retenir leurs jeunes en remplaçant la langue ancestrale par l'anglais, déclenchant souvent de vives controverses. D'une part, certains fidèles trouvaient plus commode et rassurant de conserver un vocabulaire connu et une phraséologie familière, ou de pouvoir s'exprimer dans leur propre langue en confession. D'autre part, chez les dirigeants, on se préoccupait davantage de la position concurrentielle de l'organisation dans une société où prédominait une autre langue, et l'on jugeait avantageux de passer à l'anglais. En 1940, dans l'Église luthérienne norvégienne du Canada, environ 30 p. 100 seulement des offices religieux étaient encore célébrés en norvégien[29]. À Dickson, en Alberta, la plus ancienne communauté danoise dans les provinces des Prairies, le passage du danois à l'anglais prit plus d'une décennie et, même là, ce ne fut pas sans heurts :

> L'agitation en faveur d'un changement de langue dans l'église commença à la fin des années 1930, avec un groupe de jeunes Danois de la deuxième génération qui ne se sentaient plus aucune attache avec la vieille culture du pays d'origine et qui souhaitaient une identité plus authentiquement canadienne. Plus précisément, ces jeunes voulaient que l'église passe du danois à l'anglais. Plusieurs d'entre eux, qui connaissaient à peine le danois, se voyaient chaque dimanche traîner à l'église pour y entendre un office célébré dans une langue qu'ils ne pouvaient guère apprécier. Le changement fut lent à venir mais, peu après la Seconde Guerre mondiale, le passage à l'anglais était pratiquement accompli. Néanmoins, une importante faction de la communauté continuait à soutenir que l'Église était et devait rester danoise... Le changement de situation... déchira littéralement le village en deux[30].

À leur tour, les confessions et les sectes les plus anciennes continuèrent à ressentir comme une menace les cultes et les sectes les plus évangéliques. La réclame dans les journaux, les prospectus et les émissions de radio s'adressaient à des communautés que les religions débordées n'arrivaient pas à desservir; la simplicité et le pittoresque du message étaient bien à la portée de ceux dont l'anglais n'était pas la langue première. Les écoles d'études bibliques, qui continuaient de surgir dans les régions rurales, offraient aux jeunes des possibilités de recevoir une instruction à moindres frais et elles étaient «assez petites, assez sûres, ouvertes pendant une durée assez courte et suffisamment flexibles en matière d'inscription» pour séduire bien des gens. La fréquentation des écoles bibliques non-mennonites par de jeunes mennonites conduisit, autant en Ontario que dans l'Ouest, à un très important développement des écoles d'études bibliques purement mennonites. Vingt-huit furent fondées dans les années 1930[31].

Facteur de division encore plus important dans plusieurs organisations religieuses, les membres se détournaient des églises et s'engageaient dans des mouvements de réforme économique et politique et, parfois même dans un mouvement révolutionnaire. Il y avait eu des mouvements socialistes chrétiens chez les catholiques d'Europe, mais l'Église catholique du Canada considérait toujours socialisme et communisme comme des fléaux, et ceux qui, par désespoir, avaient adhéré à ces idéologies se trouvèrent rejetés par l'Église. Chez les protestants, le socialisme était aussi un sujet d'aversion pour plusieurs, mais il y en eut pour l'adopter, notamment des membres du clergé animés par l'idée évangélique de justice sociale.

Les années 1930 furent extrêmement pénibles pour les juifs. Socialisme et communisme ne furent pas les seuls mouvements idéologiques de la décennie; le fascisme eut ses partisans, tout comme en Europe et aux États-Unis, et il rendit l'antisémitisme religieux encore plus virulent que par le passé. Au même moment, les autorités canadiennes refusaient aux juifs qui fuyaient la persécution dont ils étaient l'objet ailleurs l'autorisation

d'immigrer au Canada. La discrimination religieuse à l'encontre des juifs était manifeste : refusés en 1938, des juifs tchèques reformulèrent leur demande d'admission à titre de chrétiens et purent obtenir un visa d'immigrant. En 1940, un cadre de l'immigration canadienne que l'on avait supplié d'admettre des enfants juifs polonais répondit que le Canada n'accepterait que «des enfants juifs catholiques», personne d'autre[32].

LA SECONDE GUERRE MONDIALE ET L'APRÈS-GUERRE

La guerre n'améliora guère le sort des églises dans les petites villes et les villages de l'Ouest canadien. Il était devenu impossible de recruter des prêtres et des pasteurs dans les pays d'origine; les jeunes qui étaient nés au Canada entraient dans l'armée ou l'industrie de guerre plutôt qu'au séminaire, ou se lançaient dans des professions touchant l'ensemble des congrégations de fidèles; l'urbanisation de la population entraîna la disparition de nombreuses congrégations rurales.

Durant la guerre, il y eut un certain nombre de réussites dans les grandes villes. Chez les Hongrois, par exemple, des paroisses catholiques prirent un certain essor à Toronto et à Hamilton : à Toronto, sous l'égide d'un prêtre qui ne parlait aucunement le hongrois; à Hamilton, sous la direction d'un membre des Soeurs du service social. À Montréal, une congrégation hongroise de l'Église unie prospéra également, passant du statut de mission à celui de paroisse autonome et établissant sa propre église[33].

L'esprit de coopération qui se manifesta durant la guerre et l'avènement de fondations eurent pour effet de dissiper certaines rancœurs que la religion avait fait naître au sein des groupes ethniques. On vit par exemple le Comité ukrainien du Canada, fondé en 1940, regrouper des représentants de l'Église catholique ukrainienne et de l'Église grecque orthodoxe d'Ukraine, de même que des groupes protestants ukrainiens. Même si cette activité conjointe était jugée provisoire, elle n'en eut pas moins des effets permanents[34].

Pour de nombreux groupes, l'immigration d'après-guerre se caractérisa par l'arrivée de prêtres et de ministres, ainsi que d'un grand nombre de gens qui souhaitaient que la pastorale se fasse dans leur propre langue. Églises ethniques établies et paroisses en furent consolidées et de nouvelles furent créées. Vers 1975, on comptait à Toronto 33 paroisses catholiques offrant des services en italien, alors que, jusqu'à 1956, on n'en avait dénombré que trois[35]. De nouvelles paroisses polonaises furent instituées à Toronto, à Thunder Bay et à Montréal, et on acheta ou construisit des églises à Vancouver, à Calgary, à Saskatoon, à Sudbury, à Woodstock, à London, à Brantford, à London et à Ottawa[36]. Chez les Hongrois, l'époque d'abondance et d'optimisme de la fin des années 1940 et du début des années 1950 vit au moins trois paroisses ethniques s'organiser chez les travailleurs du tabac dans le sud-ouest de l'Ontario. Les catholiques romains achetèrent ou construisirent des lieux de culte en quatre endroits, les catholiques grecs en deux endroits et les protestants en quatre endroits[37].

TABLEAU 9

Population par groupe religieux, Canada, 1921-1981

	1921	%	1941	%	1961	%	1971	%	1981	%
Adventiste	14 200	(0,16)	18 485	(0,16)	24 999	(0,14)	28 590	(0,13)	41 605	(0,17)
Anglican	1 410 632	(16,05)	1 754 368	(15,24)	2 409 068	(13,21)	2 543 180	(11,80)	2 436 375	(10,12)
Baptiste	422 312	(4,80)	484 465	(4,21)	593 553	(3,25)	667 245	(3,09)	696 850	(2,89)
Bouddhiste	11 316	(0,13)	15 676	(0,13)	11 611	(0,06)	16 175	(0,075)	51 955	(0,22)
Chrétien réformé	—		—		62 257	(0,34)	83 390	(0,39)	77 370	(0,32)
Alliance chrétienne et missionnaire	283	(0,003)	4 214	(0,036)	18 006	(0,09)	23 390	(0,11)	33 895	(0,14)
Église des disciples du Christ	13 125	(0,15)	21 260	(0,18)	19 512	(0,1 I)	16 405	(0,08)	15 350	(0,06)
Confucéen	27 185	(0,30)	22 282	(0,19)	5 089	(0,027)	2 165	(0,01)	(5)	
Congrégationniste	30 788	(0,35)	(1)		(1)		(1)		(1)	
Doukhobor	12 674	(0,14)	16 878	(0,15)	13 234	(0,073)	9 170	(0,04)	6 700	(0,03)
Méthodiste libre	—		8 805	(0,08)	14 245	(0,078)	19 125	(0,09)	12 270	(0,05)
Grec orthodoxe	170 069	(1,93)	139 845	(1,21)	239 766	(1,31)	316 605	(1,47)	314 870	(1,31)
Hutterite	(4)		(4)		(4)		13 650	(0,06)	16 530	(0,07)
Témoins de Jéhovah	6 689	(0,08)	7 007	(0,06)	68 018	(0,37)	174 810	(0,81)	143 485	(0,60)
Juif	125 445	(1,42)	168 585	(1,46)	254 368	(1,39)	276 025	(1,28)	296 425	(1,23)
Luthérien	286 891	(3,26)	401 836	(3,49)	662 744	(3,63)	715 740	(3,32)	702 905	(2,92)
Mennonite	58 874	(0,67)	111 554	(0,97)	152 452	(0,84)	168 150	(0,78)	189 370	(0,79)

TABLEAU 9 (suite)

Population par groupe religieux, Canada, 1921-1981

	1921	%	1941	%	1961	%	1971	%	1981	%
Méthodiste	1 161 165	(13,21)	(1)		(1)		(1)		(1)	
Mormon	19 657	(0,22)	25 328	(0,22)	50 016	(0,27)	66 635	(0,31)	89 865	(0,37)
Pentecôtiste	7 012	(0,80)	57 742	(0,50)	143 877	(0,79)	220 390	(1,02)	338 790	(1,41)
Presbytérien	1 411 794	(16,07)	830 597	(7,22)	818 558	(4,49)	872 335	(4,04)	812 110	(3,37)
Catholique	3 399 011	(38,69)	4 806 431	(41,77)	8 342 826	(45,74)	9 974 895	(46,25)	11 210 385	(46,55)
Armée du salut	24 771	(0,28)	33 609	(0,29)	92 054	(0,50)	119 655	(0,55)	125 085	(0,52)
Catholique ukrainien	(2)		185 948	(1,61)(3)	189 653	(1,04)(3)	227 730	(1,06)(3)	190 585	(0,79)
Unitarien	4 943	(0,06)	5 584	(0,05)	15 062	(0,08)	20 995	(0,09)	14 500	(0,06)
Église unie	8 739	(0,10)	2 208 658	(19,19)	3 664 008	(20,09)	3 768 800	(17 ,47)	3 758 015	(15 ,60)
Autre	138 555	(1,58)	158 337	(1,38)	277 508	(1,52)	293 240	(1,36)	755 820	(3,14)
Sans religion	21 819	(0,25)	19 161	(0,17)	94 763	(0,52)	929 575	(4,30)	1 752 385	(7,28)

1. Inclus dans l'Église unie.
2. Catholique grec et Orthodoxe grec sont groupés sous le vocable «Catholique ukrainien».
3. Comprend autre catholique grec.
4. Inclus dans «Mennonite».
5. Non indiqué séparément.

SOURCE : Établi à partir du Recensement du Canada, 1971 et 1981.

TABLEAU 10

Population par religion (sélection), Canada, provinces et territoires, 1981

Religion	Canada	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Québec
Catholique[1]	*11 402 605*	*204 465*	*56 450*	*310 725*	*371 245*	*5 618 365*
Catholique romain	11 210 385	204 430	56 415	310 140	371 100	5 609 685
Catholique ukrainien	190 585	40	30	565	135	8 615
Protestant	*9 914 580*	*352 695*	*61 175*	*487 255*	*295 785*	*407 075*
Adventiste	41 605	775	100	1 370	980	2 420
Anglican	2 436 375	153 530	6 805	131 130	66 260	132 115
Associated Gospel	7 895	—	—	65	20	130
Baptiste	696 850	1 200	6 060	101 585	88 520	25 050
Frères dans le Christ	22 260	365	225	420	240	570
Alliance chrétienne et missionnaire	33 895	—	—	70	55	230
Église de Dieu	10 040	10	30	60	30	475
Disciples des Églises du Christ	15 350	5	845	1 035	715	185
Église du Nazaréen	13 360	115	715	745	560	115
Doukhobors[2]	6 700	—	—	5	—	45
Église libre évangélique	5 780	—	—	20	—	55
Hutterite	16 530	—	—	—	—	5
Témoins de Jéhovah	143 485	2 020	435	4 920	3 525	19 855
Saints des derniers jours	89 865	200	140	1 570	810	2 150
Église des saints des derniers jours	82 060	200	140	1 570	815	2 125

TABLEAU 10 (suite)

Population par religion (sélection), Canada, provinces et territoires, 1981

Religion	Canada	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Québec
Église réorganisée des saints	7 810	5	—	5	—	35
des derniers jours	702 905	460	210	12 315	1 810	17 665
Luthérien	189 370	90	5	220	185	1 075
Mennonite	47 840	55	55	300	135	1 615
Organismes méthodistes	19 030	5	45	65	30	915
Évangélique	12 270	5	—	15	5	85
Méthodiste libre	7 940	15	25	—	—	5
Église missionnaire	4 350	2 045	—	25	10	50
Frères moraves	338 790	37 450	1 315	10 695	21 450	17 420
Pentecôtiste	8 060	35	155	225	40	895
Plymouth Brethren	812 110	2 700	12 620	38 285	12 070	34 625
Presbytérien	104 175	5	240	915	100	495
Organismes réformés	10 560	—	15	—	5	—
Église réformée canadienne	77 370	5	220	890	80	280
Chrétienne réformée	125 085	45 120	315	4 900	1 965	1 440
Armée du salut	14 500	35	50	325	285	1 325
Unitarien	3 758 015	104 835	29 645	169 605	87 460	126 275
Église unie	7 770	—	10	1 215	4 265	185
Wesleyen	8 130	160	5	235	140	695
Église mondiale de Dieu						

Religion	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon	T. N.-O
Catholique[4]	*3 036 245*	*318 815*	*310 010*	*613 930*	*538 435*	*5 595*	*18 330*
Catholique romain	2 986 175	269 070	279 840	573 495	526 355	5 470	18 215
Catholique ukrainien	49 305	49 355	30 090	40 280	11 940	125	115
Protestant	*4 418 960*	*573 420*	*557 315*	*1 240 000*	*1 484 925*	*12 310*	*23 670*
Adventiste	16 260	1 075	2 205	7 320	9 015	55	20
Anglican	1 164 315	108 220	77 725	202 265	374 055	4 665	15 295
Association des Églises évangéliques	5 760	105	970	565	280	—	—
Baptiste	288 465	19 260	16 785	66 375	81 850	1 015	685
Autre protestant	245 550	1 490	1 170	4 995	4 165	19 925	
Orthodoxe oriental[3]	*361 565*	*65*	*50*	*2 345*	*580*	*73 270*	
Orthodoxe grec	314 870	50	40	2 020	535	62 265	
Juif	*296 425*	*220*	*80*	*2 020*	*845*	*102 355*	
Non-chrétien d'Orient	*305 885*	*680*	*230*	*3 030*	*1 175*	*34 325*	
Bahaï	7 955	40	30	415	95	645	
Bouddhiste	51 955	135	50	420	240	12 000	
Hindou	69 500	315	75	1 025	475	6 690	
Musulman	98 165	100	70	790	315	12 115	
Sikh	67 710	65	—	275	50	1 790	
Groupes para-religieux[4]	*13 445*	*25*	—	*110*	*65*	*745*	
Groupes non-religieux[5]	*1 788 995*	*5 605*	*3 240*	*34 335*	*19 685*	*132 935*	
Agnostique	10 770	15	10	220	110	420	
Athée	4 455	20	5	50	30	370	
Sans religion	1 752 385	5 430	3 175	33 690	19 345	131 400	
Total de la population (détenus non inclus)	*24 083 495*	*563 750*	*121 225*	*839 800*	*689 370*	*6 369 070*	

TABLEAU 10 (suite)

Population par religion (sélection), Canada, provinces et territoires, 1981

Religion	Ont.	Man.	Sask.	Alberta	C.-B.	Yukon	T. N.-O.
Frères dans le Christ	15 535	490	845	1 040	2 525	5	—
Alliance chrétienne et missionnaire	7 215	2 015	6 110	10 095	7 975	30	105
Église de Dieu	3 435	440	1 000	3 065	1 500	—	—
Disciples des Églises du Christ	6 545	920	1 525	2 435	1 110	—	30
Église du Nazaréen	3 755	280	860	4 545	1 605	—	60
Doukhobors[2]	135	170	1 065	215	5 065	5	5
Église libre évangélique	125	330	395	1 940	2 910	—	—
Hutterite	105	5 940	2 980	7 395	105	—	—
Témoins de Jéhovah	48 460	6 420	9 815	16 195	31 520	120	200
Saints des derniers jours	20 095	1 840	3 075	42 980	16 740	160	105
Église des saints des derniers jours	14 505	1 775	2 565	42 190	15 925	160	100
Église réorganisée des saints des derniers jours	5 585	60	515	795	815	—	5
Luthérien	254 175	58 830	88 785	144 675	122 395	915	665
Mennonite	46 480	63 495	26 260	20 540	30 895	45	80
Organismes méthodistes	25 360	2 085	4 430	7 360	6 345	60	40
Évangélique	5 460	1 375	2 240	5 430	3 415	20	20
Méthodiste libre	8 990	215	1 620	580	740	5	5
Église missionnaire	6 000	85	150	1 395	260	—	—
Frères moraves	305	40	—	1 750	120	5	—
Pentecôtiste	119 535	15 825	16 435	41 485	55 095	520	1 570
Plymouth Brethren	3 270	610	310	550	1 960	—	5
Presbytérien	517 020	23 910	16 065	63 890	89 810	615	505
Organismes réformés	66 910	2 300	515	17 880	14 785	—	35
Église réformée canadienne	6 215	495	—	1 690	2 135	—	—
Église chrétienne réformée	50 670	1 390	465	13 460	9 885	—	20

Armée du salut	45 065	3 695	3 050	7 020	12 275	150	100
Unitarien	6 120	800	325	1 210	3 955	45	25
Église unie	1 655 550	240 395	263 375	525 480	548 360	3 310	3 725
Wesleyen	1 995	5	—	35	50	—	—
Église mondiale de Dieu	1 780	620	1 130	1 830	1 525	10	5
Autre protestant	89 160	13 215	11 125	38 460	60 845	585	420
Orthodoxe oriental[3]	*167 325*	*21 135*	*22 495*	*49 275*	*24 640*	*195*	*195*
Orthodoxe grec	140 615	19 785	21 065	46 505	21 645	175	180
Juif	*148 255*	*15 670*	*1 585*	*10 655*	*14 685*	*20*	*65*
Non-chrétien d'Orient	137 110	7 790	4 185	38 195	78 640	275	255
Bahaï	*3 250*	*165*	*465*	*775*	*1 815*	*125*	*135*
Bouddhiste	*18 595*	*2 015*	*985*	*6 200*	*11 190*	*75*	*50*
Hindou	41 655	1 750	1 150	7 360	8 980	—	20
Musulman	52 110	1 925	1 120	16 865	12 715	5	25
Sikh	16 645	1 685	220	5 985	40 940	45	10
Groupes parareligieux[4]	*5 555*	*590*	*600*	*1 580*	*4 125*	*5*	*55*
Groupes non-religieux[5]	*620 815*	*76 285*	*60 255*	*260 015*	*568 170*	*4 680*	*2 970*
Agnostique	3 995	595	140	1 520	3 660	50	20
Athée	1 595	190	130	790	1 270	10	5
Sans religion	607 830	74 360	59 045	254 515	556 180	4 505	2 895
Total de la population (*détenus non inclus*)	*8 534 260*	*1 013 705*	*956 440*	*2 213 650*	*2 713 615*	*23 075*	*45 540*

1. Comprend catholique romain, catholique ukrainien et l'Église catholique nationale polonaise.
2. Comprend les doukhobors orthodoxes et réformés, ces derniers constituant toutefois moins de 1,2 % du groupe.
3. Les orthodoxes orientaux comprennent les Grecs orthodoxes, ainsi qu'un certain nombre d'autres groupes orthodoxes identifiés à une nation, comme l'Église d'Antioche, les Arméniens, les Roumains, les Serbes, les Ukrainiens et les Russes.
4. Les groupes parareligieux comprennent les groupes expressément identifiés comme Fourth Way, New Thought, Theosophical, Pagan et un certain nombre d'autres groupes divers, comme PSI, EST, The Farm, classés comme «Autres groupes parareligieux».
5. Les groupes non-religieux comprennent, en plus d'Agnostique, Athée et Sans religion, les répondants qui n'indiquent aucune préférence religieuse. Cette catégorie comprend également «Autres réponses non classées ailleurs».

SOURCE : Recensement du Canada, 1981.

Ces temples servirent de centres d'accueil aux réfugiés de la révolution hongroise et ils fournirent une aide précieuse aux nouveaux venus.

La proportion de la population du Canada de confession catholique romaine ou catholique ukrainienne s'accrut constamment au cours des années d'après-guerre et, en 1981, elle était de 47,3 p. 100. La plupart des catholiques étaient d'origine canadienne-française ou britannique, mais on voyait parmi eux beaucoup d'Ukrainiens, d'Italiens, de Polonais, de Hongrois et de Portugais, ainsi qu'un certain nombre d'Asiatiques et d'Antillais. Les groupes ethniques les moins importants et les plus isolés furent accueillis dans les paroisses déjà établies, mais on assista aussi à l'avènement de paroisses nationales, la contribution d'un groupe ethnique permettant à un autre groupe d'ouvrir sa propre Église.

Les confessions protestantes, comme l'Église unie, l'Église anglicane et l'Église baptiste, attiraient non seulement leurs adeptes d'origine canadienne, mais également des immigrants de pays comme la Chine, le Japon et la Corée où leurs missionnaires s'étaient montrés particulièrement actifs. Les diverses confessions avaient, par ailleurs, beaucoup appris des sectes nées dans les années 1930 et elles adoptèrent des méthodes d'organisation beaucoup plus souples. Le multilinguisme était à l'honneur : au cours des années 1970, huit des grandes Églises protestantes fonctionnaient avec l'apport d'au moins 27 langues européennes, l'arabe, plusieurs idiomes chinois, le japonais, le coréen, le vietnamien et diverses autres langues[38]. Toutefois, elles recrutaient de nouveaux fidèles surtout chez les anglophones des deuxième et troisième générations. Des Ukrainiens qui adhéraient à l'Église unie en 1972, 52,1 p. 100 appartenaient à la première génération, 39,6 p. 100 à la deuxième, 7,9 p. 100 à la troisième, et les générations suivantes avaient l'ukrainien comme langue première tandis que, chez les adeptes de l'Église catholique ukrainienne, les pourcentages correspondants s'établissaient respectivement à 82,5 p. 100, 77,2 p. 100 et 44 p. 100[39].

Certaines confessions inflexibles en matière de morale commencèrent à s'assouplir, parfois sous des influences de l'extérieur du Canada. Notons à ce sujet que chez les luthériens canado-norvégiens dans l'Ouest, des modernistes venus des États-Unis ont créé récemment une certaine consternation en tolérant, et même en préconisant, la consommation de bière et la danse sur les campus des collèges luthériens :

> Ce ne fut pas sans graves perturbations qu'un nouveau pasteur d'origine allemande, desservant une congrégation d'ascendance norvégienne, tenta de justifier son habitude de boire de la bière avec des copains à la Légion. Il mit le feu aux poudres en ajoutant que les membres de son conseil pouvaient toujours venir prendre un verre chez lui, au presbytère, s'ils en avaient le goût. Un autre pasteur fraîchement arrivé des États-Unis organisa une dégustation de vins et fromages pour pouvoir faire connaissance avec les jeunes gens de la communauté. Il parut estomaqué d'apprendre que tant de membres de l'Église s'opposaient à la coutume de boire un verre à

> la santé de quelqu'un. Un troisième pasteur américain avait décidé que, pour sa grande classe de confirmation, il y aurait une petite soirée de danse dans le sous-sol de son église. Malheureusement pour lui, il oublia d'en parler à ses diacres qui étaient radicalement opposés aux danses dans les églises[40].

La rupture des liens institutionnels avec les Églises américaines fut un moyen de résoudre les différences en matière de normes. Le processus s'engagea petit à petit chez les luthériens norvégiens à partir des années 1940 et se termina en 1967, quand le district canadien de l'Église luthérienne des États-Unis devint l'Église luthérienne évangélique du Canada.

Des sectes protestantes, les hutterites furent sans doute les plus aptes à remplir leurs engagements religieux au fil des années. Il arrivait parfois que des jeunes, non encore baptisés, quittent les colonies et agissent autrement que ce que prescrivait leur religion, mais ils revenaient généralement au bercail et se conformaient par la suite aux règles de la communauté. Il faut noter toutefois que, récemment, un petit nombre de personnes et de familles ont renié le collectivisme des hutterites pour adopter l'approche individualiste des évangélistes protestants.

Dans les années 1970 et 1980, les mennonites se classaient dans un éventail de communautés allant de l'Ordre ancien des mennonites, qui affichait des idées séparatistes, à des congrégations difficiles à distinguer de celles de l'Église unie du Canada. L'Ordre ancien des mennonites tenait à conserver les traditions rurales, la simplicité de la tenue vestimentaire, l'utilisation du cheval et du boghei et la langue allemande; l'Ordre perdit des membres au profit de groupes moins intransigeants, dont certains estimaient que l'enrôlement dans l'armée en temps de guerre n'était pas un motif d'excommunication.

Chez les doukhobors, les incendies volontaires et le dynamitage auxquels se livraient certains membres de la secte des Fils de la liberté visaient aussi bien des doukhobors qu'ils considéraient s'être fourvoyés que le gouvernement et d'autres organisations économiques ou politiques en position de force. Le temps, toutefois, fit son œuvre et le fait d'être exposés à une société en pleine expansion entraîna jusqu'à un certain point l'assimilation des doukhobors.

> Il semble maintenant certain que les doukhobors conserveront leur particularisme, du seul fait qu'ils constituent l'un des nombreux petits groupes religieux du Canada, d'ailleurs fort pittoresques, avec un régime alimentaire moins complexe que celui des juifs orthodoxes, des concepts théologiques guère plus hétérodoxes que ceux des mormons, une organisation économique beaucoup moins radicale que celle des hutterites qui vivent toujours en communauté de biens et un pacifisme pas plus intransigeant que celui des quakers. La seule chose qui, comme un cordon ombilical non

> coupé, puisse encore les rattacher à un passé de plus en plus lointain dans les steppes et les montagnes de Russie, ce sont les mélopées bizarres du Livre de vie[41].

Contrairement aux hutterites et aux mennonites, dont les rangs s'accroissaient de recensement en recensement, le nombre de doukhobors baissa de 16 878 au recensement de 1941 à 6 700 lors du recensement de 1981.

Nombre d'immigrants étaient chrétiens, mais l'immigration favorisa également d'autres formes de religion, surtout après 1967. L'abandon des vieilles politiques discriminatoires suscita un afflux de juifs de divers pays; il y eut notamment des juifs séfarades d'Afrique du Nord, qui s'établirent surtout à Montréal, et des juifs hassidiques ultra-orthodoxes, qui implantèrent leurs communautés bien distinctes autant à Montréal qu'à Toronto. Les immigrants asiatiques englobaient beaucoup de chrétiens, mais aussi beaucoup de non-chrétiens tous désireux de poursuivre leur vie religieuse au Canada. Le sikhisme du sud de l'Asie était déjà bien établi en Colombie-Britannique et, en 1971, on dénombrait plusieurs gurdwaras fondées à Calgary, à Edmonton, à Toronto et à Montréal. Ces gurdwaras, qui tendent à proliférer depuis, servent de centres communautaires polyvalents et ont joué un rôle éminent dans la transformation des Sikhs, passant d'un groupe purement religieux à un groupe ethnique. À l'instar des sikhs, les ismaïliens de l'Asie du sud, dont plusieurs, établis en Afrique orientale, sont arrivés au Canada comme réfugiés de l'Ouganda au début des années 1970, ont ouvert des lieux de culte (les jamat khanas) qui servent de centres communautaires et les ismaïliens eux aussi ont commencé à devenir un groupe ethnique.

Par contre, les Asiatiques du sud qui adhéraient à d'autres religions, comme les musulmans sunnites, se sont joints aux pratiquants d'autres ethnies dans l'exercice de leur foi commune.

Peu nombreux avant la Seconde Guerre mondiale, les immigrants musulmans sont arrivés en grand nombre depuis 1950. Ethniquement, il s'agissait principalement d'Arabes et de Pakistanais, mais on remarquait aussi des Indiens, des Yougoslaves, des Albanais, des Bulgares et autres[42]. La plupart sont des sunnites, dont le livre saint est le Coran et dont le prophète est Mahomet. La première mosquée au Canada fut érigée à Edmonton en 1938; mais, dès avant 1980, on pouvait en voir de Halifax à Vancouver. Plusieurs organisations musulmanes se retrouvaient dans le Conseil des communautés musulmanes du Canada, fondé en 1972, qui sollicite notamment de l'aide pour que certaines prescriptions islamiques puissent être observées au Canada et qui, par le dialogue, s'efforce de promouvoir de bonnes relations entre chrétiens et juifs.

Les musulmans connurent une pénurie d'imâms jusqu'en 1970. Il n'existait aucun séminaire musulman en occident.

> La communauté islamique du Canada n'avait pu trouver, jusque là, aucun jeune arabe ou indo-pakistanais qui pourrait se rendre au Moyen-Orient pour étudier comme imâm postulant. (Trois jeunes Noirs étudient présentement dans ce but au Moyen-Orient). Entre-temps, vers la fin des années 1970, plusieurs organisations musulmanes devaient se retrouver sans imâm, notamment à Vancouver, à Windsor, à Regina et à Calgary.

Là où il fut possible de trouver des imâms, ces derniers se virent placés dans une situation difficilement acceptable.

> L'organisation des centres musulmans du Canada reçut sa première impulsion des croyants... Comme les congrégations finançaient la mosquée, leurs comités exécutifs se retrouvèrent avec des pouvoirs démesurés, situation peu caractéristique de l'Islam dans les pays musulmans.
>
> Ces comités exécutifs mirent au point des constitutions fondées sur le pouvoir des congrégations. Habituellement élus, ces comités se réservaient le droit d'engager ou congédier les imâms qui n'étaient pas de leur avis. Plusieurs imâms venus du Moyen-Orient acceptaient de mauvaise grâce cette division du pouvoir.

Les communautés musulmanes du Canada n'ont aucune identité ethnique en commun :

> Les communautés musulmanes se différencient sur divers plans : l'origine nationale et géographique, la langue première, les caractéristiques raciales et physiques, la connaissance de leur patrimoine, leurs valeurs, leur identité fondamentale, leurs récentes expériences comme peuple et leur attachement émotif à leurs racines[43].

L'Islam prétend pouvoir transcender le «tribalisme» de race et de langue et inviter le monde entier à se regrouper dans une entreprise qui conduirait à la suppression de toutes les différences ethniques, nationales ou culturelles. Il existe néanmoins des différences ethniques dans la pratique de la religion chez les musulmans. Rien n'indique clairement à l'heure actuelle si ces différences se perpétueront ou si, au contraire,la discrimination forcera les musulmans à ne plus former qu'un tout.

Les sectes évangéliques et syncrétiques continuèrent à conserver un certain attrait. Les pentecôtistes, qui avaient progressivement accru le nombre de leurs adhérents, concentraient leur recrutement surtout chez les Scandinaves et les Allemands. Les cultes des années 1960 et 1970 trouvaient des adeptes dans un groupe restreint mais significatif, notamment celui des jeunes aux antécédents chrétiens ou juifs. Le simple fait, pour eux, d'avoir emprunté des éléments aux religions orientales — notons, par

exemple, que Hare Krishna avait des racines dans l'hindouisme — leur permettait de contribuer à l'intégration de divers groupes asiatiques dans la société canadienne.

Le fait saillant des années d'après-guerre dans les religions établies fut probablement la baisse de leur importance dans la vie des Canadiens. L'industrialisation et l'urbanisation s'accompagnèrent d'une certaine sécularisation. Le déclin de la religion en d'autres régions du monde, notamment en Europe de l'Est et en Europe centrale, précéda celui qui s'est produit au Canada. Jusque dans les années 1950, certains immigrants qui n'avaient eu aucune éducation religieuse estimaient en arrivant au Canada qu'une profession religieuse faisait partie du mode de vie canadien et ils décidèrent donc d'adopter une Église. La sécularisation de la société canadienne est maintenant si poussée dans les centres urbains qu'il est peu probable que l'histoire se répète, bien qu'on puisse dire que, dans les villes, quelques nouveaux cultes syncrétiques jouissent d'une popularité pour le moins éphémère. Il est possible qu'à la campagne des colonies d'immigrants, comme celles des calvinistes hollandais de l'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, demeurent très religieuses, mais elles sont exceptionnelles.

Sécularisation et politique de multiculturalisme ont enhardi des non-chrétiens, surtout mais non exclusivement des immigrants de date récente, à tel point qu'ils ont pu contester les fondements chrétiens sous-jacents à plusieurs coutumes et institutions canadiennes. On a souligné, par exemple, qu'on pourrait faire passer pour du fanatisme le fait que Noël et Pâques soient considérés comme des jours fériés chômés, contrairement au Rosh Hashannah et au Yom Kippour. De plus en plus souvent, on fait mention des fêtes non chrétiennes dans les médias et dans certaines maisons d'enseignement. L'opportunité de réciter le «Notre Père» au début des cours fut mise en doute et, dans certaines écoles confessionnelles, le «Notre Père» ou d'autres prières furent remplacés par une période de silence. C'est depuis la proclamation de la Loi constitutionnelle en 1982 qu'on se querelle pour savoir si la *Loi sur le dimanche* est compatible avec l'article 27 de la Constitution, qui stipule que toute interprétation de la Charte des droits et libertés «doit concorder avec l'objectif de promouvoir le maintien et la valorisation du patrimoine multiculturel des Canadiens».

L'accroissement du nombre et du pourcentage de gens sans profession de foi donne une mesure du changement survenu au Canada. Au recensement de 1981, plus de 90 p. 100 de la population disaient appartenir à une religion chrétienne, soit quelque 22 millions de Canadiens, par rapport à moins de 300 000 juifs et un peu plus de 300 000 non-chrétiens d'Orient. Par ailleurs, le nombre des personnes sans profession de foi était passé de 95 000 en 1961 à 930 000 en 1971 et à 1 800 000 en 1981. À cette époque, les Canadiens n'appartenant à aucune religion représentaient plus de 7 p. 100 de la population; en Colombie-Britannique, ils atteignaient presque 20 p. 100 de la population. Si l'on procède par origine ethnique, les Britanniques occupaient une place prépondérante chez les Canadiens sans foi déclarée, mais il en

allait de même chez d'autres personnes issues du nord de l'Europe (Allemands, Hollandais et Scandinaves), chez les Asiatiques (en 1971, 17 p. 100 des Japonais se classaient dans la catégorie des sans foi) et toutes les catégories ethniques numériquement importantes étaient représentées. Cette hausse rapide démontre bien que, de nos jours, il est plus honorable qu'autrefois de proclamer qu'on n'adhère à aucune religion, sans oublier que cela est facilité, depuis 1971, du fait qu'il n'est plus nécessaire de répondre de vive voix aux questions d'un recenseur.

NOTES

1. Heinz Lehmann. *The German Canadians*, 1750-1937: Immigration, Settlement and Culture, édité et traduit par Gerhard P. Bassler, chapitre II, p. 14-17.
2. *Ibid.* chapitre II, p. 37, chapitre III, p. 55.
3. Spada, *The Italians in Canada*, p. 29-31; Rudolf P. Cujes, «Contributions of Slovenes to the Socio-cultural Development of the Pre-Charter Canadians, The Canadian Indians» dans *Slavs in Canada*, vol. 2, Ottawa, Inter-University Committee on Canadian Slavs, 1968, p. 117-126; Norris, *Strangers Entertained*, p. 96; Makowski, *History and Integration of Poles in Canada*, p. 39.
4. Stella Hryniuk et Roman Yereniuk, «Building the New Jerusalem on the Prairies: The Ukrainian Experience» dans *Visions of the New Jerusalem: The Story of Religious Settlement on the Prairie*, édité par Ben Smillie, Edmonton, NeWest, 1983, p. 144.
5. Woycenko, *The Ukrainians in Canada*, pp. 78-80.
6. Radecki, *A member of a Distinguished Family*, p. 146.
7. Paul Yusyk, «Religious Life» dans A Heritage in Transition, p. 148.
8. Makowski, *History and Integration of Poles in Canada*, p. 162.
9. Rudolf K. Kogler, «The Polish Community in Canada» dans *Topics on Poles in Canada*, édité par Benedykt Heydenkorn, Toronto, Canadian Polish Research Institute, 1976, p. 21.
10. Kostash, *All of Baba's Children*, p. 113-127.
11. Yusyk, *The Ukrainians in Manitoba: A Social History*, p. 72-73.
12. Radecki, *A member of a Distinguished Family*, p. 146.
13. Henry Radecki, *Ethnic Organizational Dynamics: The Polish Group in Canada*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1979, p. 63.
14. Frank H. Epp, *Mennonites in Canada, 1920-1940: A People's Struggle for Survival*, Toronto, Macmillan of Canada, 1982, p. 22.
15. W.E. Mann, *Sect, Cult, and Church in Alberta*, Toronto, University of Toronto Press, 1955.
16. M.L. Kovacs, «The Saskatchewan Era, 1885-1914», dans *Struggle and Hope*, édité par Dreisziger, p. 73.
17. Speisman, *The Jews of Toronto*, p. 100-104.

18. *Ibid.* p. 131-144.
19. Marilyn Barber, «Nationalism, Nativism and the Social Gospel» dans *The Social Gospel of Canada*, édité par Richard Allen, Ottawa, Musées nationaux du Canada, 1975, p. 201.
20. Buchignani et Indra, *Continuous Journey*, p. 24.
21. Adachi, *The Enemy That Never Was*, p. 110-112.
22. Radecki, *A Member of a Distinguished Family*, p. 145.
23. Loken, *From Fjord to Frontier*, p. 97.
24. Yusyk, «Religious Life,» dans *A Heritage in Transition*, édité par Lupul, p. 152-157.
25. Hostetler, *Hutterite Society*.
26. Mann, *Sect, Cult, and Church in Alberta*, p. 118-126.
27. R. Gruneir, «The Hebrew-Christian Mission in Toronto» dans *Canadian Ethnic Studies*, vol. 9, nº 1, 1977, p. 26.
28. Loken, *From Fjord to Frontier*, p. 105.
29. *Ibid.* p. 195.
30. Frank M. Paulsen, *Danish Settlements on the Canadian Prairies*, Ottawa, Musées nationaux du Canada, 1974, p. 18.
31. Epp, *Mennonites in Canada*, 1920-1940, p. 468 et 469.
32. Abella et Troper, *None is Too Many*, p. 1 et 2, 77 et 78.
33. Dreisziger, *Struggle and Hope*, p. 180.
34. Yusyk, «Religious Life», p. 158.
35. Père Ezio, C.S. Marchetto, «The Catholic Church and Italian Immigration to Toronto: an Overview» dans *Polyphony* vol. 7, nº 2, 1985, p. 107-110.
36. Radecki, *Ethnic Organizational Dynamics*, p. 89.
37. Dreisziger, *Struggle and Hope*, p. 198.
38. David Millett, «Religious Identity: The Non-Official Languages and the Minority Churches,» dans *Two Nations, Many Cultures: Ethnic Groups in Canada*, édité par Jean Leonard Elliott, Scarborough, Ontario, Prentice-Hall, 1979, p. 185 et 186.
39. Warren Kalbach et Madeline A. Richard, «Differential Effects of Ethno-religious Structures on Linguistic Trends and Economic Achievements of Ukrainian Canadians» dans *Changing Realities: Social Trends Among Ukrainian Canadians*, édité par Petryshyn, p. 90.
40. Loken, *From Fjord to Frontier*, p. 206.
41. George Woodcock et Ivan Avakumovic, *The Doukhobors*, Toronto, Oxford University Press, 1968, p. 356.
42. Abu-Laban, *An Olive Branch on The Family Tree*, p. 139.
43. Yvonne Yazbeck Haddad, «Muslims in Canada: A Preliminary Study» dans *Religion and Ethnicity*, édité par Coward and Kawamura, p. 81-84.

CHAPITRE HUIT

L'appartenance ethnique et la politique

Toute étude de l'interaction entre l'appartenance ethnique et la politique exige un examen approfondi des valeurs et des croyances politiques qui étaient propres aux immigrants à leur arrivée au Canada, ainsi que des conditions économiques qui les y attendaient. Certains de ces immigrants avaient quitté leurs lieux d'origine à titre de réfugiés, pour échapper aux luttes politiques d'un pays auquel ils continuèrent de s'intéresser pendant toute leur vie, à en juger par l'appui qu'ils fournirent à des organismes politiques de la mère-patrie et aux efforts qu'ils déployèrent pour influer sur la politique extérieure du Canada. À tout le moins, ces immigrants politiquement motivés fondèrent des mouvements pour sauvegarder leurs croyances et leurs aspirations et les transmettre à leurs enfants. Ils ne formaient qu'une faible partie de tous ceux qui étaient venus au Canada, mais ceux qui vinrent pour d'autres raisons (et ils étaient nombreux) apportèrent également des idées et des expériences politiques qui conditionnèrent leur adaptation au processus politique canadien. Il arrivait souvent que l'expérience initiale de l'immigrant et les conditions économiques du groupe ethnique où enfants et petits-enfants étaient élevés influent sur leurs perspectives politiques.

L'étude de la politique ethnique peut être considérée sous deux angles : celui de la politique interne au sein du groupe ethnique et celui de la participation politique à la société canadienne dans son ensemble. Certains groupes se sont constitué une vie politique interne active qui ne débordait pas dans le courant principal de la politique nationale et provinciale. Les Chinois, par exemple, qui dans certaines parties du pays furent exclus légalement du processus politique canadien, constituèrent un grand nombre d'organisations politiques qui représentaient différentes factions politiques de leur pays d'origine, comme le firent d'autres groupes qui étaient empêchés d'une façon ou d'une autre de participer pleinement à la politique canadienne.

Dans ses manifestations extérieures, le comportement politique d'un groupe ethnique particulier englobe la façon dont il vote habituellement, l'activité de ses groupes de pression et la participation de ses membres à la politique de parti, à titre de représentant du parti ou de candidat. Le comportement politique des membres d'un groupe ethnique se rattache à divers facteurs : les antécédents culturels et le niveau d'instruction de ses membres, leurs expériences antérieures en politique aussi bien que leur statut dans la société canadienne, leur concentration géographique, leur situation économique et le degré de discrimination ou d'acceptation dont ils sont l'objet. Pour bien comprendre la complexité de l'interaction entre l'appartenance ethnique et la politique, il faut aussi déterminer jusqu'à quel point les politiciens se considèrent comme des représentants de leur groupe ethnique et évaluer dans quelle mesure les opinions du groupe sont prises en considération par les institutions politiques. Étant donné que ces questions sont complexes et n'ont guère fait l'objet d'études, il importe de souligner que nous commençons à peine à comprendre la corrélation entre ces éléments, c'est-à-dire quand et pourquoi l'appartenance ethnique entre en jeu dans la politique canadienne.

Il est clair qu'en matière de conscience ethnique et de politique, compte tenu de l'établissement de fortes populations d'immigrants en diverses régions du pays aux XIX^{e} et XX^{e} siècles, les partis politiques ont dû en tenir compte d'une façon ou d'une autre. Là où les immigrants furent en assez grand nombre, ils constituèrent une part importante de l'enjeu politique. Comme ils n'avaient aucune attache, aucun loyalisme traditionnel dans le système canadien, il fallait trouver de nouveaux moyens de gagner leur vote. Les partis politiques usèrent donc d'une grande variété de méthodes pour aller chercher de nouveaux électeurs chez les immigrants et, ultérieurement, chez leurs enfants. Les partis politiques devaient, de plus, tenir compte de l'opinion publique à l'égard des immigrants et des groupes ethniques. On peut donc dire qu'il existe une grande interdépendance entre l'histoire des relations interethniques au Canada et celle de la politique ethnique.

Du fait qu'ils sont si intimement liés à ces questions fondamentales d'identité, de statut, de valeurs et d'intérêts, les problèmes ethnoculturels ont joué, de tout temps, un rôle éminent dans les débats publics et au cours de nombreuses campagnes électorales. C'est encore le cas dans bien des régions. Des controverses aussi diverses que «les problèmes scolaires», la prohibition, la politique extérieure et le bilinguisme officiel ont engendré de grandes manifestations de cohésion ethnique chez les Canadiens anglais et les Canadiens français, ainsi que dans d'autres groupes ethniques. Même s'il ne faisait aucun doute que la résolution de ces problèmes serait décidée surtout par les Canadiens anglais et les Canadiens français, en raison de leur supériorité numérique, d'autres groupes ethniques ont tenté d'influer sur l'opinion publique et, dans certains cas, ont eu une influence significative.

Étant donné que la préoccupation majeure des divers groupes ethniques est de protéger leur statut ou d'améliorer leur sort, il n'est pas étonnant que nombre d'entre eux aient entretenu des rapports étroits avec des hommes

politiques. Chacun tentait d'influencer l'autre : les groupes ethniques pour s'assurer qu'on veillerait sur leurs intérêts, les politiciens pour obtenir et conserver l'allégeance de groupes particuliers. À la longue, on vit aussi des groupes ethniques tenter d'engager leurs propres hommes dans le processus politique et les partis, de leur côté, se mirent à recruter des candidats dans divers groupes ethniques. Le temps qu'il fallait pour en arriver là variait selon le parti, le groupe ethnique et la région où cela se produisait.

Cependant, ce ne sont pas tous les groupes qui ont participé activement au processus politique global. Certains groupes ethno-religieux s'abstiennent de toute participation à la politique canadienne : hutterites, juifs hassidiques, ainsi que certains groupes doukhobors et mennonites estiment que la nécessité de rester «loin du monde» leur interdit de participer activement au processus politique classique. Ces groupes, toutefois, se sont occupés de ce qui les touchait directement, comme la politique d'immigration, l'éducation, la fiscalité, l'exemption du service militaire et la propriété foncière. Jusqu'aux années 1950 et 1960, la plupart des doukhobors se refusaient à une activité politique classique ou dans la ligne du courant dominant. Il reste que l'intransigeance qu'ils affichaient face à diverses caractéristiques de l'État canadien forme un chapitre important de l'histoire du radicalisme au Canada.

Même si l'appartenance ethnique a eu son importance dans la vie politique du Canada, cette importance a varié au fil des ans. À certaines époques, des questions d'ordre économique, d'ordre régional ou de classe ont pris le pas sur les questions purement ethniques. Mais, même alors, l'appartenance ethnique jouait souvent un rôle dans les prises de décision. C'est ainsi que le caractère polyethnique des provinces des Prairies contribua de façon éminente au développement d'un sentiment d'identité régionale dans l'Ouest du Canada. Il existait également des différences significatives entre les groupes ethniques au chapitre de leur participation aux divers mouvements de protestation qui virent le jour dans l'Ouest. Ce même caractère polyethnique des Prairies conditionna aussi, dans une large mesure, l'attitude des habitants de l'Ouest devant les grands problèmes nationaux de bilinguisme et de multiculturalisme.

LES MIGRATIONS DE MASSE, DE 1870 À 1920

Dès les premiers temps, des membres de groupes ethniques, comme les hommes politiques juifs Ezekiel Hart au Québec (élu en 1808 mais empêché de siéger en raison de ses antécédents juifs) et Henry Nathan, de Victoria (premier député juif à siéger au Parlement, élu en 1867), de même que l'immigrant polonais Alexsander Kierzkowski (élu également en 1867), purent jouer un rôle dans le processus politique. Mais ce fut à titre personnel plutôt que comme représentants d'un groupe ethnoculturel. Ils appartenaient à la classe moyenne, étaient fort instruits et faisaient du commerce. Sur le plan des groupes, plutôt que des individus, les seuls groupes ethniques

d'origines autres que britannique ou française suffisamment importants pour intéresser les politiciens étaient les Noirs et les Allemands de l'Ontario et de la Nouvelle-Écosse, et on s'adressait rarement à eux. Il reste que l'immigration fut, au XIX[e] siècle, un grand thème politique au Canada, mais les immigrants qui suscitèrent le plus de controverse, tant dans le centre du Canada que dans la région de l'Atlantique, furent les Irlandais, dont l'histoire dépasse le cadre de ce chapitre.

Provinces maritimes et centre du Canada

Sauf peut-être en ce qui concerne les Allemands de l'Ontario, le comportement politique des personnes d'origines autres que britannique ou française a occupé peu de place sur la scène politique du Canada avant que ne débute la grande colonisation de l'Ouest canadien. Dans les Provinces maritimes, la question des relations entre les Acadiens et la majorité anglophone prenait le pas sur toute autre question ethnique. Au début des années 1870, le groupe assez considérable d'Allemands de Nouvelle-Écosse était en grande partie assimilé, puisque ces Allemands vivaient au Canada depuis plus d'un siècle. En Nouvelle-Écosse également, les Noirs étaient toujours soumis à une ségrégation sur le plan du logement et de la vie sociale et leur pauvreté, leur isolement, ainsi que le racisme dominant de la majorité blanche, les marginalisaient de la vie politique de la province. La région de Glace Bay-Sydney au cap Breton, avec les mineurs et les métallurgistes, était la seule où des nouveaux venus étaient assez concentrés pour avoir une influence sur la politique locale. Au cours des quatre premières décennies du XX[e] siècle, plusieurs des contre-courants politiques qui eurent une incidence sur «les autres groupes ethniques» ailleurs au pays se répercutèrent au Cap Breton industriel : le radicalisme juif, croate et ukrainien, le fascisme italien, le nationalisme noir des partisans de Marcus Garvey et de son mouvement de «retour en Afrique» trouvèrent tous à s'exprimer.

Jusqu'aux années 1930, au Québec et en Ontario, on n'attachait qu'une importance fort relative au thème de l'immigration et au potentiel politique que pouvaient représenter les autres groupes ethniques. Néanmoins, au Québec, l'immigration devint une affaire publique de 1906 à 1911, quand les critiques de Laurier, aussi nationalistes québécois qu'Henri Bourassa et Olivar Asselin, soutinrent que les nouveaux arrivants d'Europe continentale mettaient en péril l'équilibre ethnique précaire entre Français et Anglais du Canada, ce qui, disaient-ils, pourrait avoir un effet néfaste aussi bien sur l'économie que sur les mœurs canadiennes. L'opposition des nationalistes aux politiques de Laurier s'inspirait de bien d'autres motifs, mais l'hostilité envers les immigrants éroda fortement l'appui apporté aux libéraux lors des élections fédérales de 1911 au Québec.

Au niveau local, en 1911, Montréal comptait plus de juifs que toute autre ville du Canada, mais ces groupes d'immigrants étaient trop petits, trop peu sûrs d'eux et trop liés à la classe ouvrière pour avoir une influence significative sur le système politique. Par ailleurs les préjugés, autant ceux

des catholiques francophones que ceux des protestants anglophones, tendaient à restreindre l'activité politique des nouveaux groupes d'immigrants, même si des Italiens catholiques s'alliaient à des hommes politiques canadiens-français et si des juifs œuvraient en association plus étroite avec des protestants anglophones. Les juifs formaient une minorité assez forte pour pouvoir élire leurs propres représentants, tant au niveau provincial qu'au niveau fédéral, et Peter Bercovitch fut élu député libéral à l'Assemblée législative du Québec en 1916. Toutefois, comme groupe non-chrétien et comme société à prédominance ouvrière, les juifs de Montréal restaient en marge de la grande société et leur pouvoir politique était minime. Ils s'efforcèrent de faire jouer le peu d'influence dont ils jouissaient en faveur d'une amélioration de leur statut juridique et de leur statut en matière d'éducation, mais, tout au long de la période qui marqua le début du siècle, les juifs établis depuis longtemps qui étaient les plus à l'aise financièrement continuèrent à diverger d'opinion avec ceux qui venaient d'arriver sur l'importance, pour eux, de s'intégrer davantage à l'ensemble de la société[1].

En Ontario, de la Confédération jusqu'aux années 1920, les citoyens d'origines autres que française ou anglaise représentaient à peu près 10 p.100 de la population. Les Allemands étaient de beaucoup les plus nombreux comme groupe ethnique, mais, en pourcentage de la population, ce groupe se rétrécit au même moment que juifs, Italiens, Finlandais et immigrants originaires d'Europe centrale et d'Europe orientale commençaient à faire sentir leur présence dans les grands centres urbains de la province, ainsi que dans les petites villes du nord de l'Ontario où on exploitait les richesses naturelles. Dans la région de Berlin (devenu Kitchener, Ont.), à la fin du XIX^{e} siècle, les Allemands formaient plus des trois-quarts de la population et les grands partis politiques leur faisaient une cour assidue. Au nombre des citoyens d'ascendance allemande, on trouvait des descendants de Loyalistes, des membres de sectes religieuses comme les mennonites et des nouveaux venus d'Allemagne. Vers le milieu et la fin du XIX^{e} siècle, ils disposaient d'institutions religieuses, sociales et culturelles et ils pouvaient compter sur une presse ethnique active. Les Berlinois élirent Hugo Kranz, un immigrant, à la mairie de Berlin en 1869 et au Parlement, où il siégea en 1878 à titre de premier député d'origine allemande[2].

Avec le temps, le Parti conservateur devint le porte-parole attitré des Britanniques dans la région, tandis que le Parti libéral prenait figure de porte-étendard des ressortissants d'origine allemande. Ces tendances furent encore renforcées par la vive animosité à l'égard des Allemands durant la Première Guerre mondiale, à ce point qu'avec l'appui de quelques Allemands, les Anglais de la communauté purent forcer la ville à abandonner son appellation germanophile et à adopter celle de Kitchener. Malgré tout, ce sont des citoyens d'origine allemande qui continuèrent à administrer la municipalité jusque dans l'entre-deux-guerres. Dans un climat chargé d'émotivité, la conscription servit de cheval de bataille aux élections de 1917 et un libéral d'origine allemande, l'ex-maire W.D. Euler, l'emporta facilement sur ses adversaires en se portant ouvertement à la défense des Allemands du Canada.

Vers la fin du XIX^e siècle, l'Ouest canadien attira les immigrants germanophones en bien plus grand nombre et l'Ontario perdit peu à peu ses prétentions au titre de foyer principal de la culture allemande au Canada. Les Canadiens de langue allemande constituaient le groupe ethnique le plus important du Canada, après les Canadiens français et les Canadiens anglais, mais ces Allemands venaient de diverses régions germanophones d'Europe, se répartissaient entre plus d'une douzaine de groupes religieux distincts, étaient disséminés d'un bout à l'autre du pays, et au moins une dizaine de vagues d'immigration les avaient amenés au Canada. Ils n'avaient donc pas la cohésion voulue pour devenir une force politique. Le fait aussi d'être associés à l'ennemi dans les deux guerres mondiales les incitait à ne pas se mettre en évidence. Les Allemands ont formé environ 5 p. 100 de la population globale du Canada pendant une bonne partie du XX^e siècle, et plus de 10 p. 100 en Saskatchewan et en Alberta, mais leur influence sur la politique canadienne est restée fort mince.

En Ontario, les nouveaux venus d'Europe centrale, d'Europe orientale et d'Europe du sud à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle étaient trop peu nombreux pour jouer un rôle significatif dans le processus politique. Ils se souciaient principalement de gagner leur vie et de se prémunir contre la discrimination. Les grands partis politiques commencèrent pourtant à leur porter une certaine attention : à Toronto, le Parti conservateur finança un journal italien dès 1907 et, en 1910, des politiciens conservateurs contribuèrent à l'organisation d'une association conservatrice hébraïque. Mais avant les années 1920, dans les centres urbains de l'Ontario, les immigrants étaient surtout considérés comme «des étrangers», sans attache aucune avec le milieu politique principal. Il leur arrivait de s'occuper de politique municipale, mais peu d'entre eux briguaient les suffrages et encore moins étaient élus. Sauf sur le plan municipal, les autres groupes ethniques passèrent pour quantité négligeable dans la politique ontarienne jusque passé la Seconde Guerre mondiale.

Provinces des Prairies

Même avant les grandes migrations des années 1890 dans les Prairies, les partis politiques principaux s'étaient efforcés d'attirer des nouveaux venus dans l'Ouest du Canada. Vers 1880, au Manitoba, par exemple, conservateurs et libéraux avaient patronné des journaux islando-canadiens qui pensaient comme eux politiquement et qui encourageaient la participation au processus politique. Heimskringla (publié pour la première fois en 1886) avait pour politique éditoriale d'appuyer les conservateurs au Canada et les démocrates aux États-Unis; Lögberg (premier numéro en 1888) prenait parti pour les libéraux. Ces deux journaux conservèrent ainsi des vues opposées au fil des ans, ce qui divisa les Islando-Canadiens en deux camps idéologiques.

Avant 1890, toutefois, les autres groupes ethniques des Prairies étaient trop peu représentatifs et trop disséminés pour constituer une force politique.

Des immigrants venus de l'Ontario faisaient autorité en matière de politique au Manitoba et dans les Territoires du Nord-Ouest, et leur grande préoccupation était d'y instituer un mode de vie semblable à celui des Anglo-Ontariens. En 1901, cependant, les immigrants d'origine autre que française ou britannique formaient presque la moitié de la population. L'Ouest commençait à grandir et aucun parti politique ne pouvait se passer d'un tel appui, s'il voulait gouverner le pays tout entier.

Nouveau foyer de peuplement, la région des Prairies pouvait se comparer à un chaudron où bouillonnaient pêle-mêle une foule d'idées politiques et de concepts : populisme américain, travaillisme britannique, torysme britannique, libéralisme européen, socialisme, anarchisme, communisme et une grande variété d'utopies. Des immigrants américains et britanniques contribuèrent à la création du mouvement de revendication des cultivateurs en Alberta et en Saskatchewan au cours des années 1910 et 1920. De plus, ce sont des immigrants urbains d'origine britannique qui, pendant les trois premières décennies du XX[e] siècle, fournirent la plupart de leurs chefs aux syndicats de métiers, ainsi qu'aux partis ouvriers et socialistes de l'Ouest[3]. Majoritairement, les immigrants d'Europe centrale et d'Europe orientale s'en remirent à la compétence de partis dont les vues rejoignaient celles des Américains, des Britanniques et des Canadiens des régions centrales. Inversement, une minorité d'Européens forma l'ossature des mouvements politiques les plus radicaux de l'Ouest du Canada de 1900 à 1940, notamment la Industrial Workers of the World, le One Big Union et le Parti communiste du Canada.

Les grands gagnants en puissance de l'arrivée massive d'Allemands, de Scandinaves et des autres Européens venant des pays de l'Est dans les provinces des Prairies après 1896 furent les libéraux, qui misaient sur une politique d'immigration expansionniste et qui, du coup, ne se gênèrent pas pour solliciter un geste de gratitude de la part des nouveaux venus. Clifford Sifton, alors ministre de l'Intérieur, était également le principal organisateur du Parti libéral dans l'Ouest du Canada. Il fit preuve de beaucoup d'ingéniosité, par la voix des journaux ethniques notamment, pour attirer des immigrants dans son parti. Mais, avant que les immigrants puissent aller aux urnes, les conservateurs se hâtèrent de profiter d'un malaise : on s'inquiétait alors des effets sociaux à long terme d'une immigration de ressortissants du centre et de l'est de l'Europe, ainsi que de la menace que représentaient les immigrants de l'Europe continentale pour le maintien des valeurs anglo-saxonnes et de l'identité canadienne. On vit par exemple un journal conservateur, le Winnipeg Telegram, s'opposer nettement à l'immigration d'Ukrainiens qu'il qualifiait de «lie étrangère dépravée et ignorante». Toutefois, dès que les nouveaux venus eurent le droit de vote, les conservateurs emboîtèrent le pas aux libéraux en patronant des journaux ethniques et en créant des clubs politiques pour les immigrés. Mais le mal était fait, et les libéraux pointèrent rapidement du doigt les observations peu élogieuses des conservateurs sur les immigrants de l'Europe orientale et de l'Europe centrale. L'impuissance des conservateurs à se montrer à leur

avantage auprès des immigrants exacerba encore plus l'hostilité latente à l'égard des immigrants, ce qui aliéna davantage le vote ethnique pour le parti. Cette frustration des tories poussa finalement le gouvernement de Robert Borden à promulguer, en 1917, la Loi électorale du temps de guerre qui enlevait le droit de vote aux immigrés de l'Allemagne et de l'Empire austro-hongrois. La mesure confirma l'impopularité des conservateurs dans les autres groupes ethniques des Prairies et contribua à leur faiblesse dans cette région jusque dans les années 1950.

Le succès des libéraux avant la Première Guerre mondiale reposait à la fois sur leurs méthodes d'organisation et sur leurs politiques, sur la prospérité économique du pays, sur leur leadership et sur les erreurs des conservateurs. En plus d'avoir recours aux journaux ethniques établis et d'en créer d'autres pour sensibiliser de nouveaux immigrants dans leur propre langue, les libéraux faisaient bon usage d'une fonction publique partisane et du favoritisme politique. Ils se conciliaient les bonnes grâces de gens influents dans un groupe ethnique, tout d'abord en les priant d'agir comme intermédiaires officieux au sein de ce groupe et par la suite, en Alberta et au Manitoba juste avant la guerre, comme candidats à un poste politique officiel de la province. Brennan explique bien comment, en Saskatchewan, les libéraux provinciaux parvenaient à se trouver des partisans dans les groupes de nouveaux immigrants :

> On déploya des efforts spéciaux de prosélytisme dans les régions où vivaient bon nombre d'électeurs dont l'anglais n'était pas la langue première. On fonda par exemple un club libéral allemand à Regina en 1908, et on s'efforça d'entretenir les meilleures relations de travail avec les membres du clergé et d'autres représentants éminents des divers groupes ethniques de la province. Des gens de l'endroit qui pouvaient s'exprimer couramment en allemand, en ruthène ou en toute autre langue étaient recrutés comme orateurs pour les pique-niques de cultivateurs, les événements sportifs ou les assemblées électorales, et on faisait aussi souvent appel à des députés provinciaux comme Gerhard Ens à titre de conférenciers dans les districts «étrangers». La «Machine Calder» compila nombre de statistiques détaillées sur la répartition ethnique dans certains comtés; des listes d'adresses postales facilitèrent la diffusion des traductions de textes de lois et de la propagande électorale[4].

Vers les années 1910, avec l'accroissement du nombre des groupes ethniques et leur mode d'établissement par îlots, il fut possible à ces groupes de présenter quelques candidats aux élections. Étant donné leur arrivée récente, leur inexpérience de la politique canadienne, les barrières linguistiques et la discrimination dont bon nombre d'entre eux étaient l'objet, peu de ces candidats parvinrent à se faire élire. En Alberta, par exemple, durant la période qui va de 1905 à 1921, les Ontariens de naissance

(15,37 p. 100 de la population) représentaient 56,2 p. 100 des candidats élus à l'Assemblée législative de la province, et les Européens d'origine (12 à 16 p. 100 de la population) seulement 5,7 p. 100 des législateurs élus. Ils n'en avaient pas moins commencé à faire leur marque en politique canadienne.

Les Ukrainiens étaient les plus intéressés à faire élire certains des leurs. Ils étaient assez nombreux, leur concentration était suffisamment forte et leurs opinions politiques étaient assez distinctives pour qu'ils puissent proposer des candidats et tenter d'influer sur les politiques publiques par un lobbying organisé. Un éminent journal ukrainien fondé à Winnipeg par des immigrants cultivés en 1910, *Ukrainski Holos*, critiqua les deux partis traditionnels et invita les Ukrainiens à promouvoir leur cause en élisant des candidats ukrainiens.

En Alberta, le parti libéral provincial ne répondit pas aux attentes de libéraux ukrainiens qui voulaient que leur langue soit mieux considérée dans le réseau d'instruction publique et, désenchantés, quatre d'entre eux se présentèrent comme indépendants aux élections provinciales de 1913. Aucun d'eux ne fut élu mais un libéral ukrainien, Andrew Shandro, sortit vainqueur et devint ainsi le premier député ukrainien d'une assemblée législative provinciale au Canada[5].

Les libéraux continuèrent de dominer dans les provinces des Prairies, sauf pendant la période de régime conservateur au Manitoba, de 1899 à 1916. Les conservateurs avaient accédé au pouvoir notamment en dénonçant la politique d'immigration des libéraux fédéraux et en misant ainsi sur les préjugés du groupe anglo-canadien dominant, mais, en se portant à la défense des écoles bilingues et en s'opposant à la prohibition, ils purent accroître peu à peu le nombre de leurs partisans dans les autres groupes ethniques. Le parti libéral provincial devint l'instrument de réformistes qui, chez les Anglo-Canadiens, exigeaient l'abolition des écoles bilingues ainsi que l'instauration de la prohibition et la reconnaissance des droits de la femme. Les réformistes affichaient un mépris à peine déguisé pour les Européens du centre et d'Europe orientale qui, prétendaient-ils, abusaient aussi bien de l'alcool que de la femme. Nombre de ces Européens passèrent donc temporairement dans le camp conservateur. Mais cet appui ne dura pas longtemps après la défaite des conservateurs aux mains des libéraux en 1916, en raison surtout de mesures prises par les conservateurs au niveau fédéral, comme la *Loi électorale du temps de guerre* et la dure répression de la grève générale de Winnipeg en 1919.

Radicalisme ethnique

Dans l'ouest et le centre du Canada, les grands partis eurent généralement la faveur des divers groupes ethniques, mais un certain radicalisme se manifesta dans des groupements de nouveaux immigrants, notamment chez les juifs, les Ukrainiens et les Finlandais. Dans chacun de ces groupes, il y avait une minorité animée de grands idéaux marxistes. Plusieurs bûcherons,

mineurs et tailleurs finlandais de Colombie-Britannique et d'Ontario, tailleurs et ouvriers du vêtement juifs de Montréal, de Toronto et de Winnipeg, journaliers, mineurs et cultivateurs ukrainiens des trois provinces des Prairies, avaient en commun un sentiment d'injustice et celui d'être exploités. Ils rêvaient du jour où une société socialiste, tant en Europe qu'au Canada, redresserait les injustices passées et rétablirait la justice en ce monde. L'avortement de la Révolution russe de 1905 déclencha un afflux de réfugiés politiques qui contribuèrent à stimuler la gauche dans chaque groupe. Chez les juifs et les Finlandais, un haut degré d'alphabétisation, la concentration résidentielle et les antécédents politiques facilitaient déjà le radicalisme; chez les Ukrainiens, le radicalisme se fit jour, non seulement du fait des antécédents politiques et de la concentration, mais aussi à cause de la discrimination virulente et de l'exploitation acharnée dont ils avaient été l'objet.

Les travailleurs finlandais et ukrainiens adhérèrent tous au Parti socialiste du Canada (PSDC), mais rompirent par la suite avec ce parti et, en 1910, participèrent à la formation du Parti social-démocrate du Canada. Ukrainiens, Finlandais et Juifs avaient leur propre section au sein du PSDC, mais ces sections travaillaient à des causes communes, comme celle de regrouper les chômeurs de Winnipeg en 1915. Chaque groupe avait son journal : le *Robochyi narod*, par exemple, appuyait la Fédération des socio-démocrates ukrainiens et le *Winnipeg Courier* était l'organe des membres juifs du PSDC. En 1915, ce parti comptait 5 300 membres, surtout finlandais et européens de l'Est; 20 p. 100 de ces membres vivaient dans le nord de Winnipeg où radicaux juifs et ukrainiens étaient également nombreux. Cependant, l'opposition du PSDC à la conscription et un appel à une levée de boucliers contre le capitalisme alarmèrent à tel point les autorités canadiennes qu'en 1918, le gouvernement interdit les filiales et les journaux de langues étrangères du PSDC. Les radicaux continuèrent cependant à maintenir un réseau actif d'organisations à travers le pays. Qui plus est, la répression gouvernementale et l'hostilité populaire ne firent que les radicaliser davantage[6]. Au cours des années 1920, les ailes radicales nouvellement constituées dans chaque groupe, telles l'Organisation des Finlandais du Canada, la Ukrainian Labour-Farmer Temple Association et la Labor League (rebaptisée ultérieurement United Jewish People's Order), jouèrent un rôle politique important en appuyant le Parti communiste du Canada.

La rivalité entre gauchistes devait nécessairement conduire à des conflits au sein des groupes ethniques. Bien des différences étaient aussi venues de l'Ancien Monde : la communauté radicale juive de Winnipeg, par exemple, comprenait des marxistes révolutionnaires, deux types de sionistes de gauche (ceux qui voulaient une patrie socialiste pour les juifs où qu'elle soit, et ceux qui tenaient à ce que la Palestine redevienne la Terre promise des juifs), ainsi que des anarchistes[7].

Les groupes de gauche à caractère ethnique, telles la Ukrainian Labour-Farmer Temple Association (ULFTA) et la Finnish Organization of Canada

(FOC), ne servaient pas seulement de tremplin politique : ils donnaient également lieu à une foule d'activités sociales et culturelles comme le coopératisme, la danse, le théâtre, les cours de langues et, chez les Finlandais, le sport. Les groupes de gauche défendirent aussi la cause de travailleurs immigrants de bien d'autres façons. En décembre 1919, par exemple, le Dominion Labor Party adopta une résolution dénonçant la persécution des juifs en Europe orientale[8]. Les partis de gauche se firent les défenseurs des droits civils des immigrants, condamnant les déportations, les restrictions électorales et la censure de la presse au cours de la Première Guerre mondiale.

Il y a trois choses à retenir quand on parle du rôle que les immigrants ont pu jouer dans l'avènement de la gauche au Canada. En premier lieu, les partis de gauche étaient minoritaires, certains d'entre eux ne faisant pas long feu et n'attirant que quelques milliers de partisans. Deuxièmement, des groupes comme ceux des Ukrainiens, des Finlandais et des Juifs étaient fort divisés sur le plan politique et ce n'est que chez les Finlandais qu'on vit la majorité du groupe ethnique appuyer la gauche. Troisièmement, l'appui accordé à la gauche variait d'un groupe d'immigrants à l'autre : si, chez les juifs, les Finlandais et les Ukrainiens, c'était le marxisme qui les attirait à gauche, c'était plutôt le socialisme démocratique qui tentait les cultivateurs scandinaves. Peu de Polonais ou d'Italiens passèrent à gauche, même si leur situation socio-économique n'était guère meilleure que celle de groupes aux tendances plus radicales.

L'appui des immigrants au radicalisme modifia l'attitude du public face à l'immigration et raidit son comportement à l'égard de la gauche politique. On en vint à considérer les immigrants du centre et de l'est de l'Europe comme des révolutionnaires dangereux, et non plus comme une main-d'œuvre bon marché ou comme des cultivateurs durs à la peine. Un certain nombre de Canadiens firent valoir que la notion de lutte des classes était étrangère au Canada, où les chances d'arriver étaient à peu près égales pour tous. Dans l'opinion publique, plusieurs partis du centre-gauche furent perçus comme contraire à l'esprit canadien en raison des appuis «ethniques» qu'ils recevaient.

Vers la fin de la guerre, des chefs de gouvernement s'inquiétèrent de l'aide accrue apportée à des organisations radicales, plus particulièrement la Industrial Workers of the World et la One Big Union. C'est pourquoi, en 1918, le premier ministre Borden désigna un avocat montréalais, C.H. Cahan, au poste de directeur de la sécurité publique, avec pour mandat d'enquêter sur les organisations radicales. Sur la foi de ses recommandations, le premier ministre Borden mit au ban plusieurs formations de gauche ayant des affiliations ethniques, supprima certains journaux ethniques et interdit tout forum où l'on pouvait s'exprimer en langues étrangères «ennemies» ou «bolchéviques»[9].

La grève générale de Winnipeg, qui trouva bien des promoteurs chez les travailleurs immigrants d'origine slave ou juive, ne fit que confirmer l'opinion publique qu'il y avait un rapprochement à faire entre les

immigrants et le radicalisme. Une série de grèves qui agitèrent Winnipeg en 1918 aboutit à des émeutes dirigées contre les immigrants non britanniques, dont on disait qu'ils avaient fomenté le radicalisme et créé du chômage. Face aux troubles sociaux et à la propagande révolutionnaire qui accompagnèrent la grève de juin 1919, certains chefs de gouvernements commencèrent à appréhender une véritable révolution au Canada. Ceux qui s'opposaient à la grève soutinrent qu'elle était l'œuvre d'étrangers et exigèrent que les immigrants radicaux soient déportés. La presse torontoise désigna nommément les juifs comme radicaux : le *Saturday Night* prétendit que tous les juifs étaient des bolchéviques. Le gouvernement fédéral réagit en adoptant de nouvelles lois interdisant l'entrée de radicaux au Canada et autorisant la déportation d'immigrants radicaux. La grande «Peur des Rouges» de 1919 était l'aboutissement de toutes les craintes et inquiétudes que les prises de position politiques des immigrants de l'Europe centrale et de l'Europe orientale avaient pu susciter[10].

La Colombie-Britannique et les Asiatiques

Si, dans le reste du Canada, les grands partis politiques commençaient à solliciter le vote des immigrants, ils adoptèrent une tout autre attitude à l'égard des immigrants d'Asie en Colombie-Britannique. Pendant des décennies, les grandes formations et les personnalités politiques firent campagne pour restreindre ou interdire l'immigration d'Asie, pour que le droit de vote soit refusé aux Asiatiques et pour qu'on limite leur capacité de concurrence. Bien loin de se battre pour le vote asiatique, les grands partis se surpassèrent l'un l'autre dans l'opposition aux Asiatiques[11].

Il y eut énormément d'animosité à l'égard des Asiatiques en Colombie-Britannique, des années 1870 aux années 1950. En raison de leur race et d'une culture bien différente, on les considérait un peu comme des extra-terrestres, ou des êtres inférieurs, sans aucune possibilité d'assimilation. Les syndicats, force considérable en politique provinciale, prétendirent que les Asiatiques acceptaient des emplois qui revenaient de droit aux Blancs et abaissaient ainsi le niveau de vie. Anciens combattants, associations patriotiques, fermiers et petits hommes d'affaires exigèrent eux aussi que les Asiatiques tombent sous le coup de restrictions gouvernementales.

De 1878 à 1899, l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique adopta 26 règlements statutaires limitant ou empêchant l'entrée d'Asiatiques dans la province. Et, quand le gouvernement fédéral estima que la plupart de ces mesures étaient inadmissibles parce qu'anticonstitutionnelles, des politiciens provinciaux lancèrent une campagne, en partie fructueuse, pour convaincre le gouvernement central de promulguer sa propre législation restrictive en matière d'immigration. C'est en Colombie-Britannique qu'on voyait le plus d'animosité contre les Asiatiques, mais cette hostilité était aussi évidente en d'autres provinces : le Québec, la Saskatchewan et la Nouvelle-Écosse adoptèrent toutes des lois interdisant aux Blanches de travailler dans des restaurants, des blanchisseries ou d'autres commerces appartenant à des Chinois ou à des Japonais[12].

Légalement empêchés de participer au processus politique, les Chinois, les Japonais et les Sud-Asiatiques s'appliquèrent à mettre sur pied des structures communautaires qui leur soient propres. Même dans les provinces où ils étaient autorisés à voter, les Asiatiques continuèrent à s'intéresser d'une façon particulière aux questions d'ordre communautaire et à la politique de leur pays d'origine. Les quartiers chinois du Canada débordaient d'une vie politique intense, du fait que la Chine avait connu des mutations profondes et de grande portée, du fait aussi que les Chinois offraient une société de célibat où les hommes consacraient beaucoup de temps et d'énergie à la concurrence organisationnelle. Les factions rivales en Chine tentèrent de trouver des partisans chez les Chinois du Canada et plusieurs hommes politiques de Chine, dont le chef révolutionnaire Sun Yat Sen, firent une tournée au Canada pour susciter un appui moral et financier à leur cause. Nombre de Chinois du Canada aspiraient au jour où ils verraient enfin une Chine forte et unifiée, débarrassée de ses conflits intérieurs. Ils étaient convaincus qu'une Chine forte, jouissant d'un prestige mondial, pourrait leur donner un bien meilleur coup de main au Canada. Ce qui les confortait dans l'idée d'une Chine forte, c'est que si, avec le concours d'un Japon reconnu comme puissance mondiale et allié de la Grande-Bretagne jusque dans les années 1930, les Nippons du Canada avaient pu obtenir un allégement de leurs misères, les Chinois du Canada, dont le sort était encore moins enviable, pourraient peut-être en obtenir autant. Ils furent incapables d'empêcher l'adoption de lois d'immigration restrictives, ce qui démontra bien leur impuissance.

Chinois, Japonais et Sud-Asiatiques de Colombie-Britannique (qui représentaient entre 8 et 10 p. 100 de la population de 1901 à 1931) songèrent à se regrouper pour protester contre la discrimination dont ils étaient l'objet. Mais ces groupes étaient aussi coupés les uns des autres que de la grande société des Blancs, et ils ne pouvaient d'ailleurs compter sur aucun allié dans le camp des Blancs. Faute du droit de vote, il leur fallait aller quémander, casquette en main, chez les politiciens, non pas seulement respect et justice mais aussi le droit de vivre ici et celui de faire venir leurs proches. La question des règlements d'immigration avait pour eux une importance capitale. Certaines organisations sino-canadiennes et nippo-canadiennes eurent aussi à combattre la discrimination sur le marché du travail. La Chinese Labour Association eut recours à la grève et au boycottage pour mettre un terme à la discrimination. La Japanese Camp and Mill Workers Union, organisation quelque peu socialiste fondée en 1920, préconisa d'établir des liens avec les syndicats de Blancs. Elle s'affilia donc en 1927 au Congrès des métiers et du travail du Canada, qui commençait alors à percevoir la nécessité d'intégrer des Asiatiques dans ses rangs, pour renforcer la coopération et la solidarité au sein de la classe ouvrière.

Numériquement le plus faible des trois groupes asiatiques, celui des Sud-Asiatiques n'en était pas moins le mieux organisé et le plus articulé, les Sud-Asiatiques exigeant leurs droits à titre de sujets britanniques. Soulignons qu'avant même la Première Guerre mondiale une formation nationaliste

s'était dessinée chez eux avec deux objectifs en vue : la levée des mesures d'immigration vexatoires et l'adhésion des membres de la communauté à l'idéal d'indépendance de l'Inde. Les doutes que les gouvernements de Grande-Bretagne et du Canada pouvaient entretenir quant à la loyauté de certains meneurs locaux ne servirent qu'à susciter des coalitions avec les nationalistes. Le gouvernement fédéral du Canada riposta par des déportations ou le refus d'autoriser la rentrée de ceux qui s'étaient rendus en Inde pour y visiter des proches. En 1912, la plupart des meneurs de la communauté sud-asiatique adhéraient au parti socialiste; l'année suivante, ils posaient les bases d'un parti révolutionnaire, le Ghadar, pour promouvoir l'indépendance de l'Inde et l'idée d'un État indien socialiste. Des agents britanniques infiltrèrent ce mouvement et, pour le tuer dans l'oeuf, firent appel à des indicateurs de police. Désillusionnés à la suite de leur expérience au Canada, soucieux par ailleurs de hâter l'évolution de la conjoncture en Inde, plusieurs chefs du Ghadar décidèrent de rentrer dans leur pays d'origine[13].

L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Nombreux sont les facteurs qui, des années 1920 aux années 1930, contribuèrent à la polarisation idéologique de groupes ethniques européens comme les Italiens, les Hongrois, les Finlandais, les Ukrainiens, les Croates, les Estoniens, les Lettons et les Lituaniens. Parmi ces facteurs, mentionnons l'arrivée d'immigrants politisés, les démarches de gouvernements étrangers pour se gagner l'appui de leurs sujets au Canada, la réaction des groupes ethniques face aux conditions économiques et sociales auxquelles ils devaient s'adapter au Canada. Les plus touchés par la crise économique furent sans doute les immigrants d'origines autres qu'anglo-saxonne parce qu'ils occupaient principalement les secteurs les plus vulnérables de l'économie canadienne. Bon nombre d'entre eux se laissaient tenter par des solutions radicales à leurs problèmes. Une presse ethnique animée, qui vit les journaux s'engager dans de vives polémiques, accrut encore les foyers de discorde entre la gauche et la droite. Si l'actualité étrangère captait encore l'attention dans plusieurs groupes, on notait cependant un nouvel intérêt pour les affaires canadiennes chez ceux qui vivaient au Canada depuis une génération ou plus. Ce regain d'intérêt politique chez les Canadiens de souche coïncida, dans les provinces des Prairies, avec l'émergence de partis de contestation plus ouverts à la population non anglo-saxonne que ne l'avaient été les conservateurs et les libéraux. Le succès de ces formations permit d'élire plus de représentants d'autres groupes ethniques aux assemblées législatives, et même quelques députés au Parlement fédéral.

Le pouvoir politique des autres groupes ethniques restait cependant bien limité. On reconnaissait sans doute leur importance comme électeurs mais les élus ne représentaient toujours que des comtés «ethniques» à prédominance ukrainienne, comme celui de Vegreville, en Alberta, ou des

quartiers à forte proportion de juifs, comme à Montréal, à Toronto et à Winnipeg. Les députés ne jouissaient d'ailleurs que d'une influence limitée au sein de leur propre parti. On vit ainsi Michael Luchkovich, premier député ukrainien élu au Parlement fédéral, préconiser une libéralisation des politiques d'immigration alors que son parti proposait plus de restrictions. Fait encore plus éloquent en la matière, durant les années 1930, le gouvernement libéral ne tint aucun compte des points de vue de deux députés juifs libéraux, Sam Jacobs, de Montréal et Sam Factor, de Toronto, sur la question des réfugiés[14].

Les hommes politiques juifs avaient si peu d'influence sur la politique gouvernementale du Canada qu'il vaut la peine de rappeler ici un autre fait politique important des années 1920 et 1930, qui avait des connotations ethniques. Comme on se montrait alors toujours aussi hostile aux immigrants, les gouvernements, tant fédéral que provinciaux, durent en tenir compte. L'animosité contre Japonais et Chinois perdurait en Colombie-Britannique. Des hommes politiques de cette province firent pression sur le gouvernement fédéral pour que cesse toute immigration chinoise, et Ottawa donna suite à ces pressions en 1923; ils exigèrent aussi que l'immigration japonaise soit limitée à un nombre symbolique, ce qui fut fait en 1928, et que les pêcheurs japonais soient chassés de l'industrie de la pêche. On était à ce point hostile aux Asiatiques en Colombie-Britannique que, durant la campagne électorale fédérale de 1935, les libéraux se firent de la publicité aux dépens de la Co-operative Commonwealth Federation (CCF) en utilisant un imprimé où la CCF se prononçait en faveur du droit de vote pour les Asiatiques. En Alberta, l'opposition à l'immigration de mennonites était si forte en 1929 que le gouvernement provincial repoussa la proposition fédérale d'autoriser plus de mennonites à s'établir dans la province[15]. En Saskatchewan, l'opposition aux catholiques, aux Canadiens français et aux immigrants s'exprima dans le Ku-Klux-Klan qui, vers la fin des années 1920, pouvait se prévaloir de quelque 20 000 adhérents dans la province. L'appui tacite du Klan au parti conservateur joua pour beaucoup dans la défaite du gouvernement libéral aux élections provinciales de 1929[16].

Haine des étrangers, antiradicalisme et antisémitisme fleurirent partout au pays durant la dépression. On tenait souvent les immigrants pour responsables du chômage et on exigeait des hommes politiques qu'ils soient déportés, mesure qui aurait eu pour effet aussi bien de réduire le coût de l'aide sociale dans les centres urbains que d'étouffer le radicalisme. À Montréal, à Toronto et à Winnipeg, des mouvements de droite poussèrent la discrimination sociale jusqu'à préconiser un antisémitisme intransigeant et parfois violent. Dans les années 1930, le premier ministre William Lyon Mackenzie King estima que, vu l'ampleur de l'antisémitisme au Canada, on serait mal avisé d'accueillir des réfugiés juifs au pays.

Dans le climat nationaliste qui dominait dans l'entre-deux-guerres, quelques gouvernements européens s'intéressèrent à l'immigration de compatriotes au Canada et tentèrent d'influencer leurs ressortissants à l'étranger. Le gouvernement polonais, par exemple, commença dès le début

des années 1920 à fournir conseils, documentation et subventions à certaines associations politiques, tandis qu'en Hongrie le régime Horthy créa des organisations spéciales chargées de promouvoir des relations étroites entre les immigrants et la mère-patrie[17].

Les consuls de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste au Canada se livrèrent à une propagande vigoureuse auprès de leurs compatriotes, avec un succès variable. De 1934 à 1939, le gouvernement allemand encouragea la formation de trois groupes spécifiques plus ou moins reliés au parti nazi. La plus importante de ces organisations, le Deutscher Bund Canada, lança une campagne nationale, à l'aide de films, d'assemblées, de conférences et de textes de propagande venus d'Allemagne, afin de persuader les Canadiens des «vérités du national-socialisme». Le Bund ne connut toutefois qu'un succès fort relatif, étant donné que les Allemands du Canada, population très disséminée et très diversifiée, ne se reconnaissaient plus guère d'attaches avec l'Allemagne du temps. Au plus fort de son activité, en 1937-1938, le Bund ne comptait qu'environ 2 000 membres, jeunes immigrants de date récente pour la plupart. Comme le dit un historien, «en très forte majorité, les Allemands s'identifiaient comme des Canadiens d'origine allemande dont le sort était lié à celui du Canada[18]».

Contrairement au national-socialisme, le fascisme trouva nombre de partisans chez les Italo-Canadiens de Montréal et de Toronto, de même qu'une certaine faveur dans d'autres grandes villes. Au début des années 1920 déjà, des immigrants fraîchement arrivés, pour beaucoup des anciens combattants, contribuèrent à la fondation de clubs fascistes[19]. Ces clubs suscitèrent une vive opposition au sein de la population italienne mais, par le truchement de leurs consulats, les fascistes continuèrent à jouer un rôle important dans la vie des communautés. Il n'apparaissait pas déloyal d'appuyer Mussolini quand nombre de Canadiens français et de Canadiens anglais en parlaient avec admiration, et quand les accords conclus entre le pape et Mussolini semblaient conférer la sanction de l'Église au Duce.

> Champion des classes moyennes contre le bolchévisme, Mussolini semblait avoir obtenu qu'on accorde à l'Italie respect et approbation dans le monde entier. Sa façon de venir à bout des «porteurs du drapeau rouge» et, plus tard, de la dépression lui valut au Canada les éloges d'une partie de la presse, d'hommes d'affaires, d'universitaires et d'anciens combattants. De 1922 à 1935, de respectables Italo-Canadiens, toujours imbus du patriotisme de la Première Guerre mondiale, pouvaient se permettre d'appuyer le fascisme avec le plein assentiment de leurs compatriotes canadiens. Il y avait enfin pour les Anglo-Saxons, qui n'avaient jamais compris l'importance de Dante ou de Verdi, un Italien et une Italie capables d'oblitérer l'image de joueurs d'orgue de barbarie loqueteux ou de cheminots miteux[20].

L'appui accordé à l'extrême droite était cependant restreint. Les partis fascistes du Canada, tels le National Social Christian Party, l'Union des fascistes du Canada et le Parti nationaliste canadien, trouvèrent quelques adhérents parmi les immigrants italiens, allemands et ukrainiens en raison de leurs fortes convictions anticommunistes et antisémites. Par ailleurs, la presse mennonite se montra quelque temps favorable au nazisme dans les années 1930 à cause de l'anticommunisme hitlérien et du fait que le mennonisme avait des racines culturelles en Allemagne, mais le pacifisme des mennonites entrait en conflit avec le militarisme d'Hitler, si bien que le pronazisme des mennonites dura peu et n'eut pas tellement de suite[21]. Quand les mennonites commencèrent à s'occuper de politique dans l'Ouest, il était alors plus probable qu'ils passeraient dans le camp des libéraux, qui leur avaient permis d'entrer au Canada dans les années 1920, ou dans des groupes ayant un message chrétien à transmettre, comme le Crédit social. Bref, le stress économique et social des années 1930 ne portait pas tellement les groupes non britanniques à se montrer chauds partisans des idées de droite, malgré les efforts que déployaient tant les gouvernements européens que les fascistes nés au Canada pour les gagner à leur cause.

L'idéologie politique qui inquiétait le plus les autorités canadiennes était le communisme. Le Parti communiste du Canada (PCC) atteignit son apogée chez les travailleurs immigrants durant la dépression. Il acceptait des affiliés de langue étrangère, employait des organisateurs de langue étrangère et aidait à créer des journaux pour pouvoir communiquer avec des ouvriers bulgares, croates, finlandais, hongrois, lituaniens, polonais, russes, slovaques, ukrainiens et juifs dans leur propre langue. Là où le parti se montrait toujours le plus fort, c'était chez les Ukrainiens, les Finlandais et les juifs devenus radicaux avant la guerre. La gauche finlandaise reçut un nouveau coup de pouce à la fin de la première guerre mondiale, lorsqu'arrivèrent des réfugiés politiques qui avaient perdu la dure guerre civile entre Finlandais «blancs» et «rouges». Le groupe d'arrivants comprenait 50 chefs de la Garde rouge qui craignaient d'être jetés en prison ou exécutés, notamment l'ancien premier ministre socialiste Oskari Tokoi[22]. Chez les Russes, dans les années 1930, des clubs de gauche s'affilièrent à une Fédération des clubs d'ouvriers et de fermiers russes, qui atteignit le sommet de son expansion en 1935-1936 avec 60 clubs et quelque 2 500 membres. En 1939, le PCC était fort de 16 000 membres, dont plus du dixième étaient des Yougoslaves, surtout Croates. À la fin des années 1930, la presse gauchiste se prévalait de 38,5 p. 100 du tirage total chez les Finlandais, 41 p. 100 chez les Hongrois, 31 p. 100 chez les Ukrainiens et 13,8 p. 100 chez les Polonais[23].

Parmi les groupes de langue étrangère affiliés au PCC, le plus important était la Ukrainian Labour-Farmer Temple Association (ULFTA) qui, en 1939, comptait 201 succursales au Canada, 113 temples (salles de réunion) et 10 000 membres. L'ULFTA était surtout forte en milieu urbain ou industriel, ainsi que dans les régions où l'on exploitait les richesses naturelles, mais elle avait aussi des partisans chez les fermiers marginaux du

nord de l'Alberta et du Manitoba. Cette organisation offrait une vaste gamme d'activités culturelles, des productions théâtrales, des prestations d'assurance, ainsi qu'une vie sociale bien remplie. Elle se fit solidaire des grèves de la Mine Workers' Union of Canada, affiliée au PCC, et de la Farmers' Unity League[24]. Tout en ne représentant qu'une faible partie de la communauté ukrainienne, l'ULFTA était cependant bien organisée et bien articulée.

Les Finlandais n'étaient pas aussi nombreux que les Ukrainiens au Canada, mais leur rôle dans le Parti communiste fut tout aussi important :

> Au cours des dix premières années de son existence, l'Organisation des Finlandais du Canada fournit au PCC plus de la moitié de ses membres. Plusieurs Finlandais du Canada avaient combattu aux côtés des communistes durant la guerre civile de Finlande, en 1918, et ils en avaient gardé un sens aigu de la lutte des classes... Au congrès du Workers Party of Canada (WPC) à Toronto en 1922, l'Organisation des Finlandais du Canada fut reconnue comme Fédération finlandaise du WPC; en fait, sans perdre leur indépendance, les sections de la Finnish Organization of Canada (FOC) devinrent aussi des sections du WPC.
>
> La croissance de la FOC dans les années 1920 surpassa de beaucoup celle du PCC tout entier; en 1930, l'organisation comptait 74 sections et plus de 6 000 membres. Elle publia également un hebdomadaire... et maintint une grande variété de programmes sociaux et culturels[25].

La moitié des Finlandais du Canada vivaient en Ontario, concentrés surtout à Fort William et Port Arthur, Sudbury et Sault Sainte-Marie. Dans les années 1920 et 1930, nombre d'entre eux consacrèrent toute leur énergie à la cause des travailleurs :

> La plus importante contribution des Finlandais au mouvement ouvrier du Canada fut peut-être la syndicalisation des ouvriers forestiers du nord de l'Ontario dans la Lumber Workers Industrial Union of Canada. L'industrie du bois de l'Ontario connut sa première grève majeure en 1926 avec un débrayage général des bûcherons de la région de Thunder Bay, qui exigeaient de meilleurs salaires et une amélioration des conditions de vie sur le chantier. Au cours de la décennie suivante, il y eut, presque chaque année, au moins une grande grève de plusieurs centaines d'ouvriers de l'industrie du bois en Ontario. Lors de la grève de 1926, les ouvriers obtinrent des améliorations substantielles de leur salaire et de leurs conditions de vie, et la Lumber Workers Industrial Union of Canada, sous une direction de gauche, apparut comme le premier syndicat des ouvriers forestiers de l'Ontario. Les Finlandais

> jouissaient d'une telle influence dans ce syndicat que ses procès-verbaux des dix premières années furent rédigés en finlandais et que les deux premiers secrétaires généraux du syndicat furent des Finlandais. Nombre de Finlandais travaillèrent aussi activement à la syndicalisation des pêcheurs de la Côte du Pacifique et contribuèrent aux essais de syndicalisation des mineurs du nord de l'Ontario[26].

Il existait aussi des points de friction entre le Parti communiste, la ULFTA et la FOC, en dépit d'une étroite affiliation entre ces groupes. Le PCC s'inquiétait de voir que les travailleurs se montraient parfois plus fidèles à leurs institutions ethniques qu'au parti. C'est pourquoi, à la fin des années 1920, le PCC s'efforça de restreindre l'autonomie de ses sections affiliées de langue étrangère et mit l'accent sur une assimilation totale de la classe ouvrière dans le parti :

> Les tensions internes nées des fidélités ethniques furent particulièrement aiguës après 1925, quand l'Internationale communiste (COMINTERN) exigea la bolchévisation de tous les mouvements communistes nationaux; pour le Canada, cette directive signifia une réduction de l'influence et de l'indépendance de l'ULFTA et de la FOC. De 1928 à 1931, la question de la bolchévisation perturba fortement le Parti communiste du Canada et un certain nombre de membres notoires de l'ULFTA et de la FOC furent expulsés du parti ou durement censurés[27].

L'esprit de caste croissant qui se faisait jour chez nombre de travailleurs immigrants des années 1930 s'exprima dans une foule de causes que préconisaient des mouvements de gauche. Plusieurs dirent «oui» à la grève dans l'industrie minière, l'industrie forestière, la culture céréalière et celle de la betterave à sucre. Quelques immigrants firent partie du bataillon Mackenzie-Papineau qui quitta le Canada en 1937 pour participer à la Guerre civile d'Espagne aux côtés des Républicains[28].

Toute participation à des activités gauchistes s'accompagnait du risque constant d'une arrestation et d'une déportation. En 1931, les principaux chefs communistes furent arrêtés et accusés de sédition. À leur sortie de prison, certains de ces dirigeants qui n'étaient pas nés au Canada (c'était le cas de Tomo Cacic, éditeur du journal de gauche croate *Borba*), furent déportés. Et, des 400 Croates qui firent la grève dans les mines de Rouyn-Noranda en 1934, seize leaders furent arrêtés et emprisonnés, tandis que 100 autres étaient déportés. Au cours de la même décennie, on déporta chaque année une centaine de Finlandais taxés de radicalisme ou d'indigence. La plupart des Canadiens d'origine finlandaise qui passèrent en Carélie soviétique au cours de cette période étaient membres et partisans de la Finnish Organization of Canada[29].

Le Parti communiste fournissait aux immigrants une importante tribune

pour exposer leurs griefs. Et c'est aussi dans des districts bondés d'immigrants du centre et de l'est de l'Europe, comme le Winnipeg's North End, qu'il connut ses rares succès électoraux. En 1926, William Kolisnyk, leader de l'ULFTA, fut élu échevin et devint ainsi le premier communiste d'Amérique du Nord à occuper une fonction publique. Généralement parlant, les électeurs de Winnipeg-Nord préféraient des candidats plus modérés, comme le député juif A.A. Heaps, qui représenta tout d'abord le Parti travailliste indépendant au Parlement, puis la Fédération du Commonwealth coopératif (le parti CCF), au cours des années 1920 et 1930; il reste que les communistes y trouvèrent un appui considérable[30].

Si les autorités canadiennes voyaient avec suspicion et hostilité des immigrants appuyer des idéologies gauchistes, l'opposition d'organisations conservatrices et nationalistes au sein de ces mêmes groupes ethniques était encore plus manifeste, notamment chez les Ukrainiens. Une partie du conflit interne résultait de discordes idéologiques et politiques au sujet des conditions de vie en Ukraine et de l'opportunité d'un État ukrainien indépendant, mais les nationalistes craignaient aussi qu'on les considère comme des «étrangers radicaux» et que l'image publique de tous les Ukrainiens n'en souffre. D'autres groupes du centre et de l'est de l'Europe connurent les mêmes dissensions idéologiques. Cherchant à évaluer l'importance des différends de la droite et de la gauche chez les Hongrois du Canada, Dreisziger écrivait ce qui suit :

> La propagation du communisme et l'extension de son champ d'influence posaient des problèmes pour de nombreuses organisations canado-hongroises. Dans certains cas, ceux qui s'étaient convertis aux idées révolutionnaires quittèrent tout bonnement les clubs conservateurs. En d'autres occasions, les néophytes s'efforcèrent de saisir le contrôle de leurs exécutifs dans l'espoir de les transformer en organisations de gauche, membres de la fédération des associations de travailleurs, fédération qui comptait de plus en plus d'organismes affiliés. Gênés dans leurs projets, ces gens n'hésitaient pas à faire de l'obstruction systématique et même à diffamer leurs adversaires[31].

Une révolte croissante des paysans dans les provinces des Prairies devait correspondre à l'agitation radicale des travailleurs immigrants dans les villes industrielles et minières. Les années 1920 et 1930 virent, chez les cultivateurs, l'avènement de nouvelles formations fondées pour défier les partis établis, les banques, les sociétés ferroviaires et les compagnies céréalières. Apporter son aide aux communistes risquait d'exposer les travailleurs immigrants à des tracasseries administratives et à la discrimination bureaucratique, mais dans l'Ouest, l'appui accordé aux réformistes agraires faisait entrer les immigrants dans le grand courant du Canada. La quête du pouvoir avait fait prendre conscience aux nouvelles formations politiques qu'un appel à l'ensemble des électeurs devenait

nécessaire. La United Farmers of Alberta (UFA) mit sur pied un «comité de citoyens d'origine étrangère» chargé d'agir comme organisme consultatif auprès de ses dirigeants, fit imprimer sa documentation en plusieurs langues et désigna des organisateurs «de langues étrangères» pour intensifier sa campagne de recrutement. En Saskatchewan, à son premier essai en politique électorale en 1934, le Farmer-Labour Party, qui précéda la CCF, désigna un candidat ukrainien dans la circonscription de Pelly, imprima ses brochures en plusieurs langues et utilisa pour sa campagne des orateurs pouvant s'exprimer en d'autres langues que l'anglais[32].

La United Farmers of Manitoba (UFA) et le Farmer-Labour Party de Saskatchewan avaient tous réussi à s'imposer avec un certain succès, mais des barrières culturelles limitaient l'appui qu'ils trouvaient auprès des immigrants d'Europe centrale et d'Europe orientale. Les chefs du mouvement agraire étaient presque tous des gens d'origine anglo-saxonne venus de l'Ontario, de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Le mouvement dit Progressiste était aussi trop connu pour ses attaches avec les Églises protestantes et ses idées sur la prohibition, et il s'était généralement montré peu favorable aux écoles bilingues ou à une politique ouverte d'immigration. Ce mouvement mettait l'emphase sur les problèmes économiques communs, avait adopté l'approche du «melting pot» en matière de solidarité communautaire et il était clair qu'il ne pouvait répondre pleinement aux attentes des groupes ethniques ou les représenter vraiment. Certains groupes ethniques des Prairies préférèrent donc s'en tenir aux libéraux pendant toute la période des années 1920 et 1930. Il reste que les nouveaux partis contestataires étaient plus perméables aux gens d'origines autres que britannique que ne l'étaient les partis traditionnels. Cela venait du fait qu'il s'agissait de formations nouvelles, qui n'avaient pas autant de traditions ancrées et de fidélités à une culture particulière. Ces partis se prononçaient fermement pour la démocratie et l'égalitarisme et accueillaient à peu près tout le monde dans leurs rangs[33].

Il y avait, bien sûr, des divergences dans la façon dont les groupes ethniques appuyaient ces mouvements. Les Scandinaves, avec une tradition de coopératisme en Scandinavie et une expérience de populisme actif dans le Middle West américain, étaient les plus chauds partisans de ces formations nouvelles. Il fallut plus de temps à la CCF pour se gagner des adhérents chez les immigrants d'Europe centrale et d'Europe orientale dans la Saskatchewan rurale, en raison notamment de l'opposition de l'Église catholique au socialisme, de l'anticommunisme et de l'antisocialisme des conservateurs chez les groupes ethniques est-européens et peut-être aussi, comme le prétend Lipset, du conservatisme inné des très miséreux[34].

L'entre-deux-guerres fut donc, du point de vue politique, une période de changement et de conflit pour un certain nombre de groupes. Ce fut également une période de nouvelles orientations, d'appui à de multiples mouvements politiques de gauche comme de droite et de polarisation croissante au sein de plusieurs groupes, mais le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale allait tout bouleverser.

LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Lors de l'éclatement du conflit, les immigrants européens étaient bien mieux renseignés sur ce qui se passait en Europe que les Canadiens français ou les Canadiens anglais. Plusieurs minorités de l'Europe de l'Est, comme les Macédoniens, les Arméniens, les Slovaques et les Ukrainiens, disposaient de fortes organisations pour promouvoir la libération de leur mère-patrie. Tous espéraient que, d'une façon ou d'une autre, la guerre mènerait à la création d'États indépendants pour chacun d'eux. La guerre profita aussi grandement au sionisme puisque des juifs canadiens, de plus en plus inquiets du sort de leurs coreligionnaires d'Europe, firent des démarches auprès du gouvernement pour qu'il persuade la Grande-Bretagne, qui avait le mandat d'administrer la Palestine, d'autoriser plus de juifs à émigrer en Israël[35].

L'hostilité envers les immigrants n'était pas aussi vive durant la Seconde Guerre mondiale qu'elle ne l'était au cours de la Grande Guerre. Plusieurs groupes vivaient au Canada depuis plus longtemps et s'y trouvaient mieux établis, plus acceptés. Il arriva aussi que, durant les hostilités, nombre de groupes ethniques purent se faire respecter davantage, attendu que beaucoup de Canadiens commençaient à se faire une juste idée de leur attachement à la mère-patrie. C'est ainsi, par exemple, que l'aide apportée par les Polonais-Canadiens et les Sino-Canadiens à leurs pays fut considérée, non plus comme un acte de trahison, mais comme une partie de l'effort de guerre. Les autres groupes ethniques continuèrent toutefois à connaître des difficultés d'ordre politique.

Un de ces problèmes avait trait aux visées expansionnistes des hutterites, qui cherchaient constamment des terres pour y établir de nouvelles colonies. Ils prospérèrent durant la guerre, à tel point qu'ils suscitèrent du ressentiment et qu'en Alberta, où ils passaient pour des pacifistes irréductibles et des concurrents injustes, on approuva en 1942 un premier projet de loi limitant leur droit d'acheter des terres puis, en 1947, une autre loi les empêchant d'acheter des terrains à moins de 40 milles d'une colonie déjà établie. La limite de 40 milles fut abolie en 1960, mais les hutterites durent se soumettre à des audiences devant une commission de contrôle des biens communautaires et à l'autorisation du conseil des ministres. La Loi de la propriété communautaire ne fut abrogée qu'en 1972. Lorsqu'il fut question d'imposer un régime restrictif semblable au Manitoba, l'Assemblée législative s'y refusa, mais un accord officieux relatif à l'emplacement des colonies intervint[36].

Les tentatives de gouvernements étrangers d'élargir leur champ d'influence au Canada dans les années 1930 eurent pour résultat d'éveiller encore plus de soupçons sur les groupes ethniques originaires des pays avec lesquels le Canada était en guerre. La Gendarmerie royale du Canada ne fit alors aucune distinction entre nazis convaincus et ouvriers qui, après avoir grandement souffert de la dépression, avaient trouvé aide ou réconfort dans trois organisations pronazies[37]. Dès le début des hostilités, la police avait fait

interner plus de 300 Allemands ou Canadiens d'origine allemande. Et bien que ces détentions purent être qualifiées d'injustes dans certains cas, il faut noter qu'il y eut bien moins d'animosité à l'égard des Allemands qu'en 1914 et que, par ailleurs, la Gendarmerie royale a procédé avec plus de discernement que durant la guerre précédente. Contrairement à la Première Guerre mondiale, quand l'esprit public confondait invariablement les Allemands du Canada avec l'ennemi allemand, le gouvernement et la majeure partie de l'opinion publique parvinrent cette fois à établir une distinction entre Hitler, les Nazis et le peuple allemand[38].

Un grand nombre de Canadiens d'origine italienne se retrouvèrent dans une situation difficile. S'il est vrai que, durant les années 1930, il n'apparaissait pas répréhensible d'appuyer Mussolini à un moment où tant de Canadiens français et de Canadiens anglais vouaient une certaine admiration au dictateur italien, le pacte qu'Hitler et Mussolini signèrent en 1940 survint au même moment où les troupes allemandes envahissaient les pays scandinaves et le nord de l'Europe. Il était beaucoup question de «la cinquième colonne», c'est-à-dire de l'aide que des sympathisants allemands fournissaient à l'armée allemande d'invasion. Cela souleva des craintes et une réaction frisant l'hystérie au Canada. Sous la pression de l'opinion publique, le gouvernement fédéral décida, en juin 1940, de proscrire tous les groupes nazis, italo-fascistes et canado-fascistes. Il en profita pour interdire également plusieurs organisations ethniques à tendance gauchiste, pour fermer leurs salles de réunion et pour bannir leurs journaux. L'ULFTA, la Canadian Ukrainian Youth Federation, la Finnish Organization of Canada, le Russian Workers and Farmers Club et la Polish Peoples Association étaient du nombre[39]. Les chefs d'organisations ethniques de gauche et d'organisations fascistes italo-canadiennes furent internés. Le gouvernement justifia cet interdit en alléguant que, de 1939 à 1941, le Parti communiste du Canada s'était opposé à l'effort de guerre. Hitler attaqua l'Union soviétique en juin 1941 et les communistes du Canada appuyèrent alors l'effort de guerre, mais l'interdit qui pesait sur les organisations de gauche ne fut levé qu'en octobre 1943.

Tout en réprimant vigoureusement des formations ethniques de droite et de gauche, le gouvernement encourageait l'essor d'organisations ethniques formées pour en chapeauter d'autres, comme le Comité des Ukrainiens du Canada et le Congrès des Polonais du Canada. Pour contribuer à l'effort de guerre, ces deux organismes mirent sur pied des services d'assistance. Après la guerre, tous deux s'occupèrent d'aide aux réfugiés et tous deux tentèrent d'agir sur la politique étrangère et la politique d'immigration du Canada.

Cependant, l'unité au sein de chacun des groupes ethniques se fit uniquement grâce aux coups de pouce du gouvernement. Plusieurs de ces groupes avaient vu leur pays d'origine occupé par des troupes étrangères; leurs proches et leurs amis qui s'y trouvaient encore avaient besoin de vivres et de vêtements. Provisoirement tout au moins, la guerre avait contribué à rassembler des groupes aux idéologies fort différentes. Notons par exemple

que, malgré leur amertume des années de dépression, Hongrois et Croates de droite et de gauche unirent temporairement leurs forces dans des activités d'assistance[40]. Des rivaux traditionnels, comme les Serbes et les Croates, coopérèrent à l'aide fournie pendant la guerre à la Yougoslavie. La tension sous-jacente à l'antagonisme entre deux groupes importants de la communauté chinoise, la Chinese National League et les Chinese Free Masons, s'évapora également dans l'effort de guerre[41]. Il existait des exceptions, bien entendu. Les tensions entre Tchèques et Slovaques du Canada s'amplifièrent en 1939, après la proclamation de l'indépendance de la Slovaquie qu'appuyait la principale organisation slovaque du Canada, la Canadian Slovak League.

Il n'était guère surprenant qu'en temps de guerre la loyauté des Allemands, des Italiens et même celle de minorités d'Europe orientale comme les Ukrainiens soit périodiquement remise en question, mais le sort fait aux Japonais du Canada était politiquement susceptible de mettre le feu aux poudres. Dès 1937 et 1938, en Colombie-Britannique, des rumeurs au sujet de l'entrée illégale de Japonais au Canada avaient dressé l'opinion publique contre les Japonais. Après l'éclatement de la guerre en Europe, au printemps de 1940, des rumeurs au sujet d'une subversion nippone commencèrent à proliférer. Il y eut, dans la province, des hommes politiques pour exiger que Japonais et Chinois du Canada ne soient pas appelés sous les armes, de crainte qu'on ne soit par la suite forcés de leur conférer le droit de vote. L'attaque des Japonais contre Pearl Harbor déclencha dans la population un violent sentiment anti-japonais. Le 24 février 1942, cédant à la pression de l'opinion publique, le gouvernement somma tous les Japonais du Canada d'abandonner leur maison, leur ferme ou leur commerce et d'évacuer la côte du Pacifique. Une fois terminé le déplacement de 22 000 Japonais de cette région, le gouvernement vendit leurs biens. Vers la fin de la guerre, le gouvernement fédéral, cédant aux instances d'hommes politiques de la Colombie-Britannique, encouragea les Japonais à solliciter une déportation volontaire au Japon et, la guerre finie, il entreprit d'exécuter ses propres plans de déportation. Finalement, les organisations vouées à la défense des droits civils obtinrent l'abandon des décrets de déportation (1947), une indemnisation partielle pour les biens perdus et la fin des restrictions qui empêchaient les Japonais de retourner sur la côte du Pacifique (1949). Déménagement forcé, confiscation de biens et «rapatriement» forcé de Japonais canadiens, y compris ceux qui étaient nés au Canada ou qui avaient obtenu la citoyenneté canadienne, comptent parmi les mesures les plus draconiennes que le gouvernement canadien ait jamais prises à l'encontre d'un groupe ethnique[42].

Une série d'événements qui se produisirent durant et après la guerre atténua les préjugés qu'on pouvait entretenir à l'égard de divers groupes ethniques et permit à ces groupes de jouer un rôle plus important dans le processus politique. La répulsion ressentie face à Hitler et au nazisme se transforma en réaction contre l'idée d'une race supérieure et contre les

manifestations publiques de racisme et d'antisémitisme. L'appui politique aux clauses discriminatoires des lois de l'immigration canadienne et aux restrictions relatives au droit de vote commença à s'effriter. La signature par le Canada de la *Charte des Nations Unies* en 1944 et la *Déclaration universelle des droits de l'homme* en 1948 permirent de jeter une lumière crue sur les politiques discriminatoires du Canada.

À la suite des pressions constantes des groupes asiatiques, qui trouvaient chez les Blancs un public de plus en plus compréhensif, les Sud-Asiatiques et les Chinois eurent enfin le droit de suffrage, en 1947, suivis des Japonais en 1949. La loi de l'immigration chinoise fut abrogée en 1947, après les pressions exercées par un comité composé de Blancs et de Chinois. En 1951, le gouvernement autorisa l'entrée, en nombre restreint, d'immigrants de l'Inde, du Pakistan et du Ceylan. Une libéralisation de l'immigration et le droit de suffrage ne signifiaient pas pour autant que les Asiatiques prendraient beaucoup d'importance politique. Vers les années 1950, en conséquence de leur déplacement, les Japonais restaient dispersés dans tout le pays et les Chinois, ayant désormais une mobilité économique et sociale, étaient de plus en plus disséminés eux aussi.

APPARTENANCE ETHNIQUE ET POLITIQUE, DE 1945 À 1968

La nouvelle souplesse à l'égard des immigrants d'Asie faisait partie d'une attitude plus positive en matière d'immigration, ce qui favorisa l'arrivée d'une nouvelle vague d'immigrants dans les années d'après-guerre. Des hommes d'affaires du Canada anglophone estimaient qu'une immigration accrue pouvait accélérer la croissance économique et qu'il fallait par ailleurs de nouvelles sources de main-d'œuvre. Les syndicats, autrefois opposés à l'immigration massive, la préconisaient maintenant pour développer le marché national. Au Canada français, l'antagonisme traditionnel à l'égard des immigrants perdit de son intensité sans cependant disparaître tout à fait. Par ailleurs, plusieurs groupes ethniques et religieux du Canada firent fortement pression sur le gouvernement fédéral pour qu'on vienne en aide à leurs compatriotes et coreligionnaires d'Europe[43]. Ces derniers se trouvaient souvent dans une situation désespérée à cause du déracinement forcé de populations entières durant la guerre, de la détresse économique, de pénuries d'aliments et du risque d'être rapatriés dans des régions désormais sous contrôle communiste.

Électeurs nouveaux et sans parti pris initial, surtout dans les grands centres urbains du Canada, les immigrants jouèrent un rôle important dans la politique d'après-guerre. Dans les années 1950 par exemple, les immigrants du centre, de l'est et du sud de l'Europe (les Italiens surtout) en vinrent à former un pourcentage appréciable du corps électoral de la grande région de Toronto et ils ont eu une influence déterminante sur le résultat des élections dans quelques circonscriptions clés.

Environ 300 000 des nouveaux immigrants étaient des réfugiés politiques ou des personnes déplacées d'Europe centrale et d'Europe orientale. Comme force politique au début des années 1950, ils jouèrent un rôle important dans la résurgence de l'anti-communisme au Canada. Les réfugiés politiques d'Europe centrale et d'Europe orientale étaient principalement des citadins instruits qui avaient fui l'occupation soviétique et la domination communiste. On trouvait chez eux des ex-fonctionnaires, des officiers, des membres de professions libérales, des ouvriers et des cultivateurs. Ils étaient très politisés et prêts à consacrer beaucoup de temps et d'énergie pour promouvoir leurs intérêts politiques. Ils se piquaient de connaître les affaires internationales mieux que quiconque, après avoir vécu sous un régime communiste. Ils étaient bien résolus à obtenir du gouvernement canadien qu'il défende leurs causes.

Ces nouveaux immigrants fondèrent une foule d'organismes alliant nationalisme et anticommunisme. Estoniens, Lettons, Lituaniens, Ukrainiens, Croates, Slovaques, Macédoniens et Arméniens étaient unanimes à espérer qu'un jour leur patrie serait non seulement libérée du joug communiste, mais deviendrait aussi un État indépendant. Leurs organismes, comme la Ligue pour la libération de l'Ukraine ou le Conseil central des Estoniens, combinaient les activités politiques et les activités culturelles et comptaient des sections de jeunes permettant aux personnes déplacées de transmettre leur idéologie à leurs enfants.

Pour nombre de ces organisations de réfugiés, le Canada n'était qu'un asile provisoire, un pays d'où elles pourraient retourner à leur base européenne une fois que la situation aurait changé en Europe[44]. En dépit de leurs efforts, les groupes est-européens ne purent convaincre le gouvernement de Louis Saint-Laurent d'appuyer la cause de la libération de leurs pays. Un exemple : quand le Comité des Ukrainiens du Canada demanda «qu'il soit fait mention des Ukrainiens et d'une Ukraine libre dans les affaires internationales, et qu'il soit fourni, si possible, une aide aux mouvements de libération de l'Ukraine ainsi qu'au mouvement plus général en faveur du démembrement de la Russie impérialiste», le ministère des Affaires extérieures, en 1952, conseilla au premier ministre Saint-Laurent de ne pas tenir compte de la requête parce qu'une proclamation de ce genre aurait pu passer pour une ingérence dans les affaires internes de l'Union soviétique, laissant du même coup le Canada prêter flanc à la critique de sa propre politique à l'égard des Canadiens français. Les organisations ukrainiennes durent se contenter d'une seule petite victoire au ministère des Affaires extérieures dans les années 1950. À la suite de pressions soutenues des organisations ukrainiennes et de John Decore, député libéral ukrainien de l'Alberta au Parlement fédéral, le ministère accepta, en 1951, d'appuyer auprès du Service international de Radio-Canada la création d'une émission radiophonique à l'intention des Ukrainiens de l'URSS. Le ministère ne fut pas long à regretter son geste : «Il était fréquent de voir des représentants du ministère des Affaires extérieures s'efforcer de censurer une programmation qu'ils jugeaient provocatrice et déphasée par rapport à la politique extérieure

du Canada.» Radio-Canada, tout autant que le Ministère, voulait qu'on supprime la section ukrainienne du service international, mais ni le gouvernement Saint-Laurent ni le gouvernement Diefenbaker qui suivit «n'étaient enclins à courir le risque de s'aliéner une partie importante du vote en mettant fin à ce service[45].»

Bien qu'elle eût un effet limité sur la politique extérieure du Canada, l'arrivée de réfugiés de droite anticommunistes joua un rôle dans le déclin de la gauche ethnique vers la fin des années 1940 et au début des années 1950. Une vive controverse s'engagea entre les nouveaux venus et la gauche, qui les dénonça comme étant des collaborateurs nazis sinon des criminels de guerre. Mais, avec la guerre froide, l'affaire Gouzenko et l'appui canadien à la guerre de Corée, l'opinion publique jouait au détriment de la gauche aussi bien dans l'ensemble de la société que dans les groupes ethniques. Soulignons aussi qu'en raison de la russification de l'Ukraine et de l'antisémitisme en URSS, le communisme soviétique avait désenchanté certains chefs de la gauche ukrainienne et juive des années 1950, comme ce fut aussi le cas lors de l'invasion de la Hongrie par les Soviétiques et quand Nikita Khrouchtchev reconnut les abus de l'ère stalinienne. Par ailleurs, la prospérité économique des années 1950 émoussa le radicalisme de nombreux immigrants que la gauche avait pu intéresser durant la dépression des années 1930. Le radicalisme perdit aussi son acuité chez les Yougoslaves quand, à la fin de la guerre, près de 2 000 Croates, Serbes et Slovènes, partisans de Tito, rentrèrent en Yougoslavie pour y fonder un État communiste[46].

Les changements se produisant dans l'opinion publique eurent leur illustration dans la chaude lutte que se livrèrent en Ontario, aux élections provinciales de 1955, deux hommes politiques juifs qui représentaient les deux extrêmes de l'éventail politique : Allan Grossman, conseiller municipal de Toronto et candidat conservateur, et le député provincial sortant, J.B. Salsberg, dirigeant du Mouvement communiste du Canada.

> Pour Grossman, la campagne électorale mettait en jeu des questions fondamentales et constituait un combat entre le bien et le mal. Ils étaient nombreux à être de cet avis et la campagne força les Juifs torontois à prendre parti avec une franchise et une émotivité qu'on ne leur connaissait pas jusque-là. Pour Grossman, et pour de plus en plus de juifs de sa génération, il était humiliant et honteux que Joseph Salsberg puisse continuer à les représenter à l'Assemblée législative de l'Ontario; le battre dans cette campagne était un devoir solennel[47].

Bénéficiant du solide appui de Hongrois et d'Ukrainiens anticommunistes, Grossman put battre Salsberg et entreprendre une carrière politique à l'Assemblée législative, qui dura 20 ans dont 15 comme ministre. À titre d'intermédiaire entre les minorités ethniques et le gouvernement provincial, Grossman fut en mesure de mieux renseigner les conservateurs

provinciaux sur les besoins des électeurs immigrants et de gagner ainsi leurs votes.

À l'échelon fédéral, jusqu'à l'accession au pouvoir de John Diefenbaker à la fin des années 1950, les libéraux possédaient un certain nombre d'avantages sur les conservateurs dans la lutte qui les opposait pour s'attirer le vote des immigrants dans l'après-guerre. Plusieurs groupes avaient des attaches traditionnelles avec le Parti libéral en raison de sa politique d'immigration et, durant la Première Guerre mondiale et la dépression, de sa façon de les défendre contre l'hostilité des conservateurs vis-à-vis l'immigration (hostilité de l'Union nationale au Québec). Les libéraux se trouvaient de nouveau au pouvoir durant la période d'immigration relativement libre de la fin des années 1940 et du début des années 1950; sitôt qu'ils purent exercer un droit de suffrage, nombre de nouveaux venus surent manifester leur gratitude. De plus, beaucoup d'immigrants penchaient pour les libéraux à l'échelon national, puisque c'était pour eux une question de simple bon sens d'entretenir de bons rapports avec ceux qui détiennent le pouvoir[48].

Plusieurs ministres éminents du cabinet libéral qui pouvaient compter sur de fortes assises régionales, tels C. D. Howe à Port Arthur et Paul Martin à Windsor, représentaient des circonscriptions polyethniques et, de ce fait, étaient fort conscients de la nécessité d'assurer leurs positions chez les électeurs ethniques. Ainsi, à Port Arthur, circonscription de C.D. Howe,

> en 1935, M^me^ Anna Koivu transmettait le vote finlandais du secteur rural de McIntyre Township et, sous le nom de plume de «Log Cabin Granny», rédigeait aussi une chronique régulière dans le journal finlandais *Canada Utiset*. Les frères Styffe, fils d'Oscar Styffe, un immigrant norvégien des États-Unis devenu consul, s'occupaient aussi très activement de l'organisation libérale fédérale durant la guerre. De toute façon, les libéraux disposaient d'une liste impressionnante de bénévoles du parti qui avaient accès aux groupes ethniques d'une certaine importance dans les années 1940, et à qui il était même arrivé (après 1944) de s'infiltrer dans des anciens châteaux forts du parti communiste[49].

Paul Martin put compter sur l'appui de groupes comme les Serbes et les Italiens de Windsor, grâce à ses relations étroites avec leurs chefs et à l'attention particulière qu'il portait à chaque dossier d'immigrant. Les démarches des libéraux pour affirmer l'autonomie canadienne face à la Grande-Bretagne leur valut aussi de trouver des votes chez les immigrants non britanniques. Ainsi, en 1947, les libéraux déposèrent une nouvelle Loi sur la citoyenneté conférant pour la première fois aux Canadiens un statut distinct de celui de sujet britannique.

Les libéraux avaient cependant leur talon d'Achille. Les hautes instances du parti, en effet, ne représentaient pas bien la diversité ethnique du Canada.

À tel point qu'en 1957, le Cabinet ne comptait encore aucun ministre juif ou ukrainien. Les autres groupes ethniques étaient tout autant sous-représentés dans les nominations de juges, de sénateurs et chez les hauts-fonctionnaires. Il est vrai que, dans les années 1950, des particuliers d'origine juive, ukrainienne et islandaise obtinrent de siéger au Sénat, mais, vers la fin de cette époque, les Italiens et les Polonais se cherchaient encore un représentant à la Chambre haute.

En 1957, les conservateurs fédéraux étaient en mesure de faire une percée importante chez les électeurs ethniques. Ils en eurent l'occasion avec l'accession de John Diefenbaker à la tête du parti en 1956. Les électeurs de l'Ouest commençaient à s'interroger sur la futilité d'encourager des tiers partis à l'échelon national. L'expérience de Diefenbaker comme député de la circonscription polyethnique de Prince Albert le rendait particulièrement apte à comprendre les sentiments de discrimination, et l'impression d'être des citoyens de seconde classe, qu'éprouvaient nombre de groupes ethniques dans l'Ouest. L'idée que se faisait Diefenbaker «d'un seul grand Canada» et sa Charte des droits mettaient l'accent sur la nécessité d'une égalité de traitement et de reconnaissance pour tous et chacun. En outre, Diefenbaker était un anticommuniste irréductible, ce qui contribua à son succès chez les électeurs originaires de l'Europe centrale et de l'Europe orientale installés au Canada. Les personnes déplacées et les autres factions nationalistes qui faisaient partie de ces groupes croyaient avoir finalement trouvé leur champion. En juillet 1956, au Congrès ukrainien du Canada, Diefenbaker se déclara solidaire des partisans de la libération de l'Ukraine asservie par les communistes russes[50].

Les efforts déployés par Diefenbaker et le Parti conservateur pour dissiper l'hostilité que de nombreux groupes ethniques entretenaient à leur égard depuis des décennies se présentèrent sous de multiples formes. Les conservateurs débordaient d'enthousiasme en recrutant de nouveaux membres pour leur parti. Mentionnons par exemple que Michael Starr, ancien maire d'Oshawa, fut nommé ministre du Travail dans l'administration Diefenbaker, et fut ainsi le premier Ukrainien du Canada à faire partie d'un cabinet fédéral. Starr exerçait ses talents d'orateur dans les municipalités à prédominance ukrainienne de l'Ouest canadien, contribuant ainsi à convaincre les Ukrainiens de changer d'allégeance et de voter pour les conservateurs. L'admiration vouée à Diefenbaker ne se bornait pas aux seuls Canadiens originaires d'Europe centrale et d'Europe orientale. Aux élections fédérales de 1957, Douglas Jung se porta avec succès candidat conservateur dans Vancouver, et fut le premier député sino-canadien au Parlement. Les conservateurs courtisaient aussi les associations de presse ethnique de l'Ontario et du Manitoba. Le bureau du directeur national du parti encourageait les candidats conservateurs à se faire des amis chez les curés et à se chercher des «coopérateurs ethniques» pour œuvrer en sous-main au sein des groupes ethniques.

Une fois au pouvoir, les conservateurs continuèrent à solliciter le vote ethnique. En 1962, le gouvernement conservateur modifia le Règlement de

l'immigration canadienne pour en éliminer presque tout ce qu'il pouvait contenir de discriminatoire. Diefenbaker assistait aux fêtes nationales, offrait des exemplaires de sa Charte des droits aux meneurs ethniques et participait aux rassemblements que des groupes ethniques organisaient pour des candidats conservateurs.

En 1962 toutefois, Diefenbaker commença à perdre de sa popularité. Les Italiens se sentirent visés par la décision prise par les conservateurs en 1959 de renforcer le système de favoritisme. En 1959 et en 1960, le gouvernement voulut sévir contre l'immigration illégale de Chinois et déclencha des interventions policières contre des organisations chinoises; l'ampleur et la dureté de ces descentes de police eurent pour effet de détourner du parti conservateur la communauté chinoise, qui y voyait une atteinte à sa réputation[51]. La récession économique et la recrudescence du chômage qui s'ensuivirent érodèrent encore plus l'appui qu'on accordait au Parti conservateur. De plus, l'incessante répétition du thème de l'anticommunisme, sans qu'on passe vraiment aux actes, finit par lasser ces groupes ethniques qui voyaient encore les conservateurs d'un bon œil.

Ce ne fut cependant pas sans peine que Lester Pearson, chef du Parti libéral, put s'attacher les électeurs ethniques, surtout dans l'Ouest. Plusieurs voyaient en lui un Canadien très lié aux intérêts de l'Est, un «WASP» (White Anglo-Saxon Protestant), un homme froid et distant. Ce fut aussi Pearson qui institua la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme, dont le mandat, l'activité et les recommandations en offensèrent plusieurs. En parlant notamment de deux peuples fondateurs et en plaçant l'accent sur les Canadiens français dans son rapport, la Commission fut généralement perçue par les Ukrainiens et les Canadiens originaires d'Europe centrale et d'Europe orientale comme une institution qui s'efforçait de les reléguer au rang de citoyens de deuxième classe.

Autre fait capital à souligner pour les années 1950 et le début des années 1960 : l'importance politique croissante des «autres» groupes ethniques aux échelons municipal et provincial. Plusieurs villes à population fortement cosmopolite se choisirent des maires venus de ces milieux ethniques. Michael Starr, élu à Oshawa en 1949, William Hawrelak, élu à Edmonton en 1951, et Stephen Juba, élu à Winnipeg en 1956, comptent parmi les maires éminents d'origine ukrainienne. Au cours des années 1950 et au début des années 1960, Toronto eut deux maires juifs, Nathan Phillips et Philip Givens, qui étaient tous deux conseillers municipaux. Toutes ces personnes prirent bien soin de ne pas s'identifier à un seul groupe ethnique : Phillips, par exemple, se disait «le maire de tout le monde».

Au niveau provincial, dans les années 1950, on commença à voir des nominations de députés ukrainiens, juifs et scandinaves à des postes ministériels. Un premier ministre ukrainien fut nommé en Saskatchewan en 1952 (Fédération du Commonwealth coopératif), au Manitoba en 1955 (libéral), en Ontario en 1958 (conservateur) et en Alberta en 1962 (crédit social)[52]. La diversité des étiquettes indique que les Ukrainiens prenaient conscience de leur force politique en secondant le parti au pouvoir dans les

provinces où ils vivaient. Quant aux autres groupes ethniques, outre leur représentation grandissante au niveau ministériel, le nombre de leurs représentants élus aux assemblées législatives s'accrut sensiblement dans tout le pays, surtout dans les provinces des Prairies où Scandinaves, Allemands et Ukrainiens d'origine étaient les plus en évidence.

Ces succès politiques aux niveaux municipal, provincial et fédéral reflétaient les diverses forces économiques et sociales qui tendaient à se confondre : le nombre croissant des autres groupes ethniques, l'amélioration de leur statut socio-économique, l'arrivée à maturité d'une deuxième génération de Canadiens nés au Canada et formés au Canada. Les groupes en question, les Ukrainiens notamment, tiraient grande fierté de leurs élus : c'était pour eux le signe qu'on les acceptait mieux dans la grande société canadienne, le signe aussi que des membres de groupes ethniques auparavant ostracisés pouvaient désormais atteindre aux plus hautes fonctions du secteur public.

L'AVÈNEMENT DU MULTICULTURALISME, 1968-1987

Le bilinguisme une fois officialisé en 1969, les libéraux se rendirent compte de plus en plus qu'il existait une certaine insatisfaction au sein des autres groupes ethniques. Annoncée par le gouvernement Trudeau en octobre 1971, la politique fédérale de multiculturalisme dans le cadre du bilinguisme découlait de considérations de politique générale et de stratégie. Une des considérations était la faiblesse des libéraux dans l'Ouest du Canada, où les politiques fédérales de bilinguisme étaient considérées comme un favoritisme indu à l'égard du Canada français et comme une ignorance des expériences vécues dans l'Ouest. En outre, les libéraux connaissaient bien l'importance du vote ethnique dans l'Ontario urbain, à Toronto surtout, et ils étaient d'avis que le multiculturalisme les aiderait à conserver ce bastion.

Il se peut fort bien que le multiculturalisme ait quelque peu tempéré l'opposition au bilinguisme officiel : ainsi, au Manitoba du début des années 1980, au plus fort d'une vive controverse provinciale sur le bilinguisme officiel, les leaders des autres groupes ethniques appuyèrent les Franco-Manitobains et le gouvernement néo-démocrate de la province, qui tentaient de rétablir des droits linguistiques garantis aux termes de la Constitution originelle du Manitoba en 1870. Mais, en général, la politique de multiculturalisme ne fut pas très florissante dans l'Ouest canadien. Des groupes comme les Ukrainiens continuèrent à considérer les politiques du gouvernement Trudeau comme trop favorables aux Canadiens français et ses tentatives de promouvoir le multiculturalisme comme un geste fait à contre-cœur ou avec hypocrisie. Le premier ministre Trudeau offusqua par ailleurs les Canadiens originaires de l'Europe orientale et de l'Europe centrale par une politique de «rapprochement» avec l'Union soviétique et par son refus, disait-on, de montrer suffisamment de sympathie pour la cause des dissidents ukrainiens en URSS[53].

Bien qu'elle n'ait pas atteint tous les objectifs qu'on lui avait fixés, la politique de multiculturalisme servit cependant de tremplin aux politiques ethniques, au cours des années 1970 et 1980. La politique étrangère et la politique d'immigration restaient les grandes préoccupations de plusieurs groupes organisés, mais la création d'un programme de multiculturalisme au sein du Secrétariat d'État (1971) et la nomination d'un ministre d'État au Multiculturalisme (1972) fournirent des moyens d'inciter le gouvernement à en faire encore plus. Le seul fait que des programmes de multiculturalisme existaient déjà légitimait une foule d'activités et d'intérêts ethniques qui, jusque-là, n'avaient suscité que soupçons ou indifférence dans bien des ministères et chez bien des hommes politiques. Le gouvernement fédéral contribua à l'établissement d'organisations nationales de plusieurs groupes, notamment de Chinois, d'Italiens et de Sud-Asiatiques. En riposte à la politique de multiculturalisme, des partis d'opposition entreprirent de démontrer comment, selon eux, on pouvait faire appel aux groupes ethniques; il est maintenant normal de parler de multiculturalisme au cours des campagnes électorales nationales. On créa un organisme consultatif qui comptait parmi ses membres, nommés par le gouvernement, plusieurs porte-parole de groupes ethniques qui avaient fait leurs preuves en politique partisane sur le plan local, ce qui leur donnait le sentiment d'aider le gouvernement à planifier sa politique. Le ministre d'État au multiculturalisme avait aussi mandat de renseigner le gouvernement sur ce qui était d'intérêt particulier pour les groupes ethniques et il était au centre des efforts déployés par les libéraux comme par les conservateurs pour gagner des sièges clés dans les villes à forte population d'immigrants, comme Toronto. Ce n'était pas pure coïncidence si, de 1972 à 1987, six des dix ministres d'État au Multiculturalisme représentaient des circonscriptions de Toronto.

L'instauration d'une politique de multiculturalisme au niveau fédéral incita plusieurs provinces à en faire autant, à commencer par les trois provinces des Prairies et l'Ontario. Dans ces provinces, des comités consultatifs ont été créés et ont eu pour tâche de fournir des données sur les communautés, afin de faciliter l'élaboration de politiques et de récompenser des chefs ethniques ou de chercher à se gagner leur faveur.

Au Québec, les gouvernements libéraux et ceux du Parti Québécois (PQ) ont tous repoussé la politique fédérale de multiculturalisme, bien que les gouvernements provinciaux qui se sont succédé dans les années d'après-guerre aient eu affaire à une population d'immigrants très divers, surtout à Montréal. C'est la question de la langue d'enseignement pour les enfants d'immigrants qui a causé le plus de tracas. Le PQ a finalement adopté la Loi 101 (dont il est question au chapitre sur l'éducation)[54]. En dépit d'une résistance initiale, la plupart des groupes d'immigrants en sont venus peu à peu à accepter la Loi 101 et à s'y conformer.

Il y en eut, au sein du PQ, pour penser qu'il faudrait éventuellement obliger les immigrants à s'intégrer à la société canadienne-française, mais d'autres estimaient, par contre, que tout espoir d'une telle intégration, ainsi

que l'appui des immigrants a la cause d'un Québec indépendant, exigeaient plus de tolérance et d'ouverture d'esprit. La définition du mot «Québécois» fut élargie pour englober, non plus les seuls citoyens d'origine française, mais également quiconque a appris à parler français ou a participé aux manifestations d'une culture francophone. Le PQ s'efforça donc de susciter de l'intérêt au sein des groupes francophones comme les Haïtiens, les Vietnamiens et les juifs nord-africains, ainsi que dans des groupes qui correspondent aux normes culturelles d'un Québec catholique, tels les Espagnols, les Italiens, les Portugais et les Latino-Américains. Intellectuels et politiciens du PQ, notamment le ministre de l'Immigration et des Affaires culturelles, Gérald Godin, avancèrent leur propre politique «d'interculturalisme» qui tenait compte de la diversité ethnique du Québec et tendait à promouvoir nombre d'activités comparables à celles du multiculturalisme fédéral[55].

Vers le début des années 1980, le Parti Québécois avait commencé à pénétrer plusieurs des groupes d'immigrants les plus importants au Québec — les Grecs, les Italiens, les Portugais et les juifs séfarades francophones. Le parti attira surtout de jeunes Canadiens nés ici, désireux d'être reconnus comme éléments culturels dynamiques du nationalisme québécois, et qui étaient d'avis que ce serait aboutir à un cul-de-sac culturel que de continuer à s'identifier à la minorité anglophone de Montréal. Faute d'un Nouveau parti démocratique viable, le Parti québécois tenta également ceux qui, notamment chez les Canadiens d'origine, avaient des affinités avec les socio-démocrates. Chez les Italiens et les Grecs, ce penchant pour les idées de gauche était encore amplifié par des liens avec les formations politiques de gauche d'Italie et de Grèce, et par leurs préoccupations au sujet du sort des ouvriers exploités dans les industries du vêtement et de la construction.

Variables d'une province à l'autre, les réactions des provinces au multiculturalisme reflétaient le fait que la composition ethnique et les rapports ethniques variaient aussi d'une région à l'autre. À l'échelle nationale, la politique de multiculturalisme démontra l'influence politique croissante des autres groupes ethniques, notamment des Ukrainiens, qui s'en étaient fait les meilleurs défenseurs. La politique de multiculturalisme elle-même accrut l'influence des groupes ethniques, si l'on considère que le gouvernement subventionna des activités ethniques conférant une nouvelle légitimité politique à des organisations ethniques et à leurs dirigeants. Signe évident que les tenants du concept et de la politique de multiculturalisme avaient pu démontrer le bien-fondé de leurs arguments, en 1982, on inséra dans la Charte canadienne des droits et libertés l'article 27 qui stipule que «toute interprétation de la présente doit concorder avec l'objectif de promouvoir le maintien et la valorisation du patrimoine multiculturel des Canadiens.»

L'application de politiques de multiculturalisme aux niveaux fédéral et provincial s'accompagna de nouveautés en politique ethnique. Une des grandes nouveautés fut l'arrivée de nombreux groupes qu'on ne connaissait

pas encore au Canada, après la libéralisation du Règlement de l'immigration canadienne en 1967. Plus de la moitié des immigrants du Canada venaient désormais du tiers monde et, en même temps qu'une nouvelle perspective politique, ils donnaient aux Canadiens l'impression de mieux connaître ce qui se passait un peu partout dans le monde : au Chili, au Salvador, en Afrique du Sud, en Éthiopie, en Ouganda, au Pendjab et au Vietnam. Les réfugiés représentaient toutes les tendances politiques. Ces immigrants, Tchèques, juifs soviétiques, Polonais, Vietnamiens et autres, étaient pour la plupart anti-communistes eux aussi, mais le Canada accueillit en outre des réfugiés qui avaient connu des régimes de droite, Chiliens, Sud-Africains, Haïtiens ou ressortissants de pays de l'Amérique centrale. Les agents de l'immigration canadienne en vinrent à craindre un peu moins que des réfugiés aux idées de gauche puissent constituer un danger pour la sécurité de l'État.

Vers la fin des années 1960, on considérait comme réfugiés de gauche de nombreux jeunes Américains qui étaient venus au Canada pour échapper au service militaire ou à titre de réfugiés d'une société qu'ils jugeaient répressive et militariste. Leurs opinions, comme celle de nombreux professeurs américains venus à la même époque travailler dans des universités canadiennes, firent grande impression chez les jeunes Canadiens, modifiant la façon dont toute une génération de collégiens voyait alors les États-Unis et leur politique étrangère. Les réfugiés américains comptent parmi les rares réfugiés qui ont pu rentrer dans leur pays, bien qu'en fait plusieurs d'entre eux aient choisi de rester au Canada, malgré l'amnistie proclamée par le gouvernement des États-Unis à la fin des années 1970.

En plus d'offrir de nouvelles perspectives sur les affaires mondiales, les immigrants du tiers monde donnèrent un nouvel élan et une nouvelle raison d'être à la politique fédérale de multiculturalisme en la lançant sur de nouvelles voies. En très grande majorité, les immigrants du tiers monde n'étaient pas de race blanche et leur grande inquiétude était le racisme et la discrimination. Ils firent donc des pressions auprès du gouvernement pour que ce dernier insiste davantage sur les droits de l'homme et comprenne mieux les groupes auxquels ils appartenaient. Au début des années 1980, la crainte du racisme dans les nouvelles «minorités visibles» était telle qu'on créa une commission parlementaire dont le rapport, «L'égalité ça presse» (1984), contenait 80 recommandations, dont plusieurs mesures d'action positive[56].

Les nouvelles minorités visibles sont maintenant mieux organisées et plus articulées à l'échelle nationale, mais leur façon de voter a fait l'objet de peu d'études. Il semble que, dans la majeure partie du pays, les nouveaux venus de Hong Kong et du sous-continent asiatique aient voté pour le parti libéral; ce parti était au pouvoir à leur arrivée, et les immigrants voyaient en Trudeau un chef puissant, digne du respect international.

Toutefois, il s'agit ici d'un modèle de comportement politique qui, transposé sur le plan régional, offre de nombreuses variantes. Ainsi, ce fut le Parti conservateur qui absorba en majeure partie les nouveaux venus en

Alberta, où Philippins, Chinois, Sikhs, Antillais et Libanais étaient fort désireux de jouer un rôle dans la destinée politique de la province. En 1985, des représentants des groupes précités jouèrent un rôle éminent dans le choix de Don Getty comme chef du Parti conservateur de l'Alberta. Ces groupes souhaitaient tellement se trouver dans le camp du vainqueur qu'il s'agissait visiblement d'une manifestation d'insécurité. Leurs activistes politiques appuyèrent majoritairement Getty, qui menait alors le bal, plutôt que l'avocat ukrainien Julian Koziak ou l'avocat juif Ron Ghitter, qui s'étaient tous deux distingués dans la défense des droits ethniques et des droits de l'homme.

La préoccupation croissante au sujet du racisme au Canada dans les années 1960, 1970 et 1980 a eu d'importantes répercussions pour l'un des plus anciens groupes ethniques du pays, les Noirs. Durant la majeure partie du XX^{e} siècle, la dispersion des Noirs, leur pauvreté et les différences régionales ont fait avorter les tentatives visant à les regrouper dans une association nationale viable et stable. Néanmoins, les Noirs de tout le pays ont pu réaliser des gains politiques énormes au cours de ces décennies. Du fait que le Canada faisait partie du Commonwealth et qu'il était aussi le voisin des États-Unis, les Canadiens ont commencé à comprendre les problèmes que pose la discrimination raciale. Si, d'un bout à l'autre du pays, on adopta des chartes de droits de l'homme dans les années 1950 et 1960, ce fut en partie parce que les Canadiens ressentaient aussi bien l'injustice que les dangers du racisme tels qu'ils se présentaient aux États-Unis. Et si, à la fin des années 1960, l'attention politique se porta davantage sur les Noirs du Canada, ce fut tout autant par crainte d'actes de violence raciale que par un sentiment de culpabilité face à de vieilles injustices. En Nouvelle-Écosse, des Noirs qui, jusqu'aux années 1960, s'étaient montrés largement apolitiques et avaient laissé à leurs Églises le soin d'organiser leur vie, commencèrent à voir d'un bon œil les exemples américains de fierté noire et de pouvoir noir. De jeunes dirigeants communautaires comme Rocky Jones contestèrent aussi bien l'élite noire que le pouvoir des Blancs et s'efforcèrent de tirer la communauté noire du marasme de ses vieilles habitudes de déférence et d'apathie. On vit même des Blancs, politiciens de la Nouvelle-Écosse, emboîter le pas à ces jeunes meneurs d'une autre race en offrant leur aide à de nouveaux organismes noirs, comme le Black United Front, créés pour promouvoir des projets de développement communautaire.

Ce fut à la même époque qu'en Ontario des Noirs commencèrent à bénéficier d'une plus grande influence politique, bien qu'on y ait vu des hommes politiques noirs de temps à autre auparavant, à la fin du XIX^{e} et au début du XX^{e} siècles. À Toronto, un Noir né au Canada, le boulanger W.P. Hubbard, fut élu conseiller municipal en 1894 et réélu dans 13 élections consécutives. Mais les exemples de pouvoir politique noir étaient rares et dispersés. Dans les années 1960 et 1970, consolidés par la venue de Noirs américains tels les défenseurs des droits de l'homme Dan Hill et Wilson Head, et par un afflux important d'Antillais dans la Ville reine, les Noirs de Toronto purent constituer un véritable groupe de pression par l'entremise d'organisations comme la Toronto's Urban Alliance on Race Relations et des

journaux communautaires comme *Contrast et Share*. On peut voir un symbole du pouvoir politique croissant des Noirs dans la carrière politique de l'avocat noir Lincoln Alexander, d'abord élu député fédéral de Hamilton en 1968, nommé ministre du gouvernement Clark en 1979, et finalement désigné au poste de lieutenant-gouverneur de l'Ontario en 1985. Hors de la Nouvelle-Écosse et de l'Ontario, les Noirs ne purent progresser politiquement aussi rapidement, faute d'être assez nombreux.

CONCLUSION

Dans les années 1980, l'appartenance ethnique avait passablement perdu de son importance en politique dans les régions rurales des Prairies, où les Canadiens des troisième, quatrième et cinquième générations s'intéressaient plutôt aux questions d'ordre régional, mais elle continua à jouer un rôle majeur dans les villes qui accueillaient des immigrants. Plusieurs groupes établis de longue date, comme les juifs et les Ukrainiens, continuèrent à faire montre de leur force politique à tous les niveaux de gouvernement. Il arrivait parfois que ce jeu d'influence politique aboutisse à des conflits entre groupes; la création de la Commission Deschênes en 1985, commission qui avait pour mandat d'enquêter sur la présence de criminels de guerre au Canada, provoqua des affrontements entre juifs et Ukrainiens chez qui de nouveaux affronts, réels ou supposés, étaient bien faits pour réveiller les vieux préjugés et les vieilles querelles. Par ailleurs, l'influence politique des groupes ethniques se manifestait davantage dans la formulation de la politique extérieure du Canada, comme ce fut le cas, par exemple, de la triste tentative du gouvernement Clark de déménager l'ambassade du Canada en Israël à Jérusalem. Des problèmes politiques notoires, tels le sort fait en Union soviétique aux dissidents ukrainiens et juifs, continuaient à montrer que le Canada était un pays multiethnique, où nombre de Canadiens qui ont des attaches profondes dans d'autres pays surveillent attentivement ce qui se passe dans le monde. Dans certains cas, on en est même arrivé à politiser l'histoire de certains groupes ethniques : c'est ainsi que le débat entre le gouvernement et les Japonais du Canada sur la question des indemnisations pour la façon dont les Japonais ont été traités durant la Seconde Guerre mondiale indique une nouvelle phase dans l'évolution des politiques ethniques du Canada.

La nature du rapport entre l'appartenance ethnique et la politique a bien évolué depuis le début du siècle. Plutôt que de flatter une opinion publique raciste, les partis politiques sollicitent maintenant le vote des non-Blancs. Des gens d'origines autres que française ou britannique peuvent désormais accéder aux plus hautes fonctions politiques au Canada. Dave Barrett, premier ministre de la Colombie-Britannique de 1972 à 1975, David Lewis, chef national du NPD (de 1971 à 1975), et Joe Ghiz, premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard en 1985, deux d'entre eux juifs et l'autre canadien-

libanais, ont démontré que les entraves de nature ethnique à l'exercice de hautes fonctions publiques sont vraiment minimes. En 1986, Bill Vander Zalm, un Hollando-Canadien, fut le premier descendant d'immigrants autres qu'anglo-saxons à devenir premier ministre d'une province. Le cabinet fédéral est maintenant tout à fait multiethnique. La nomination d'un Canadien d'origine allemande, Ed Schreyer, au poste de gouverneur général en 1979 fut un geste hautement symbolique sur le plan politique, illustrant la volonté du Canada d'intégrer en son sein tous les citoyens d'origine autres que britannique et française. Pour faire mieux reconnaître le caractère multiculturel de la société canadienne, M. Schreyer, qui avait contribué auparavant à la fondation d'une coalition ethnique qui porta le Nouveau Parti démocratique (NPD) au pouvoir au Manitoba en 1969, émaillait fréquemment ses discours officiels de phrases en diverses langues.

L'intégration politique des «autres» groupes ethniques est maintenant telle que ce n'est plus qu'en de rares occasions que des citoyens canadiens sont considérés comme des représentants de groupes ethniques particuliers. De plus en plus, tous les services gouvernementaux, qu'il s'agisse des Affaires extérieures ou des Forces armées, sont conscients des besoins et des préoccupations des autres groupes ethniques. Les fonctions publiques fédérale ou provinciales reflètent plus que jamais la diversité de la population canadienne.

Au cours du XX^{e} siècle, les groupes ethniques autres que britannique ou français ont pesé d'un grand poids sur le sort et les orientations des diverses formations politiques du Canada, et c'est encore le cas aujourd'hui. De l'éphémère succès des politiques ouvrières radicales dans l'Ouest à la cohésion des partis contestataires des provinces des Prairies dans les années 1930 et 1940, comme de la faiblesse du parti conservateur auprès des groupes ethniques autres que britannique jusque dans les années 1950 à la force constante du Parti libéral pendant tout le XX^{e} siècle, l'appartenance ethnique a agi sur le processus politique au Canada d'une multitude de façons que les historiens et les politicologues commencent tout juste à découvrir.

NOTES

1. Stuart Rosenberg, *The Jewish Community in Canada*, vol. 1, Toronto, McClelland and Stewart, 1970; Jack Jedwab, «Uniting Uptowners and Downtowners: The Jewish Electorate and Quebec Provincial Politics: 1727-1939» dans *Canadian Ethnic Studies*, vol. 18, nº 2, 1986, p. 7-19; Gerald Tulchinsky, «The Jewish School Question in Montreal from 1901 to the late 1920s», étude présentée à la Société canadienne des études ethniques, Montréal, octobre 1985.
2. John English et Kenneth McLaughlin, Kitchener: A*n Illustrated History*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1983, chap. 2, 3, 4.
3. Anthony Rasporich, «Utopian Ideals and Community Settlements in Western Canada: 1880-1914» dans *The Canadian West*, édité par H.C. Klassen, Calgary, Comprint, 1977, p. 37-62; Wiseman, Nelson, «Patterns of Prairie Politics» dans *Queen's Quarterly*, vol. 88, nº 2, 1981, p. 298-315; David Bercuson, *Fools and Wise Men: The Rise and Fall of the One Big Union*, Toronto, McGraw Hill-Ryerson, 1978); Paul Sharp, *The Agrarian Revolt in Western Canada*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1948; Ross McCormack, Reformers, *Rebels and Revolutionaries: The Western Canadian Radical Movement 1899-1919*, Toronto, University of Toronto Press, 1977.
4. J.W. Brennan, «Wooing the 'Foreign Vote': Saskatchewan Politics and the Immigrant, 1905-1919» dans *Prairie Forum*, printemps 1978, p. 67.
5. O. Martynowych et N. Kazymyra, «Political Activity» dans *A Heritage in Transition*, édité par Lupul, p. 93, 95 et 96.
6. *Ibid*, p. 98; Roz Usiskin, «The Winnipeg Jewish Community: Its Radical Elements, 1905-1918» dans *Historical and Scientific Society of Manitoba Transactions*, vol. 3, nº 33, 1976-1977, p. 22.
7. Usiskin, «The Winnipeg Jewish Community», p. 12-18.
8. Mari Jalava, «Radicalism or a New Deal, the Unfolding World View of the Finnish Immigrants in Sudbury, 1883-1932», thèse de maîtrise, Université Laurentienne, 1983; Henry Trachtenberg, «The Winnipeg Jewish Community and Politics: the Inter-War Years, 1919-1939» dans *Historical and Scientific Society of Manitoba Transactions*, 3, 34-3, 35 (1977-78, 1978-79), p. 124.
9. Avery, «Dangerous Foreigners», chap. 3.
10. Speisman, *The Jews of Toronto*, p. 320; Donald Avery, «The Radical Alien and the Winnipeg General Strike of 1919,» dans *The West and the Nation*, édité par C. Berger et R. Cook, Toronto, McClelland and Stewart, 1976, p. 209-231.
11. Adachi, *The Ennemy that Never Was*, p. 104.

12. Patricia Roy, «The Oriental Menace in British Columbia» dans *The Twenties in Western Canada*, édité par S.M. Trofimenkoff, Ottawa, Musée national de l'homme, 1972; From China to Canada, édité par Wickberg, p. 152.
13. Buchignani et Indra, *Continuous Journey*, chap. 3, 4.
14. Palmer, *Patterns of Prejudice*, p. 114; Abella et Troper, *None is Too Many*.
15. Palmer, *Patterns of Prejudice*, p. 118-120.
16. William Calderwood, «Pulpit, Press and Political Reactions to the Ku Klux Klan in Saskatchewan» dans *The Twenties in Western Canada*, édité par Trofimenkoff, p. 191-229; David Smith, Prairie Liberalism, Toronto, University of Toronto Press, 1975, chap. 4, 5.
17. Radecki, *A Member of a Distinguished Family*, p. 63; Dreisziger, Struggle and Hope, p. 160-162.
18. Jonathan Wagner, *Brothers Beyond the Sea: National Socialism in Canada*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1980; K.M. McLaughlin, *The Germans in Canada*, Ottawa, Fascicule SHC, 1985, p. 38.
19. Roberto Perin, «Making Good Fascists and Good Canadians: Consular Propaganda and the Italian Community in Montreal in the 1930s» dans *Minorities and Mother Country Imagery*, édité par Gerald Gold, St. John's, Institute of Social and Economic Research, 1984, p. 136-158.
20. Robert Harney, «The Italian Community in Toronto» dans *Two Nations, Many Cultures*, édité par Elliott, p. 228 et 229.
21. Lita-Rose Betcherman, *The Swastika and the Maple Leaf: Fascist Movements in the Thirties*, Don Mills, Fitzhenry and Whiteside, 1975, p. 65.
22. Varpu Lindström-Best, *The Finns in Canada*, Ottawa, Fascicule SHC, 1985), p. 5.
23. T.F. Jeletzky, éd., *Russian Canadians: Their Past and Present*, Ottawa, Borealis Press, 1983, chap. 11; Watson Kirkconnell, Canada, Europe and Hitler, Toronto, Oxford University Press, 1939, chap. 11.
24. John Kolasky, *The Shattered Illusion*, Toronto, Peter Martin, 1979; Helen Potrebenko, *No Streets of Gold: A Social History of Ukrainians in Alberta*, Vancouver, New Star, 1977; Kostash, All of Baba's Children.
25. Avery, «Dangerous Foreigners», p. 120; étude bien documentée sur le radicalisme finno-canadien, voir Edward Laine, "Finnish Canadian Radicalism and Canadian Politics: the First Forty Years, 1900-1940» dans *Ethnicity, Power and Politics in Canada*, édité par Jorgen Dahlie et Tissa Fernando, Toronto, Methuen, 1981, p. 94-112.
26. Lindström-Best, *The Finns*, p. 12.

27. Avery, «Dangerous Foreigners,» p. 117.
28. Victor Howard, *The Mackenzie-Papineau Battalion: The Canadian Contingent in the Spanish Civil War*, Ottawa, Carleton Library Series, 1986, p. 32.
29. Rasporich, For a Better Life, p. 143-145; Ivan Avakumovic, *The Communist Party in Canada: A History*, Toronto, McClelland and Stewart, 1975, p. 33.
30. Donald Avery, «Ethnic Loyalties and the Proletarian Revolution: a Case Study of Communist Political Activity in Winnipeg, 1923-1936» dans *Ethnicity, Power and Politics in Canada*, édité par Dalhie and Fernando, p. 68-93; Trachtenberg, «The Winnipeg Jewish Community», p. 115; Elliot Katz, «The Participation of a Cultural Minority in Politics, Jewish Voting Preferences in Seven Oaks and River Heights, 1969 and 1973», thèse de maîtrise, Université du Manitoba, 1980, chap. 2.
31. Dreisziger, *Struggle and Hope*, p. 156.
32. Palmer, Patterns of Prejudice, p. 71; George Hoffman, «The New Party and the Old Issues: The Saskatchewan Farmer-Labour Party and the Ethnic Vote, 1934» dans *Canadian Ethnic Studies*, vol. 14, n^{o} 2, 1982, p. 8.
33. Andrew Milnor, «Agrarian Protest in Saskatchewan, 1929-1948: A Study in Ethnic Politics», thèse de doctorat, Duke University, 1962.
34. Hoffman, «The New Party,» p. 6; S.M. Lipset, *Agrarian Socialism*, Garden City, N.J., Doubleday, 1968, chap. 8.
35. David Bercuson, *Canada and the Birth of Israel*, Toronto, University of Toronto Press, 1985, chap. 1.
36. H. Palmer, «The Hutterite Land Expansion Controversy in Alberta» dans *Western Canadian Journal of Anthropology*, vol. 2, n^{o} 2, 1971, p. 18-46.
37. Robert Keyserlingk, «Agents Within the Gates: The Search for Nazi Subversives in Canada during World War II» dans *Canadian Historical Review*, juin 1985, p. 223.
38. Robert Keyserlingk, «The Canadian Government's Attitude toward Germans and German Canadians in World War Two» dans *Canadian Ethnic Studies*, vol. 16, n^{o} 1, 1984, p. 16-28; H. Palmer, «Ethnic Relations in Wartime: Nationalism and European Minorities in Alberta during the Second World War» dans *Canadian Ethnic Studies*, vol. 14, n^{o} 3, 1982, p. 1 et 2.
39. J.A. Ciccocelli, «The Innocuous Enemy Alien: Italians in Canada During World War Two», thèse de maîtrise, University of Western Ontario, 1977, p. 39; Palmer, «Ethnic Relations in Wartime», p. 7; Keyserlingk, «The Search For Nazi Subversives», p. 235.

40. Dreisziger, Struggle and Hope, chap. 6; Rasporich, *For a Better Life*, chap. 7.
41. Wickberg, éd., *From China to Canada*, chap. 14.
42. Ann Sunahara, Ann, *The Politics of Racism*, Toronto, Lorimer, 1981.
43. William Peterson, *Planned Migration*, Berkeley, University of California Press, 1955; Gerald Dirks, *Canada's Refugee Policy*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1977, chap. 6 et 7.
44. Karl Aun, *The Political Refugees: A History of the Estonians in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1985, p. 41 et 81; Milda Danys, DP: *Lithuanian Immigration to Canada After the Second World War*, Toronto, Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario, 1986.
45. Bohdan Kordan et Lubomyr Luciuk, *A Delicate and Difficult Question: Documents in the History of Ukrainians in Canada, 1899-1962*, Kingston, Limestone Press, 1986; Bernard Hibbitts, «Ethnic Groups and Canadian Propaganda Policy in the 1950's» dans *Groups and Governments in Canadian Foreign Policy*, édité par Don Munton, Toronto, Institut canadien des affaires internationales, 1985, p. 101-103.
46. Rasporich, *For a Better Life*, p. 176-179.
47. Peter Oliver, *Unlikely Tory: The Life and Politics of Allan Grossman*, Toronto, Lester & Orpen Dennys, 1985, p. 59.
48. Pour prendre connaissance des preuves de l'appui ethnique au Parti libéral dans l'après-guerre, consulter, par exemple, John Wilson et David Hoffman, «Ontario», dans *Canadian Provincial Politics*, édité par Martin Robin, Scarborough, Prentice Hall, 1972, p. 20; Harold Clarke, et al., *Political Choice in Canada*, Toronto, McGraw Hill-Ryerson, 1980, p. 77 et 78.
49. A. Rasporich, «Ethnicity in Lakehead Politics, 1900-1970», étude présentée à la conférence de l'Association des études ethniques canadiennes, Thunder Bay, octobre 1983, p. 15; «Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme», Livre IV, *L'apport culturel des autres groupes ethniques*, chap. 3.
50. Peter Stursberg, Diefenbaker: Leadership Gained, 1956-1962, Toronto, University of Toronto Press, 1975, p. 95; Archives publiques du Canada, documents du Parti progressiste conservateur, dossiers ethniques, 1957-1962; Ethnic Press Digest, 1957-1962.
51. Freda Hawkins, *Canada and Immigration: Public Policy and Public Concern*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1972, p. 61-63; Wickberg, éd., From China to Canada, p. 214 et 215.
52. Michael Marunchak, *The Ukrainian Canadians: A History, Winnipeg*, Ukrainian Free Academy of Sciences, 1970, p. 684.

53. M.R. Lupul, «The Political Implementation of Multiculturalism», *Journal of Canadian Studies*, vol. 17, nº 1, 1982, p. 93-102; H. Palmer, *Immigration and the Rise of Multiculturalism*, Toronto, Copp Clark, 1975, p. 204 et 205; John Jaworsky, «A case Study of the Canadian Federal Government's Multiculturalism Policy», thèse de maîtrise, Carleton University, 1979.
54. Sheila Arnopoulous et Dominique Clift, *The English Fact in Québec*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1980, p. 141; W. Coleman, «From Bill 22 to Bill 101: The Politics of Language Under the Parti Québécois» dans *Canadian Journal of Political Science*, vol. 14, nº 3, 1981, p. 459-485.
55. Pierre Anctil, «La Société québécoise face au multiculturalisme», étude présentée à la Société canadienne d'ethnologie, Edmonton, mai 1986.
56. *Rapport du Comité spécial sur les minorités visibles dans la société canadienne, L'égalité ça presse !*, Ottawa, Centre d'édition du gouvernement du Canada, 1984.

TROISIÈME PARTIE

Les autres institutions et la sauvegarde de l'identité

CHAPITRE NEUF

Les associations ethniques bénévoles

La société nord-américaine, en particulier dans les centres urbains, engendre une prolifération de clubs et d'associations de toutes sortes; le Canada et les États-Unis ont été qualifiés à cet égard de pays à la population grégaire. Les associations ethniques comprennent une catégorie reconnue d'associations bénévoles, mais celle-ci n'est pas particulièrement importante ou significative. Les Canadiens de naissance sont plus susceptibles de devenir membres d'associations bénévoles que les immigrants; ils joignent le plus souvent les associations générales de la communauté. Les associations ethniques, quant à elles, sont dominées ordinairement par les immigrants. La proportion des membres d'un groupe ethnique qui font partie d'associations ethniques est plutôt faible; les Ukrainiens, par exemple, ont une conscience aiguë de leur identité ethnique et la défendent activement. Néanmoins, on évaluait en 1971 que des 580 000 Canadiens d'origine ukrainienne, entre 30 000 et 60 000 seulement étaient membres d'associations ethniques[1]. Il n'en reste pas moins que ces associations occupent une place importante dans la vie de ceux qui en font partie et représentent fréquemment le groupe ethnique auprès des gouvernements et du reste du monde.

Peu après leur immigration, nombre de personnes forment des associations pour répondre aux besoins se rapportant à leur établissement dans le nouveau pays. Ces besoins sont notamment des services et des renseignements et, le plus important peut-être, des contacts avec des compatriotes. Par la suite, les associations d'immigrants peuvent être appuyées ou supplantées par des associations ethniques pour répondre cette fois aux besoins communs des membres du groupe ethnique, mais non de l'ensemble de la communauté. Ces objectifs sont la perpétuation d'une langue et d'une culture particulières ou la réponse aux besoins des membres du groupe ethnique qui ne peuvent être satisfaits à l'intérieur des associations

bénévoles existantes, à cause des barrières linguistiques, de la discrimination, des frais élevés ou d'autres obstacles. L'initiative de la création des associations peut être prise par des particuliers qui désirent vivement conserver le statut d'employé de bureau ou y accéder dans leur nouveau pays en étant au service d'une clientèle ethnique ou immigrante. Avec les années, toutefois, l'attrait des associations ethniques diminue souvent, en particulier pour ceux dont les principaux établissements professionnels sont situés à l'extérieur du cadre ethnique : hommes d'affaires fortunés, membres de professions libérales, intellectuels et travailleurs syndiqués[2]. Les associations dépérissent et meurent, ou élargissent leur représentation et cessent par conséquent d'avoir une base ethnique. Une nouvelle vague d'immigration peut ensuite amener l'émergence de nouvelles associations.

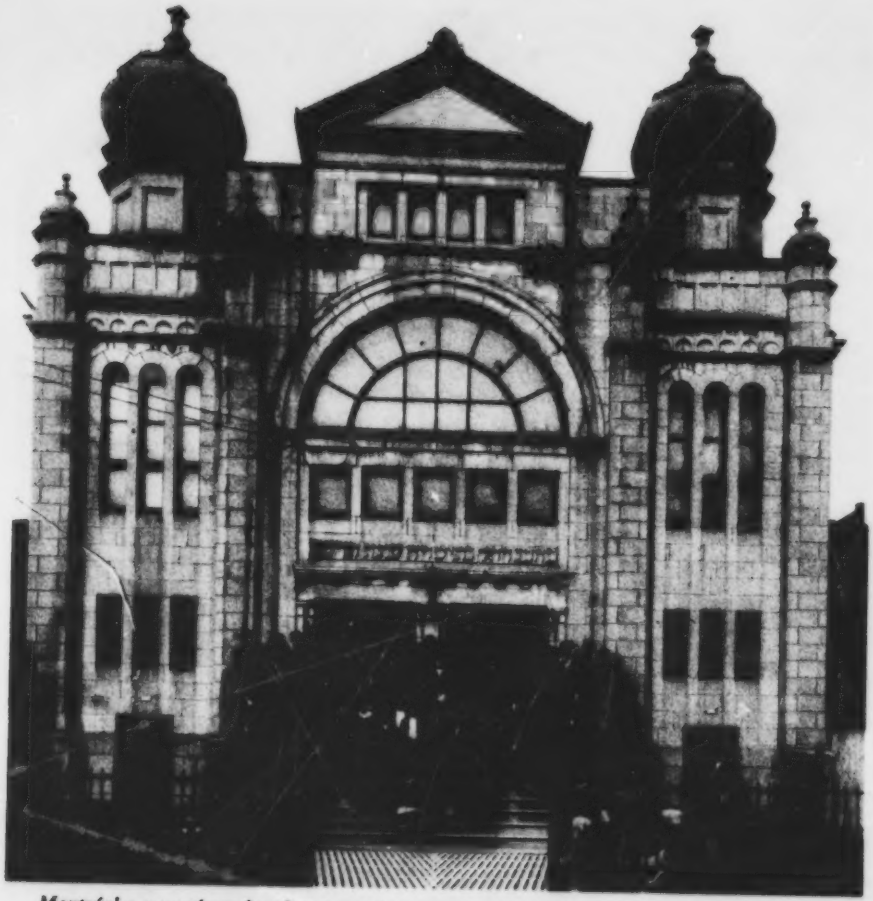
AVANT 1920

Quelques associations ethniques existaient au début de l'histoire du Canada, mais avec l'immigration massive de la fin du XIX^{e} et du début du XX^{e} siècles, elles ont proliféré. Les immigrants issus de milieux ruraux, à part quelques exceptions, n'étaient pas habitués à faire partie d'associations bénévoles. Ils étaient nés dans une famille et dans une Église, et ces deux pôles étaient au centre de toute la vie sociale et des cérémonies de la communauté, sous la direction du clergé. Sous les auspices de l'Église, diverses sociétés s'étaient parfois développées, mais habituellement celles-ci étaient loin d'être volontaires; tous les membres de la communauté, selon l'âge, le sexe ou l'état matrimonial requis, en étaient considérés membres. Quand les associations laïques virent le jour, surtout celles qui avaient des objectifs nationalistes ou les groupes radicaux de jeunes, le gouvernement les considéra avec suspicion et alla même jusqu'à les supprimer[3].

Les immigrants venant de régions urbaines étaient plus habitués que leurs compatriotes ruraux à l'activité, parfois en partie clandestine, des associations. Au cours des années précédant la Première Guerre mondiale, toutefois, la majorité des immigrants attirés par le Canada avaient des origines paysannes, même si certains d'entre eux avaient pu avoir de l'expérience dans les villes en qualité de travailleurs migrants.

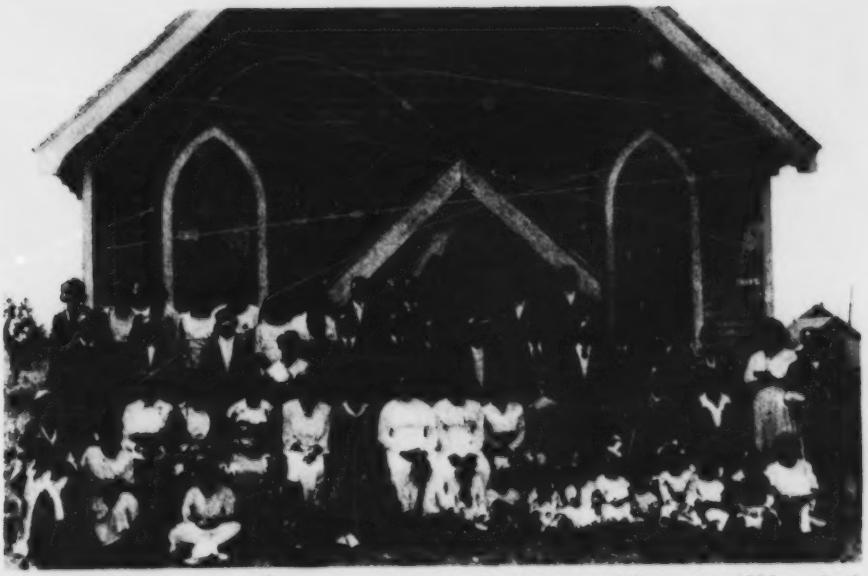
Les Chinois faisaient exception, en ce sens que, même dans les régions rurales, ils avaient l'habitude de former des associations bénévoles, en particulier pour obtenir des prêts à court terme. Dans les villes de Chine, diverses formes d'associations bénévoles avaient proliféré chez les migrants de la campagne comme de la ville. Les immigrants chinois arrivèrent au Canada avec une solide connaissance des principes régissant la formation d'associations[4].

Les Ukrainiens avaient également une certaine expérience en ce domaine. Les membres des mouvements populistes et radicaux en Ukraine avaient

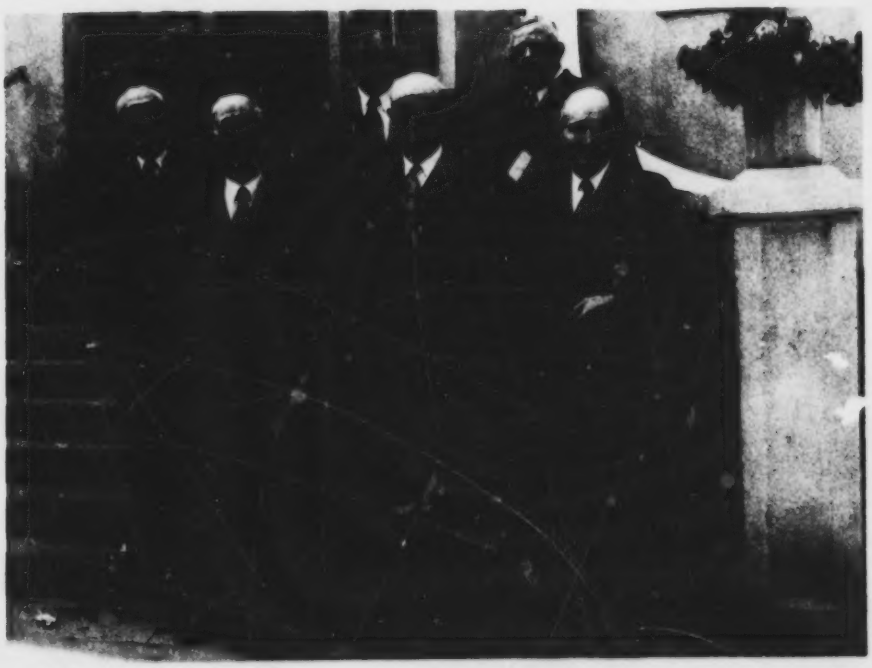


Montréal a compté pendant longtemps la communauté juive la plus importante du Canada. L'imposante synagogue située rue Saint-Urbain présentait cet aspect au début du siècle. (Archives photographiques Notman nº 10 760-Musée McCord de l'Université McGill)

Les synagogues dans les localités rurales étaient plus modestes, comme celle-ci établie à Sonnenfeld, en Saskatchewan. (Archives publiques du Canada-C 27538)

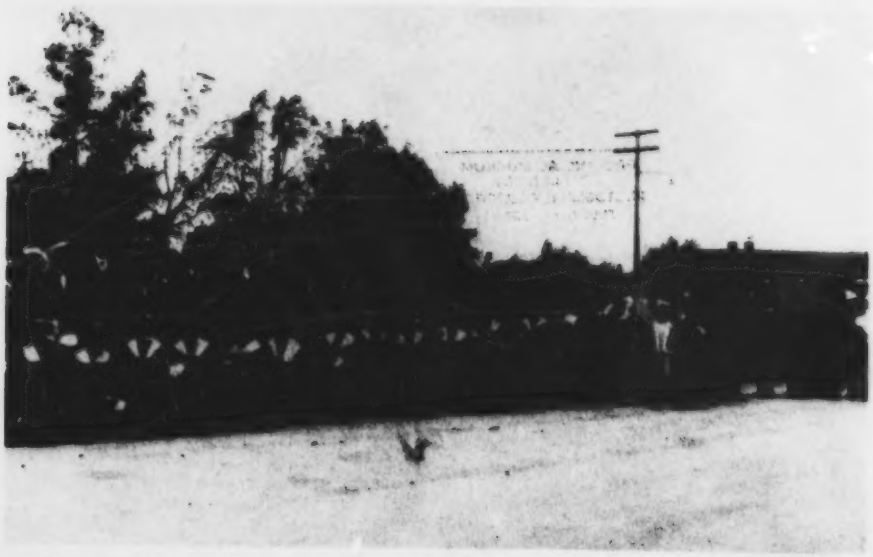


Les églises noires, comme l'Église épiscopale méthodiste africaine à Edmonton en 1921, ont joué un rôle capital dans les communautés noires. (Archives Glenbow)



Les mennonites étaient parmi les premiers colons dans le sud de l'Ontario et dans l'Ouest. Un groupe de dirigeants mennonites à Coaldale, en Alberta, à la fin des années 1930.

Le pasteur S. Nagatomi fut le premier ministre du culte de l'Église bouddhiste de Raymond, en Alberta. (Collection de photographies du Musée provincial de l'Alberta)

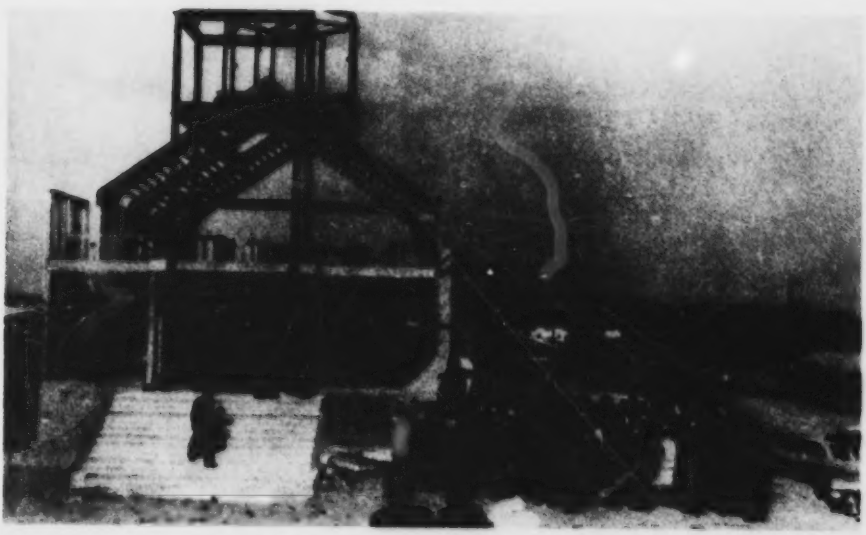


L'Église bouddhiste de Raymond, en Alberta, a été fondée en 1929 pour sauvegarder la culture japonaise. Dans les années qui ont suivi la guerre, la menace de perdre cette culture s'est accentuée. (Collection de photographies du Musée provincial de l'Alberta)

Les nombreux groupes ethniques qui se sont établis au Canada ont apporté avec eux leurs styles d'architecture particuliers. Cette église orthodoxe russe à Smoky Lake, en Alberta, est typique. (Archives provinciales de l'Alberta-photographie U.V. 16)

Cette église a été érigée en 1927 par des colons germano-russes qui sont partis du Minnesota pour venir s'installer en Alberta. (Collection de photographies du Musée provincial de l'Alberta)

Dans la famille, les rites particuliers, notamment les rites religieux comportant fête ou jeûne, sont observés rigoureusement. Un rabbin et ses enfants célèbrent la pâque juive.
(Archives publiques du Canada-PA 124945)



L'immigration de l'après-guerre a entraîné le renforcement des églises et des paroisses ethniques bien établies et la création de nouveaux lieux de culte. En 1963, une église orthodoxe serbe fut consacrée à Sudbury, en Ontario. (Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario)

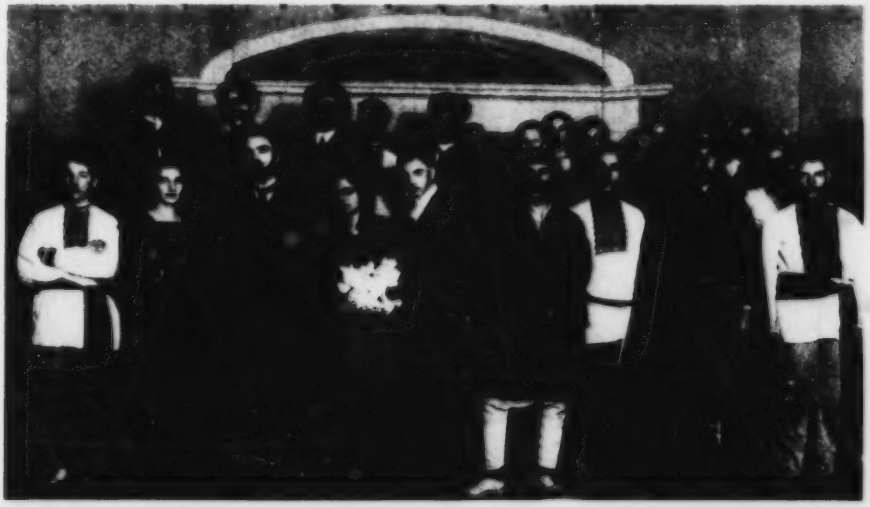
Une église tchèque à Chatham, en Ontario, était agrémentée d'un jardin paysagé.
(Archives de l'Ontario-Collection de la Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario)

Des groupes de gauche actifs dans certaines communautés ethniques assuraient à leurs membres tout un choix d'activités sociales et culturelles. Il s'agit ci-dessus de familles faisant partie de la Ukrainian Labour-Farmer Temple Association à Saskatoon, en 1928.
(Archives publiques du Canada-PA 88636)

Les immigrants de l'après-guerre firent de l'anticommunisme une force politique importante au Canada au début des années 1950. L'Association nationale biélorusse manifeste. (Archives de l'Ontario-Société historique multiculturelle de l'Ontario)

Les Grecs manifestèrent à Toronto à la fin des années 1960 contre les événements politiques survenus dans leur mère patrie. (Archives de l'Ontario-Collection de la Société historique multiculturelle de l'Ontario)

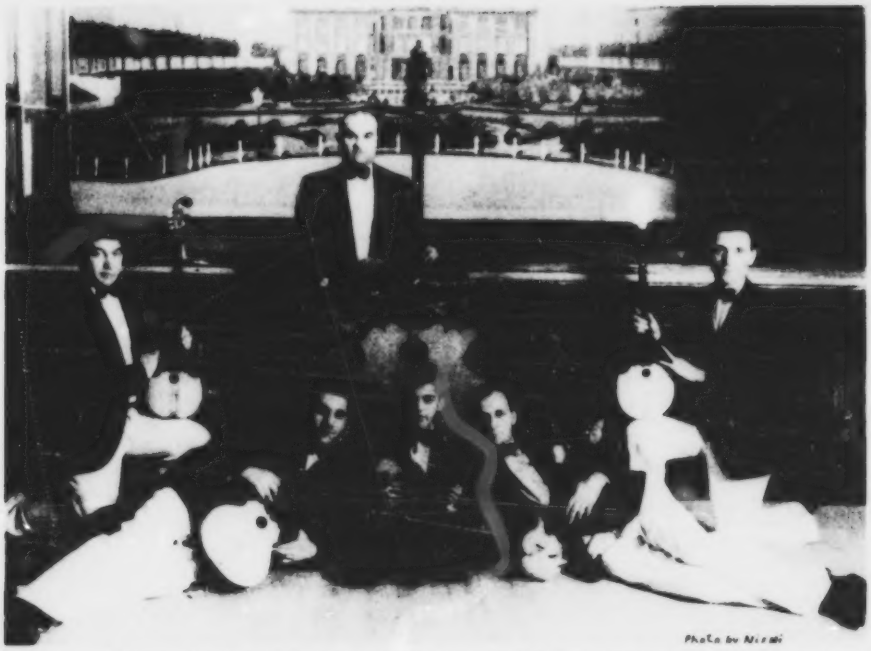
Nombre de personnes ont cru voir dans le livre vert sur l'immigration de 1975 une tentative pour renverser la tendance à pratiquer une politique plus ouverte. Cette attitude a donné lieu à des manifestations, dont celle-ci, à Toronto. (Archives publiques du Canada-PA 126346)



Des associations bénévoles ont été fondées par les groupes ethniques pour conserver leurs traditions. La troupe de théâtre de l'Institut ukrainien Mohyla, à Saskatoon, en 1919. (Archives publiques du Canada-PA 88603)

Cette photo a été prise en 1921 à l'île du Cap Breton. Les Noirs de la localité défilent au son de la musique pour appuyer un mouvement réclamant «L'Afrique aux Africains». Il faut noter qu'il n'y a pas de trottoirs ni de revêtement sur la chaussée. La photographie provient de l'album de Luis Mendelson. Il est en chemise blanche avec la bicyclette à droite sur la photo. Les fanfares étaient aussi des associations populaires. (Archives de l'Institut Beaton)

Des groupes de jeunes, comme celui-ci de l'Union canadienne arménienne, section de Toronto, furent fondés pour retenir les jeunes dans leurs communautés ethniques. (Archives de l'Ontario-Collection de la Société historique multiculturelle de l'Ontario)



Les formations musicales, comme cet orchestre croate de Sudbury dans les années 1930, avaient des auditoires qui les appréciaient. (Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario)

Les auxiliaires féminines assuraient des services pour les organisations d'hommes et les groupes de jeunesse. Les hommes ont contribué à former le club des femmes croates à Sudbury dans les années 1930. (Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario)

Après la Seconde Guerre mondiale, les immigrants fondèrent beaucoup d'associations regroupant des anciens combattants. Il s'agit ici de membres de l'Association des anciens militaires lituaniens à Sudbury. (Archives de l'Ontario-Collection de la Société historique multiculturelle de l'Ontario)

Les locaux des associations bénévoles faisaient remarquer la présence des groupes ethniques dans les grandes villes canadiennes. (Photo David Levine-Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario)

Les membres des minorités visibles se sont plaints fréquemment de ne pas avoir suffisamment d'emplois dans les médias. Cependant, ce jeune homme d'origine chinoise était animateur d'une émission musicale en 1951 à Vancouver. (Archives publiques du Canada-PA 112783)

L'immigration massive et très diverse de l'après-guerre a amené une croissance sans précédent de la presse ethnique. Un compositeur au travail pour des publications allemandes de Scarborough, en Ontario, en 1969. (Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario)

Créer la communication et l'entretenir au sein des groupes ethniques est une des grandes préoccupations de presque tous les groupes ethniques au Canada. M. Upeslacis, propriétaire de Daina Press, à Toronto, en 1963. (Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario)

La vie d'un journal est limitée si les générations nées au Canada ne possèdent plus suffisamment la langue dans laquelle il est publié. Joshua Gershman rédigeait le journal yiddish «Vochenblatt». (Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario)

Des sports pratiqués plus couramment dans les pays d'origine des groupes ethniques, comme le soccer, ont été transplantés au Canada avec succès. (Archives de l'Ontario-Collection de la Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario)

Les équipes de soccer étalent leurs affiliations ethniques dans leurs désignations, leurs emblèmes et leurs couleurs. On voit des membres de l'équipe de soccer coréenne de l'Ontario, en 1976. (Archives de l'Ontario-Collection de la Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario)

Vera Cudjoe a été la fondatrice et la directrice artistique du Théâtre noir du Canada. (Société historique multiculturelle de l'Ontario)

Les réjouissances organisées à l'occasion des fêtes canadiennes, comme la Fête du Canada, depuis les années 1960, sont toujours rehaussées de la présence des groupes ethniques. (Archives de l'Institut Beaton)

Des enfants philippins célèbrent un Noël canadien. (Archives de l'Ontario-Collection de la Société historique multiculturelle de l'Ontario)

Deux jeunes Canadiens jouent aux cowboys avec le plus grand sérieux. (Collection Thomas Bouckley, Oshawa)

organisé des clubs de lecture et des associations nationales ou communautaires chez les paysans pour hausser leur niveau de culture et d'instruction et éveiller leur conscience nationale. Les paysans, par conséquent, même illettrés, avaient déjà connu ce qu'était la formation d'associations pour l'éducation des adultes[5].

La plupart des immigrants n'étaient pas habitués aux associations bénévoles, mais leur sentiment d'identité de groupe n'englobait souvent que les compatriotes originaires du même village, de la même ville ou de la même région. Chez les Chinois, par exemple, un type d'association était fondé sur le patronyme, ce qui indiquait, considérait-on, une parenté, et une autre sur le district ou la région; les Italiens avaient des associations qui se limitaient souvent au *paese* (district ou village); et les Norvégiens formaient des sociétés *bygdelag*, qui regroupaient ceux qui étaient venus de la même région en Norvège. Beaucoup d'autres groupes ethniques avaient aussi des *landsmannschaften*, associations de personnes venant de la même localité. Des associations ethniques plus importantes ont commencé à naître seulement lorsque les immigrants ont commencé, à force de se côtoyer, à se parler de leur expérience au Canada et à reconnaître les avantages qu'ils pourraient tirer d'associations plus vastes.

L'absence d'expérience des immigrants en ce qui a trait aux associations bénévoles était compensée dans une certaine mesure par les contacts avec les associations bénévoles ethniques aux États-Unis ou, plus rarement, dans leur pays européen d'origine. Quelques groupes ethniques seulement, notamment les Macédoniens, possédaient au Canada leurs communautés nord-américaines les plus importantes et les mieux organisées. La bygdelag et les loges des Fils de Norvège, la Panhellenios Enosis des Grecs, les chapitres islandais du Independent Order of Good Templars et les chapitres de la Ligue slovaque d'Amérique sont des exemples d'associations canadiennes ayant des liens aux États-Unis.

Il y avait peu de chances que les établissements ruraux comptent beaucoup d'associations bénévoles autres que les Églises et les associations soutenues par les Églises. Par contre, les immigrants islandais, très alphabétisés, avaient mis sur pied, avant la fin du XIX^{e} siècle, des bibliothèques et des clubs de lecture, au début à l'aide de livres apportés de leur pays, puis l'aide de livres en anglais; ils avaient également établis des loges du l'Independent Order of Good Templars, d'autres sociétés de tempérance et au moins un club sportif[6]. Des clubs de lecture furent constitués dans les communautés rurales ukrainiennes, non seulement sous l'égide de l'Église catholique, mais aussi en tant qu'associations laïques ouvertes aux personnes de toutes les confessions et de tous les horizons politiques. Par la suite, un grand nombre s'associèrent à l'Église orthodoxe grecque ukrainienne[7].

Sur les chantiers d'exploitation minière et de construction, ainsi que dans les villes, les premières associations bénévoles ethniques étaient habituellement des sociétés d'aide mutuelle. Dans leur pays d'origine, les situations d'urgence étaient réglées avec l'aide de la famille immédiate ou

éloignée. Dans le Nouveau Monde, les immigrants craignaient que le chômage, la maladie, ou un accident ne les empêche de gagner leur vie, ou que la mort au milieu d'étrangers signifie un enterrement sans les rites qu'ils considéraient essentiels. Parfois, c'était un désastre minier ou un autre accident tragique qui entraînait la formation d'une société. Les Allemands fondèrent une «Société de funérailles» à Halifax en 1753. La première société polonaise d'aide mutuelle fut constituée à Berlin, en Ontario, en 1872, sous la direction de prêtres, et reçut sa charte provinciale en 1886. Des sociétés italiennes d'aide mutuelle furent fondées à Montréal et à Toronto bien avant le début du siècle. La première association connue de travailleurs hongrois au Canada fut la First Hungarian Sick-Benefit Society de Lethbridge, établie en 1901. Des organisations d'aide mutuelle lituaniennes virent le jour à Toronto et à Montréal en 1905 et à Winnipeg sept ans plus tard. Chez les Chinois, la société de funérailles prit la forme d'associations qui expédiaient les ossements des morts en Chine pour inhumation. Ces expéditions étaient faites tous les sept ans jusqu'en 1932; l'instabilité de la situation politique empêcha l'envoi en 1939[8].

Lorsqu'il y avait des membres d'un groupe ethnique déjà établis et prospères, ils fondaient parfois des associations de bienfaisance ou philanthropiques pour aider les nouveaux venus et en même temps protéger la réputation du groupe ethnique. Ces associations étaient au nombre des «bonnes œuvres» où les femmes étaient souvent très actives. Le groupe israélite était au premier rang des associations ethniques philanthropiques, en raison des enseignements religieux du judaïsme, des besoins criants de beaucoup d'immigrants juifs et de la discrimination à leur encontre de la part de certaines œuvres philanthropiques. À Toronto, par exemple, quand les juifs d'Europe orientale et d'Europe centrale commencèrent à affluer, des associations philanthropiques groupant des hommes ou des femmes avaient été bien organisées par les juifs en majorité anglais et allemands qui étaient déjà établis[9]. Des israélites participèrent également aux activités des organismes de charité de l'ensemble de la collectivité.

En plus des associations d'aide mutuelle et philanthropiques, des sociétés de tempérance, des clubs sportifs, des sociétés littéraires, des formations musicales et des associations théâtrales virent le jour. Certaines de ces sociétés reproduisaient des associations du pays d'origine; d'autres maintenaient des coutumes qui, dans leur pays d'origine, n'auraient pas nécessité le recours à des associations bénévoles pour être perpétuées. Dans les premiers cas, dans les villes et dans les localités rurales, les associations étaient souvent des sections d'organismes du pays d'origine ou de communautés ethniques des États-Unis.

Quand les barrières entre le groupe ethnique et le reste de la collectivité n'étaient pas élevées, les associations bénévoles calquaient leur action sur celle de l'ensemble de la communauté. Tel était le cas des Scandinaves dans l'Ouest, où les Islandais établis à Winnipeg fondèrent en 1916 un chapitre du Imperial Order of Daughters of the Empire. C'était le cas également des vieux résidents juifs de Toronto au cours des années 1890 où, bien qu'elle ait

eu des pendants dans les communautés juives américaines, la Toronto Jewish Literary and Social Union s'affilia à la synagogue Holy Blossom parce que les autres sociétés littéraires de Toronto avaient à l'époque des affiliations avec les Églises. Par ailleurs, dans les communautés ethniques très isolées, au lieu d'associations orientées vers l'ensemble de la communauté canadienne, des sections des partis politiques du pays d'origine étaient constituées : dans les quartiers chinois des villes canadiennes, le Kuomintang et la Empire Reform Association étaient actifs, et, chez les Sud-Asiatiques, on retrouvait le parti Hindustan Ghadar, dont l'objectif était l'indépendance de l'Inde.

Durant les années de guerre et celles qui suivient immédiatement le conflit, certaines des associations bénévoles dépérirent ou disparurent. Le nombre de leurs membres baissa à mesure que les gens prospéraient, participaient à la production de guerre, entraient dans l'armée ou évitaient de s'associer à des groupes dont la loyauté pouvait être sujette à caution. Des pressions furent exercées pour les inciter à s'exprimer en anglais au cours de leurs réunions. Les associations de ceux qu'on appelait fort injustement les étrangers ennemis furent frappées le plus durement; certaines d'entre elles furent carrément interdites. D'autres associations fusionnèrent, car leurs divergences de vues avaient perdu toute signification.

En outre, quelques groupes se souciaient du sort de leurs compatriotes dans leurs pays, ce qui les amena à accroître leurs activités et à enterrer leurs rivalités. Les associations polonaises, par exemple, furent particulièrement actives durant la guerre. Elles s'efforçaient d'envoyer des secours à la Pologne par l'entremise de la Croix-Rouge; d'aider le recrutement pour l'armée polonaise mise sur pied en France et l'armée polonaise organisée à Niagara-sur-le-Lac, en Ontario, en 1917; de préciser l'attitude des Polonais au Canada qui étaient classés comme étrangers ennemis et d'obtenir la libération de ceux qui avaient été internés. À ces fins, elles formèrent des comités spéciaux dans les grands centres urbains, organisèrent des campagnes de levée de fonds et écrivirent des lettres aux journaux. Ce que Radecki a constaté dans le cas des Polonais est vrai pour la plupart des groupes ethniques :

> La caractéristique commune de toutes les organisations polonaises jusqu'en 1920 était le faible nombre de leurs membres et l'absence de personnes qualifiées capables d'assumer des fonctions de direction ou d'occuper d'autres postes. Il y avait seulement quelques organisateurs qui possédaient une certaine expérience acquise dans les associations polono-américaines établies antérieurement et une poignée d'autres qui avaient participé à l'organisation d'associations en Pologne. Sans expérience et manquant d'organisateurs, les Canadiens polonais se sont inspirés énormément du savoir-faire des organisations laïques établies par les Polonais aux États-Unis et ont adopté leurs modèles[10].

JUSQU'EN 1940

Quand l'immigration reprit au cours des années 1920, le changement survenu dans le niveau moyen d'instruction des immigrants venant de nombreux pays du centre et de l'est de l'Europe, la présence d'immigrants de la classe moyenne ou de la haute classe et la concentration urbaine des nouveaux venus rendirent plus brillantes les perspectives des associations. Un certain nombre d'organismes d'entraide ou de bienfaisance et d'organisations culturelles et sportives furent revigorés.

Toutefois, en raison des divergences entre les plus anciens et leurs enfants, d'une part, et les nouveaux arrivants, d'autre part, les associations furent parfois déchirées par des querelles très dures. Dans d'autres cas, de nouvelles sociétés furent créées pour servir les divers intérêts et besoins. Les bouleversements politiques reliés à la guerre et à la Révolution russe avaient engagé beaucoup d'immigrants d'un côté ou de l'autre. Les nouveaux immigrants constatèrent que leurs prédécesseurs manquaient de connaissances au sujet de la politique de leur pays d'origine ou s'y intéressaient peu. Ils fondèrent donc des sections des associations de leurs pays respectifs, notamment les groupes d'auxiliaires féminines et de jeunes. Chez les Ukrainiens, par exemple :

> Certains des nouveaux venus acceptèrent les formes établies de la vie communautaire qu'ils ont trouvées ici et participèrent à l'activité de l'un ou l'autre de ses secteurs. Un grand nombre, toutefois, n'étaient pas satisfaits des «vieilles formes» déjà établies de la vie des associations et commencèrent à en créer de nouvelles. Ils considéraient que les premiers colons et ceux qui étaient nés au Canada étaient trop canadianisés. Très nationalistes et partisans en ce qui touchait leur pays de naissance et très attachés aux organisations nationales de leur pays d'origine, les nouveaux venus commencèrent à former des sections de leurs sociétés mères et à publier leurs périodiques. Il était naturel qu'un antagonisme, des frictions et de la rivalité s'installent entre les premiers colons et les nouveaux. Cette animosité au sein du groupe fut particulièrement forte durant les années 1930...[11]

Dans les années 1920, le regroupement d'associations locales en des associations nationales devint fréquente, et un certain nombre de groupes ethniques essayèrent d'établir des organisations centrales. Le Congrès juif du Canada fut fondé en 1919 et reconstitué en 1934; la Fédération canadienne-hongroise a vue le jour à la fin des années 1920, mais était moribonde en 1931, victime de «planification insensée, d'apathie générale et de la crise économique[12]». Trois fédérations furent établies par les Ukrainiens : la Ukrainian Labour-Farmer Temple Association, la Self-Reliance League of Canada et la Fraternité catholique ukrainienne. Chez les Polonais, également, plusieurs fédérations furent formées, mais les

pourparlers de coopération et d'unification ne réussirent pas à donner naissance à un organisme unique.

Les tentatives d'unification se poursuivirent durant les années 1930, mais sans succès notable. Alors que dans les villes la vie en associations se maintenait, dans les communautés rurales, en particulier dans l'Ouest, les associations s'effondraient à mesure que les cultivateurs abandonnaient leurs terres ou s'ancraient dans la pauvreté et l'apathie. La cessation de l'immigration fut compensée dans une certaine mesure dans les villes par la migration des ruraux. Dans la plupart des groupes, Montréal et Toronto devinrent les pôles des réseaux d'associations. Chez les Arméniens, les agglomérations plus petites jouèrent un plus grand rôle que Toronto.

Les organisations politiques qui étaient apparues au cours des années 1920 éprouvèrent des difficultés dans les années 1930, lorsqu'elles épousèrent des causes situées soit à l'extrême-gauche soit à l'extrême-droite. Dans de nombreux cas, les organisations étaient liées aux gouvernements des pays d'origine, qui voulaient manipuler les émigrants. Les autorités consulaires fascistes créèrent des centres chez les Canadiens italiens, où les objectifs de Mussolini étaient glorifiés; des agents nationaux-socialistes menaient leur action parmi les Canadiens allemands et les Soviétiques essayaient de contrôler l'activité de certains Européens de l'Est ayant des opinions de gauche. Ces activités provoquèrent de la violence et du vandalisme, de l'antagonisme de la part de nombreux Canadiens et le retrait de quelques immigrants des organisations en question.

LA SECONDE GUERRE MONDIALE ET L'APRÈS-GUERRE

La guerre atténua les divergences entre les associations de nombreux groupes ethniques, qui tous se préoccupaient beaucoup des populations des pays d'origine. Lever des fonds pour la défense de la mère patrie, pour l'aide aux victimes de la guerre, aux orphelins et aux prisonniers de guerre, ainsi que pour les combattants et leurs familles, devint l'objectif primordial de la plupart des organismes bénévoles. Les divergences aiguës se transmutaient en rivalités amicales dans le montant d'argent envoyé outre-mer ou investi en obligations de la victoire chez des groupes comme les Hongrois, les Croates et les Polonais.

La nécessité de coordonner les efforts de guerre fut vite reconnue. Des comités spéciaux, composés de représentants des diverses associations, furent formés. Il fallait un coup de pouce pour que certains de ceux-ci deviennent des organisations cadres, regroupant toutes les associations ethniques, à l'exception des groupes communistes. Le gouvernement prodigua son encouragement et son aide par l'entremise du Comité consultatif spécial sur la coopération en matière de citoyenneté canadienne, créé par le ministère des Services nationaux de guerre.

Une des premières organisations cadres fut le Comité canadien ukrainien :

> Malgré l'intervention de non-Ukrainiens et, en particulier, du ministère des Services nationaux de guerre à Ottawa, et malgré le fait que l'alliance soit devenue possible grâce à un compromis, la communauté canadienne-ukrainienne dans son ensemble accepta la superstructure tant attendue avec enthousiasme. L'attente avait été longue et les dirigeants ukrainiens avaient constamment plaidé pour l'union. Tout le monde espérait avec ferveur que le Comité serait à la hauteur des attentes, par conséquent, dès le commencement il bénéficia de l'appui moral et financier d'une grande partie des membres de la communauté. Bientôt, des sections furent formées dans tout le pays et, pour la première fois, un grand nombre d'Ukrainiens de divers horizons idéologiques et religieux se donnèrent la main pour préparer l'avenir et travailler. Quand le premier congrès fut convoqué par le Comité à Winnipeg en 1943, il y eut plus de 700 délégués accrédités de tout le Canada[13].

Le Congrès canadien polonais a été fondé en septembre 1944 et regroupait 115 organisations affiliées. Dans le cas des Hongrois, cependant, après des débuts prometteurs, les efforts du Comité de coopération donnèrent peu de résultat sinon la formation de quelques comités locaux de coordination.

Après la guerre, la tendance à la création d'organisations cadres persista. Certains des nouveaux immigrants commencèrent, comme l'avaient fait les premiers arrivants, à concentrer leurs activités sur la famille, la parenté, les amis et ils ne formèrent pas d'organisations ethniques comme telles. D'autres constituèrent rapidement des associations officielles, tout d'abord des associations locales par région du pays d'origine, puis des associations locales pour le groupe ethnique, suivies par des associations nationales et enfin des organisations cadres pour coordonner les efforts de leurs diverses associations nationales. Parmi les organisations cadres, citons la Fédération canadienne arabe, le Comité de coordination canadien-biélorusse (fondé en 1966), l'Alliance nationale tchécoslovaque (fondée en 1942 et rebaptisée Association nationale tchécoslovaque au Canada en 1960), le Conseil uni des associations philippines de tout le Canada, l'Association nationale des citoyens canadiens-japonais (fondée en 1947), le Congrès national des Italo-Canadiens (fondé en 1974), la Fédération canadienne-hongroise (fondée en 1951), la Fédération nationale lettone du Canada (fondée en 1949) et le Conseil national de la Communauté canadienne-lituanienne (fondé en 1952).

Le besoin de coordination était le plus évident en raison de la vaste préparation des structures d'association de presque tous les groupes ethniques importants. Le nombre des immigrants de l'après-guerre, leur tendance à créer de nouvelles associations plutôt qu'à adhérer aux associations existantes, leurs niveaux d'instruction et leur expérience en matière d'associations qui étaient différents, et la grande diversité dans leurs formations, leurs domaines d'intérêt et leurs expériences ont mené à la

prolifération des associations ethniques. Les associations suivantes sont apparues en très grand nombre : des associations à caractère économique, comme les coopératives de crédit, les associations de gens d'affaires ou de professionnels et les associations de membres de professions libérales (journalistes, écrivains, artistes, médecins, avocats, ingénieurs); les sociétés savantes; les associations liées à des groupes politiques dans le pays d'origine ou à des partis politiques canadiens; les associations d'anciens combattants; et les associations sportives.

L'énorme diversité des associations bénévoles ethniques que l'on trouvait dans les groupes ethniques importants des grandes villes transparaît dans la liste des organismes faisant partie d'une organisation cadre :

> En 1969, il y eut une amorce de création d'une organisation cadre pour les Italiens de Toronto appelée FACI, *Federazione delle associazioni dai clubs italiani*. Parmi les organisations membres se trouvaient beaucoup de clubs locaux italiens et de club de soccer, le Club automobile italo-canadien, le Club de chasse et pêche italo-canadien, le Club italien de l'Université de Toronto, la Société Dante, le Club philatélique italien, la Société d'aide aux immigrants italiens, COSTI Immigrant Services, la Chambre de commerce italo-canadienne et la Société italienne des artistes. Les représentants de ces organisations constituaient un éventail allant des vieux batailleurs de la politique ethnique aux amateurs de sport et aux travailleurs sociaux. Ils menaient leurs activités en italien et en anglais[14].

Un incident survenu au Club récréatif italo-canadien illustre la difficulté à maintenir l'harmonie au sein des associations :

> Vers le milieu des années 1950, le diocèse de Toronto décida de faire un don au Club récréatif italo-canadien, geste qui faillit ruiner le fonds de bonne volonté qui, jusque-là, avait existé entre les deux principales factions politiques qui soutenaient le club. Quand un don de l'archevêque de Toronto, un crucifix en or, arriva à Brandon, la faction de droite du club était prête à organiser une fête accompagnée de fanfares et de drapeaux. La faction de gauche, toutefois, proclama haut et fort le respect de l'accord initial, à savoir qu'il n'y ait pas d'affiliations à caractère religieux, sinon elle réclamerait que chaque cent versé par elle pour l'acquisition de la terre et la construction du club lui soit rendu immédiatement. C'était impensable. Le Club aurait fait faillite. On dit que le métal dont le crucifix était fait devint extrêmement brillant à force d'être balloté continuellement d'un bord à l'autre. La faction de droite déclarait : «Il reste ou nous reprenons notre argent», et la faction de gauche rétorquait : «Il part ou nous reprenons notre argent.» Pendant ce temps le crucifix reluisait.

> Les deux factions en arrivèrent finalement à un compromis. Il n'y aurait pas de fête et le crucifix serait placé dans une pièce rarement utilisée qui servait de bibliothèque[15].

Les changements survenus dans la société canadienne réduisirent le besoin de certains types d'associations qui avaient été nombreuses auparavant. Durant la guerre, le Canada avait pris des mesures sociales importantes. Les programmes de sécurité sociale furent considérablement élargis par l'établissement de l'assurance-chômage et des allocations familiales, et le système allait connaître une expansion encore plus grande. Certains des immigrants étaient habitués à des systèmes aussi développés ou encore plus complets dans leurs pays et s'en prévalaient volontiers. Des associations d'aide mutuelle et philanthropiques ethniques fondées par ou pour les premiers immigrants devenaient donc inutiles; certaines d'entre elles furent d'ailleurs transformées, officiellement ou autrement, en institutions publiques. L'aide mutuelle demeurait l'un des objectifs inscrits dans les constitutions non révisées des associations, mais il n'était plus primordial. De plus, les sociétés d'aide aux immigrants, comme il en existait depuis longtemps chez les juifs, se multiplièrent, se donnant comme première fonction d'orienter les immigrants récents vers les sources d'aide publiques.

Depuis les années 1960, la préoccupation au sujet de la langue a débouché sur la mise en œuvre par l'État de moyens d'apprendre les langues officielles du Canada et de conserver les langues ancestrales. L'enseignement des langues est devenu par conséquent moins important parmi les activités des associations bénévoles ethniques. Cependant, étant donné que l'enseignement des langues n'est qu'un des buts des écoles complémentaires, les associations dont l'objet est de subventionner ces écoles ont continué de prospérer.

Les associations bénévoles ethniques se différencient par le degré de leur exclusivisme ethnique. Une étude faite au cours des années 1960 sur les associations de Canadiens hollandais, allemands, italiens et ukrainiens montrait que seules les associations allemandes admettaient dans une certaine proportion des membres d'autres groupes ethniques[16]. Une étude des organisations polonaises à Toronto effectuée en 1973 a révélé qu'elles acceptaient uniquement les Polonais, les quelques membres non polonais étant des épouses de Polonais[17]. Dans certains groupes, un âpre débat a lieu sur la question de savoir si les fils de femmes qui se marient à l'extérieur du groupe et qui, par conséquent, n'ont pas les patronymes «appropriés» peuvent être membres des coopératives de crédit et des autres associations admettant exclusivement les membres du groupe ethnique.

Les associations ethniques sont ordinairement composées d'immigrants et dirigées par eux. Selon les travaux de recherche faits durant les années 1960, seulement 8 p. 100 des associations hollandaises, 11 p. 100 des associations allemandes et 23 p. 100 des associations italiennes comptaient plus de 30 p. 100 de membres nés au Canada; 56 p. 100 des associations hollandaises n'avaient pas de membres nés au Canada. Même si à l'époque de l'étude

près de 80 p. 100 des Canadiens d'origine ukrainienne étaient nés au Canada et qu'il n'y avait presque plus d'immigration ukrainienne depuis le début des années 1950, les associations ukrainiennes étaient surtout constituées d'immigrants : seulement 41 p. 100 d'entre elles comptaient plus de 30 p. 100 de membres nés au Canada. Les immigrants comprenaient une proportion encore plus élevée de dirigeants que de membres. De toutes les associations hollandaises, 89 p. 100 n'avaient pas de dirigeants nés au Canada, et 82 p. 100 n'en avaient pas qui étaient arrivés au Canada avant 1946; 64 p. 100 des associations allemandes ne comptaient aucun dirigeant né au Canada et 39 p. 100 n'en avaient pas qui étaient arrivés avant 1946; 39 p. 100 des associations italiennes n'avaient pas de dirigeants nés au Canada et 42 p. 100 n'en avaient aucun qui était arrivé avant 1946; 36 p. 100 des associations ukrainiennes n'avaient pas de dirigeants nés au Canada et 43 p.100 n'en avaient aucun arrivé avant 1946[18]. Les immigrants prédominaient également dans les organisations polonaises de Toronto durant les années 1970.

Il est évident, par conséquent, que les associations bénévoles ethniques sont dans l'ensemble des associations d'immigrants. Même si certaines d'entre elles essaient de recruter ceux qui sont nés au Canada par des activités comme le scoutisme, le camping, les clubs sportifs, le chant choral et les groupes de danse, elles obtiennent peu de succès. Les personnes nées au Canada préfèrent dans la majorité des cas des activités qui ne sont pas définies en termes ethniques.

La tendance des associations bénévoles ethniques à recruter leurs membres et leurs dirigeants chez les immigrants leur donne une durée de vie limitée. Par exemple, les perspectives des organisations polonaises paraissaient plutôt sombres dans les années 1970 :

> La direction et les membres des associations actuelles sont dans une proportion écrasante des immigrants vieillissants arrivés après la guerre... Les dirigeants reconnaissent que, dans certaines organisations, ils ne parviennent pas à recruter des membres ou des participants parmi les personnes nées au Canada, toutes générations d'immigrants polonais confondues, ni parmi le nombre comparativement restreint de ceux qui sont arrivés plus récemment de Pologne. Si cette situation persiste, il est probable qu'après la mort ou le départ des membres actuels, la structure d'organisation cessera d'exister et le groupe polonais perdra les organismes qui œuvrent à la sauvegarde de la culture polonaise. Cette perte signifiera également que la communauté canado-polonaise sera sans sources de référence et d'identification (assurées actuellement par les associations) aux yeux des autres groupes culturels au Canada[19].

Toutefois, les crises survenues en Pologne ont ranimé l'immigration au début des années 1980. Les nouveaux immigrants ne sont pas devenus membres en grand nombre des associations existantes, mais ils en ont créé de

nouvelles. La conclusion qu'a tirée un observateur au sujet de l'Alberta peut s'appliquer à l'ensemble du Canada : «L'avenir des associations ethniques polonaises dépendra non pas des enfants des réfugiés de l'après-guerre, qui se sont intégrés rapidement et totalement à la société canadienne, mais plutôt des immigrants qui ont reçu leur enseignement dans la République populaire de Pologne et qui sont arrivés au cours des deux dernières décennies[20].»

Le fait que les associations ethniques soient ordinairement composées d'immigrants et dirigées par eux ne signifie pas nécessairement que le caractère ethnique est un phénomène propre aux immigrants. Les membres de la deuxième génération et des générations suivantes peuvent être membres des associations générales de la société canadienne et lire les journaux et regarder et écouter les bulletins de nouvelles dans les langues officielles, ne parlant plus couramment leur langue ancestrale, mais ils peuvent conserver leur identité d'autres façons. L'échange de visites avec des parents du pays d'origine, l'observance des fêtes spéciales chez soi, la conservation de certains plats de la cuisine du pays d'origine, toutes ces activités peuvent maintenir vivante l'identité ethnique.

Les associations bénévoles ethniques reçoivent depuis longtemps une aide gouvernementale, mais on en fait plus grand état et elle est plus importante depuis l'institution de la politique du multiculturalisme. Plusieurs des programmes du gouvernement fédéral portant sur l'intégration culturelle, les communications interculturelles, l'épanouissement des groupes et les arts multiculturels accordent des subventions aux associations bénévoles ethniques pour diverses fins. Un certain nombre de provinces et de municipalités fournissent également une aide financière et morale à ces associations. Le fait que divers niveaux de gouvernement reconnaissent l'apport des associations bénévoles ethniques à la société canadienne a encouragé leur formation et leur continuation, peut-être plus encore que les subventions elles-mêmes.

L'adoption d'une politique de multiculturalisme au début des années 1970 a eu des répercussions sur la vie des associations des groupes ethniques. Les immigrants de l'Asie du Sud, par exemple, avaient peu d'associations bénévoles en 1971; aujourd'hui, ces dernières sont beaucoup plus nombreuses :

> Dans l'agglomération de Toronto seulement, il y a au moins 60 organisations sud-asiatiques différentes. Il y en a 30 autres à Montréal, 40 en Alberta, 20 à Winnipeg, et 40 autres encore dans la région de Vancouver. En tout, il existe maintenant peut-être 250 associations dans l'ensemble du pays, et d'autres sont fondées constamment. Presque toutes les communautés locales d'une certaine importance assurent l'existence d'une association et quelquefois de plusieurs[21].

Les institutions religieuses sont incluses; en fait, elles prédominent. Toutefois, des groupes comme les Sikhs et les Ismaïliens se sont transformés

ou sont en train de transformer leurs groupes religieux en groupes purement ethniques.

Les répercussions de l'aide gouvernementale ne sont pas toutes bien accueillies dans les communautés ethniques et chez les immigrants. Quand des associations bénévoles se font concurrence, il en découle inévitablement que certaines réussissent mieux que d'autres à obtenir des subventions. Il peut en résulter un échange acrimonieux d'accusations et de contre-accusations.

Malgré le nombre limité de leurs membres, pour la plupart nés à l'étranger, les associations ethniques disent représenter toutes les personnes inscrites au recensement dans la catégorie d'origine pertinente. Il arrive parfois même qu'elles grossissent les chiffres du recensement en y incluant les conjoints de ceux ou celles qui ont épousé une personne à l'extérieur de leur groupe. Elles possèdent donc un pouvoir politique considérable. Durant les années 1980, le Conseil ethnoculturel du Canada, composé de représentants de plus de 30 associations ethniques et fondé par Multiculturalisme Canada, s'est imposé comme l'un des groupes de pression les plus importants en ce qui concerne le multiculturalisme.

NOTES

1. Ol'ha Woycenko, «Community Organizations» dans *A Heritage in Transition*, édité par Lupul, p. 192.
2. Norris, *Strangers Entertained*, p. 41.
3. Henry Radecki, *Ethnic Organizational Dynamics: The Polish Group in Canada*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1973, p. 44.
4. Wickberg, éd., *From China to Canada*, p. 10 et 11.
5. Woycenko, «Community Organizations», p. 173 et 174.
6. Lindal, *The Icelanders in Canada*, p. 154, 177, 180, 196 et 208.
7. Woycenko, «Community Organizations», p. 174 et 175; H.W. Debor, «The cultural contributions of the German ethnic group to Canada», essai préparé pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (s.d.), p. 61; Radecki, *Ethnic Organizational Dynamics*, p. 46; Robert F. Harney, Italians in North America, p. 12; Dreisziger, *Struggle and Hope*, p. 94; Gaida *et al*, *Lithuanians in Canada*, Canada Ethnica, vol. 5, Ottawa, Lights Printing and Publishing Co., 1967, p. 267 et 268.
8. Wickberg, *From China to Canada*, p. 78, 175 et 176.
9. Speisman, *The Jews of Toronto*, p. 56-75.
10. Radecki, *Ethnic Organizational Dynamics*, p. 61-63.
11. Ol'ha Woycenko, «Ukrainian Contribution to Canada's Cultural Life», essai préparé pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, 1965, p. 14.
12. Dreisziger, *Struggle and Hope*, p. 130.
13. Woycenko, *The Ukrainians in Canada*, p. 210.

14. Robert F. Harney, «The new Canadians and their life in Toronto» dans *Canadian Geographical Journal*, avril-mai 1978, p. 25.
15. Gianni Grohovaz, «See You at Brandon Hall. Oh!...I mean the Italo-Canadian Recreation Club», dans *Polyphony*, vol. 7, nº 2, 1985, p. 102.
16. David Sherwood et Allan C. Wakefield, «A Study of Voluntary Associations among Other Ethnic Groups in Canada», étude préparée pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, 1968.
17. Radecki, *Ethnic Organizational Dynamics*, p. 122 et 123.
18. Sherwood et Wakefield, «A Study of Voluntary Associations among Other Ethnic Groups in Canada.»
19. *Ibid.*, p. 3.
20. Joanna Matejko, «The Polish Experience in Alberta» dans *Peoples of Alberta*, édité par Palmer et Palmer, p. 296.
21. Buchignani et Indra, *Continuous Journey*, p. 184.

CHAPITRE DIX

Les médias

La création et l'entretien de communications au sein des groupes ethniques, ainsi que le traitement que la presse, la radio et la télévision accordent à l'immigration et aux groupes ethniques ont été un souci constant de presque tous les groupes ethniques au Canada. À l'intérieur du groupe, entrer et rester en contact avec ses compatriotes et les institutions du groupe, exprimer ses opinions et ses préoccupations en ses propres termes, recevoir les nouvelles du pays d'origine et des membres du groupe dans les autres pays et obtenir des renseignements au sujet du Canada dans une langue et un contexte que l'on peut comprendre sont autant de motifs pour apporter son appui aux médias ethniques. De plus, ce que les médias de l'ensemble de la société disent ou donnent à entendre au sujet des groupes ethniques reflète et influence le traitement que recevront les groupes en tant que collectivités et individus.

LA PRESSE ETHNIQUE

À l'époque où la presse ethnique a vu le jour, nombre d'immigrants venaient de régions rurales et avaient peu d'instruction. Il est probable qu'au Canada, comme aux États-Unis, quelques-uns se sont alphabétisés afin de lire les journaux dans leur langue maternelle. Dans certains cas, par exemple en Ukraine, en Russie, en Pologne et dans les États baltes, les paysans n'avaient pas le droit de posséder des livres ou des journaux écrits dans leur parler courant, qui était très différent de la langue des classes instruites. D'autres immigrants savaient lire et écrire en arrivant au Canada et lisaient régulièrement les journaux : par exemple, les Finlandais de la classe ouvrière qui arrivèrent à la fin du XIX^{e} et au début du XX^{e} siècles savaient presque tous lire et écrire et ils établirent une tradition de journaux manuscrits qui survécut jusqu'à la Seconde Guerre mondiale[1].

Certains groupes d'immigrants avaient accès aux journaux de leurs pays d'origine ou des États-Unis avant de fonder leurs propres publications. Non seulement les colons canadiens s'abonnaient-ils à ces journaux, mais ils y apportaient également leurs contributions, relatant leurs expériences et encourageant leurs compatriotes à venir les rejoindre ou bien leur conseillant de ne pas venir. En outre, quand les journaux étaient créés au Canada, ils manquaient souvent de reporters, de rédacteurs et de journalistes pour remplir leurs pages et ils eurent donc recours à la reproduction d'articles provenant de sources non canadiennes, renforçant et élargissant ainsi l'influence des journaux ethniques de l'extérieur. Toutefois, les journaux de l'étranger ne contenaient pas l'information concernant la vie canadienne, et ne pouvaient pas non plus consacrer suffisamment d'espace pour exprimer les espoirs et les craintes de chacun dans le nouveau pays et la nostalgie de la mère patrie. Ils n'étaient par conséquent qu'un pis-aller.

Quand les journaux ethniques commencèrent à être publiés au Canada, ils trouvèrent des lecteurs fidèles. Une poétesse canadienne-ukrainienne, Maria Adamowska, écrivit sur son père :

> ...quand les journaux ukrainiens commencèrent à paraître, aucun d'entre eux n'échappait à l'attention de mon père. Même s'il devait se priver de nourriture et vivre d'eau pendant une semaine entière, il trouvait l'argent pour s'abonner aux journaux. Comme plusieurs personnes savaient lire dans notre communauté, elles se réunissaient chez nous pendant les longues soirées d'hiver pour lire les journaux et discuter de leur contenu. Plus d'une fois, ces hommes, fourbus du dur labeur de la veille, se sont retrouvés au lever du soleil sans avoir fermé l'oeil de la nuit et ils repartaient ainsi travailler pour assurer à leurs enfants et à eux-mêmes un avenir meilleur[2].

La presse ethnique au Canada a une histoire qui remonte au XVIII[e] siècle, époque à laquelle un hebdomadaire de langue allemande fut publié pendant une courte durée à Halifax. Il fut suivi par l'hebdomadaire *Canada Museum und Allgemeine Zeitung*, à Berlin, dans le Haut-Canada, en 1835, et depuis cette date jusqu'à la Première Guerre mondiale par des dizaines d'autres publications allemandes[3]. D'autres groupes ethniques ont eux aussi fondé des publications, habituellement éphémères, peu après leur arrivée au Canada. Les Islandais, par exemple, qui sont arrivés au Manitoba en 1875 eurent un journal manuscrit en 1876, le *Framfari* de 1877 à 1880, puis peu après le *Leifur* (appelé ainsi en l'honneur de l'explorateur Leif Ericson) pendant trois autres années[4].

Ce fut à la fin du XIX[e] siècle, cependant, avec l'arrivée d'un grand nombre d'immigrants dont les langues maternelles n'étaient pas l'anglais ou le français, que les journaux ethniques commencèrent à se développer et à se multiplier. Le journal islandais-canadien *Heimskringla* (Le Globe) fut fondé en 1886, et *Lögberg* (Le Mont des lois) en 1888[5]; le *Jewish Times* a

commencé sa publication en 1897; le journal italien *Lo Stendardo* en 1898; le premier journal finno-canadien en 1903; le journal de langue polonaise *Glos Kanadyjski* en 1904; le *Chinese Times* en 1907; le premier journal arabe en 1908; la première publication slovaque, le *Slovenske Slovo* (La Parole slovaque), en 1910; les publications suédoises *Svenska Canada Tidningen* en 1892 ou antérieurement, *Canada Posten* en 1904 et *Canada Skandinaven* en 1911[6].

Pour survivre, les journaux ethniques avaient besoin du soutien des organisations au sein du groupe ethnique. Quelques-unes des premières publications, comme celles en anglais et en français, étaient subventionnées par les Églises et livraient une guerre vigoureuse contre les publications des autres Églises et celles de laïcs considérés comme libéraux ou anticléricaux au sein du groupe ethnique. L'Église catholique aidait financièrement des publications en diverses langues. Dans le journal polonais, par exemple, le prolongement au Canada de l'Église catholique nationale polonaise et de certains autres mouvements catholiques dissidents des États-Unis se reflétait dans les polémiques dont il se faisait l'écho :

> Le clergé polonais a livré une campagne acharnée contre ces mouvements et la *Gazeta Katolicka* était remplie, jusqu'à la Première Guerre mondiale, d'attaques contre le clergé «national» et leurs paroissiens. Les dirigeants du camp de vacances des laïcs, organisé avec l'Association polonaise de gymnastique «Sokol» à Winnipeg, et par la suite (à partir de 1915) avec l'hebdomadaire *Czas*, prenaient la défense des dissidents[7].

La *Gazeta Katolicka* était également agressive à l'endroit des missions protestantes qui œuvraient parmi les Polonais et les Ukrainiens et exhortait les Polonais à participer activement à la vie canadienne. L'Église catholique, par l'intermédiaire de la West Canada Publishing Company, que dirigeait l'ordre des oblats à Winnipeg, publiait quatre revues hebdomadaires, en anglais, en allemand, en polonais et en ukrainien. En 1911, elle avait consacré plus de 50 000 $ pour soutenir une presse catholique dans l'Ouest.

En outre, certaines des confessions protestantes du Canada, comme l'Église presbytérienne et l'Église méthodiste, publiaient ou subventionnaient des publications dans les langues des divers groupes ethniques. Cet appui était souvent clandestin et faisait partie d'une campagne de prosélytisme; lorsque cela fut révélé, l'influence du journal baissa brutalement. Par exemple, le mensuel en langue ukrainienne *Ranok* (Le Matin) était publié à Winnipeg depuis 1905 à titre d'organe de l'Église grecque indépendante, mais il perdit la plupart de ses lecteurs quand furent connus ses liens avec l'Église presbytérienne. Néanmoins, il survécut; en 1920, il fusionna avec le *Kanadiets* (Le Canadien), une publication précaire en langue ukrainienne de l'Église méthodiste. Après l'union des presbytériens, des méthodistes et des congrégationalistes en 1925, l'Église unie a continué de le subventionner jusqu'en 1960.

D'autres publications recevaient des subventions des partis politiques. Ceux-ci étaient quelquefois canadiens, mais dans d'autres cas l'aide venait de l'extérieur du Canada. Chez les Ukrainiens, par exemple, le *Kanadiiskyi Farmer* fut fondé par le parti libéral fédéral et conserva d'une façon générale une orientation libérale même après que le parti eut retiré son aide financière directe et que le journal fut devenu une entreprise commerciale. Le *Slovo* (1904-1905) était subventionné par les conservateurs fédéraux et le *Kanada* (1913-1915) par les conservateurs du Manitoba; le *Chervonyi prapor* et le *Robochyi narod* étaient socialistes, et le *Narodna hazeta* était un des journaux communistes. De plus, un certain nombre de publications furent fondées pour appuyer l'indépendance nationale de l'Ukraine ou un moyen précis de travailler à celle-ci. Chacun des trois hebdomadaires laïcs de langue allemande dans l'ouest du Canada qui continuèrent à être publiés après l'éclatement de la Première Guerre mondiale, le *Der Nordwesten*, le *Alberta Herold*, et le *Der Saskatchewan Courier*, appartenait au parti politique au pouvoir dans la province où il était publié en août 1914[8]. Comme les journaux subventionnés par les Églises, les journaux politiques engageaient souvent entre eux des polémiques très vives.

Les publications ethniques étaient également des entreprises commerciales d'hommes d'affaires. Dans certains cas, un particulier publiait des journaux dans un certain nombre de langues. Par exemple, Frantisec Dojacek, pasteur baptiste laïque d'origine tchèque, fonda la National Publishers à Winnipeg, qui publiait un certain nombre de journaux en plusieurs langues européennes, notamment l'ukrainien, le polonais, le serbo-croate et l'allemand. Son fils Charles Dojack, né au Canada, lui succéda. En règle générale, les publications commerciales ont un ton plus conciliant que les publications à caractère idéologique; elles se sont servi de véhicules publicitaires pour les compagnies de chemins de fer, les compagnies maritimes et autres entreprises qui recrutaient des immigrants; parfois, comme l'hebdomadaire polonais *Czas* (Le Temps), publié par Dojacek, elles ont été prises en main par ceux qui les subventionnaient, dans le cas de *Czas* par la Fédération des organisations polonaises au Canada.

Le nombre des publications ethniques et leur tirage sont difficiles à calculer. Les publications avaient souvent une vie très courte; journalistes et éditeurs avaient leurs raisons d'exagérer leur tirage. Selon une étude faite pour la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, le nombre des publications ethniques est passé de 18 en 1892 à 22 en 1905 et à 37 en 1911; leur tirage a augmenté de 45 500 en 1905 à 109 000 exemplaires en 1911. Les journaux allemands, au nombre de 12 en 1911, étaient les plus nombreux et avaient de loin le plus grand tirage, soit 43 000 exemplaires. Les journaux islandais venaient au deuxième rang, avec 9 journaux, mais leur tirage combiné de 8 000 exemplaires était dépassé par les 18 000 exemplaires d'une seule publication ukrainienne, de 11 500 pour deux journaux suédois et de 9 000 exemplaires pour deux journaux juifs[9].

La Première Guerre mondiale porta à la presse de langue allemande au

Canada un dur coup dont elle ne s'est pas remise, et le conflit créa une entrave sérieuse pour les publications dans un certain nombre d'autres langues. Les publications en langues étrangères perdirent des annonceurs et des abonnés qui voulaient éviter toute suspicion de déloyauté aussi longtemps que persisterait l'atmosphère tendue de la guerre. De plus, le gouvernement exerça une surveillance stricte : la possession de certains journaux pouvait entraîner l'emprisonnement. Finalement, en septembre 1918, six semaines avant la fin du conflit, un décret du conseil interdit les journaux en allemand et un certain nombre d'autres langues. Quand le décret fut révoqué, l'intérêt pour les publications en langue allemande s'était effrité dans le centre du Canada; dans l'Ouest, où les établissements allemands étaient plus récents, quatre journaux allemands reprirent leur publication, mais ils eurent de la difficulté à traverser la dépression[10].

Pendant ce temps, le nombre des publications en langues autres que l'allemand augmenta. Leur nombre s'éleva de 34 en 1921 (dont 4 allemandes) à 49 en 1931 (dont 8 allemandes) et le tirage passa de 168 500 exemplaires à 288 500 exemplaires. Beaucoup de publications furent fondées en raison de l'élévation du niveau d'instruction et des diverses idéologies politiques des immigrants de cette période, mais elles réussirent toutes à survivre. Les difficultés que rencontrait la presse canadienne-hongroise de l'époque étaient aussi celles qu'affrontaient les presses des autres groupes ethniques :

> On peut probablement dire que, mises à part les publications qui parvenaient à obtenir une subvention, la presse canadienne-hongroise était dans un piteux état. Le problème découlait en partie du fractionnement de la clientèle, qui était particulièrement évident dans le cas de la presse religieuse. L'autre problème était le manque d'expérience et de compétence de la part des rédacteurs et des propriétaires de journaux. Publier un journal ethnique était une entreprise de petite envergure mais complexe, qui exigeait que l'éditeur soit journaliste, imprimeur, rédacteur en chef et homme d'affaires tout à la fois. Peu de Canadiens hongrois sinon aucun possédaient tous les talents et compétences nécessaires. Contrairement à ce qu'on pense, la dispersion géographique des Canadiens hongrois ne fut pas toujours un facteur négatif; en fait, quelques-uns des journaux en ont tiré profit dans une certaine mesure. Il est remarquable que le *Canadian Hungarian News* et le *Little Newspaper*, vendus dans l'Ouest et dans la péninsule du Niagara respectivement, tendaient à prospérer tandis qu'il était impossible de maintenir des journaux ethniques rentables dans les grandes communautés ethniques plutôt concentrées comme à Montréal et à Toronto. Le fait était qu'un Canadien hongrois domicilié dans une de ces villes avait moins besoin d'un journal ethnique qu'un autre vivant dans l'isolement d'une ferme des

> Prairies ou d'une petite ville du sud de l'Ontario. Mais quand vint le temps d'avoir un journal qui pouvait servir l'ensemble de la société canadienne-hongroise, l'immensité du Canada se révéla un inconvénient. Il était tout simplement impossible à une petite équipe d'hommes de bien connaître les questions canadiennes-hongroises à la fois dans l'Ouest et dans l'Est. En fait, un journal publié à Winnipeg pouvait susciter à peine plus d'intérêt dans le centre du Canada qu'un journal publié à New York ou à Cleveland. Et il y en avait un grand nombre...[11]

Malgré la dépression des années 1930, le nombre des publications était légèrement plus élevé en 1941, et le tirage avait augmenté considérablement, atteignant 341 500. L'augmentation devait beaucoup aux efforts des groupes de l'extrême gauche et de l'extrême droite pour faire connaître leurs causes. Chez les Italo-Canadiens, par exemple, trois journaux anti-fascistes furent fondés à Toronto pour faire obstacle au journal pro-fasciste *Il Bollettino*; tous eurent la vie brève[12]. Toutefois, durant les années 1930, chez les Canadiens de naissance, les publications ethniques faisaient face à une concurrence grandissante des journaux de langue anglaise. Un Canadien ukrainien qui a grandi dans une région rurale de la Saskatchewan écrivait :

> Le monde extérieur non ukrainien s'insinua chez nous seulement au milieu des années 1930, quand des journaux comme le *Winnipeg Free Press*, le *Prairie Farmer*, le *Western Producer* et les catalogues des magasins Eaton et Simpson devinrent plus facilement accessibles; ceux-ci devinrent en fait des «bibles» pour les gens qui pouvaient lire l'anglais. C'est à cette époque que nous sommes devenus vraiment plus conscients de l'existence d'un monde extérieur très différent du nôtre. Nous, les jeunes, lisions les lettres à l'éditeur publiées dans ces journaux, et en particulier les bandes dessinées, que l'on trouvait aussi dans des journaux comme le *Chicago Herald* et le *Tribune and Examiner*[13].

Durant la Guerre 1939-1945, la suppression de publications simplement en raison de la langue utilisée n'eut pas lieu. Toutefois, les publications pronazies furent interdites, tout comme l'avaient été les publications prosoviétiques avant 1941. Les changements volontaires de langue et les autres pressions du temps de guerre réduisirent le nombre des publications à 43 en 1951.

Avant la guerre, les publications ethniques étaient presque entièrement indépendantes les unes des autres et coopéraient peu. En 1942, les propriétaires de journaux de l'Ouest formèrent le Canadian Press Club; il s'agissait surtout de journaux ethniques, bien que le *Winnipeg Free Press* et le *Tribune de Winnipeg* étaient aussi représentés. En 1951, l'Association de la presse ethnique de l'Ontario fut fondée et en 1958, les clubs de Winnipeg et de Toronto s'unirent pour former la Fédération de la presse ethnique du

Canada. Quatre ans plus tard, l'Association de la presse ethnique de Colombie-Britannique et l'Association de la presse ethnique du Québec furent constituées. Tous les journaux qui le pouvaient ne se sont pas affiliés à la Fédération de la presse ethnique du Canada, mais celle-ci est devenue une voix puissante parlant au nom des groupes ethniques anticommunistes et un groupe de pression en faveur de l'immigration. Au cours des années 1950, deux agences de publicité, New Canadian Publications et Lingua Ads Service, furent créées à Toronto pour vendre de l'espace de publicité et fournir des traductions des annonces pour les membres.

Pendant ce temps, l'immigration vaste et variée de l'après-guerre, qui comptait des gens de professions libérales, et des intellectuels dans nombre de groupes ethniques, avait commencé à entraîner une croissance sans précédent de la presse ethnique, à laquelle une meilleure organisation des groupes avait contribué. En 1959, le nombre des publications a atteint 148 et en 1965, il était de 155; le nombre des abonnés en 1963 s'élevait à 742 000.

L'immigration sans restriction ethnique et raciale après 1967 a permis à beaucoup de groupes jusqu'alors relativement petits de lancer des journaux. Cette nouvelle orientation a fait qu'en 1978 des données incomplètes ont révélé l'existence d'au moins 275 «publications ethno-culturelles», dont 7 «inter-ethniques», 30 ukrainiennes, 21 italiennes, 18 allemandes, 18 juives, 14 grecques, 13 chinoises, 12 arabes, 11 hollandaises, 11 polonaises et 10 sud-asiatiques (indiennes). Il y avait aussi des publications biélorusses, philippines, coréennes et noires.

L'existence d'un journal ethnique est précaire : en 1982, par exemple, plus de la moitié des journaux en langue hongroise fondés en Ontario après la Seconde Guerre mondiale avaient cessé de paraître[14]. La vie d'un journal est généralement limitée parce qu'il perd ses lecteurs quand l'immigration diminue et que grandit une génération née au Canada qui ne possède plus couramment la langue ancestrale et qui ne s'intéresse pas aux problèmes traités dans la presse ethnique. Une enquête effectuée en 1973 sur dix groupes ethniques dans cinq grandes villes canadiennes a permis de constater que le degré de facilité d'expression dans la langue ancestrale influait grandement sur le nombre de lecteurs de la presse ethnique, les trois-quarts ou presque des répondants parlant couramment la langue étant des lecteurs de la presse ethnique. Le degré de facilité d'expression variait énormément d'un groupe à l'autre, mais il était invariablement élevé dans la première génération, baissait brutalement dans la deuxième génération, et devenait pratiquement nul dans la troisième[15]. Sans immigration, même les rédacteurs, les reporters et le personnel technique qui connaissent parfaitement la langue ancestrale commencent à disparaître, à mesure qu'ils vieillissent, prennent leur retraite et meurent. La télévision, qui n'exige pas une connaissance parfaite de l'anglais ou du français, rivalise avec la presse même dans la génération des immigrants.

Les membres de la deuxième génération qui ont une conscience aiguë de leur origine ethnique connaissent parfois suffisamment bien la langue pour lire les journaux ethniques, mais ils sont aliénés, disent-ils, par le traitement

trop simplifié des questions ou l'intérêt excessif pour la politique du pays d'origine. En outre, ils sont plus habitués aux médias sonores et visuels. Par conséquent, même le passage au bilinguisme ou à l'anglais (ou, au Québec, au français) peut ne pas être suffisant pour sauver une publication ethnique.

La plupart des publications ethniques ont des ressources financières limitées. Le rédacteur en chef et souvent les membres de sa famille travaillent de longues heures à des tâches multiples pour une faible rémunération afin de maintenir la publication en vie. Mis à part les abonnements, les fonds nécessaires sont obtenus ordinairement en prenant des travaux d'impression commerciale et en organisant périodiquement des campagnes de souscription. L'imprécision des données sur le tirage rend une grande partie de la presse ethnique sans attrait pour les annonceurs éventuels, même si ces derniers peuvent être sensibles au pouvoir d'achat des groupes ethniques représentés.

Le besoin d'argent mène les publications ethniques à demander une aide gouvernementale, et elles en reçoivent beaucoup. Les divers gouvernements distribuent de l'information aux journaux ethniques et donnent une aide directe et indirecte à la Fédération de la presse ethnique du Canada et aux associations de la presse ethnique provinciales en Ontario et au Manitoba. L'élément le plus important, toutefois, est la publicité gouvernementale. Tous les niveaux de gouvernement annoncent dans la presse ethnique, et récemment le volume de publicité a augmenté énormément. Avant 1970, le gouvernement fédéral y dépensait entre 80 000 $ et 120 000 $; en 1977-1978, le montant consacré à la publicité par les ministères fédéraux, surtout dans la presse, mais dans une certaine mesure également à la radio, était de 1 250 000 $[16]; en 1983, il fut décidé de consacrer un minimum de deux millions de dollars par année pour la publicité du gouvernement fédéral dans les médias ethniques.

Une autre forme d'aide est fournie par le service de presse indépendant Canadian Scene. Organisation bénévole sans but lucratif fondée en 1951 pour rassembler des articles sur divers aspects de la vie canadienne, les traduire et les envoyer aux journaux, Canadian Scene a reçu des félicitations des journalistes ethniques : «Aucun mot, écrivait un directeur de journal, ne peut exprimer pleinement ce qu'a accompli cet organisme pour faire connaître aux nouveaux arrivants la vie, les coutumes et les lois du Canada, ainsi que sa richesse et sa beauté, ses possibilités et son charme[17]». Ses services ont été étendus aux stations de radio et de télévision qui diffusent des émissions ethniques.

LA GRANDE PRESSE

Le traitement que reçoivent les divers groupes ethniques dans la grande presse écrite est au moins tout aussi important pour un grand nombre de membres de ces groupes. Ce traitement est considéré, d'une part, comme une expression des attitudes du groupe ou des groupes dominants et, d'autre

part, comme un facteur puissant du façonnement de ces attitudes. À part quelques exceptions, comme des articles occasionnels présentant avec sympathie la petite population chinoise du Québec dans *La Presse*, jusqu'en 1950, la presse de langue française était hostile ou au mieux indifférente à l'immigration, et aussi aux groupes ethniques autres que le groupe d'ascendance française au Canada.

> Alexis Gagnon, par exemple, écrivit une série d'articles en 1946 pour l'influent journal montréalais *Le Devoir*. Ses articles furent reproduits dans d'autres quotidiens de langue française. Selon la description qu'en faisait Gagnon, des forces obscures et puissantes au Canada menaient alors une campagne intensive en faveur de l'immigration de concert avec les groupes ethniques. Une fois au Canada, ces groupes deviendraient des associés de l'élite canadienne anglaise. Leur but, proclamait-il, était de perpétuer la domination de l'État par la majorité britannique grâce à l'immigration.
>
> Cela contribuerait, naturellement, à contrecarrer l'effet du taux de natalité élevé des Canadiens français. La campagne en faveur de l'immigration, concluait-il, n'avait aucun motif économique. Il s'agissait purement et simplement d'une conspiration contre la survivance du peuple canadien-français[18].

La presse de langue française avait tendance, en général, à être antisémite, convaincue qu'elle était que les immigrants se voyaient accorder des privilèges et des droits refusés aux Canadiens français, et sûre que le gouvernement fédéral exerçait une discrimination à l'encontre des immigrants français et catholiques.

Durant les années 1950, toutefois, la presse canadienne-française était moins unanime. En 1952, par exemple, alors qu'un éditorialiste du journal *Le Soleil* se plaignait que les immigrants francophones étaient peu nombreux et mal adaptés aux méthodes de production canadiennes, son homologue du journal *Le Droit* exhortait le gouvernement du Québec à encourager l'immigration pour augmenter la population de la province, et un éditorial dans *Le Devoir* proposait de recevoir des réfugiés et des excédents de population[19].

La décennie suivante, celle de la Révolution tranquille, amena la création en 1965 d'un ministère de l'Immigration au Québec et l'inauguration d'activités concernant la sélection et la réception des immigrants. Les journaux étaient généralement favorables à ces mesures et ils accusèrent à maintes reprises le gouvernement fédéral de faire de la discrimination à l'encontre du Québec dans les questions d'immigration. Leurs attitudes concernant les divers groupes ethniques au Québec étaient étroitement liées à ce qu'ils pensaient être les attitudes des membres de ces groupes à l'endroit du nationalisme québécois.

À la fin des années 1970 et durant les années 1980, les quotidiens de langue française considéraient généralement que les immigrants et les réfugiés étaient essentiels pour assurer l'accroissement de la population du Québec. Ils commencèrent également à publier des articles sur les divers groupes ethniques dans les agglomérations urbaines ou dans l'ensemble de la province, ce qui se faisait depuis longtemps dans les journaux de langue anglaise.

La presse anglophone était moins unanime et moins conséquente que la presse francophone. Durant la première grande vague d'immigration avant la Première Guerre mondiale, la majeure partie de la presse considérait l'immigration nécessaire pour peupler de cultivateurs productifs les grands espaces vides de l'Ouest. Mais certains journaux exhortaient à la prudence, de crainte que les institutions canadiennes, héritées de la Grande-Bretagne, et les Canadiens anglo-saxons avec eux, ne soient submergés par les hordes étrangères ou que des immigrants en route pour des exploitations agricoles ne s'arrêtent dans les villes et créent des problèmes de surpopulation et de relations de travail. Clifford Sifton, fils d'un administrateur de journal et lui-même propriétaire principal du *Manitoba Free Press* pendant de nombreuses années, utilisait la presse sans contrainte, durant et après ses neuf années comme ministre de l'Intérieur, pour exprimer ses opinions concernant l'immigration et l'apport des divers groupes ethniques; ceux qui s'opposèrent à lui parce qu'il faisait venir des immigrants non britanniques le firent maintes fois par l'intermédiaire d'éditoriaux[20]. Le successeur de Sifton, Frank Oliver, était également un journaliste qui utilisait habilement la presse.

Une analyse des éditoriaux portant sur les Ukrainiens parus dans les journaux de Winnipeg de 1896 à 1905 révéla que des trois quotidiens, le *Manitoba Free Press*, le *Winnipeg Tribune* et le *Nor'Wester Winnipeg Telegram*, le premier était positif, le second plutôt négatif et le troisième nettement négatif. Même le *Free Press* considérait les colons ukrainiens comme venant au deuxième rang, présumément derrière les Européens du Nord; mais contrairement au *Telegram* et au *Tribune*, qui jugeaient que les Slaves étaient indésirables, il les considérait capables de s'assimiler rapidement au mode de vie britannique. Les trois journaux s'opposaient résolument à toute politique qui pouvait entraver l'assimilation, comme l'établisement par îlots[21]. En Colombie-Britannique, les Chinois, les Japonais et les Sud-Asiatiques subirent un traitement encore plus hostile dans la presse, étant donné qu'on les considérait comme inassimilables.

L'ordre de préférence qui s'établit dans la politique d'immigration était manifeste dans les éditoriaux. Même si on les disait des visiteurs intéressants et même admirables au Canada, les Asiatiques étaient l'objet de vitupérations quand il était question de leur établissement. Dans les journaux de Vancouver, par exemple, durant la période de 1905 à 1914, les Chinois, les Japonais et les Sud-Asiatiques reçurent beaucoup plus d'attention que leur nombre le justifiait, et celle-ci leur était presque toujours défavorable. En revanche, les Canadiens anglais et les Britanniques étaient dépeints d'une

façon positive, et les autres groupes blancs semblent avoir été avantagés parce qu'ils étaient de la même race que les Britanniques :

> En plus de légitimer la position des Canadiens anglais et des immigrants nés en Grande-Bretagne, [la] couverture de presse qui stigmatisait les Sud-Asiatiques doit avoir avantagé idéologiquement les Européens non britanniques de Vancouver, car ils avaient le statut d'immigrants «européens blancs». Elle peut avoir servi aussi à mettre en garde les individus ethniquement marginaux contre toute velléité de faire valoir trop fortement leurs revendications culturelles et sociales[22].

En tout cas, la plupart des Européens se classaient entre les Canadiens anglais et les Britanniques, d'une part, et les groupes asiatiques, de l'autre : les Italiens faisaient exception et ils occupaient le rang le plus bas. En même temps, les journaux et les magazines publiés à Toronto, notamment des journaux ouvriers comme *Lance* et *Tribune*, *Jack Canuck*, *Saturday Night* et *Maclean's*, s'opposaient tous à l'immigration chinoise, habituellement d'une façon hargneuse[23].

Le classement par préférence continua durant les années 1920 et 1930. Cependant, avec l'arrivée de la crise économique dans les années 1930, la presse de langue anglaise prit position contre toute immigration. Les immigrants qui étaient entrés au Canada avant le krach étaient considérés comme responsables du chômage et comme étant de dangereux radicaux qu'il fallait déporter[24]. Par la suite, après le début de la guerre, les immigrants furent l'objet de suspicion, car ils étaient considérés comme subversifs. Toutefois, quand l'économie reprit son essor après le conflit, les directeurs de journaux anglophones réclamèrent une immigration soutenue pour atténuer les pénuries de main-d'œuvre.

Les journaux avaient l'habitude d'indiquer l'origine ethnique des malfaiteurs présumés, ce qui était considéré comme une pratique offensante pour les membres de nombreux groupes ethniques. On jugeait que cela contribuait à renforcer des stéréotypes défavorables aux groupes ethniques. Au cours des années 1970 et 1980, cette pratique avait presque disparu des quotidiens des grandes centres urbains. En revanche, la mention de l'origine ethnique des héros fut désormais réclamée.

RADIODIFFUSION ET TÉLÉDIFFUSION

Avec l'avènement de la radio et de la télévision, la presse est devenue un moyen de communication parmi d'autres, et parfois pas le plus important. Il y a aujourd'hui un volume considérable d'émissions de radio et de télévision dans des langues autres que l'anglais et le français. Cela a commencé dans les années 1930 et 1940, mais n'a fait l'objet d'une étude qu'au cours des

années 1950. En 1955, il y avait environ 62 heures d'émissions en langues étrangères chaque semaine à la radio en modulation d'amplitude (MA). En 1972-1973, il y avait 320 heures par semaine en modulation d'amplitude et 137 heures en modulation de fréquence (MF), 24 heures de télévision classique et 45 heures de câblodistribution, soit un total de 526 heures. Une grande partie de ces heures d'émission était diffusée sur un petit nombre de stations de radio multilingues à Montréal, à Toronto, à Winnipeg et à Vancouver.

En 1972 au moins 17 langues non officielles étaient utilisées pour la radiodiffusion, notamment l'italien, le grec, l'allemand, l'ukrainien, le polonais, le portugais, le slavon, le hollandais, le serbo-croate, l'arabe, le lituanien, le macédonien, le maltais, le russe et le tagalog; les trois premières étaient les plus utilisées. Une décennie plus tard, l'afflux des Asiatiques avait vu apparaître des émissions en diverses langues chinoises et sud-asiatiques. Le contenu verbal des émissions était fréquemment accompagné en partie égale ou en plus grande partie d'un contenu musical; la musique moderne y avait une large place pour attirer les Canadiens de la deuxième génération. Les progrès technologiques permettaient des diffusions en direct d'événements sportifs des pays d'origine de nombreux immigrants[25].

Dans l'enquête effectuée en 1973 sur dix groupes ethniques à Montréal, à Toronto, à Winnipeg, à Edmonton et à Vancouver, 23,5 p. 100 des répondants n'étaient pas au courant des émissions de radio en langues étrangères dans leur région. Les Grecs, les Italiens et les Portugais étaient en général ceux qui étaient les mieux au courant de l'existence de ces émissions, tandis que les Chinois, les Hongrois et les Scandinaves en étaient les moins bien informés. Ceux qui avaient une connaissance parfaite de la langue étaient généralement plus au courant que ceux qui n'en avaient qu'une connaissance limitée. Quant à la télévision, 46,3 p. 100 ignoraient qu'il y avait des émissions dans leur langue. De plus, seulement 4,2 p. 100 prendraient beaucoup d'intérêt et 6,3 p. 100 assez d'intérêt à écouter des émissions de radio en langues non officielles s'il y en avait, alors que 13,6 p. 100 prenaient beaucoup d'intérêt et 14,3 p. 100 assez d'intérêt à regarder des émissions de télévision. Les Chinois et les Hongrois s'intéressaient surtout aux émissions de radio, et les Ukrainiens aux émissions de télévision[26]. En 1985,

> «la radiodiffusion et la télévision ethniques» [avaient] pris de l'expansion et comptaient six stations MA et MF entièrement ethniques, une station de télévision (CFMT), un réseau régional de télévision payante (Worldview) et deux réseaux facultatifs de câblodistribution par satellite (Chinavision et Telelatino). En outre, 52 stations de radio MA et MF classiques assurent 257 heures par semaine d'émissions en langues étrangères et sept stations de télévision classiques en Ontario donnent 102 heures d'émission par semaine. De plus, des programmes en une langue unique sont

offerts sur des services audio en circuit fermé sur la bande MF par câble et des canaux de service de programmes spéciaux ethniques existent dans les régions de Vancouver, de Calgary et de Montréal[27].

À de rares exceptions près, les émissions en langues autres que l'anglais et le français ont été limitées aux stations et aux chaînes privées. La Société Radio-Canada a interprété son mandat comme se limitant aux langues officielles du pays. Elle a été l'objet de pressions considérables visant à lui faire modifier ses lignes de conduite : la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme a recommandé notamment qu'elle participe, de concert avec le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications, à des études sur la radiodiffusion et la télédiffusion dans d'autres langues, et le Comité consultatif canadien du multiculturalisme, les organisations ethniques et des groupes d'étudiants ont présenté des mémoires qui se prononçaient en faveur d'émissions multilingues[28]. Jusqu'à maintenant, toutefois, la Société Radio-Canada n'a pas bougé.

Les pressions exercées sur Radio-Canada visent probablement autant à ouvrir la voie à une augmentation importante des émissions en langues non officielles qu'à contraindre la société d'État à reconnaître ces langues. La valeur symbolique de la reconnaissance par la Société Radio-Canada est hautement considérée, en particulier par les porte-parole de certaines organisations ukrainiennes. Par conséquent, l'existence d'émissions multilingues en grand nombre sur les stations privées ne diminue en rien la pression sur Radio-Canada.

La Société Radio-Canada transmet localement et sur l'ensemble du réseau des émissions sur la culture, l'histoire, la situation sociale actuelle, les attitudes des groupes ethniques et les questions publiques touchant les groupes ethniques. À l'exemple des chaînes privées, elle reconnaît également d'une façon officieuse le fait que les Canadiens sont de nombreuses origines ethniques par les noms indiqués dans les bulletins de nouvelles, dans les nouvelles sportives, dans d'autres émissions et dans le générique des membres de l'équipe de production, par les accents avec lesquels les annonceurs, bien que diffusant en anglais ou en français, présentent leurs points de vue, et par les titres et le contenu de certaines de ses émissions, comme «Wojeck» et «The King of Kensington,» deux séries très appréciées en leur temps, et «Seeing Things,» au milieu des années 1980, considérée comme une série à grand succès. Les porte-parole ou les défenseurs des groupes ethniques en font rarement état, mais cette reconnaissance des diverses origines ethniques des Canadiens peut contribuer à façonner l'image que l'on a des Canadiens à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

Une étude de 1982 de la représentation des minorités visibles dans les émissions de télévision aux heures de grande écoute sur trois chaînes a été effectuée à Winnipeg. Les trois chaînes étaient Radio-Canada, la chaîne canadienne privée CTV et la chaîne américaine CBS. Cette étude a permis d'établir que Radio-Canada avait le plus bas niveau de discrimination et

CBS le plus élevé, la discrimination étant mesurée en «comparant le pourcentage de personnes des minorités visibles qui participent à des facettes importantes de la vie de la télévision avec le pourcentage des personnes blanches qui y participent[29]».

En un certain nombre d'occasions, la représentation des membres d'un groupe ethnique particulier à la radio ou à la télévision a attiré des protestations du groupe et d'autres Canadiens se préoccupant des relations raciales et ethniques. En 1979, par exemple, la CBC a diffusé une série de trois émissions sur le crime organisé au Canada intitulé «Connections». Certains ont considéré que la série laissait entendre que les Italo-Canadiens étaient représentés d'une façon disproportionnée dans le crime organisé et que s'ils n'étaient pas des criminels, ils toléraient au moins le crime organisé. Les Italo-Canadiens et leurs associations furent offensés par cette émission. Dans le courant de la même année, une émission d'affaires publiques transmise sur une chaîne de télévision privée, «Campus Giveaway,» soutint que les élèves étrangers surpeuplaient les écoles techniques, chassant ainsi les élèves canadiens, et fixait la caméra sur les visages des élèves chinois quand il était question des étrangers. Tous les élèves montrés étaient en fait des citoyens canadiens. Sous la direction des élèves eux-mêmes, des Canadiens chinois s'organisèrent pour protester contre l'émission, tinrent des manifestations dans les villes d'un océan à l'autre et obtinrent finalement des excuses publiques; les protestations ont contribué à unir une communauté dont les liens avaient été jusque là plutôt lâches[30].

La crainte des protestations portait parfois les réalisateurs à donner des représentations doucereuses ou idéalisées des groupes ethniques. Certains pensent qu'inclure des détails qui humanisent et créent de la sympathie pour les personnages seront interprétés comme quelque chose de dégradant pour le groupe. Les craintes ne sont pas sans fondement : une émission transmise dans les années 1960 où une grand-mère italienne qui visitait un appartement neuf fit fonctionner la manette de la toilette pour s'assurer de son bon fonctionnement, geste naturel que seules les personnes susceptibles pourraient interpréter comme indiquant une méconnaissance des installations sanitaires d'une maison, provoqua une tempête de protestations contre le réseau anglais de Radio-Canada.

LES MEMBRES DES AUTRES GROUPES ETHNIQUES DANS LES MÉDIAS

Depuis la fin des années 1960, la question de l'emploi des membres des minorités visibles (Noirs, Asiatiques et autochtones) dans les médias est soulevée périodiquement dans des centres urbains comme Toronto. Il existe une certaine préoccupation au sujet de la rareté des non Blancs dans la publicité et dans les bulletins de nouvelles, les téléromans, les comédies de situation et les autres émissions : si l'on ne montre pas de membres des

minorités visibles, on dit que les médias agissent comme si elles ne faisaient pas partie de la société canadienne. Les groupes ethniques regrettent également qu'on donne des rôles stéréotypés aux non Blancs quand on les utilise, en dépit de la présence croissante de membres des minorités visibles dans toute la société, et on note le peu d'empressement apparent à utiliser des gens de radio-télévision ayant des accents «non canadiens». Les demandes visant une plus grande utilisation des non Blancs dans la publicité ont été précipitées par l'augmentation des Noirs utilisés dans des commerciaux à la télévision américaine, très regardée dans certaines régions du Canada, par l'accroissement soudain de l'immigration de membres des minorités visibles et par les allégations de discrimination de la part des agences de publicité. Un comité d'examen établi par la Commission des droits de la personne de l'Ontario signalait en 1971 que «la proportion des membres des minorités visibles qui travaillent comme mannequins ou acteurs est effectivement faible[31]» et que l'image du Canada qui est présentée est celle d'un pays peuplé presque exclusivement de Blancs.

Dans les années 1970, certains progrès ont été réalisés dans les médias écrits et parlés. Une étude commandée par le Secrétariat d'État en 1977 a porté sur la publicité transmise par quatre chaînes de télévision à Toronto et à Hamilton et diffusée dans les catalogues des principaux magasins, les journaux et les magazines nationaux, ainsi que les publications de la presse ethnique. L'étude démontrait que la situation s'était améliorée quelque peu pour les Noirs, mais pas pour les membres des autres minorités visibles. Le rapport concluait que seul le gouvernement de l'Ontario «avait fait un effort, dans sa propre publicité, pour représenter le Canada habité par des groupes ethniques et raciaux divers et pour promouvoir les aspects multiculturels de la vie canadienne». Néanmoins, Queen's Park a reçu un certain nombre de plaintes au sujet de sa publicité au cours des années qui suivirent. En 1981, le gouvernement ontarien a donc décidé de constituer un groupe de travail pour étudier la question de la diversité ethnique et raciale dans la publicité gouvernementale; le groupe de travail recommanda une utilisation plus grande des membres des minorités visibles dans la publicité et n'y voyait aucun obstacle d'ordre pratique[32]. Des recommandations analogues ont été faites lors d'une conférence sur les minorités visibles et les médias organisée par le gouvernement fédéral en 1982, ainsi que dans *L'égalité ça presse ! Rapport du Comité spécial sur la participation des minorités visibles à la société canadienne* en 1984. En 1983, un programme de formation d'un petit nombre de membres des minorités visibles en journalisme parlé a été mis sur pied par les réseaux de radio et de télévision de langue anglaise (CBC) de la Société Radio-Canada.

Au cours des années 1980, on voyait régulièrement des Canadiens noirs ou asiatiques aux bulletins de nouvelles diffusés dans diverses villes. Néanmoins, des groupes continuèrent de soutenir à maintes reprises que l'augmentation de l'emploi des membres de minorités visibles n'allait pas au rythme de l'accroissement de leur nombre dans la population. Toutefois, les preuves rassemblées à l'appui de cette affirmation n'étaient pas pleinement convaincantes.

LES MÉDIAS ETHNIQUES AUJOURD'HUI

Les médias ethniques sont principalement présents là où il y a de fortes concentrations d'immigrants, la principale ville étant Toronto. En 1979, des quelque 170 journaux de langues non officielles — un total loin d'être complet — 100 étaient publiés en Ontario et 80 p. 100 de ceux-ci à Toronto, dans 20 langues au moins. Toronto comptait également deux hebdomadaires s'adressant aux Noirs et aux Antillais. Vers la même époque, environ 50 p. 100 de toutes les émissions de radio et de télévision en langues étrangères au Canada étaient produites et diffusées à Toronto; il y avait de nombreuses sources, notamment quatre stations de radio MA, une station MF, deux stations de télévision classiques et les canaux de six réseaux de câblodistribution. Les langues utilisées étaient, entre autres, l'italien, l'allemand, le grec, l'ukrainien, le polonais, le serbo-croate, le hongrois et le chinois.

Montréal, centre moins important de la presse ethnique, a été de certaines façons à l'avant-garde de la radiodiffusion et de la télédiffusion en langues étrangères. Elle fut la première ville canadienne à avoir une station de radio multilingue en 1962 et, au début des années 1970, il y avait des émissions dans les langues non officielles à la radio MA, à la radio MF (dans une très petite mesure), à la télévision classique et à la télévision par câble. Montréal possédait également un moyen de communication inhabituel, la radio par câble : deux stations de radio par câble offraient des émissions en utilisant les câbles d'une société de télévision, l'une diffusant en italien et l'autre en grec. Le volume des émissions était imposant, mais seuls les abonnés du câble pouvaient les recevoir.

Vancouver possédait dans les années 1980 trois quotidiens, quelques mensuels et magazines s'adressant à la communauté chinoise, quatre journaux publiés par des membres de la communauté indienne, trois journaux grecs, un allemand et un juif. Trois stations de la ville diffusent des émissions de radio ethniques et le public a accès à des émissions de télévision au canal de télévision communautaire par câble et au canal commercial multilingue.

La presse ethnique des années 1980 est en bonne santé. Chaque année, de nombreux journaux ethniques disparaissent, mais de nouveaux naissent constamment. Les stations de radio et de télévision ethniques sont également florissantes et utilisent les perfectionnements technologiques les plus récents pour satisfaire les besoins de leurs auditoires. Il est également important que des représentants des divers groupes ethniques aient commencé à avoir une influence sur la manière dont le caractère ethnique et la race sont traités dans les grands médias et sur les pratiques d'embauchage des industries des communications.

NOTES

1. Varpu Lindström-Best, «Fist Press': une étude des journaux manuscrits canadiens-finlandais» dans *Polyphony*, vol. 3, nº 2, 1981, p. 65-73.
2. Maria Adamowska, «Beginnings in Canada» dans *Land of Pain*, Land of Promise, édité par Piniuta, p. 73.
3. Herbert Karl Kalbfleisch, *The History of the Pioneer German Language Press of Ontario, 1835-1918*, Toronto, University of Toronto Press, 1968.
4. *The Multilingual Press in Manitoba*, Winnipeg, Canada Press Club, 1974.
5. Heimskringla et Lögberg, devenu en 1959 Lögberg-Heimskringla.
6. *The Multilingual Press in Manitoba*, p. 89, 123-126; Victor Turek, Polish-Language Press in Canada, Toronto, Polish Research Institute in Canada, 1962, p. 100 et 101. Joseph M. Kirschbaum, Slovaks in Canada, Toronto, Canadian Ethnic Press Association of Ontario, 1967, p. 282.
7. Turek, *Polish-Language Press in Canada*, p. 66 et 67.
8. W. Entz, «The Suppression of the German Language Press in September 1918» dans *Canadian Ethnic Studies*, vol. 8, nº 2, 1976, p. 56 et 57.
9. *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Livre IV, Les apports culturels des autres groupes ethniques*, tableaux A-148 et A-149, p. 342 et 343.
10. Kalbfleisch, *History of the Pioneer German Language Press*.
11. Dreisziger, *Struggle and Hope*, p. 126 et 127.
12. Angelo Principe, «The Italo-Canadian Anti-fascist Press in Toronto, 1922-40» dans *Polyphony*, vol. 7, nº 2, 1985, p. 43-51.
13. Bohdan Panchuk, *Heroes of Their Day: The Reminiscences of Bohdan Panchuk*, édité et présenté par Lubomyr Y. Luciuk, Toronto, Multicultural History Society of Ontario, 1983, p. 26.
14. Susan M. Papp, «The Hungarian Press in Ontario» dans *Polyphony*, vol. 4, nº 1, 1982, p. 68.
15. K.G. O'Bryan, J.G. Reitz, et O.M. Kuplowska, *Non-Official Languages: A Study in Canadian Multiculturalism*, Ottawa, Approvisionnements et Services Canada, 1976, p. 66-70.
16. Stanley Zybala, «Problems of Survival for the Ethnic Press in Canada» dans *Polyphony*, vol. 4, nº 1, 1982, p. 27.
17. Benedict Heydenkorn, «The Immigration Policy of Canada» dans *Twenty Years of the Ethnic Press Association of Ontario*, édité par J.M. Kirschbaum et al, Toronto, The Ethnic Press Association of Ontario, 1971, p. 60.
18. Abella et Troper, *None Is Too Many*, p. 234.
19. David C. Corbett, *Canada's Immigration Policy: A Critique, Toronto*, University of Toronto Press, 1957, p. 21 et 22.
20. Palmer, éd., *Immigration and the Rise of Multiculturalism*, p. 44 et 45.
21. John C. Lehr et D. Wayne Moodie, «The Polemics of Pioneer Settlement: Ukrainian Immigration and the Winnipeg Press» dans *Canadian Ethnic Studies*, vol. 12, nº 2, 1980, p. 88-101.

22. Buchignani et Indra, *Continuous Journey*, p. 6 et 44; Doreen M. Indra, «South Asian stereotypes in the Vancouver Press» dans *Ethnic and Racial Studies*, vol. 2, nº 2, 1979, p. 166-189.
23. K. Paupst, «A Note on Anti-Chinese Sentiment in Toronto» dans *Canadian Ethnic Studies*, vol. 9, nº 1, 1977, p. 54-59.
24. Palmer, *Patterns of Prejudice*, p. 128 et 137.
25. Direction de la recherche du Conseil de la radio-télévision canadienne, *La radio-télévision multilingue au cours des années 1970*, Ottawa, Information Canada, 1974.
26. O'Bryan et al., *Non-Official Languages*, p. 68-73 et 147-151.
27. Une analyse du CRTC, 1985-139, une politique canadienne qui reflète la diversité linguistique et culturelle du Canada.
28. *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Livre IV, L'apport culturel des autres groupes ethniques.*
29. Gary Granzberg, «The Portrayal of Visible Minorities by Canadian Television During the 1982 Prime-time Season» dans *Currents*, vol. 2, nº 2, 1984, p. 23-26.
30. Anthony B. Chan, *Gold Mountain: The Chinese in the New World*, Vancouver, New Star Books, 1983, p. 161-186.
31. Frederick Elkin, «The Employment of Visible Minority Groups in Mass Media Advertising», rapport présenté à la Commission des droits de la personne de l'Ontario, 1971, p. 18.
32. *Ontario Task Force on the Portrayal of Racial Diversity in Government Advertising and Communications* (1982).

CHAPITRE ONZE

L'identité ethnique

Au Canada, il est courant de répondre à la question «Qui êtes-vous?» en termes d'origine ethnique. Autrefois, les immigrants n'avaient parfois pas conscience d'avoir une identité ethnique distincte quand ils arrivaient au Canada, se voyant seulement comme originaires d'un village ou tout au plus d'une province, ou encore comme des adeptes d'une religion particulière. Ils prirent conscience de leur identité ethnique quand ils se retrouvèrent au milieu d'autres gens qui avaient leur langue et leur culture ou leurs caractéristiques physiques ou bien les deux, et lorsqu'on leur attribua une appellation commune et un traitement commun. Mais ils connaissaient habituellement des personnes dont ils se différenciaient très nettement. Plus récemment, avec l'importance donnée à l'appartenance ethnique dans le monde entier et les intérêts intellectuels de nombreux immigrants, les gens ont une identité ethnique et une attitude envers elle dès l'arrivée, la considérant soit comme un fardeau qu'il faut rejeter ou comme un trésor à transmettre à leurs enfants. Avec les années et la succession des générations, le contenu et le sens des identités ethniques des immigrants se modifient. Qu'ils continuent à se considérer de la même façon ou qu'ils commencent à accoupler le mot «Canadien» à leur ancienne désignation, ou à s'appeler simplement «Canadien», l'aspect ethnique d'eux-mêmes et de leur vie est transformé. Leurs enfants et leurs petits-enfants ont un sentiment différent de l'identité ethnique et le manifestent de diverses manières.

Le sentiment de l'identité ethnique est difficile à jauger. Il est essentiellement subjectif ou ressenti intérieurement, mais il a des aspects extérieurs qui sont fréquemment utilisés comme indices. L'aide gouvernementale est demandée et obtenue fréquemment depuis quelque temps pour ces aspects extérieurs. Le rapport entre les aspects intérieurs et extérieurs de l'identité est extrêmement complexe : les sentiments de l'identité ethnique des individus peuvent correspondre ou pas aux critères objectifs définissant le caractère ethnique.

Pour les groupes ethniques de race blanche, les manifestations extérieures les plus évidentes sont la langue, le folklore, les traditions culinaires et les

sports. Les langues ancestrales, qu'elles aient eu de l'importance ou non dans le passé, ont été mises récemment au premier rang des symboles de l'identité ethnique en raison de l'importance de la langue dans les sociétés industrielles et post-industrielles et, en particulier, de l'importance de la langue au Canada depuis que le pays est devenu officiellement bilingue en 1969. Les langues ont toujours été considérées comme étant indissociables des cultures et le transfert linguistique est considéré comme la perte à la fois de la langue et de la culture. Les langues ont joué un rôle vital dans un grand nombre de groupes ethniques de race blanche comme véhicules des autres éléments de la culture. Elles ont servi de moyen d'unification des groupes : en apprenant la version classique de leur langue, des personnes qui parlaient des dialectes régionaux viennent non seulement à grossir le nombre de ceux qui sont reconnus comme leurs frères ethniques, mais aussi à s'identifier aux aspects liés à la langue des gens cultivés de leur pays d'origine. Les langues sont aussi des lignes de démarcation car, à moins d'être des langues de grandes civilisations, elles sont exclusives au groupe.

Les descendants des immigrants paysans, pour la plupart illettrés et aucunement habitués à donner de l'importance aux questions linguistiques, s'efforcent vivement de conserver leurs langues. Les Ukrainiens sont peut-être exceptionnels à cet égard en raison de la menace apparente qui plane sur leur langue dans leur pays d'origine : ils se sont constamment préoccupés de la place accordée à leur langue dans les écoles et dans les médias. L'abolition des écoles bilingues au Manitoba et les punitions infligées aux enfants qui parlaient ukrainien à l'école dans les provinces des Prairies ont joué un rôle éminent dans la litanie des griefs des Ukrainiens contre la société et les gouvernements canadiens. L'inscription récente des langues ancestrales au programme d'études des écoles publiques et l'introduction de l'enseignement bilingue ukrainien-anglais dans la ville d'Edmonton ont été considérés comme des triomphes.

Non seulement les écoles, mais aussi les familles et les églises ont joué un rôle capital dans la transmission des langues ancestrales. Le terme «langue maternelle» est souvent interprété comme une indication du rôle primordial de la famille : la mère, en raison de son contact avec le jeune enfant, a le devoir de transmettre la langue ancestrale. Dans un groupe d'immigrants, la multitude des tâches qui reviennent à la mère l'entravent dans ses efforts pour enseigner la langue. Le rôle maternel est si ancré chez certains groupes, comme les Arméniens et les juifs, que l'on a accordé aux femmes la possibilité de donner des cours de langue, alors que beaucoup d autres professions leur étaient interdites à l'extérieur du foyer. Dans les communautés établies, les personnes âgées jouent également un rôle dans la transmission de la langue et de la culture en tant que conteurs d'histoires aux enfants, mais l'absence des grands-parents est un autre obstacle à l'enseignement de la langue ancestrale dans de nombreux foyers d'immigrants.

L'Église a fréquemment considéré que son salut était lié à la langue ancestrale. Parfois cette langue n'est plus utilisée couramment : au fil des

siècles, l'hébreu a été la langue du judaïsme, trop sacrée pour être utilisée quotidiennement, jusqu'à ce qu'elle devienne la langue d'Israël; dans certaines sectes, le haut allemand était la langue des textes et des services religieux, tandis que le bas allemand était utilisé dans les autres aspects de la vie; jusqu'aux années 1960, le latin fut utilisé dans la plupart des rites religieux catholiques. Mais les Églises ont contribué énormément à la création de classes de langue pour les enfants; ce sont entre autres les prêtres et les pasteurs qui y assuraient l'enseignement.

Toutefois, quel que soit l'attachement à la langue maternelle, pour les immigrants de la première génération, comprendre l'une des deux langues officielles du pays et savoir la parler couramment ont été des éléments essentiels de leur adaptation économique et sociale. Les porte-parole des immigrants se sont beaucoup préoccupés des possibilités d'acquérir la connaissance des langues officielles. Ils ont souligné que les travailleurs œuvrant dans des métiers les tenant isolés et les femmes au foyer n'ont pas pu, bien souvent, bénéficier de ces possibilités. Il est rare, bien que cela se soit déjà produit, que des gens aient émis des critiques voulant que l'enseignement de l'anglais et du français empiète sur les droits d'une autre langue au Canada.

La connaissance des langues ancestrales baisse radicalement de génération en génération. Les études ont montré que la connaissance parfaite des langues non officielles est pratiquement limitée aux immigrants de la première génération, et qu'à la troisième génération et aux suivantes la majorité d'entre eux n'ont plus aucune connaissance de la langue ancestrale. Par contre, même à la troisième génération, la plupart des personnes se disent favorables à ce que leurs enfants conservent les langues ancestrales. Toutefois, les personnes de toutes les générations en donnent comme principale raison non pas la perpétuation des coutumes et des traditions ni la facilité de communication avec les autres membres du groupe ethnique, mais plutôt l'avantage économique et culturel de connaître plus d'une langue[1].

Le transfert linguistique ne signifie pas nécessairement une renonciation à l'identité ethnique. Les personnes nées au Canada peuvent revendiquer le droit de choisir leurs propres symboles d'identité et résister à la pression de leurs aînés qui les incitent à donner la primauté à la langue. La durée pendant laquelle et l'intensité avec laquelle ces personnes continuent de s'identifier à leur groupe ancestral, une fois qu'elles ont adopté une autre langue, peuvent varier grandement d'un groupe à un autre, mais les aptitudes linguistiques des juifs et la conservation du caractère ethnique des Écossais et des Irlandais, malgré leur transfert linguistique, indiquent que la langue n'est pas toujours essentielle.

Les membres des groupes ethniques ont manifesté leur identité ethnique également en conservant leur patrimoine folklorique et en le transmettant de génération en génération. Peu d'entre eux appartenaient exclusivement à une culture ou à une société folklorique avant de venir au Canada : beaucoup d'Européens de l'Est venus à l'époque de Sifton avaient été travailleurs migrants dans les villes industrielles ou avaient eu des contacts avec des

travailleurs migrants et donc avec la vie urbaine. Ils apprenaient souvent leurs propres arts folkloriques une fois au Canada, comme symboles de leur patrimoine jusque-là oubliés. Chez les Asiatiques du Sud, par exemple, la musique et la danse folkloriques sont devenues un phénomène communautaire important; chez les Japonais, la danse kabuki, la décoration florale et l'art de l'emballage sont enseignés et pratiqués; les Ukrainiens ont des orchestres de bandura et enseignent la broderie et la peinture des œufs de Pâques. Les intellectuels du groupe prétendent souvent mépriser le «multiculturalisme en bottes rouges» et «les bals dans les sous-sols d'église» qu'ils considèrent insignifiants et frivoles. Néanmoins, le folklore s'est révélé extrêmement persistant.

Cette persistance peut s'expliquer de plusieurs façons. Le folklore recèle une grande valeur symbolique :

> Le folklore symbolise en général une époque à laquelle les gens, maintenant en danger et exposés à trop de contacts avec d'autres, étaient seuls et montraient leur culture traditionnelle sous une forme plus pure. On prêtait aux héros de la tradition et de la littérature les vertus authentiques, celles qui distinguent un peuple donné des autres. L'Allemand authentique du folklore n'était pas entaché par les influences étrangères, qu'elles fussent romaines ou juives. On le donnait comme modèle de l'Allemand authentique, nouveau et renaissant. Quelque chose de semblable est également en train de se produire dans le mouvement sioniste, où une jeunesse juive athlétique et parfois agressive est donnée comme modèle original et authentique pour l'avenir[2].

Il est également tout à fait approprié de manifester ses traditions folkloriques devant ceux qui ne font pas partie du groupe ethnique. Les danses et la musique instrumentale ethniques, en particulier, sont devenues le fonds artistique des festivals ethniques ou multiculturels. Une étude faite sous l'égide de la Direction du Multiculturalisme du Secrétariat d'État, en 1982, a permis de constater que, dans un échantillon représentatif d'environ 6 000 groupes folkloriques de tout le Canada, la plupart des spectacles, même s'ils marquent des occasions spéciales ou des fêtes de la communauté ethnique du groupe, sont donnés en général pour le grand public plutôt que pour la communauté ethnique seulement. De plus, un nombre important de spectacles sont donnés lors de festivals ou de galas d'autres communautés, ou encore à l'occasion d'événements spéciaux et des fêtes nationales du Canada[3].

Certaines formes de folklore, comme la musique, la danse et le théâtre, ont un attrait pour les jeunes. L'étude de la Direction du Multiculturalisme indiquait que la transmission de la culture aux enfants et aux jeunes était une des principales raisons de la participation aux arts d'interprétation. Elle a montré également que les interprètes se recrutaient surtout parmi les personnes de moins de 35 ans. Les arts d'interprétation folkloriques sont

donc un moyen de transmettre certains des symboles culturels du groupe aux nouvelles générations, afin d'établir les réseaux sociaux sur la base de l'origine ethnique et d'augmenter les chances de mariages endogames.

Le folklore ainsi transmis est symbolique plutôt qu'un élément de la culture folklorique vivante, comme le montrent les tentatives périodiques pour le «purifier» ou «le rendre plus authentique». Une culture vivante change et s'adapte. Rejeter les variantes canadiennes au profit des formes du pays ancestral indique que le folklore reflète seulement une culture de musée.

La transmutation des éléments du folklore en «culture supérieure» est un type fréquent de changement qui est bien accepté. Nombre d'immigrants ne connaissent pas la culture supérieure de leur pays d'origine; pour les paysans du sud de l'Italie, par exemple, Léonard de Vinci, Michel-Ange, Dante et Verdi n'ont aucune résonance. Mais leurs enfants et eux-mêmes ont entendu parler de l'hommage que le monde entier rend à ces personnages immortels et ils en tirent une fierté légitime. Les artistes immigrants et ceux qui sont nés au Canada, œuvrant dans divers secteurs qui contribuent à la culture supérieure, sont révérés par les groupes ethniques et ils ont à l'occasion intégré les symboles folkloriques de ces groupes dans leurs œuvres. Les symboles sont devenus ainsi partie intégrante d'un patrimoine plus universel.

On pourrait en dire autant des préparations culinaires ethniques, qu'il s'agisse de plats courants ou de haute cuisine. Elles sont devenues également symboliques et, comme telles, peuvent se transmettre facilement et devenir partie intégrante de la tradition canadienne élargie. Au Canada, depuis le début des années 1980, les boulangeries, les magasins d'alimentation et les restaurants ethniques se multiplient et prospèrent. Les membres de beaucoup de groupes ethniques n'ont pu conserver leurs habitudes culinaires chez eux à cause du manque d'ingrédients ou du manque de temps pour la préparation. Ils ont dû limiter leurs spécialités ethniques aux grandes occasions ou les déguster seulement dans les restaurants. Dans ces établissements, le grand public apprend à connaître ces spécialités culinaires, modifiées pour répondre aux goûts plus généraux de la clientèle.

Les aliments, les façons de les cuisiner et de les servir ainsi que les repas ont été des expériences importantes dans la vie de tous les immigrants. La façon de se nourrir est, bien sûr, intimement liée à la famille. Jeûner et festoyer sont des rituels religieux de grande importance. Les connotations religieuses et familiales des repas de cérémonie, comme les repas de Noël et de Pâques, ainsi que du jeûne, dans le judaïsme et l'islamisme comme dans le christianisme, créent des souvenirs reliés au manger, au boire et au jeûne qui sont propres à un groupe social et qui sont parmi les souvenirs les plus marquants de l'enfance.

Les entrepreneurs ethniques ont profité de la situation pour établir des commerces. Des épiceries qui ont pour clientèle un ou des groupes ethniques particuliers d'une région donnée; des restaurants, des boulangeries et des boucheries où sont observées les prescriptions religieuses d'un groupe et les coutumes concernant les sortes de viandes, leur coupe, ou

l'assaisonnement des saucisses; tous ces commerces ont contribué à l'ascension de certains hommes d'affaires dans la structure des professions et des revenus. Le pain, denrée essentielle pour beaucoup de peuples européens, est porteur d'un riche symbolisme culturel et religieux; des boulangeries ont poussé de ce fait dans la plupart des quartiers d'immigrants. À Toronto, par exemple, en 1912, il y avait dix petites boulangeries juives qui faisaient différentes sortes de pains dans le Ward, le quartier délimité par les rues Yonge, University, Queen et Dundas. Au cours des années 1920, à mesure que la communauté s'étendait, de nouvelles boulangeries surgissaient; elles commencèrent également à servir les immigrants non juifs de l'Europe orientale. Dans les années 1930, la dispersion se poursuivit, les boulangeries commencèrent à se spécialiser chacune dans certains produits; des pâtisseries et des gâteaux divers furent offerts à la clientèle qui s'élargit aux Canadiens de toutes origines. La guerre accéléra et accentua ces tendances et les années 1940 et 1950 furent une période de prospérité. Elles amenèrent également une concurrence, car les immigrants les plus récents entreprirent d'établir leurs propres boulangeries familiales.

Les Estoniens étaient parmi ceux qui virent rapidement que l'afflux d'immigrants de l'Europe continentale offrait des possibilités aux fournisseurs de pains de type européen. Un certain nombre d'entre eux établirent de petites boulangeries à Toronto et à Hamilton, et certaines de ces boulangeries devinrent bientôt de grandes entreprises. Durant les années 1960, beaucoup de nouvelles boulangeries allemandes et italiennes virent le jour, et celles-ci faisaient concurrence aux commerces estoniens; durant les années 1970, tous les boulangers estoniens prirent leur retraite sauf un[4]. Il arrivait souvent que les boulangers ne transmettaient pas leurs entreprises à leurs enfants; dans les groupes estonien et juif, les enfants des boulangers, même s'ils travaillaient à la boutique étant jeunes, faisaient généralement des études supérieures et accédaient à des professions libérales.

Les restaurants ethniques varient des casse-croûte aux grands établissements de luxe. À une extrémité, on trouve les cafés et les grills où l'on sert hamburgers, hot dogs et sandwiches, mais des soupes, des saucisses et des ragoûts spéciaux sont préparés pour la famille et les relations du propriétaire; à l'autre extrémité, il y a les restaurants aménagés dans des cadres luxueux, qui annoncent le caractère exotique de leur menu, de leur service et de leur décoration, ainsi que leurs prix. Dans tous les cas, les plats au menu ont été modifiés, pas simplement parce que certains ingrédients ne sont pas disponibles (durant les années 1970 et 1980, les transports et la réfrigération ont rendu la plupart des denrées alimentaires accessibles partout), mais par la nécessité de satisfaire autant aux goûts du public, qu'à ceux du groupe ethnique concerné.

Les Chinois ont commencé tôt à se lancer dans la restauration et à en faire une spécialité ethnique. Ce fut pour eux, à la fin du siècle, un autre secteur d'activité à occuper après celui de la blanchisserie; il demandait au départ une plus forte mise de fonds que la blanchisserie, mais il offrait un rendement plus élevé. À mesure que les Chinois, concentrés en Colombie-Britannique,

se répandirent vers l'est, ils établirent des restaurants dans les petites villes, où parfois le Chinois était le seul restaurateur de l'endroit, et dans les agglomérations. Il s'agissait habituellement d'établissements à prix modestes qui servaient de la cuisine occidentale. Leurs propriétaires devaient affronter la discrimination dont les Asiatiques étaient l'objet. Des règlements les cantonnaient dans certains quartiers et des lois interdisaient aux femmes blanches de travailler dans des restaurants chinois. Malgré tout, cela ne les empêcha pas de prospérer et les restaurants des quartiers chinois qui servaient de la cuisine chinoise commencèrent au cours des années 1930 et 1940 à connaître une vogue qui ne s'est jamais démentie jusqu'à nos jours. À un tel point que les restaurants offrent aujourd'hui à leur clientèle non seulement de la cuisine chinoise, mais aussi des spécialités des différentes provinces de Chine.

Les Macédoniens se sont eux aussi implantés avec succès dans la restauration à Toronto, où ils se sont concentrés. On raconte qu'au cours de la Première Guerre mondiale, une querelle éclata entre des soldats canadiens et le propriétaire d'un restaurant grec, à l'issue de laquelle les militaires ont saccagé un certain nombre de restaurants appartenant à des Grecs. Après cet incident, un grand nombre de Grecs vendirent leurs établissements, qui furent rachetés par des Macédoniens qui y travaillaient. Une étude sur les restaurants macédoniens de Toronto effectuée dans les années 1970, sans pouvoir établir le nombre exact des restaurants appartenant à des Macédoniens, l'évaluait néanmoins entre 600 et les deux-tiers de tous les restaurants de la région torontoise[5].

Avant la Seconde Guerre mondiale, aller au restaurant n'était pas un aspect important de la vie canadienne. Avec l'urbanisation et l'industrialisation, il est devenu plus courant d'aller manger à l'extérieur. L'éclosion des restaurants ethniques dans toutes les grandes agglomérations a fait de la restauration un des principaux secteurs où se différencient les groupes ethniques. Des établissements français, italiens, japonais, coréens, vietnamiens, marocains et de beaucoup d'autres ethnies sont devenus très à la mode. Parfois, un restaurant offre plus d'une cuisine ethnique, par exemple, chinoise et moyen-orientale, ou ukrainienne, polonaise et allemande.

Quant aux associations sportives et aux sports athlétiques, on les cite moins souvent que le folklore ou la cuisine en tant qu'expression de l'identité des groupes ethniques. Ils ont toutefois constitué une part importante de la tradition de plusieurs groupes ethniques, après avoir été transportés au Canada par les premiers arrivants. Les associations sportives et les sports athlétiques ethniques ont pendant longtemps peu attiré l'attention, car ils n'étaient pas dans le courant sportif général de l'Amérique du Nord. Seuls quelques athlètes exceptionnels d'origine non britannique, comme Bobbie Rosenfeld, juif russe, qui a remporté entre autres une médaille d'argent aux Jeux olympiques de 1928, étaient connus du grand public. Mais les sports étaient importants au sein des communautés ethniques comme moyen de retenir les jeunes, en particulier les garçons. Les

Églises reconnaissaient souvent le rôle des sports et mettaient leurs locaux à la disposition de la communauté pour la gymnastique ou des équipes de basketball, de hockey et de baseball subventionnées. Les mouvements politiques voyaient aussi l'utilité du sport, et un mouvement sportif pour les ouvriers eut un certain succès au cours des années 1920 et 1930 parmi les communistes canadiens[6].

Depuis la Seconde Guerre mondiale, les personnes qui ont immigré au Canada de tous les coins de la Terre ont apporté avec eux des traditions sportives. Par exemple, les Finlandais, les Tchèques et les Estoniens ont amené la gymnastique rythmique et moderne, les Antillais ont remis à l'honneur le cricket, amené à l'origine au Canada par les Britanniques de la haute classe, et les Asiatiques de l'Est ont rendu populaires le karaté et le tai chi. Mais c'est le soccer qui, surtout, a pris sa place parmi les grands sports canadiens; même s'il a moins de publicité et d'amateurs que le hockey, le baseball et le football, il est enseigné dans les écoles et joué dans des ligues à un certain nombre de niveaux. Harney décrit l'aspect ethnique du soccer dans la région de Toronto au cours des années 1970 :

> ...dans la Ligue de soccer de Toronto et du district au début des années 1970, plus des trois-quarts des 78 équipes avaient des emblèmes et des couleurs ethniques ou portaient le nom d'une association proprement nationale. Parmi les équipes, il y avait Panhellenic, First Portuguese, Croatia, Serbia White Eagle, Toronto Falcons, Hungaria et Heidelberg. Les rivalités coïncidaient avec les différences ethniques et sous-ethniques et, bien que les sports doivent être un substitut ou un simulacre inoffensif de la guerre entre les pays, la Ligue nationale de soccer a dû interrompre sa saison prématurément en 1974, à cause d'actes de violence survenus entre les joueurs et les partisans d'équipes slaves rivales[7].

En plus de soutenir des équipes canadiennes ayant les emblèmes de leur groupe ethnique, par le truchement de la télévision, les gens peuvent suivre les exploits de soccer des équipes dans leurs pays. La victoire de l'Italie à la Coupe du Monde de soccer en 1982 a provoqué un délire de joie dans la communauté italienne de Toronto, la plus importante du Canada, qui est devenu légendaire. On a évalué qu'un demi-million de personnes se sont rassemblées dans les rues pour célébrer la victoire.

Toutefois, les sports et l'athlétisme ne sont pas simplement les expressions de l'identité du groupe. Les équipes portant des appellations ethniques ont souvent choisi les joueurs en fonction de leur aptitudes plutôt que de leur appartenance ethnique, de sorte que les matches qui semblent être interethniques font s'affronter en réalité des équipes multiethniques. Pareillement, dans les sports d'équipe professionnels, les joueurs exceptionnels ont été la source de fierté pour leur groupe ethnique, mais en même temps ces joueurs ont perdu leur identité ethnique ou effectué un transfert ethnique.

Les symboles extérieurs les plus permanents de l'identité ethnique sont les caractéristiques physiques. Une personne peut changer son comportement, notamment son comportement linguistique, mais elle ne peut changer la couleur de sa peau, la nature de ses cheveux ou les autres caractéristiques physiques, sauf par des méthodes souvent douloureuses et coûteuses. Il a donc été possible d'exercer de la discrimination à l'encontre des membres des minorités visibles. Leur nombre dans le pays a été maintenu à un bas niveau pendant longtemps grâce au Règlement de l'immigration, et ceux qui étaient admis ne pouvaient pas participer pleinement à la société canadienne. Les Noirs, les Sud-Asiatiques, les Chinois et les Japonais constituèrent leurs propres structures communautaires et conservèrent certains de leurs comportements distinctifs. On leur donna peu de possibilités de se considérer vraiment comme des Canadiens. Les Canadiens noirs dont les ancêtres vinrent au Canada au XVII[e] et au XVIII[e] siècles et les Canadiens chinois, japonais et sud-asiatiques dont les grands-pères ou les arrière-grands-pères immigrèrent à la fin du XIX[e] et au début du XX[e] siècles se plaignent de se faire demander d'où ils viennent.

Toutefois, la visibilité n'est pas nette. La sensibilité aux différences physiques et la connaissance de la physionomie des membres des différents groupes ethniques varient. Certains groupes ethniques sont parfois considérés comme étant très reconnaissables par rapport à l'ensemble de la population, alors qu'à d'autres moments ce n'est pas le cas[a]. Des membres de certains groupes peuvent «passer» pour des membres des groupes blancs dominants. De plus, les mariages exogames peuvent diminuer les différences physiques par rapport au reste de la population : les taux élevés de mariages exogames chez les Canadiens japonais ont fait naître la crainte que, sans nouvelle immigration, ils pourraient disparaître en tant que groupe visible. En outre, il est possible qu'avec les années la conception d'un Canadien s'élargira et se redéfinira, de sorte que les Canadiens noirs et asiatiques ne se feront plus demander aussi fréquemment d'où ils viennent, comme c'est souvent le cas actuellement. Si leur nombre et leur statut social et économique s'élèvent, ils pourraient devenir de plus en plus reconnus spontanément comme Canadiens.

L'identification au groupe ethnique est habituellement examinée en fonction de la survivance des groupes ethniques et le changement d'identité ethnique est vu comme la perte de son identité propre. On peut la considérer au contraire comme un transfert. Dans la plupart des cas, cesser de se considérer comme Polonais ou Grec ou Danois signifie commencer à se considérer comme Canadien ou à la fois comme Canadien et membre d'un groupe ethnique. Dans certains cas, cependant, les individus peuvent perdre une identité sans en acquérir une autre. «Je ne sais pas ce que je suis», constatent des immigrants de la seconde génération.

Les efforts faits pour examiner les aspects intérieurs de l'identité ont été généralement axés sur la question, «À quel groupe ethnique vous sentez-vous appartenir?» Dans une étude des langues ancestrales effectuée en 1973, qui ne comprenait personne d'origine ethnique française ou britannique, il a

été demandé aux personnes interrogées ce qu'elles se sentaient être habituellement; on leur a donné quatre choix, allant d'une appellation ethnique au terme Canadien. Dans un échantillon, composé pour les deux-tiers d'immigrants, et dont près de 20 p. 100 étaient au Canada depuis moins de 10 ans, «17,3 p. 100 s'identifiaient avec une appellation ethnique (chinois, hollandais et ainsi de suite), 44,5 p. 100 s'identifiaient avec deux appellations (Sino-Canadien ou Canadien d'origine chinoise, etc.) et les 35,4 p. 100 restants s'identifiaient simplement comme "Canadiens"[9].»

Une étude plus récente, faite dans l'agglomération de Toronto entre 1977 et 1979, utilisait un échantillon d'hommes et de femmes dont les âges se situaient entre 18 ans et 65 ans, qui étaient dans la population active ou étudiants. On y utilisait un indice d'identité ethnique, fondé sur «(1) la définition donnée de lui-même par chacun des répondants, soit d'origine ethnique, d'origine ethnique et Canadien ou Canadien, (2) l'importance que les répondants donnaient à leur appartenance ethnique, (3) la perception qu'avaient les répondants de l'étroitesse de leurs attaches ethniques». L'éventail de points de l'indice allait de 3, indiquant une identité ethnique élevée, à 8, indiquant une identité ethnique faible. Le nombre des points ne montre pas naturellement le degré auquel une identité canadienne forte s'est affirmée. Des groupes visés de la première génération, les Antillais arrivaient à 3,94, les Chinois à 4,35, les Italiens à 4,37, les juifs à 4,44, les Ukrainiens à 4,61, les Anglais à 5,12, les Portugais à 5,26 et les Allemands à 5,73[10].

La génération est considérée habituellement comme le facteur principal qui influe sur l'identité ethnique. Les immigrants de la première génération ont souvent des signes distinctifs dont ils ne pourraient se séparer même s'ils le désiraient. Les immigrants de la deuxième génération peuvent toujours avoir, ou penser qu'ils ont, des marques distinctives, mais encore plus couramment ils ont le sentiment d'être divisés ou d'être en transition. Les membres de la troisième génération et des générations suivantes, à moins d'avoir des caractéristiques visibles les liant à leur groupe ancestral, ont le choix de s'identifier à ce groupe ou d'être simplement Canadien. Dans une étude menée en 1969-1971 dans 18 établissements en îlots ethno-religieux dans le centre nord de la Saskatchewan, tous les hutterites étaient partisans de la conservation de l'identité ethnique, mais chez les doukhobors, les catholiques ukrainiens, les orthodoxes ukrainiens, les mennonites, les Scandinaves, les Canadiens français et les catholiques allemands, on a constaté une augmentation continue de la première à la deuxième et à la troisième génération de la proportion de ceux qui n'étaient pas en faveur de la conservation de l'identité[11]. Dans l'étude portant sur Toronto, les indices pour les groupes qui comprenaient trois générations augmentaient régulièrement dans tous les cas sauf un. Dans le cas des Allemands, l'indice à la deuxième génération tombait à 5,57, mais à la troisième génération il s'élevait à 7,69, l'indice le plus élevé atteint par un groupe[12].

L'importance de la génération est rendue encore plus évidente chez les Japonais, où des termes différents sont utilisés pour les diverses générations. Les immigrants sont Issei, leurs enfants sont Nisei, leurs petits-enfants sont Sansei. Etant donné que la majeure partie de l'immigration de Japonais au Canada avant 1967 a eu lieu de 1904 à 1914, les noms des générations indiquent aussi approximativement l'âge de la personne et les événements historiques exceptionnels qu'il a vécus.

La génération est bien sûr importante, mais elle n'est pas l'unique facteur qui influe sur l'identité ethnique. Au fil des années, les questions posées dans le recensement du Canada ont donné de l'importance à l'origine ethnique. Périodiquement, des efforts ont été faits pour que ces questions soient retirées ou pour permettre aux gens de répondre «Canadien» ou «Américain». Toutefois, les porte-parole des divers groupes ethniques ont lutté contre ces efforts : en 1961, les membres de l'Assemblée législative du Québec menacèrent de boycotter le recensement ou de répondre «Nègre» à la question au sujet de l'origine ethnique si «Canadien» et «Américain» étaient acceptés comme réponses[13]. La question a continué d'être demandée, à la différence qu'en 1981 elle ne spécifiait plus qu'il fallait tenir compte de l'origine du côté paternel. Le fait de devoir indiquer une origine ethnique et de savoir qu'elle était inscrite dans les documents officiels a accentué la conscience ethnique. Il est ironique que l'on ait cessé de tenir des statistiques de l'immigration en ce qui concerne l'origine ethnique à la fin des années 1960 quand la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme avait soulevé la question de l'appartenance ethnique au Canada.

Les noms de famille ont également une influence. Les personnes qui ont des noms d'origine autre que britannique se font souvent demander l'origine de leur nom. Ils se font de plus solliciter par les organisations ethniques qui font des suppositions au sujet de leur origine en se fondant sur les noms de famille. En 1986, il fut révélé que les noms à consonnance étrangère figurant sur les rôles des tribunaux étaient vérifiés régulièrement par les agents de l'immigration à la recherche d'étrangers illégaux. Les chercheurs proposent parfois de prendre des noms trouvés dans les annuaires téléphoniques ou sur les listes électorales ou les rôles d'évaluation comme base d'un échantillon sur un groupe ethnique, ou d'utiliser les noms comme indices pour l'immigration et l'établissement de groupes ethniques.

Les noms sont cependent une indication incertaine de l'identité ethnique. Ils peuvent être modifiés assez facilement. Auparavant, les agents d'immigration les simplifiaient parfois ou les changeaient complètement pour la commodité; les immigrants arrivés par la suite simplifiaient ou changeaient aussi leurs noms, en particulier (selon deux études sur les changements de noms effectués en Ontario au début des années 1960[14]) les immigrants slaves. Dans beaucoup de cas, mais pas tous, ces changements reflètent les changements d'identité ethnique; quelquefois, les individus ou leurs descendants reviennent à leurs noms de famille initiaux.

Les formalités juridiques pour changer son nom par acte simple sont faciles, mais le processus psychologique peut être extrêmement difficile.

Quand on essaya d'angliciser les noms de deux orphelins arméniens qu'on appelait les garçons de Georgetown en 1923, un garçon dit d'un autre, «... vous voyez ce garçon assis à la fin de la rangée? Il a perdu son père et sa mère, son foyer et son pays — tout ce qui est cher à son cœur d'enfant. Son nom est tout ce qui lui reste de son passé. Je vous en prie, monsieur, ne le lui enlevez pas!» Grâce à cette intervention, l'idée de changer le nom fut abandonnée[15]. Dans le cas d'un immigrant italien, l'anglicisation de son nom de Veltri en Welch a été tenue pour cause de sa maladie mentale et de sa mort prématurée[16].

La discrimination fondée sur le nom, la physionomie ou l'accent exercée à l'encontre des membres de divers groupes ethniques a accentué la conscience de l'identité ethnique; elle a également exercé une pression incitant à l'abandon de l'identité ethnique ancestrale. Le romancier John Marlyn a décrit comment le protagoniste de *Under the Ribs of Death*, Sandor Hunyadi, le fils d'un immigrant hongrois cultivé né au Canada et ayant grandi à Winnipeg durant les années 1920, en est venu à cause de la discrimination à se détourner des valeurs de son père et à changer son nom en celui d'Alex Hunter, afin que personne ne puisse jamais dire qu'il avait été un étranger[17]. La discrimination notoire à l'encontre des étrangers ennemis, en particulier les Allemands durant la Première Guerre mondiale et les Canadiens japonais au cours de la Seconde Guerre mondiale, a mené, dans le premier cas, à de nombreuses dénégations des origines ethniques réprouvées et a conduit, dans le second cas, à éviter les communautés et les institutions ethniques ainsi que les mariages exogames.

La politique de multiculturalisme a également eu des effets contradictoires. Elle a été interprétée comme un encouragement à conserver l'identité ethnique, la langue et la culture ancestrales, et on lui a reproché soit de poursuivre ce but, soit de le faire de façon inefficace. Elle comporte en même temps des programmes visant à éliminer les barrières à une participation entière à la société canadienne et à encourager les échanges entre les divers groupes ethniques; par conséquent, dans la mesure où elle est couronnée de succès, elle facilite l'épanouissement d'une identité canadienne. La contradiction reflète un paradoxe dans les objectifs des groupes ethniques. Ils veulent à la fois demeurer distincts et avoir l'égalité avec les autres, en tant que collectivités et en tant qu'individus. Toutefois, la question doit être posée de savoir si, dans un pluralisme égalitaire, il est possible de manifester une différenciation plus que marginale ou d'un caractère ethnique symbolique. Ceux qui critiquent la politique de multiculturalisme l'accusent de ne pas tenir compte des questions de pouvoir économique et politique, au profit des questions culturelles. Ils supposent que ces deux éléments peuvent être séparés. Ce postulat est erroné : «Les cultures... diffèrent surtout par les compétences, les habitudes de travail et les objectifs qu'elles inculquent à l'individu[18].» Des choix difficiles doivent être faits quant à la question de savoir s'il faut mettre l'accent sur la conservation des différences ou sur l'égalité; il revient aux individus plutôt qu'aux collectivités de faire ces choix.

NOTES

1. O'Bryan et al., *Non-Official Languages*.
2. Everett C. Hughes, *The Sociological Eye: Selected Papers*, Chicago et New York, Aldine Atherton, 1971, p. 186.
3. The Levy-Coughlin Partnership, «The National Survey of Folkloric Performing Arts Groups», préparé pour le Programme du multiculturalisme du gouvernement du Canada, 1982.
4. Aun, *The Political Refugees*, p. 58.
5. Harry Vjekoslav Herman, *Men in White Aprons: A Study of Ethnicity and Occupation*, Toronto, Peter Martin Associates, 1978, p. xiii.
6. Bruce Kidd, «The Workers' Sports Movement in Canada, 1924-40: The Radical Immigrants' Alternative» dans *Polyphony*, vol. 7, nº 1, 1985, p. 80-88.
7. Rovert F. Harney, «Homo Ludens and Ethnicity», dans *Polyphony*, vol. 7, nº 1, 1985, p. 9 et 10.
8. Doug Daniels, «The White race is shrinking: perceptions of race in Canada and some speculations on the political economy of race classification» dans *Ethnic and Racial Studies*, vol. 4, nº 3, 1981, p. 353-356.
9. O'Bryan et al., *Non-Official Languages*, p. 97.
10. Wsevolod W. Isajiw, «Ethnic Identity Retention». document sur le pluralisme ethnique nº 5, Toronto, Centre for Urban and Community Studies, Université de Toronto, 1981, p. 47-49.
11. Alan Anderson et Leo Driedger, «The Mennonite Family: Culture and Kin in Rural Saskatchewan» dans *Canadian Families*, édité par Ishwaran, p. 166.
12. Isajiw, «Ethnic Identity Retention», p. 49.
13. *Globe and Mail*, 18 janvier 1961.
14. Canadian Institute of Cultural Research, *Ethnic Change of Name, Ontario - A Pilot Study*, Toronto, Canadian Institute of Cultural Research, 1965; Brenda Conway, «A Study of Factors Involved in Name Changing by Members of Ethnic Minorities», thèse de maîtrise, Université de Toronto, 1966.
15. Jace Apramian, «The Georgetown Boys» dans *Polyphony*, vol. 4, nº 2, 1982, p. 44 et 45.
16. John Potestio, «The Memoirs of Giovanni Veltri» dans *Polyphony*, vol. 7, nº 2, 1985, p. 14.
17. John Marlyn, *Under the Ribs of Death*, Toronto, McClelland and Stewart, 1957.
18. Hughes, *The Sociological Eye*, p. 75.

CHAPITRE DOUZE

Le Canada multiculturel

La société canadienne ne se compose plus d'un courant principal britannique et d'affluents divers; elle est maintenant essentiellement caractérisée par sa diversité ethnique. Ses institutions, bien que fondées sur le modèle britannique, sont distinctement canadiennes, et les personnes de différentes origines y prennent place sans sentiment de singularité ou d'infériorité. La discrimination existe toujours, en particulier à l'encontre des groupes arrivés récemment, mais il existe un éventail de moyens formels et informels de la combattre que peu de Canadiens hésitent à employer. Le Canada est devenu multiculturel.

Pendant longtemps, le postulat du groupe britannique dominant au Canada était la conformité à la société anglaise, à savoir que les immigrants admis au pays ou leurs descendants devaient s'assimiler au groupe britannique. La raison de l'isolement des autochtones dans les réserves et de la restriction ou de l'exclusion des Noirs et des Asiatiques était qu'ils étaient considérés comme inassimilables; les groupes de l'Europe du Sud et de l'Europe centrale dont l'admission était accordée de mauvaise grâce étaient considérés comme assimilables mais avec difficulté. Avec les années, la conformité à la société anglaise devint inapte à décrire la société canadienne réelle ou l'idéal à atteindre et elle fut remplacée par des références à la mosaïque canadienne, une théorie selon laquelle les groupes ethniques ont enrichi et doivent continuer d'enrichir la société et la culture canadiennes en conservant leurs cultures et traditions ancestrales. Toutefois, même si la mosaïque a été exaltée dans les discours des politiciens et autres dignitaires, la politique publique a continué d'être régie par l'idée de conformité à la société anglaise.

Au cours des années 1960, parallèlement à la préoccupation plus grande au sujet des droits de l'homme et à l'émergence de l'appartenance ethnique comme thème dominant dans beaucoup de régions du monde, un nationalisme agité s'est affirmé au Québec, ce qui entraîna notamment l'institution en 1963 de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Les autochtones, chez qui la conscience ethnique grandissait, n'étaient pas expressément mentionnés dans le mandat de la

Commission, et celle-ci décida donc de ne pas s'en préoccuper. Par contre, les «autres groupes ethniques» étaient inclus : la Commission fut chargée de tenir compte de leur «apport (...) à l'enrichissement culturel du Canada et des mesures qui devaient être prises pour sauvegarder cet apport». Aiguillonnés par cette attitude et par l'allusion aux «deux peuples fondateurs» qu'ils trouvaient insultante pour les Canadiens d'origines autres que britannique ou française, les autres groupes ethniques manifestèrent une nouvelle volonté d'affirmation. Leurs porte-parole, dont plusieurs étaient nés au Canada et rompus à la politique, ou encore des immigrants de l'après-guerre invoquèrent la notion de «troisième force» capable de jouer un rôle d'intermédiaire entre Anglais et Français. L'idée fut avancée par le Canadien ukrainien Paul Yusyk dans son discours inaugural au Sénat, et les Ukrainiens prirent la tête du mouvement. On estimait généralement que la puissance de la troisième force correspondait à au moins toutes les personnes inscrites dans le recensement comme étant d'origines ni française ni britannique; on l'évaluait le plus souvent à un tiers de la population.

Par ailleurs, le sociologue John Porter insistait en même temps pour que l'on ne tienne pas compte des différences ethniques et culturelles dans l'intérêt de l'égalité[1]. Pour Porter, la mosaïque tant vantée était simplement une division du travail au moyen de laquelle les Britanniques conservaient une position privilégiée et reléguaient tous les autres à un statut inférieur. Toutefois, les partisans d'une troisième force étaient davantage impressionnés par les données de Porter montrant le classement inégal des diverses catégories d'origine ethnique dans les hiérarchies des professions et des revenus, ainsi que par l'exclusion de fait dans les élites de toutes les catégories autres que les Britanniques, que par sa recommandation de ne pas reconnaître les différences. Les porte-parole des autres groupes ethniques utilisèrent son étude pour faire pression afin d'obtenir l'appui de l'État à l'affirmation des différences ethniques et culturelles, sous prétexte que c'était le seul moyen de réaliser l'égalité.

Le fait que le gouvernement a tenu compte de la pression des représentants des autres groupes ethniques indique que ces groupes avaient déjà acquis une force économique et politique. Les cyniques sont d'avis que le gouvernement n'a agi que pour faire contrepoids aux aspirations des Canadiens français, mais les autres groupes ethniques n'auraient pas été considérés comme un contrepoids éventuel s'ils n'avaient pas été forts. On les avait considérés comme une quantité négligeable dans le passé. Maintenant ils comptaient des sénateurs, des députés, des hommes d'affaires riches et éminents, des universitaires et des hauts fonctionnaires. Il fut donc nécessaire d'en tenir compte, et l'importance donnée aux droits de la personne, à l'appartenance ethnique considérée comme source d'enrichissement et aux dangers du racisme dans le monde entier a sensibilisé davantage les Canadiens d'origine britannique à ces questions.

La première réaction du gouvernement fut d'abandonner l'expression «bilinguisme et biculturalisme» pour la remplacer par «bilinguisme et multiculturalisme». Par la suite, la Commission royale d'enquête sur le

bilinguisme et le biculturalisme consacra le Livre IV de son rapport aux autres groupes ethniques. Il s'agissait à la fois d'une description du rôle passé et présent des Canadiens dont les origines n'étaient pas britanniques, françaises ou autochtones et des grandes lignes d'une politique sociale concernant ces Canadiens, en particulier ceux d'entre eux qui désiraient conserver leur identité ethnique et une partie de leur patrimoine culturel. En outre, en 1967, le gouvernement fédéral termina l'opération entreprise à la fin des années 1940 visant l'élimination des distorsions à caractère ethnique et racial non déclarées, mais contenues *de facto* dans sa politique d'immigration, en mettant en œuvre le programme en neuf points de sélection des immigrants.

Le 8 octobre 1971, le gouvernement fédéral, en réponse au Livre IV du Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, promulgua une politique de multiculturalisme à l'intérieur d'un cadre bilingue :

> Le gouvernement appuiera et encouragera les divers groupes ethniques et culturels qui renforcent la structure et la vitalité de notre société. Ils seront encouragés à faire partager leurs cultures et leurs valeurs avec les autres Canadiens et à contribuer ainsi à enrichir notre vie à tous... En mettant en oeuvre une politique de multiculturalisme à l'intérieur d'un cadre bilingue, le gouvernement offrira son appui de quatre façons :
>
> Premièrement, si les ressources le permettent, le gouvernement s'efforcera d'aider tous les groupes culturels canadiens qui ont manifesté le désir et fait l'effort de continuer d'acquérir les moyens de s'épanouir et d'apporter leur contribution au Canada, et qui ont un besoin évident d'aide, tant les groupes petits et faibles que les groupes forts et très organisés.
>
> Deuxièmement, dans l'intérêt de l'unité nationale, le gouvernement aidera les membres de tous les groupes culturels à vaincre les barrières culturelles empêchant leur participation pleine et entière à la société canadienne.
>
> Troisièmement, dans l'intérêt de l'unité nationale, le gouvernement encouragera les rencontres et les échanges en matière de création entre tous les groupes culturels du Canada.
>
> Quatrièmement, le gouvernement continuera d'aider les immigrants à acquérir au moins une des langues officielles du Canada afin d'aider ceux-ci à devenir des participants à part entière au sein de la société canadienne[2].

Durant la décennie qui suivit, non seulement le gouvernement fédéral mais aussi la plupart des provinces encouragèrent activement le multiculturalisme. Le gouvernement fédéral nomma un ministre d'État responsable du multiculturalisme en 1972 et, l'année suivante, il établit un comité consultatif pour le conseiller. Par l'entremise de la Direction du

multiculturalisme au sein du Secrétariat d'État, il entretenait la liaison avec les communautés ethniques et la presse ethnique, subventionnait la recherche, notamment des projets importants sur les langues non officielles et les attitudes ethniques à l'égard du multiculturalisme ainsi qu'une série d'ouvrages historiques portant sur les groupes ethniques, aidait la mise sur pied de l'Association canadienne des études ethniques, subventionnait des activités dans les arts visuels et d'interprétation et finançait des programmes d'enseignement des langues. Un certain nombre de provinces promulguèrent également des politiques de multiculturalisme et, souvent à l'aide de subventions fédérales, prirent des initiatives dans les domaines de leur ressort, notamment l'éducation.

En outre, plusieurs autres lois importantes furent adoptées. *La Loi sur la citoyenneté*, qui est entrée en vigueur en 1977, abolit le traitement préférentiel accordé auparavant aux sujets britanniques qui faisaient une demande de citoyenneté canadienne. La *Loi canadienne des droits de la personne*, adoptée en 1977, interdit la discrimination fondée sur la race, l'origine ethnique ou nationale, la couleur ou un certain nombre d'autres facteurs, dans les domaines de compétence fédérale. La *Loi sur l'immigration* promulguée en 1978 réitérait les principes de l'universalité et de la non-discrimination.

Enfin, la *Loi constitutionnelle* de 1982 contenait deux clauses visant à implanter les aspects individuel et collectif de la politique de multiculturalisme :

> 15. (1) La loi ne fait exception de personne et s'applique également à tous, et tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, indépendamment de toute discrimination, notamment des discriminations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe, l'âge ou les déficiences mentales ou physiques.
>
> (2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'interdire les lois, les programmes ou les activités destinés à améliorer la situation d'individus ou de groupes défavorisés, notamment du fait de leur race, de leur origine nationale ou ethnique, de leur couleur, de leur religion, de leur sexe, de leur âge ou de leurs déficiences mentales ou physiques...
>
> 27. Cette charte doit être interprétée d'une façon conforme à assurer la conservaton et l'enrichissement du patrimoine multiculturel des Canadiens.

La proclamation du multiculturalisme et son appui par tous les partis politiques ne signifiaient pas que toute la population connaissait la nouvelle politique ni qu'elle l'acceptait. Une enquête effectuée entre novembre 1973 et mars 1974 a révélé que seulement un cinquième environ de la population était au courant de la politique. La même enquête a permis de constater l'attitude généralement positive à l'égard du multiculturalisme, mais pendant

les annés 1970, la politique fut l'objet de critiques pour de nombreuses raisons. Certains intellectuels éminents du Québec l'ont décriée, la jugeant destructive pour le statut de peuple fondateur de la fédération canadienne acquis de haute lutte par les Canadiens français. D'autres critiques la considéraient tournée vers le passé ou conçue pour sauvegarder les privilèges des Canadiens d'origine britannique, en mettant l'accent sur les différences culturelles au sein de la population. D'autres encore, la majorité peut-être, considéraient la nouvelle politique comme une tentative cynique pour acheter le chimérique vote ethnique.

Par contre, les porte-parole de certaines associations ethniques jugèrent la politique insuffisante. Ils appartenaient à des groupes bien organisés, qui estimaient que leurs pressions avaient amené l'adoption de la politique et que son principal objectif devait être la conservation des langues et des cultures. Les groupes ethniques au nom desquels ils prétendaient parler étaient composés de Blancs et d'Européens arrivés au Canada avant la Première Guerre mondiale, au cours du peuplement de l'Ouest et durant les années 1920; des contingents limités mais importants de personnes déplacées étaient venus grossir leurs rangs. Ils avaient été l'objet de discrimination et n'avaient pas encore obtenu la pleine égalité dans la société canadienne. Toutefois, ils y parvenaient progressivement et, par conséquent, ils n'estimaient pas que la question de la participation égale était pressante, cette participation étant amplement assurée par les dispositions de la législation sur les droits de la personne aux niveaux fédéral et provincial. Ces groupes étaient, par contre, très préoccupés par la perte de leurs identité ethnique, de leurs langues et de leurs cultures ancestrales.

Ce point de vue était exprimé clairement dans le premier rapport annuel du Comité consultatif sur le multiculturalisme qui, par exemple, critiqua les centres multiculturels parce que tous les groupes pouvaient participer à leurs programmes «seulement en utilisant une langue commune, présumément le français ou l'anglais[3]». Il était exprimé aussi clairement dans les objections soulevées par ce même comité quand les ministres responsables du multiculturalisme, depuis la fin de 1975 jusqu'à ce jour, proposèrent de porter plus d'attention à la compréhension des groupes et à la lutte au racisme, même s'ils promettaient explicitement de continuer de subventionner les langues ancestrales et les activités folkloriques.

Ni la proclamation de la politique de multiculturalisme ni les lois sur les droits de la personne n'ont mis fin dans les faits à la discrimination raciale et ethnique. Certains des groupes visés au début n'en étaient plus victimes, mais des groupes nouvellement arrivés étaient encore soumis à un traitement inéquitable. En particulier, les groupes dont la présence n'avait pas été évidente à l'époque de la promulgation de la politique, soit les membres des minorités visibles, étaient victimes de différentes formes de discrimination, à la fois individuelle et institutionnelle. Les Sud-Asiatiques étaient l'objet d'insultes verbales, de violence physique et de vandalisme, en particulier au milieu des années 1970 à Vancouver et à Toronto; les Haïtiens se heurtèrent à la discrimination dans l'emploi et à la brutalité policière à Montréal; divers

groupes se plaignirent de comportements discriminatoires de la part des policiers. Les minorités visibles étaient victimes à l'époque non seulement de préjugés fondés sur la couleur, mais aussi de préjugés contre les immigrants récents, accentués par des taux de chômage élevés qui étaient attribués à l'immigration. L'association du chômage et de l'immigration est naturellement discutable : on peut aussi faire valoir d'une façon convaincante que les immigrants contribuent à l'emploi à la fois comme consommateurs et comme entrepreneurs.

Au cours des années 1980, toutefois, la politique de multiculturalisme et les lois sur les droits de la personne avaient gagné du terrain. Inscrites dans la constitution et vantées par des visiteurs éminents, notamment la reine Elisabeth II et le pape Jean-Paul II, elles commençaient à être considérées comme des caractéristiques distinctement canadiennes et comme un pivot de la cohésion du pays. Elles ont donc créé une atmosphère au sein de laquelle les groupes ethniques peuvent affirmer la fierté de leurs origines et les individus peuvent s'élever contre la discrimination.

Il est à noter que la discrimination contre les membres des minorités visibles a mené à un grand nombre d'enquêtes effectuées par les organisations de défense des droits et les gouvernements, notamment les rapports sur les relations raciales dans 11 villes canadiennes demandés au début de 1982 et un rapport d'un comité spécial de la Chambre des communes sur les minorités visibles dans la société canadienne en 1984[4]. Les résultats des enquêtes ont été bien diffusés; il est difficile d'en évaluer les effets. Les résultats n'ont cependant pas été négligeables, comme en fait foi le vif désir de certains groupes qui n'ont pas de traits physiques distinctifs d'être inclus dans les minorités visibles.

De plus, certaines des protestations contre la discrimination visaient l'exclusion non pas des échelons les plus bas des hiérarchies économiques politiques et sociales, mais des élites. Un grand nombre des membres des groupes désavantagés font maintenant partie de l'élite, mais encore peu de gens se distinguant de la majorité par la couleur ont atteint les échelons élevés de la hiérarchie socio-économique. Que cette exclusion des échelons élevés fasse l'objet de protestations souligne le fait que tous les membres des minorités visibles n'ont pas été contraints d'entrer au pays à un statut de bas échelon comme les Noirs, les Chinois, les Japonais et les Sikhs arrivés au début. Leurs niveaux élevés d'instruction, de talents et de compétences sont souvent reconnus, non pas pleinement, mais en partie du moins, dans la société d'accueil.

La politique de multiculturalisme n'a pas rendu possible la conservation des cultures et des langues apportées au Canada de toutes les parties du monde. Elle ne le pouvait pas : y parvenir même partiellement exigerait une certaine séparation des groupes ethniques au sein du pays, ce que personne ne considère possible ou souhaitable. Le multiculturalisme n'a pas apporté non plus l'égalité des chances pour tous les Canadiens, quelles que soient l'époque de leur arrivée, leurs différences linguistiques et culturelles et leur couleur. Mais la politique de multiculturalisme n'aurait pas été mise en

oeuvre si le Canada n'avait pas décidé d'abandonner son passé conformiste et raciste anglo-saxon pour épouser un pluralisme plus égalitaire; la nouvelle politique a donné une impulsion à ce changement. Elle a fait de l'appartenance ethnique symbolique une question de fierté et a donné aux victimes de discrimination des armes pour se battre.

NOTES

1. Porter, *The Vertical Mosaic*.
2. Canada, *Débats de la Chambre des communes*, 1971, p. 8545 et 8546.
3. Comité consultatif canadien sur le multiculturalisme, *Premier rapport annuel*, Ottawa, Comité consultatif canadien sur le multiculturalisme, 1975, p. 20.
4. *L'égalité ça presse! Rapport du Comité spécial sur la participation des minorités visibles à la société canadienne*, Hull, Québec, Imprimeur de la Reine, 1984.

Bibliographie

Abella, Irving et Harold Troper, *None is too many: Canada and the Jews of Europe*, 1933-1948, Toronto, Lesterand Orpen Dennys, 1982.

Abu-Laban, Baha, *An Olive Branch on the Family Tree: The Arabs in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart,1980.

Adachi, Ken, *The Enemy That Never Was: A History of the Japanese Canadians*, Toronto, McClelland and Stewart, 1976.

Allen, Richard, éd., *The Social Gospel in Canada*, Ottawa, Musées nationaux du Canada, 1975.

Anctil, Pierre, «La Société québécoise face au multiculturalisme», communication présentée à la Société canadienne d'ethnologie, Edmonton, 17 mai 1986.

Anderson, Alan B. et James S. Frideres, *Ethnicity in Canada: Theoretical Perspectives*, Toronto, Butterworths, 1981.

Anderson, Grace M., *Networks of Contact: The Portuguese and Toronto*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1974.

Anderson, Grace M. et David Higgs, *A Future to Inherit: The Portuguese Communities of Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1976.

Arnopoulos, Sheila et D. Clift, *The English Fact in Quebec*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1980.

Ashworth, Mary, *The Forces Which Shaped Them: A History of the Education of Minority Group Children in British Columbia*, Vancouver, New Star Books, 1979.

—, *Immigrant Children and Canadian Schools*, Toronto, McClelland and Stewart, 1975.

Aun, Karl, *The Political Refugees: A History of the Estonians in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1985.

Avakumovic, Ivan, *The Communist Party in Canada: A History*, Toronto, McClelland and Stewart, 1975.

Avery, Donald, «Dangerous Foreigners», *European Immigrant Workers and Labour Radicalism in Canada, 1896-1932*, Toronto, McClelland and Stewart, 1979.

—, «Ethnic Loyalties and the Proletarian Revolution: A Case Study of Communist Political Activity in Winnipeg, 1923-1936», dans *Ethnicity Power and Politics in Canada*, édité par Jorgen Dahlie et Tissa Fernando, Toronto, Methuen, 1981, p. 68-93.

—, «The Radical Alien and the Winnipeg General Strike of 1919», dans *The West and the Nation*, édité par C. Berger et R. Cook, Toronto, McClelland and Stewart, 1976, p. 209-231.

Bercuson, David, *Canada and the Birth of Israel*, Toronto, University of Toronto Press, 1985.

—, *Fools and Wise Men: The Rise and Fall of the One Big Union*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1978.

Betcherman, Lita-Rose, *The Swastika and the Maple Leaf: Fascist Movements in Canada in the Thirties*, Toronto, Fitzhenry and Whiteside, 1975.

Boissevain, Jeremy, *The Italians of Montreal: Social Adjustment in a Plural Society*, Études de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, nº 7, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1970.

Bradwin, Edmund W., *The Bunkhouse Man: A study of Work and Pay in the Camps of Canada 1903-1914*, édition originale, 1928; réimpression, Toronto, University of Toronto Press, 1972.

Brandstaetter, Maureen, «A Study of Prairie German Canadian Newspapers during the First World War», thèse de maîtrise, University of Calgary, 1986.

Brennan, J.W., «Wooing the 'Foreign Vote': Saskatchewan Politics and the Immigrant, 1905-1919», dans *Prairie Forum*, vol. 3, nº 1, 1978.

Breton, Raymond, Jeffrey G. Reitz et Victor Valentine, *Cultural Boundaries and the Cohesion of Canada*, Montréal, Institut de recherche sur la politique publique, 1980.

Briant, Peter C. et Daniel Hadekel, «Ethnic Relations in the Construction Industry on the Island of Montreal», rapport présenté à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, 1966.

Buchignani, Norman et Doreen M. Indra avec Ram Srivastava, *Continuous Journey: A Social History of South Asians in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1985.

Burnet, Jean, éd., *Looking into My Sister's Eye*, Toronto, Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario, 1986.

Calderwood, William, «Pulpit, Press and Political Reactions to the Ku Klux Klan in Saskatchewan», dans *The Twenties in Western Canada*, édité par S.M. Trofimenkoff, Ottawa, Musée national de l'homme, 1972.

Campbell, Douglas, éd., *Banked Fires: The Ethnics of Nova Scotia*, Port Credit, The Scribblers' Press, 1978.

Canada, *Rapport du comité spécial sur la propagande haineuse au Canada*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1966.

Canada, *Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Rapport, Livre IV, L'apport culturel des autres groupes ethniques*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1970.

—, *Rapport, Introduction générale*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1967.

Caroli, Betty Boyd, Robert F. Harney et Lydio F. Tomasi, éd., *The Italian Immigrant Woman in North America*, Toronto, Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario, 1978.

Chan, Anthony B., *Gold Mountain: The Chinese in the New World*, Vancouver, New Star Books, 1983.

Chimbos, Peter D., *The Canadian Odyssey: The Greek Experience in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart,1980.

—, «Immigrants' Attitudes toward their Children's Inter-Ethnic Marriages in a Canadian Community», dans *International Migration Review*, vol. 5, nº 1, 1971, p. 5-17.

Ciccocelli, J.A., «The Innocuous Enemy Alien: Italians in Canada During World War Two», thèse de maîtrise, University of Western Ontario, 1977.

Cipywnyk, S., «Multiculturalism and the Child in western Canada», dans *Multiculturalism and Education*, délibérations de la conférence régionale de l'Ouest, Canadian Association for Curriculum Studies, 1976, p. 27-50.

Clement, Wallace, *The Canadian Corporate Elite: An Analysis of*

Economic Power, Toronto, McClelland and Stewart, 1975.

Clement, Wallace et Dennis Olsen, «The Ethnic Composition of Canada's Elites 1951 to 1973», rapport pour le Secrétariat d'État, 1974.

Coleman, W., «From Bill 22 to Bill 101: The Politics of Language under the Parti Québécois», dans *Canadian Journal of Political Science*, vol. 14, nº 3, 1981.

Corbett, David C., *Canada's Immigration Policy: A Critique*, Toronto, University of Toronto Press, 1957.

Coward, Harold et Leslie Kawamura, *Religion and Ethnicity*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1978.

Curtis, James, «Voluntary Associations Joining», dans *American Sociological Review*, vol. 36, 1971, p. 872-880.

Dafoe, John W., *Clifford Sifton in Relation to His Times*, Toronto, Macmillan of Canada, 1931.

Dahlie, Jorgen, «Scandinavian Experiences on the Prairies, 1890-1920: The Frederiksens of Nokomis», dans *The Settlement of the West*, édité par Howard Palmer, Calgary, Comprint Publishing Company, 1977, p. 102-113.

Daniels, Doug, «The white race is shrinking: perceptions of race in Canada and some speculations on the political economy of race classification», dans *Ethnic and Racial Studies*, vol. 4, nº 3, 1981, p. 353-356.

Dawson, C.A., *Group Settlement: Ethnic Communities in Western Canada*, Toronto, Macmillan of Canada, 1936.

—, Introduction à *The British Immigrant: His Social and Economic Adjustment in Canada*, par Lloyd G.Reynolds, Toronto, Oxford University Press, 1935.

Debor, H.W., «The Cultural Contribution of the German Ethnic Group to Canada», essai préparé pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.

Dégh, Linda, *People in the Tobacco Belt: Four Lives*, Ottawa, Musée national du Canada, 1975.

Dirks, Gerald E., *Canada's Refugee Policy: Indifference or Opportunism?*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1977.

Donnelly, M.S., «Ethnic Participation in Municipal Government - Winnipeg, St. Boniface, and the Metropolitan Government of Greater Winnipeg», étude préparée pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.

Dreisziger, N.F., avec M.L. Kovacs, Paul Bödy et Bennett Kovrig, *Struggle and Hope: The Hungarian-Canadian Experience*, Toronto, McClelland and Stewart, 1982.

Dumas, Evelyn, *The Bitter Thirties in Quebec*, traduit par Arnold Bennett, Montréal, Black Rose Books, 1975.

Elkin, Frederick, «The Employment of Visible Minority Groups in Mass Media Advertising», rapport présenté à l'Ontario Human Rights Commission, 1971.

Elliot, Jean Leonard, *Two Nations, Many Cultures: Ethnic Groups in Canada*, Scarborough, Ontario, Prentice-Hall, 1979.

Entz, W., «The Suppression of the German Language Press in September 1918 (with special reference to the secular German Language papers in Western Canada)», dans *Études ethniques du Canada*, vol. 8, nº 2, 1976, p. 56-70.

Epp, Frank H., *Mennonites in Canada, 1786-1920: The History of a Separate People*, Toronto, Macmillan of Canada, 1974.

—, Mennonites in Canada, 1920-1940: A People's Struggle for Survival, Toronto, Macmillan of Canada, 1982.

Francis, E.K., *In Search of Utopia: The*

Mennonites in Manitoba, Altona, Man., D.W. Friesen and Sons, 1955.

Gaida, Pr., S, Kairys, J. Kardelis, J. Puzinas, A. Rinkunas et J. Sungaila, *Lithuanians in Canada*, Canada Ethnicano 5, Ottawa, Lights Printing and Publishing Co., 1967.

Ganzevoort, Herman et Mark Boekelman, éd., *Dutch Immigration to North America*, Toronto, Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario, 1983.

Gordon, Milton M., *Assimilation in American Life*, New York, Oxford University Press, 1964.

Granzberg, Gary, «The Portrayal of Visible Minorities by Canadian Television During the 1982 Prime-time Season», dans *Currents*, vol. 2, nº 2, 1984, p. 23-26.

Gray, James H., *The Winter Years: The Depression on the Prairies*, Toronto, Macmillan of Canada, 1966.

Gruneir, R., «The Hebrew-Christian Mission in Toronto», dans *Études ethniques du Canada*, vol. 9, nº 1, 1977, p. 18-28.

Hall, D.J., *Clifford Sifton*, vol. 2, Vancouver, University of British Columbia Press, 1985.

Hamelin, Jean, éd., *Histoire du Québec*, Toulouse, Privat, 1976.

Harney, Robert F., «Boarding and Belonging: Thoughts on Sojourners' Institutions», dans *Urban History Review-Revue d'histoire urbaine*, vol. 2, 1978, p. 8-37.

—, éd., *Gathering Place: Peoples and Neighbourhoods of Toronto*, 1834-1945, Toronto, Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario, 1985.

—, *Italians in North America*, Toronto, Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario, 1978.

—, «Men Without Women: Italian Migrants in Canada, 1885-1930» dans *The Italian Immigrant Woman in North America*, édité par Betty Boyd Caroli, Robert F. Harney et Lydio F. Tomasi, Toronto, Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario, 1978, p. 79-101.

—, «The New Canadians and Their Life in Toronto», dans *Canadian Geographical Journal*, avril-mai, 1978.

—, «The Padrone System and Sojourners in the Canadian North, 1885-1920», dans *Pane e Lavoro: The Italian American Working Class*, édité par George E. Pozzetta, Toronto, Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario, 1980, p. 119-137.

Harney, Robert et Harold Troper, *Immigrants: A portrait of the Urban Experience, 1890-1930*, Toronto, Van Nostrand Reinhold, 1975.

Hawthorn, Harry B., éd., *The Doukhobors of British Columbia*, London, J.M. Dent and Sons, 1955.

Helling, Rudolf A., Jack Thiessen, Fritz Wieden, Elizabeth et Kurt Wangenheim, et Karl Heeb, «They, too, Founded Canada: A Socio-Economic History of German-Canadians», texte polycopié.

Helly, Denise, *Les Chinois à Montréal 1877-1951*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987.

Henripin, Jacques, «From Acceptance of Nature to Control: The Demography of the French Canadians Since the Seventeenth Century», dans *La Société canadienne-française*, vol. 1, édité par Marcel Rioux et Yves Martin, Toronto, McClelland and Stewart, 1964, p. 204-216.

Henry, Frances, éd., *Ethnicity in the Americas*, La Haye, Mouton, 1976.

Herman, Harry Vjekoslav, *Men in White Aprons: A Study of Ethnicity and Occupation*, Toronto, Peter Martin Associates, 1978.

Heydenkorn, Benedykt, éd., *Memoirs of Polish Immigrants in Canada*, Toronto, Canadian Polish Research Institute, 1979.

—, éd., *Past and Present*, Toronto, Canadian Polish Research Institute, 1974.

—, éd., *Topics on Poles in Canada*, Toronto, Canadian Polish Research Institute, 1976.

Hibbitts, Bernard, «Ethnic groups and Canadian Propaganda Policy in the 1950s», dans *Groups and Governments in Canadian Foreign Policy*, édité par Don Munton, , Institut canadien des Affaires internationales, 1985, p. 100-104.

Hill, Douglas, *The Opening of the Canadian West*, Don Mills, Ontario, Academic Press, Canada, 1973; édition originale en 1967.

Hoar, Victor, *The Mackenzie-Papineau Battalion: Canadian Participation in the Spanish Civil War*, Toronto, Copp Clark, 1969.

Hobart, Charles W., «Italian Immigrants in Edmonton: Adjustment and Integration», rapport de recherche préparé pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, vol. 1.

Hoffman, George, «The New Party and the Old Issues: The Saskatchewan Farmer-Labour Party and the EthnicVote, 1934», dans *Études ethniques du Canada*, vol. 14, nº 2, 1982, p. 1-20.

Hostetler, John A., *Hutterite Society*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1974.

Hughes, Everett C., French Canada in Transition, Chicago, University of Chicago Press, 1943.

Hugues, Everett C., *The Sociological Eye: Selected Papers*, Chicago, Aldine-Atherton, 1971.

Indra, Doreen M., «South Asian Stereotypes in the Vancouver Press», dans *Ethnic and Racial Studies*, vol. 2, nº 2, 1979, p. 166-189.

Isaacs, Harold R., *Idols of the Tribe: Group Identity and Political Change*, New York, Harper and Row, 1977.

Isajiw, Wsevolod, éd., *Identities: The Impact of Ethnicity on Canadian Society*, Toronto, Peter Martin Associates Limited, 1977.

—, «Ethnic Identity Retention», dans *Ethnic Pluralism Paper*, nº 5, Toronto, Centre for Urban and Community Studies, University of Toronto, 1981.

Isajiw, Wsevolod W. et Norbert J. Hartmann, «Changes in the Occupational Structure of Ukrainians in Canada: A methodology for the Study of Changes in Ethnic Studies», dans *Social and Cultural Change in Canada*, vol. 1, édité par W.E. Mann, Toronto, Copp Clark, 1970, p. 96-112.

Ishwaran, K., éd., *Canadian Families: Ethnic Variations*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1980.

Jaenen, Cornelius, «Canadian Education and Minority Rights», dans *Slavs in Canada*, vol. 3, édité par Cornelius Jaenen, Ottawa, Comité inter-universitaire sur les Slaves canadiens, 1971, p. 191-208.

—, «Minority Group Schooling and Canadian National Unity», dans The Journal of Educational Thought, vol. 7, nº 2, 1973, p. 81-93.

—, «Ruthenian Schools in Western Canada, 1897-1919», dans Pædogogica Historica, vol.10, nº 3, 1970, p. 517-541.

Jalava, Mari, «Radicalism or a New Deal, the Unfolding World View of the Finnish Immigrants in Sudbury, 1883-1932», thèse de maîtrise, Université Laurentienne, 1983.

Jaworsky, John, «A Case Study of the Canadian Federal Government's Multiculturalism Policy», thèse de maîtrise, Carleton University, 1979.

Jeletzky, T.F., éd., *Russian Canadians: Their Past and Present*, Ottawa, Borealis Press, 1983.

Johnston, Hugh, *The East Indians in Canada*, Ottawa, Société historique du Canada, 1984.

Joy, Richard J., *Languages in Conflict*, Toronto, McClelland and Stewart, 1972.

Kalbach, Warren E., *The Impact of Immigration on Canada's Population, Ottawa*, Bureau fédéral de la statistique, 1970.

Kalbach, Warren E. et Wayne W. McVey, *The Demographic Bases of Canadian Society*, deuxième éd., Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1971.

Kalbfleisch, Herbert Karl, *The History of the Pioneer German Language Press of Ontario, 1835-1918*, Toronto, University of Toronto Press, 1968.

Karni, Michael G., éd., *Finnish Diaspora 1: Canada, South America, Africa, Australia and Sweden*, Toronto, Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario, 1981.

Katz, Elliott, «The Participation of a Cultural Minority in Politics, Jewish Voting Preferences in Seven Oaks and River Heights, 1969 and 1973», thèse de maîtrise, Université du Manitoba, 1980.

Kaye, V.J., «Three Phases of Ukrainian Immigration», dans *Slavs in Canada*, vol. 1, Edmonton, Comité inter-universitaire sur les Slaves canadiens, 1966.

Keyserlingk, Robert, «Agents within the Gates: The Search for Nazi Subversives in Canada during World War II», dans Canadian Historical Review, juin 1985, p. 211-239.

—, «The Canadian Government's Attitude toward Germans and German Canadians in World War Two», dans *Canadian Ethnic Studies*, vol. 16, nº 1, 1984, p. 16-28.

Kirkconnell, Watson, *Canada, Europe and Hitler*, Toronto, Oxford University Press, 1939.

Kirschbaum, Joseph M., *Slovaks in Canada*, Toronto, The Ethnic Press Association of Ontario, 1967.

Kirschbaum, J.M., B. Heydenkorn, V. Mauko et Rév. P. Gaida, éd., *Twenty Years of the Ethnic Press Association of Ontario*, Toronto, The Ethnic Press Association of Ontario, 1971.

Koch, Eric, *Deemed Suspect A Wartime Blunder*, Toronto, Methuen, 1980.

Kogler, Rudolf et Benedykt Heydenkorn, «Poles in Canada, 1971», dans *Past and Present*, édité par Benedykt Heydenkorn, Toronto, Canadian Polish Research Institute, 1974, p. 27-36.

Kolasky, John, *The Shattered Illusion*, Toronto, Peter Martin, 1979.

Kordan, Bohdan et Lubomyr Luciuk, *A Delicate and Difficult Question: Documents in the History of Ukrainians in Canada*, 1899-1962, Kingston, Limestone Press, 1986.

Kos-Rabcewicz-Zubkowski, L., «Contributions Made by the Polish Ethnic Group to the Cultural Enrichment of Canada», essai préparé pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.

Kosa, John, *Land of Choice: The Hungarians in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1957.

Kostash, Myrna, *All of Baba's Children*, Edmonton, Hurtig, 1977.

Kovacs, Martin L., éd., *Ethnic Canadians: Culture and Education*, Regina, Canadian Plains Research Center, 1978.

Kralt, John, «Ethnic Origin in the Canadian Census, 1871-1981», dans *Changing Realities: Social Trends Among Ukrainian Canadians*, édité par W.R. Petryshyn, Edmonton, The Canadian Institute of Ukrainian Studies, 1980, p. 18-49.

LaViolette, Forrest E., *The Canadian Japanese and World War II*, Toronto, University of Toronto Press, 1948.

Lee, Carol, «The Road to Enfranchisement: Chinese and Japanese in British Columbia», dans *B.C. Studies*, vol. 30, 1976, p. 44-76.

Lehmann, Heinz, *The German-Canadians, 1750-1937: Immigration, Settlement and Culture*, édité et traduit par Gerhard P. Bassler,

St. John's, Terre-Neuve, Jesperson Press, 1986.

Lehr, John C., «The Government and the Immigrant: Perspectives on Ukrainian Block Settlement in the Canadian West», dans *Études ethniques du Canada*, vol. 9, nº 2, 1977, p. 42-52.

Lehr, John C. et D. Wayne Moodie, «The Polemics of Pioneer Settlement: Ukrainian Immigration and the Winnipeg Press», dans *Études ethniques du Canada*, vol. 12, nº 2, 1980, p. 88-101.

Lindal, Walter J., *The Icelanders in Canada*, Canada Ethnica 2, Winnipeg, National Publishers, 1967.

Lindström-Best, Varpu, *The Finns in Canada*, Ottawa, Société historique du Canada, 1985.

—, «'First Press', a Study of the Finnish Canadian Handwritten Newspapers», dans *Polyphony*, vol. 3, nº 2, 1981.

Lipset, S.M., *Agrarian Socialism*, Garden City, Doubleday, 1968.

Loken, Gulbrand, *From Fjord to Frontier: A History of the Norwegians in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1980.

Lupul, Manoly R., éd., *A Heritage in Transition: Essays in the History of Ukrainians in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1982.

—, «The Political Implementation of Multiculturalism», dans *Journal of Canadian Studies*, vol. 17, nº 1, 1982, p. 93-101.

—, éd., *Ukrainian Canadians, Multiculturalism and Separatism: An Assessment*, Edmonton, University ofAlberta Press, 1978.

Lysenko, Vera, *Men in Sheepskin Coats: A Study in Assimilation*, Toronto, Ryerson, 1947.

Macdonald, Norman, *Canada: Immigration and Colonization 1841-1903*, Toronto, Macmillan of Canada, 1968.

Makowski, William Boleslaus, *History and Integration of Poles in Canada*, Péninsule de Niagara, Canada, Le Congrès canadien polonais, 1967.

Malliah, H.L., «A Socio-Historical Study of the Legislators of Alberta», thèse de doctorat, University of Alberta, 1970.

Mann, W.E., *Sect, Cult, and Church in Alberta*, Toronto, University of Toronto Press, 1955.

March, R.R., «Political Mobility of Slavs in the Federal and Provincial Legislatures in Canada», dans *Slavs in Canada*, vol. 2, Toronto, Comité interuniversitaire sur les Slaves canadiens, 1968.

Marunchak, Michael, *The Ukrainian Canadians: A History*, Winnipeg, Ukrainian Free Academy of Sciences, 1970.

McCormack, A. Ross, *Reformers, Rebels, and Revolutionaries: The Western Canadian Radical Movement 1899-1919*, Toronto, University of Toronto Press, 1977.

McEvoy, F.J., «A symbol of Racial Discrimination: The Chinese Immigration Act and Canada's Relations with China, 1942-47», dans *Études ethniques du Canada*, vol. 14, nº 3, 1982, p. 24-42.

McLeod, Keith, «Education and the Assimilation of the New Canadians in the North-West Territories and Saskatchewan, 1885-1934», thèse de doctorat, University of Toronto, 1975.

McRae, Kenneth, «Language Policies as an Aspect of Cultural Policy», document de travail préparé pour Diversité linguistique et culturelle, symposium du Canada et de l'Unesco, Ottawa, du 25 au 30 septembre 1972.

Migus, Paul M., éd., *Sounds Canadian: Languages and Cultures in Multi-Ethnic Society*, Toronto, Peter Martin Associates, 1975.

Milnor, Andrew, «Agrarian Protest in Saskatchewan, 1929-48: A Study in Ethnic Politics», thèse de doctorat, Duke University, 1962.

Mitchell, Elizabeth B., *In Western Canada Before the War*, Saskatoon, Western Producer Prairie Books, 1981.

Morrison, Jean, «Ethnicity and Violence: the Lakehead Freight Handlers Before World War I», dans *Essays in Canadian Working Class History*, édité par Gregory S. Kealey et Peter Warrian, Toronto, McClelland and Stewart, 1976, p. 143-160.

Morton, W.L., Manitoba, *A History*, Toronto, University of Toronto Press, 1957.

The Multilingual Press in Manitoba, Winnipeg, Canada Press Club, 1974.

Newman, Peter C., *Bronfman Dynasty: The Rothschilds of the New World*, Toronto, McClelland and Stewart,1978.

Norris, John, *Strangers Entertained: A History of the Ethnic Groups of British Columbia*, Vancouver, British Columbia Centennial '71 Committee, 1971.

O'Bryan, K.G., J.G. Reitz et O.M. Kuplowska, *Non-Official Languages: A Study in Canadian Multiculturalism*, Ottawa, Approvisionnements et Services Canada, 1976.

Oliver, Peter, *Unlikely Tory: The Life and Politics of Allan Grossman*, Toronto, Lester and Orpen Dennys, 1985.

Palmer, Howard, «Ethnic Relations in Wartime: Nationalism and European Minorities in Alberta during the Second World War», dans *Études ethniques du Canada*, vol. 14, nº 3, 1982, p. 1-23.

—, *Immigration and the Rise of Multiculturalism*, Toronto, Copp Clark, 1975.

—, «The Hutterite Land Expansion Controversy in Alberta», dans *Western Canadian Journal of Anthropology*, vol. 2, nº 2, 1971, p. 18-46.

—, *Land of the Second Chance: A History of Ethnic Groups in Southern Alberta*, Lethbridge, The LethbridgeHerald, 1972.

—, *Patterns of Prejudice: A History of Nativism in Alberta*, Toronto, McClelland and Stewart, 1982.

Palmer, Howard et Tamara Palmer, éd., *Peoples of Alberta: Portraits of Cultural Diversity*, Saskatoon, Western Producer Prairie Books, 1985.

Papp, Susan M., «The Hungarian Press in Ontario», dans *Polyphony*, vol. 4, nº 1, 1982, p. 64-68.

Panchuk, Bohdan, *Heroes of Their Day: The Reminiscences of Bohdan Panchuk*, édité par Lubomyr Y. Luciuk, avec introduction de l'éditeur, Toronto, Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario, 1983.

Paris, Erna, *Jews: An Account of Their Experience in Canada*, Toronto, Macmillan of Canada, 1980.

Paulsen, Frank M., *Danish Settlements on the Canadian Prairies*, Ottawa, Musées nationaux du Canada, 1974.

Paupst, K., «A note on Anti-Chinese Sentiment in Toronto», dans *Études ethniques du Canada*, vol. 9, nº 1, 1977, p. 54-59.

Pearson, Lester B., *Mike: The Memoirs of the Right Honourable Lester B. Pearson, vol. 3, 1957-1968*, édité par John A. Munro et Alex I. Inglis, Toronto, University of Toronto Press, 1975.

Perin, Roberto, «Making Good Fascists and Good Canadians: Consular Propaganda and the Italian Community in Montreal in the 1930's», dans *Minorities and Mother Country Imagery*, édité par Gerald Gold, St. John's, Institute of Social and Economic Research, 1984, p. 136-158.

Peter, Karl A., «The Decline of Hutterite Population Growth», dans *Études ethnique du Canada*, vol. 12, nº 3, 1980, p. 97-110.

—, *The Dynamics of Hutterite Society: An Analytical Approach*, Edmonton, University of Alberta Press, 1987.

Peterson, Tom, «Ethnic and Class Politics in Manitoba», dans *Canadian Provincial Politics: The Party System of the Ten Provinces*, édité par Martin Robin, Scarborough, Prentice Hall, 1972, p. 78-97.

Peterson, William, *Planned Migration: The Social Determinants of the Dutch-Canadian Movement*, Berkeley, University of California Press, 1955.

Petryshyn, W.R., éd., *Changing Realities: Social Trends Among Ukrainian Canadians*, Edmonton, The Canadian Institute of Ukrainian Studies, 1980.

Piniuta, Harry, *Land of Pain, Land of Promise: First Person Accounts by Ukrainian Pioneers, 1891-1914*, Saskatoon, Western Producer Prairie Books, 1978.

Porter, John, «Bilingualism and the Myths of Culture», dans *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 6, 1969, p. 111-119.

—, *The Vertical Mosaic: An Analysis of Social Class and Power in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1965.

Potrebenko, Helen, *No Streets of Gold: A Social History of Ukrainians in Alberta*, Vancouver, New Star, 1977.

Radecki, Henry, *Ethnic Organizational Dynamics: The Polish Group in Canada*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1979.

Radecki, Henry, avec Heydenkorn, Benedykt, *A Member of a Distinguished Family: The Polish Group in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1976.

Ramcharan, Subhas, *Racism: Nonwhites in Canada*, Toronto, Butterworths, 1982.

Ramirez, Bruno et Del Balzo, Michele, «The Italians of Montreal: From Sojourning to Settlement, 1900-1921», dans *Little Italies in North America*, édité par Robert F. Harney et J. Vincenza Scarpaci, Toronto, Société historique multiculturelle de l'Ontario, 1981, p. 63-84.

Rasporich, Anthony W., «Ethnicity in Lakehead Politics, 1900-1970», étude présentée à la conférence de la Société des études ethniques du Canada, Thunder Bay, octobre 1983.

—, *For a Better Life: A History of the Croatians in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1982.

—, «Utopian Ideals and Community Settlements in Western Canada: 1880-1914», dans *The Canadian West*, édité par Henry C. Klassen, Calgary, University of Calgary Press, 1977, p. 37-62.

Reid, W. Stanford, éd., *The Scottish Tradition in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1976.

Reitz, Jeffrey G., *The Survival of Ethnic Groups*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1980.

Richmond, Anthony H. et Kalbach, Warren E., *Factors in the Adjustment of Immigrants and Their Descendants*, Ottawa, ministère des Approvisionnements et Services, 1980.

Rose, Albert, éd., *A People and Its Faith*, Toronto, University of Toronto Press, 1959.

Rosenberg, Stuart, *The Jewish Community in Canada*, vol. 1, Toronto, McClelland and Stewart, 1970.

Roy, Patricia, «The Oriental Menace in British Columbia», dans The Twenties in Western Canada, édité par S.M. Trofimenkoff, Ottawa, Musée national de l'homme, 1972, p. 243-258.

Ryder, N.B., «The Interpretation of Origin Statistics», dans *Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 21, nº 4, 1955, p. 466-479.

Sack, B.G., *History of the Jews in Canada*, Montréal, Harvest House, 1965.

Schermerhorn, R.A., *Comparative Ethnic Relations*, New York, Random House, 1970.

Sharp, Paul, *The Agrarian Revolt in Western Canada*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1948.

Sherwood, David et Wakefield, Allan C., «A Study of Voluntary Associations among Other Ethnic Groups in Canada», étude préparée pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, 1968.

Smilie, Ben, *Visions of the New Jerusalem: The Story of Religious Settlement on the Prairies*, Edmonton, NeWest, 1983.

Smith, David, *Prairie Liberalism*, Toronto, University of Toronto Press, 1975.

Smith, David, *The Regional Decline of a National Party: Liberals on the Prairies*, Toronto, University of Toronto Press, 1981.

Spada, A.V., *The Italians in Canada*, Canada Ethnica 6, Montréal, Riviera Printers & Publishers, 1969.

Speisman, Stephen A., *The Jews of Toronto: A History to 1937*, Toronto, McClelland and Stewart, 1979.

Stone, Leroy D., *Urban Development in Canada*, Ottawa, Bureau fédéral de la statistique, 1967.

Sturino, Franc, «Family and Kin Cohesion among South Italian Immigrants in Toronto», dans *The Italian Immigrant Woman in North America*, édité par Betty Boyd Caroli, Robert F. Harney et Lydio F. Tomasi, Toronto, Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario, 1978, p. 288-311.

Stursberg, Peter, *Diefenbaker: Leadership Gained 1956-62*, Toronto, University of Toronto Press, 1975.

Sunhara, Ann, *The Politics of Racism*, Toronto, Lorimer, 1981.

Tarasoff, Koozma J., «Russians of the Greater Vancouver Area», dans *Slavs in Canada*, vol. 1, Edmonton, Comité interuniversitaire sur les Slaves du Canada, 1966, p. 138-147.

Thompson, John Herd, *The Harvests of War, The Prairie West, 1914-1918*, Toronto, McClelland and Stewart, 1978.

Thompson, John, «The Prohibition Question in Manitoba, 1892-1928», thèse de maîtrise, Université du Manitoba, 1969.

Timlin, Mabel F., «Canada's Immigration Policy, 1896-1910», dans *Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 26, nº 4, 1960, p. 517-532.

Trachtenberg, Henry, «The Winnipeg Jewish Community and Politics: The Inter-War Years, 1919-1939», dans *Transactions of the Historical and Scientific Society of Manitoba*, 3:34-3:35, 1977-1978 et 1978-1979.

Troper, Harold, *Only Farmers Need Apply*, Toronto, Griffin House, 1972.

Trudel, Marcel, *Initiation à la Nouvelle-France, Histoire et institutions*, Montréal, Holt, Rinehart et Winston, 1968.

—, *L'Esclavage au Canada français, Histoire et conditions de l'esclavage*, Québec, Les Presses Universitaires Laval, 1960.

Turek, Victor, *Poles in Manitoba*, Toronto, Polish Research Institute in Canada, 1967.

—, *Polish-Language Press in Canada*, Toronto, Polish Research Institute in Canada, 1962.

Usiskin, Roz, «The Winnipeg Jewish Community: its Radical Elements 1905-1918», dans *Transactions of the Historical and Scientific Society of Manitoba*, 3:33, 1976-1977.

Vaugeois, Denis, *Les Juifs et la Nouvelle France*, Trois-Rivières, Boréal Express, 1968.

Wagner, Jonathan, *Brothers Beyond the Sea: National Socialism in Canada*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1980.

Walker, James W., *A History of Blacks in Canada: A Study Guide for Teachers and Parents*, Ottawa, Ministre d'État au Multiculturalisme, 1980.

Wangenheim, E.D., «The Social Organization of the Japanese Community in Toronto — A Product of Crisis», thèse de maîtrise, Université de Toronto, 1956.

Ward, W. Peter, *White Canada Forever: Popular Attitudes and Public Policy Toward Orientals in British Columbia*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1978.

Wardhaugh, Ronald, *Language and Nationhood: The Canadian Experience*, Vancouver, New Star Books, 1981.

Weinfeld, M., Shaffir, W. et I. Cotler, éd., *The Canadian Jewish Mosaic*, Toronto, John Wiley & Sons, 1981.

Wickberg, Edgar, éd., *From China to Canada: A History of the Chinese Communities in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1982.

Wilson, J. Donald, Robert M. Stamp et Louis-Philippe Audet, éd., *Canadian Education: A History*, Scarborough, Prentice-Hall of Canada, 1970.

Wilson, S.J., *Women, the Family and the Economy, Toronto*, McGraw-Hill Ryerson, 1982.

Winks, Robin W., *The Blacks in Canada: A History*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1971.

Wiseman, Nelson, «Patterns of Prairie Politics», Queen's Quarterly, vol. 88, nº 2, 1981, p. 298-315.

—, *Social Democracy in Manitoba: A History of the CCF/NDP*, Winnipeg, University of Manitoba Press, 1983.

Wolfgang, Aaron, éd., *Education of Immigrant Students: Issues and Answers*, Toronto, Ontario Institute for Studies in Education, 1975.

Woodcock, George et Ivan Avakumovic, *The Doukhobors*, Toronto, Oxford University Press, 1968.

Woodsworth, James S., *Strangers Within Our Gates or Coming Canadians*, édition originale, 1909, réimpression, Toronto, University of Toronto Press, 1972.

Woycenko, Ol'ha, *The Ukrainians in Canada*, Canada Ethnica 4, Ottawa, Trident Press, 1967.

—, «Ukrainian Contribution to Canada's Cultural Life», essai préparé pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, 1965.

Young, Charles H., *The Ukrainian Canadians: A Study in Assimilation*, Toronto, Thomas Nelson & Sons, 1931.

Yuzyk, Paul, *The Ukrainians in Manitoba: A Social History*, Toronto, University of Toronto Press, 1953.

Zybala, Stanley, «Problems of Survival for the Ethnic Press in Canada», dans *Polyphony*, vol. 4, nº 1, 1982, p. 15-29.

Index

Aberhart, William : 155
Abu-Laban, Baha : 69, 75
Acte de l'Amérique du Nord britannique : 120
Adamowska, Maria : 230
Africains : 12
Albanais : 168
Alexander, Lincoln M. : 208
All-Russian Orthodox Church : 148
Allemands : 7, 12, 14, 18, 19, 20, 21, 23, 24, 25, 29, 31, 32, 33, 34, 36, 37, 41, 44, 48, 50, 58, 59, 60, 64, 65, 72, 77, 78, 79, 114, 115, 137, 145, 146, 147, 48, 151, 152, 153, 169, 171, 176, 177, 178, 179, 188, 189, 195, 196, 203, 218, 221, 224, 232, 233, 256, 258 ; *voir aussi* mennonites
Alliance des missionnaires chrétiens : 155
Alvensleben, Gustav Constantin Alvo, von : 72
Amérindiens : 3, 15, 19, 21, 141, 145 ; *voir aussi* autochtones
Amherst, Jeffery, 1er baron : 17
Anderson, Alan : 114
Anderson, Grace M. : 111
Anderson, J.T.M. : 129
Ann : 19
Anticléricalisme : 148
Antillais : 6, 43, 51, 60, 114, 136, 166, 207, 244, 254, 256 ; *voir aussi* Noirs, minorités visibles
Antisémitisme : 44, 71, 83, 157, 187, 197, 199
Appartenance ethnique : définition des groupes ethniques, 5 ; origine ethnique, 5, 6 ; identité ethnique, 5
Arabes : 168, 235, 240 ; Fédération arabe du Canada, 222
Arcand, Adrien : 44
Arméniens : 34, 66, 69, 194, 198, 221, 248, 258
Asiatiques : 35, 153, 166, 168, 170, 171, 184, 185, 187, 197, 204, 238, 239, 240, 242, 243, 250, 253, 254, 255, 260 ; *voir aussi* Chinois, Japonais, Coréens, Sud-Asiatiques, Vietnamiens
Asselin, Olivar : 176
Assimilation : 3, 124, 145, 238 ; *voir aussi* canadianisation
Association de colonisation juive : 30
Association de colonisation mennonite : 41
Association de la presse ethnique du Canada : 234
Association des études ethniques du Canada : 263
Association des Polonais : 195
Association des travailleurs chinois : 185
Associations et organisations : Montefiore Club, 87 ; Primrose Club, 87 ; landsmannschaften, 217 ; sociétés d'entraide, 220 ; sociétés philanthropiques, 218 ;

clubs de lecture, 217 ; sociétés de tempérance, 218 ; *voir aussi* organisations cadres
Autochtones : 3, 4, 14, 15, 145 ; *voir aussi* Amérindiens, Métis
Autrichiens : 25

Baie d'Hudson : 12, 13
Baltes, *voir* Estoniens, Lettons, Lituaniens
Baraga, père Frederik : 145
Barcz, Dominik :15
Barrett, David : 208
Basques : 13
Bata, Thomas : 89
Bataille de Seven Oaks : 23
Bekevar, Saskatchewan : 151
Belges : 25, 31, 67, 78, 106, 145
Belzberg, famille : 89
Bengali : 15
Bercovitch, Peter : 177
Berlin (Kitchener), Ontario : 148, 177, 218, 230
Bernard, Hans : 15
Biélorusses : 23, 79, 222 ; Comité de coordination canadien-biélorusse, 222
Bilinguisme : 1, 4, 9, 14, 124, 132, 139, 140, 174, 175,
Black United Front : 209
Borba (La Lutte) : 191
Borden, sir Robert : 180, 183
Bouddhisme : 13, 152
Bourassa, Henri : 176
Bradwin, Edmund W. : 36, 66, 99
Brandeau, Esther : 16
Brantford, Ontario :158
Brennan, J.W. : 180
Bressani (Bresciani), père Francesco Giuseppe : 15, 145
Bronfman, famille : 89
Budka, évêque Nykyta : 147
Bukoviniens, *voir* Ukrainiens
Bulgares : 66, 78, 99, 168, 189
Button, Thomas : 12

Cabot, Jean (Giovanni Caboto) : 13
Cacic, Tomo : 191
Cahan, C.H. : 183
Calgary, Alberta : 25, 30, 44, 45, 88, 113, 158, 168
Canada Museum und Allgemeine Zeitung : 230
Canada Posten : 231
Canada Press Club : 234
Canada Skandinaven : 231
Canadian Hungarian News : 233
Canadian Scene : 236
Canadianisation : 102, 127, 129, 134
Canadien Pacifique (CP) : 24, 28, 30, 32, 35, 66-68, 72
Cantons de l'Est : 17, 18
Cartier, Jacques : 13
Centro-Américains : 206
Champlain, Samuel de : 13
Charte des droits et libertés (1982) : 83
Charte des Nations Unies : 83, 170, 205, 263
Chervonyi prapor (Drapeau rouge) : 232
Chicago Herald : 234
Chiliens : 23, 45, 59, 60, 206
Chinese Times : 231
Chinois : 13, 23, 24, 34-36, 38, 42, 43, 50, 58, 59, 66, 67, 71, 72, 74, 82, 88, 96, 102, 106, 113, 114, 124, 125, 127, 128, 131, 133, 140, 148, 153, 155, 166, 173, 184, 185, 187, 196, 197, 203, 204, 207, 216, 218, 235, 237, 240, 243, 244, 252, 253, 255, 256, 265
Chrétienté : 144, 145, 146, 148, 152, 153, 155, 157, 158, 168, 169, 170
Churchill, Manitoba : 12
Clark, Charles Joseph : 208
Classe : 21, 42, 45, 46, 60, 64, 66, 70, 74, 78, 85, 87, 94, 101, 175, 176, 183, 188, 190, 191, 201, 202, 220, 239, 254 ; élites, 84
Clement, Wallace : 88

Co-operative Commonwealth Federation (CCF) : 187, 192, 202
Col du Nid-de-Corbeau : 67
Colomb, Christophe : 13
Comité canadien-ukrainien : 222
Comité consultatif sur le multiculturalisme : 241
Comité sur la coopération en matière de citoyenneté canadienne (CCCC) : 231
Commission d'enquête sur la situation de la langue française au Québec (Commission Gendron) : 137
Commission d'enquête sur les criminels de guerre (Commission Deschênes) : 137
Commission des droits de la personne de l'Ontario : 243
Commission des écoles catholiques de Montréal : 127
Commission des écoles protestantes de Montréal : 127
Commission royale d'enquête sur l'immigration des travailleurs italiens et les pratiques supposément frauduleuses des bureaux de placement :71
Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme : 139, 140, 202, 232, 241, 257, 260, 261, 262
Common School Act, Ontario : 126
Communal Property Act : 194
Communisme : 157, 179, 189, 192
Compagnie de la Baie d'Hudson : 4, 24, 28, 76
Congrès canadien-ukrainien : 37, 201
Congrès des métiers et du travail du Canada : 185
Congrès juif du Canada : 220
Conquête : 16, 20
Contrast : 208
Coopératives : 76
Coopératives de crédit : 76, 79, 223 ; Ukrainian Credit Union of Toronto, 79 ; St. Stanislaus and St. Casimir Credit Union, 79
Cordasco, Antonio : 71
Coréens : 60
Crequy, Leonard : 15
Croates : 13, 23, 24, 66-68, 78, 79, 186, 189, 191, 196, 198, 199, 221
Cuisine : 226, 251, 253
Cultes : 144, 151, 157, 169, 170 ; Christian Spiritists' Society, 151 ; Hare Krishna, 170
Culture : 4, 6, 7-9, 20, 29, 30, 39, 41, 43, 58, 59, 76, 98, 102, 103, 114, 120, 128, 129, 130, 132, 133, 135, 136, 139, 140, 141, 157, 178, 184, 191, 194, 205, 215, 217, 235, 241, 247-52, 258, 260, 264, 265
Czas (Time) : 232

Dafoe, John W. : 122
Dahl, Peter : 23
Danois : 12, 30, 31, 41, 78, 79, 147, 156-57, 255
De Grassi, Philip : 22
De Meuron, régiment : 18, 23
De Teive, Diogo : 12
Debartch, Pierre Dominique : 15
Déclaration canadienne des droits (1960) : 83
Déclaration universelle des droits de l'homme : 197
Decore, John : 198
Déportation : 38, 43, 64, 84, 183, 184, 186, 191, 196
Dépression : 41, 75, 76, 78, 105, 155, 156, 187, 189, 194, 196, 199, 200, 233, 234
Der Nordwesten : 232
Deutscher Bund Canada : 188
Dickson, Alberta : 156
Diefenbaker, John George : 199, 200, 202

Discrimination : 7, 20, 22, 24, 35, 36, 45, 58, 65, 69, 71, 72, 76, 77, 79, 82, 83, 85, 87, 96, 115, 132, 136, 153, 158, 169, 174, 178, 180, 182, 183, 187, 192, 201, 206, 207, 216, 218, 237, 241, 242, 253, 255, 258, 260, 263, 264, 265, 266
Distribution spatiale des groupes ethniques : 10, 51-61
Divorce : 95, 111
Dojacek, Frantisec : 232
Dojack, Charles : 232
Dominion Labor Party : 183
Don Valley : 22
Donegani, Francesco : 18
Donegani, Giovanni : 18
Donegani, John : 18
Donegani, William : 18
Doukhobors : 7, 32, 33, 37, 38, 98, 99, 114, 119, 120, 125, 131, 150, 151, 167, 168, 175, 256, ; Fils de la liberté, 125, 131, 151, 167
Dreisziger, Nandor F. : 192
Drieger, Leo : 114
Dualisme canadien : 8, 119
Dunkers ou Dunkards : 21, 151

Écoles : 18, 20, 73, 81, 87, 98, 119-41, 148, 150, 153, 155, 157, 181, 193, 224, 242, 248, 254 ; écoles bilingues, 122-23, 137-41, 181, 193, 248 ; écoles confessionnelles, 121, 154, 170 ; écoles privées, 87, 122, 125, 127, 128-33, 139
Écoles complémentaires, voir écoles privées
Edmonton : 31, 32, 45, 70, 74, 88, 113, 135, 168, 202, 240, 248
Éducation, *voir* écoles
Églises : 16, 19, 20, 79, 127, 128, 144-72, 216, 217, 219, 231, 232, 248-50, 254, ; All-Russian Orthodox Church, 148 ; Église baptiste, 145, 151, 166 ; Église congrégationaliste, 231 ; Église chrétienne réformée, 139 ; Église d'Angleterre (Église anglicane), 19, 145, 166 ; Église luthérienne, 111, 156, 167 ; Église luthérienne évangélique du Canada, 167 ; Église méthodiste, 145, 128, 231 ; Église presbytérienne, 128, 145, 150, 155, 231 ; Église catholique grecque, 146, 147, 154 ; Église grecque indépendante, 150 ; Église catholique polonaise nationale, 231 ; Église catholique romaine, 16, 128, 146, 148, 154, 156, 193, 217, 231 ; Église orthodoxe russe, 150, 154, 155 ; Église catholique grecque ukrainienne, 147, 156, 158, 166 ; Église orthodoxe grecque ukrainienne, 147, 154, 158, 217 ; Église unie du Canada, 155, 156, 166, 167, 217
Eleniak, Wasyl :32
Émigration : 6, 40-42, 45, 86, 87, 96, 108, 151
Empire Reform Association : 219
«Ennemis, Étrangers» : 37, 38, 72, 73, 79, 124, 219, 258,
Enseignants : 122-23, 126, 128, 130, 132-33, 135, 138-40
Entreprises ethniques : 70-79, 83, 86, 87, 88, 104, 110, 232, 252
Epp, Frank : 151
Ericson, Leif : 12
Esclavage : 15, 20, 22, 25
Espagnols : 13, 20, 23, 146, 205
Esterhazy, comte Paul : 33
Estoniens : 4, 31, 45, 46, 79, 186, 198, 252-53 ; Conseil central estonien, 198
États-Unis : 6, 8, 20, 24, 25, 28-34, 36, 37, 38, 40-43, 50, 51, 65, 71, 88, 97, 106, 111, 115, 132, 146, 148, 151, 156-57, 166, 167, 178,

193, 200, 206, 207, 215, 217, 218, 219, 229, 230, 231
Euler, W.D. : 177
Exploitation des immigrants : 66, 67, 73, 74, 84, 182
Exploration : 10, 12, 13
Factor, Sam : 187
Famille : 30, 31, 33, 36, 43, 60, 64, 70, 84, 85, 86, 87, 89, 93-116, 124, 128, 134, 135, 151, 167, 216, 217, 221, 222, 236, 248, 251, 252, 257
Farmers' Unity League : 190
Fascisme : 157, 176, 188
Fédération de la jeunesse ukrainienne-canadienne : 195
Fédération des sociétés polonaises du Canada : 132, 232
Fédération hongroise-canadienne : 220, 222
Federation of Russian Workers and Farmers Clubs : 195
Federazione delle associazioni dai clubs italiani (FACI) : 223
Feltz, Charles Joseph de : 15
Fernandes, João : 13
Filian-Dubois, Thérèse : 15
Finlandais : 31, 38, 42, 43, 66, 68, 71, 73, 78, 84, 96, 177, 181, 182, 183, 186, 189, 190, 191, 239, 254
Folklore : 247, 250, 251, 253
Fort William, Ontario : 68, 190
Foyers pour personnes âgées : 112, 113
Framfari (Progrès) : 230
Franc-maçons chinois : 196
Français : 12, 14, 16, 67, 78, 106
Franklin, Selim : 25
Fraternité catholique ukrainienne : 220
Frontier College : 36
Fuca, Juan de : 13
Galiciens, *voir* Ukrainiens
Garon, André : 17
Garvey, Marcus : 176
Gazeta Katolicka : 231
Gendarmerie royale du Canada (GRC) : 78, 194, 195
Générations : 58, 64, 95, 114, 115, 166, 208, 225, 226, 247, 249, 251, 256, 257
Getty, Donald Ross : 207
Ghadar, Parti : 219
Ghermezian, famille : 89
Ghitter, Ronald : 207
Ghiz, Joseph : 208
Gilbert, sir Humphrey : 12, 13
Gimli, Manitoba : 29
Givens, Philip : 202
Glace Bay, Nouvelle-Écosse : 176
Globensky, Auguste France : 18
Glos Kanadyjski (La Voix canadienne) : 231
Godin, Gérald : 205
Gordon, Milton M. : 5
Gouzenko, affaire : 199
Grand Tronc, chemin de fer du : 35, 71
Gray, James : 76
Grecs : 13, 34, 50, 51, 59, 68, 69, 96, 114, 136, 138, 205, 217, 240, 244, 253
Grèves : 68, 74, 77, 78, 181, 183, 184, 185, 190, 191 ; briseurs de grève, 78
Grossman, Allan : 199
Groupe ethniques minoritaires : 4
Groupes fondateurs : 3, 14, 61
Groupes raciaux 7, 36, 120, 124, 130, 243, ; *voir aussi* minorités visibles
Guerre d'indépendance américaine : 17, 18, 19, 20, 29
Guerre de Corée : 60

Guerre de Sécession : 22
Guerre de Sept Ans : 16
Guerre de 1812 : 18, 20, 21, 23
Gzowski, Casimir : 22

Haïtiens : 51, 59, 136, 205, 206, 264
Halifax, Nouvelle-Écosse : 17, 19, 145, 168, 218, 230
Hamilton, Ontario : 60, 71, 87, 158, 208, 243, 252
Harney, Robert F. : 127
Hart, Aaron : 17, 22
Hart, Arthur Wellington : 22
Hart, Ezekiel : 175
Hawaïens : 23
Hawrelak, William : 202
Head, Wilson : 207
Heaps, Abraham Albert : 192
Heimskringla (Le Globe) : 178, 230
Helgesen, Hans : 25
Helmcken, Dr John Sebastian : 24
Hesse-Heynan, régiment : 18
Heydenkorn, Benedykt : 5
Higgs, David : 111
Hill, Daniel G. : 207
Hitler, Adolf : 189, 195, 196
Hollandais : vii, 17, 21, 25, 31, 32, 42, 45, 58, 60, 64, 66, 79, 102, 105, 106, 113, 114, 115, 135, 139, 170, 171, 224, 225, 235, 240, 256
Hommes-femmes, rapport : 96, 97, 702, 106
Hong Kong : 24, 206
Hongrois : 13, 31, 32, 33, 36, 37, 40, 41, 44, 45, 51, 66, 67, 70, 77, 78, 79, 96, 102, 105, 113, 115, 133, 135, 137, 147, 148, 151, 158, 166, 180, 186, 189, 192, 196, 199, 218, 221, 222, 233, 240, 244
Honneur : 94, 95, 101
Howe, Clarence Decatur : 200
Hubbard, William Peyton : 207
Hudson, Henry : 12
Hutterites : 7, 34, 38, 41, 98, 99, 112, 114, 119, 131, 154, 167, 168, 175, 194, 256

Il Bollettino : 234
Immigrants illégaux : 6, 64, 84, 136
Imperial Order of Daughters of the Empire : 218
Indiens : 35, 51, 145, 168 ; *voir aussi* Sud-Asiatiques
Industrial Workers of the World : 179, 183
Islandais : 29, 30, 113, 122, 128, 201, 217, 218, 230, 232
Ismaïliens : 168, 226
Italiens : 6, 7, 13, 15, 18, 22, 23, 34, 36, 42, 50, 51, 59, 66, 67, 68, 70, 71, 78, 79, 80, 81, 87, 96, 99, 102, 108, 113, 115, 127, 131, 135, 136, 137, 138, 148, 166, 177, 183, 186, 189, 196, 197, 200, 201, 202, 204, 205, 217, 223, 224, 239, 240, 253, 256 ; Congrès national des Italo-Canadiens, 222
Italo-Canadian Recreation Club : 223
Jacobs, Sam : 187
Japanese Camp and Mill Workers Union : 185
Japonais : 35,, 36, 38, 42, 43, 50, 67, 73, 79, 82, 96, 102, 114, 115, 124, 125, 128, 131, 133, 152, 153, 166, 171, 184, 185, 187, 196, 197, 208, 222, 238, 250, 253, 255, 257, 258, 265 ; Association nationale des citoyens canadiens-japonais, 222
Jewish Times : 230
Jones, Coleman Burnley («Rocky») : 207
Juba, Stephen : 202
Juifs : 7, 16, 17, 22, 25, 30, 34, 38, 42, 44, 45, 46, 59, 66, 69, 70, 76, 77, 79, 81, 86, 87, 88, 101, 102,

113, 114, 115, 119, 127, 128, 131, 132, 136, 139, 145, 146, 150, 152, 155, 157, 158, 167, 170, 175, 176, 177, 181, 192, 183, 184, 187, 189, 192, 194, 199, 201, 202, 205, 206, 207, 208, 218, 220, 224, 232, 244, 248, 252, 253, 256
Jung, Douglas : 201

Kanadiiskyi Farmer (Le cultivateur canadien) : 232
Kanadyiets (Le Canadien) : 231
Kashubs : 22
Khrouchtchev, Nikita : 199
Kierkowski, Alexander : 175
King, William Lyon Mackenzie : 45, 187
Kogler, Rudolf : 5
Kolisnyk, William : 192
Komagata Maru : 35
Kosiak, Julian : 207
Kranz, Hugo : 177
Kruger, Theodore : 24
Ku Klux Klan : 187
Kuomintang : 219
L'Anse-aux-Meadows, Terre-Neuve : 12
L'égalité ça presse! : 206, 243
La Penha, Joseph de : 13
La Penha, Daniel S. de : 13
La Presse : 237
La Salle, René-Robert Cavelier de : 15
Labor League (United Jewish People's Order) : 182
Labrador : 12, 13
Laïcisation : 144
Langevin, évêque Adélard : 147
Langue : 6, 9, 22, 32, 34, 58, 59, 70, 71, 84, 85, 98, 101-02, 104, 112, 114-15, 120-41, 146, 153, 156-58, 166-69, 178-83, 189, 191, 193, 204, 209, 215, 224, 226, 229-40, 243-49, 255, 258, 262-65 ; *voir aussi* bilinguisme, langues ancestrales
Laskin, Bora : 88
Latino-Américains : 205
Laumeister, Frank : 24
Laurier, sir Wilfrid : 30, 176
Laurier-Greenway, compromis (1896) : 122
Le Devoir : 237
Le Droit : 237
Le Jeune, Olivier : 15
Le Soleil : 237
Leifur : 230
Lethbridge, Alberta : 115
Lettons : 4, 45, 46, 187, 198, 222 ; Fédération nationale lettone du Canada, 222
Lewis, David : 88, 208
Libanais : 34, 58, 207
Libéral, Parti : 30, 123, 177, 179, 181, 186, 187, 198, 200, 202, 206, 209, 232
Ligue anti-missionnaire :152
Ligue nationale chinoise : 196
Ligue pour la libération de l'Ukraine : 198
Lindström-Best, Varpu : 84
Lingua Ads Service : 235
Lipset, Seymour Martin : 193
Little Newspaper : 233
Lituaniens : 4, 45, 46, 186, 189, 198 ; Conseil national de la communauté canadienne-lituanienne, 222
Lo Stendardo : 231
Lögberg (Le Mont des lois) : 178, 230
Loi canadienne sur les droits de la personne (1977) : 263
Loi constitutionnelle de 1982, voir *Charte des droits et libertés* : 170, 180
Loi des élections en temps de guerre (1917) : 180, 181
Loi des terres fédérales (Homestead Act) : 33, 151

Loi sur l'immigration des Chinois (1923) : 42, 106, 153, 197
Loi sur la citoyenneté canadienne (1947) : 200 ; (1977), 263
Loi 22, province de Québec : 137, 138
Loi 63, province de Québec : 137
Loi 101, province de Québec : 138, 204
London, Ontario : 158
Louisbourg, Nouvelle-Écosse : 19
Luchkovich, Michael : 187
Lufti, Ameen : 69
Lunenburg, Nouvelle-Écosse : 19, 64
Lysenko, Vera : 84
Macédoniens : 34, 66, 70, 96, 99, 146, 194, 198, 217, 253
Mackenzie, William Lyon : 21
Mackenzie-Papineau, bataillon :
Maltais : 50
Manitoba Free Press : 238 ; voir aussi *Winnipeg Free Press*
Marches de protestation : 78 ; Grande marche sur Ottawa, 78
Mariage : 94, 95, 105 ; fiancées par photographie, 96 ; épouses de guerre, 106 ; *voir aussi* mariage interethnique
Mariage interethnique : 7, 16, 18, 33, 102, 115
Marlyn, John : 258
Martin, Paul : 200
Médias : 86, 88, 136, 170, 229, 236, 242-44, 248 ; *voir aussi* presse ethnique
Mennonites : 7, 21, 29, 31, 34, 37, 38, 41, 64, 98, 99, 114, 119, 122, 129, 131, 139, 145, 150-51, 153, 154, 156-57, 167-68, 175, 177, 187, 189, 256 ; amish, 21, 151
Mercenaires : 16, 18, 19, 23
Métis : 23, 28, 145
Mexicains : 23
Mineurs : 66, 67 ; Syndicat des mineurs du Canada, 191 ; chantiers d'exploitation minière, 24, 65, 66
Ministère de l'Éducation de l'Alberta : 123
Ministère de l'Éducation de l'Ontario : 126
Ministère des Affaires extérieures : 198, 209
Ministère des Services nationaux de guerre : 221, 222
Ministre d'État au Multiculturalisme : 204, 263
Minorités visibles : 7, 50, 83, 115, 119, 120
Misionar : 146
Missionnaires, missions : 25, 128, 232, 144, 145, 146, 147, 149, 150-53, 155, 156, 157, 158, 166, 231
Mitchell, Elaine Allen : 4
Monténégrins : 78
Montréal : 9, 15-18
Monts, Pierre Du Gua de : 22, 30, 34, 36, 37, 41, 42, 43, 46, 50, 51, 58, 59, 69, 71, 72, 81, 86, 87, 111, 113, 115, 119, 127, 131, 132, 134, 136, 137, 138, 146, 148, 152, 153, 158, 168, 176, 177, 182, 187, 188, 204, 205, 218, 221, 226, 233, 240-41, 244, 264
Moraves : 21
Mouvement baptiste prophétique : 155
Mouvement pour l'intégration scolaire : 137
Multiculturalisme : 10, 133, 135, 140, 141, 170, 175, 203-06, 226, 227, 241, 250 ,258, 261, 262, 263, 264, 265 ; Direction du Multiculturalisme,
Multilinguisme : 129

Munk, Jens : 12
Mussolini, Benito : 188, 195, 221
Musulmans : 168, 169 ; Conseil des communautés musulmanes au Canada, 168
Narodna Gazeta (La Gazette du peuple) : 232
Nathan, Henry, Jr. : 25
National-socialiste, Parti (Nazis) : 188, 189, 194, 195, 196, 221 ; Parti chrétien national-social, 189 ; Deutscher Bund Canada, 188
Nationalisme : 7, 8, 122, 127, 129, 131, 176, 198, 205, 237, 260
Nationalité : 7, 8
Nègres marrons : 20
Niagara, Ontario : 21
Niagara-on-the-Lake, Ontario : 219
Noirs : 22-24, 31, 36, 43, 50, 51, 58, 83, 115, 119, 120, 125, 126, 169, 176, 207, 208, 242, 243, 265 ; *voir aussi* minorités visibles
Nord-Africains : 46
Norvégiens : 23, 30, 31, 34, 37, 41, 78, 97, 147, 166, 217
Nouveau Parti démocratique (NPD) : 205, 208, 209
Nouvelle France : 14, 15, 16, 17, 18
Nouvelles publications canadiennes : 234, 235

Okinawans : 35
Oleskiw, D^r^ Joseph : 32
Oliver, Frank : 238
Olsen, Dennis : 88
Onderdonk, Andrew : 24
One Big Union : 179, 183
Oppenheimer, David : 25
Oppenheimer, Isaac : 25
Organisation des Finlandais du Canada (FOC) : 182, 190-91, 195
Oshawa, Ontario : 201
Ottawa : 28, 158

Pakistanais : 51, 115, 168-69 ; *voir aussi* Sud-Asiatiques
Pandosy, frère Peter : 25
Parmenius, Stephen : 13
Paroisses nationales (ethniques) : 147, 166
Parrainage, immigration : 46, 106
Parti communiste du Canada (PCC) : 189
Parti conservateur : 30, 32, 122, 177, 178, 179, 180, 181, 186, 187, 193, 199, 200, 202, 204, 206, 207, 209, 232
Parti du crédit social : 164, 202
Parti nationaliste canadien : 189
Parti québécois : 138, 204
Parti social démocrate du Canada : 182-83
Parti socialiste du Canada : 182
Partis politiques : 174, 208 ; *voir aussi* Parti communiste du Canada, Parti conservateur, Co-operative Commonwealth Federation, Parti libéral, Nouveau Parti démocratique, Parti québécois, Union nationale
Patronymes considérés comme indicateurs de l'identité ethnique : 224
Pearl Harbor : 196
Pearson, Lester Bowles : 202
Peddling : 66, 69, 70, 75
Personnes déplacées, *voir* réfugiés
Peuples fondateurs, *voir* groupes fondateurs
Philippins : 60, 207 ; United Council of Filipino Associations across Canada, 222
Phillips, Nathan : 202
Pining, Diedrich : 12
Politique d'immigration : Loi sur l'immigration (1976), 110 ; Accord des chemins de fer, 39

Polonais : 5, 7, 13, 15, 18, 23, 32, 33, 34, 35, 40, 45, 46, 59, 60, 70, 72, 74, 76, 77, 78, 79, 81, 96, 700, 702, 105, 106, 111, 113, 114, 115, 122, 135, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 152, 154, 158, 166, 175, 183, 187, 189, 194, 195, 201, 206, 218, 219, 220, 221, 222, 224, 225, 226, 231, 232, 233, 240, 244, 253, 255 ; Congrès polonais-canadien, 222
Port Arthur, Ontario : 68, 190
Port Royal : 19
Porter, John : 88
Porthorst, Hans : 12
Portugais : 12, 50, 51, 59, 94, 111, 114, 135-36, 140, 166, 205, 540, 256
Prairie Farmer : 234
Première Guerre mondiale : 31, 33, 36, 37, 38, 40, 41, 65, 66, 83, 87, 94, 121, 123, 125, 126, 127, 144, 151, 152, 153, 177, 180, 181, 185, 188, 189, 200, 216, 230, 231, 232, 238, 253, 258, 264
Presse ethnique : 201, 234, 235, 236 ; associations de la presse ethnique, 234, 236 ; Association de la presse ethnique de Colombie-Britannique, 235 ; Association de la presse ethnique de l'Ontario, 201, 234, 236 ; Association de la presse ethnique du Québec, 235 ; *voir aussi* Conseil des médias ethnoculturels du Canada
Prêtres : 40, 65, 146, 147, 148, 149, 150, 249
Prince Albert, Saskatchewan : 201
Professions et métiers des femmes : 240
Programme d'épanouissement culturel (PEC) : 240
Progressiste, mouvement : 155, 193
Prohibition : 154, 174
Projet d'enseignement en langue d'origine (PELO) : 138
Pylypew, Ivan : 32

Québec : 15, 17, 18

Racisme : 25, 43, 133, 176, 197, 206, 207, 261, 264 ; *voir aussi* discrimination
Radecki, Henry : 149, 219
Radicalisme : 75, 175, 176, 181, 182, 183, 184, 187, 191, 199
Radio : 155, 198, 199, 239-44
Ranok (Matin) : 231
Rasminsky, Louis : 88
Rébellion de 1837 : 18
Recensement du Canada : 26, 31, 32, 34, 41, 42, 43, 44, 50, 51, 73, 75, 115, 168, 170, 227, 257
Réfugiés : 34, 44, 45, 46, 59, 166, 168, 173, 182, 187, 189, 195, 198, 206, 226, 237, 238
Regina, Saskatchewan : 78
Régionalisme : 9
Reichmann, famille : 89
Reisman, Simon : 88
Religion, *voir* églises, cultes, sectes
Retour d'immigrants dans leur pays : 44
Révolution hongroise : 45
Révolution russe : 41, 182, 220
Révolution tranquille : 137, 237
Richter, Francis Xavier : 25
Roblin, Sir Rodmont Palen : 122
Robochyi narod : 232
Rosenfeld, Bobbie : 253
Ross, George : 126
Roumains : 32, 33, 34, 37, 43, 76, 78
Rouyn-Noranda : 191
Ruées vers l'or : Colombie-Britannique, 23-26 ; Yukon, 30
Russes : 29, 32, 33, 37, 38, 41, 42, 43, 67, 75, 78, 113, 115, 131, 152, 154, 182, 189, 201, 220, 240 ; *voir aussi* doukhobors

Ruthènes, *voir* Ukrainiens
Ryder, Norman : 5
Ryerson, Egerton : 126

Saint-Laurent, Louis : 198, 199
Saint-Nicolas, fête de la : 105
Salsberg, Joseph B. : 199
Saturday Night : 184, 239
Sault-Sainte-Marie : 42, 190
Scandinaves : ; *voir aussi* Danois, Islandais, Norvégiens, Suédois
Schermerhorn, Robert A. : 5
Schmid, Jean Lucas : 15
Schreyer, Edward Richard : 209
Schubert, Augustus : 24
Seconde Guerre mondiale : 8, 44, 72, 79, 120, 125, 127, 133, 144, 157, 158, 168, 178, 193, 194, 195, 208, 221, 229, 235, 253, 254, 258
Secrétariat d'État : 204, 243, 263
Sectes : 29, 38, 99, 144, 151, 153, 155, 157, 169, 170 ; Église de Dieu, 155 ; Église évangélique libre, 151 ; Evangelical Swedish Mission Covenant of America, 151 ; Evangelical United Brethren, 151 ; Église baptiste allemande d'Amérique du Nord, 151 ; Adventistes du Septième jour, 151 ; *voir aussi* hutterites, mennonites, doukhobors
Ségrégation : 22, 124, 125, 176
Self-Reliance League of Canada : 220
Selkirk, Thomas Douglas, 5e comte de : 23
Seraphim, évêque : 148
Serbes : 66, 78, 196, 199, 200
Shandro, Andrew : 181
Share : 208
Sifton, sir Clifford : 30, 34, 179, 238, 249
Sikhs, sikhisme : 35, 66, 75, 152, 168, 206, 225, 266,
Simcoe, John Graves : 22
Singh, Gurdit : 35
Slovaques : 31, 37, 67, 114, 135, 189, 194, 196, 198, 217, 231 ; Ligue canadienne-slovaque, 196
Slovènes : 13, 79, 199
Slovenske Slovo (La Parole slovaque) : 231
Slovo (La Parole) : 232
Soccer : 254
Socialisme : 157
Société hébraïque de Montréal : 30
Société Radio-Canada (SRC) : 198, 199, 241-43
Sociétés d'aide aux immigrants : 224 ; Société d'aide aux immigrants italiens, 71
Spencer, Andreas : 15
Sports : 253. 254
Starr, Michael : 201, 202
Stelli, George : 25
Stronach, Frank : 89
Sud-Africains : 206
Sud-Asiatiques : 219, 226, 235, 238, 239, 240, 255, 264 ; *voir aussi* Indiens, Pakistanais
Sudbury, Ontario : 42, 78, 158, 190
Suédois : 30, 31, 34, 41, 78, 147, 231
Suisse : 16, 21, 23, 29, 78
Sun Yat Sen : 185
Svenska Canada Tidningen (Nouvelles suédoises du Canada) : 231
Swyrpa, Frances : 132
Sydney, Nouvelle-Écosse : 176
Sylvester, Frank : 25
Synagogues : séfarades, 168, 205 ashkénazes, hassidiques, 168 ; synagogue Holy Blossom, 219
Syriens : 34, 66, 69, 70, 127, 148

Taber, Alberta : 115
Taux de natalité : 104, 105, 112, 137, 237
Tchécoslovaques : 78 ; Alliance nationale tchécoslovaque, 222
Tchèques : 25, 31, 37, 148, 158, 196, 206, 254
Télévision : 236, 239-44
Three Hills, Alberta : 155
Thunder Bay, Ontario : 60, 114, 158, 190
Tiers monde : 85, 206
Timmins, Ontario : 42, 73, 79
Tokoi, Oskari : 189
Tonty, Henry de : 15
Toronto : 9, 334, 41, 42, 44, 45, 45, 50, 51, 59, 68, 71, 72, 79, 87, 109, 111, 113-15, 127, 134, 135, 136, 140, 146, 148, 152, 153, 155, 158, 168, 178, 182, 184, 187, 188, 190, 197, 199, 202, 203, 204, 207, 218, 219, 221, 223, 224, 225, 226, 233, 235, 239, 240, 242, 243, 244, 252, 253, 254, 256, 264
Toronto Jewish Literary and Social Union : 219
Travailleurs temporaires : 36, 68, 99
Tres Reyes : 14
Tribune and Examiner : 234
Trois-Rivières : 17, 22
Troisième force : 10, 261
Troper, Harold M. : 127
Trudeau, Pierre Elliott : 203, 206
Turcs : 66
Turek, Victor : 100
Tyrkir : 12

Ukrainian Labour-Farmer Temple Association (ULFTA) : 182, 189, 220
Ukrainiens : 29, 32-34, 37, 39, 40, 45, 46, 59, 60, 66, 67, 70, 72, 73, 74, 76, 78, 79, 81, 97, 98, 102, 114, 120, 123, 127-28, 132, 137, 146, 147, 148, 150, 154, 156, 158, 166, 179, 181, 182, 183, 186, 189, 192, 194, 195, 196, 198, 199, 201, 202, 203, 205, 208, 215, 216, 220, 222, 224, 230, 231, 232, 238, 240, 248, 250, 256, 261
Ukrainski Holos : 181
Union des fascistes du Canada : 189
Union nationale : 200
Union soviétique : 156, 203, 208
United Empire Loyalists : 17, 19, 20, 21
United Farmers of Alberta : 193
Urban Alliance on Race Relations : 207
Urbanisation : 207

Vancouver : 9, 13, 24, 25, 35, 36, 42, 45, 50, 71, 72, 78, 88, 113, 115, 125, 134, 152, 153, 155, 158, 168, 169, 201, 226, 238, 239, 240, 241, 200, 264 ; émeutes de 1907, 35, 36
Vander Zalm, William : 209
Vaugeois, Denis : 16
Veddar, Volkert : 25
Vegreville, Alberta : 186
Verazzano, Giovanni da : 13
Verigin, Peter : 150
Victoria, Colombie-Britannique : 24, 25, 72, 124, 123, 125, 153, 155, 175
Vietnamiens : 46, 59, 60, 136, 205, 206
Vikings : 12
Vinland : 13

Walker, James W. : 126
Waterloo, Ontario : 64
Watteville, régiment de : 18
Welland, Ontario : 41
West Canada Publishing Company : 231

Western Producer : 234
Windsor, Ontario : 41, 200
Winnipeg : 9, 29, 30, 32, 33, 34, 36, 37, 38, 71, 75, 76, 87, 100, 113, 128, 147, 148, 152, 154, 179, 181, 192, 202, 218, 222, 226, 231, 232, 232, 234, 238, 280, 241, 258
Winnipeg, grève générale de : 38, 75, 181, 183
Winnipeg Courier : 182
Winnipeg Free Press : 234
Winnipeg Telegram : 238
Winnipeg Tribune : 234, 238
Wolf, Andreas : 15
Woodstock, Ontario : 158
Woodsworth, James Shaver : 150
Woycenko, Ol'ha : 39

York Factory : 23
Yougoslaves : 78, 168 ; *voir aussi* Croates, Serbes, Slovènes
Young, Charles : 97
Yukon : 9, 23, 30, 115
Yusyk, Paul : 261

Le Canada est un pays d'immigrants. Un bon tiers de la population canadienne se compose de gens appartenant à des groupes autres que les peuples fondateurs, soit les Français, les Britanniques et les autochtones. Ces autres groupes ethniques sont arrivés au Canada de toutes les parties du monde; certains ont immigré pour échapper à l'oppression politique et militaire, d'autres cherchaient à améliorer leur situation économique. Tous sont venus au Canada à la recherche d'une vie meilleure, bien que beaucoup d'entre eux, tout particulièrement les minorités visibles et religieuses, aient été l'objet de discrimination et de durs traitements.

Les Canadiens de demain, écrit par les directeurs de la série, Jean R. Burnet et Howard Palmer, trace à grands traits toute l'histoire sociologique de l'immigration au Canada et de l'établissement des immigrants, révèle les similarités entre les expériences des nombreux groupes ethniques qui constituent aujourd'hui la mosaïque culturelle du Canada et examine les apports énormes des membres de ces divers groupes à tous les aspects de la vie canadienne. Le présent ouvrage se veut également une introduction explicative à la série «Générations : Histoire des peuples du Canada». Le volume comprend trente-deux pages de photographies.

GÉNÉRATIONS : Histoire des peuples du Canada

Cette série bien documentée est consacrée à l'histoire objective et intéressante des nombreux groupes ethniques qui contribuent à enrichir le patrimoine du Canada. Chaque ouvrage s'adresse au grand public, mais il captivera également les chercheurs, car il s'agit d'une étude originale qui est l'œuvre d'un ou de plusieurs spécialistes de renom. Ces livres sont publiés en collaboration avec le ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté.

Les directeurs de la série sont Jean Burnet, directrice générale de la Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario, et Howard Palmer, professeur d'histoire à l'université de Calgary.

Photographies : Archives publiques du Canada-C57175

ISBN 0-7710-1783-9

9 780771 017834